

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

**VOLUME
CC**

1940-1941

**N° 4686-4700
et Annexe L**

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 4686. — Etats-Unis d'Amérique et Panama :	
Traité en vue de resserrer les liens d'amitié et de coopération entre les deux pays et de régler certaines questions soulevées par suite de la construction du canal interocéanique à travers l'Isthme de Panama, signé à Washington, le 2 mars 1936, et échanges de notes y relatifs, Washington, les 2 mars 1936, 1 ^{er} février 1939 et 25 juillet 1939	17
N° 4687. — Etats-Unis d'Amérique et Tchécoslovaquie :	
Accord commercial avec annexes, protocole et notes, signés à Washington, le 7 mars 1938, et protocole modifiant cet accord, signé à Washington, le 15 avril 1938	87
N° 4688. — Portugal et Siam :	
Traité d'amitié, de commerce et de navigation, avec annexes, signé à Lisbonne, le 2 juillet 1938, et échanges de notes y relatifs de la même date	149
N° 4689. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, France et Turquie :	
Traité d'assistance mutuelle, signé à Ankara, le 19 octobre 1939, et deux Protocoles y annexés de la même date	167
Accord spécial, signé à Ankara, le 19 octobre 1939	172
et Arrangements subsidiaires comprenant :	
un Arrangement relatif au crédit de 25 millions de livres sterling à 4 pour cent, 1939, signé à Paris, le 8 janvier 1940	176
et un Arrangement relatif à l'emprunt de 15 millions de livres sterling à 3 pour cent, 1939, signé à Paris, le 8 janvier 1940	180
Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Turquie :	
Accords subsidiaires, comprenant :	
un Accord relatif à un emprunt de deux millions de livres, signé à Paris, le 8 janvier 1940	183
et un Accord additionnel à l'Accord de commerce et de clearing du 2 septembre 1936, signé à Paris, le 8 janvier 1940	185
N° 4690. — Commonwealth d'Australie et Brésil :	
Echange de notes comportant un accord commercial. Londres, le 19 juillet 1939	191

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME
CC

1940-1941

Nos. 4686-4700
and Annex L

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 4686. — United States of America and Panama :	
Treaty to strengthen further the Bonds of Friendship and Co-operation between the Two Countries and to regulate Certain Questions which have arisen as a Result of the Construction of the Interoceanic Canal across the Isthmus of Panama, signed at Washington, March 2nd, 1936, and Exchanges of Notes relating thereto, Washington, March 2nd, 1936, February 1st, 1939 and July 25th, 1939	17
No. 4687. — United States of America and Czechoslovakia :	
Trade Agreement with Annexes, Protocol and Notes, signed at Washington, March 7th, 1938, and Protocol modifying the Agreement, signed at Washington, April 15th, 1938	87
No. 4688. — Portugal and Siam :	
Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, with Annexes, signed at Lisbon, July 2nd, 1938, and Exchanges of Notes relating thereto of the same Date	149
No. 4689. — Great Britain and Northern Ireland, France and Turkey :	
Treaty of Mutual Assistance, signed at Angora, October 19th, 1939, and Two Protocols annexed thereto of the same Date	167
Special Agreement, signed at Angora, October 19th, 1939	173
and Subsidiary Arrangements including :	
an Arrangement relating to the Credit of £25 Million Sterling at 4 per cent., 1939, signed at Paris, January 8th, 1940	177
and an Arrangement relating to the Loan of £15 Million Sterling at 3 per cent., 1939, signed at Paris, January 8th, 1940	181
Great Britain and Northern Ireland and Turkey :	
Subsidiary Agreements, including :	
an Agreement regarding a Loan of Two Million Pounds, signed at Paris, January 8th, 1940	182
and an Additional Agreement to the Agreement of September 2nd, 1936, regarding Trade and Clearing, signed at Paris, January 8th, 1940	184
No. 4690. — Commonwealth of Australia and Brazil :	
Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. London, July 19th, 1939	191

	Pages
N° 4691. — Japon et Thallande :	
Accord concernant l'exploitation de services aériens entre les deux pays, signé à Bangkok, le 30 novembre 1939, et échange de notes y relatif de la même date	197
N° 4692. — Etats-Unis d'Amérique et Panama :	
Convention relative à l'achèvement d'une route entre les villes de Panamá et de Colón. Signée à Washington, le 2 mars 1936	205
N° 4693. — Allemagne et Lettonie :	
Traité relatif au rapatriement en Allemagne des citoyens lettons de nationalité ethnique allemande, et protocole additionnel. Signés à Riga, le 30 octobre 1939	213
N° 4694. — Albanie, République argentine, Brésil, Chili, Chine, etc. :	
Acte international concernant la coopération intellectuelle. Signé à Paris, le 3 décembre 1938	249
N° 4695. — Suède et Turquie :	
Accord de commerce, avec annexe. Signé à Ankara, le 29 février 1940	267
N° 4696. — Suède et Turquie :	
Accord de Clearing, avec annexe. Signé à Ankara, le 29 février 1940	273
N° 4697. — Suède et Turquie :	
Protocole relatif aux Accords de commerce et de Clearing du 29 février 1940. Signé à Ankara, le 29 février 1940	281
N° 4698. — Grèce, Roumanie, Turquie et Yougoslavie :	
Accord touristique. Signé à Istamboul, le 15 avril 1938	285
N° 4699. — Roumanie et Suisse :	
<i>Modus vivendi</i> concernant les échanges commerciaux et le règlement des paiements, et protocole de signature. Signés à Bucarest, le 2 novembre 1939	289
N° 4700. — Etats-Unis d'Amérique et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Accord commercial, avec annexes, signé à Washington, le 17 novembre 1938, et échanges de notes de la même date	293

ANNEXE L. — Signatures, ratifications, adhésions, prolongations, dénonciations, etc.

N° 170. — Protocole de signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. Genève, le 16 décembre 1920.	
Disposition facultative prévue au Statut ci-dessus.	
Ratification par la Grèce	484
Renouvellement d'acceptation de la disposition facultative par la Thaïlande	484
Dénonciation de la disposition facultative et acceptation avec de nouvelles conditions par différents Etats :	
Royaume-Uni	485
Inde	488
Nouvelle-Zélande	490
Union Sud-Africaine	492
Australie	494
N° 222. — Convention internationale de l'opium. Signée à La Haye, le 23 janvier 1912, et protocole relatif à la mise en vigueur de cette convention.	
Application de la convention à la Birmanie en tant que possession britannique... ..	497

	Page
No. 4691. — Japan and Thailand :	
Agreement for the Operation of Regular Air Services between the Two Countries, signed at Bangkok, November 30th, 1939, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date... ..	197
No. 4692. — United States of America and Panama :	
Convention concerning the Completion of a Highway between the Cities of Panamá and Colón. Signed at Washington, March 2nd, 1936	205
No. 4693. — Germany and Latvia :	
Treaty regarding the Repatriation to Germany of Latvian Citizens ethnically of German Nationality, and Additional Protocol. Signed at Riga, October 30th, 1939	213
No. 4694. — Albania, Argentine Republic, Brazil, Chile, China, etc. :	
International Act concerning Intellectual Co-operation. Signed at Paris, December 3rd, 1938	249
No. 4695. — Sweden and Turkey :	
Commercial Agreement, with Annex. Signed at Ankara, February 29th, 1940	267
No. 4696. — Sweden and Turkey :	
Clearing Agreement, with Annex. Signed at Ankara, February 29th, 1940	273
No. 4697. — Sweden and Turkey :	
Protocol relating to the Commercial and Clearing Agreements of February 29th, 1940. Signed at Ankara, February 29th, 1940	281
No. 4698. — Greece, Roumania, Turkey and Yugoslavia :	
Agreement regarding Tourist Traffic. Signed at Istanbul, April 15th, 1938	285
No. 4699. — Roumania and Switzerland :	
<i>Modus vivendi</i> regarding Commercial Exchanges and Payments, and Protocol of Signature. Signed at Bucharest, November 2nd, 1939	289
No. 4700. — United States of America and Great Britain and Northern Ireland :	
Trade Agreement, with Schedules, signed at Washington, November 17th, 1938, and Exchanges of Notes of the same Date	293
 ANNEX L. — Signatures, Ratifications, Accessions, Prolongations, Denunciations, etc.	
No. 170. — Protocol of Signature of the Statute of the Permanent Court of International Justice. Geneva, December 16th, 1920.	
Optional Clause provided for in the above Statute.	
Ratification by Greece	484
Renewal of Acceptance of the Optional Clause by Thailand	484
Denunciation of the Optional Clause and further Acceptance thereof under New Conditions by several States :	
United Kingdom.	485
India	488
New Zealand.	490
Union of South Africa	492
Australia	494
No. 222. — International Opium Convention. Signed at The Hague, January 23rd, 1912, and Protocol respecting the putting into force of this Convention.	
Application of the Convention to Burma as a British Possession	497

	Pages
N° 284. — Convention entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et la France, au sujet des actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 2 février 1922.	
Echange de notes relatif à l'application à la colonie d'Aden des dispositions de cette convention. Paris, les 20 juin et 16 novembre 1939	498
N° 678. — Protocole relatif aux clauses d'arbitrage. Signé à Genève, le 24 septembre 1923.	
Retrait de la première partie de la réserve des Pays-Bas, en ce qui concerne les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao	500
N° 685. — Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes. Signée à Genève, le 12 septembre 1923.	
Ratification par la France	501
Adhésion du Maroc	501
N° 905. — Convention relative à l'aménagement des forces hydrauliques intéressant plusieurs États et protocole de signature. Signés à Genève, le 9 décembre 1923.	
Adhésion de l'Égypte	501
N° 1414. — Convention relative à l'esclavage. Signée à Genève, le 25 septembre 1926.	
Application de la convention à la Birmanie en tant que possession britannique	502
N° 1829. — Arrangement concernant le service téléphonique entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Suisse, par la France. Signé à Londres, le 14 février, à Berne, le 18 février, et à Paris, le 8 mars 1928.	
Abrogation	503
N° 1845. — Convention internationale de l'opium, adoptée par la deuxième Conférence de l'opium (Société des Nations). Signée à Genève, le 19 février 1925.	
Adhésion du Paraguay.	503
Adhésion du Congo belge et du territoire du Ruanda-Urundi	503
N° 2483. — Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement égyptien établissant un <i>modus vivendi</i> commercial. Le Caire, les 5 et 7 juin 1930.	
Echange de notes prorogeant cet accord jusqu'au 16 février 1940. Le Caire, les 6 et 16 février 1939	504
Echange de notes prorogeant cet accord jusqu'au 16 février 1941. Le Caire, les 13 et 22 février 1940	504
Echange de notes prorogeant cet accord jusqu'au 16 février 1942. Le Caire, le 16 février 1941	506
N° 2523. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Turquie. Signé à Ankara le 1^{er} mars 1930.	
Accord modifiant ce traité. Signé à Londres, le 3 février 1940	509
N° 2733. — Convention pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.	
Ratification par la Bolivie	511
N° 2734. — Convention relative au traitement des prisonniers de guerre. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.	
Ratification par la Bolivie	511
Ratification par la Colombie	511
N° 3115. — Convention et Statuts établissant une Union internationale de secours. Signée à Genève, le 12 juillet 1927.	
Application de la convention à la Birmanie en tant que possession britannique	512

	Page
No. 284. — Convention between the United Kingdom of Great Britain and Ireland and France respecting Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, February 2nd, 1922.	
Exchange of Notes regarding the Extension to the Colony of Aden of the Provisions of this Convention. Paris, June 20th and November 16th, 1939	498
No. 678. — Protocol on Arbitration Clauses, signed at Geneva, on September 24th, 1923.	
Withdrawal of the First Part of the Reservation of the Netherlands, as regards the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao	500
No. 685. — International Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications. Signed at Geneva, September 12th, 1923.	
Ratification by France	501
Accession of Morocco	501
No. 905. — Convention relating to the Development of Hydraulic Power affecting more than one State, and Protocol of Signature. Signed at Geneva, December 9th, 1923.	
Accession of Egypt	501
No. 1414. — Slavery Convention. Signed at Geneva, September 25th, 1926.	
Application of the Convention to Burma as a British Possession	502
No. 1829. — Agreement respecting Telephone Service between Great Britain and Northern Ireland and Switzerland via France. Signed at London, February 14th, at Bern, February 18th, and at Paris, March 8th, 1928.	
Termination of the Agreement	503
No. 1845. — International Opium Convention, adopted by the Second Opium Conference (League of Nations). Signed at Geneva, February 19th, 1925.	
Accession of Paraguay	503
Accession of the Belgian Congo and of the Territory of Ruanda-Urundi	503
No. 2483. — Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Egyptian Government establishing a Commercial <i>modus vivendi</i>. Cairo, June 5th and 7th, 1930.	
Exchange of Notes renewing this Agreement until February 16th, 1940. Cairo, February 6th and 16th, 1939	504
Exchange of Notes renewing this Agreement until February 16th, 1941. Cairo, February 13th and 22nd, 1940	504
Exchange of Notes renewing this Agreement until February 16th, 1942. Cairo, February 16th, 1941	506
No. 2523. — Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Turkey. Signed at Ankara, March 1st, 1930.	
Agreement amending this Treaty, signed at London, February 3rd, 1940... ..	509
No. 2733. — Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armies in the Field. Signed at Geneva, July 27th, 1929.	
Ratification by Bolivia	511
No. 2734. — Convention relative to the Treatment of Prisoners of War. Signed at Geneva, July 27th, 1929.	
Ratification by Bolivia	511
Ratification by Colombia	511
No. 3115. — Convention and Statute establishing an International Relief Union. Signed at Geneva, July 12th, 1927.	
Application of the Convention to Burma as a British Possession	512

	Pages
N° 3127. — Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer. Signée à Londres, le 31 mai 1929.	
Adhésion de la Yougoslavie	513
N° 3172. — Echange de notes entre le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande et le Gouvernement égyptien, comportant un accord commercial provisoire. Le Caire, les 25 et 28 juillet 1930.	
Echange de notes prorogeant l'accord susmentionné jusqu'au 16 février 1941. Le Caire, les 22 avril et 9 mai 1940	513
Echange de notes prorogeant l'accord susmentionné jusqu'au 16 février 1942. Le Caire, le 16 février 1941.	515
N° 3185. — Convention sur le régime fiscal des véhicules automobiles étrangers, avec protocole annexe. Signée à Genève, le 30 mars 1931.	
Adhésion de la Trinité	518
N° 3219. — Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants. Signée à Genève, le 13 juillet 1931.	
Ratification par le Paraguay	518
Adhésion du Congo belge et du territoire du Ruanda-Urundi	518
N° 3459. — Convention sur l'unification de la signalisation routière, avec annexe. Signée à Genève, le 30 mars 1931.	
Adhésion des Indes néerlandaises	519
Adhésion de l'Egypte	519
N° 3476. — Convention internationale relative à la répression de la traite des femmes majeures. Signée à Genève, le 11 octobre 1933.	
Adhésion de la Turquie	519
N° 3564. — Arrangement international relatif aux statistiques des causes de décès. Signé à Londres, le 19 juin 1934.	
Protocole tendant à modifier la nomenclature de base visée dans le paragraphe 2 de l'article 2 de cet arrangement. Signé à Paris, le 6 octobre 1938	520
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement égyptien relatif à l'application à certaines localités en Egypte de l'arrangement susmentionné. Londres, les 24 octobre et 7 novembre 1940	525
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement égyptien relatif à l'application à certaines localités en Egypte de l'arrangement susmentionné. Londres, les 25 juillet et 1 ^{er} septembre 1941	527
N° 3585. — Convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif. Signée à Genève, le 11 octobre 1933.	
Ratification par la France	528
N° 3587. — Convention concernant les règles adoptées en matière de sauvetage de torpilles automobiles. Signée à Paris, le 12 juin 1934.	
Protocole additionnel à cette convention. Signé à Paris, le 12 janvier 1938	529
N° 3663. — Convention relative au Statut international des réfugiés. Signée à Genève, Le 28 octobre 1933.	
Adhésions de colonies et de protectorats britanniques et de territoires sous mandat britannique	530
N° 3962. — Accord commercial entre les Etats-Unis d'Amérique et la Suisse. Signé à Washington, le 9 janvier 1936.	
Echange de notes modifiant l'accord en ce qui concerne les mouchoirs importés aux Etats-Unis. Berne, les 19 septembre, 4 octobre et 14 novembre 1940	532

	Page
No. 3127. — International Convention for the Safety of Life at Sea. Signed at London, May 31st, 1929.	
Accession of Yugoslavia	513
No. 3172. — Exchange of Notes between the Government of the Irish Free State and the Egyptian Government constituting a Provisional Commercial Agreement. Cairo, July 25th and 28th, 1930.	
Exchange of Notes regarding the Prolongation of the above-mentioned Agreement until February 16th, 1941. Cairo, April 22nd and May 9th, 1940	513
Exchange of Notes regarding the Prolongation of the above-mentioned Agreement until February 16th, 1942. Cairo, February 16th, 1941	515
No. 3185. — Convention on the Taxation of Foreign Motor Vehicles, with Protocol-Annex. Signed at Geneva, March 30th, 1931.	
Accession of Trinidad	518
No. 3219. — Convention for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs. Signed at Geneva, July 13th, 1931.	
Ratification by Paraguay	518
Accession of the Belgian Congo and of the Territory of Ruanda Urundi	518
No. 3459. — Convention concerning the Unification of Road Signals, with Annex. Signed at Geneva, March 30th, 1931.	
Accession of the Netherlands Indies	519
Accession of Egypt... ..	519
No. 3476. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women of Full Age. Signed at Geneva, October 11th, 1933.	
Accession of Turkey	519
No. 3564. — International Agreement relating to Statistics of Causes of Death. Signed at London, June 19th, 1934.	
Protocol modifying the minimum nomenclature referred to in Article 2, paragraph 2, of this Agreement. Signed at Paris, October 6th, 1938	520
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Egyptian Government regarding the application of the above Agreement to certain Localities in Egypt. London, October 24th and November 7th, 1940... ..	525
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Egyptian Government regarding the Application of the above Agreement to certain Localities in Egypt. London, July 25th and September 1st, 1941... ..	527
No. 3585. — Convention for facilitating the International Circulation of Films of an Educational Character. Signed at Geneva, October 11th, 1933.	
Ratification by France	528
No. 3587. — Convention relating to the Salvage of Torpedoes. Signed at Paris, June 12th, 1934.	
Additional Protocol to this Convention. Signed at Paris, January 12th, 1938	529
No. 3663. — Convention relating to the International Status of Refugees. Signed at Geneva, October 28th, 1933.	
Accessions of British Colonies and Protectorates and of Territories under British Mandate	530
No. 3962. — Commercial Agreement between the United States of America and Switzerland. Signed at Washington, January 9th, 1936.	
Exchange of Notes modifying the Agreement as regards Handkerchiefs imported into the United States. Berne, September 19th, October 4th and November 14th, 1940	532

	Pages
N° 4117. — Protocole relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité. Signé à La Haye, le 12 avril 1930.	
Application du Protocole à la Birmanie en tant que possession britannique	539
N° 4137. — Convention concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité. Signée à La Haye, le 12 avril 1930.	
Application de la convention à la Birmanie en tant que possession britannique	539
N° 4138. — Protocole relatif à un cas d'apatridie. Signé à La Haye, le 12 avril 1930.	
Application du Protocole à la Birmanie en tant que possession britannique	540
N° 4204. — Echange de notes entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes comportant un accord commercial. Moscou, le 4 août 1937.	
Echange de notes relatif à la prorogation de l'accord susmentionné jusqu'au 6 août 1940. Moscou, le 2 août 1939	541
Echange de notes relatif à la prorogation de l'accord susmentionné jusqu'au 6 août 1941. Moscou, le 6 août 1940... ..	547
N° 4310. — Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, et déclaration annexe. Signées à Genève, le 20 février 1935.	
Ratification par la Turquie	553
N° 4318. — Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde, et le Gouvernement royal siamois, comportant un accord relatif à l'exploitation de services aériens réguliers au-dessus du Siam et au-dessus de l'Inde et de la Birmanie. Bangkok, le 3 décembre 1937.	
Echange de notes modifiant l'accord susmentionné. Bangkok, les 31 janvier et 16, 23 et 27 mars 1940... ..	553
N° 4319. — Convention internationale concernant l'emploi de la radiodiffusion dans l'intérêt de la paix. Signé à Genève, le 23 septembre 1936.	
Ratification par le Chili	557
N° 4366. — Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et le Siam. Signé à Bangkok, le 23 novembre 1937.	
Echange de notes concernant l'application du traité à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie). Bangkok, les 18 et 21 août 1939	558
Echange de notes relatif à l'application du traité aux îles Turques et Caïques et aux îles Caïman. Bangkok, les 25 et 28 mars 1940	559
Echange de notes relatif à l'application du traité à la Colonie des îles Gilbert et Ellice et au Protectorat des îles Salomon britanniques. Bangkok, les 12 et 18 juin 1940	561
Echange de notes relatif à l'application du traité à la Birmanie. Bangkok, les 22 mars et 3 avril 1940	563
N° 4394. — Convention portant modifications à la Convention internationale, signée à Paris le 21 juin 1920 pour la création à Paris d'un Institut international du froid. Signée à Paris, le 31 mai 1937.	
Ratification par la Grèce	565
Ratification par les Pays-Bas	565
N° 4403. — Traité concernant le régime des paiements entre l'Allemagne et les Pays-Bas. Signé à Berlin, le 18 décembre 1937.	
Accord relatif à la prorogation du traité jusqu'au 31 décembre 1940. Signé à Berlin, le 21 décembre 1939	565
Echange de notes relatif à l'entrée en vigueur provisoire de l'accord additionnel susmentionné. Berlin, le 21 décembre 1939	566

	Page
No. 4117. — Protocol relating to Military Obligations in certain Cases of Double Nationality. Signed at The Hague, April 12th, 1930.	
Application of the Protocol to Burma as a British Possession	539
No. 4137. — Convention on certain Questions relating to the Conflict of Nationality Laws. Signed at The Hague, April 12th, 1930.	
Application of the Convention to Burma as a British Possession	539
No. 4138. — Protocol relating to a certain Case of Statelessness. Signed at The Hague, April 12th, 1930.	
Application of the Protocol to Burma as a British Possession	540
No. 4204. — Exchange of Notes between the Government of the United States of America and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, constituting a Commercial Agreement. Moscow, August 4th, 1937.	
Exchange of Notes continuing in force until August 6th, 1940, the above-mentioned Agreement. Moscow, August 2nd, 1939	541
Exchange of Notes continuing in force until August 6th, 1941, the above-mentioned Agreement. Moscow, August 6th, 1940	547
No. 4310. — International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals, and Declaration attached. Signed at Geneva, February 20th, 1935.	
Ratification by Turkey	553
No. 4318. — Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India, and the Royal Siamese Government constituting an Agreement for the Operation of Regular Air Services over Siam and over India and Burma. Bangkok, December 3rd, 1937.	
Exchange of Notes amending the above-mentioned Agreement. Bangkok, January 31st and March 16th, 23rd and 27th, 1940	553
No. 4319. — International Convention concerning the Use of Broadcasting in the Cause of Peace. Signed at Geneva, September 23rd, 1936.	
Ratification by Chile	557
No. 4366. — Treaty of Commerce and Navigation between Great Britain and Northern Ireland and Siam. Signed at Bangkok, November 23rd, 1937.	
Exchange of Notes concerning the Extension of the Treaty to Palestine (excluding Trans-jordan). Bangkok, August 18th and 21st, 1939.	558
Exchange of Notes regarding the Extension of the Treaty to the Turks and Caicos Islands and to the Cayman Islands. Bangkok, March 25th and 28th, 1940	559
Exchange of Notes regarding the Extension of the Treaty to the Gilbert and Ellice Islands Colony and to the British Solomon Islands Protectorate. Bangkok, June 12th and 18th, 1940	561
Exchange of Notes regarding the Extension of the Treaty to Burma. Bangkok, March 22nd and April 3rd, 1940	563
No. 4394. — Convention modifying the International Convention signed at Paris on June 21st, 1920, for the creation at Paris of an International Institute of Refrigeration. Signed at Paris, May 31st, 1937.	
Ratification by Greece	565
Ratification by the Netherlands	565
No. 4403. — Treaty concerning Clearing Transactions between Germany and the Netherlands. Signed at Berlin, December 18th, 1937.	
Agreement regarding the Renewal of this Treaty until December 31st, 1940. Signed at Berlin, December 21st, 1939	565
Exchange of Notes regarding the Provisional Entry into Force of the above-mentioned Additional Agreement. Berlin, December 21st, 1939	566

	Pages
N° 4409. — Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement chinois comportant un accord relatif aux services aériens passant au-dessus de la Chine. Hankéou, le 18 décembre 1937.	
Echange de notes modifiant l'accord susmentionné. Chungking, le 22 avril 1940... ..	570
N° 4461. — Convention concernant le Statut des réfugiés provenant d'Allemagne. Signée à Genève, le 10 février 1938.	
Adhésions de colonies et de protectorats britanniques et de territoires sous mandat britannique	572
N° 4480. — Accord commercial entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de Cuba. Signé à La Havane, le 19 février 1937.	
Echange de notes modifiant cet accord. La Havane, les 7 et 17 octobre 1939	573
N° 4486. — Convention internationale concernant le transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale. Signée à Genève, le 20 février 1935.	
Ratification par la Turquie	579
N° 4487. — Convention internationale concernant l'exportation et l'importation de produits d'origine animale (autres que les viandes, les préparations de viande, les produits animaux frais, le lait et les dérivés du lait). Signée à Genève, le 20 février 1935.	
Ratification par la Turquie	579
N° 4523. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Suisse en matière de procédure civile. Signée à Londres, le 3 décembre 1937.	
Echange de notes relatif à l'application de la convention à la Rhodésie du Sud. Berne, les 27 décembre 1939 et 3 janvier 1940	580
Echange de notes relatif à l'application de la convention à Terre-Neuve. Berne, les 28 décembre 1939 et 3 janvier 1940	581
N° 4536. — Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde et le Gouvernement de la République française comportant un accord relatif aux documents d'identité pour le personnel des aéronefs. Paris, le 15 juillet 1938.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement français relatif à l'application à la Birmanie de l'accord susmentionné. Paris, le 8 juin 1939.	583
N° 4579. — Accord entre les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de la République de Colombie relatif à la constitution d'une mission navale des Etats-Unis d'Amérique en Colombie. Signé à Washington, le 23 novembre 1938.	
Accord additionnel modifiant l'accord susmentionné. Signé à Washington, le 30 août 1941	585
N° 4589. — Echange de notes entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement du Chili, comportant un accord commercial provisoire. Santiago, le 9 janvier 1939.	
Echange de notes prorogeant jusqu'au 31 décembre 1939 l'accord susmentionné. Santiago le 27 juin 1939	588
Echange de notes prorogeant jusqu'au 30 juin 1940 l'accord susmentionné. Santiago, le 27 décembre 1939	590
Echange de notes prorogeant jusqu'au 30 juin 1941 l'accord susmentionné. Santiago, le 14 juin 1940	592

	Page
No. 4409. — Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Chinese Government constituting an Agreement regarding Air Services over China. Hankow, December 18th, 1937.	
Exchange of Notes amending the above-mentioned Agreement. Chungking, April 22nd, 1940	570
No. 4461. — Convention concerning the Status of Refugees coming from Germany. Signed at Geneva, February 10th, 1938.	
Accessions of British Colonies and Protectorates and of Territories under British Mandate	572
No. 4480. — Commercial Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of Cuba. Signed at Havana, February 19th, 1937.	
Exchange of Notes modifying this Agreement. Havana, October 7th and 17th, 1939...	573
No. 4486. — International Convention concerning the Transit of Animals, Meat and other Products of Animal Origin. Signed at Geneva, February 20th, 1935.	
Ratification by Turkey	579
No. 4487. — International Convention concerning the Export and Import of Animal Products (other than Meat, Meat Preparations, Fresh Animal Products, Milk and Milk Products). Signed at Geneva, February 20th, 1935.	
Ratification by Turkey	579
No. 4523. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Switzerland concerning Legal Proceedings. Signed at London, December 3rd, 1937.	
Exchange of Notes regarding the Application of the Convention to Southern Rhodesia. Berne, December 27th, 1939, and January 3rd, 1940.	580
Exchange of Notes regarding the Application of the Convention to Newfoundland. Berne, December 28th and January 3rd, 1940	581
No. 4536. — Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India and the Government of the French Republic constituting an Agreement regarding Documents of Identity for Aircraft Personnel. Paris, July 15th, 1938.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the French Government extending to Burma the above-mentioned Agreement. Paris, June 8th, 1939	583
No. 4579. — Agreement between the Governments of the United States of America and of the Republic of Colombia concerning the Constitution of a Naval Mission of the United States of America to Colombia. Signed at Washington, November 23rd, 1938.	
Supplementary Agreement modifying the above-mentioned Agreement. Signed at Washington, August 30th, 1941	585
No. 4589. — Exchange of Notes between the Government of the United Kingdom and the Government of Chile constituting a Temporary Commercial Agreement. Santiago, January 9th, 1939.	
Exchange of Notes renewing until December 31st, 1939, the above-mentioned Agreement. Santiago, June 27th, 1939	588
Exchange of Notes renewing until June 30th, 1940, the above-mentioned Agreement. Santiago, December 27th, 1939	590
Exchange of Notes renewing until June 30th, 1941, the above-mentioned Agreement. Santiago, June 14th, 1940	592

	Pages
N° 4670. — Accord commercial entre les Etats-Unis d'Amérique et le Canada. Signé à Washington, le 17 novembre 1938.	
Echange de notes relatif à l'attribution de contingents tarifaires en ce qui concerne le gros bétail importé aux Etats-Unis. Washington, les 15 et 21 octobre et 6 décembre 1940	594
N° 130 a). — Traité de commerce et de navigation entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Italie, signé à Florence, le 26 février 1871, modifié par le traité signé à Washington, le 25 février 1913.	
Protocole relatif à la dénonciation de ce traité. Signé à Rome, le 15 décembre 1936 ...	597
N° 131 a). — Traité de commerce et de navigation entre les Etats-Unis d'Amérique et le Japon, et protocole y annexé. Signés à Washington, le 21 février 1911.	
Note du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au Gouvernement japonais notifiant l'abrogation du traité. Washington, le 26 juillet 1939	598

Traités déjà enregistrés à la demande d'une des Parties et présentés à l'enregistrement par une autre Partie :

N° 3961. — Accord concernant la réglementation de la production et de l'exportation du caoutchouc, signé à Londres, le 7 mai 1934, et protocoles modifiant cet accord, signés à Londres, les 27 juin 1935, 22 mai 1936 et 5 février 1937.	
Déclaration du Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes. Signée à Londres, le 6 octobre 1938	600
N° 4394. — Convention portant modifications à la Convention internationale, signée à Paris le 21 juin 1920 pour la création à Paris d'un Institut international du froid. Signée à Paris, le 31 mai 1937	600

	Page
No. 4670. — Trade Agreement between the United States of America and Canada. Signed at Washington, November 17th, 1938.	
Exchange of Notes regarding the allocation of Tariff Quota on Heavy Cattle imported into the United States. Washington, October 15th and 21st and December 6th, 1940	594
No. 130 (a). — Treaty of Commerce and Navigation between the United States of America and Italy, signed at Florence, February 26th, 1871, as amended by the Treaty signed at Washington, February 25th, 1913.	
Protocol regarding the Termination of this Treaty. Signed at Rome, December 15th, 1936	597
No. 131 (a). — Treaty of Commerce and Navigation between the United States of America and Japan, and Protocol annexed thereto. Signed at Washington, February 21st, 1911.	
Note from the Government of the United States of America to the Japanese Government notifying the Termination of the Treaty. Washington, July 26th, 1939... ..	598

Treaties already registered at the request of one Party and presented for registration by another Party :

No. 3961. — Agreement regarding the Regulation of the Production and Export of Rubber, signed at London, May 7th, 1934, and Protocols amending this Agreement, signed at London, June 27th, 1935, May 22nd, 1936, and February 5th, 1937.	
Declaration of the Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India. Signed at London, October 6th, 1938	600
No. 4394. — Convention modifying the International Convention, signed at Paris on June 21st, 1920, for the Creation at Paris of an International Institute of Refrigeration. Signed at Paris, May 31st, 1937	600

NOTE

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce Recueil, ont été établies par le Secrétariat de la Société des Nations.

NOTE

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this Series have been made by the Secretariat of the League of Nations.

N° 4686.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET PANAMA

Traité en vue de resserrer les liens d'amitié et de coopération entre les deux pays et de régler certaines questions soulevées par suite de la construction du canal interocéanique à travers l'Isthme de Panama, signé à Washington, le 2 mars 1936, et échanges de notes y relatifs, Washington, les 2 mars 1936, 1^{er} février 1939 et 25 juillet 1939.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne, et le sous-secrétaire d'Etat des Affaires étrangères et des Communications de la République de Panama. L'enregistrement a eu lieu le 9 février 1940.

UNITED STATES OF AMERICA AND PANAMA

Treaty to strengthen further the Bonds of Friendship and Co-operation between the Two Countries and to regulate Certain Questions which have arisen as a Result of the Construction of the Interoceanic Canal across the Isthmus of Panama, signed at Washington, March 2nd, 1936, and Exchanges of Notes relating thereto, Washington, March 2nd, 1936, February 1st, 1939 and July 25th, 1939.

English and Spanish official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne, and by the Under-Secretary of State for Foreign Affairs and Communications of the Republic of Panama. The registration took place February 9th, 1940.

No. 4686. — TREATY ¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF PANAMA TO STRENGTHEN FURTHER THE BONDS OF FRIENDSHIP AND CO-OPERATION BETWEEN THE TWO COUNTRIES AND TO REGULATE CERTAIN QUESTIONS WHICH HAVE ARISEN AS A RESULT OF THE CONSTRUCTION OF THE INTEROCEANIC CANAL ACROSS THE ISTHMUS OF PANAMA. SIGNED AT WASHINGTON, MARCH 2ND, 1936.

THE UNITED STATES OF AMERICA and THE REPUBLIC OF PANAMA, animated by the desire to strengthen further the bonds of friendship and co-operation between the two countries and to regulate on a stable and mutually satisfactory basis certain questions which have arisen as a result of the construction of the interoceanic canal across the Isthmus of Panama, have decided to conclude a treaty, and have designated for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Cordell HULL, Secretary of State of the United States of America, and
Mr. Sumner WELLES, Assistant Secretary of State of the United States of America ;
and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA :

The Honorable Doctor Ricardo J. ALFARO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Panama to the United States of America, and
The Honorable Doctor Narciso GARAY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Panama on special mission ;

Who, having communicated their respective full powers to each other, which have been found to be in good and due form, have agreed upon the following :

Article I.

Article I of the Convention ² of November 18th, 1903, is hereby superseded.

There shall be a perfect, firm and inviolable peace and sincere friendship between the United States of America and the Republic of Panama and between their citizens.

In view of the official and formal opening of the Panama Canal on July 12th, 1920, the United States of America and the Republic of Panama declare that the provisions of the Convention of November 18th, 1903, contemplate the use, occupation and control by the United States of America of the Canal Zone and of the additional lands and waters under the jurisdiction of the United States of America for the purposes of the efficient maintenance, operation, sanitation and protection of the Canal and of its auxiliary works.

The United States of America will continue the maintenance of the Panama Canal for the encouragement and use of interoceanic commerce, and the two Governments declare their willingness to cooperate, as far as it is feasible for them to do so, for the purpose of insuring the full and perpetual enjoyment of the benefits of all kinds which the Canal should afford the two nations that made possible its construction as well as all nations interested in world trade.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, July 27th, 1939.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 96, page 553.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 4686. — TRATADO¹ ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA Y LA REPÚBLICA DE PANAMÁ PARA FORTALECER MÁS LOS LAZOS DE AMISTAD Y DE COOPERACIÓN ENTRE LOS DOS PAÍSES Y REGULAR ALGUNAS QUESTIONES QUE HAN SURGIDO COMO RESULTADO DE LA CONSTRUCCIÓN DEL CANAL INTER-OCEÁNICO A TRAVÉS DEL ISTMO DE PANAMÁ. FIRMADO A WASHINGTON, EL 2 DE MARZO DE 1936.

LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA y LA REPÚBLICA DE PANAMÁ, animados por el deseo de fortalecer más los lazos de amistad y de cooperación entre los dos países y de regular sobre una base firme y mutuamente satisfactoria algunas cuestiones que han surgido como resultado de la construcción del Canal interoceánico a través del Istmo de Panamá, han resuelto celebrar un tratado y en tal virtud han designado como sus Plenipotenciarios :

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

Al Señor Cordell HULL, Secretario de Estado de los Estados Unidos de América y
Al señor Sumner WELLES, Subsecretario de Estado de los Estados Unidos de América ; y

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE PANAMÁ :

A los Excelentísimos Señores Doctor Ricardo J. ALFARO, Enviado Extraordinario y
Ministro Plenipotenciario de Panamá en los Estados Unidos, y
Doctor Narciso GARAY, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Panamá
en misión especial ;

Quienes, habiéndose comunicado sus respectivos Plenos Poderes, los que han sido hallados en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente :

Artículo I.

El Artículo I de la Convención² de 18 de Noviembre de 1903 queda subrogado así :

Habrá perfecta, firme e inviolable paz y sincera amistad entre los Estados Unidos de América y la República de Panamá y entre sus ciudadanos.

En vista de la apertura formal y oficial del Canal de Panamá el 12 de Julio de 1920, los Estados Unidos de América y la República de Panamá declaran que las estipulaciones de la Convención de 18 de Noviembre de 1903 tienen en mira el uso, ocupación y control por los Estados Unidos de América de la Zona del Canal y de las tierras y aguas adicionales bajo la jurisdicción de los Estados Unidos de América, para los fines del eficiente mantenimiento, funcionamiento, saneamiento y protección del Canal y de sus obras auxiliares.

Los Estados Unidos de América continuarán manteniendo el Canal de Panamá para fomento y uso del comercio interoceánico y los dos Gobiernos declaran su voluntad de cooperar en cuanto les sea factible al propósito de asegurar el goce pleno y perpetuo de los beneficios de todo orden que el Canal debe proporcionar a las dos naciones que hicieron posible su construcción, así como también a todas las naciones interesadas en el comercio universal.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 27 juillet 1939.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de traités*, deuxième série, tome 31, page 599.

Article II.

The United States of America declares that the Republic of Panama has loyally and satisfactorily complied with the obligations which it entered into under Article II of the Convention of November 18th, 1903, by which it granted in perpetuity to the United States the use, occupation and control of the zone of land and land under water as described in the said Article, of the islands within the limits of said zone, of the group of small islands in the Bay of Panama, named Perico, Naos, Culebra and Flamenco, and of any other lands and waters outside of said zone necessary and convenient for the construction, maintenance, operation, sanitation and protection of the Panama Canal or of any auxiliary canals or other works, and in recognition thereof the United States of America hereby renounces the grant made to it in perpetuity by the Republic of Panama of the use, occupation and control of lands and waters, in addition to those now under the jurisdiction of the United States of America outside of the zone as described in Article II of the aforesaid Convention, which may be necessary and convenient for the construction, maintenance, operation, sanitation and protection of the Panama Canal or of any auxiliary canals or other works necessary and convenient for the construction, maintenance, operation, sanitation and protection of the said enterprise.

While both Governments agree that the requirement of further lands and waters for the enlargement of the existing facilities of the Canal appears to be improbable, they nevertheless recognize, subject to the provisions of Articles I and X of this Treaty, their joint obligation to insure the effective and continuous operation of the Canal and the preservation of its neutrality, and consequently, if, in the event of some now unforeseen contingency, the utilization of lands or waters additional to those already employed should be in fact necessary for the maintenance, sanitation or efficient operation of the Canal, or for its effective protection, the Governments of the United States of America and the Republic of Panama will agree upon such measures as it may be necessary to take in order to insure the maintenance, sanitation, efficient operation and effective protection of the Canal, in which the two countries are jointly and vitally interested.

Article III.

In order to enable the Republic of Panama to take advantage of the commercial opportunities inherent in its geographical situation, the United States of America agrees as follows :

(1) The sale to individuals of goods imported into the Canal Zone or purchased, produced or manufactured therein by the Government of the United States of America shall be limited by it to the persons included in classes (a) and (b) of Section 2 of this Article ; and with regard to the persons included in classes (c), (d) and (e) of the said Section and members of their families, the sales above mentioned shall be made only when such persons actually reside in the Canal Zone.

(2) No person who is not comprised within the following classes shall be entitled to reside within the Canal Zone :

(a) Officers, employees, workmen or laborers in the service or employ of the United States of America, the Panama Canal or the Panama Railroad Company, and members of their families actually residing with them ;

(b) Members of the armed forces of the United States of America and members of their families actually residing with them ;

(c) Contractors operating in the Canal Zone and their employees, workmen and laborers during the performance of contracts ;

(d) Officers, employees or workmen of companies entitled under Section 5 of this Article to conduct operations in the Canal Zone ;

(e) Persons engaged in religious, welfare, charitable, educational, recreational and scientific work exclusively in the Canal Zone ;

Artículo II.

Los Estados Unidos de América declaran que la República de Panamá ha cumplido leal y satisfactoriamente las obligaciones que asumió por el Artículo II de la Convención de 18 de Noviembre de 1903, por el cual concedió a perpetuidad a los Estados Unidos de América el uso, ocupación y control de la zona de tierra y de tierra cubierta por agua que se describe en dicho artículo, de las islas situadas dentro de los límites de la mencionada zona, del grupo de pequeñas islas en la bahía de Panamá nombradas Peico, Naos, Culebra y Flamenco, y de cualesquiera otras tierras y aguas fuera de la zona citada necesarias y convenientes para la construcción, mantenimiento, funcionamiento, saneamiento y protección del Canal de Panamá o de cualesquiera canales auxiliares u otras obras, y en reconocimiento de ello los Estados Unidos de América renuncian por el presente artículo a la concesión que le hizo a perpetuidad la República de Panamá, del uso, ocupación y control de tierras y aguas, además de las que ahora están bajo la jurisdicción de los Estados Unidos de América fuera de la zona descrita en el Artículo II de la mencionada Convención, que fueran necesarias y convenientes para la construcción, mantenimiento, funcionamiento, saneamiento y protección del Canal de Panamá o de cualquiera canales auxiliares u otras obras necesarias y convenientes para la construcción, mantenimiento, funcionamiento, saneamiento y protección de dicha empresa.

Si bien los dos Gobiernos convienen en que la necesidad de nuevas tierras y aguas para el ensanche de las actuales facilidades del Canal se estima improbable, reconocen sin embargo, de acuerdo con las estipulaciones de los Artículos I y X de este tratado, su obligación conjunta de asegurar el efectivo y continuo funcionamiento del Canal y el mantenimiento de su neutralidad, y en consecuencia, si en el evento de alguna contingencia ahora imprevista la utilización de tierras o aguas adicionales a las que se están ya usando fuere realmente necesaria para el mantenimiento, saneamiento o eficiente funcionamiento del Canal, o para su protección efectiva, los Gobiernos de los Estados Unidos de América y de la República de Panamá acordarán las medidas que sea necesario tomar para asegurar el mantenimiento, saneamiento, eficiente funcionamiento y protección efectiva del Canal, en el cual los dos países tienen interés conjunto y vital.

Artículo III.

Con el objeto de que la República de Panamá pueda beneficiarse de las ventajas comerciales inherentes a su posición geográfica, los Estados Unidos de América convienen :

1) La venta a individuos de artículos importados a la Zona del Canal o comprados, producidos o manufacturados allí por el Gobierno de los Estados Unidos de América será limitada por éste a las personas incluidas en las categorías (a) y (b) de la Sección 2^a de este Artículo. Con respecto a las personas incluidas en las categorías (c), (d) y (e) de la mencionada Sección y miembros de sus familias, las ventas arriba referidas sólo podrán hacerse cuando tales personas residan realmente en la Zona del Canal.

2) No podrá residir en la Zona del Canal ninguna persona que no esté comprendida en las siguientes categorías :

(a) Jefes, empleados, artesanos u obreros al servicio o en el empleo de los Estados Unidos de América, del Canal de Panamá o de la Compañía del Ferrocarril de Panamá y miembros de sus familias que realmente vivan con ellos ;

(b) Miembros de las fuerzas armadas de los Estados Unidos de América, y miembros de sus familias que realmente vivan con ellos ;

(c) Contratistas que trabajen en la Zona del Canal y sus empleados, artesanos y obreros durante el cumplimiento de sus contratos ;

(d) Jefes, empleados u obreros de compañías que tengan derecho a hacer negocios en la Zona del Canal según la Sección 5 de este artículo ;

(e) Personas que se ocupen en actividades religiosas, de asistencia pública, de caridad, de educación, de recreo y científicas, exclusivamente en la Zona del Canal ;

(f) Domestic servants of all the beforementioned persons and members of the families of the persons in classes (c), (d) and (e) actually residing with them.

(3) No dwellings belonging to the Government of the United States of America or to the Panama Railroad Company and situated within the Canal Zone shall be rented, leased or sublet except to persons within classes (a) to (e), inclusive of Section 2 hereinabove.

(4) The Government of the United States of America will continue to co-operate in all proper ways with the Government of the Republic of Panama to prevent violations of the immigration and customs laws of the Republic of Panama, including the smuggling into territory under the jurisdiction of the Republic of goods imported into the Canal Zone or purchased, produced or manufactured therein by the Government of the United States of America.

(5) With the exception of concerns having a direct relation to the operation, maintenance, sanitation or protection of the Canal, such as those engaged in the operation of cables, shipping, or dealing in oil or fuel, the Government of the United States of America will not permit the establishment in the Canal Zone of private business enterprises other than those existing therein at the time of the signature of this Treaty.

(6) In view of the proximity of the port of Balboa to the city of Panamá and of the port of Cristobal to the city of Colón, the United States of America will continue to permit, under suitable regulations and upon the payment of proper charges, vessels entering at or clearing from the ports of the Canal Zone to use and enjoy the dockage and other facilities of the said ports for the purpose of loading and unloading cargoes and receiving or disembarking passengers to or from the territory under the jurisdiction of the Republic of Panama.

The Republic of Panama will permit vessels entering at or clearing from the ports of Panamá or Colón, in case of emergency and also under suitable regulations and upon the payment of proper charges, to use and enjoy the dockage and other facilities of said ports for the purpose of receiving or disembarking passengers to or from the territory of the Republic of Panama under the jurisdiction of the United States of America, and of loading and unloading cargoes either in transit or destined for the service of the Canal or of works pertaining to the Canal.

(7) The Government of the United States of America will extend to private merchants residing in the Republic of Panama full opportunity for making sales to vessels arriving at terminal ports of the Canal or transiting the Canal, subject always to appropriate administrative regulations of the Canal Zone.

Article IV.

The Government of the Republic of Panama shall not impose import duties or taxes of any kind on goods destined for or consigned to the agencies of the Government of the United States of America in the Republic of Panama when the goods are intended for the official use of such agencies, or upon goods destined for or consigned to persons included in classes (a) and (b) in Section 2 of Article III of this Treaty, who reside or sojourn in territory under the jurisdiction of the Republic of Panama during the performance of their service with the United States of America, the Panama Canal or the Panama Railroad Company, when the goods are intended for their own use and benefit.

The United States of America shall not impose import duties or taxes of any kind on goods, wares and merchandise passing from territory under the jurisdiction of the Republic of Panama into the Canal Zone.

(f) Sirvientes domésticos de todas las personas antes mencionadas y miembros de las familias de las personas correspondientes a las categorías (c), (d) y (e) que realmente vivan con ellos.

3) No se darán en arrendamiento, a plazo o con sujeción a desahucio ni se subarrendarán, casas o habitaciones pertenecientes al Gobierno de los Estados Unidos de América o a la Compañía del Ferrocarril de Panamá y situadas en la Zona del Canal, a personas no comprendidas en las categorías (a) a (e) inclusive de la Sección 2 arriba citada.

4) El Gobierno de los Estados Unidos de América continuará cooperando por todos los medios apropiados con el Gobierno de la República de Panamá, para prevenir violaciones de las leyes de la República en materia de aduanas y de inmigración, inclusive el contrabando al territorio bajo la jurisdicción de la República de artículos importados a la Zona del Canal o comprados, producidos o manufacturados allí por el Gobierno de los Estados Unidos de América.

5) Con excepción de las empresas que tengan relación directa con el funcionamiento, mantenimiento, saneamiento o protección del Canal, o sean las de cable, navieras, petroleras o de combustible, los Estados Unidos de América no permitirán que se radiquen en la Zona del Canal más empresas comerciales privadas que las existentes allí al tiempo de firmarse este tratado.

6) En vista de la proximidad del puerto de Balboa a la ciudad de Panamá y del puerto de Cristóbal a la ciudad de Colón, los Estados Unidos de América continuarán permitiendo, de acuerdo con reglamentos adecuados y mediante el pago de los derechos correspondientes, a las naves que entren a los puertos de la Zona o salgan de ellos, el uso y goce de los muelles y otras facilidades en los mencionados puertos, para el objeto de cargar y descargar mercaderías, y de recibir o desembarcar pasajeros que entren al territorio bajo la jurisdicción de la República de Panamá o que salgan de él.

La República de Panamá permitirá a las naves que entren a los puertos de Panamá o Colón o que zarpen de ellos, en caso de emergencia y también de acuerdo con reglamentos adecuados y mediante el pago de los derechos correspondientes, el uso y goce de los muelles y de otras facilidades de dichos puertos con el objeto de recibir y desembarcar pasajeros con destino a territorio de la República de Panamá bajo jurisdicción de los Estados Unidos de América o procedentes del mismo, y para cargar o descargar mercaderías en tránsito o destinadas al servicio del Canal o de obras pertenecientes al Canal.

7) El Gobierno de los Estados Unidos de América dará a los comerciantes residentes en la República de Panamá plena oportunidad para hacer ventas a las naves que lleguen a los puertos terminales del Canal o que pasen por él, con sujeción siempre a los reglamentos administrativos pertinentes de la Zona del Canal.

Artículo IV.

El Gobierno de la República de Panamá no impondrá derechos de importación ni contribuciones de ninguna clase a las mercancías remitidas o consignadas a las agencias del Gobierno de los Estados Unidos de América en la República de Panamá cuando las mercancías sean destinadas para el uso oficial de tales agencias, ni a las mercancías remitidas o consignadas a las personas comprendidas en las categorías (a) y (b) de la Sección 2 del Artículo III de este tratado, que residan o se hallen temporalmente en territorio bajo la jurisdicción de la República de Panamá, mientras presten sus servicios a los Estados Unidos de América, al Canal de Panamá o a la Compañía del Ferrocarril de Panamá, siempre que las mercancías sean destinadas al uso y beneficio exclusivo de esas personas.

Los Estados Unidos de América no impondrán derechos de importación ni contribuciones de ninguna clase a los artículos, efectos y mercaderías que pasen del territorio bajo la jurisdicción de la República de Panamá a la Zona del Canal.

No charges of any kind shall be imposed by the authorities of the United States of America upon persons residing in territory under the jurisdiction of the Republic of Panama passing from the said territory into the Canal Zone, and no charges of any kind shall be imposed by the authorities of the Republic of Panama upon persons in the service of the United States of America or residing in the Canal Zone passing from the Canal Zone into territory under the jurisdiction of the Republic of Panama, all other persons passing from the Canal Zone into territory under the jurisdiction of the Republic of Panama being subject to the full effects of the immigration laws of the Republic.

In view of the fact that the Canal Zone divides the territory under the jurisdiction of the Republic of Panama, the United States of America agrees that, subject to such police regulations as circumstances may require, Panamanian citizens who may occasionally be deported from the Canal Zone shall be assured transit through the said Zone, in order to pass from one part to another of the territory under the jurisdiction of the Republic of Panama.

Article V.

Article IX of the Convention of November 18th, 1903, is hereby superseded.

The Republic of Panama has the right to impose upon merchandise destined to be introduced for use or consumption in territory under the jurisdiction of the Republic of Panama, and upon vessels touching at Panamanian ports and upon the officers, crew or passengers of such vessels, the taxes or charges provided by the laws of the Republic of Panama; it being understood that the Republic of Panama will continue directly and exclusively to exercise its jurisdiction over the ports of Panamá and Colón and to operate exclusively with Panamanian personnel such facilities as are or may be established therein by the Republic or by its authority. However, the Republic of Panama shall not impose or collect any charges or taxes upon any vessel using or passing through the Canal which does not touch at a port under Panamanian jurisdiction or upon the officers, crew or passengers of such vessels, unless they enter the Republic; it being also understood that taxes and charges imposed by the Republic of Panama upon vessels using or passing through the Canal which touch at ports under Panamanian jurisdiction, or upon their cargo, officers, crew or passengers, shall not be higher than those imposed upon vessels which touch only at ports under Panamanian jurisdiction and do not transit the Canal, or upon their cargo, officers, crew or passengers.

The Republic of Panama also has the right to determine what persons or classes of persons arriving at ports of the Canal Zone shall be admitted to the Republic of Panama and to determine likewise what persons or classes of persons arriving at such ports shall be excluded from admission to the Republic of Panama.

The United States of America will furnish to the Republic of Panama free of charge the necessary sites for the establishment of customhouses in the ports of the Canal Zone for the collection of duties on importations destined to the Republic and for the examination of merchandise, baggage and passengers consigned to or bound for the Republic of Panama, and for the prevention of contraband trade, it being understood that the collection of duties and the examination of merchandise and passengers by the agents of the Government of the Republic of Panama, in accordance with this provision, shall take place only in the customhouses to be established by the Government of the Republic of Panama as herein provided, and that the Republic of Panama will exercise exclusive jurisdiction within the sites on which the customhouses are located so far as concerns the enforcement of immigration or customs laws of the Republic of Panama, and over all property therein contained and the personnel therein employed.

To further the effective enforcement of the rights hereinbefore recognized, the Government of the United States of America agrees that, for the purpose of obtaining information useful in determining whether persons arriving at ports of the Canal Zone and destined to points within the jurisdiction of the Republic of Panama should be admitted or excluded from admission into the Republic, the immigration officers of the Republic of Panama shall have the right of free access to vessels upon their arrival at the Balboa or Cristobal piers or wharves with passengers

Las autoridades de los Estados Unidos de América no impondrán contribuciones de ninguna clase a las personas que residan en la República de Panamá y que pasen de la jurisdicción de la República de Panamá a la Zona del Canal, y las autoridades de la República de Panamá no impondrán contribuciones de ninguna clase a las personas en el servicio de los Estados Unidos de América o que residan en la Zona del Canal y que pasen de la Zona del Canal a territorio bajo la jurisdicción de la República de Panamá, quedando sujetas a los plenos efectos de las leyes de inmigración de la República de Panamá todas las otras personas que pasen de la Zona del Canal a territorio bajo la jurisdicción de la República de Panamá.

En vista del hecho de que la Zona del Canal divide el territorio bajo jurisdicción de la República de Panamá, los Estados Unidos de América convienen en que, con sujeción a las disposiciones policivas que las circunstancias requieran, a los ciudadanos panameños que ocasionalmente sean deportados de la Zona del Canal se les garantizará el tránsito a través de dicha Zona para trasladarse de una parte a otra del territorio sujeto a la jurisdicción de la República.

Artículo V.

El Artículo IX de la Convención de 18 de Noviembre de 1903 queda subrogado así :

La República de Panamá tiene el derecho de imponer a las mercancías destinadas a ser introducidas para uso y consumo en territorio bajo la jurisdicción de la República de Panamá y a las naves que toquen en puertos panameños y a los oficiales, tripulación o pasajeros de dichas naves, los impuestos y gravámenes establecidos por las leyes de la República de Panamá ; conviniéndose que la República de Panamá continuará ejerciendo directa y exclusivamente su jurisdicción sobre los puertos de Panamá y Colón y la explotación, con personal panameño exclusivamente, de las obras marítimas ya establecidas o que se establezcan en dichos puertos por la República de Panamá o por su autoridad. Sin embargo, la República de Panamá no impondrá ni cobrará gravámenes o contribuciones sobre las naves que usen el Canal o que pasen por él sin tocar en puertos bajo la jurisdicción panameña, ni a los oficiales, tripulación o pasajeros de dichas naves, a no ser que entren a la República ; siendo entendido además que las contribuciones y gravámenes que imponga la República de Panamá a las naves que usen el Canal o que pasen por él y que toquen en puertos bajo la jurisdicción panameña o a la carga, oficiales, tripulación o pasajeros de dichas naves, no serán más altos que los que se impongan a las naves que toquen únicamente en los puertos bajo la jurisdicción panameña sin pasar por el Canal, y a la carga, oficiales, tripulación o pasajeros de dichas naves.

La República de Panamá tiene también el derecho de determinar qué personas o clases de personas que lleguen a los puertos de la Zona del Canal serán admitidas a la República de Panamá y asimismo el de determinar a qué personas o clases de personas que lleguen a esos puertos se les negará entrada a la República de Panamá.

Los Estados Unidos de América suministrarán a la República de Panamá libres de todo gravamen los sitios necesarios para la construcción de edificios para aduanas en los puertos de la Zona del Canal para la recaudación de impuestos sobre las importaciones destinadas a la República de Panamá y para el examen de mercancías, equipajes y pasajeros consignados o destinados a la República de Panamá, y para prevenir el comercio de contrabando, siendo entendido que la recaudación de impuestos y el examen de mercancías y pasajeros por los funcionarios del Gobierno de la República de Panamá, de conformidad con esta estipulación, tendrá lugar únicamente en las aduanas que establezca el Gobierno de la República de Panamá de acuerdo con lo aquí estipulado, y que la República de Panamá ejercerá jurisdicción exclusiva dentro de los sitios donde se hallen las aduanas en cuanto concierne a la efectividad de las leyes de inmigración y de aduanas de la República de Panamá, como también sobre los efectos de todas clases allí existentes y sobre el personal empleado en ellas.

Para asegurar el ejercicio efectivo de los derechos reconocidos anteriormente, el Gobierno de los Estados Unidos de América conviene en que, con el objeto de obtener información útil para determinar si a las personas que lleguen a los puertos de la Zona del Canal con destino a puntos dentro de la jurisdicción de la República de Panamá debe permitirse o negarse la entrada a la República, los funcionarios de inmigración de la República de Panamá tendrán el derecho de libre acceso a los buques a su llegada a los muelles de Balboa o de Cristóbal llevando pasajeros con

destined for the Republic ; and that the appropriate authorities of the Panama Canal will adopt such administrative regulations regarding persons entering ports of the Canal Zone and destined to points within the jurisdiction of the Republic of Panama as will facilitate the exercise by the authorities of Panama of their jurisdiction in the manner provided in Paragraph 4 of this Article for the purposes stated in Paragraph 3 thereof.

Article VI.

The first sentence of Article VII of the Convention of November 18th, 1903, is hereby amended so as to omit the following phrase : " or by the exercise of the right of eminent domain ".

The third paragraph of Article VII of the Convention of November 18th, 1903, is hereby abrogated.

Article VII.

Beginning with the annuity payable in 1934 the payments under Article XIV of the Convention of November 18th, 1903, between the United States of America and the Republic of Panama, shall be four hundred and thirty thousand Balboas (B/430,000.00) as defined by the agreement embodied in an exchange of notes of this date. The United States of America may discharge its obligation with respect to any such payment, upon payment in any coin or currency, provided the amount so paid is the equivalent of four hundred and thirty thousand Balboas (B/430,000.00) as so defined.

Article VIII.

In order that the city of Colón may enjoy direct means of land communication under Panamanian jurisdiction with other territory under jurisdiction of the Republic of Panama, the United States of America hereby transfers to the Republic of Panama jurisdiction over a corridor, the exact limits of which shall be agreed upon and demarcated by the two Governments pursuant to the following description :

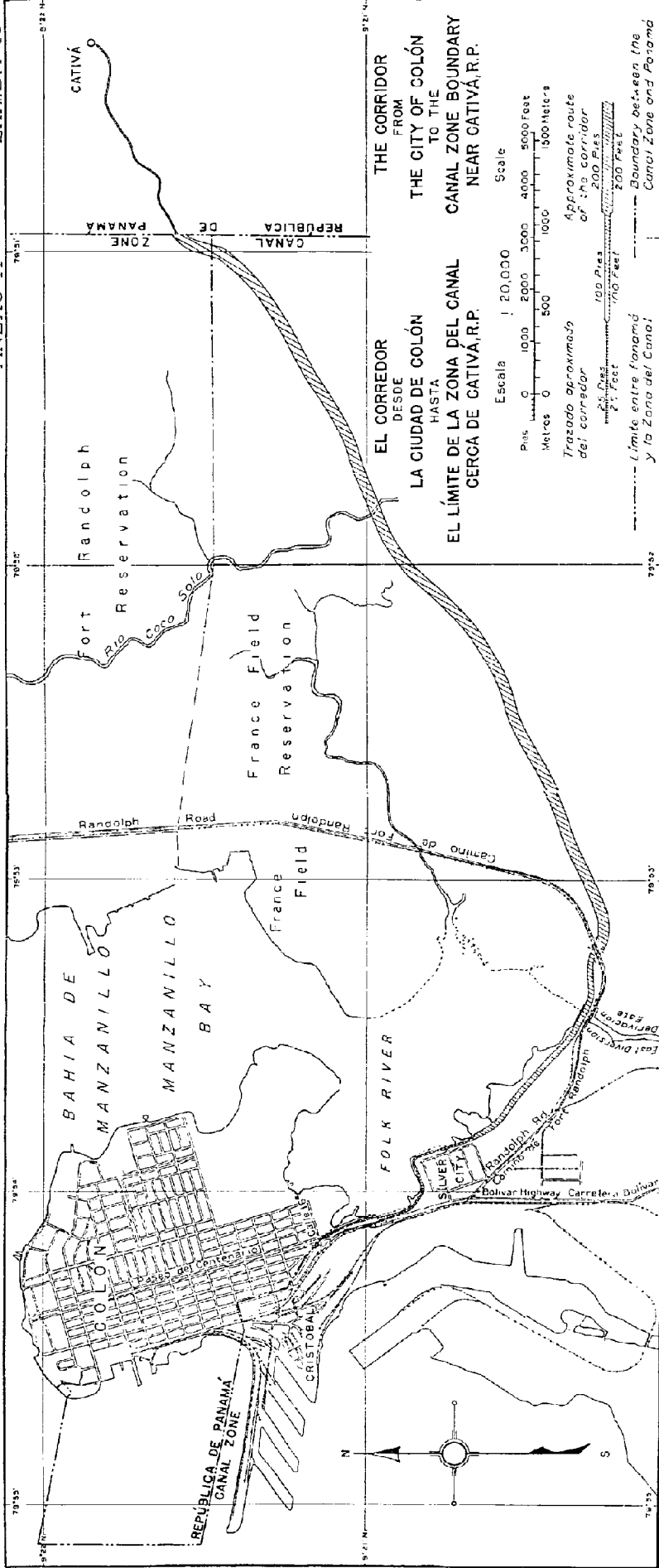
(a) The end at Colón connects with the southern end of the east half of the Paseo del Centenario at Sixteenth Street, Colón ; thence the corridor proceeds in a general southerly direction, parallel to and east of Bolivar Highway to the vicinity of the northern edge of Silver City ; thence eastward near the shore line of Folks River, around the northeast corner of Silver City ; thence in a general southeasterly direction and generally parallel to the Randolph Road to a crossing of said Randolph Road, about 1,200 feet east of the East Diversion ; thence in a general northeasterly direction to the eastern boundary line of the Canal Zone near the southeastern corner of the Fort Randolph Reservation, southwest of Cativá. The approximate route of the corridor is shown on the map which accompanies this Treaty, signed by the Plenipotentiaries of the two countries and marked " Exhibit A ".¹

(b) The width of the corridor shall be as follows : 25 feet in width from the Colón end to a point east of the southern line of Silver City ; thence 100 feet in width to Randolph Road, except that, at any elevated crossing which may be built over Randolph Road and the railroad, the corridor will be no wider than is necessary to include the viaduct and will not include any part of Randolph Road proper, or of the railroad right of way, and except that, in case of a grade crossing over Randolph Road and the railroad, the corridor will be interrupted by that highway and railroad ; thence 200 feet in width to the boundary line of the Canal Zone.

The Government of the United States of America will extinguish any private titles existing or which may exist in and to the land included in the above-described corridor.

The stream and drainage crossings of any highway built in the corridor shall not restrict the water passage to less than the capacity of the existing streams and drainage.

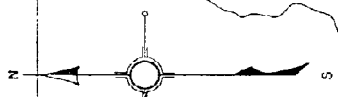
¹ See inset opposite.



THE CORRIDOR
FROM
THE CITY OF COLÓN
TO THE
CANAL ZONE BOUNDARY
NEAR CATIVÁ, R.P.

EL CORREDOR
DESDE
LA CIUDAD DE COLÓN
HASTA
EL LÍMITE DE LA ZONA DEL CANAL
CERCA DE CATIVÁ, R.P.

Escala 1:20,000
Metres 0 1000 2000 3000 4000 5000
Feet 0 1000 2000 3000 4000 5000
Trazado aproximado del corredor
100 Feet 200 Feet 300 Feet 400 Feet 500 Feet
----- Límite entre Panamá y la Zona del Canal
----- Boundary between the Canal Zone and Panama



destino a la República ; y que las autoridades competentes del Canal de Panamá adoptarán con respecto a las personas que entren por los puertos de la Zona del Canal con destino a puntos dentro de la jurisdicción de la República de Panamá, los reglamentos administrativos que faciliten a las autoridades de Panamá el ejercicio de su jurisdicción en la forma estipulada en el párrafo 4º de este artículo, para los fines expuestos en el párrafo 3º del mismo.

Artículo VI.

El primer período del Artículo VII de la Convención de 18 de Noviembre de 1903, queda modificado omitiéndose la siguiente frase : « o por el ejercicio del derecho de dominio eminente ».

El Párrafo tercero del Artículo VII de la Convención de 18 de Noviembre de 1903, queda abrogado.

Artículo VII.

Comenzando con la anualidad pagadera en 1934 los pagos de acuerdo con el Artículo XIV de la Convención de 18 de Noviembre de 1903, celebrada entre los Estados Unidos de América y la República de Panamá, serán de cuatrocientos treinta mil Balboas, (B/430.000,00) según lo define el convenio incorporado en canje de notas de esta fecha. Los Estados Unidos de América pueden cumplir su obligación con respecto a cualquiera de dichos pagos mediante el pago en cualquier moneda, siempre que la cantidad que se pague sea el equivalente de cuatrocientos treinta mil Balboas (B/430.000,00) definidos como queda expresado.

Artículo VIII.

Con el fin de que la ciudad de Colón pueda disfrutar de un medio directo de comunicación por tierra, bajo jurisdicción panameña, con el resto del territorio bajo jurisdicción de la República de Panamá, los Estados Unidos de América transfieren a la República de Panamá jurisdicción sobre un corredor cuyos límites exactos serán convenidos y demarcados por los dos Gobiernos, de acuerdo con la descripción siguiente :

(a) El término del corredor en Colón empalma con el extremo Sur de la mitad Este del Paseo del Centenario en la Calle 16 de Colón ; de allí el corredor sigue en dirección general Sur, paralela a la Carretera Bolívar y al Este de ella hasta la vecindad de la orilla Norte de Silver City ; de allí hacia el Este cerca de la ribera de Folks River, doblando la esquina Nordeste de Silver City ; de allí en dirección Sudeste y paralela en general al camino que va a France Field y Fort Randolph hasta cruzar el mencionado camino como a 1200 pies al Este de la Derivación Este ; de allí en una dirección general Nordeste hasta la línea Este del límite de la Zona del Canal cerca de la esquina Sudeste de la Reserva de Fort Randolph al Sudoeste de Cativá. El trazado aproximado del corredor es el que muestra el mapa anexo a este Tratado, firmado por los Plenipotenciarios de los dos países y denominado « Anexo A ».¹

(b) La anchura del corredor será como sigue : 25 pies de ancho desde su extremo en Colón hasta un punto Este de la línea Sur de Silver City ; de allí 100 pies de ancho hasta el camino de Fort Randolph con la salvedad de que en cualquier cruce elevado del camino de Fort Randolph sobre el ferrocarril que pueda construirse, la anchura del corredor no será mayor que la necesaria para incluir el viaducto y no incluirá parte alguna del camino de Fort Randolph propiamente dicho ni de la servidumbre de tránsito del ferrocarril, y con la salvedad de que en caso de hacerse cruce a nivel con el camino de Fort Randolph y con el ferrocarril, el corredor quedará interrumpido por esa carretera y por el ferrocarril ; a partir de ese punto el corredor tendrá 200 pies de ancho hasta la línea fronteriza de la Zona del Canal.

El Gobierno de los Estados Unidos de América extinguirá cualesquiera títulos de propiedad privada existentes o que puedan existir respecto de las tierras comprendidas dentro del corredor arriba mencionado.

Los cruces de corrientes y desagües en los caminos que se construyan sobre el corredor no restringirán el paso de las aguas a menos de la capacidad de las corrientes y desagües existentes.

¹ Voir hors-texte ci-contre.

No other construction will take place within the corridor than that relating to the construction of a highway and to the installation of electric power, telephore and telegraph lines ; and the only activities which will be conducted within the said corridor will be those pertaining to the construction, maintenance and common uses of a highway and of power and communication lines.

The United States of America shall enjoy at all times the right of unimpeded transit across the said corridor at any point, and of travel along the corridor, subject to such traffic regulations as may be established by the Government of the Republic of Panama ; and the Government of the United States of America shall have the right to such use of the corridor as would be involved in the construction of connecting or intersecting highways or railroads, overhead and underground power, telephone, telegraph and pipe lines, and additional drainage channels, on condition that these structures and their use shall not interfere with the purpose of the corridor as provided hereinabove.

Article IX.

In order that direct means of land communication, together with accommodation for the high tension power transmission lines, may be provided under jurisdiction of the United States of America from the Madden Dam to the Canal Zone, the Republic of Panama hereby transfers to the United States of America jurisdiction over a corridor, the limits of which shall be demarcated by the two Governments pursuant to the following descriptions :

A strip of land 200 ft. in width, extending 62.5 ft. from the center line of the Madden Road on its eastern boundary and 137.5 ft. from the center line of the Madden Road on its western boundary, containing an area of 105.8 acres or 42.81 hectares, as shown on the map which accompanies this Treaty, signed by the Plenipotentiaries of the two countries and marked " Exhibit B ".¹

Beginning at the intersection of the located center line of the Madden Road and the Canal Zone-Republic of Panama 5-mile boundary line, said point being located N. 29°20' W. a distance of 168.04 ft. along said boundary line from boundary monument No. 65, the geodetic position of boundary monument No. 65 being latitude N. 9°07' plus 3,948.8 ft. and longitude 79°37' plus 1,174.6 ft. ;

thence N. 43°10' E. a distance of 541.1 ft. to station 324 plus 06.65 ft. ;

thence on a 3° curve to the left, a distance of 347.2 ft. to station 327 plus 53.9 ft. ;

thence N. 32°45' E. a distance of 656.8 ft. to station 334 plus 10.7 ft. ;

thence on a 3° curve to the left a distance of 455.55 ft. to station 338 plus 66.25 ft. ;

thence N. 19°05' E. a distance of 1,135.70 ft. to station 350 plus 01.95 ft. ;

thence on an 8° curve to the left a distance of 650.7 ft. to station 356 plus 52.7 ft. ;

thence N. 32°58' W. a distance of 636.0 ft. to station 362 plus 88.7 ft. ;

thence on a 10° curve to the right a distance of 227.3 ft. to station 365 plus 16.0 ft. ;

thence N. 10°14' W. a distance of 314.5 ft. to station 368 plus 30.5 ft. ;

thence on a 5° curve to the left a distance of 178.7 ft. to station 370 plus 09.2 ft. ;

thence N. 19°10' W. a distance of 4,250.1 ft. to station 412 plus 59.3 ft. ;

¹ See inset opposite.

No se hará ninguna otra construcción en el corredor, fuera de la relativa a la construcción de una carretera y a la instalación de líneas de transmisión de energía eléctrica, de teléfonos y de telégrafos; y las únicas actividades que serán ejercidas dentro de dicho corredor serán las correspondientes a la construcción, mantenimiento y usos comunes de una carretera y de líneas de comunicación y de transmisión de fuerza.

Los Estados Unidos de América disfrutarán en todo tiempo el derecho al tránsito irrestricto a través del expresado corredor por cualquier punto y el de transitar a lo largo de dicho corredor, con sujeción a los reglamentos de tráfico que sean establecidos por el Gobierno de la República de Panamá, y el Gobierno de los Estados Unidos de América tendrá derecho al uso del corredor en cuanto pueda ser necesario para la construcción de empalmes o cruces de carreteras o ferrocarriles, de líneas de transmisión de fuerza, aéreas o subterráneas, líneas de teléfonos, de telégrafos, o de tuberías y de canales de drenaje adicionales, a condición de que estas estructuras y el uso de ellas no estorben los fines del corredor, según lo arriba estipulado.

Artículo IX.

Con el fin de proveer un medio directo de comunicación por tierra con espacio para la instalación de líneas de transmisión de energía de alta tensión, bajo jurisdicción de los Estados Unidos de América, de la Represa Madden a la Zona del Canal, la República de Panamá transfiere a los Estados Unidos de América jurisdicción sobre un corredor, cuyos límites serán demarcados por los dos Gobiernos, de acuerdo con la descripción siguiente:

Una faja de tierra de 200 pies de ancho, que se extiende 62.5 pies de la línea central de la Carretera Madden sobre su límite Este y 137.5 pies de la línea central de la Carretera Madden sobre su límite Oeste, y que contiene un área de 105.8 acres o 42.81 hectáreas, como se indica en el plano que se acompaña a este Tratado, firmado por los Plenipotenciarios de los dos países y marcado « Anexo B ».¹

Comenzando en la intersección de la línea central localizada sobre la Carretera Madden con la línea límite de cinco millas entre la Zona del Canal y la República de Panamá, estando situado este punto al Norte 29°20' Oeste se sigue en una distancia de 168.04 pies a lo largo de la línea del mencionado límite desde el monumento límite Número 65, siendo la posición geodésica de dicho monumento Número 65 la de 9°07' de Latitud Norte más 3,948.8 pies y 79°37' de Longitud más 1,174.6 pies;

de allí al Norte 43°10' Este en una distancia de 541.1 pies al monumento 324, más 06.65 pies;

de allí siguiendo una curva de 3° hacia la izquierda, en una distancia de 347.2 pies al monumento 327, más 53.9 pies;

de allí al Norte 32°45' Este en una distancia de 656.8 pies al monumento 334, más 10.7 pies;

de allí siguiendo una curva de 3° hacia la izquierda en una distancia de 455.55 pies al monumento 338, más 66.25 pies;

de allí al Norte 19°05' Este en una distancia de 1,135.70 pies al monumento 350, más 01.95 pies;

de allí siguiendo una curva de 8° hacia la izquierda en una distancia de 650.7 pies al monumento 356, más 52.7 pies;

de allí al Norte 32°58' Oeste en una distancia de 636.0 pies al monumento 362, más 88.7 pies;

de allí siguiendo una curva de 10° hacia la derecha en una distancia de 227.3 pies al monumento 365, más 16.0 pies;

de allí al Norte 10°14' Oeste en una distancia de 314.5 pies al monumento 368, más 30.5 pies;

de allí siguiendo una curva de 5° hacia la izquierda en una distancia de 178.7 pies al monumento 370, más 09.2 pies;

de allí al Norte 19°10' Oeste en una distancia de 4,250.1 pies al monumento 412, más 59.3 pies;

¹ Voir hors-texte ci-contre.

thence on a 5° curve to the right a distance of 720.7 ft. to station 419 plus 80.0 ft. ;
thence N. 16°52' E. a distance of 1,664.3 ft. to station 436 plus 44.3 ft. ;
thence on a 5° curve to the left a distance of 597.7 ft. to station 442 plus 42.0 ft. ;
thence N. 13°01' W. a distance of 543.8 ft. to station 447 plus 85.8 ft. ;
thence on a 5° curve to the right a distance of 770.7 ft. to station 455 plus 56.5 ft. ;
thence N. 25°31' E. a distance of 1,492.2 ft. to station 470 plus 48.7 ft. ;
thence on a 5° curve to the right a distance of 808.0 ft. to station 478 plus 56.7 ft. ;
thence N. 65°55' E. a distance of 281.8 ft. to station 481 plus 38.5 ft. ;
thence on an 8° curve to the left a distance of 446.4 ft. to station 485 plus 84.9 ft. ;
thence N. 30°12' E. a distance of 479.6 ft. to station 490 plus 64.5 ft. ;
thence on a 5° curve to the left a distance of 329.4 ft. to station 493 plus 93.9 ft. ;
thence N. 13°44' E. a distance of 1,639.9 ft. to station 510 plus 33.8 ft. ;
thence on a 5° curve to the left a distance of 832.3 ft. to station 518 plus 66.1 ft. ;
thence N. 27°53' W. a distance of 483.9 ft. to station 523 plus 50.0 ft. ;
thence on an 8° curve to the right a distance of 469.6 ft. to station 528 plus 19.6 ft. ;
thence N. 9°41' E. a distance of 1,697.6 ft. to station 545 plus 17.2 ft. ;

thence on a 10° curve to the left a distance of 451.7 ft. to station 549 plus 68.9 ft.,
which is the point marked Point Z on the above-mentioned map known as
" Exhibit B ".

(All bearings are true bearings.)

The Government of the Republic of Panama will extinguish any private titles existing or which may exist in and to the land included in the above-described corridor.

The stream and drainage crossings of any highway built in the corridor shall not restrict the water passage to less than the capacity of the existing streams and drainage.

No other construction will take place within the corridor than that relating to the construction of a highway and to the installation of electric power, telephone and telegraph lines ; and the only activities which will be conducted within the said corridor will be those pertaining to the construction, maintenance and common uses of a highway, and of power and communication lines, and auxiliary works thereof.

The Republic of Panama shall enjoy at all times the right of unimpeded transit across the said corridor at any point, and of travel along the corridor, subject to such traffic regulations as may be established by the authorities of the Panama Canal ; and the Government of the Republic of Panama shall have the right to such use of the corridor as would be involved in the construction of connecting or intersecting highways or railroads, overhead and underground power, telephone, telegraph and pipe lines, and additional drainage channels, on condition that these structures and their use shall not interfere with the purpose of the corridor as provided hereinabove.

de allí siguiendo una curva de 5° hacia la derecha en una distancia de 720.7 pies al monumento 419, más 80.0 pies ;
 de allí al Norte 16°52' Este en una distancia de 1,664.3 pies al monumento 436, más 44.3 pies ;
 de allí siguiendo una curva de 5° hacia la izquierda en una distancia de 597.7 pies al monumento 442, más 42.0 pies ;
 de allí al Norte 13°01' Oeste en una distancia de 543.8 pies al monumento 447, más 85.8 pies ;
 de allí siguiendo una curva de 5° hacia la derecha en una distancia de 770.7 pies al monumento 455, más 56.5 pies ;
 de allí al Norte 25°31' Este en una distancia de 1,492.2 pies al monumento 470, más 48.7 pies ;
 de allí siguiendo una curva de 5° hacia la derecha en una distancia de 808.0 pies al monumento 478, más 56.7 pies ;
 de allí al Norte 65°55' Este en una distancia de 281.8 pies al monumento 481, más 38.5 pies ;
 de allí siguiendo una curva de 8° hacia la izquierda en una distancia de 446.4 pies al monumento 485, más 84.9 pies ;
 de allí al Norte 30°12' Este en una distancia de 479.6 pies al monumento 490, más 64.5 pies ;
 de allí siguiendo una curva de 5° hacia la izquierda en una distancia de 329.4 pies al monumento 493, más 93.9 pies ;
 de allí al Norte 13°44' Este en una distancia de 1,639.9 pies al monumento 510, más 33.8 pies ;
 de allí siguiendo una curva de 5° hacia la izquierda en una distancia de 832.3 pies al monumento 518, más 66.1 pies ;
 de allí al Norte 27°53' Oeste en una distancia de 483.9 pies al monumento 523, más 50.0 pies ;
 de allí siguiendo una curva de 8° hacia la derecha en una distancia de 469.6 pies al monumento 528, más 19.6 pies ;
 de allí al Norte 9°41' Este en una distancia de 1,697.6 pies al monumento 545, más 17.2 pies ;
 de allí siguiendo una curva de 10° hacia la izquierda en una distancia de 451.7 pies hasta el monumento 549, más 68.9 pies ; que es el punto marcado Punto Z en el mapa arriba mencionado denominado « Anexo B ».
 (Todos los rumbos se refieren al verdadero meridiano.)

El Gobierno de la República de Panamá extinguirá cualesquiera títulos de propiedad privada existentes o que puedan existir respecto de las tierras comprendidas dentro del corredor arriba mencionado.

Los cruces de corrientes y desagües en todos los caminos que se construyan sobre el corredor no restringirán el paso de las aguas a menos de la capacidad de las corrientes y desagües existentes.

No se hará ninguna otra construcción en el corredor, fuera de la relativa a la construcción de una carretera y a la instalación de líneas de transmisión de energía eléctrica, de teléfonos y de telégrafos ; y las únicas actividades que serán ejercidas dentro de dicho corredor serán las correspondientes a la construcción, mantenimiento y usos comunes de una carretera, de líneas de comunicación y de transmisión de fuerza y de las obras auxiliares de las mismas.

La República de Panamá disfrutará en todo tiempo el derecho al tránsito irrestricto a través del expresado corredor por cualquier punto y el de transitar a lo largo de dicho corredor, con sujeción a los reglamentos de tráfico que sean establecidos por las autoridades del Canal de Panamá, y el Gobierno de la República de Panamá tendrá el derecho al uso del corredor en cuanto pueda ser necesario para la construcción de empalmes o cruces de carreteras o ferrocarriles, de líneas de transmisión de fuerza, aéreas o subterráneas, líneas de teléfonos, de telégrafos o de tuberías y de canales de drenaje adicionales, a condición de que estas estructuras y el uso de ellas no estorben los fines del corredor, según lo arriba estipulado.

Article X.

In case of an international conflagration or the existence of any threat of aggression which would endanger the security of the Republic of Panama or the neutrality or security of the Panama Canal, the Governments of the United States of America and the Republic of Panama will take such measures of prevention and defense as they may consider necessary for the protection of their common interests. Any measures, in safeguarding such interests, which it shall appear essential to one Government to take, and which may affect the territory under the jurisdiction of the other Government, will be the subject of consultation between the two Governments.

Article XI.

The provisions of this Treaty shall not affect the rights and obligations of either of the two High Contracting Parties under the treaties now in force between the two countries, nor be considered as a limitation, definition, restriction or restrictive interpretation of such rights and obligations, but without prejudice to the full force and effect of any provisions of this Treaty which constitute addition to, modification or abrogation of, or substitution for the provisions of previous treaties

Article XII.

The present Treaty shall be ratified in accordance with the constitutional methods of the High Contracting Parties and shall take effect immediately on the exchange of ratifications which shall take place at Washington.

In witness whereof, the Plenipotentiaries have signed this Treaty in duplicate, in the English and Spanish languages, both texts being authentic, and have hereunto affixed their seals.

Done at the city of Washington the second day of March, 1936.

Cordell HULL. *(seal)*
Sumner WELLES. *(seal)*

R. J. ALFARO. *(seal)*
Narciso GARAY. *(seal)*

Artículo X.

En caso de conflagración internacional o de existencia de cualquier amenaza de agresión en que peligren la seguridad de la República de Panamá o la neutralidad o seguridad del Canal de Panamá, los Gobiernos de la República de Panamá y de los Estados Unidos de América tomarán las medidas de prevención y defensa que consideren necesarias para la protección de sus intereses comunes. Las medidas que parezca esencial tomar a uno de los dos Gobiernos en guarda de dichos intereses y que afecten el territorio bajo la jurisdicción del otro Gobierno serán objeto de consulta entre los dos Gobiernos.

Artículo XI.

Las estipulaciones de este tratado no afectarán los derechos y obligaciones de ninguna de las dos Altas Partes Contratantes de conformidad con los tratados vigentes hoy entre los dos países, ni serán consideradas como limitación, definición, restricción o interpretación restrictiva de tales derechos y obligaciones, pero sin perjuicio del pleno vigor y efecto de las estipulaciones de este tratado que constituyen adición, modificación, abrogación o subrogación de las estipulaciones de los tratados anteriores.

Artículo XII.

El presente tratado será ratificado de acuerdo con las formas constitucionales de las Altas Partes Contratantes y entrará en vigor inmediatamente al canjearse las ratificaciones, lo cual tendrá lugar en Washington.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios han firmado este tratado en duplicado en Inglés y en Español, siendo ambos textos auténticos, y han estampado en él sus sellos.

Hecho en la ciudad de Washington, a los dos días del mes de Marzo de 1936.

R. J. ALFARO. (*seal*)

Narciso GARAY. (*seal*)

Cordell HULL. (*seal*)

Sumner WELLES. (*seal*)

EXCHANGES OF NOTES — CANJE DE NOTAS

I.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

LEGACIÓN DE PANAMÁ.

SEÑOR :

WASHINGTON, *Marzo 2 de 1936.*

En relación con el tratado firmado hoy y los canjes de notas accesorios al mismo tenemos a honra confirmar el entendimiento a que hemos llegado durante las negociaciones de que dondequiera que las estipulaciones de dicho tratado y las declaraciones contenidas en las notas accesorias se refieran a la Zona del Canal, tales estipulaciones y declaraciones son aplicables a todas las tierras y aguas cuyo uso, ocupación o control tengan los Estados Unidos de América.

Acepte, Vuestra Excelencia, las reiteradas seguridades de nuestra más alta consideración.

Honorable Cordell Hull,
Secretario de Estado,
Washington, D. C.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

I.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION OF PANAMA.

SIR :

WASHINGTON, *March 2nd, 1936.*

In connection with the treaty signed today and the exchange of notes accessory thereto we have the honor to confirm the understanding we have reached during the negotiations that wherever the provisions of the said treaty and the statements contained in the accessory notes refer to the Canal Zone, such provisions and statements are applicable to all such lands and waters as may be used, occupied or controlled by the United States of America.

Accept, Sir, the renewed assurances of our highest consideration.

The Honorable Cordell Hull,
Secretary of State,
Washington, D. C.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

II.

DEPARTMENT OF STATE.

SIRS :

WASHINGTON, *March 2nd, 1936.*

I have the honor to acknowledge the receipt of your note of today's date, reading as follows :

(See translation of Note No. I above.)

In reply, I have the honor to confirm the understanding we have reached as set forth in your note under reference.

Accept, Sirs, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

The Honorable Doctor Ricardo J. Alfaro,
The Honorable Doctor Narciso Garay,
Members of the Panamanian Treaty Commission,
Washington, D. C.

¹ Les traductions anglaises des notes en langue espagnole sont des traductions du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

¹ The English translations of Notes in the Spanish language are translations of the Government of the United States of America.

I.

DEPARTMENT OF STATE.

SIRS :

WASHINGTON, *March 2nd*, 1936.

With reference to Section 1 of Article III of the treaty signed today, wherein are specified the classes of persons to whom goods imported into the Canal Zone, or purchased, produced or manufactured therein, may be sold by the Government of the United States of America, I have the honor to confirm the understanding reached in the course of the recent negotiations, namely, that for the purposes of said Section 1 of Article III, the term " Officers, employees, workmen or laborers in the service or employ of the United States of America " as it appears in Section 2 (a) of said Article III, is interpreted as referring exclusively to such persons whose services are related to the Panama Canal, the Panama Railroad Company or their auxiliary works, and to duly accredited representatives of any branch of the Government of the United States of America exercising official duties within the Republic of Panama, including diplomatic and consular officers, and to members of their staffs.

Accept, Sirs, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

The Honorable Doctor Ricardo J. Alfaro,
The Honorable Doctor Narciso Garay,
Members of the Panamanian Treaty Commission,
Washington, D. C.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

LEGACIÓN DE PANAMÁ.

SEÑOR :

WASHINGTON, *Marzo 2 de* 1936.

Tenemos el honor de acusar recibo de la nota de Vuestra Excelencia que dice lo siguiente:

« Con referencia a la Sección 1ª del Artículo III del tratado firmado hoy, en la que se especifican las categorías de las personas a quienes el Gobierno de los Estados Unidos puede vender artículos importados a la Zona del Canal o comprados, producidos o manufacturados allí, tengo el honor de confirmar a ustedes la inteligencia a que se ha llegado en el curso de las recientes negociaciones, es decir, que para los fines de la mencionada Sección 1ª del Artículo III, la frase « Jefes, empleados, artesanos u obreros al servicio o en el empleo de los Estados Unidos de América », como aparece en la Sección 2ª inciso (a) del citado Artículo III, se interpreta en el sentido de referirse exclusivamente a las personas cuyos servicios tienen relación con el Canal de Panamá, con la Compañía del Ferrocarril de Panamá u otras obras auxiliares, y a los representantes de cualquier rama del Gobierno de los Estados Unidos de América debidamente acreditados y que desempeñen funciones oficiales dentro de la República de Panamá, incluyéndose a los funcionarios diplomáticos y consulares y al personal de sus despachos. »

En contestación, tenemos el honor de confirmar la inteligencia expresada en la nota de Vuestra Excelencia a que nos hemos referido.

Accepte, Vuestra Excelencia, las reiteradas seguridades de nuestra más alta consideración.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

Honorable Cordell Hull,
Secretario de Estado,
Washington, D. C.

II.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION OF PANAMA.

SIR :

WASHINGTON, *March 2nd, 1936.*

We have the honor to acknowledge the receipt of Your Excellency's note reading as follows :

(See Note No. I above.)

In reply we have the honor to confirm the understanding set forth in Your Excellency's note under reference.

Accept, Sir, the renewed assurances of our highest consideration.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

The Honorable Cordell Hull,
Secretary of State,
Washington, D. C.

I.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

LEGACIÓN DE PANAMA.

SEÑOR :

WASHINGTON, *Marzo 2 de 1936.*

En relación con la parte del Artículo III del tratado firmado hoy en que se especifican las personas que tienen derecho de residir en la Zona del Canal, tenemos el honor de manifestar a nombre de nuestro Gobierno que en vista del hecho de que en la Zona del Canal residen los jefes, empleados y obreros de los Estados Unidos de América, los miembros del Ejército y de la Marina y los miembros de las familias de todas esas personas, nuestro Gobierno no haría objeción a la residencia allí de las siguientes personas : hortelanos empleados en el cultivo de hortalizas para abastecer de vegetales a los residentes de la Zona del Canal ; vendedores ambulantes que se ocupen en la venta de esos vegetales ; propietarios de pequeños establecimientos para el abastecimiento de dichos hortelanos y vendedores ambulantes y miembros de las familias de esas personas.

Es entendido, además, que los colonos dedicados al cultivo de pequeñas parcelas con licencias agrícolas expedidas por el Canal de Panamá continuarán residiendo en la Zona del Canal sujetos a las condiciones expuestas con respecto a estos colonos por los representantes del Gobierno de los Estados Unidos de América durante las negociaciones, a saber : que en la actualidad hay vigentes en la Zona del Canal 1568 licencias agrícolas, más o menos ; que todas esas licencias, excepto unas pocas, como las concedidas para hortalizas chinas, van extinguiéndose por causas naturales, es decir, por abandonar el lugar sus tenedores, por muerte de los mismos o por falta de cumplimiento de sus condiciones ; que es norma del Canal de Panamá no permitir que la licencia sea transferida por muerte de los tenedores a personas dependientes de ellos, excepto únicamente en casos excepcionales en que de otra manera se causaría perjuicio extremo, y que es también norma del Canal de Panamá no expedir nuevas licencias, con excepción de un número insignificante que se considera necesario para la Zona del Canal, como las concedidas para hortalizas chinas.

Accepte, Vuestra Excelencia, las reiteradas seguridades de nuestra más alta consideración.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

Honorable Cordell Hull,
Secretario de Estado,
Washington, D. C.

I.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION OF PANAMA.

SIR :

WASHINGTON, *March 2nd, 1936.*

In connection with that part of Article III of the treaty signed today in which the persons are specified who are entitled to reside within the Canal Zone, we have the honor to state in the name of our Government that in view of the residence in the Canal Zone of the officers, employees and laborers of the United States of America, members of the forces of the Army and Navy, and members of the families of all those persons, our Government would have no objection to the residence therein of the following persons also : settlers engaged in the cultivation of truck gardens to furnish vegetables to the residents of the Canal Zone ; hucksters engaged in the sale of such vegetables ; proprietors of small establishments for the supply of such settlers and hucksters, and members of the families of all these persons.

It is also understood that the settlers engaged in the cultivation of small tracts under agricultural licenses issued by the Panama Canal will continue to reside in the Canal Zone, subject to the conditions, as stated by the representatives of the Government of the United States of America during the negotiations in regard to the settlers, to wit : that at present about 1,568 agricultural licenses in the Canal Zone are outstanding ; that all of these licenses except a few, such as those for Chinese gardens, are being terminated by natural processes, that is, as the licensees abandon the ground, die, or fail to live up to the terms of the licenses ; that it is the policy of the Panama Canal not to permit the license to be transferred to dependents when the licensee dies, except only in exceptional cases where real hardship would otherwise result ; and that it is also the policy of the Panama Canal to issue no new licenses, except an inconsequential number regarded as necessary to the Canal Zone, such as for Chinese gardens.

Accept, Sir, the renewed assurances of our highest consideration.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

The Honorable Cordell Hull,
Secretary of State,
Washington, D. C.

II.

DEPARTMENT OF STATE.

SIRS :

WASHINGTON, *March 2nd, 1936.*

I have the honor to acknowledge the receipt of your note of today's date, reading as follows :

(See translation of Note No. I above.)

In reply I have the honor to confirm the understanding reached on the foregoing points as set forth in your note under reference.

Accept, Sirs, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

The Honorable Doctor Ricardo J. Alfaro,
The Honorable Doctor Narciso Garay,
Members of the Panamanian Treaty Commission,
Washington, D. C.

I.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

LEGACIÓN DE PANAMÁ.

SEÑOR :

WASHINGTON, *Marzo 2 de 1936.*

En relación con la parte del Artículo III del tratado firmado hoy en que se especifican las personas que tienen derecho de residir en la Zona del Canal, tenemos a honra manifestar a nombre de nuestro Gobierno que las restricciones establecidas en materia de residencia no afectan en manera alguna a los huéspedes de los hoteles que el Canal de Panamá o la Compañía del Ferrocarril de Panamá mantienen y administran por cuenta del Gobierno de los Estados Unidos de América en la Zona del Canal, puesto que tales huéspedes al ingresar a dichos hoteles ni van a la Zona en calidad de residentes sino de transeuntes y el objeto de su estada en la Zona del Canal por tiempo indeterminado no es el de establecer domicilio permanente allí.

Es igualmente entendido que las restricciones tampoco alcanzan a las personas que deseen establecer domicilio permanente en algún hotel de la Zona del Canal, siempre que esas personas sean de las que tienen derecho de residir en la Zona, de conformidad con la Sección 2ª del Artículo III del tratado a que dejamos hecha referencia.

Deseamos dejar constancia de la honda complacencia que nos ha producido la manifestación hecha por los representantes del Gobierno de los Estados Unidos de América durante las negociaciones del tratado, de que el Gobierno de los Estados Unidos de América no tiene la intención ni el deseo de competir con la industria panameña. También nos es grato saber que en lo tocante al negocio de hoteles en la Zona del Canal, éstos fueron establecidos con la mira de llenar las necesidades del tráfico de pasajeros en época en que los hoteles establecidos en Panamá no estaban enteramente capacitados para ello; que tan pronto como esta situación cambie satisfactoriamente se dejará el negocio de hoteles enteramente en manos de la industria establecida en Panamá, y que la prosperidad de la República de Panamá en ésta, como en otras materias, es vehementemente deseada por los Estados Unidos de América.

Acepte, Vuestra Excelencia, las reiteradas seguridades de nuestra más alta consideración.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

Honorable Cordell Hull,
Secretario de Estado,
Washington, D. C.

I.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION OF PANAMA.

SIR :

WASHINGTON, *March 2nd, 1936.*

In connection with the part of Article III of the treaty signed today, in which the persons are specified who have a right to reside in the Canal Zone, we have the honor to state in the name of our Government that the restrictions established in the matter of residence in no wise affect the guests of hotels which the Panama Canal or the Panama Railroad Company maintains and manages for account of the Government of the United States of America in the Canal Zone, as such guests in entering such hotels do not go to the Zone as residents but as transients and the object of their stay in the Canal Zone for an indeterminate period is not to establish a permanent domicile there.

It is also understood that the restrictions do not apply to persons who wish to establish a permanent residence in any hotel in the Canal Zone either, provided such persons are among the number of those who have a right to reside in the Zone, in accordance with Section 2 of Article III of the treaty to which we have referred.

We wish to express our great pleasure at the statement made by the representatives of the Government of the United States of America during the negotiation of the treaty, that it is not the intention or desire of the Government of the United States of America to compete with Panamanian industry. We are also pleased to know with respect to the hotels in the Canal Zone that they were established for the purpose of meeting the necessities of the passenger traffic at a time when the hotels established in Panama were not entirely in position to do so ; that as soon as this situation is satisfactorily altered the hotel business proper will be left in the hands of the industry established in Panama, and that the prosperity of the Republic of Panama in this, as in other respects, is earnestly desired by the United States of America.

Accept, Sir, the renewed assurances of our highest consideration.

The Honorable Cordell Hull,
Secretary of State,
Washington, D. C.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

II.

DEPARTMENT OF STATE.

SIRS :

WASHINGTON, *March 2nd*, 1936.

I have the honor to acknowledge the receipt of your note of today's date, reading as follows :

(See translation of Note No. I above.)

In reply I have the honor to confirm the understanding reached on the foregoing points as set forth in your note under reference.

Accept, Sirs, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

The Honorable Doctor Ricardo J. Alfaro,
The Honorable Doctor Narciso Garay,
Members of the Panamanian Treaty Commission,
Washington, D. C.

I.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

LEGACIÓN DE PANAMÁ.

SEÑOR :

WASHINGTON, *Marzo 2 de* 1936.

Con referencia a la Sección 1ª del Artículo III del tratado firmado hoy, por la cual los sirvientes de las personas incluidas en las categorías (a) a (e) inclusive de la Sección 2ª quedan excluidos de la facultad de comprar artículos importados a la Zona del Canal o comprados, producidos o manufacturados allí por el Gobierno de los Estados Unidos de América, tenemos el honor de expresar la inteligencia del Gobierno de la República de Panamá de que esa exclusión no impide a las personas especificadas en la mencionada Sección 1ª del Artículo III comprar provisiones, medicinas y ropa para uso y consumo de sus sirvientes que estén viviendo con ellos, por estimarse que esos sirvientes forman parte de la familia, según la acepción más lata de esa palabra.

Acepte, Vuestra Excelencia, las reiteradas seguridades de nuestra más alta consideración.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

Honorable Cordell Hull,
Secretario de Estado,
Washington, D. C.

I.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION OF PANAMA.

SIR :

WASHINGTON, *March 2nd, 1936.*

With reference to Section 1 of Article III of the treaty signed today whereby servants of the persons included in classes (a) to (e) inclusive of Section 2 are excluded from purchasing goods imported into the Canal Zone or purchased, produced or manufactured therein by the Government of the United States of America, we have the honor to express the understanding of the Government of the Republic of Panama that such exclusion does not prevent the persons specified in the aforesaid Section 1 of Article III from purchasing provisions, medicines and clothing for use or consumption by their servants who are living with them, such servants being regarded as forming part of the families of such persons, in a broad acceptation of that word.

Accept, Sir, the renewed assurances of our highest consideration.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

The Honorable Cordell Hull,
Secretary of State,
Washington, D. C.

II.

DEPARTMENT OF STATE.

SIRS :

WASHINGTON, *March 2nd, 1936.*

I have the honor to acknowledge the receipt of your note of today's date, reading as follows :

(See translation of Note No. I above.)

In reply I have the honor to confirm the understanding reached on the foregoing point as set forth in your note under reference.

Accept, Sirs, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

The Honorable Doctor Ricardo J. Alfaro,
The Honorable Doctor Narciso Garay,
Members of the Panamanian Treaty Commission,
Washington, D. C.

I.

DEPARTMENT OF STATE.

SIRS :

WASHINGTON, *March 2nd, 1936.*

With reference to Article III of the treaty signed today, I have the honor to state that the Government of the United States of America has no desire to conduct a bonded warehouse business in the Canal Zone, or, in fact to continue the " hold for orders " business in the terminal ports of the Canal as now conducted by the Panama Canal, any longer than until such time as satisfactory bonded warehouse facilities may become available at reasonable rates in Panamanian jurisdiction. At such time, the Government of the United States of America, in order to assist Panamanian business, will be glad voluntarily to withdraw from the conduct of " hold for orders " business and to abstain therefrom for so long as satisfactory bonded warehouse facilities may continue to be available at reasonable rates in Panamanian jurisdiction.

Accept, Sirs, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

The Honorable Doctor Ricardo J. Alfaro,
The Honorable Doctor Narciso Garay,
Members of the Panamanian Treaty Commission,
Washington, D. C.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

LEGACIÓN DE PANAMÁ.

SEÑOR :

WASHINGTON, *Marzo 2 de 1936.*

Tenemos el honor de acusar recibo de la nota de Vuestra Excelencia fechada hoy, que dice lo siguiente :

« Con referencia al Artículo III del tratado firmado hoy, tengo a honra manifestar que el Gobierno de los Estados Unidos de América no desea hacer el negocio de almacenes de depósito en la Zona del Canal, o sea continuar el negocio de « consignaciones a la orden » en los puertos terminales del Canal como lo hace actualmente el Canal de Panamá, sino hasta tanto haya disponibles almacenes de depósito satisfactorios y a ratas razonables en jurisdicción panameña. Cuando ésto suceda el Gobierno de los Estados Unidos de América, con el fin de ayudar al comercio panameño, se complacerá en retirarse voluntariamente del negocio de « consignaciones a la orden » y en abstenerse del mismo mientras haya disponibles almacenes de depósito satisfactorios y a ratas razonables en jurisdicción panameña. »

En contestación, tenemos el honor de manifestar que el Gobierno de la República de Panamá se ha impuesto con satisfacción de las seguridades que contiene la nota de Vuestra Excelencia a que nos hemos referido.

Acepte, Vuestra Excelencia, las reiteradas seguridades de nuestra más alta consideración.

R. J. ALFARO.

Narciso GARAY.

Honorable Cordell Hull,
Secretario de Estado,
Washington, D. C.

II.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION OF PANAMA.

SIR :

WASHINGTON, *March 2nd, 1936.*

We have the honor to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of today's date, reading as follows :

(See Note No. I above.)

In reply we have the honor to state that the Government of the Republic of Panama has noted with gratification the assurances contained in Your Excellency's note under reference.

Accept, Sir, the renewed assurances of our highest consideration.

R. J. ALFARO.

Narciso GARAY.

The Honorable Cordell Hull,
Secretary of State,
Washington, D. C.

DEPARTMENT OF STATE.

I.

SIRS :

WASHINGTON, *March 2nd, 1936.*

With reference to Article III of the treaty signed today and to the joint statement issued by President Arias and President Roosevelt on October 17th, 1933, I have the honor to advise you that the Canal Zone authorities will continue to take administrative measures to limit the use and services of hospitals, dispensaries, restaurants, lunch-rooms, messes, clubhouses and moving

picture houses maintained and operated in the Canal Zone to residents of the Canal Zone and to the following persons who may not be residents of the Canal Zone and members of their families actually living with them : officers and employees of the Government of the United States of America, the Panama Canal or the Panama Railroad Company and members of the armed forces of the United States of America. As regards laundries and cleaning and pressing establishments so maintained and operated, similar restrictions will be made, and moreover such service of laundries and cleaning and pressing establishments will not be available for ships and their crews and passengers transiting the Canal so long as satisfactory service is furnished by similar establishments in Panama.

It is understood that these measures will not preclude admission to and services of the hospitals and dispensaries of the United States of America in cases of emergencies occurring within the Canal Zone, and that those facilities will likewise be available for officers and members of the crews of ships arriving at the Canal Zone ports ; and that these measures will not preclude admission to the restaurants, lunch-rooms, messes, clubhouses and moving picture houses of guests of the persons entitled to use these establishments when the admission or consumption expenses are paid by those persons.

Accept, Sirs, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

The Honorable Doctor Ricardo J. Alfaro,
The Honorable Doctor Narciso Garay,
Members of the Panamanian Treaty Commission,
Washington, D. C.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

LEGACIÓN DE PANAMÁ.

SEÑOR :

WASHINGTON, *Marzo 2 de 1936.*

Tenemos el honor de acusar recibo de la nota de Vuestra Excelencia fechada hoy que dice lo siguiente :

« Con referencia al Artículo III del tratado firmado hoy y a la declaración conjunta del Presidente Arias y del Presidente Roosevelt del 17 de Octubre de 1933, tengo a honra informar a ustedes que las autoridades de la Zona del Canal continuarán adoptando medidas administrativas para que el uso y el servicio de hospitales, dispensarios, restaurantes, merenderos, comedores militares, clubes y cinematógrafos establecidos y explotados en la Zona del Canal, sean limitados a los residentes de la Zona del Canal y a las siguientes personas que pueden no ser residentes de la Zona del Canal, y miembros de sus familias que realmente vivan con ellas, a saber : jefes y empleados del Gobierno de los Estados Unidos de América, del Canal de Panamá o de la Compañía del Ferrocarril de Panamá y miembros de las fuerzas armadas de los Estados Unidos de América. Iguales restricciones se establecerán con respecto a las lavanderías y a los establecimientos de aplanchado y de limpieza de ropa establecidos y explotados allí, y además no se suministrará el servicio de esas lavanderías ni el de los establecimientos de aplanchado y de limpieza de ropa a las naves que pasen por el Canal ni a sus tripulaciones y pasajeros, por todo el tiempo que se haga satisfactoriamente este servicio por establecimientos similares de Panamá.

» Es entendido que estas medidas no impedirán la admisión a los hospitales y dispensarios de los Estados Unidos de América ni la prestación de sus servicios cuando se trate de casos de emergencia que ocurran dentro de la Zona del Canal, y que esas facilidades serán igualmente asequibles a los oficiales y tripulantes de los buques que lleguen a los puertos de la Zona del Canal ; ni impedirán tampoco estas medidas la admisión a los restaurantes, merenderos, comedores militares, clubes y cinematógrafos, de huéspedes de las personas que tienen derecho a usar esos establecimientos cuando los gastos de admisión o de consumo sean pagados por esas personas. »

En contestación, tenemos el honor de confirmar la inteligencia a que se ha llegado sobre los puntos anteriores según queda expuesta en la nota de Vuestra Excelencia a que nos hemos referido.

Accepte, Vuestra Excelencia, las reiteradas seguridades de nuestra más alta consideración.

Honorable Cordell Hull,
Secretario de Estado,
Washington, D. C.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

II.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION OF PANAMA.

SIR :

WASHINGTON, *March 2nd*, 1936.

We have the honor to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of today's date, reading as follows :

(See Note No. I above.)

In reply we have the honor to confirm the understanding reached on the foregoing points as set forth in Your Excellency's note under reference.

Accept, Sir, the renewed assurances of our highest consideration.

The Honorable Cordell Hull,
Secretary of State,
Washington, D. C.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

I.

DEPARTMENT OF STATE.

SIRS :

WASHINGTON, *March 2nd*, 1936.

With reference to Section 4 of Article III of the treaty signed today wherein it is stated that the Government of the United States of America will continue to cooperate in all proper ways with the Republic of Panama to prevent smuggling into territory under the jurisdiction of the Republic of goods imported into the Canal Zone or purchased, produced or manufactured therein by the Government of the United States of America, I have the honor to state that the Governor of the Panama Canal will be prepared to appoint a representative to meet with a representative appointed by your Government in order that regular and continuing opportunity may be afforded for mutual conference and helpful exchange of views bearing on this question.

Accept, Sirs, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

The Honorable Doctor Ricardo J. Alfaro,
The Honorable Doctor Narciso Garay,
Members of the Panamanian Treaty Commission,
Washington, D. C.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

LEGACIÓN DE PANAMÁ.

SEÑOR :

WASHINGTON, *Marzo 2 de* 1936.

Tenemos el honor de acusar recibo de la nota de Vuestra Excelencia fechada hoy, que dice lo siguiente :

« Con referencia a la Sección 4ª del Artículo III del tratado firmado hoy en la cual se declara que el Gobierno de los Estados Unidos de América continuará cooperando

por todos los medios apropiados con la República de Panamá, en la prevención del contrabando al territorio bajo jurisdicción de la República de artículos importados a la Zona del Canal o comprados, producidos o manufacturados allí por el Gobierno de los Estados Unidos de América, tengo el honor de manifestar a ustedes que el Gobernador del Canal de Panamá estará listo para nombrar a un representante que se reuna con un representante nombrado por su Gobierno, a fin de que haya así oportunidad regular y continua de consulta mutua y cambio provechoso de ideas con respecto a esta cuestión. »

En contestación, tenemos el honor de expresar el acuerdo del Gobierno de la República de Panamá respecto del procedimiento esbozado en la nota de Vuestra Excelencia a que nos hemos referido.

Acepte, Vuestra Excelencia, las reiteradas seguridades de nuestra más alta consideración.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

Honorable Cordell Hull,
Secretario de Estado,
Washington, D. C.

II.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION OF PANAMA.

SIR :

WASHINGTON, *March 2nd, 1936.*

We have the honor to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of today's date, reading as follows :

(See Note No. I above.)

In reply we have the honor to express the agreement of the Government of the Republic of Panama with the procedure outlined in Your Excellency's note under reference.

Accept, Sir, the renewed assurances of our highest consideration.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

The Honorable Cordell Hull,
Secretary of State,
Washington, D. C.

I.

DEPARTMENT OF STATE.

SIRS :

WASHINGTON, *March 2nd, 1936.*

With reference to Section 5 of Article III of the treaty signed today regulating the establishment in the Canal Zone of private business enterprises, I have the honor to express the understanding of the Government of the United States of America that the provisions of this section shall not prevent the establishment in the Canal Zone of private enterprises temporarily engaged in construction work having a direct relation to the operation, maintenance, sanitation or protection of the Canal.

Accept, Sirs, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

The Honorable Doctor Ricardo J. Alfaro,
The Honorable Doctor Narciso Garay,
Members of the Panamanian Treaty Commission,
Washington, D. C.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

LEGACIÓN DE PANAMÁ.

SEÑOR :

WASHINGTON, *Marzo 2 de 1936.*

Tenemos el honor de acusar recibo de la nota de Vuestra Excelencia fechada hoy, que dice lo siguiente :

« Con referencia a la Sección 5ª del Artículo III del tratado firmado hoy que reglamenta el establecimiento en la Zona del Canal de empresas comerciales privadas, tengo el honor de expresar la inteligencia del Gobierno de los Estados Unidos de América de que las estipulaciones de esta Sección no impiden el establecimiento en la Zona del Canal de empresas privadas dedicadas temporalmente a trabajos de construcción que tengan relación directa con el funcionamiento, mantenimiento, saneamiento y protección del Canal. »

En contestación, tenemos el honor de confirmar la inteligencia expresada en la nota de Vuestra Excelencia a que nos hemos referido.

Acepte, Vuestra Excelencia, las reiteradas seguridades de nuestra más alta consideración.

R. J. ALFARO.

Narciso GARAY.

Honorable Cordell Hull,
Secretario de Estado,
Washington, D. C.

II.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION OF PANAMA.

SIR :

WASHINGTON, *March 2nd, 1936.*

We have the honor to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of today's date, reading as follows :

(See Note No. I above.)

In reply we have the honor to confirm the understanding set forth in Your Excellency's note under reference.

Accept, Sir, the renewed assurances of our highest consideration.

R. J. ALFARO.

Narciso GARAY.

The Honorable Cordell Hull,
Secretary of State,
Washington, D. C.

I.

DEPARTMENT OF STATE.

SIRS :

WASHINGTON, *March 2nd, 1936.*

With reference to the question of the sale to ships of goods imported into the Canal Zone by the Government of the United States of America, I have the honor to advise you that it will be the policy of this Government to effect such sales on the following basis :

Articles classed by the Panama Canal as "ships stores", such as articles, materials and supplies necessary for the navigation, propulsion and upkeep of vessels, will continue to be sold as at present ;

Articles classed by the Panama Canal as tourist or luxury goods will not be sold to ships ;

Articles classed by the Panama Canal as "sea stores", such as articles for the use or consumption of the passengers and crew of the ship upon its voyage, and articles of other classes, will be sold at prices which, in the judgment of the Government of the United States of America and insofar as may appear feasible, will afford merchants of Panama fair opportunity to sell on equal terms. To arrive at the prices at which these articles will be sold to ships the retail prices of such articles to Canal Zone employees will be taken as a base, and a surcharge added thereto, when necessary; and no discount for purchases of large quantities will be granted to ships making such purchases.

For your information I am enclosing herewith four lists illustrative but not in any sense exhaustive of the various articles included in the four classes mentioned above, namely: (1) ships stores; (2) tourist or luxury goods; (3) sea stores; and (4) articles of other classes.

It is the hope of the Government of the United States of America that in benefit of Panamanian commerce merchants of Panama may be able to furnish in satisfactory quantities and qualities and at reasonable prices many or all of the articles classed as "sea stores" and as "articles of other classes" purchased by ships arriving at terminal ports of the Canal or transiting the Canal. It will be the policy of the United States of America that whenever and for so long as merchants of Panama are in fact able to furnish certain articles as so described in satisfactory quantities and qualities and at reasonable prices, the Canal Zone commissaries will refrain from selling like articles to ships.

In accordance with the policy of affording merchants of Panama full opportunity for making sales to ships, the launch facilities now employed by the Government of the United States of America in effecting sales to ships will be made available on equal terms to merchants of Panama, subject to appropriate administrative regulations of the Canal Zone.

The Governor of the Panama Canal will be prepared to appoint a representative to meet with a representative of Panamanian commerce appointed by your Government, in order that regular and continuing opportunity may be afforded for mutual conference and helpful exchange of views bearing on these questions, including the amount of the surcharge to be established, when necessary, in connection with "sea stores" and "articles of other classes".

Accept, Sirs, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

The Honorable Doctor Ricardo J. Alfaro,
The Honorable Doctor Narciso Garay,
Members of the Panamanian Treaty Commission,
Washington, D. C.

ENCLOSURES.

Ships Stores.

Fuel.
Oil and grease.
Hardware (bolts, nuts, nails, tools, et cetera).
Paints.
Disinfectants and insecticides.
Rope, cable, chain.

Tourist or Luxury Goods.

Articles of personal adornment.
Women's and children's fancy and foreign wearing apparel.
Perfumes and expensive lotions and fancy and foreign toilet articles.
Foreign high quality linens, table ware and house furnishing articles.
Expensive and foreign bolt goods.
Men's foreign articles and wearing apparel.
Panama hats.
Liquors, wines, and beer.

Sea Stores.

Goods only of standard quality and almost without exception of American source.

Food supplies.

Medical supplies.

Stationery and stationery supplies.

Galley and table utensils and equipment.

Table and bunk linen.

Mosquito bars, canvas, cheese cloth.

Work clothes.

Cleaning materials and equipment.

Articles of Other Classes.

Goods similar to those listed under sea stores, but of better than standard quality.

Many articles of many classes, such as those sold in department stores, excepting those articles classed under "tourist or luxury goods".

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

LEGACIÓN DE PANAMÁ.

SEÑOR :

WASHINGTON, *Marzo 2 de 1936.*

Tenemos a honra acusar recibo de la atenta comunicación de Vuestra Excelencia, por medio de la cual se sirve expresarnos cual será la política de los Estados Unidos de América en lo relativo a la venta a las naves de artículos importados por los Estados Unidos de América a la Zona del Canal.

Acerca de este asunto la República de Panamá debe hacer reserva expresa de sus derechos, conforme a su concepto de que las exenciones de que trata el Artículo XIII de la Convención de 18 de Noviembre de 1903 fueron pactadas exclusivamente en beneficio de la empresa del Canal, de las personas al servicio de los Estados Unidos de América en relación con el mismo y de sus familias; pero mientras se llega a un entendimiento respecto de este asunto el Gobierno panameño desea expresar la grata satisfacción que le causa la decisión del Gobierno de los Estados Unidos de América de poner en vigor medidas como las expuestas en la nota que contestamos, para el efecto de restringir las ventas a las naves, que en épocas anteriores a la presente habían venido haciéndose sin limitación alguna. Igual satisfacción causa al Gobierno panameño el propósito fundamental que pone de manifiesto la nota en referencia de dejar en manos de los comerciantes de Panamá el negocio de aprovisionamiento de los buques que lleguen a los puertos terminales del canal o que pasen por el canal y de abstenerse el Gobierno de los Estados Unidos de América de hacer aquellas ventas, mientras los comerciantes de Panamá muestren efectivamente su capacidad de suministrar mercancías a las naves en cantidades y calidades satisfactorias y a precios razonables.

Nuestro Gobierno está dispuesto a nombrar un representante escogido por el Comercio de Panamá para entenderse con un representante de la Administración del Canal, a fin de que haya así oportunidad regular y continua de consulta y de cooperación para la realización de los fines arriba expresados.

Acpte, Vuestra Excelencia, las reiteradas seguridades de nuestra más alta consideración.

R. J. ALFARO.

Narciso GARAY.

Honorable Cordell Hull,
Secretario de Estado,
Washington, D. C.

II.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION OF PANAMA.

SIR :

WASHINGTON, *March 2nd*, 1936.

We have the honor to acknowledge the receipt of Your Excellency's kind communication, in which you indicate what will be the policy of the United States of America in regard to the sale to ships of articles imported by the United States into the Canal Zone.

With regard to this matter the Government of the Republic of Panama must make a special reservation of its rights, in conformity with its opinion that the exemptions covered by Article XIII of the Convention of November 18th, 1903, were stipulated exclusively for the benefit of the Canal enterprise, of the persons in the service of the United States of America in connection therewith, and of their families ; but until an understanding is reached regarding this matter, the Panamanian Government desires to express its deep satisfaction at the decision of the Government of the United States of America to put into effect measures such as those set forth in the note to which this is a reply, for the purpose of restricting sales to ships, which in former times had been made without any limitation. The Panamanian Government feels an equal satisfaction at the basic purpose set forth in the said note that the business of provisioning vessels arriving at terminal ports of the Canal or transiting the Canal will be left in the hands of the merchants of Panama and that the Government of the United States of America will abstain from making such sales whenever and for so long as merchants of Panama effectively demonstrate their ability to supply merchandise to vessels in satisfactory quantities and qualities and at reasonable prices.

Our Government is prepared to appoint a representative selected by the business men of Panama to come to meet with a representative of the Canal Administration, in order that regular and continuing opportunity may be afforded for conference and cooperation for the accomplishment of the above-mentioned purposes.

Accept, Sir, the renewed assurances of our highest consideration.

The Honorable Cordell Hull,
Secretary of State,
Washington, D. C.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

I.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

LEGACIÓN DE PANAMÁ.

SEÑOR :

WASHINGTON, *Marzo 2 de* 1936.

Con referencia al segundo párrafo del Artículo V del tratado firmado hoy que se refiere, en parte, a las obras marítimas establecidas o que se establezcan en los puertos de Panamá y Colón por la República de Panamá o por su autoridad, tenemos el honor de confirmar el acuerdo a que se ha llegado durante las negociaciones, de que esas estipulaciones no perjudican el derecho de la Compañía del Ferrocarril de Panamá, emanado de sus concesiones, a la propiedad y manejo de obras marítimas en esos puertos, ni los derechos que puedan pasar de la citada Compañía al Gobierno de los Estados Unidos de América.

Acepte, Vuestra Excelencia, las seguridades de nuestra más alta consideración.

Honorable Cordell Hull,
Secretario de Estado,
Washington, D. C.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

I.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION OF PANAMA.

SIR :

WASHINGTON, *March 2nd*, 1936.

With reference to the second paragraph of Article V of the treaty signed today which pertains, in part, to facilities established or to be established in the ports of Panamá and Colón by the Republic of Panama or by its authority, we have the honor to confirm the agreement reached during the negotiations that such provisions are not intended to prejudice the right of the Panama Railroad Company, derived from its concessions, to own and operate port facilities in those ports or any such rights as may pass from the said Company to the Government of the United States of America.

Accept, Sir, the renewed assurances of our highest consideration.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

The Honorable Cordell Hull,
Secretary of State,
Washington, D. C.

II.

DEPARTMENT OF STATE.

SIRS :

WASHINGTON, *March 2nd*, 1936.

I have the honor to acknowledge the receipt of your note of today's date, reading as follows :

(See translation of Note No. I above.)

In reply I have the honor to confirm the agreement we have reached as set forth in your note under acknowledgment.

Accept, Sirs, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

The Honorable Doctor Ricardo J. ALFARO.
The Honorable Doctor Narciso Garay,
Members of the Panamanian Treaty Commission,
Washington, D. C.

I.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

LEGACIÓN DE PANAMÁ.

SEÑOR :

WASHINGTON, *Marzo 2 de* 1936.

Con referencia al párrafo tercero del Artículo V del tratado firmado hoy, por el cual se reconoce el derecho de la República de Panamá a determinar qué personas o clases de personas que lleguen a los puertos de la Zona del Canal serán admitidas a la República de Panamá y de determinar asimismo a qué personas o clases de personas que lleguen a esos puertos se les negará entrada a la República de Panamá, tenemos el honor de expresar la inteligencia del Gobierno de la República de Panamá de que esta estipulación no perjudica en manera alguna el efecto de la estipulación contenida en el párrafo tercero del Artículo IV con respecto a las personas en el servicio de los Estados Unidos de América o residentes en la Zona del Canal, que pasen de la Zona del Canal a la jurisdicción de la República de Panamá.

Acepte, Vuestra Excelencia, las reiteradas seguridades de nuestra más alta consideración.

Honorable Cordell Hull,
Secretario de Estado,
Washington, D. C.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

I.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION OF PANAMA.

SIR :

WASHINGTON, *March 2nd*, 1936.

With reference to the third paragraph of Article V of the treaty signed today in which is recognized the right of the Republic of Panama to determine what persons or classes of persons arriving at ports of the Canal Zone shall be admitted to the Republic of Panama and to determine likewise what persons or classes of persons arriving at such ports shall be excluded from admission to the Republic of Panama, we have the honor to express the understanding of the Government of the Republic of Panama that this provision does not prejudice in any way the effect of the stipulation contained in the third paragraph of Article IV, with regard to persons in the service of the United States of America or residing in the Canal Zone, passing from the Canal Zone into the jurisdiction of the Republic of Panama.

Accept, Sir, the renewed assurances of our highest consideration.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

The Honorable Cordell Hull,
Secretary of State,
Washington, D. C. •

II.

DEPARTMENT OF STATE.

SIRS :

WASHINGTON, *March 2nd*, 1936.

I have the honor to acknowledge the receipt of your note of today's date, reading as follows :

(See translation of Note No. I above.)

In reply I have the honor to confirm the understanding reached on the foregoing point as set forth in your note under reference.

Accept, Sirs, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

The Honorable Doctor Ricardo J. Alfaro,
The Honorable Doctor Narciso Garay,
Members of the Panamanian Treaty Commission,
Washington, D. C.

I.

DEPARTMENT OF STATE.

SIRS :

WASHINGTON, *March 2nd*, 1936.

I have the honor to confirm my understanding of the agreement reached during the negotiation of the treaty signed today to the effect that, in furtherance of the purpose of Article VII of the Convention of November 18th, 1903, so far as it relates to the sanitation of the cities of Panamá and Colón, the Health Services of the Republic of Panama and of the Panama Canal will give consideration to the advisability of discussing and concluding agreements which might well take as a basis for formulation the proposals advanced in October 1931, by the Director General of Health and Welfare of the Republic of Panama and the Chief Health Officer of the Panama Canal for the amplification, extension and modernization of the health service of the City of Panamá.

Accept, Sirs, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

The Honorable Doctor Ricardo J. Alfaro,
The Honorable Doctor Narciso Garay,
Members of the Panamanian Treaty Commission,
Washington, D. C.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

LEGACIÓN DE PANAMÁ.

SEÑOR :

WASHINGTON, *Marzo 2 de 1936.*

Tenemos el honor de acusar recibo de la nota de Vuestra Excelencia fechada hoy, que dice lo siguiente :

« Tengo el honor de confirmar mi inteligencia del acuerdo a que llegamos durante la negociación del tratado firmado hoy, en el sentido de que, en desarrollo de los fines del Artículo VII de la Convención de 18 de Noviembre de 1903, en lo concerniente al saneamiento de las ciudades de Panamá y Colón, los Departamentos Sanitarios de la República de Panamá y del Canal de Panamá considerarán la conveniencia de discutir y celebrar acuerdos para cuya elaboración bien podrían tomarse como base las propuestas hechas en Octubre de 1931, por el Director General de Sanidad y Beneficencia de la República de Panamá y el Oficial Jefe de Sanidad del Canal de Panamá para la ampliación, extensión y modernización del servicio sanitario de la ciudad de Panamá. »

En contestación, tenemos el honor de manifestar que la inteligencia de Vuestra Excelencia sobre el anterior acuerdo es conforme con la inteligencia del Gobierno de la República de Panamá.

Acepte, Vuestra Excelencia, las reiteradas seguridades de nuestra más alta consideración.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

Honorable Cordell Hull,
Secretario de Estado,
Washington, D. C.

II.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION OF PANAMA.

SIR :

WASHINGTON, *March 2nd, 1936.*

We have the honor to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of today's date, reading as follows :

(See Note No. I above.)

In reply we have the honor to state that Your Excellency's understanding of the foregoing agreement is in conformity with the understanding of the Government of the Republic of Panama.

Accept, Sir, the renewed assurances of our highest consideration.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

The Honorable Cordell Hull,
Secretary of State,
Washington, D. C.

I.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

LEGACIÓN DE PANAMÁ.

SEÑOR :

WASHINGTON, *Marzo 2 de 1936.*

En el curso de las recientes negociaciones para la revisión de la Convención de 18 de Noviembre de 1903, llamamos la atención de su Gobierno sobre ciertas cuestiones que han surgido con respecto

a la parte del Artículo VII de la citada Convención que se refiere a la construcción por los Estados Unidos de América de los acueductos y albañales de las ciudades de Panamá y Colón, y a la amortización de su costo dentro de un período de cincuenta años, pensando al principio que estos asuntos podían solucionarse durante las negociaciones.

Se encontró, sin embargo, que para llegar a un completo acuerdo sobre estos asuntos se necesitaría un examen largo, cuidadoso y completo de sus aspectos técnico, legal y financiero, y por lo tanto, se convino dejar en suspenso la discusión formal de estas cuestiones y que después de la terminación del nuevo tratado los dos Gobiernos procederían a discutir las amigablemente con el fin de llegar a un acuerdo equitativo y mutuamente satisfactorio.

Nuestro Gobierno entiende que estas discusiones envolverán un estudio de los contratos del 30 de Septiembre de 1910, celebrados entre el Gobierno de la República de Panamá y la Comisión del Canal Istmico, y un examen de las cuentas entre las dos administraciones, relativas a las tarifas de agua de las ciudades de Panamá y Colón. A este respecto se cree que debe darse la debida consideración, entre otras cosas, a las representaciones hechas por la Comisión Panameña en el curso de las recientes negociaciones, y especialmente a su Memorandum del 12 de Marzo de 1935 y a su Aide-Memoire del 14 de Agosto de 1935.

Acepte, Vuestra Excelencia, las reiteradas seguridades de nuestra más alta consideración.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

Honorable Cordell Hull,
Secretario de Estado,
Washington, D. C.

I.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION OF PANAMA.

SIR :

WASHINGTON, *March 2nd, 1936.*

In the course of the recent negotiations for a revision of the Convention of November 18th, 1903, we have brought to the attention of your Government certain questions which have arisen in respect of that part of Article VII of the said Convention which refers to the construction by the United States of America of the water works and sewers in the cities of Panamá and Colón, and to the amortization of the cost thereof within a period of fifty years, thinking at first that these matters could be disposed of during the negotiations.

It was found, however, that to reach a complete understanding of these matters a long, painstaking and exhaustive examination of the technical, legal and financial aspects thereof would be required, and it was therefore decided that formal discussion of these questions would be held in abeyance and that after the conclusion of the new treaty the two Governments would engage in friendly discussions in an endeavor to arrive at a fair and mutually satisfactory agreement.

It is the understanding of our Government that such discussions will involve a study of the contracts of September 30th, 1910, between the Government of the Republic of Panama and the Isthmian Canal Commission, and an examination of the accounts between the two administrations relating to water rates in the cities of Panamá and Colón. In this connection it is believed that due consideration should be given, among other things, to the representations made by the Panamanian Commission in the course of the recent negotiations, and especially to its memorandum of March 12th, 1935, and its Aide-Memoire of August 14th, 1935.

Accept, Sir, the renewed assurances of our highest consideration.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

The Honorable Cordell Hull,
Secretary of State,
Washington, D. C.

II.

DEPARTMENT OF STATE.

SIRS :

WASHINGTON, *March 2nd*, 1936.

I have the honor to acknowledge the receipt of your note of today's date, reading as follows :

(*See translation of Note No. I above.*)

In reply I have the honor to advise you that the Government of the United States of America, in accordance with the procedure outlined in your note under reference, will be pleased to instruct the American Minister in Panama to arrange for conversations between the appropriate authorities of the Republic of Panama and of the Canal Zone in order that the Government of the Republic of Panama may present such specific proposals in the premises as it may desire, and in order that an opportunity may thus be afforded for reaching an agreement on these matters satisfactory to both Governments.

Accept, Sirs, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

The Honorable Doctor Ricardo J. Alfaro,
The Honorable Doctor Narciso Garay,
Members of the Panamanian Treaty Commission,
Washington, D. C.

I.

DEPARTMENT OF STATE.

SIRS :

WASHINGTON, *March 2nd*, 1936.

With reference to the representations made by you during the negotiation of the treaty signed today, regarding Panamanian citizens employed by the Panama Canal or by the Panama Railroad Company, I have the honor to state that the Government of the United States of America, in recognition of the special relationship between the United States of America and the Republic of Panama with respect to the Panama Canal and the Panama Railroad Company, maintains and will maintain as its public policy the principle of equality of opportunity and treatment set down in the Order of December 23rd, 1908, of the Secretary of War, and in the Executive Orders of February 2nd, 1914, and February 20th, 1920, and will favor the maintenance, enforcement or enactment of such provisions, consistent with the efficient operation and maintenance of the Canal and its auxiliary works and their effective protection and sanitation, as will assure to Panamanian citizens employed by the Canal or the Railroad equality of treatment with employees who are citizens of the United States of America.

Accept, Sirs, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

The Honorable Doctor Ricardo J. Alfaro,
The Honorable Doctor Narciso Garay,
Members of the Panamanian Treaty Commission,
Washington, D. C.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

LEGACIÓN DE PANAMÁ.

SEÑOR :

WASHINGTON, *Marzo 2 de* 1936.

Tenemos el honor de acusar recibo de la nota de Vuestra Excelencia fechada hoy que dice lo siguiente :

« Con referencia a las representaciones hechas por ustedes durante las negociaciones del tratado firmado hoy, relacionadas con los ciudadanos panameños empleados en el

Canal y en la Compañía del Ferrocarril de Panamá, tengo el honor de manifestar a ustedes que el Gobierno de los Estados Unidos de América en reconocimiento de las especiales relaciones que existen entre los Estados Unidos de América y la República de Panamá con respecto al Canal de Panamá y a la Compañía del Ferrocarril de Panamá, mantiene y mantendrá como política suya el principio de igualdad de oportunidades y de trato consignado en la Orden del Secretario de Guerra del 23 de Diciembre de 1908, y en las Ordenes Ejecutivas del 2 de Febrero de 1914 y del 20 de Febrero de 1920, y favorecerá el mantenimiento, la efectividad y la expedición de disposiciones, compatibles con el eficiente funcionamiento y mantenimiento del Canal y sus obras auxiliares y con su efectiva protección y saneamiento, que aseguren a los ciudadanos panameños empleados en el Canal o en el Ferrocarril igualdad de trato con los empleados que son ciudadanos de los Estados Unidos de América.»

En contestación, tenemos el honor de expresar la complacencia del Gobierno de la República de Panamá por la declaración de la política enunciada en la nota de Vuestra Excelencia a que nos hemos referido.

Acepte, Vuestra Excelencia, las reiteradas seguridades de nuestra más alta consideración.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

Honorable Cordell Hull,
Secretario de Estado,
Washington, D. C.

II.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION OF PANAMA.

SIR :

WASHINGTON, *March 2nd, 1936.*

We have the honor to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of today's date, reading as follows :

(See Note No. I above.)

In reply we have the honor to express the gratification of the Government of the Republic of Panama at the declaration of policy set forth in Your Excellency's note under reference.

Accept, Sir, the renewed assurances of our highest consideration.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

The Honorable Cordell Hull,
Secretary of State,
Washington, D. C.

I.

DEPARTMENT OF STATE.

SIRS :

WASHINGTON, *March 2nd, 1936.*

I have the honor to refer to our conversations with respect to the effect upon the Monetary Agreement of June 20th, 1904, between the United States of America and the Republic of Panama as modified by the exchanges of notes of March 26th-April 2nd, 1930, and of May 28th-June 6th, 1931, of the action taken by the President of the United States of America in his Proclamation of January 31st, 1934, reducing the weight of the gold dollar of the United States of America.

It has been recognized that, as a result of this action, the provision of the Monetary Agreement that the monetary unit of the Republic of Panama should be a gold Balboa of the

weight of one gram, 672 milligrams, nine-tenths fine, is no longer consistent with the necessary condition of the Agreement that the standard unit of value of the United States of America, the dollar, and the standard unit of value of the Republic of Panama, the Balboa, should continue at a parity at the rate of one dollar for one Balboa. It has also been recognized that in the Republic of Panama and in the Canal Zone silver Balboas and fractional currency of the Republic are circulating together with United States currency at the rate of one Balboa for one dollar.

For these reasons, it is desirable that the existing Monetary Agreement, as modified, be further modified to make provision for the reduction of the weight of the gold Balboa so that the legal standard units of value of the Republic of Panama and of the United States of America shall be equal. Accordingly, for the purpose of Article VII of the General Treaty signed today, the Balboa shall be regarded as defined to consist of 987½ milligrams of gold of 0.900 fineness.

It is understood that the reduction in the weight of the gold Balboa shall not necessitate an alteration of the weight of the silver coins of the Republic of Panama, but that these shall continue to be of the same size, weight and fineness as at present.

Notwithstanding any language contained in the existing Monetary Agreement, as modified which has been interpreted or might be interpreted as limiting the number of coins of any denomination to be issued by the Republic of Panama within the total amount of coins of all denominations, it is now understood and agreed that the Monetary Agreement, as modified, shall not be considered as contemplating any such limitation, so that, as long as such total amount is not exceeded, that total amount may be apportioned among the coins of the various denominations referred to in the Agreement as may seem fitting to the Government of the Republic of Panama.

As a further modification of the existing Monetary Agreement, it is agreed that the Government of the United States of America shall not be required to accept Panamanian silver currency for the payment of tolls for the use of the Panama Canal.

I may say that the above understandings and agreements are acceptable to my Government, and that upon receipt of a note confirming them on behalf of the Government of the Republic of Panama, the Government of the United States of America will consider as further modified in accordance therewith the Monetary Agreement of June 20th, 1904, as modified.

Accept, Sirs, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

The Honorable Doctor Ricardo J. Alfaro,
The Honorable Doctor Narciso Garay,
Members of the Panamanian Treaty Commission,
Washington, D. C.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

LEGACIÓN DE PANAMÁ.

SEÑOR :

WASHINGTON, *Marzo 2 de 1936.*

Tenemos el honor de acusar recibo de la comunicación de Vuestra Excelencia que dice lo siguiente :

« Tengo el honor de referirme a nuestras conversaciones acerca del efecto que tuvo sobre el Convenio Monetario de 20 de Junio de 1904 entre la República de Panamá y los Estados Unidos de América, modificado por los canjes de notas de Marzo 26 y Abril 2 de 1930, y de Mayo 28 y Junio 6 de 1931, lo dispuesto por el Presidente de los Estados Unidos de América en su Proclama de 31 de Enero de 1934, por la cual se redujo el peso del dólar de oro de los Estados Unidos de América.

» Se ha reconocido que, como resultado de esta medida, la estipulación del Convenio Monetario de que la unidad monetaria de la República de Panamá debe ser un Balboa de oro con peso de 1 gramo, 672 miligramos, de 0.900 de fino, no es ya compatible con la condición necesaria del Convenio de que la unidad monetaria de los Estados Unidos de América, el dólar, y la unidad monetaria de la República de Panamá, el Balboa, deben mantenerse a la par, a razón de un dólar por un Balboa. Se ha

reconocido también que en la República de Panamá y en la Zona del Canal los Balboas de plata y la moneda fraccionaria de la República están circulando junto con la moneda de los Estados Unidos a razón de un Balboa por un dólar.

» Por estas razones es conveniente que el actual Convenio Monetario con sus modificaciones, sea modificado de nuevo, a fin de proveer a la reducción del peso del Balboa de oro, de manera que el patrón legal de valor de la República de Panamá y el de los Estados Unidos de América sean iguales. En concordancia con lo anterior, para los efectos del Artículo VII del Tratado General firmado hoy, se considerará el Balboa definido como una unidad monetaria de novecientos ochenta y siete y medio miligramos (Gr. 0.9875) de oro de novecientos milésimos (0.900) de fino.

» Es entendido que la reducción del peso del Balboa de oro no implica alteración en el peso de las monedas de plata de la República de Panamá, sino que ellas continuarán teniendo el mismo tamaño, peso y ley que tienen ahora.

» No obstante cualesquiera términos contenidos en el Convenio Monetario existente, con sus modificaciones, que hayan sido o puedan ser interpretados en el sentido de que limitan la cantidad de monedas de cualquiera denominación que Panamá acuñe dentro de la suma total de monedas de todas las denominaciones, queda ahora entendido y convenido que el Convenio Monetario, con sus modificaciones, no tiene en mira tal limitación, de manera que si la cantidad total no es excedida, esa cantidad total puede repartirse como lo tenga a bien el Gobierno de la República de Panamá entre las monedas de las diferentes denominaciones a que el Convenio se refiere.

» Como modificación adicional del Convenio Monetario existente, se conviene que el Gobierno de los Estados Unidos de América no estará obligado a aceptar la moneda de plata panameña para el pago de peajes por el uso del Canal de Panamá.

» Puedo decir que las anteriores inteligencias y acuerdos son aceptables a mi Gobierno, y que al recibir una comunicación por medio de la cual sean confirmados a nombre del Gobierno de la República de Panamá, el Gobierno de los Estados Unidos de América considerará modificado nuevamente, en los términos que quedan expresados, el Convenio Monetario del 20 de Junio de 1904, con sus modificaciones. »

Nuestro Gobierno confirma las inteligencias y acuerdos expresados en la nota que contestamos, y por tanto, el Gobierno de la República de Panamá considerará nuevamente modificado en los términos allí expuestos, el Convenio Monetario del 20 de Junio de 1904, con sus modificaciones.

Acepte, Vuestra Excelencia, las reiteradas seguridades de nuestra más alta consideración.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

Honorable Cordell Hull,
Secretario de Estado,
Washington, D. C.

II.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION OF PANAMA.

SIR :

WASHINGTON, *March 2nd*, 1936.

We have the honor to acknowledge the receipt of Your Excellency's communication reading as follows :

(*See Note No. I above.*)

The understandings and agreements stated in your note under acknowledgment are hereby confirmed by our Government and, accordingly, the Government of the Republic of Panama

will consider as further modified in accordance therewith the Monetary Agreement of June 20th, 1904, as modified.

Accept, Sir, the renewed assurances of our highest consideration.

The Honorable Cordell Hull,
Secretary of State,
Washington, D. C.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

El suscrito Subsecretario de Relaciones Exteriores y Comunicaciones, certifica que las anteriores copias son autenticas.

L. J. Sagavedia.

I.

DEPARTMENT OF STATE.

SIR :

WASHINGTON, *February 1st, 1939.*

I have the honor to refer to the General Treaty signed between the United States of America and the Republic of Panama on March 2nd, 1936, and to the record of the proceedings of the negotiations leading to this accord. As you may recall, on several occasions during the course of the negotiations, it was found necessary to discuss and to reach a mutual understanding as to the interpretation to be placed upon certain draft provisions eventually incorporated in the signed treaty. These discussions and understandings were, after each meeting, embodied in the duly attested typewritten record of the proceedings of the treaty negotiations.

It seems possible that, following the favorable report at the close of the last session of Congress by the Committee on Foreign Relations of the United States Senate on the General Treaty and accompanying Conventions, the individual members of the Senate in their consideration during the current session of Congress of the Treaty and Conventions, may ask for clarification as to the precise meaning of certain important provisions of the General Treaty which affect the security and neutrality of the Panama Canal. With a view to anticipating these inquiries, and in the hope of avoiding further delay on this account in the consideration of the General Treaty of March 2nd, 1936, it has seemed to my Government advisable to set forth in an exchange of notes between our two Governments the substance of some of these above-mentioned understandings as mutually reached. I should be grateful, accordingly, if you would inform me whether your Government shares the understanding of my Government upon the points which follow in subsequent paragraphs.

1. In connection with the declared willingness of both the Government of the United States of America and the Government of the Republic of Panama to cooperate for the purpose of insuring the full and perpetual enjoyment of the benefits of all kinds which the Canal should afford them (Article I of the General Treaty of March 2nd, 1936) the word " maintenance " as applied to the Canal shall be construed as permitting expansion and new construction when these are undertaken by the Government of the United States of America in accordance with the said Treaty.

2. The holding of maneuvers or exercises by the armed forces of the United States of America in territory adjacent to the Canal Zone is an essential measure of preparedness for the protection of the neutrality of the Panama Canal, and when said maneuvers or exercises should take place, the parties shall follow the procedure set forth in the records of the proceedings of the negotiations of the General Treaty of March 2nd, 1936, which proceedings were held on March 2nd, 1936.

3. As set forth in the records of the proceedings of the negotiations of the General Treaty of March 2nd, 1936, which proceedings were held on March 16th, 1935, in the event of an emergency so sudden as to make action of a preventive character imperative to safeguard the neutrality or security of the Panama Canal, and if by reason of such emergency it would be impossible to

consult with the Government of Panama as provided in Article X of said Treaty, the Government of the United States of America need not delay action to meet this emergency pending consultation, although it will make every effort in the event that such consultation has not been effected prior to taking action to consult as soon as it may be possible with the Panamanian Government.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell Hull.

The Honorable Señor Dr. Don Augusto S. Boyd,
Minister of Panama.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

LEGACIÓN DE PANAMÁ,
WASHINGTON.

SEÑOR SECRETARIO :

Tengo el honor de referirme a la atenta comunicación de Vuestra Excelencia de fecha de hoy en la cual se refiere al Tratado General firmado por los Gobiernos de la República de Panamá y de los Estados Unidos de América el día 2 de Marzo de 1936 y a las actas de las sesiones celebradas por los Comisionados Panameños y los de Estados Unidos de América durante las negociaciones que precedieron a la firma de dicho tratado. Llama Vuestra Excelencia mi atención al hecho de que durante el curso de las negociaciones se discutió y se llegó a un entendimiento mútuo en lo que respecta a la interpretación que se daría a ciertas provisiones que eventualmente fueron incorporadas al tratado. Manifiesta Vuestra Excelencia que esas discusiones y entendimientos se hicieron constar, después de cada sesión, en las actas respectivas, escritas a máquina.

Opina luego que en vista del informe favorable presentado al finalizarse las sesiones pasadas del Congreso por la Comisión de Relaciones Exteriores del Senado de los Estados Unidos de América, sobre el Tratado General y las varias Convenciones adicionales, algunos miembros del Senado durante los debates a que se someterá el Tratado General y las Convenciones en las sesiones actuales del Congreso, podrían solicitar que se clarificase el significado de algunas provisiones del Tratado General que afectan la seguridad y neutralidad del Canal de Panamá. Con el objeto de anticiparse a esa eventualidad y evitar nuevas demoras a la consideración del Tratado General de Marzo 2 de 1936, manifiesta Vuestra Excelencia que le parece conveniente a su Gobierno el efectuar un canje de notas con mi Gobierno a fin de reiterar las interpretaciones que en las actas se dan a algunos puntos.

Pláceme manifestarle a Vuestra Excelencia que he sido autorizado por mi Gobierno para efectuar este canje de notas y aclarar los puntos que Vuestra Excelencia propone, y los cuales, para mayor claridad, se enumeran seguidamente en idioma inglés :

1. In connection with the declared willingness of both the Government of the United States of America and the Government of the Republic of Panama to cooperate for the purpose of insuring the full and perpetual enjoyment of the benefits of all kinds which the Canal should afford them (Article I of the General Treaty of March 2nd, 1936) the word " maintenance " as applied to the Canal shall be construed as permitting expansion and new construction when these are undertaken by the Government of the United States of America in accordance with the said Treaty.

2. The holding of maneuvers or exercises by the armed forces of the United States of America in territory adjacent to the Canal Zone is an essential measure of preparedness for the protection of the neutrality of the Panama Canal, and when said maneuvers or exercises should take place, the parties shall follow the procedure set forth in the records of the proceedings of the negotiations of the General Treaty of March 2nd, 1936, which proceedings were held on March 2nd, 1936.

3. As set forth in the records of the proceedings of the negotiations of the General Treaty of March 2nd, 1936, which proceedings were held on March 16th, 1935, in the event of an emergency so sudden as to make action of a preventive character imperative

to safeguard the neutrality or security of the Panama Canal, and if by reason of such emergency it would be impossible to consult with the Government of Panama as provided in Article X of said Treaty, the Government of the United States of America need not delay action to meet this emergency pending consultation, although it will make every effort in the event that such consultation has not been effected prior to taking action to consult as soon as it may be possible with the Panamanian Government.

Aprovecho la ocasión para renovar a Vuestra Excelencia las expresiones de mi consideración más distinguida.

WASHINGTON, D. C., *Febrero 1 de 1939.*

Augusto S. BOYD,
Ministro.

Su Excelencia Cordell Hull,
Secretario de Estado de los Estados Unidos,
Washington, D. C.

II.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION OF PANAMA.
WASHINGTON.

MR. SECRETARY :

I have the honor to refer to Your Excellency's valued communication of today's date with respect to the General Treaty signed between the Governments of the Republic of Panama and of the United States of America March 2nd, 1936, and to the proceedings of the meetings held by the Commissioners of Panama and of the United States of America during the negotiations which preceded the signature of the said Treaty. Your Excellency invites my attention to the fact that during the course of the negotiations and after discussion a mutual agreement was reached with regard to the interpretation to be given to certain provisions which eventually were incorporated in the Treaty. Your Excellency states that these discussions and understandings were, after each meeting, embodied in the typewritten records of the proceedings.

You then give as your opinion that in view of the favorable report presented at the close of the last session of Congress by the Committee on Foreign Relations of the Senate of the United States of America on the General Treaty and the various accompanying Conventions, some members of the Senate, during the debates with respect to the General Treaty and the Conventions in the present session of Congress, may ask for clarification as to the meaning of certain provisions of the General Treaty affecting the security and neutrality of the Panama Canal. With a view to anticipating such an eventuality, and of avoiding new delays in the consideration of the General Treaty of March 2nd, 1936, Your Excellency states that it seems advisable to your Government to effect an exchange of notes with my Government for the purpose of reiterating the interpretation given to certain points in the proceedings.

I take pleasure in informing Your Excellency that I have been authorized by my Government to effect this exchange of notes and to clarify the points propounded by Your Excellency, and which, for greater clarity, are set forth in the English language as follows :

(Here follow points 1, 2 and 3, as in original note above.)

I avail myself of this occasion to renew to Your Excellency the assurances of my most distinguished consideration.

WASHINGTON, D. C., *February 1st, 1939.*

Augusto S. BOYD,
Minister.

His Excellency Cordell Hull,
Secretary of State of the United States,
Washington, D. C.

DEPARTMENT OF STATE.

I.

EXCELLENCY :

WASHINGTON, *July 25th*, 1939.

I understand from the debate in the Senate of the United States yesterday on the treaties signed with Panama, March 2nd, 1936, that the question was raised as to whether the Assembly of Panama had the notes and minutes of the treaty negotiations before it at the time the treaties were considered and ratified by that body.

I shall thank you to advise me definitely as to whether the notes and minutes of the negotiations were before the Assembly of Panama and were thoroughly understood and considered by the Assembly in connection with its ratification of the aforesaid treaties.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

His Excellency Señor Dr. Don Augusto S. Boyd,
Ambassador of Panama.

Cordell HULL.

EMBAJADA DE PANAMÁ.

II.

EXCELLENCY :

WASHINGTON, *July 25th*, 1939.

I am in receipt of Your Excellency's note of this date in which you state that you understand from the debate in the Senate of the United States yesterday on the Treaties with Panama signed March 2nd, 1936, that the question was raised whether the Assembly of Panama had the notes and minutes of the treaty negotiations before it at the time the treaties were considered and ratified by that body.

I think that the best answer I may give to Your Excellency is to transcribe textually, in translation, law No. 37 of 1936 which was passed by our Assembly on the twenty-fourth of December, 1936, and which reads as follows :

THE NATIONAL ASSEMBLY OF PANAMA

Decrees

Only article : there are hereby approved and ratified in all their parts the General Treaty, the Radio Communications Convention, the Convention on the Transfer of the stations of La Palma and Puerto Obaldia and the Convention on the Trans-Isthmian Highway, signed in the city of Washington, March 2nd, 1936, by plenipotentiaries of the Governments of the Republic of Panama and of the United States of America, which is done taking into account the Minutes and the Exchanges of Notes signed on the same date and which contain interpretations and explanations of certain important aspects of the General Treaty and of the Conventions aforementioned.

From the law quoted above Your Excellency will observe that the minutes and the notes were before the Assembly and were considered and understood by it at the same time that the Assembly ratified the Treaty and Conventions above mentioned.

Accept, Excellency, the sentiments of my highest consideration.

His Excellency Cordell Hull,
Secretary of State.

Augusto S. BOYD.

Certified to be true and complete textual copies of the original general treaty and of notes exchanged in connection therewith in all the languages in which they were signed.

For the Secretary of State
of the United States of America.

Edward Yardley,
Director of Personnel.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4686. — TRAITÉ ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA EN VUE DE RESSERRER LES LIENS D'AMITIÉ ET DE COOPÉRATION ENTRE LES DEUX PAYS ET DE RÉGLER CERTAINES QUESTIONS SOULEVÉES PAR SUITE DE LA CONSTRUCTION DU CANAL INTEROCÉANIQUE A TRAVERS L'ISTHME DE PANAMA. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 2 MARS 1936.

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, animés du désir de renforcer encore davantage les liens d'amitié et de coopération existant entre les deux pays et de régler sur des bases stables et mutuellement satisfaisantes certaines questions qui se sont posées à la suite de la construction du Canal interocéanique à travers l'Isthme de Panama, ont décidé de conclure un traité et ont désigné à cet effet comme leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Cordell HULL, secrétaire d'Etat des États-Unis d'Amérique, et M. Sumner WELLES, secrétaire d'Etat adjoint des États-Unis d'Amérique, et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

L'honorable D^r Ricardo J. ALFARO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Panama aux États-Unis, et

L'honorable D^r Narciso GARAY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Panama en mission spéciale ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'article premier de la Convention du 18 novembre 1903 est remplacé par le présent article.

Il y aura une paix parfaite, stable et inviolable et une amitié sincère entre les États-Unis d'Amérique et la République de Panama ainsi qu'entre leurs citoyens.

En raison de l'ouverture officielle et formelle du Canal de Panama, le 12 juillet 1920, les États-Unis d'Amérique et la République de Panama déclarent que les dispositions de la Convention du 18 novembre 1903 envisagent l'utilisation, l'occupation et le contrôle, par les États-Unis d'Amérique, de la Zone du Canal et des terres et eaux additionnelles sous la juridiction des États-Unis d'Amérique en vue de l'entretien, du fonctionnement, de l'assainissement et de la protection efficaces du Canal et de ses ouvrages auxiliaires.

Les États-Unis d'Amérique continueront à entretenir le Canal de Panama pour le développement et l'usage du commerce interocéanique, et les deux gouvernements déclarent qu'ils sont disposés à collaborer dans toute la mesure qui leur sera possible en vue d'assurer la pleine et perpétuelle jouissance des avantages de tout ordre que le Canal doit fournir aux deux nations qui ont rendu possible sa construction ainsi qu'à toutes les nations intéressées au commerce mondial.

Article II.

Les États-Unis d'Amérique déclarent que la République de Panama s'est acquittée de façon loyale et satisfaisante des obligations qui lui incombaient en vertu de l'article II de la Convention du 18 novembre 1903, aux termes duquel elle a concédé à perpétuité aux États-Unis, l'utilisation, l'occupation et le contrôle de la zone de terres et de terres recouvertes d'eau décrite dans ledit

article, ainsi que des îles situées dans les limites de ladite zone, du groupe de petites îles de la baie de Panama nommées Perico, Naos, Culebra et Flamenco, et de toutes autres terres et eaux, en dehors de ladite zone, nécessaires et appropriées pour la construction, l'entretien, le fonctionnement, l'assainissement et la protection du Canal de Panama ou de tous canaux ou autres ouvrages auxiliaires — en reconnaissance de quoi les Etats-Unis d'Amérique renoncent par le présent article à la concession, que leur avait faite à perpétuité la République de Panama, de l'utilisation, de l'occupation et du contrôle des terres et des eaux, en sus de celles placées actuellement sous la juridiction des Etats-Unis d'Amérique en dehors de la zone décrite à l'article II de ladite Convention, qui pourraient être nécessaires et appropriées pour la construction, l'entretien, le fonctionnement, l'assainissement et la protection du Canal de Panama ou de tous canaux ou autres ouvrages auxiliaires nécessaires et appropriés pour la construction, l'entretien, le fonctionnement, l'assainissement et la protection de ladite entreprise.

Les deux gouvernements, tout en estimant que le besoin de nouvelles terres et eaux pour l'extension des facilités actuelles du Canal semble improbable, reconnaissent néanmoins, conformément aux dispositions des articles I et X du présent traité, leur obligation conjointe d'assurer le fonctionnement effectif et continu du Canal et le maintien de sa neutralité ; en conséquence, si dans le cas d'une éventualité actuellement imprévisible, l'utilisation de terres et d'eaux supplémentaires, en dehors de celles qui sont déjà employées, était, en fait, nécessaire pour l'entretien, l'assainissement ou le fonctionnement efficaces du Canal ou pour sa protection effective, les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de la République de Panama conviendront des mesures qui pourraient être nécessaires afin d'assurer l'entretien, l'assainissement, le fonctionnement efficaces et la protection effective du Canal, auquel les deux pays sont conjointement intéressés d'une manière vitale.

Article III.

Afin de permettre à la République de Panama de bénéficier des avantages commerciaux inhérents à sa situation géographique, les Etats-Unis d'Amérique conviennent que :

1^o La vente, à des particuliers, de marchandises importées dans la Zone du Canal, ou achetées, produites ou manufacturées dans cette zone par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, sera limitée par lui aux personnes comprises dans les catégories *a*) et *b*) de la section 2 du présent article ; en ce qui concerne les personnes comprises dans les catégories *c*), *d*), et *e*) de ladite section, ainsi que les membres de leur famille, les ventes susmentionnées n'auront lieu que lorsque lesdites personnes résideront effectivement dans la Zone du Canal.

2^o Aucune personne non comprise dans les catégories suivantes ne pourra résider dans la Zone du Canal :

a) Fonctionnaires, employés, ouvriers ou travailleurs au service ou dans l'emploi des Etats-Unis d'Amérique, du Canal de Panama ou de la Compagnie du Chemin de fer de Panama, et membres de leur famille résidant effectivement avec eux ;

b) Membres des forces armées des Etats-Unis d'Amérique, et membres de leur famille résidant effectivement avec eux ;

c) Entrepreneurs exécutant des travaux dans la Zone du Canal et leurs employés, ouvriers et travailleurs pendant l'exécution des contrats. ;

d) Agents, employés ou ouvriers des compagnies et sociétés autorisées, en vertu de la section 5 du présent article, à opérer dans la Zone du Canal ;

e) Personnes exerçant une activité en matière de religion, d'assistance, de charité, d'éducation, de récréation et de travaux scientifiques exclusivement dans la Zone du Canal ;

f) Domestiques de toutes les personnes susmentionnées et membres de la famille des personnes des catégories *c*), *d*) et *e*) résidant effectivement avec elles.

3^o Aucune maison ou logement appartenant au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou à la Compagnie du Chemin de fer de Panama et situés dans la Zone du

Canal ne pourront être loués, cédés à bail ou sous-loués sauf à des personnes appartenant aux catégories *a)* à *e)*, inclusivement, de la section 2) ci-dessus.

4° Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique continuera de coopérer par tous les moyens appropriés avec le Gouvernement de la République de Panama afin d'empêcher les violations des lois de la République de Panama en matière de douanes et d'immigration, y compris l'introduction, en contrebande, dans le territoire placé sous la juridiction de la République, de marchandises importées dans la Zone du Canal ou achetées, produites ou manufacturées dans cette zone par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

5° A l'exception des entreprises en relation directe avec le fonctionnement, l'entretien, l'assainissement ou la protection du Canal, telles que celles qui s'occupent de câbles, de transports maritimes ou de pétrole et de combustibles, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ne permettra pas l'établissement, dans la Zone du Canal, d'entreprises commerciales privées autres que celles qui y existaient déjà au moment de la signature du présent traité.

6° En raison de la proximité du port de Balboa par rapport à la ville de Panama ou du port de Cristobal par rapport à la ville de Colon, les Etats-Unis d'Amérique continueront à autoriser, conformément à des règlements appropriés et moyennant le paiement des droits et taxes pertinents, les navires arrivant dans les ports de la Zone du Canal, ou quittant ces ports, à utiliser les facilités de mise à quai et autres facilités dans lesdits ports pour le chargement et le déchargement de cargaisons et l'embarquement et le débarquement de passagers à destination ou en provenance du territoire placé sous la juridiction de la République de Panama.

La République de Panama autorisera les navires entrant dans les ports de Panama ou de Colon ou quittant ces ports, en cas d'urgence, conformément à des règlements appropriés et moyennant le paiement des droits et taxes pertinents, à utiliser les facilités de mise à quai et autres facilités desdits ports pour l'embarquement ou le débarquement de passagers à destination ou en provenance du territoire de la République de Panama placé sous la juridiction des Etats-Unis d'Amérique ainsi que pour le chargement ou le déchargement de cargaisons en transit ou destinées au service du Canal et des ouvrages appartenant au Canal.

7° Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique donnera aux marchands et commerçants privés résidant dans la République de Panama pleine et entière occasion de vendre aux navires arrivant dans les ports terminus du Canal ou transitant par le Canal, toujours sous réserve des règlements administratifs pertinents de la Zone du Canal.

Article IV.

Le Gouvernement de la République de Panama ne frappera pas de droits d'importation ni de taxes d'aucune catégorie les marchandises destinées ou expédiées aux agences du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique dans la République de Panama, lorsque ces marchandises seront destinées à l'usage officiel desdites agences ; il en sera de même pour les marchandises destinées ou expédiées à des personnes comprises dans les catégories *a)* et *b)* de la section 2 de l'Article III du présent traité, qui résident ou séjournent dans le territoire placé sous la juridiction de la République de Panama, pendant qu'elles sont au service des Etats-Unis d'Amérique, du Canal de Panama ou de la Compagnie du Chemin de fer de Panama, lorsque lesdites marchandises sont réservées à l'usage et au bénéfice exclusifs desdites personnes.

Les Etats-Unis d'Amérique ne frapperont pas de droits d'importation ni de taxes d'aucune catégorie les marchandises, articles et produits passant du territoire placé sous la juridiction de la République de Panama dans la Zone du Canal.

Aucune taxe, de quelque nature que ce soit, ne sera imposée par les autorités des Etats-Unis aux personnes résidant dans le territoire placé sous la juridiction de la République de Panama qui passeront de ce territoire dans la Zone du Canal, et aucune taxe, de quelque nature que ce soit, ne sera imposée par les autorités de la République de Panama aux personnes se trouvant au service des Etats-Unis d'Amérique ou résidant dans la Zone du Canal, qui passeront de la Zone du Canal

dans le territoire placé sous la juridiction de la République de Panama ; toutes les autres personnes passant de la Zone du Canal dans le territoire placé sous la juridiction de la République de Panama seront assujetties aux dispositions intégrales des lois d'immigration de la République.

En raison du fait que la Zone du Canal divise le territoire placé sous la juridiction de la République de Panama, les Etats-Unis d'Amérique conviennent que, sous réserve de tels règlements de police que les circonstances pourront exiger, les citoyens panamiens occasionnellement expulsés de la Zone du Canal seront assurés du transit à travers ladite zone, afin de passer d'une partie à l'autre du territoire placé sous la juridiction de la République de Panama.

Article V.

L'article IX de la Convention du 18 novembre 1903 est remplacé par le présent article.

La République de Panama a le droit de frapper les marchandises destinées à être introduites, aux fins d'usage ou de consommation, dans le territoire placé sous la juridiction de la République de Panama, ainsi que les navires faisant escale dans les ports panamiens, et également les officiers, équipages et passagers de ces navires, des impôts ou taxes prévus par les lois de la République de Panama ; étant entendu que la République de Panama continuera d'exercer directement et exclusivement sa juridiction sur les ports de Panama et de Colon et d'exploiter exclusivement avec un personnel panamien les installations qui y sont ou qui pourront y être établies par la République ou avec son autorisation. Toutefois, la République de Panama n'imposera ni ne percevra de contributions ou taxes en ce qui concerne les navires, utilisant ou traversant le Canal, qui ne feront pas escale dans un port placé sous la juridiction panamienne, ainsi que les officiers, équipages ou passagers desdits navires, à moins qu'ils ne pénètrent sur le territoire de la République ; il est également entendu que les contributions et taxes dont la République de Panama frappera les navires, utilisant ou traversant le Canal, qui feront escale dans des ports placés sous la juridiction panamienne, ou leurs cargaisons, officiers, équipages ou passagers, ne seront pas supérieurs à ceux dont sont frappés les navires qui ne font escale que dans des ports placés sous la juridiction panamienne et qui ne transitent pas par le Canal, ou leurs cargaisons, officiers, équipages ou passagers.

La République de Panama a aussi le droit de déterminer quelles seront les personnes ou catégories de personnes, arrivant dans les ports de la Zone du Canal, qui seront admises dans la République de Panama et de déterminer également quelles seront les personnes ou catégories de personnes arrivant dans ces ports, auxquelles sera refusée l'entrée dans la République de Panama.

Les Etats-Unis d'Amérique fourniront gratuitement à la République de Panama les emplacements nécessaires pour l'établissement de bureaux de douane dans les ports de la Zone du Canal, en vue de la perception des droits frappant les importations destinées à la République et de l'examen des marchandises, bagages et passagers à destination de la République de Panama, ainsi qu'en vue de la répression du commerce de contrebande, étant entendu que la perception des droits et l'examen des marchandises et passagers par les agents du Gouvernement de la République de Panama, conformément à la présente disposition, s'effectueront seulement dans les bureaux de douane qui seront établis, comme il est ici prévu, par le Gouvernement de la République de Panama, et que la République de Panama exercera une juridiction exclusive dans les limites des emplacements où sont situés les bureaux de douane pour ce qui concerne l'application des lois de la République de Panama en matière d'immigration ou de douane, ainsi que sur tous les biens qui s'y trouvent et sur le personnel qui y est employé.

Afin d'assurer l'exercice effectif des droits reconnus ci-dessus, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique convient qu'en vue d'obtenir des renseignements utiles pour décider quelles seront les personnes, arrivant dans des ports de la Zone du Canal et à destination de localités placées sous la juridiction de la République de Panama, qui devront être admises sur le territoire de la République ou refoulées, les fonctionnaires du service de l'immigration de la République de Panama auront libre accès à bord des navires lors de leur arrivée aux quais et jetées de Balboa ou de Cristobal avec des passagers à destination de la République. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique convient également que les autorités compétentes du Canal de Panama adopteront, en ce qui concerne les personnes pénétrant dans des ports de la Zone du Canal et à destination de localités placées sous la juridiction de la République de Panama, tels règlements administratifs

qui seront de nature à faciliter aux autorités de Panama l'exercice de leur juridiction dans les formes stipulées au paragraphe 4 du présent article, pour les fins indiquées dans le paragraphe 3 de ce même article.

Article VI.

La première phrase de l'article VII de la Convention du 18 novembre 1903 est amendée par le présent texte, de façon à supprimer le membre de phrase suivant : « ou par l'exercice du droit de domaine éminent ».

Le troisième paragraphe de l'article VII de la Convention du 18 novembre 1903 est abrogé.

Article VII.

A partir de l'annuité payable en 1934, les paiements prévus par l'article XIV de la Convention du 18 novembre 1903 entre les Etats-Unis d'Amérique et la République de Panama seront de quatre cent trente mille balboas (B/430.000,00), comme les définit l'accord incorporé dans un échange de notes en date de ce jour. Les Etats-Unis d'Amérique pourront s'acquitter de leur obligation, en ce qui concerne chacun desdits paiements, au moyen d'un versement en monnaie ou espèces quelconques, à la condition que le montant ainsi versé soit l'équivalent de quatre cent trente mille balboas (B/430.000,00) définis comme il a été dit.

Article VIII.

Afin que la ville de Colon puisse jouir d'un moyen direct de communication terrestre, sous juridiction panamienne, avec le reste du territoire placé sous la juridiction de la République de Panama, les Etats-Unis d'Amérique, par le présent article, transfèrent à la République de Panama la juridiction sur un corridor dont les limites exactes seront fixées d'un commun accord et abornées par les deux gouvernements d'après les indications suivantes :

a) Le terminus du corridor à Colon se relie à l'extrémité méridionale de la moitié est du Paseo del Centenario, à la 16^e rue, Colon ; de là, le corridor suit une direction générale sud, parallèlement et à l'est de la Corretera Bolivar, jusque dans le voisinage de la lisière nord de Silver City ; de là, il continue vers l'est, en suivant la rive de Folks River, et en contournant l'angle nord-est de Silver City ; puis, de là, dans une direction sud-est, généralement parallèle à Randolph Road, jusqu'au point où il traverse Randolph Road, à environ 1.200 pieds à l'est de la Dérivation Est ; puis, de là, dans une direction générale nord-est jusqu'à la limite orientale de la Zone du Canal, près de l'angle sud-est de la Réserve de Fort Randolph, au sud-ouest de Cativá. Le tracé approximatif du corridor figure sur la carte accompagnant le présent traité, qui est signée par les plénipotentiaires des deux pays, et indiquée comme « Annexe A. ».¹

b) La largeur du corridor sera comme suit : 25 pieds de largeur depuis le terminus, à Colon, jusqu'à un point situé à l'est de la ligne sud de Silver City ; de là, 100 pieds de largeur jusqu'à Randolph Road, excepté que, à tout point de passage surélevé qui pourra être construit au-dessus de Randolph Road et de la voie ferrée, le corridor n'aura que la largeur nécessaire pour le viaduc et ne comprendra aucune partie de Randolph Road proprement dite ou de la voie ferrée ; en outre, dans le cas d'un passage à niveau sur Randolph Road et le chemin de fer, le corridor sera interrompu par cette route et par la voie ferrée ; de là, 200 pieds de large jusqu'à la limite de la Zone du Canal.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique éteindra tous titres de propriété privés existants ou qui peuvent exister en ce qui concerne les terrains compris dans le corridor décrit ci-dessus.

Les croisements de cours d'eau et de canaux de drainage, pour toute route construite dans le corridor, ne devront pas restreindre le passage des eaux à des proportions inférieures à la capacité des cours d'eau et des installations de drainage existants.

Aucune construction ne sera effectuée dans le corridor, à l'exception de celles se rapportant à l'établissement d'une route et à l'installation de lignes de transmission d'énergie électrique, ainsi que de lignes téléphoniques et télégraphiques ; les seules activités autorisées dans les limites dudit corridor seront celles qui ont trait à la construction, à l'entretien et aux usages courants d'une route, ainsi que de lignes de communications et de transmission d'énergie.

¹ Voir hors-texte en face de la page 26 de ce volume.

Les Etats-Unis d'Amérique jouiront, en tout temps, du droit de transit, sans restrictions à travers ledit corridor, en un point quelconque, ainsi que du droit de voyage le long du corridor, sous réserve des réglementations que pourra établir le Gouvernement de la République de Panama, en matière de circulation ; le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique aura le droit d'utiliser le corridor, pour autant que cela pourrait être nécessaire en vue de la construction de routes ou de voies ferrées de liaison ou d'intersection, de lignes aériennes ou souterraines (transmission d'énergie électrique, téléphone, télégraphe et « pipe-lines »), ainsi que de canaux de drainage supplémentaires, à la condition que ces installations et leur utilisation ne contrarient pas les fins indiquées ci-dessus en ce qui concerne le corridor.

Article IX.

Afin qu'un moyen direct de communication terrestre, ainsi que l'espace nécessaire pour l'installation de lignes de transmission d'énergie à haute tension, puissent être assurés sous la juridiction des Etats-Unis d'Amérique, depuis le barrage de Madden jusqu'à la Zone du Canal, la République de Panama transfère, par le présent article, aux Etats-Unis d'Amérique, la juridiction sur un corridor dont les limites seront déterminées par les deux gouvernements, conformément aux indications ci-après :

Une bande de terre de 200 pieds de large, s'étendant à 62,5 pieds de la ligne centrale de Madden Road, sur sa limite est, et à 137,5 pieds de la ligne centrale de Madden Road, sur sa limite ouest, contenant une superficie de 105,8 acres, soit 42,81 hectares, comme le montre la carte accompagnant le présent traité, qui est signée par les plénipotentiaires des deux pays et indiquée comme « Annexe B ».¹

Commençant à l'intersection de la ligne centrale indiquée de Madden Road et de la ligne de démarcation de 5 milles entre la Zone du Canal et la République de Panama, le point en question étant situé Nord 29°20' Ouest, sur une distance de 168,04 pieds le long de ladite ligne de démarcation depuis le « monument-frontière » n° 65, la position géodésique dudit monument n° 65 étant latitude Nord 9°07', plus 3.948,8 pieds, et longitude 79°37', plus 1.174,6 pieds ;

de là, Nord 43°10' Est, sur une distance de 541,1 pieds jusqu'à la station 324, plus 06,65 pieds ;

de là, suivant une courbe de 3° vers la gauche, sur une distance de 347,2 pieds jusqu'à la station 327, plus 53,9 pieds ;

de là, Nord 32°45' Est, sur une distance de 656,8 pieds jusqu'à la station 334, plus 10,7 pieds ;

de là, suivant une courbe de 3° vers la gauche, sur une distance de 455,55 pieds jusqu'à la station 338, plus 66,25 pieds ;

de là, Nord 19°05' Est, sur une distance de 1.135,70 pieds jusqu'à la station 350, plus 01,95 pieds ;

de là, suivant une courbe de 8° vers la gauche, sur une distance de 650,7 pieds jusqu'à la station 356, plus 52,7 pieds ;

de là, Nord 32°58' Ouest, sur une distance de 636,0 pieds jusqu'à la station 362, plus 88,7 pieds ;

de là, suivant une courbe de 10° vers la droite, sur une distance de 227,3 pieds jusqu'à la station 365, plus 16,0 pieds ;

de là, Nord 10°14' Ouest, sur une distance de 314,5 pieds, jusqu'à la station 368, plus 30,5 pieds ;

de là, suivant une courbe de 5° vers la gauche, sur une distance de 178,7 pieds jusqu'à la station 370, plus 09,2 pieds ;

de là, Nord 19°10' Ouest, sur une distance de 4.250,1 pieds jusqu'à la station 412, plus 59,3 pieds ;

de là, suivant une courbe de 5° vers la droite, sur une distance de 720,7 pieds jusqu'à la station 419, plus 80,0 pieds ;

¹ Voir hors-texte en face de la page 28 de ce volume.

de là, Nord 16°52' Est, sur une distance de 1.664,3 pieds jusqu'à la station 436, plus 44,3 pieds ;
 de là, suivant une courbe de 5° vers la gauche, sur une distance de 597,7 pieds jusqu'à la station 442, plus 42,0 pieds ;
 de là, Nord 13°01' Ouest, sur une distance de 543,8 pieds jusqu'à la station 447, plus 85,8 pieds ;
 de là, suivant une courbe de 5° vers la droite, sur une distance de 770,7 pieds jusqu'à la station 445, plus 56,5 pieds ;
 de là, Nord 25°31' Est, sur une distance de 1.492,2 pieds jusqu'à la station 470, plus 48,7 pieds ;
 de là, suivant une courbe de 5° vers la droite, sur une distance de 808,0 pieds jusqu'à la station 478, plus 56,7 pieds ;
 de là, Nord 65°55' Est, sur une distance de 281,8 pieds jusqu'à la station 481, plus 38,5 pieds ;
 de là, suivant une courbe de 8° vers la gauche, sur une distance de 446,4 pieds jusqu'à la station 485, plus 84,9 pieds ;
 de là, Nord 30°12' Est, sur une distance de 479,6 pieds, jusqu'à la station 490, plus 64,5 pieds ;
 de là, suivant une courbe de 5° vers la gauche, sur une distance de 329,4 pieds ; jusqu'à la station 493, plus 93,9 pieds ;
 de là, Nord 13°44' Est, sur une distance de 1.639,9 pieds, jusqu'à la station 510, plus 33,8 pieds ;
 de là, suivant une courbe de 5° vers la gauche, sur une distance de 832,3 pieds jusqu'à la station 518, plus 66,1 pieds ;
 de là, Nord 27°53' Ouest, sur une distance de 483,9 pieds jusqu'à la station 523, plus 50,0 pieds ;
 de là, suivant une courbe de 8° vers la droite, sur une distance de 469,6 pieds jusqu'à la station 528, plus 19,6 pieds ;
 de là, Nord 9°41' Est, sur une distance de 1.697,6 pieds jusqu'à la station 545, plus 17,2 pieds ;
 de là, suivant une courbe de 10° vers la gauche, sur une distance de 451,7 pieds jusqu'à la station 549, plus 68,9 pieds, qui est le point marqué Point Z sur la carte susmentionnée, indiquée sous le nom d'« Annexe B ».

(Tous les relèvements ci-dessus sont des relèvements conformes).

Le Gouvernement de la République de Panama éteindra tous titres de propriété privés existants ou qui peuvent exister en ce qui concerne les terrains compris dans le corridor décrit ci-dessus.

Les croisements de cours d'eau et de canaux de drainage, pour toute route construite dans le corridor, ne devront pas restreindre le passage des eaux à des proportions inférieures à la capacité des cours d'eau et des installations de drainage existants.

Aucune construction ne sera effectuée dans le corridor, à l'exception de celles se rapportant à l'établissement d'une route et à l'installation de lignes de transmission d'énergie électrique, ainsi que de lignes téléphoniques et télégraphiques. Les seules activités autorisées dans les limites dudit corridor seront celles qui ont trait à la construction, à l'entretien et aux usages courants d'une route et de lignes de communication et de transmission d'énergie, ainsi que de leurs installations auxiliaires.

La République de Panama jouira, en tout temps, du droit de transit sans restrictions à travers ledit corridor en un point quelconque, ainsi que du droit de voyage le long dudit corridor, sous réserve des réglementations que pourront établir les autorités du Canal de Panama en matière de circulation. Le Gouvernement de la République de Panama aura le droit d'utiliser le corridor, pour autant que cela pourrait être nécessaire en vue de la construction de routes ou de voies ferrées de liaison ou d'intersection, de lignes, aériennes ou souterraines (transmission d'énergie électrique, téléphone, télégraphe et « pipe-lines »), ainsi que de canaux de drainage supplémentaires, à la condition que ces installations et leur utilisation ne contrarient pas les fins indiquées ci-dessus en ce qui concerne le corridor.

Article X.

En cas de conflagration internationale ou d'existence d'une menace quelconque d'agression qui mettrait en danger la sécurité de la République de Panama, ou la neutralité ou la sécurité du Canal de Panama, les Gouvernements des États-Unis d'Amérique et de la République de Panama prendront telles mesures préventives et défensives qu'ils pourront juger nécessaires pour la protection de leurs intérêts communs. Toutes les mesures destinées à sauvegarder ces intérêts, dont l'adoption paraîtra essentielle à l'un des deux gouvernements et qui affecteront le territoire placé sous la juridiction de l'autre gouvernement, feront l'objet de consultations entre les deux gouvernements.

Article XI.

Les dispositions du présent traité n'affecteront pas les droits et obligations de l'une ou l'autre des deux Hautes Parties Contractantes découlant des traités actuellement en vigueur entre les deux pays, et elles ne seront pas non plus considérées comme constituant une limitation, une définition, une restriction ou une interprétation restrictive desdits droits et obligations — sans préjudice, toutefois, de la pleine force et du plein effet de toutes les dispositions du présent traité qui constituent une addition, une modification, une abrogation ou une substitution relativement aux dispositions de traités antérieurs.

Article XII.

Le présent traité sera ratifié conformément aux méthodes constitutionnelles des Hautes Parties contractantes et prendra effet dès l'échange des ratifications, qui aura lieu à Washington.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité en double exemplaire, en langue anglaise et en langue espagnole, les deux textes faisant également foi, et y ont apposé leur cachet.

Fait en la ville de Washington, le deux mars 1936.

(Sceau) Cordell HULL.

(Sceau) R. J. ALFARO.

(Sceau) Sumner WELLES.

(Sceau) Narciso GARAY.

ÉCHANGES DE NOTES

I.

LÉGATION DE PANAMA.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

A l'occasion du traité signé ce jour et des échanges de notes qui l'accompagnent, nous avons l'honneur de confirmer l'entente à laquelle nous sommes arrivés pendant les négociations et selon laquelle, chaque fois que les dispositions dudit traité, ainsi que les déclarations contenues dans les notes qui l'accompagnent, se réfèrent à la Zone du Canal, lesdites dispositions et déclarations sont applicables à toutes les terres et eaux qui peuvent être utilisées, occupées ou contrôlées par les États-Unis d'Amérique.

Veuillez agréer, etc.

R. J. ALFARO.

Narciso GARAY.

L'Honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
Washington, D. C.

II.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

MESSIEURS,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, qui est ainsi conçue :

(Voir note N° I ci-dessus.)

En réponse, j'ai l'honneur de confirmer l'entente à laquelle nous sommes arrivés, telle qu'elle est énoncée dans votre note à laquelle se réfère la présente communication.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

L'Honorable Dr Ricardo J. Alfaro,
L'Honorable Dr Narciso Garay,
Membres de la Commission des Traités de Panama,
Washington, D. C.

I.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

MESSIEURS,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Me référant à la section 1 de l'article III du traité signé ce jour, dans laquelle sont spécifiées les catégories de personnes auxquelles les marchandises importées dans la Zone du Canal, ou achetées, produites ou manufacturées dans cette zone, peuvent être vendues par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, j'ai l'honneur de confirmer l'entente intervenue au cours des récentes négociations, et selon laquelle, aux fins de ladite section 1 de l'article III, l'expression « fonctionnaires, employés, ouvriers ou travailleurs au service ou dans l'emploi des États-Unis d'Amérique », telle qu'elle figure dans la section 2 a) dudit article III, est interprétée comme se référant exclusivement aux personnes dont les services concernent le Canal de Panama, la Compagnie du Chemin de fer de Panama ou leurs ouvrages auxiliaires, et aux représentants dûment accrédités de toute branche du Gouvernement des États-Unis d'Amérique qui exercent des fonctions officielles dans la République de Panama, y compris les fonctionnaires des services diplomatiques et consulaires, ainsi qu'aux membres de leur personnel.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

L'Honorable Dr Ricardo J. Alfaro,
L'Honorable Dr Narciso Garay,
Membres de la Commission des Traités de Panama,
Washington, D. C.

II.

LÉGATION DE PANAMA.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, qui est ainsi conçue :

(Voir note N° I ci-dessus.)

En réponse, nous avons l'honneur de confirmer l'entente énoncée dans la note de Votre Excellence à laquelle se réfère la présente communication.

Veuillez agréer, etc.

R. J. ALFARO.

Narciso GARAY.

L'Honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'État,
Washington, D. C.

I.

LÉGATION DE PANAMA.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Au sujet de la partie de l'article III du traité, signé ce jour, dans laquelle sont spécifiées les personnes qui ont le droit de résider dans la Zone du Canal, nous avons l'honneur de déclarer, au nom de notre Gouvernement, qu'étant donné la résidence, dans la Zone du Canal, des fonctionnaires, employés et travailleurs des Etats-Unis d'Amérique, des membres des forces de l'armée et de la marine, et des membres des familles de toutes ces personnes, notre Gouvernement n'aurait pas d'objection à la résidence, dans ladite Zone du Canal, des autres personnes énumérées ci-après : jardiniers s'occupant de la culture des jardins maraîchers destinés à fournir de légumes les résidents de la Zone du Canal, revendeurs ambulants s'occupant de la vente desdits légumes, propriétaires de petits établissements d'approvisionnement pour ces jardiniers et revendeurs, et les membres des familles de ces personnes.

Il est également entendu que les colons se livrant à la culture de petites parcelles de terrain en vertu de licences agricoles délivrées par le Canal de Panama continueront à résider dans la Zone du Canal, sous réserve des conditions indiquées par les représentants du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au cours des négociations, en ce qui concerne ces colons, à savoir que : à l'heure actuelle, environ 1.568 licences agricoles sont valables dans la Zone du Canal ; toutes ces licences, sauf un petit nombre d'entre elles, telles que celles intéressant les jardins chinois, prennent fin par un processus naturel, soit que le titulaire de la licence abandonne le terrain en question, décède, ou ne remplisse pas les conditions fixées par la licence ; le Canal de Panama a pour règle de ne pas permettre le transfert de la licence aux personnes à la charge de l'intéressé, lorsque celui-ci décède, sauf dans des cas exceptionnels où il en résulterait un préjudice extrême pour les personnes en question ; selon la règle suivie par le Canal de Panama, il n'est pas non plus délivré de nouvelles licences, sauf en très petit nombre qui sont considérées comme nécessaires pour la Zone du Canal, telles que celles qui concernent les jardins chinois.

Veuillez agréer, etc.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.L'Honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
Washington, D. C.

II.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

MESSIEURS,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, qui est ainsi conçue :

(Voir note N° I ci-dessus.)

En réponse, j'ai l'honneur de confirmer l'entente intervenu sur les points sus-indiqués, telle qu'elle est énoncée dans la note à laquelle se réfère la présente communication.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

L'Honorable Dr Ricardo J. Alfaro,
L'Honorable Dr Narciso Garay,
Membres de la Commission des Traités de Panama,
Washington, D. C.

I.

LÉGATION DE PANAMA.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Au sujet de la partie de l'article III du traité, signé ce jour, dans laquelle sont spécifiées les personnes qui ont le droit de résider dans la Zone du Canal, nous avons l'honneur de déclarer, au nom de notre Gouvernement, que les restrictions instituées en matière de résidence n'affectent en aucune façon les hôtes des hôtels que le Canal de Panama ou la Compagnie du Chemin de fer de Panama entretiennent et dirigent pour le compte du Gouvernement des États-Unis d'Amérique dans la Zone du Canal, car ces hôtes, en pénétrant dans les hôtels en question, ne se rendent pas dans ladite Zone comme résidents, mais comme voyageurs de passage, et le but de leur séjour dans la Zone du Canal pour une période indéterminée n'est pas d'y établir un domicile permanent.

Il est également entendu que les restrictions en question ne s'appliquent pas non plus aux personnes qui désirent établir une résidence permanente dans un hôtel quelconque de la Zone du Canal, pourvu que lesdites personnes soient au nombre de celles qui ont le droit de résider dans cette zone conformément à la section 2 de l'article III du traité sus-mentionné.

Nous désirons exprimer notre vive satisfaction de la déclaration faite par les représentants du Gouvernement des États-Unis d'Amérique au cours de la négociation du traité et selon laquelle le Gouvernement des États-Unis d'Amérique n'a ni l'intention, ni le désir de concurrencer l'industrie panamienne. Nous sommes également heureux de savoir, en ce qui concerne les hôtels de la Zone du Canal, qu'ils ont été installés en vue de répondre aux nécessités du trafic des voyageurs à un moment où les hôtels existants de Panama n'étaient pas entièrement en mesure de le faire ; que, dès que cette situation se sera améliorée, l'activité hôtelière proprement dite sera laissée aux soins de l'industrie établie au Panama, et que la prospérité de la République de Panama, à cet égard comme en toutes autres matières, est vivement désirée par les États-Unis d'Amérique.

Veillez agréer, etc.

R. J. ALFARO.

Narciso GARAY.

L'Honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
Washington, D. C.

II.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

MESSIEURS,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, qui est ainsi conçue :

(Voir note N° I ci-dessus.)

En réponse, j'ai l'honneur de confirmer l'entente intervenue sur les points sus-indiqués, telle qu'elle est énoncée dans la note à laquelle se réfère la présente communication.

Veillez agréer, etc.

Cordell HULL.

L'Honorable Dr R. J. Alfaro,
L'Honorable Dr Narciso Garay,
Membres de la Commission des Traités de Panama,
Washington, D. C.

I.

LÉGATION DE PANAMA.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Au sujet de la section 1 de l'article III du traité signé ce jour, aux termes de laquelle les domestiques des personnes comprises dans les catégories a) à e), inclusivement, de la section 2

ne peuvent acheter des marchandises importées dans la Zone du Canal ou achetées, produites ou manufacturées dans cette zone par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, nous avons l'honneur de déclarer que le Gouvernement de la République de Panama est d'avis que cette exclusion n'empêche pas les personnes spécifiées dans la susdite section 1 de l'article III d'acheter des provisions, des médicaments et des vêtements destinés à l'usage ou à la consommation de leurs domestiques qui vivent avec elles, ces domestiques étant considérés comme faisant partie de la famille des personnes en question, au sens large de ce terme.

Veillez agréer, etc.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

L'Honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
Washington, D. C.

II.

DÉPARTEMENT D'ETAT.

MESSIEURS,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, qui est ainsi conçue :

(Voir note N° I ci-dessus.)

En réponse, j'ai l'honneur de confirmer l'entente survenue sur le point sus-indiqué, telle qu'elle est énoncée dans la note à laquelle se réfère la présente communication.

Veillez agréer, etc.

Cordell HULL.

L'Honorable Dr Ricardo J. Alfaro,
L'Honorable Dr Narciso Garay,
Membres de la Commission des Traités de Panama,
Washington, D. C.

I.

DÉPARTEMENT D'ETAT.

MESSIEURS,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Au sujet de l'article III du traité signé ce jour, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique n'a pas le désir de se charger d'opérations d'entrepôt en douane dans la Zone du Canal, ni, en fait, de continuer les opérations de garde des marchandises en consignation, dans les ports terminus du Canal, telles qu'elles sont actuellement effectuées par le Canal de Panama, pour une période dépassant le moment où des facilités satisfaisantes d'entreposage en douane seront accessibles, à des taux raisonnables, dans le territoire placé sous la juridiction de la République de Panama. A ce moment, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, afin de faciliter le développement de l'activité économique panamienne, sera heureux de cesser volontairement les opérations de garde de marchandises en consignation, et de s'en abstenir ultérieurement, tant que des facilités satisfaisantes, en matière d'entreposage en douane, demeureront accessibles, à des taux raisonnables, dans le territoire placé sous la juridiction de la République de Panama.

Veillez agréer, etc.

Cordell HULL.

L'Honorable Dr Ricardo J. Alfaro,
L'Honorable Dr Narciso Garay,
Membres de la Commission des Traités de Panama,
Washington, D. C.

II.

LÉGATION DE PANAMA.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour, qui est ainsi conçue :

(Voir note N° I ci-dessus.)

En réponse, nous avons l'honneur de déclarer que le Gouvernement de la République de Panama a enregistré avec satisfaction les assurances contenues dans la note de Votre Excellence à laquelle se réfère la présente communication.

Veillez agréer, etc.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

L'Honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
Washington, D. C.

I.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

MESSIEURS,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Au sujet de l'article III du traité signé ce jour et de la déclaration commune, publiée, le 17 octobre 1933, par le Président Arias et le Président Roosevelt, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que les autorités de la Zone du Canal continueront à prendre des mesures administratives pour limiter l'utilisation et les services des hôpitaux, dispensaires, restaurants de toutes catégories, mess, clubs et cinémas, existant et fonctionnant dans la Zone du Canal, aux résidents de la Zone du Canal et aux personnes suivantes, qui peuvent ne pas résider dans la Zone du Canal, ainsi qu'aux membres de leur famille vivant effectivement avec elles : fonctionnaires et employés du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, du Canal de Panama ou de la Compagnie du Chemin de fer de Panama, et membres des forces armées des Etats-Unis d'Amérique. En ce qui concerne les blanchisseries et les établissements de nettoyage et de « pressing », existant et fonctionnant dans les mêmes conditions, des restrictions analogues seront établies ; en outre, les services de ces blanchisseries et établissements de nettoyage et de « pressing » ne pourront être utilisés par les navires, et leurs équipages et passagers, transitant par le Canal, tant que des services satisfaisants seront assurés par des établissements similaires de Panama.

Il est entendu que ces mesures n'empêcheront pas l'admission, dans les hôpitaux et dispensaires des Etats-Unis d'Amérique, et l'utilisation de leurs services, pour les cas d'urgence se présentant dans la Zone du Canal, et que les facilités en question seront également à la disposition des officiers et des membres des équipages des navires arrivant dans les ports de la Zone du Canal. Il est entendu, en outre, que ces mesures n'empêcheront pas l'admission dans les restaurants de toutes catégories, mess, clubs et cinémas, d'hôtes des personnes ayant le droit d'utiliser ces établissements, lorsque les frais d'admission ou de consommation seront payés par lesdites personnes.

Veillez agréer, etc.

Cordell HULL.

L'Honorable D^r Ricardo J. Alfaro,
L'Honorable D^r Narciso Garay,
Membres de la Commission des Traités de Panama,
Washington, D. C.

II.

LÉGATION DE PANAMA.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour, qui est ainsi conçue :

(Voir note N° I ci-dessus.)

En réponse, nous avons l'honneur de confirmer l'entente intervenue sur les points sus-indiqués, telle qu'elle est énoncée dans la note de Votre Excellence à laquelle se réfère la présente communication.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

L'Honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
Washington, D. C.

I.

DÉPARTEMENT D'Etat.

MESSIEURS,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Au sujet de la section 4 de l'article III du traité signé ce jour, dans laquelle il est déclaré que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique continuera de coopérer par tous les moyens appropriés avec la République de Panama afin d'empêcher la contrebande, à destination du territoire placé sous la juridiction de la République, des marchandises importées dans la Zone du Canal ou achetées, produites ou manufacturées dans cette zone par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouverneur du Canal de Panama sera disposé à désigner un représentant qui se rencontrera avec un représentant désigné par votre Gouvernement afin qu'existe une occasion régulière et constante de conférences réciproques et d'utiles échanges de vues portant sur cette question.

Veillez agréer, etc.

Cordell HULL.

L'Honorable Dr Ricardo J. Alfaro,
L'Honorable Dr Narciso Garay,
Membres de la Commission des Traités de Panama,
Washington, D. C.

II.

LÉGATION DE PANAMA.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour, qui est ainsi conçue :

(Voir note N° I ci-dessus.)

En réponse, nous avons l'honneur d'exprimer l'accord du Gouvernement de la République de Panama quant à la procédure indiquée dans la note de Votre Excellence à laquelle se réfère la présente communication.

Veillez agréer, etc.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

L'Honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
Washington, D. C.

I.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

MESSIEURS,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Au sujet de la section 5 de l'article III du traité signé ce jour, qui régleme l'établissement, dans la Zone du Canal, d'entreprises commerciales privées, j'ai l'honneur d'indiquer que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique considère que les dispositions de ladite section n'empêcheront pas l'établissement, dans la Zone du Canal, d'entreprises privées temporairement occupées à des travaux de construction en rapport direct avec le fonctionnement, l'entretien, l'assainissement ou la protection du Canal.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

L'Honorable D^r Ricardo J. Alfaro,
L'Honorable D^r Narciso Garay,
Membres de la Commission des Traités de Panama,
Washington, D. C.

II.

LÉGATION DE PANAMA.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour, qui est ainsi conçue :

(Voir note N^o I ci-dessus.)

En réponse, nous avons l'honneur de confirmer l'interprétation énoncée dans la note de Votre Excellence à laquelle se réfère la présente communication.

Veuillez agréer, etc.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

L'Honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
Washington D. C.

I.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

MESSIEURS,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Au sujet de la question de la vente, aux navires, de marchandises importées dans la Zone du Canal par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique aura pour politique d'effectuer les ventes dont il s'agit sur les bases suivantes :

Les articles classés par le Canal de Panama comme « approvisionnements de navires », tels que les articles, fournitures et approvisionnements nécessaires pour la navigation, la propulsion et l'entretien des navires et bateaux, continueront à être vendus dans les mêmes conditions qu'actuellement ;

Les articles classés par le Canal de Panama comme articles de tourisme ou de luxe ne seront pas vendus aux navires ;

Les articles classés par le Canal de Panama comme « approvisionnements de mer », tels que les articles destinés à l'usage ou à la consommation des passagers et de l'équipage du navire pendant son voyage, et les articles d'autres catégories, seront vendus à des prix qui, de l'avis du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et pour autant que cela semblera praticable, donneront aux marchands de Panama une occasion équitable de vendre à des prix équivalents. En vue de l'établissement des prix auxquels lesdits

articles seront vendus aux navires, les prix de détail desdits articles, pratiqués pour la vente aux employés de la Zone du Canal, seront pris comme base, et un supplément y sera ajouté en cas de nécessité ; pour les achats en grande quantité, il ne sera pas accordé de rabais aux navires effectuant des achats de ce genre.

Pour votre information, je joins à la présente communication quatre listes indiquant, approximativement, mais non pas d'une façon complète, les divers articles compris dans les quatre catégories mentionnées ci-dessus, savoir 1) approvisionnements de navires ; 2) articles de tourisme ou de luxe ; 3) approvisionnements de mer ; et 4) articles d'autres catégories.

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique espère que, dans l'intérêt du commerce panamien, les marchands de Panama seront en mesure de fournir, en quantités et en qualités satisfaisantes ainsi qu'à des prix raisonnables, un grand nombre ou la totalité des articles classés comme « approvisionnements de mer » et comme « articles d'autres catégories », qui sont achetés par les navires arrivant dans les ports terminus du Canal ou transitant par le Canal. La politique des États-Unis d'Amérique sera la suivante : pour autant et aussi longtemps que les marchands panamiens seront effectivement en mesure de fournir certains articles, tels que ceux qui sont indiqués ci-dessus, en quantités et en qualités satisfaisantes ainsi qu'à des prix raisonnables, les commissaires de la Zone du Canal s'abstiendront de vendre aux navires des articles similaires.

Conformément à la politique ayant pour but de fournir aux marchands de Panama pleine et entière occasion d'effectuer des ventes aux navires, les facilités actuellement utilisées par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, en ce qui concerne les chaloupes et vedettes, pour effectuer des ventes aux navires, seront accessibles, à des conditions équivalentes, aux marchands panamiens, sous réserve des règlements administratifs pertinents de la Zone du Canal.

Le Gouverneur du Canal de Panama sera disposé à désigner un représentant qui se rencontrera avec un représentant du commerce panamien, désigné par votre Gouvernement, afin qu'existe une occasion régulière et continue de consultations réciproques et d'utiles échanges de vues portant sur ces questions, y compris le montant du supplément à fixer, lorsque cela sera nécessaire, en ce qui concerne les « approvisionnements de mer » et les « articles d'autres catégories ».

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

L'Honorable Dr Ricardo J. Alfaro,
L'Honorable Dr Narciso Garay,
Membres de la Commission des Traités de Panama,
Washington, D. C.

(ANNEXES)

Approvisionnements de navires.

Combustibles.
Huiles et graisses.
Ferrermerie (boulons, écrous, clous, outils, etc.).
Couleurs et peintures.
Désinfectants et insecticides.
Cordages, câbles, chaînes.

Articles de tourisme ou de luxe.

Articles destinés à la parure personnelle.
Vêtements de fantaisie et étrangers pour femmes et enfants.
Parfums et lotions de luxe ; articles de toilette, de fantaisie et étrangers.
Linge étranger de haute qualité, articles de table et d'ameublement.
Tissus de luxe et étrangers, en pièce.
Articles et vêtements étrangers pour hommes.
Chapeaux de Panama.
Liqueurs, vins, et bières.

Approvisionnement de mer.

Marchandises de qualité courante seulement et presque sans exception de source américaine.
 Provisions alimentaires.
 Fournitures médicales.
 Papeterie et fournitures de bureau.
 Ustensiles et matériel de table et de cuisine.
 Linge de table et de cabine.
 Grillages contre moustiques, ainsi que toile, gaze et étamine.
 Vêtements de travail.
 Fournitures et matériel de nettoyage.

Articles d'autres catégories.

Articles analogues à ceux indiqués sous la rubrique « Approvisionnement de mer » mais d'une qualité supérieure à la qualité courante.
 Nombreux articles de nombreuses catégories, tels que ceux qui sont vendus dans les grands magasins, à l'exception des articles classés sous la rubrique « articles de tourisme ou de luxe ».

II.

LÉGATION DE PANAMA.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la communication de Votre Excellence dans laquelle vous indiquez quelle sera la politique des Etats-Unis d'Amérique au sujet de la vente, aux navires, d'articles importés par les Etats-Unis dans la Zone du Canal.

En cette matière, le Gouvernement de la République de Panama doit réserver spécialement ses droits, conformément à son opinion selon laquelle les exemptions visées par l'article XIII de la Convention du 18 novembre 1903 ont été s'appliquées exclusivement au bénéfice de l'entreprise du Canal, des personnes se trouvant au service des Etats-Unis d'Amérique en liaison avec ladite entreprise, ainsi que de leurs familles. Toutefois, en attendant qu'un accord intervienne sur cette question, le Gouvernement panamien désire exprimer sa vive satisfaction de la décision du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique tendant à mettre à effet des mesures, telles que celles qui sont indiquées dans la note à laquelle répond la présente communication, en vue de restreindre les ventes aux navires, qui, précédemment, s'effectuaient sans aucune limitation. Le Gouvernement panamien éprouve une égale satisfaction en prenant connaissance de la proposition fondamentale énoncée dans ladite note et selon laquelle le commerce d'approvisionnement des navires arrivant dans les ports terminus du Canal ou transitant par le Canal sera laissé aux marchands de Panama, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique s'abstenant de procéder à des ventes de ce genre, pour autant et aussi longtemps que les marchands panamiens témoigneront effectivement de leur aptitude à fournir des marchandises aux navires, en quantités et en qualités satisfaisantes et à des prix raisonnables.

Notre Gouvernement est disposé à désigner un représentant choisi par les milieux commerçants de Panama, qui se rencontrera avec un représentant de l'Administration du Canal, afin qu'existe une occasion régulière et continue de consultations réciproques et de coopération pour la réalisation des fins sus-énoncées.

Veuillez agréer, etc.

R. J. ALFARO.
 Narciso GARAY.

L'Honorable Cordell Hull,
 Secrétaire d'Etat,
 Washington, D. C.

I.

LÉGATION DE PANAMA.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Au sujet du second paragraphe de l'article V du traité signé ce jour, qui se réfère, en partie, aux facilités instituées ou à instituer dans les ports de Panama et de Colon par la République de Panama ou avec son autorisation, nous avons l'honneur de confirmer l'accord intervenu au cours des négociations et selon lequel les dispositions en question ne visent pas à porter préjudice au droit, pour la Compagnie du Chemin de fer de Panama — droit inhérent aux concessions qui lui ont été accordées — de posséder et d'exploiter des installations portuaires dans les ports en question ni aux droits qui peuvent passer de ladite Compagnie au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Veuillez agréer, etc.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.L'Honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
Washington, D. C.

II.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, qui est ainsi conçue :

(Voir note N° I ci-dessus.)

En réponse, j'ai l'honneur de confirmer l'accord auquel nous avons abouti, tel qu'il est énoncé dans votre note à laquelle se réfère la présente communication.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

L'Honorable D^r Ricardo J. Alfaro,
L'Honorable D^r Narciso Garay,
Membres de la Commission des Traités de Panama,
Washington, D. C.

I.

LÉGATION DE PANAMA.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Au sujet du troisième paragraphe de l'article V du traité signé ce jour, dans lequel est reconnu le droit de la République de Panama de déterminer quelles seront les personnes ou catégories de personnes arrivant dans des ports de la Zone du Canal qui seront admises dans la République de Panama et de déterminer également quelles seront les personnes ou catégories de personnes arrivant dans ces ports et auxquelles sera refusée l'entrée dans la République de Panama, nous avons l'honneur de déclarer que le Gouvernement de la République de Panama est d'accord pour considérer que cette disposition n'affecte en aucune manière la stipulation contenue dans le troisième paragraphe de l'article IV au sujet des personnes, se trouvant au service des Etats-Unis d'Amérique ou résidant dans la Zone du Canal, qui passeront de la Zone du Canal dans le territoire placé sous la juridiction de la République de Panama.

Veuillez agréer, etc.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.L'Honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
Washington, D. C.

II.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

MESSIEURS,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, qui est ainsi conçue :

(Voir note N° I ci-dessus.)

En réponse, j'ai l'honneur de confirmer l'accord intervenu sur le point ci-dessus, tel qu'il est énoncé dans la note à laquelle se réfère la présente communication.

Veillez agréer, etc.

Cordell HULL.

L'Honorable D^r Ricardo J. Alfaro,
L'Honorable D^r Narciso Garay,
Membres de la Commission des Traités de Panama,
Washington, D. C.

I.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

MESSIEURS,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

J'ai l'honneur de confirmer mon interprétation de l'accord intervenu, au cours de la négociation du traité signé ce jour, à l'effet que, en exécution des intentions de l'article VII de la Convention du 18 novembre 1903 pour autant qu'il a trait à l'assainissement des villes de Panama et de Colon, les Services d'hygiène de la République de Panama et du Canal de Panama examineront l'opportunité de discuter et de conclure des accords qui pourraient prendre comme base les propositions formulées, en octobre 1931, par le Directeur général de l'Hygiène et de la Prévoyance sociale de la République de Panama et par le Directeur du Service de santé du Canal de Panama en vue du développement, de l'extension et de la modernisation du service d'hygiène de la ville de Panama.

Veillez agréer, etc.

Cordell HULL.

L'Honorable D^r Ricardo J. Alfaro,
L'Honorable D^r Narciso Garay,
Membres de la Commission des Traités de Panama,
Washington, D. C.

II.

LÉGATION DE PANAMA.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour, qui est ainsi conçue :

(Voir note N° I ci-dessus.)

En réponse, nous avons l'honneur de déclarer que l'interprétation de Votre Excellence concernant l'accord précité est conforme à celle du Gouvernement de la République de Panama.

Veillez agréer, etc.

R. J. ALFARO.

L'Honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
Washington, D. C.

Narciso GARAY.

I.

LÉGATION DE PANAMA.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Au cours des récentes négociations concernant la revision de la Convention du 18 novembre 1903, nous avons signalé à l'attention de votre Gouvernement certaines questions qui ont surgi au sujet de la partie de l'article VII de ladite Convention qui a trait à la construction, par les Etats-Unis d'Amérique, des installations d'eau et d'égouts dans les villes de Panama et de Colon, ainsi qu'à l'amortissement des dépenses y afférentes dans un délai de cinquante ans, et nous pensions tout d'abord que ces questions pourraient être résolues au cours des négociations en question.

Il a néanmoins été constaté que, pour aboutir à une complète entente sur les points en question, il serait nécessaire de procéder à un examen prolongé, approfondi et minutieux des problèmes techniques, juridiques et financiers pertinents et, en conséquence, il a été décidé que la discussion formelle de ces questions serait remise à plus tard et qu'après la conclusion du nouveau traité les deux gouvernements engageraient des discussions amicales en vue d'arriver à un accord équitable et satisfaisant pour les deux parties.

Notre Gouvernement considère que ces discussions comporteront l'étude des contrats intervenus, le 30 septembre 1910, entre le Gouvernement de la République de Panama et la Commission du Canal de l'Isthme, ainsi que l'examen des comptes entre les deux administrations au sujet de tarifs d'abonnement d'eau dans les villes de Panama et de Colon. A cet égard, il estime qu'il y aura lieu, entre autres, de prendre dûment en considération les observations présentées par la Commission panamienne au cours des récentes négociations et, notamment, son mémorandum du 12 mars 1935 ainsi que son aide-mémoire du 14 août 1935.

Veuillez agréer, etc.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.L'Honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
Washington, D. C.

II.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

MESSIEURS,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, qui est ainsi conçue :

(Voir note N° I ci-dessus.)

En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, conformément à la procédure indiquée dans votre note à laquelle se réfère la présente communication, sera heureux de donner au Ministre des Etats-Unis d'Amérique à Panama des instructions en vue des conversations à engager entre les autorités compétentes de la République de Panama et de la Zone du Canal afin que le Gouvernement de la République de Panama puisse présenter, à ce sujet, telles propositions précises qu'il pourrait désirer et afin qu'une occasion soit ainsi donnée d'aboutir, en ces matières, à un accord satisfaisant pour les deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

L'Honorable D^r Ricardo J. Alfaro,
L'Honorable D^r Narciso Garay,
Membres de la Commission des Traités de Panama,
Washington, D. C.

I.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

MESSIEURS,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Au sujet des observations formulées par vous, pendant la négociation du traité signé ce jour, relativement aux citoyens panamiens employés par le Canal de Panama ou par la Compagnie du Chemin de fer de Panama, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, reconnaissant les relations spéciales qui existent entre les États-Unis d'Amérique et la République de Panama en ce qui concerne le Canal de Panama et la Compagnie du Chemin de fer de Panama, maintient et maintiendra comme base de sa politique le principe de l'égalité de chances et de traitement, stipulé dans l'Ordonnance du Secrétaire d'Etat à la Guerre en date du 23 décembre 1908 et dans les Décrets du 2 février 1914 et du 20 février 1920 et favorisera le maintien, l'application ou l'opération de telles dispositions, compatibles avec le bon fonctionnement et le bon entretien du Canal et de ses ouvrages auxiliaires ainsi qu'avec leur protection et leur assainissement effectifs, qui assureront aux citoyens panamiens employés par le Canal ou par le Chemin de fer l'égalité de traitement par rapport aux employés qui sont citoyens des États-Unis d'Amérique.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

L'Honorable Dr Ricardo J. Alfaro,

L'Honorable Dr Narciso Garay,

Membres de la Commission des Traités de Panama,
Washington, D. C.

II.

LÉGATION DE PANAMA.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour, qui est ainsi conçue :

(Voir note N^o I ci-dessus.)

En réponse, nous avons l'honneur d'exprimer la vive satisfaction qu'a éprouvée le Gouvernement de la République de Panama en prenant connaissance de la déclaration de politique énoncée dans la note de Votre Excellence à laquelle se réfère la présente communication.

Veuillez agréer, etc.

R. J. ALFARO.

Narciso GARAY.

L'Honorable Cordell Hull,

Secrétaire d'Etat,

Washington, D. C.

I.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

MESSIEURS,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

J'ai l'honneur de me référer à nos conversations concernant les répercussions, sur l'Accord monétaire du 20 juin 1904 entre les États-Unis d'Amérique et la République de Panama, modifié par les échanges de notes du 26 mars-2 avril 1930 et des 28 mai-6 juin 1931, de la décision prise par le Président des États-Unis d'Amérique, dans sa Proclamation du 31 janvier 1934, au sujet de la réduction du poids du dollar or des États-Unis d'Amérique.

Il a été reconnu que, à la suite de cette décision, la disposition de l'Accord monétaire, selon laquelle l'unité monétaire de la République de Panama doit être un Balboa or du poids d'un

gramme 672 milligrammes, à neuf-dixièmes de fin, n'est plus compatible avec la condition nécessaire de l'accord, à savoir que l'unité standard de valeur des Etats-Unis d'Amérique, le dollar, et l'unité standard de valeur de la République de Panama, le Balboa, devaient être maintenues à parité, au taux d'un dollar pour un Balboa. Il a été également reconnu que, dans la République de Panama et dans la Zone du Canal, les Balboas argent et la monnaie divisionnaire de la République sont en circulation, simultanément avec la monnaie des Etats-Unis, au taux d'un Balboa pour un dollar.

Pour ces raisons, il est désirable que l'Accord monétaire existant, avec ses modifications, soit de nouveau modifié pour prévoir la réduction de poids du Balboa or, de telle façon que les unités standard légales de valeur de la République de Panama et des Etats-Unis d'Amérique soient équivalentes. En conséquence, aux fins de l'article VII du traité général signé ce jour, le Balboa sera défini comme ayant un poids de 987 $\frac{1}{2}$ milligrammes d'or, au titre de 0.900.

Il est entendu que la réduction de poids du Balboa or n'entraînera pas la modification du poids des pièces d'argent de la République de Panama, mais que les dimensions, le poids et le titre desdites pièces resteront sans changement.

Nonobstant toute expression contenue dans l'Accord monétaire existant, avec ses modifications, qui a été interprétée ou qui pourrait être interprétée comme limitant, dans le montant total des pièces de toutes valeurs, le nombre des pièces d'une valeur quelconque à frapper par la République de Panama, il est maintenant entendu et convenu que l'Accord monétaire, avec ses modifications, ne sera pas considéré comme envisageant une limitation quelconque de cette nature, de telle sorte que, tant que le montant total en question ne sera pas dépassé, ce montant pourra être réparti entre les pièces des diverses valeurs mentionnées dans l'Accord comme le Gouvernement de la République de Panama le jugera convenable.

A titre de modification complémentaire ne l'Accord monétaire existant, il est convenu que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ne sera pas tenu d'accepter la monnaie d'argent panamienne pour le paiement des droits de passage afférents à l'utilisation du Canal de Panama.

Je suis en mesure de déclarer que les accords et ententes ci-dessus ont l'agrément de mon Gouvernement et que, dès réception d'une note les confirmant au nom du Gouvernement de la République de Panama, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique considérera comme modifié en conséquence l'Accord monétaire du 20 juin 1904, avec ses modifications ultérieures.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

L'Honorable D^r Ricardo J. Alfaro,
L'Honorable D^r Narciso Garay,
Membres de la Commission des Traités de Panama,
Washington, D. C.

II.

LÉGATION DE PANAMA.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

WASHINGTON, le 2 mars 1936.

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la communication de Votre Excellence, qui est ainsi conçue :

(Voir note N^o I ci-dessus.)

Les ententes et accords indiqués dans votre note dont la présente communication accuse réception sont, par la présente, confirmés par notre Gouvernement ; le Gouvernement de la République de Panama considérera donc comme modifié en conséquence l'Accord monétaire du 20 juin 1904 avec ses modifications ultérieures.

Veuillez agréer, etc.

R. J. ALFARO.
Narciso GARAY.

L'Honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
Washington, D. C.

I.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

MONSIEUR LE MINISTRE,

WASHINGTON, le 1^{er} février 1939.

J'ai l'honneur de me référer au Traité général signé, le 2 mars 1936, entre les Etats-Unis d'Amérique et la République de Panama, ainsi qu'au procès-verbal des négociations qui ont abouti à cet accord. Vous vous souviendrez qu'en plusieurs occasions, durant ces négociations, il a été nécessaire d'engager des discussions et d'arriver à une entente réciproque au sujet de l'interprétation qui devait être donnée à certains projets de dispositions qui ont finalement été incorporées dans le traité signé. Ces discussions et ces accords ont été, après chaque réunion, enregistrés dans le procès-verbal dactylographié, dûment certifié, des délibérations relatives à la négociation du traité.

Il semble possible que, à la suite du rapport favorable présenté, à la fin de la dernière session du Congrès, par la Commission des Relations extérieures du Sénat des Etats-Unis sur le traité général et sur les conventions qui l'accompagnent, les membres du Sénat, à l'occasion de leur examen du traité et des conventions durant la session en cours du Congrès, demandent des éclaircissements quant à la signification précise de certaines dispositions importantes du traité général qui intéressent la sécurité et la neutralité du Canal de Panama. Pour devancer ces demandes et dans l'espoir d'éviter, de ce chef, de nouveaux délais dans l'examen du Traité général du 2 mars 1936, mon Gouvernement a estimé qu'il conviendrait d'exposer, dans un échange de notes entre nos deux gouvernements, la substance de certains des accords sus-mentionnés auxquels nous avons réciproquement abouti. Je vous serais reconnaissant, en conséquence, de vouloir bien me faire connaître si votre Gouvernement fait sienne l'interprétation de mon Gouvernement sur les points qui sont indiqués dans les paragraphes ci-après.

1^o Au sujet de la déclaration selon laquelle le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République de Panama sont tous deux disposés à coopérer pour assurer la pleine et perpétuelle jouissance des avantages de tout ordre que doit fournir le Canal (article I du Traité général du 2 mars 1936), le mot « entretien », en tant qu'il s'applique au Canal, sera interprété comme permettant une extension et de nouvelles constructions lorsqu'elles seront entreprises par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique conformément audit traité.

2^o Les manœuvres et exercices des forces armées des Etats-Unis d'Amérique dans le territoire limitrophe de la Zone du Canal constituent une mesure essentielle de préparation pour la protection de la neutralité du Canal de Panama et, lorsque lesdites manœuvres ou exercices devront avoir lieu, les parties suivront la procédure énoncée dans le procès-verbal des négociations du Traité général du 2 mars 1936, lesquelles négociations, en ce qui concerne ce point, ont eu lieu le 2 mars 1936.

3^o Ainsi qu'il est indiqué dans le procès-verbal des négociations du Traité général du 2 mars 1936, négociations qui, sur ce point, ont eu lieu le 16 mars 1935, dans un cas d'urgence présentant une telle soudaineté qu'il nécessiterait des mesures de caractère préventif pour sauvegarder la neutralité ou la sécurité du Canal de Panama et si, par suite de cette urgence, il était impossible de se concerter avec le Gouvernement de Panama ainsi que le prévoit l'article X dudit traité, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ne sera pas tenu de retarder lesdites décisions, destinées à faire face à ce cas d'urgence, en attendant la consultation en question, mais, au cas où cette consultation n'aurait pas eu lieu avant qu'il ait pris les décisions pertinentes, il fera tous ses efforts pour se concerter aussitôt que possible avec le Gouvernement panamien.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

L'Honorable Dr Don Augusto S. Boyd,
Ministre de Panama.

II.

LÉGATION DE PANAMA,
WASHINGTON.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de me référer à la communication de Votre Excellence en date de ce jour, concernant le Traité général signé, le 2 mars 1936, entre les Gouvernements de la République de Panama et des Etats-Unis d'Amérique ainsi qu'aux procès-verbaux des réunions tenues par les Commissaires du Panama et des Etats-Unis d'Amérique pendant les négociations qui ont précédé la signature dudit traité. Votre Excellence attire mon attention sur le fait que, au cours des négociations et après discussion, un accord est intervenu au sujet de l'interprétation à donner à certaines dispositions qui, finalement, ont été incluses dans le traité. Votre Excellence déclare que ces discussions et accords ont, après chaque réunion, été enregistrés dans le procès-verbal dactylographié des délibérations.

Vous indiquez ensuite qu'à votre avis, en raison du rapport favorable présenté, à la fin de la dernière session du Congrès, par la Commission des Relations extérieures du Sénat des Etats-Unis d'Amérique sur le traité général et sur les diverses conventions qui l'accompagnent, certains membres du Sénat, pendant les débats relatifs au Traité général et aux Conventions durant la présente session du Congrès, demanderont peut-être des éclaircissements sur la signification de certaines dispositions du traité général qui intéressent la sécurité et la neutralité du Canal de Panama. En vue de devancer cette éventualité et d'éviter de nouveaux délais dans l'examen du Traité général du 2 mars 1936, Votre Excellence déclare que, de l'avis de votre Gouvernement, il conviendrait d'effectuer un échange de notes avec mon Gouvernement en vue de réaffirmer l'interprétation donnée, quant à certains points, au cours des négociations.

Je suis heureux de porter à la connaissance de Votre Excellence que j'ai été autorisé par mon Gouvernement à procéder à cet échange de notes et à éclaircir les points exposés par Votre Excellence et qui, pour plus de clarté, sont énoncés en langue anglaise comme suit :

(Suivent les points 1^o, 2^o et 3^o, comme dans la note N^o 1 ci-dessus.)

Je saisis cette occasion, etc.

WASHINGTON D. C., le 1^{er} février 1939.

Le Ministre de Panama :
Augusto S. BOYD.

Son Excellence M. Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat des Etats-Unis,
Washington, D. C.

I.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

EXCELLENCE,

WASHINGTON, le 25 juillet 1939.

A la suite du débat qui s'est déroulé hier, au Sénat des Etats-Unis, sur les traités signés avec le Panama le 2 mars 1936, j'ai été informé que la question a été posée de savoir si l'Assemblée de Panama avait été saisie des notes et procès-verbaux des négociations desdits traités, au moment où ceux-ci ont été examinés et ratifiés par cette Assemblée.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien me faire savoir si les notes et procès-verbaux des négociations avaient été soumis à l'Assemblée de Panama et étudiés et examinés de façon approfondie par cette Assemblée à l'occasion de sa ratification des susdits traités.

Veillez agréer, etc.

Cordell HULL.

Son Excellence le docteur Don Augusto S. Boyd,
Ambassadeur de Panama.

II.

AMBASSADE DE PANAMA.

EXCELLENCE,

WASHINGTON, le 25 juillet 1939.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour, par laquelle vous déclarez avoir été informé, à la suite du débat qui a eu lieu hier, au Sénat des États-Unis, sur les Traités signés, le 2 mars 1936, avec le Panama, que la question a été posée de savoir si l'Assemblée de Panama avait été saisie des notes et procès-verbaux des négociations desdits traités au moment où ceux-ci ont été examinés et ratifiés par cette Assemblée.

Je crois répondre de la façon la plus satisfaisante à Votre Excellence en transcrivant textuellement, dans sa traduction, la Loi N° 37 de 1936 qui a été adoptée, le vingt-quatre décembre 1936, par notre Assemblée, et qui est ainsi conçue :

L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE PANAMA

Décrète

Article Unique : sont approuvés et ratifiés par les présentes, dans toutes leurs parties, le Traité général, la Convention sur les communications radiophoniques, la Convention sur le transfert des stations de La Palma et de Puerto Obaldía et la Convention sur la route trans-isthmique, signés en la ville de Washington le 2 mars 1936 par les plénipotentiaires des Gouvernements de la République de Panama et des États-Unis d'Amérique, et ce, compte tenu des procès-verbaux et des échanges de notes, signés à la même date, qui contiennent des interprétations et des explications quant à certains aspects importants du traité général et des conventions sus-mentionnés.

D'après la loi précitée, Votre Excellence constatera que les procès-verbaux et les notes avaient été soumis à l'Assemblée et ont été examinés et étudiés par elle au moment où l'Assemblée a ratifié le traité et les conventions susmentionnés.

Veuillez agréer, etc.

Augusto S. Boyd.

Son Excellence M. Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
Washington D. C.

N° 4687

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Accord commercial avec annexes, protocole et notes, signés à Washington, le 7 mars 1938, et protocole modifiant cet accord, signé à Washington, le 15 avril 1938.

Textes officiels anglais et tchécoslovaque communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement a eu lieu le 9 février 1940.

UNITED STATES OF AMERICA
AND CZECHOSLOVAKIA

Trade Agreement with Annexes, Protocol and Notes, signed at Washington, March 7th, 1938, and Protocol modifying the Agreement, signed at Washington, April 15th, 1938.

English and Czechoslovak official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration took place February 9th, 1940.

No. 4687. — TRADE AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT WASHINGTON, MARCH 7TH, 1938.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of strengthening the traditional bonds of friendship between the two countries by maintaining the principle of equality of treatment as the basis of commercial relations and by granting mutual and reciprocal concessions and advantages for the promotion of trade, have, through their respective Plenipotentiaries, arrived at the following Agreement :

Article I.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America, enumerated and described in Section A of Schedule I annexed to this Agreement and made a part thereof, shall, on their importation into the Czechoslovak Republic, be exempt from ordinary customs duties in excess of those set forth and provided for in the said Section. The said articles shall also be exempt from all other duties, taxes, fees, charges or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed on the day of the signature of this Agreement or required to be imposed thereafter under laws of the Czechoslovak Republic in force on the day of the signature of this Agreement.

With respect to articles enumerated and described in Section B of Schedule I for which import quotas are specified in the said Section, the quantities of such articles the growth, produce or manufacture of the United States of America which shall be permitted to be imported annually into the customs territory of the Czechoslovak Republic, beginning with the day on which this Agreement comes into force, shall not be less than those specified in the said Section.

Article II.

Articles the growth, produce or manufacture of the Czechoslovak Republic, enumerated and described in Schedule II annexed to this Agreement and made a part thereof, shall, on their importation into the United States of America, be exempt from ordinary customs duties in excess of those set forth and provided for in the said Schedule. The said articles shall also be exempt from all other duties, taxes, fees, charges or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed on the day of the signature of this Agreement or required to be imposed thereafter under laws of the United States of America in force on the day of the signature of this Agreement.

Article III.

The provisions of Articles I and II of this Agreement shall not prevent the Government of either country from imposing at any time on or in connection with the importation of any product a charge equivalent to an internal tax imposed in respect of a like domestic product or in respect of a commodity from which the imported product has been manufactured or produced in whole or in part.

¹ The Agreement was applied provisionally as from April 16th, 1938.

The Government of the United States of America, in view of the new circumstances which render impossible the present fulfilment by the Czechoslovak Republic of its obligations under this Agreement and its annexes, has decided to terminate in whole the Agreement, Protocol and Notes, and the Protocol of Amendment.

This termination is effective thirty days after the date of the Proclamation of the President of the United States of America of March 23rd, 1939 — *i.e.*, on April 22nd, 1939.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 4687. — OBCHODNÍ DOHODA¹ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A SPOJENÝMI STÁTY SEVEROAMERICKÝMI, PODEPŘANÁ VE WASHINGTONĚ, DNE 7. BŘEZNA 1938.

PRESIDENT SPOJENÝCH STÁTŮ AMERICKÝCH a PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ přejíce si posílit tradiční přátelské svazky mezi oběma státy udržováním zásady stejného zacházení jakožto základu obchodních styků a poskytováním vzájemných ústupků a výhod k zvelebení obchodu, dohodli se svými příslušnými plnomocníky na této dohodě :

Článek I.

Zboží, plodiny nebo výrobky Spojených Států Amerických, vyjmenované a popsané v části A seznamu I, který je připojen k této dohodě a tvoří její část, nebudou při dovozu do republiky Československé podléhati vyšším obyčejným cům než těm, jež jsou uvedena a stanovena ve zmíněné části. Zmíněné zboží nebude rovněž podléhati jiným vyšším cům, daním, poplatkům, dávkám nebo přírůzkám, jež jsou ukládány buď při dovozu nebo v souvislosti s ním, než těm, jež jsou v platnosti v den podpisu této dohody nebo jež budou napříště uloženy podle zákonů republiky Československé, platných v den podpisu této dohody.

Pokud jde o zboží, vyjmenované a popsané v části B seznamu I, pro něž jsou v uvedené části stanoveny dovozní kontingenty, nebude množství zboží, plodin nebo výrobků Spojených Států Amerických, jejichž dovoz do československého celního území bude ode dne vstoupení v platnost této dohody ročně povolen, nižší než ono množství, jež jest stanoveno v uvedené části.

Článek II.

Zboží, plodiny nebo výrobky republiky Československé, vyjmenované a popsané v seznamu II, který je připojen k této dohodě a tvoří její část, nebudou při dovozu do Spojených Států Amerických podléhati vyšším obyčejným cům než těm, jež jsou uvedena a stanovena ve zmíněném seznamu. Zmíněné zboží nebude rovněž podléhati jiným vyšším cům, daním, poplatkům, dávkám nebo přírůzkám, jež jsou ukládány buď při dovozu nebo v souvislosti s ním, než těm, jež jsou v platnosti v den podpisu této dohody nebo jež budou napříště uloženy podle zákonů Spojených Států Amerických, platných v den podpisu této dohody.

Článek III.

Ustanovení článku I a II této dohody nebudou na závadu vládě jednoho z obou států, aby na dovoz nebo v souvislosti s dovozem jakéhokoli zboží uvalila kdykoli dávku rovnající se vnitřní dani, vybírané ze stejného domácího zboží nebo z výrobků a plodin, ze kterých dovezené zboží bylo zcela nebo z části zhotoveno nebo vyrobeno.

¹ L'accord a été mis en application provisoire à partir du 16 avril 1938.

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, en vue des circonstances nouvelles qui ne permettent pas à la République tchécoslovaque d'accomplir actuellement les obligations qui découlent pour elle de cet accord et de ses annexes, a décidé d'abroger en totalité l'Accord, le Protocole et les Notes, ainsi que le Protocole rectificatif.

Cette abrogation est effective trente jours après la proclamation du Président des États-Unis d'Amérique en date du 23 mars 1939, soit le 22 avril 1939.

Article IV.

The United States of America and the Czechoslovak Republic agree that the notes and provisions included in Schedules I and II annexed to this Agreement and in the accompanying Protocol are hereby given force and effect as integral parts of this Agreement.

Article V.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or of the Czechoslovak Republic shall, after importation into the other country, be exempt from all internal taxes, fees, charges or exactions other or higher than those payable on like articles of national origin or any other foreign origin.

Article VI.

In respect of articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or of the Czechoslovak Republic enumerated and described in Schedules I and II, respectively, imported into the other country, on which *ad valorem* rates of duty, or duties based upon or regulated in any manner by value, are or may be assessed, it is understood and agreed that the bases and methods of determining dutiable value and of converting currencies shall be no less favorable to importers than the bases and methods prescribed under laws and regulations of the Czechoslovak Republic and the United States of America, respectively, in force on the day of the signature of this Agreement.

Article VII.

Except as otherwise provided in this Agreement, no prohibitions, import or customs quotas, or any other form of limitation of the amount of imports, whether or not operated in connection with any agency of centralized control, shall be imposed by the Czechoslovak Republic on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the United States of America enumerated and described in Section A of Schedule I, or by the United States of America on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the Czechoslovak Republic, enumerated and described in Schedule II.

The foregoing provision shall not apply to quantitative restrictions in whatever form imposed by the United States of America or by the Czechoslovak Republic on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the other country, in conjunction with governmental measures operating to regulate or control the production, market supply or prices of like domestic articles, or tending to increase the labor costs of production of such articles. The Government of the country imposing any such restriction will give sympathetic consideration to any representations which the Government of the other country may make in regard thereto and will consult promptly with the Government of such other country with respect to the subject matter of such representations; and if an agreement with respect thereto is not reached within thirty days following the receipt of written representations, the Government making them shall be free, within fifteen days after the expiration of the aforesaid period of thirty days, to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article VIII.

1. If the United States of America or the Czechoslovak Republic establishes or maintains any form of quantitative restriction or control of the importation or sale of any article in which the other country has an interest, or imposes a lower import duty or charge on the importation or sale of a specified quantity of any such article than the duty or charge imposed on importations in excess of such quantity, the Government of the country taking such action shall:

(a) Upon request inform the Government of the other country as to the total quantity, or any change therein, of any such article permitted to be imported or sold or permitted to be imported or sold at such lower duty or charge, during a specified period; and

Článek IV.

Spojené Státy Americké a republika Československá se dohodly, že poznámky a ustanovení, obsažené v seznamech I a II, připojených k této dohodě, a v připojeném Protokolu tvoří platnou a nedílnou část této dohody.

Článek V.

Zboží, plodiny nebo výrobky Spojených Států Amerických nebo republiky Československé nebudou po dovozu do druhého státu podléhati žádným jiným nebo vyšším vnitřním daním, poplatkům, dávkám nebo přírůžkám než těm, jimž podléhá stejné zboží domácího původu nebo jakéhokoli jiného cizího původu.

Článek VI.

Je shoda v tom, že základ a způsob pro stanovení celní hodnoty a pro přepočítání měn, pokud jde o zboží, plodiny nebo výrobky Spojených Států Amerických, nebo republiky Československé vyjmenované a popsané v příslušných seznamech I a II, z nichž jsou vybírána nebo by mohla být vybírána při dovozu do druhého státu cla podle hodnoty nebo cla zakládající se na hodnotě nebo podle hodnoty jakkoliv upravovaná, nebude méně příznivý pro dovozce než je základ a způsob předepsaný příslušnými zákony a nařízeními republiky Československé a Spojených Států Amerických platnými v den podpisu této dohody.

Článek VII.

Pokud není v této dohodě jinak stanoveno, nebudou zavedeny republikou Československou na dovoz nebo prodej jakéhokoli zboží, plodin nebo výrobků Spojených Států Amerických, vyjmenovaných a popsáných v části A seznamu I, nebo Spojenými Státy Americkými na dovoz nebo prodej jakéhokoli zboží, plodin nebo výrobků republiky Československé, vyjmenovaných a popsáných v seznamu II, žádné zákazy, dovozní nebo celní kontingenty nebo jakýkoli jiný způsob omezení dovozu co do množství, nehledě k tomu jsou-li nebo nejsou-li prováděny jakýmkoli orgánem ústřední správy.

Předchozí ustanovení se nevztahuje na omezení co do množství jakýmkoli způsobem zavedené Spojenými Státy Americkými nebo republikou Československou na dovoz nebo prodej jakéhokoli zboží, plodin nebo výrobků druhého státu podle vládních opatření k úpravě a kontrole výroby, k zásobování trhu nebo cen stejného domácího zboží nebo ke zvýšení pracovních mezd při výrobě takového zboží. Vláda státu, která zavede jakékoli omezení tohoto druhu, bude blahovolně zkoumati námitky, jež vláda druhého státu by mohla proti nim vznést a zahájí neprodleně jednání s vládou tohoto druhého státu o předmětu takových námitek; nedojde-li k dohodě o této věci do třiceti dnů po přijetí písemných námitek, může vláda, která je vznesla, vypovědět celou tuto dohodu se třicetidenní písemnou výpovědí do patnácti dnů po uplynutí shora zmíněné třicetidenní lhůty.

Článek VIII.

1. Kdyby Spojené Státy Americké nebo republika Československá zavedly neb udržovaly jakýkoli způsob omezení co do množství nebo kontroly dovozu nebo prodeje jakéhokoli zboží, na němž má druhý stát zájem nebo kdyby zavedly na dovoz nebo prodej určitého množství takového zboží nižší dovozní clo nebo dávku, než je clo nebo dávka na dovoz převyšující takové množství, vláda státu, která učinila takové opatření má :

a) na požádání uvědomiti vládu druhého státu o celkovém množství zboží, nebo o změnách tohoto množství, povoleného v určitém období k dovozu nebo prodeji, nebo k dovozu nebo prodeji za snížené clo nebo dávku ; a

(b) Allot to the other country for such specified period a share of such total quantity as originally established or subsequently changed in any manner equivalent to the proportion of the total importation of such article which such other country supplied during a previous representative period, unless it is mutually agreed to dispense with such allotment.

2. Except as otherwise provided for in this Agreement, neither the United States of America nor the Czechoslovak Republic shall regulate the total quantity of importations into its territory or sales therein of any article in which the other country has an interest, by import licenses or permits issued to individuals or organizations, unless the total quantity of such article permitted to be imported or sold, during a quota period of not less than three months, shall have been established. The Government of each country will, upon request, inform the Government of the other country of the total quantity of any such article permitted to be imported and of the regulations covering the issuance of such licenses or permits.

3. In the event that the Government of either country shall make representations concerning the application by the Government of the other country of the provisions of this Article, the Government of such other country shall give sympathetic consideration to such representations, and if, within thirty days after the receipt of such representations, a satisfactory adjustment has not been made or an agreement has not been reached with respect thereto, the Government making them may, within fifteen days after the expiration of the aforesaid period of thirty days, terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article IX.

1. In the event that the United States of America or the Czechoslovak Republic establishes or maintains a monopoly for the importation, production or sale of a particular commodity or grants exclusive privileges, formally or in effect, to one or more agencies to import, produce or sell a particular commodity, the Government of the country establishing or maintaining such monopoly, or granting such monopoly privileges, agrees that in respect of the foreign purchases of such monopoly or agency the commerce of the other country shall receive fair and equitable treatment. To this end it is agreed that in making its foreign purchases of any product such monopoly or agency will be influenced solely by competitive considerations such as price, quality, marketability and terms of sale.

2. It is agreed that each Government, in the awarding of contracts for public works and generally in the purchase of supplies shall not discriminate against the other country in favor of any third country.

Article X.

In the event that the United States of America or the Czechoslovak Republic establishes or maintains, directly or indirectly, any form of control of the means of international payment, it shall, in the administration of such control :

(a) Impose no prohibition, condition, restriction, or delay on the transfer of payment for imported articles the growth, produce or manufacture of the other country, or on the transfer of payments necessary for and incidental to the importation of such articles ;

(b) Accord unconditionally, with respect to rates of exchange and taxes or surcharges on exchange transactions in connection with payments for or payments necessary and incidental to the importation of articles the growth, produce or manufacture of the other country, treatment no less favorable than that accorded in connection with the importation of any article whatsoever the growth, produce or manufacture of any third country ; and

(c) Accord unconditionally, with respect to all rules and formalities applying to exchange transactions in connection with payments for or payments necessary and incidental to the importation of articles the growth, produce or manufacture of the other country, treatment no less favorable than that accorded in connection with the importation of the like articles the growth, produce or manufacture of any third country.

b) přiděliti druhému státu pro toto určité období podíl z takového celkového množství původně stanoveného nebo později nějak změněného, který se rovná poměru celkového dovozu takového zboží, dodaného druhým státem v dřívějším reprezentativním období, leč by bylo vzájemně dohodnuto, že se upouští od takového přídělu.

2. Není-li jinak stanoveno v této dohodě, nebudou ani Spojené Státy Americké ani republika Československá dovozními licencemi nebo povoleními, vydávanými jednotlivcům nebo organisacím, upravovati celkové množství dovoleného dovozu do svého území nebo k prodeji v něm jakéhokoli zboží, na němž má druhý stát zájem, aniž by bylo stanoveno celkové množství takového zboží, jehož dovoz nebo prodej je dovolen nejméně v tříměsíčním kontingentním období. Vláda každého z obou států na požádání uvědomí druhou vládu o celkovém množství takového zboží, povoleného k dovozu a o předpisech o vydávání těchto licencí nebo povolení.

3. Vznese-li vláda jednoho z obou států námitky do provádění ustanovení tohoto článku vládou druhého státu, vláda tohoto druhého státu bude takové námitky blahovlnně zkoumati a nedojde-li k uspokojivému řešení nebo k dohodě o tom do třiceti dnů po přijetí těchto námitek, může vláda, která je vznesla, vypověděti tuto celou dohodu se třicetidenní písemnou vypovědí do patnácti dnů po uplynutí shora zmíněné třicetidenní lhůty.

Článek IX.

1. Zavedou-li nebo udržují-li Spojené Státy Americké nebo republika Československá monopol pro dovoz, výrobu nebo prodej určitého zboží nebo poskytnou-li výlučné výsady, formálně nebo skutečně, pro dovoz, výrobu nebo prodej určitého zboží jednomu nebo více jednatelstvím, dává vláda státu, která zavádí nebo udržuje takový monopol nebo udílí takové monopolní výsady, souhlas k tomu, že bude slušně a spravedlivě nakládati s obchodem druhého státu, pokud jde o nákupy zmíněného monopolu nebo jednatelství v cizině. Proto bylo dohodnuto, že takový monopol nebo jednatelství budou se řídit při svých nákupech jakéhokoli výrobku v cizině výhradně ohledem na soutěživost jako na cenu, jakost, odbytovou schopnost a prodejní podmínky.

2. Je shoda v tom, že při zadávání dodávek pro veřejné práce a všeobecně při nákupu potřeb žádná z obou vlád nebude druhý stát diskriminovati ve prospěch kteréhokoli státu třetího.

Článek X.

Zavedou-li nebo udržují-li Spojené Státy Americké nebo republika Československá přímo nebo nepřímo, jakoukoli formu kontroly mezinárodních platů, nebudou při provádění této kontroly:

a) ukládati zákazy, podmínky, omezení neb odklady na převod platů za dovezené zboží, plodiny nebo výrobky druhého státu nebo na převod platů nutných pro dovoz tohoto zboží nebo souvisejících s ním ;

b) pokud jde o devisové kursy a daně nebo poplatky za převody devis při platech za dovoz zboží, plodin nebo výrobků druhého státu nebo při platech nutných pro tento dovoz a s ním souvisejících, budou bezpodmínečně přiznávatí nakládání neméně příznivé než jaké se přiznává při dovozu jakéhokoli zboží, plodin nebo výrobků kteréhokoli třetího státu ; a

c) pokud jde o veškeré předpisy a formality týkající se převodu devis při platech za dovoz zboží, plodin nebo výrobků druhého státu nebo při platech nutných pro tento dovoz a s ním souvisejících, budou bezpodmínečně přiznávatí nakládání neméně příznivé než jaké se přiznává při dovozu stejného zboží, plodin nebo výrobků kteréhokoli třetího státu.

Article XI.

With respect to customs duties or charges of any kind imposed on or in connection with importation or exportation, and with respect to the method of levying such duties or charges, and with respect to all rules and formalities in connection with importation or exportation, and with respect to all laws or regulations affecting the sale, taxation or use of imported goods within the country, any advantage, favor, privilege or immunity which has been or may hereafter be granted by the United States of America or by the Czechoslovak Republic to any article originating in or destined for any third country, shall be accorded immediately and unconditionally to the like article originating in or destined for the Czechoslovak Republic or the United States of America, respectively.

Article XII.

In the event that the rate of exchange between the currencies of the United States of America and the Czechoslovak Republic varies considerably from the rate obtaining on the day of the signature of this Agreement, the Government of either country, if it considers the change in rate so substantial as to prejudice the industry or commerce of the country, shall be free to propose negotiations for the modification of this Agreement or to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article XIII.

Greater than nominal penalties will not be imposed in the United States of America or in the Czechoslovak Republic upon importations of articles the growth, produce or manufacture of the other country because of errors in documentation obviously clerical in origin or where good faith can be established.

The Government of each country will accord sympathetic consideration to, and when requested will afford adequate opportunity for consultation regarding, such representations as the other Government may make with respect to the operation of customs regulations, quantitative restrictions or the administration thereof, the observance of customs formalities, and the application of sanitary laws and regulations for the protection of human, animal, or plant life or health.

Article XIV.

1. Except as otherwise provided in the second paragraph of this Article, the provisions of this Agreement relating to the treatment to be accorded by the United States of America and the Czechoslovak Republic, respectively, to the commerce of the other country, shall not apply to the Philippine Islands, the Virgin Islands, American Samoa, the Island of Guam, or to the Panama Canal Zone.

2. Subject to the reservations set forth in paragraphs 3, 4 and 5 of this Article, the provisions of this Agreement regarding most-favored-nation treatment shall apply to articles the growth, produce or manufacture of any territory under the sovereignty or authority of the United States of America or the Czechoslovak Republic, imported from or exported to any territory under the sovereignty or authority of the other country. It is understood, however, that the provisions of this paragraph do not apply to the Panama Canal Zone.

3. The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America or the Czechoslovak Republic to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic, and advantages resulting from a customs union to which either the United States of America or the Czechoslovak Republic may become a party so long as such advantages are not extended to any other country, shall be excepted from the provisions of this Agreement.

4. The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the Czechoslovak Republic to Austria, Hungary, Yugoslavia, Rumania or Bulgaria for the purpose of closer mutual economic cooperation between the Danubian countries, in respect of those commodities benefiting from special advantages now accorded by the Czechoslovak Republic to such countries, shall be excepted from the provisions of this Agreement. However, in the event that such advantages

Článek XI.

Jakákoli výhoda, přednost, výsada neb osvobození týkající se cel nebo jakýchkoli dávek ukládaných při dovozu nebo vývozu nebo týkající se způsobu vybírání těchto cel nebo dávek nebo týkající se všech dovozních a vývozních pravidel a formalit nebo týkající se všech zákonů a nařízení o prodeji, zdanění nebo spotřebě dováženého zboží uvnitř státu, které byly nebo by napříště mohly být Spojenými Státy Americkými nebo republikou Československou poskytnuty na kterékoli zboží pocházející z kteréhokoli třetího státu nebo tam určené, budou ihned a bezpodmínečně poskytnuty na stejné zboží pocházející buď z republiky Československé nebo ze Spojených Států Amerických, nebo tam určené.

Článek XII.

Nastane-li mezi měnou Spojených Států Amerických a měnou republiky Československé značná změna devisorového kursu proti kursu v den podpisu této dohody, je vláda každého z obou států oprávněna, domnívá-li se, že změna kursu je tak podstatná, že je na újmu výrobě a obchodu státu, navrhnouti jednání ke změně této dohody nebo může vypovědět celou tuto dohodu se třicetidenní písemnou výpovědí.

Článek XIII.

Větší než uznávací pokuty nebudou ukládány ani ve Spojených Státech Amerických ani v republice Československé na dovoz zboží, plodin nebo výrobků druhého státu pro omyly v dokladech vzniklé zřejmě přepsáním nebo kdy lze prokázati dobou vírou.

Vláda každého z obou států bude blahovlnně zkoumati a byla-li požádána poskytne přiměřenou přfležitost k poradám o stížnostech, jež by mohla druhá vláda vznésti o použití celních předpisů, omezení co do množství a příslušných správních opatření, zachovávaní celních formalit a provádění zdravotních zákonů a nařízení na ochranu života a zdraví lidí, zvířat a rostlin.

Článek XIV.

1. Pokud není ustanoveno jinak ve druhém odstavci tohoto článku, ustanovení této dohody o nakládání s obchodem druhého státu, jež si navzájem přiznávají Spojené Státy Americké a republika Československá, nebudou se vstahovati na ostrovy Filipinské, ostrovy Panenské, americkou Samou, ostrov Guam a pásmo Panamského průplavu.

2. Ustanovení této dohody o nejvyšších výhodách se budou vztahovati, s výjimkou výhrad uvedených ve třetím, čtvrtém a pátém odstavci tohoto článku, na zboží, plodiny nebo výrobky kteréhokoliv území pod svrchovaností nebo pravomocí Spojených Států Amerických nebo republiky Československé, jež je dováženo z kteréhokoliv území pod svrchovaností nebo pravomocí druhého státu nebo je do něho vyváženo. Je však shoda v tom, že ustanovení tohoto odstavce se nevztahují na pásmo Panamského průplavu.

3. Z ustanovení této dohody se vylučují výhody již poskytnuté nebo jež by mohly být napříště poskytnuty Spojenými Státy Americkými nebo republikou Československou pohraničním státům, aby se usnadnil pohraniční styk, jakož i výhody vyplývající z celní unie, k nž by buď Spojené Státy Americké nebo republika Československá mohly přistoupiti, a to potud, pokud tyto výhody nebudou rozšřeny na kterýkoli jiný stát.

4. Z ustanovení této dohody se vylučují výhody nyní poskytované nebo jež by mohly být republikou Československou v budoucnosti přiznány Rakousku, Maďarsku, Jugoslavii, Rumunsku nebo Bulharsku za účelem užší vzájemné spolupráce hospodářské mezi podunajskými státy, pokud jde o zboží požívající zvláštních výhod, jež republika Československá nyní poskytuje těmto státům. Kdyby se však v důsledku těchto výhod hodnota kterékoli koncese obsažené v seznamu I této

should have the effect of impairing materially the value of any concession provided for in Schedule I of this Agreement, the Government of the United States of America reserves the right to reopen negotiations with a view to the modification of this Agreement.

5. The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories or possessions of the Panama Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba shall be excepted from the operation of this Agreement. The provisions of this paragraph shall continue to apply in respect of any advantages now or hereafter accorded by the United States of America, its territories or possessions or the Panama Canal Zone to one another, irrespective of any change in the political status of any of the territories or possessions of the United States of America.

Article XV.

Subject to the requirement that, under like circumstances and conditions, there shall be no arbitrary discrimination by either country against the other country in favor of any third country, and without prejudice to the provisions of Article IX or of the second paragraph of Article XIII, the provisions of this Agreement shall not extend to prohibitions or restrictions :

- (1) relating to public security ;
- (2) imposed on moral or humanitarian grounds ;
- (3) designed to protect human, animal or plant life or health ;
- (4) relating to prison-made goods ;
- (5) relating to the enforcement of police or revenue laws and regulations ;
- (6) applied to products which, as regards production or trade, are or may in future be subject within the country to State monopoly or to monopolies exercised under State control.

Nothing in this Agreement shall be construed to prevent the adoption of measures prohibiting or restricting the exportation or importation of gold or silver, or to prevent the adoption of such measures as either Government may see fit with respect to the control of the export or sale for export of arms, ammunition or implements of war, and in exceptional circumstances, all other military supplies. It is agreed, further, that nothing in this Agreement shall be construed to prevent the adoption or enforcement of measures relating to neutrality.

Article XVI.

In the event that the United States of America or the Czechoslovak Republic adopts any measure which, even though it does not conflict with the terms of this Agreement, is considered by the Government of the other country to have the effect of nullifying or impairing any object of the Agreement, the Government of the country which has adopted any such measure shall consider such representations and proposals as the Government of the other country may make with a view to effecting a mutually satisfactory adjustment of the matter.

Article XVII.

The Government of the United States of America and the Government of the Czechoslovak Republic reserve the right to withdraw or to modify the concession granted on any article under this Agreement, or to impose quantitative restrictions on any such article if, as a result of the extension of such concession to third countries, such countries obtain the major benefit of such concession and in consequence thereof an unduly large increase in importations of such article takes place : Provided, That before the Government of either country shall avail itself of the foregoing reservation, it shall give notice in writing to the other Government of its intention to do so, and shall afford such other Government an opportunity within thirty days after receipt of such notice to consult with it in respect of the proposed action ; and if an agreement with respect thereto is not reached within thirty days following receipt of the aforesaid notice, the Government which proposed to take such action shall be free to do so at any time thereafter, and the other Government shall be free within fifteen days after such action is taken to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

dohody podstatně zmenšila, vláda Spojených Států Amerických vyhrazuje si právo, že zahájí jednání o změnu této dohody.

5. Z ustanovení této dohody se vylučují výhody, jež byly poskytnuty nebo by mohly být napříště poskytnuty Spojenými Státy Americkými, jejich územími a državami nebo pásmem Panamského průplavu navzájem nebo republice Kubánské. Ustanovení tohoto odstavce budou platiti, pokud jde o jakékoli výhody nyní nebo v budoucnosti poskytované Spojenými Státy Americkými, jejich územími a državami nebo pásmem Panamského průplavu navzájem bez ohledu na jakoukoli změnu v politickém statutu některého z území nebo držav Spojených Států Amerických.

Článek XV.

S výhradou požadavku, že za týchž okolností a podmínek žádný z obou států nebude libovolně diskriminovat druhý stát ve prospěch třetího státu a bez újmy ustanovení článku IX nebo druhého odstavce článku XIII ustanovení této dohody se nebudou vztahovati na zákazy a omezení

1. týkající se veřejné bezpečnosti,
2. ukládané z důvodů mravnosti a lidskosti,
3. mající za účel ochranu života a zdraví lidí, zvířat a rostlin,
4. týkající se zboží vyrobeného ve věznicích,
5. vztahující se na provádění policejních a důchodových zákonů a předpisů,
6. vztahující se na zboží, jehož výroba nebo obchodování s ním uvnitř státu jsou nebo v budoucnu by se mohly státi předmětem státního monopolu nebo monopolů provozovaných pod státním dozorem.

Žádnému ustanovení této dohody nebude dáván takový výklad, který by zabraňoval opatřením, jimiž se zakazuje nebo omezuje vývoz nebo dovoz zlata a stříbra nebo který by zabraňoval opatřením, jež by některá z obou vlád mohla považovati za vhodná se zřetelem na kontrolu vývozu a prodeje pro vývoz zbraní, střeliva, válečných pomocných prostředků nebo za výjimečných poměrů všech válečných potřeb. Je dále shoda v tom, že žádné ustanovení této dohody nebude vykládáno tak, aby se tím znemožnilo přijetí nebo provádění opatření týkajících se neutrality.

Článek XVI.

Učiní-li Spojené Státy Americké nebo republika Československá nějaké opatření, které, ač není v rozporu s obsahem této dohody, podle názoru vlády druhého státu ruší nebo poškozují některý účel této dohody, vláda státu, jež takové opatření zavedla, bude zkoumati připomínky a návrhy, jež by vláda druhého státu podala k dosažení vzájemně vyhovující úpravy věci.

Článek XVII.

Vláda Spojených Států Amerických a vláda republiky Československé vyhrazují si právo odvolati nebo změnití ústupky poskytnuté touto dohodou na kterékoli zboží nebo uložiti omezení co do množství na kterékoli takové zboží, jestliže rozšířením takových ústupků na třetí státy tyto státy získají hlavní zisk z takových ústupků a jestliže tím nastane neúměrně veliké zvýšení dovozu takového zboží. Podmínkou je, že dříve než vláda některého z obou států použije předchozí výhrady, zpraví písemně druhou vládu o svém úmyslu a poskytne jí příležitost, aby se s ní do třiceti dnů po přijetí tohoto oznámení poradila o zamýšleném opatření; nedojde-li v této věci k dohodě do třiceti dnů po přijetí zmíněného oznámení, může vláda, která zamýšlí takové opatření, kdykoli je provéstí a druhá vláda může do patnácti dnů po provedení takového opatření vypověděti tuto celou dohodu se třicetidenní písemnou výpovědí.

Article XVIII.

The present Agreement shall, from the date on which it comes into force, supplant the Agreement¹ between the United States of America and the Czechoslovak Republic, effected by exchange of notes signed on October 29th, 1923, as prolonged by the Agreement² signed December 5th, 1924, and as amended by the Agreement³ signed on March 29th, 1935.

Article XIX.

The present Agreement shall be proclaimed by the President of the United States of America, and shall be ratified by the President of the Czechoslovak Republic after the declaration of approval by the National Assembly of the Czechoslovak Republic.

Pending ratification of the present Agreement by the President of the Czechoslovak Republic, the present Agreement shall be applied provisionally by the United States of America and the Czechoslovak Republic on April 16th, 1938, and thereafter until the day on which the Agreement shall come definitively into force, subject to the provisions of Article VII, Article VIII, Article XII, Article XVII, numbered paragraph 14 of the Protocol, and the third paragraph of this Article. The Agreement shall come definitively into force thirty days after the exchange of the proclamation of the President of the United States of America and the instrument of ratification of the President of the Czechoslovak Republic which shall take place at Praha as soon as possible.

The present Agreement shall remain in force, subject to the provisions of Article VII, Article VIII, Article XII, Article XVII, and numbered paragraph 14 of the Protocol, until April 15th, 1939. Unless at least six months before April 15th, 1939, the Government of either country shall have given notice of termination to the other Government, the Agreement shall continue in force thereafter, subject to the provisions of Article VII, Article VIII, Article XII, Article XVII, and numbered paragraph 14 of the Protocol, until six months from the day on which the Government of either country shall have given notice of termination to the other Government.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Agreement and have affixed their seals hereto.

Done in duplicate, in the English and Czechoslovak languages, both authentic, at the City of Washington, this 7th day of March 1938.

For the President of the United States of America :

(seal) Cordell HULL.

For the President of the Czechoslovak Republic :

(seal) V. S. HURBAN.

¹ Vol. LVI, page 271, of this Series.

² Vol. LVI, page 276, of this Series.

³ Vol. CLIX, page 155, of this Series.

Článek XVIII.

Tato dohoda nahradí dnem, kdy vstoupí v platnost, dohodu¹ sjednanou výměnou not mezi Spojenými Státy Americkými a republikou Československou, podepsanou dne 29. října 1923, prodlouženou dohodou² podepsanou dne 5. prosince 1924 a pozměněnou dohodou³ podepsanou dne 29. března 1935.

Článek XIX.

Po projevení souhlasu Národním Shromážděním republiky Československé bude tato dohoda ratifikována presidentem republiky Československé a vyhlášena presidentem Spojených Států Amerických.

Než bude tato dohoda ratifikována presidentem republiky Československé, bude uvedena v prozatímní platnost Spojenými Státy Americkými a republikou Československou dnem 16. dubna 1938 a bude prozatímně platiti až do dne, kdy nabude definitivní účinnosti, za předpokladu ustanovení článku VII, článku VIII, článku XII, článku XVII, číslovaného odstavce 14 Protokolu a třetího odstavce tohoto článku. Dohoda nabude definitivní účinnosti třicet dní po výměně ratifikační listiny presidenta republiky Československé a vyhlášky presidenta Spojených Států Amerických, kterážto výměna bude provedena v Praze co nejdříve.

Za předpokladu ustanovení článku VII, článku VIII, článku XII, článku XVII, a číslovaného odstavce 14 Protokolu, tato dohoda zůstane v platnosti až do 15. dubna 1939. Neoznámí-li některá z obou vlád nejméně šest měsíců před 15. dubnem 1939 druhé vládě, že tuto dohodu vypovídá, zůstane dohoda nadále v platnosti za předpokladu ustanovení článku VII, článku VIII, článku XII, článku XVII a číslovaného odstavce 14 Protokolu, až do šesti měsíců ode dne, kdy vláda některého z obou států oznámí druhé vládě, že dohodu vypovídá.

Čemuž na svědomí jmenovaní plnomocníci podepsali tuto dohodu a připojili své pečeti.

Vyhotoveno dvojmo, v anglickém a československém znění, jež obě jsou autentická, v městě Washingtoně, dne 7. března 1938.

For the President of the United States of America :
(*seal*) Cordell HULL.

For the President of the Czechoslovak Republic :
(*seal*) V. S. HURBAN.

¹ Vol. LVI, page 271, de ce recueil.

² Vol. LVI, page 276, de ce recueil.

³ Vol. CLIX, page 155, de ce recueil.

CUSTOMS DUTIES ON IMPORTATION INTO THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC

SCHEDULE I—SECTION A.

Number of the Czechoslovak Customs Tariff	Description of Articles	Rate of Duty in Kč (Czechoslovak crowns)
ex 10	Wine berries and grapes, dried ; Currants :	per 100 kg.
	Wine berries and grapes, dried	180.—
ex 11	Lemons, limes, cedrats :	
	Grapefruit	25.—
ex 17	Pine (cembra) kernels, unshelled ; carob-bean, azarols, edible chest-nuts ; cocoanuts and similar exotic edible nuts ; olives, fresh, dried, or salted :	
	Pecans, unshelled	60.—
ex 36	Walnuts and hazelnuts, ripe :	
	Walnuts, ripe, unshelled	80.—
ex 37	Fruit not specially provided for, fresh :	
ex (a)	Fine table fruit :	
ex 1	Peaches and nectarines, pears, apples, and strawberries :	
	Pears from September 1st to March 31st	50.—
	Apples from January 1st to June 30th	40.—
ex (c)	All other fruit in other packing :	
ex 1	Apples :	
ex (alpha)	From December 1st to August 31st :	
	Apples from January 1st to June 30th	25.—
ex 38	Plums, dried :	
ex (a)	In barrels, cases, bags, or in similar packing of a gross weight of over 30 kilograms or unpacked : in barrels, cases, bags, or in similar packing of a gross weight of over 50 kilograms	Free
	Unpacked	Free
	In other packing	40.—
ex 39	Fruit not specially provided for, prepared (dried, pressed, cut up, powdered or otherwise ground ; preserved in brine or in vinegar, in barrels ; plum jam with no sugar added) :	
	Apples and pears, both dried and unpeeled, whether whole or cut up	Free
	All other fruit not specially provided for, dried	60.—
ex 84	Hair of all kinds, crude or worked (i. e., combed, boiled, dyed, or stained, also curled) ; bristles :	
	Animal hair, except horsehair, crude or worked	Free
ex 86	Bladders and casings, green, pickled or dried ; gold beaters' skins ; gut strings ;	
	Bladders and casings, green or pickled	18.—
		on net weight
ex 90	Artificial fats, edible :	
ex Note 4.	Premier jus, imported by factories for the manufacture of edible fats under special permit in accordance with the terms imposed by regulation	105.—
ex 114	Baked articles (biscuits, cakes, wafers, et cetera) :	
	Baked flakes and similar preparations of ground cereals and of rice	525.—
ex 131	Edibles in tins, bottles, and similar containers hermetically sealed (except edibles enumerated under Numbers 114, 126 and 127) :	
	Preserved vegetables and other plant preparations prepared for kitchen use :	
	Vegetable juices ; other preserved vegetables, except tomatoes, liquid	200.—
	Preserved tomatoes or asparagus	320.—

CLA PŘI DOVOZU DO ČESKOSLOVENSKÉ REPUBLIKY

SEZNAM I. ČÁST A.

Číslo česko-slovenského celního sazebníku	Pojmenování zboží	Celní sazba v Kč
ex 10	Vinné bobule a hrozny, sušené ; korintky :	za 100 kg
	vinné bobule a hrozny, sušené	180.—
ex 11	Citrony, lemony, cedráty :	
	grapefruit	25.—
ex 17	Piniová (limbová) jádra, nevylopaná ; svatojánský chléb, nazaroly, jedlé kaštany ; kokosové a podobné jedlé ořechy cizokrajné ; olivy čerstvé, sušené neb solené :	
	ořechy pekanové, nevylopané	60.—
ex 36	Vlašské ořechy a lískové oříšky, zralé :	
	vlašské ořechy, zralé, nevylopané	80.—
ex 37	Ovoce výslovně nejmenované, čerstvé :	
ex a)	jemné ovoce stolní :	
ex 1	broskve a nektarinky, hrušky, jablka a jahody :	
	hrušky od 1. září do 31. března	50.—
	jablka od 1. ledna 30. června	40.—
ex c)	ostatní ovoce jinak balené :	
ex 1	jablka :	
ex a1a)	od 1. prosince do 31. srpna :	
	jablka od 1. ledna do 30. června	25.—
ex 38	Švestky sušené :	
ex a)	v sudech, bednách, pytlích nebo v podobných obalech o hrubé váze větší než 30 kg nebo nebalené :	beze cla
	v sudech, bednách, pytlích nebo v podobných obalech o hrubé váze větší než 50 kg	beze cla
	nebalené	40.—
b)	jinak balené	
ex 39	Ovoce výslovně nejmenované, upravené (sušené, stlačené, rozkrájené, na prach rozmělněné nebo jinak rozdrobené ; naložené ve slané vodě nebo v octě, v sudech ; švestková povidla bez přísady cukru) ; jablka a hrušky, obojí sušené a neloupané, buď celé nebo rozkrájené	beze cla
	ostatní ovoce výslovně nejmenované, sušené	60.—
ex 84	Chlupy, vlasy a žíně veškeré, surové nebo upravené (a to vochlované, vyvařené, barvené nebo mořené, též kadeřené) ; štetiny :	
	chlupy zvířecí veškeré, surové nebo upravené	beze cla
ex 86	Měchýře a střeva, čerstvé, solené nebo sušené ; blány zlatotepecké ; střežové provazy :	
	měchýře a střeva, čerstvé nebo solené	18.—
		z čisté váhy
ex 90	Umělé tuky jedlé :	
ex Poznámka 4	Premier jus, dovážený továrnami k výrobě jedlých tuků na zvláštní povolení, za podmínek stanovených nařízením	105.—
ex 114	Pečivo (suchary, kakes, koláče, oplatky, atd) :	
	pečené vločky a podobné přípravky z rozemletých obilnin a rýže	525.—
ex 131	Poživatiny v krabicích, lahvích a podobných nádobách neprodyšně uzavřené (mimo požitaviny jmenované pod čís. 114, 126 a 127) :	
	konzervy zelenin a jiné produkty rostlinné připravené pro kuchyňskou potřebu :	
	šťávy zelenin ; jiné konzervy zelenin mimo z rajských jablek, tekuté	200.—
	konzervy z rajských jablek nebo z chřestu	320.—

Number of the Czechoslovak Customs Tariff	Description of Articles	Rate of Duty in Kč (Czechoslovak crowns)
	All other preserved vegetables and other plant preparations prepared for kitchen use	per 100 kg. 420.—
	Preserved fruit :	
	Pineapple	200.—
	All other	360.—
	Fruit and berry juices, except raspberry, apple, and grape juices	200.—
	Pilchards in oil	360.—
	Pilchards in tomato sauce, if the consignment is accompanied by a certificate issued by an appropriate authority in the country of origin testifying that the tins contain meat of the pilchard	200.—
	Preserved salmon, if the consignment is accompanied by a certificate issued by an appropriate authority in the country of origin testifying that the tins contain meat of the salmon	360.—
	Roasted puffed grains of cereals and of rice	525.—
ex 132	Edibles not specially provided for :	
	Roasted puffed grains of cereals and of rice	525.—
	Chewing gum	720.—
ex 134 (b)	Building and industrial wood ; cork :	
	Building and industrial wood, non-European, in the log or in rough blocks hewn by axe, also sawed or otherwise cut, split, except veneer, but not further worked	Free
ex 150	Earths and mineral substances not specially provided for, crude, burnt, ground, or washed :	
ex (b)	Other :	
	Phosphate rock	Free
ex 165	Rosin ; colophony ; pitch not specially provided for :	
	Rosin, colophony	Free
170	Asphalt cement ; asphalt mastix ; rosin cements (wood cement)	14.—
ex 173	Turpentine, turpentine oil, pitch oil (rosin oil) ; crude oil of amber, hartshorn, and caoutchouc, also coal tar oils of the benzol series ; bird-lime :	
ex (b)	Other :	
	Turpentine, turpentine oil	Free
ex 177	Mineral oils, as well as lignite tar and schist tar oils, semirefined (semipurified), or refined (purified), of a density of 880 degrees or less, also mixed with animal or vegetable oils or fats :	
ex (b)	Of a density of more than 790 degrees up to 880 degrees :	
	Mineral oils, semirefined (semipurified), or refined (purified), light	53.— on own weight
178	Mineral oils, as well as lignite tar and schist tar oils, semirefined (semipurified), or refined (purified), of a density of more than 880 degrees, also mixed with animal or vegetable oils or fats	65.— on own weight
180	Cotton, crude, carded, bleached, colored, ground ; cotton waste	Free
ex 181	Cotton wadding, except cotton wool for medical purposes ; threads prepared for cleaning machinery, et cetera :	
	<i>Note</i> : Linters shaped, imported under license for the manufacture of rayon, under supervision and on conditions imposed by regulation	60.—
ex 285	Pasteboard, also floor coverings of pasteboard :	
ex (b) 1	Press boards, slate pasteboard, glazed pasteboard : Vulcanized fibre	216.— on gross weight

Číslo česko-slovenského celního sazebníku	Pojmenování zboží	Celní sazba v Kč
	ostatní konzervy zelenin a jiné produkty rostlinné připravené pro kuchyňskou potřebu	za 100 kg 420.—
	konzervy ovocné :	
	ananasové	200.—
	ostatní	360.—
	šťávy z plodů, ovoce a bobulí, mimo šťávu malinovou, jablečnou a z vinných bobulí	200.—
	pilchardy v oleji	360.—
	pilchardy v omáčce z rajských jablek, na osvědčení vydané úřadem země původu k tomu oprávněným o tom, že v krabicích je maso pilcharda	200.—
	konzervy lososové, na osvědčení vydané úřadem země původu k tomu oprávněným o tom, že v krabicích je maso lososa	360.—
ex 132	pražená nabobtnalá zrna obilnin a rýže	525.—
	Poživatiny výslovně nejmenované :	
	pražená nabobtnalá zrna obilnin a rýže	525.—
	žvýkačí guma	720.—
ex 134 b)	Dříví stavební a užitkové ; korek :	
	dříví stavební a užitkové, mimoevropské, kulaté nebo v hrubých špalcích sekerou osekaných, též fezané pilou nebo jinak ořezávané, štípané, mimo dyhy, bez dalšího opracování	beze cla
ex 150	Zeminy a látky nerostné, výslovně nejmenované, přírodní, pálené, mleté nebo plavené :	
ex b)	ostatní :	
	fosfáty přírodní	beze cla
ex 165	Pryskyřice obyčejná ; kalafuna ; smůla výslovně nejmenovaná :	
	prykyřice obyčejná, kalafuna	beze cla
170	Asfaltový tmel ; asfaltový mastix ; pryskyřičné cementy (dřevitý cement)	14.—
ex 173	Terpentýn, olej terpentýnový, olej smolný (prykyřičný) ; surový olej jantarový, z rohu a kaučukový, pak oleje řady benzolové z kamenouhelného dehtu ; ptačí lep :	
ex b)	ostatní :	
	terpentýn, olej terpentýnový	beze cla
ex 177	Oleje minerální, jakož i oleje z dehtu hnědouhelného a břidličného, polorafinované (poločištěné) nebo rafinované (čištěné), hutnoty 880° nebo menší, též smísené s živočišnými nebo rostlinnými oleji nebo tuky :	
ex b)	hutnoty vyšší než 790° do 880° :	
	oleje minerální polorafinované (poločištěné) nebo rafinované (čištěné), lehké	53.— z vlastní váhy
178	Oleje minerální, jakož i oleje z dehtu hnědouhelného a břidličného, polorafinované (poločištěné) nebo rafinované (čištěné), hutnoty větší než 880°, též smísené s živočišnými nebo rostlinnými oleji nebo tuky	65.— z vlastní váhy beze cla
180	Bavlna surová, mykaná, bílená, barvená, mletá ; odpadky	
ex 181	Bavlněná vata, mimo vatu k léčebným účelům ; niti upravené k čištění strojů atd. :	
	Poznámka. Lintry tváfené, dovážené na dovolovací list pro výrobu umělého hedvábí, pod dozorem a za podmínek stanovených nařízením	60.—
ex 285 ex b) I	Lepenka, též pokrývky na podlahu z lepenky ; lisovací listy, lepenka břidličná, lepenka lesklá ; vulkanfibr	216.— z hrubé váhy

Number of the Czechoslovak Customs Tariff	Description of Articles	Rate of Duty in Kč (Czechoslovak crowns)
ex 312	Articles of soft india-rubber not specially provided for, also combined with common or fine materials : Rubber syringes, erasers, rubber bands up to 2 millimeters in width	per 100 kg. 650.—
ex 320	Technical articles :	
(d)	Transmission belts	1,000.—
ex (e)	Pneumatic tires (tubes and tires) :	
2	Other	1,000.—
333	Buck, goat and kid leather, prepared, except glove and patent leather	1,350.—
335	Glove leather of all kinds	620.—
336	Patent leather of all kinds	800.—
ex 337	Leather not specially provided for ; parchment :	
(b)	Skins of birds, reptiles, amphibians, and fish	450.—
Note 1.	Cuttings and other waste of leather classified under Numbers 329, 330, 333-337	215.—
ex 361	Articles of other materials than wood for turning or carving, not specially provided for :	
ex (c)	Articles of meerschaum, lava, celluloid and similar artificial carving materials (except articles made of imitations of materials enumerated under items (d) and (e)), also combined with common or with other fine materials :	
Note 1.	Unexposed films other than motion picture films	1,200.—
361	Unexposed motion picture films	360.—
ex 365	Cork bricks :	
	Insulating materials of infusorial earth mixed with asbestos, hair, sawdust, and similar materials	75.—
ex 366	Cork stoppers, soles, and similar articles, also combined with common materials :	
	Insulating materials of infusorial earth mixed with asbestos, hair, sawdust, and similar materials, also combined with common materials	75.—
398	Insulating materials of infusorial earth mixed with asbestos, hair, sawdust, and similar materials :	
	Rock wool	Free
	Other	40.—
ex 401	Articles of asbestos :	
(b)	Asbestos paper and asbestos cardboard, formed, also perforated ; unformed or formed with wire inlay	600.—
406	Abrasive paper	240.—
407	Abrasive cloth, abrasive ribbons, and similar abrasive materials	320.—
ex 445	Sheet iron articles not specially provided for :	
(d)	Painted, printed, bronzed, lacquered, enameled, or of sheet iron with designs ; also combined with common materials :	
ex 2	Other :	
	Addressing machine frames	475.—
ex 476	Iron furniture, except artistic locksmith furniture ; gymnastic apparatus :	
ex (b)	With other common or with fine finish, also combined with other materials :	
	Record-keeping equipment	770.—
	Refrigerator cabinets, also with very fine finish, for storing foodstuffs	1,000.—
ex 488	Base metals, crude, old broken or scrap :	
(d)	Copper (also refined), electrolytic copper, rosette copper, cement (precipitated) copper	Free

Číslo česko-slovenského celního sazebníku	Pojmenování zboží	Celní sazba v Kč
ex 312	Zboží z měkkého kaučuku, výslovně nejmenované, též spojené s obyčejnými nebo jemnými hmotami : stříkačky, pryže (guma stěrací), pryžové proužky nejvýše 2 mm široké	za 100 kg 650.—
ex 320	Technické potřeby :	
d)	hnačí řemeny	1000.—
ex e)	pneumatiky (duše a pláště) :	
2	ostatní	1000.—
333	Kůže kozlí (kozlovice), kozlí (kozina) a kozlečí (kozletina), upravená, mimo kůži rukavičkářskou a kůži lakovanou	1350.—
335	Všeliká kůže rukavičkářská	620.—
336	Kůže lakovaná druhu	800.—
ex 337	Kůže výslovně nejmenovaná ; pergamen :	
b)	kůže ptáků, plazů, obouživečnicků a ryb	450.—
Poznámka 1.	Odřezky a jiné odpadky usní čís. 329, 330, 333-337	215.—
ex 361	Zboží výslovně nejmenované z jiných surovin soustružnických a řezbářských než ze dřeva :	
ex c)	z mořské pěny, lávy, celulóidu a z podobných umělých surovin řezbářských (mimo zboží z napodobenin látek jmenovaných pod položkou d) a e)), též spojené s obyčejnými nebo s jinými jemnými hmotami :	
	neosvětlené filmy jiné než kinematografické	1200.—
Poznámka 1.	neosvětlené filmy kinematografické	360.—
ex 365	Korkové cihly : hmoty isolační z křeménky promísené osinkem, chlupy, drtinami a pod.	75.—
ex 366	Korkové zátky, podešve a pod. zboží, též spojené s obyčejnými hmotami : hmoty isolační z křeménky promísené osinkem, chlupy, drtinami a pod., též spojené s obyčejnými hmotami	75.—
398	Hmoty isolační z křeménky promísené osinkem, chlupy, drtinami a pod. : strusková vlna ostatní	beze cla 40.—
ex 401	Zboží osinkové :	
b)	osinkový papír a osinková lepenka, tváfené, též dirkované ; netváfené nebo tváfené s drátěnou vložkou	600.—
406	Papír brousící	240.—
407	Brousící plátno, pásy a pod.	320.—
ex 445	Plechové zboží výslovně nejmenované :	
ex d)	malované, potišťené, bronzované, lakované ; smaltované nebo ze vzorkovaných plechů ; též spojené s obyčejnými hmotami :	
ex 2	ostatní : rámečky na adresy do adresovacích strojů	475.—
ex 476	Železný nábytek, mimo nábytek uměleckého zámečnictví ; tělocvičné nářadí :	
ex b)	jinak obyčejně nebo jemně opracované, též spojené s jinými hmotami : kartotékové skříně, zařízení chladičí skříně na úschovu potravin, též velmi jemně opracované	770.— 1000.—
ex 488	Obecné kovy, surové, staré přelámané nebo v odpadcích :	
d)	měď (též čištěná), měď, elektrolytická, rosetová, cementová (srážená)	beze cla

Number of the Czechoslovak Customs Tariff	Description of Articles	Rate of Duty in Kč (Czechoslovak crowns)
ex 530	Agricultural machinery and implements, not specially provided for :	per 100 kg.
ex (c)	Other :	
ex 2	Of iron :	
	Complete ploughs for attachment to motor ploughs	300.—
ex 538	Machines and instruments, other, not specially provided for, weighing each :	
ex (c)	Over 10 metric quintals :	
	Planing, shaping, and milling machines for metal work	600.—
Note 2 (to Class XL)	When classifying machines, instruments, or parts thereof, their combination with other materials is disregarded.	
Note 3 (to Class XL)	Such articles, not specially provided for, which cannot be used otherwise than for assembling machines or instruments, shall be dutiable as parts of machines or instruments.	
ex 539	Dynamos and electric motors (except those for automobiles), also such as are permanently combined with mechanical contrivances or apparatus ; transformers (rotary or static converters) ; weighing each :	
ex (a)	25 kilograms or less :	
	Electric cooling units	975.—
ex 543	Electrical instruments and electrical appliances (regulators, resistances, starters and the like), not specially provided for :	
	Spark plugs	1,200.—
ex 546	Electric carbons :	
ex (b)	Other :	
I	Weighing each 3 kilograms or over	24.—
ex 553	Motorcycles, also with sidecar, sidecars imported separately, automobiles (also motor tricycles), chassis with or without motor and bodies imported separately :	
ex (a)	Motorcycles, also with sidecar, and sidecars imported separately :	
	Motorcycles, weighing each over 190 kilograms (without sidecar)	1,400.—
ex (b)	Passenger automobiles (also motor tricycles), chassis with or without motor and bodies imported separately, weighing each :	
ex 2	Over 1,000 kilograms :	
	Complete passenger automobiles, complete chassis, single replacement parts of chassis	1,700.—
ex (c)	Trucks, autobuses, automobiles inseparably connected with a working mechanism, chassis with or without motor and bodies imported separately, weighing each :	
ex 1	Not over 1,500 kilograms :	
	Complete trucks, complete chassis, single replacement parts of chassis	1,700.—
ex (d)	Tractors and motor ploughs, weighing each :	
ex 1	Not over 1,500 kilograms :	
	Tractors	540.—
ex 2	Over 1,500 kilograms up to 3,000 kilograms :	
	Tractors	680.—
ex 554	Automobile and airplane engines :	
Note to Item (a)	Single parts of engines under this tariff number imported separately, which are completely finished and which can be recognized without doubt as parts of such engines, are subject to the rates of duty applicable to the various types of engines, provided that the importer submits a certificate establishing without doubt that such parts belong to engines of that particular type and weight.	

Číslo česko-slovenského celního sazebníku	Pojmenování zboží	Celní sazba v Kč
ex 530	Hospodářské stroje a přístroje, výslovně nejmenované :	za 100 kg
ex c) ex 2	jiné : železné : úplně přívěsné pluhy k motorovým pluhům	300.—
ex 538	Stroje a přístroje, výslovně nejmenované, jiné, váží-li kus :	
ex c)	více než 10 q : hoblovačí stroje, šapinky a obrážecí stroje na kovy Při zařadování strojů, přístrojů nebo jejich součástí nepřihlíží se ke spojení s jinými hmotami.	600.—
Poznámka 2 ke třídě XL Poznámka 3 ke třídě XL	Jako části strojů nebo přístrojů bud' tež vycílány takové předměty výslovně nezařaděné, kterých nemůže býti jinak použito než k sestavení strojů nebo přístrojů.	
ex 539	Dynamy a elektrické motory (mimo motory k automobilům), též spojené neodlučitelně s mechanickým zařízením nebo s přístroji ; transformátory (otáčivé nebo nehybné měniče) ; váží-li kus :	
ex a)	25 kg nebo méně : elektrické chladicí agregáty	975.—
ex 543	Elektrické přístroje a elektrotechnická zařízení (regulátory, odpory, napáječe [spouštěče] a pod.), výslovně nejmenované : zapalovací svíčky	1200.—
ex 546	Elektrické uhlíky :	
ex b) I	jiné : váží-li kus 3 kg nebo více	24.—
ex 553	Motorová kola, též s přívěsným vozíkem, přívěsné vozíky zvláště dovožené, automobily (též motorové tříkolky), chasis s motorem nebo bez něho a karoserie zvláště dovožené :	
ex a)	motorová kola, též s přívěsným vozíkem a přívěsné vozíky zvláště dovožené : motorová kola (motocykly), váží-li kus více než 190 kg (bez přívěsného vozíku)	1400.—
ex b)	osobní automobily (též motorové tříkolky), chasis s motorem nebo bez něho a karoserie zvláště dovožené, váží-li kus :	
ex 2	více než 1000 kg : úplně osobní automobily, úplné chasis, jednotlivé náhradní součástky chasis	1700.—
ex c)	nákladní automobily, autobusy, automobily nerozlučně spojené s pracovním zařízením, chasis s motorem nebo bez něho a karoserie zvláště dovožené, váží-li kus :	
ex I	nejvýše 1500 kg : úplně nákladní automobily, úplné chasis, jednotlivé náhradní součástky chasis	1700.—
ex d)	traktory a motorové pluhy, váží-li kus :	
ex I	nejvýše 1500 kg :	
ex 2	traktory více než 1500 kg až 3000 kg : traktory	540.— 680.—
ex 554	Motory automobilové a letadlové :	
Poznámka k pol. a)	Jednotlivé, zvláště dovožené součástky motorů této saz. položky, jež jsou zcela opracovány a jež lze bez pochybnosti poznati jako součástky takových motorů, vycílávají se sazbami platnými pro jednotlivé druhy motorů, podá-li dovozce průkaz, z něhož lze bezpečně seznati, že součástky patří k motoru příslušného druhu a váhy.	

Number of the Czechoslovak Customs Tariff	Description of Articles	Rate of Duty in Kč (Czechoslovak crowns)
ex 576	Machines and instruments not specially provided for :	per kilogram
(a)	Typewriters, calculating machines (also cash registers), book-keeping, duplicating, accounting, statistical, addressing, and franking machines	15.—
ex (b)	Other :	
	Dictating machine cylinders	7.70
ex 596	Elements specially provided for :	
ex (a)	Sulphur (in pieces and bars), also ground, and flowers of sulphur ; phosphorus ; metallic antimony ; quicksilver :	per 100 kg.
	Sulphur (in pieces and bars), also ground	Free
ex 599	Salts of potassium, sodium, and ammonium, specially provided for :	
ex (a)	Manure salts (salts of potassium in their natural combination, known as abraum and waste salts, as well as artificial manures from mixtures of salts) ; potassium chloride ; sodium nitrate (natural [Chile saltpeter] and artificial), not refined ; crude borax ; tartar, crude ; wine lees, dry ; beet potash :	
ex 2	Other :	
	Crude borax	Free
ex 605	Lampblack, charcoal powder and ground black (except granulated bone charcoal which is classified under No. 600 (d)) :	
	Lampblack, charcoal powder and ground black (except granulated bone charcoal which is classified under No. 600 (d)), except activated carbons	40.—
ex 622	Chemical auxiliary materials and chemical products not specially provided for :	
ex (d)	All other :	
	Silicon carbide	15% <i>ad valorem</i> but not over 3,600 Kč (Czechoslovak crowns) per 100 kilograms per 100 kg. 648.—
ex 637	Soap :	
(b)	Fine soap, i.e., perfumed or in tablets, balls, boxes, jars	648.—

SCHEDULE I—SECTION B.

Number of the Czechoslovak Customs Tariff	Description of Articles	Annual Quota
ex 37	Apples, fresh	14% of current imports but not less than 4500 metric tons
38	Plums, dried	30% of current imports but not less than 3500 metric tons
	The quota year from September 1st to August 31st	
ex 89 (b)	Rendered lard	35% of current imports but not less than 5600 metric tons
90		
ex Note 4.	Premier jus, imported by factories for the manufacture of edible fats under special permit in accordance with the terms imposed by regulation	80 metric tons
ex 361 (c)	Unexposed films other than motion picture films	35 metric tons

Číslo česko-slovenského celního sazebníku	Pojmenování zboží	Celní sazba v Kč
ex 576	Přístroje a nástroje, výslovně nejmenované :	za 1 kg
a)	přístroje psací, počítačí (též kontrolní pokladny), knihovací, rozmnožovací, účtovací, statistické, adresovací a známkovací	15.—
ex b)	ostatní :	
	válečky k diktovacím přístrojům	7.70
ex 596	Prvky výslovně jmenované :	
ex a)	síra (v kusech a roubíkách), též mletá, a sírný květ ; fosfor ; antimon kovový ; rtuť :	za 100 kg
	síra (v kusech a roubíkách), též mletá	beze cla
ex 599	Soli draselné, sodné a amonné, výslovně jmenované :	
ex a)	soli hnojivé (soli draselné v přirozeném svém složení, t. zv. jalové [odklizové] a odpadkové soli, jakož i umělá hnojiva ze solných směsí) ; chlorid draselný ; ledek sodný (přírodní [čilský] i umělý), nečističný ; surový borax ; vinny kámen surový ; vinné droždí (vinné kvasnice) suché ; výpalkové uhlí :	
ex 2	ostatní :	
	surový borax	beze cla
ex 605	Saze (kopt), uhelný prášek a umleté černi (mimo rozdrobené uhlí kostní, které patří do čís. 600 d) :	
	saze (kopt), uhelný prášek a umleté černi (mimo rozdrobené uhlí kostní, které patří do čís. 600 d), mimo aktivní uhlí	40.—
ex 622	Pomocné látky a výrobky chemické, výslovně nejmenované :	z ceny :
ex d)	ostatní :	
	karbid křemíku	15% nikoli však více než 3600 Kč za 100 kg
ex 637	Mýdlo :	za 100 kg
b)	jemné, t. j. navoněné nebo v tabulkách, koulích, krabicích, hrnečkách	648.—

SEZNAM I.—ČÁST B.

Číslo česko-slovenského celního sazebníku	Pojmenování zboží	Roční kontingent
ex 37	Jablka, čerstvá	14% běžného dovozu, nikoli však méně než 4500 t
38	Švestky sušené Kontingentní rok od 1. září do 31. srpna	30% běžného dovozu, nikoli však méně než 3500 t
ex 89 b)	Sádlo vyškvařené	35% běžného dovozu, nikoli však méně než 5600 t
90		
ex Poznámka 4	Premier jus, dovážený továrnami k výrobě jedlých tuků na zvláštní povolení, za podmínek stanovených nařízení	80 t
ex 361 c)	Neosvětlené filmy jiné než kinematografické	35 t

Number of the Czechoslovak Customs Tariff	Description of Articles	Annual Quota
ex 553 (a)	Motorcycles	275 units
ex 553 (b)	Passenger automobiles complete, or passenger automobile	1600 units
ex 553 (c)	chassis, complete, automobile trucks complete or automobile truck chassis, complete	
ex 599 (a) Note 1.	Sodium nitrate under certificate	3000 metric tons per fiscal year, beginning July 1st, 1938.

SCHEDULE II

Note : The provisions of this Schedule shall be construed and given the same effect, and the application of collateral provisions of the customs laws of the United States to the provisions of this Schedule shall be determined in so far as may be practicable, as if each provision of this Schedule appeared respectively in the statutory provision noted in the column at the left of the respective descriptions of articles.

In the case of articles enumerated in this Schedule which are subject on the day of the signature of this Agreement to additional or separate ordinary customs duties, whether or not imposed under the statutory provision noted in the column at the left of the respective description of the article, such separate or additional duties shall continue in force, subject to any reduction indicated in this Schedule or hereafter provided for, until terminated in accordance with law, but shall not be increased.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rate of Duty
78	Potassium permanganate	6¢ per lb.
212	Sanitary ware, and parts and fittings therefor, composed wholly or in chief value of china, porcelain, or other vitrified wares, composed of a vitrified nonabsorbent body which when broken shows a vitrified or vitreous, or semi-vitrified or semivitreous fracture, and not specially provided for :	
	Plain white, not painted, colored, tinted, stained, enameled, gilded, printed, or ornamented or decorated in any manner	30% <i>ad val.</i>
	Painted, colored, tinted, stained, enameled, gilded, printed, or ornamented or decorated in any manner	35% <i>ad val.</i>
217	Bottles, jars, covered or uncovered demijohns, and carboys, any of the foregoing, wholly or in chief value of glass, unfilled, not specially provided for, if holding more than one pint	½¢ per lb.
	<i>Provided :</i> That no articles containing merchandise shall be entitled to a reduction in duty by virtue of this item.	
218 (b)	Fusible enamel rods and canes, for whatever purpose used, wholly or in chief value of glass	40% <i>ad val.</i>
218 (c)	Illuminating articles of every description, finished or unfinished, wholly or in chief value of glass, for use in connection with artificial illumination :	
	Prisms, glass chandeliers, and articles in chief value of prisms	30% <i>ad val.</i>
	Chimneys	30% <i>ad val.</i>
	Globes and shades	45% <i>ad val.</i>
	Wall brackets, candelabras, and candlesticks, all the foregoing designed for electrical illumination	30% <i>ad val.</i>
	Others	40% <i>ad val.</i>

Číslo česko-slovenského celního sazebníku	Pojmenování zboží	Roční kontingent
ex 553 a)	Motorová kola (motocykly)	275 kusů
ex 553 b)	Úplné osobní automobily nebo úplné chasis k osobním auto-	1600 kusů
ex 553 c)	mobilů, úplné nákladní automobily nebo úplné chasis k nákladním automobilům	
ex 599 a)	Ledek sodný na osvědčení	3000 t pro hospodářský rok od 1. července 1938
Poznámka 1.		

SEZNAM II.

Poznámka : Ustanovení tohoto seznamu budou vykládána a budou mít stejnou účinnost, a o použití současně platných ustanovení celních zákonů Spojených Států na ustanovení tohoto seznamu bude, pokud je to proveditelné, rozhodováno tak, jako kdyby každé ustanovení tohoto seznamu bylo uvedeno v zákonném ustanovení označeném ve sloupci na levo od příslušného pojmenování zboží.

Přirážková nebo zvláštní běžná cla, která jsou uvalována na základě zákonného ustanovení označeného ve sloupci na levo od příslušného pojmenování zboží nebo která jsou jinak uvalována a jimž v den podpisu této dohody podléhá zboží vyjmenované v tomto seznamu, nebudou zvyšována, zůstanou však v platnosti, ale snížena jak uvedeno v tomto seznamu nebo jak bude v budoucnu ustanoveno, až do doby, kdy budou podle zákona zrušena.

Paragraf celního zákona Spojených Států z 1930	Pojmenování zboží	Celní sazba
78	Manganistan draselný	6 centů za libru
212	Zboží k účelům zdravotnickým, jeho části a součásti (fittings), výslovně nejmenované, složené zcela nebo hodnotou převážně z kameniny, porcelánu (china, porcelain) nebo jiného sklovitého zboží, vyrobeného ze sklovité neprůlinčité hmoty, která rozbita, je na lomu sklovitá nebo skelná, poloskvovitá nebo poloskelná : bílé nikoli však malované, barevné, tonované, napouštěné, smaltované, zlacené, potištěné, nijak nezdobené ani nedekorované malované, barevné, tonované, napouštěné, smaltované, zlacené, potištěné nebo jakkoli zdobené nebo dekorované	30% z hodnoty 35% z hodnoty
217	Láhve, džbány, demijony opatřené nebo neopatřené obalem a oplétané láhve, jsou-li zcela nebo hodnotou převážně ze skla, prázdné, výslovně nejmenované, s větším obsahem než 1 pinta <i>Za předpokladu, že uvedené předměty, plněné, nebudou požívati snížené celní sazby podle této položky.</i>	½ centu za libru
218 b)	Tavitelné smaltované tyčinky a hůlky k jakýmkoliv účelům, zcela nebo hodnotou převážně ze skla	40% z hodnoty
218 c)	Osvětlovací tělesa jakéhokoli druhu, dohotovená nebo nedohotovená, zcela nebo hodnotou převážně ze skla, k použití ve spojitosti s umělým osvětlováním : prismata, skleněné lustry a předměty převážně z prismatických cylindry koule a stínidla nástěnná ramena, kandelábry a svícny, vesměs určené k elektrickému osvětlení ostatní	30% z hodnoty 30% z hodnoty 45% z hodnoty 30% z hodnoty 40% z hodnoty

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rate of Duty
	<i>Provided</i> : That parts not specially provided for, wholly or in chief value of glass, of any of the foregoing shall be subject to the same rate of duty as the articles of which they are parts.	
218 (d)	All glassware commercially known as plated or cased glass, composed of two or more layers of clear, opaque, colored, or semitranslucent glass, or combination of the same	45% <i>ad val.</i>
218 (e)	Bottles, wholly or in chief value of glass, of the character used or designed to be used as containers of perfume, talcum powder, toilet water, or other toilet preparations, when unfilled and produced otherwise than by automatic machine, whether or not fitted with or designed for use with groundglass stoppers	37½% <i>ad val.</i>
218 (f)	Table and kitchen articles and utensils, and all articles of every description not specially provided for, composed wholly or in chief value of glass, blown or partly blown in the mold or otherwise, or colored, cut, engraved, etched, frosted, gilded, ground (except such grinding as is necessary for fitting stoppers or for purposes other than ornamentation), painted, printed in any manner, sandblasted, silvered, stained, or decorated or ornamented in any manner, whether filled or unfilled, or whether their contents be dutiable or free, except articles primarily designed for ornamental purposes, decorated chiefly by engraving and valued at not less than \$8 each	50% <i>ad val.</i>
218 (g)	Table and kitchen articles and utensils, composed wholly or in chief value of glass, when pressed and unpolished, whether or not decorated or ornamented in any manner or ground (except such grinding as is necessary for fitting stoppers or for purposes other than ornamentation), whether filled or unfilled, or whether their contents be dutiable or free	25% <i>ad val.</i>
219	Cylinder, crown, and sheet glass, by whatever process made, and for whatever purpose used : Not exceeding eight hundred and sixty-four square inches Exceeding eight hundred and sixty-four square inches <i>Provided</i> : That none of the foregoing weighing less than sixteen ounces but not less than twelve ounces per square foot shall be subject to a less rate of duty than <i>Provided further</i> : That the foregoing rates shall not apply as basic duties to glass subject to an additional duty under paragraph 224 of the Tariff Act of 1930.	1 ¹ / ₈ ¢ per lb. 1 ³ / ₄ ¢ per lb. 30% <i>ad val.</i>
230 (d)	All glass, and manufactures of glass, or of which glass is the component of chief value, except broken glass or glass waste fit only for remanufacture, not specially provided for : Pressed building blocks or bricks, crystal color Other	40% <i>ad val.</i> 50% <i>ad val.</i>
339	Table, household, kitchen, and hospital utensils, and hollow or flat ware, not specially provided for, composed of iron or steel and enameled or glazed with vitreous glasses, whether or not containing electrical heating elements as constituent parts thereof	5¢ per lb. and 15% <i>ad val.</i>

Paragraf celního
zákona Spojených
Států z
1930

Pojmenování zboží

Celní sazba

Za předpokladu, že výslovně nejmenované části uvedených předmětů, zcela nebo hodnotou převážně ze skla, budou podrobeny téže celní sazbě jako předměty, jichž jsou součástí.

- 218 d) Veškeré skleněné zboží v obchodě známé jako sklo zrcadlové nebo vrstvené, složené ze dvou neb více vrstev čistého, opakového, barevného nebo poloprůsvitného skla nebo kombinace tohoto skla 45% z hodnoty
- 218 e) Lahve, zcela nebo hodnotou převážně ze skla, kterých se podle jejich povahy používá, nebo jež jsou určeny k použití jako nádoby pro voňavky, mastkový pudr, toaletní vody nebo pro jiné toaletní přípravky, prázdné a vyrobené jinak než automatickým strojem, ať již jsou nebo nejsou opatřeny neb určeny k použití s broušenými skleněnými zátkami 37½% z hodnoty
- 218 f) Stolní a kuchyňské předměty a nádobí a veškeré předměty všeho druhu výslovně nejmenované, zcela nebo hodnotou převážně ze skla, foukané nebo částečně foukané ve formě nebo jinak, nebo barevné, broušené, ryté, leptané, zprýskané, zlacené, přibroušené (s výjimkou broušení nutného k zapuštění zátek nebo k jiným než ozdobným účelům), malované, jakýmkoliv způsobem potištěné, pískem žhnané, stříbřené, napouštěné nebo zdobené nebo jakýmkoliv způsobem krášlené, plněné nebo prázdné, s obsahem clu podrobeným nebo cla prostým, s výjimkou předmětů určených hlavně k okrasným účelům, zdobené hlavně rytím a v ceně nejméně 8 dolarů za kus 50% z hodnoty
- 218 g) Stolní a kuchyňské předměty a nádobí, zcela nebo hodnotou převážně ze skla, lisované a neleštěné, jakkoli zdobené nebo nezdobené, krášlené nebo nekrášlené nebo přibroušené (s výjimkou broušení nutného k zapuštění zátek nebo k jiným než okrasným účelům), plněné nebo prázdné s obsahem clu podrobeným nebo cla prostým 25% z hodnoty
- 219 Válcované, ploché a tabulové sklo, jakýmkoliv způsobem vyráběné a k jakémukoliv účelu :
nepřesahuje-li osm set šedesát čtyři čtverečních palců 1⅛ centu za libru
přesahuje-li osm set šedesát čtyři čtverečních palců 1¾ centu za libru
Za předpokladu, že uvedené druhy skla vážící méně než 16 unci, ale ne méně než 12 unci na čtvereční stopu, nebudou podrobeny nižší celní sazbě než
Za dalšího předpokladu, že uvedených zde sazeb nebude použito jako základních cel pro sklo podrobené přirážkovému clu podle paragrafu 224 tarifního zákona z roku 1930. 30% z hodnoty
- 230 d) Veškeré sklo a výrobky ze skla nebo ve kterých je sklo složkou s největší hodnotou, výslovně nejmenované, s výjimkou skelných stěpů nebo skelných odpadků, hodících se toliko ku znovuzpracování :
Lisované stavební bloky a cihly, krystalové barvy 40% z hodnoty
Ostatní 50% z hodnoty
- 339 Stolní, domácí, kuchyňské a nemocniční nádobí a duté nebo ploché zboží, výslovně nejmenované, ze železa nebo oceli a smaltované nebo polévané sklovinou, spojené s elektrickými topnými tělesy nebo bez nich, která tvoří jejich podstatnou část 5 centů za libru a 15% z hodnoty

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rate of Duty
339	Meat and food choppers which are household or kitchen utensils, composed wholly or in chief value of base metal, not plated with platinum, gold, or silver, and not specially provided for	30% <i>ad val.</i>
346	Belt buckles, trouser buckles, and waistcoat buckles, shoe or slipper buckles, and parts thereof, made wholly or partly of iron, steel, or other base metal, valued at not more than 20 cents per hundred	3 ½¢ per 100 and 10% <i>ad val.</i>
348	Snap fasteners and clasps (except sew-on fasteners), and parts thereof, by whatever name known, or of whatever material composed, not plated with gold, silver, or platinum; all the foregoing, valued at not more than \$1.66 ⅔ per hundred : Not mounted on tape Mounted on tape	30% <i>ad val.</i> 35% <i>ad val.</i> 35% <i>ad val.</i>
349	Metal buttons embossed with a design, device, pattern, or lettering	35% <i>ad val.</i>
350	Safety pins, not plated with gold or silver, and not commonly known as jewelry	30% <i>ad val.</i>
710	Bryndza cheese in casks, barrels, or hogsheads, weighing with their contents more than 200 pounds each	5¢ per lb., but not less than 25% <i>ad val.</i>
780	Hops valued at 30 cents or more per pound	18¢ per lb.
780	Lupulin	75¢ per lb.
910	Table damask, wholly or in chief value of cotton, and all articles, finished or unfinished, made or cut from such table damask; all the foregoing valued at 75 cents or more per pound	20% <i>ad val.</i>
911 (a)	Towels, other than pile fabrics, wholly or in chief value of cotton, whether in the piece or otherwise, if Jacquard-figured, valued at 10 cents or more each	30% <i>ad val.</i>
915	Gloves and mittens, finished or unfinished, wholly or in chief value of cotton or other vegetable fiber, made of fabric knit on a warp-knitting machine, valued at \$1.50 or more per dozen pairs	50% <i>ad val.</i>
1013	Table damask, wholly or in chief value of flax, not exceeding one hundred and thirty threads to the square inch, counting the warp and filling, and all articles, finished or unfinished, made or cut from such damask	30% <i>ad val.</i>
1014	Napkins, finished or unfinished, wholly or in chief value of flax, not exceeding one hundred and thirty threads to the square inch, counting the warp and filling	30% <i>ad val.</i>
1023	All manufactures, wholly or in chief value of flax, not specially provided for	30% <i>ad val.</i>
1116 (b)	Chenille Axminster carpets, rugs, and mats, plain or figured, whether woven as separate carpets, rugs, or mats, or in rolls of any width	40% <i>ad val.</i>
1117 (a)	Wilton carpets, rugs, and mats, valued at not more than 40 cents per square foot	40% <i>ad val.</i>
1309	Gloves and mittens, knit or crocheted, finished or unfinished, wholly or in chief value of rayon or other synthetic textile, valued at \$1.50 or more per dozen pairs	45¢ per lb. and 50% <i>ad val.</i>
1413	Wall pockets, composed wholly or in chief value of paper, papier-mâché, or paper board, whether or not die-cut, embossed, or printed lithographically or otherwise	17 ½% <i>ad val.</i>
1503	Spangles and beads, including bugles, not specially provided for	20% <i>ad val.</i>

Paragraf celního zákona Spojených Států z 1930	Pojmenování zboží	Celní sazba
339	Řezačky na maso a potraviny, které jsou domácím a kuchyňským nářadím, zcela nebo hodnotou převážně z obyčejného kovu, neplatované platinou, zlatem neb stříbrem, a výslovně nejmenované	30% z hodnoty
346	Opaskové přezky, kalhotové přezky, a přezky k vestám, přezky na boty a dámské střevíce (slippers), a jejich součástí, zcela nebo částečně ze železa, ocele nebo jiného obyčejného kovu v ceně do 20 centu za sto kusů	3½ centů za sto a 10% z hodnoty
348	Zdrhovací uzávěrky a spony (s výjimkou našitých uzávěrek) a jejich části, jakkoli pojmenované, nebo z jakéhokoliv materiálu vyrobené, zlatem, stříbrem nebo platinou neplatované; všechny uvedené předměty v ceně do 1.66 2/3 dolarů za sto kusů:	
	bez pásky	30% z hodnoty
	na páse	35% z hodnoty
349	Kovové knoflíky s vypouklou kresbou, odznakem, vzorem nebo písmeny	35% z hodnoty
350	Spínací špendlíky, zlatem nebo stříbrem neplatované a nepovažované všeobecně za klenoty	30% z hodnoty
710	Sýr bryndza, v kadečkách, soudcích nebo sudech, vážících s obsahem více než 200 liber	5 centů za libru, ale ne méně než 25% z hodnoty
780	Chmel v ceně 30 centů a více za libru	18 centů za libru
780	Lupulín	75 centů za libru
910	Stolní damašek, zcela nebo hodnotou převážně z bavlny, a všechno zboží, dohotovené nebo nedohotovené, vyrobené neb střižené z takového stolního damašku; všechno uvedené zboží v ceně 75 centu nebo více za libru	20% z hodnoty
911 a)	Ručníky, jiné než ze smyčkových tkanin, zcela nebo hodnotou převážně z bavlny, at' v kuse nebo jinak, s jacquardovým vzorem, v ceně 10 centů nebo více za kus	30% z hodnoty
915	Rukavice a palčáky, dohotovené nebo nedohotovené, zcela nebo hodnotou převážně z bavlny nebo jiných rostlinných vláken, vyrobené z tkanin pletených na osnovných pleťacích strojích, v ceně 1.50 dolarů nebo více za tučet párů	50% z hodnoty
1013	Stolní damašek, zcela nebo hodnotou převážně ze lnu, nejvýše o jednom stu třiceti nitích na čtvereční palec, počítajíc osnovu a útek, a všechno zboží, dohotovené nebo nedohotovené, vyrobené nebo střižené z takového damašku	30% z hodnoty
1014	Ubrousky, dohotovené nebo nedohotovené, zcela nebo hodnotou převážně ze lnu, nejvýše o jednom stu třiceti nitích na čtvereční palec, počítajíc osnovu a útek	30% z hodnoty
1023	Veškeré výrobky, zcela nebo hodnotou převážně ze lnu, výslovně nejmenované	30% z hodnoty
1116 b)	Ženilkové koberce axminstrové, pokrývky a rohožky, hladké nebo vzorkované, tkané jednotlivě jako koberce, pokrývky nebo rohožky nebo v rolích jakékoliv šířky	40% z hodnoty
1117 a)	Wiltonové koberce, pokrývky a rohožky, v ceně do 40 centu za čtvereční stopu	40% z hodnoty
1309	Rukavice a palčáky, pletené neb háčkové, dohotovené nebo nedohotovené, zcela nebo hodnotou převážně z umělého hedvábí nebo z jiných umělých tkanin v ceně 1.50 dolarů neb více za tučet párů	45 centů za libru a 50% z hodnoty
1413	Nástěnné kapsy, zcela nebo hodnotou převážně z papíru, papier-maché, nebo lepenky, do tvaru vyřiznuté nebo nevyřiznuté, vypouklé, litografované nebo jinak tištěné	17½% z hodnoty
1503	Cetky a korály včetně černých skleněných korálů, výslovně nejmenované	20% z hodnoty

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rate of Duty
1503	Beads in imitation of precious or semiprecious stones, of all kinds and shapes, of whatever material composed, not specially provided for	25% <i>ad val.</i>
1503	Ladies' handbags and plates therefor, not ornamented with beads, spangles, or bugles, nor embroidered, tamboured, appliqued, or scalloped, composed wholly or in chief value of beads or spangles (other than imitation pearl beads, beads in imitation of precious or semiprecious stones, and beads in chief value of synthetic resin)	40% <i>ad val.</i>
<i>Provided:</i> That none of the foregoing shall be subject to duty by reason of the second proviso to paragraph 1503 of the Tariff Act of 1930 at a rate in excess of 50 per centum of any rate which would be applicable under such proviso in the absence of any reduction in duty under the authority of section 350 of the said act, as amended.		
1510	Buttons not specially provided for, wholly or in chief value of compounds of casein known as galalith or by any other name, valued at more than 60 cents per gross	35% <i>ad val.</i>
1510	Buttons not specially provided for, wholly or in chief value of wood	35% <i>ad val.</i>
1510	Buttons not specially provided for, wholly or in chief value of glass	25% <i>ad val.</i>
1526 (a)	Hats, caps, bonnets, and hoods, for women's and girls' wear, untrimmed, including bodies, hoods, plateaux, forms or shapes, for such hats or bonnets, composed wholly or in chief value of fur of the rabbit, beaver or other animals; any of the foregoing having a pile or nap finish known as velour, suede, or soleil, valued at more than \$9 and not more than \$18 per dozen	45% <i>ad val.</i>
1527 (c) (2)	Ladies' handbags, valued above 20 cents but not above \$5 per dozen pieces, finished or unfinished, set with and in chief value of rhinestones	$\frac{1}{2}\%$ each and $\frac{3}{10}\%$ per dozen for each 1 $\%$ the value exceeds 20 $\%$ per dozen, and 25% <i>ad val.</i>
1527 (c) (2)	Buckles valued above 20 cents but not above \$5 per dozen pieces, finished or unfinished, composed wholly or in chief value of metal other than gold or platinum (whether or not enameled, washed, covered, or plated, including rolled gold plate)	$\frac{1}{2}\%$ each and $\frac{3}{10}\%$ per dozen for each 1 $\%$ the value exceeds 20 $\%$ per dozen, and 25% <i>ad val.</i>
1528	Imitation precious stones, cut or faceted, and imitation semiprecious stones, faceted, not specially provided for	10% <i>ad val.</i>
1528	Imitation precious stones, not cut or faceted, imitation semiprecious stones, not faceted, and imitations of opaque precious or semiprecious stones, with flat backs and tops, cut and polished, but not faceted, and not specially provided for	30% <i>ad val.</i>
1530 (e)	Boots, shoes, or other footwear (including athletic or sporting boots and shoes), made wholly or in chief value of leather, not specially provided for:	
	Sewed or stitched by the process or method known as McKay	20% <i>ad val.</i>
	Having molded soles laced to uppers	10% <i>ad val.</i>

Paragraf celního zákona Spojených Států z 1930	Pojmenování zboží	Celní sazba
1503	Korály napodobující drahokamy a polodrahokamy všeho druhu a tvaru, vyrobené z jakéhokoliv materiálu, výslovně nejmenované	25% z hodnoty
1503	Dámské kabelky a destičky k nim, nezdobené koraly, cetkami nebo černými skleněnými koraly, nevyššivané, netamburované, bez aplikace ani nevroubkované, zhotovené zcela nebo hodnotou převážně z korálů nebo cetek (jiných než z korálů napodobujících perly, z korálů napodobujících drahokamy nebo polodrahokamy a z korálů převážně z umělé pryskyřice)	40% z hodnoty
<i>Za předpokladu, že žádný z uvedených předmětů nebude podroben clu podle druhé výhrady k paragrafu 1503 tarifního zákona z roku 1930 sazbou vyšší než 50% z kterékoliv sazby, které by bylo použití podle této výhrady v případě, že nebylo použito snížení cla podle zmocnění článku 350 uvedeného zákona s dodatkem.</i>		
1510	Knoflíky výslovně nejmenované, zcela nebo hodnotou převážně ze sloučeniny kaseinu, známé jako galalith nebo pod jiným jménem, v ceně vyšší než 60 centů za veletucet	35% z hodnoty
1510	Knoflíky výslovně nejmenované, zcela nebo hodnotou převážně ze dřeva	35% z hodnoty
1510	Knoflíky výslovně nejmenované, zcela nebo hodnotou převážně ze skla	25% z hodnoty
1526 a)	Ženské a dívčí klobouky, čepice, čapky a šišáky nezdobené, ve vlasové úpravě, včetně kapelínů, šišáků, plateaux, forem nebo tvarů k výrobě takových klobouků nebo čapek, vyrobených zcela nebo hodnotou převážně ze srsti králíci, bobří nebo z jiných zvířat; všechno uvedené zboží ve vlasové úpravě, známé podle jménem velour, suede nebo soleil v ceně vyšší než 9 dolarů a ne vyšší než 18 dolarů za tučet	45% z hodnoty
1527 c) (2)	Dámské kabelky, v ceně nad 20 centů, ale ne vyšší než 5 dolarů za tučet kusů, dohotovené nebo nedohotovené, vystrojené chatony a hodnotou převážně ze chatonů	1/2 centu za kus a za každý 1 cent, o který hodnota převyšuje 20 centů za tučet a 2/10 centu za tučet a 25% z hodnoty
1527 c) (2)	Přezky v ceně vyšší než 20 centů, ale ne vyšší než 5 dolarů za tučet kusů, dohotovené nebo nedohotovené, vyrobené zcela nebo hodnotou převážně z jiného kovu než ze zlata nebo platiny (buď smaltované nebo nesmaltované, prané nebo neprané, pokryté nebo nepokryté, plátované nebo neplátované i povlečené listkovým zlatem)	1/2 centu za kus a za každý 1 cent, o který hodnota přesahuje 20 centů za tučet, 2/10 centu za tučet a 25% z hodnoty
1528	Napodobeniny drahokamů, broušené nebo facetované, a napodobeniny polodrahokamů, facetované, výslovně nejmenované	10% z hodnoty
1528	Napodobeniny drahokamů, nebroušené a nefacetované, napodobeniny polodrahokamů, nefacetované, a napodobeniny opakových drahokamů a polodrahokamů, se spodní a vrchní stranou plochou, broušené a leštěné, ale nefacetované, výslovně nejmenované	30% z hodnoty
1530 e)	Boty, střevíce nebo jiná obuv (včetně atletických a sportovních bot a střevíců), vyrobená zcela nebo hodnotou převážně z kůže, výslovně nejmenovaná:	
	šitá nebo stehovaná způsobem nebo metodou známou jako McKay	20% z hodnoty
	obuv s formovanými podešvemi připečenými ke svrškům	10% z hodnoty

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rate of Duty
1530 (e) Con.	Other (except turn or turned boots and shoes; boots, shoes, and other footwear made by the process or method known as welt; and moccasins)	20% <i>ad val.</i>
	Boots, shoes, or other footwear (including athletic or sporting boots and shoes), the uppers of which are composed wholly or in chief value of wool, cotton, ramie, animal hair, fiber, rayon, or other synthetic textile, silk, or substitutes for any of the foregoing, and the soles of which are composed wholly or in chief value of leather	25% <i>ad val.</i>
	<i>Provided</i> : That, if in any calendar year the total quantity of boots, shoes, or other footwear, made wholly or in chief value of leather or with soles composed wholly or in chief value of leather, provided for in item 1530 (e) of this Schedule, entered, or withdrawn from warehouse, for consumption exceeds in the aggregate 1.25 percent of the average of the annual domestic production of boots, shoes, and slippers, other than rubber, as reported by the Bureau of the Census for the five preceding years, the Government of the United States of America and the Government of Czechoslovakia shall promptly enter into consultation, with a view to reaching an agreement as to whatever measures may be deemed appropriate, and if, within 60 days after the two Governments enter into consultation, such an agreement has not been reached, the Government of the United States of America shall have the right to increase the rate or rates of duty on any or all of the articles provided for in item 1530 (e) of this Schedule entered, or withdrawn from warehouse, for consumption in any calendar year in excess of 1.25 percent of the average of the annual domestic production of boots, shoes, and slippers, other than rubber, as reported by the Bureau of the Census for the five preceding years.	
1532 (a)	Women's and children's gloves, wholly or in chief value of leather, whether wholly or partly manufactured, when machine seamed, but not lined, and not trimmed with fur, and not over twelve inches in length:	
	Overseamed	\$5 per doz. prs.
	Other than overseamed	\$5 per doz. prs. plus \$1 additional per doz. prs.
	and for each inch or fraction thereof in excess of twelve inches	25¢ per doz. prs.
	<i>Provided</i> : That all the foregoing shall be dutiable at not less than	
1541 (a)	Brass-wind musical instruments with cup mouthpieces, and parts thereof, not specially provided for	50% <i>ad val.</i>
1544	Rosaries, chaplets, and similar articles of religious devotion, of whatever material composed (except if made in whole or in part of gold, silver, platinum, gold plate, silver plate, or precious or imitation precious stones), valued at not more than \$1.25 per dozen	40% <i>ad val.</i>
1549 (a)	Pencils of paper, wood, or other material not metal, filled with lead or other material, and pencils of lead, not specially provided for	10% <i>ad val.</i>
1718	Pencils of paper, wood, or other material not metal, filled with lead or other material, and pencils of lead, not specially provided for	50¢ per gross and 15% <i>ad val.</i>
	Mineral salts obtained by evaporation from mineral waters, when accompanied by a duly authenticated certificate and satisfactory proof showing that they are in no way artificially prepared and are only the product of a designated mineral spring	Free

Paragraf celního
zákona Spojených
Států z
1930

Pojmenování zboží

Celní sazba

1530 e) —
Pokrač.

	Ostatní (s výjimkou bot a střeviců obracených ; s výjimkou bot, střeviců a jiné obuvi vyrobené způsobem nebo metodou známou jako rámová ; a s výjimkou mokasinů)	20% z hodnoty
	Boty, střevíce nebo jiná obuv (včetně atletických nebo sportovních bot a střeviců), se svršky vyrobenými zcela nebo hodnotou převážně z vlny, bavlny, ramie, zvířecích chlupů, vláken, z umělého hedvábí nebo z jiných umělých tkanin, z hedvábí nebo z náhražek uvedených přediv, s podešvemi zcela nebo hodnotou převážně z kůže	25% z hodnoty
	<i>Za předpokladu, že by v některém kalendářním roce celkové množství bot, střeviců a jiné obuvi, zcela nebo hodnotou převážně z kůže nebo s podešvemi zcela nebo hodnotou převážně z kůže, uvedených v položce 1530 e) tohoto seznamu, prohlášené k vycelení do volného oběhu při dovozu nebo při výdeji z celního skladiště, bylo podle hlášení Bureau of Census za pět předchozích let celkem vyšší než 125% průměrné roční domácí výroby bot, střeviců a dámských střeviců (slippers), jiných než gumových, vlády republiky Československé a Spojených Států Amerických zahájí neprodleně jednání k dosažení dohody o přiměřených a vhodných opatřeních. Nedojde-li k dohodě do 60 dnů po zahájení jednání obou vlád, vláda Spojených Států Amerických bude mít právo zvýšiti celní sazbu nebo sazby na některé nebo na všechno zboží uvedené v položce 1530 e) tohoto seznamu, prohlášené k vycelení do volného oběhu při dovozu nebo při výdeji z celního skladiště v některém kalendářním roce, které převyšuje podle hlášení Bureau of Census za pět předchozích let 125% průměrné roční domácí výroby bot, střeviců a dámských střeviců (slippers), jiných než gumových.</i>	
1532 a)	Rukavice, ženské a dětské, zcela nebo hodnotou převážně z kůže, zcela nebo z části hotové, strojem obšité, bez podšívky, kožešinou nelemované a v délce do dvanácti palců :	
	obšíváné	5 dolarů za tučet párů
	jiné než obšíváné	5 dolarů za tučet párů s přírážkou 1 dolaru za tučet párů
	a za každý palec délky neb jeho zlomek přes dvanáct palců délky	25 centů za tučet parů
	<i>Za předpokladu, že všechno předchozí zboží nebude vycelováno nižší sazbou než</i>	
1541 a)	Mosazné hudební nástroje dechové s nálevkovitými nátrubky a jejich součástky, výslovně nejmenované	50% z hodnoty
1544	Malé i velké růžence, a podobné devocionalie, vyrobené z jakéhokoliv materiálu (s výjimkou těch, které jsou zcela nebo částečně zhotoveny ze zlata, stříbra, platiny, zlatem nebo stříbrem plátované nebo z drahokamů nebo z napodobenin drahokamů), v ceně do 1.25 dolarů za tučet	40% z hodnoty
1549 a)	Tužky z papíru, dřeva nebo jiného materiálu, nikoli z kovu, plněné tuhou nebo jiným materiálem a olůvka, výslovně nejmenované	10% z hodnoty
1718	Minerální soli, které byly získány vypařením z minerálních vod, jsou-li doprovázeny řádně ověřeným osvědčením a dostačujícím průkazem o tom, že nejsou nijak uměle připraveny a jsou výlučně produktem označeného minerálního pramene.	50 centů za veletučet a 15% z hodnoty
		beze cla

PROTOCOL

PROTOKOL

At the time of signing this Agreement, the undersigned Plenipotentiaries, duly authorized by their respective Governments, have agreed to the following provisions :

Při podpisu této dohody podepsaní plnomocníci, řádně zmocnění svými vládami, dohodli se na těchto ustanoveních :

*Ad Schedule I — Section A.**K seznamu I. — Část A.*1. *Tariff Number 10 :*

Wine berries and grapes, dried, when packaged for retail sale, shall also be subject to the agreed rate of Kč 180 per 100 kilograms.

1. *Saz. čís. 10 :*

Vinné bobule a hrozny, sušené, požívají sjednané sazby Kč. 180.— za 100 kg, i jsou-li baleny pro drobný prodej.

2. *Tariff Number 37 :*

The fee for phytopathological inspection of pears and apples, the growth and produce of the United States of America, packed in cases, crates, and barrels, and imported from the United States, shall not be higher than Kč 1.10 per 100 kilograms.

2. *Saz. čís. 37 :*

Poplatek vybíraný za fytopatologickou prohlídku hrušek a jablek pocházejících a přicházejících ze Spojených Států Amerických a balených v bednách, polobednách a sudech nebude při dovozu ze Spojených Statu vyšší než Kč 1.10 za 100 kg.

3. *Tariff Number 38 :*

Plums, dried, when packaged for retail sale, shall also be subject to the agreed rate of Kč 40 per 100 kilograms.

3. *Saz. čís. 38 :*

Švestky sušené požívají sjednané sazby Kč 40.— za 100 kg, i jsou-li baleny pro drobný prodej.

4. *Tariff Number 39 :*

Fruit, not specially provided for, dried, when packaged for retail sale, shall also be subject to the agreed rate of Kč 60 per 100 kilograms.

4. *Saz. čís. 39 :*

Ovoce výslovně nejmenované, sušené, požívá sjednané sazby Kč 60.— za 100 kg, i je-li baleno pro drobný prodej.

5. *Tariff Numbers 10, 38, 39 :*

Dried fruit, the growth and produce of the United States of America, principally from California, containing up to 2,000 milligrams of sulphur dioxide in 1 kilogram of dried fruit, shall not be withheld from trade as harmful to health, provided it complies with other principles and regulations of the Czechoslovak Codex alimentarius, especially with regard to marking.

5. *Saz. čís. 10, 38, 39 :*

Sušené ovoce původem ze Spojených Států Amerických, zejména z Kalifornie, s obsahem až 2.000 mg kyslíčnku siřičitého v 1 kg sušeného ovoce, nebude v obchodě pozastavováno jako zdraví škodlivé, vyhovuje-li ostatním zásadám a předpisům potravního kodexu československého, zejména pokud se týče jeho označení.

6. *Tariff Number 131 :*

Tomato sauces shall be classified as preserved tomatoes. Vegetable sauces and vegetable juices for drinking purposes shall be classified as liquid vegetable preserves.

7. *Tariff Number 134 :*

Boards for the manufacture of skis shall be dutiable under this tariff number even when sealed at both ends with paraffin, et cetera.

8. *Tariff Number 181 :*

Linters, freed from grease, bleached, but not shaped, shall be dutiable under tariff number 180.

9. *Tariff Number 337 :*

Note 1. Cuttings and other waste of leather classified under numbers 329, 330, 333-337, shall not be considered as sorted even when they are of the same kind or the same color.

10. *Tariff Item 539 (a) :*

Electric refrigerating units are composed of an electric motor joined with a compressor fitted with a condenser. The complete unit may be equipped with an automatic electric cut-in and cut-out and with a fan, and is regularly mounted on a base.

11. *Tariff Number 553 (b) and (c) :*

The concession in respect of replacement parts of passenger automobile chassis or truck chassis is limited to single replacement parts only for the repair of passenger automobile chassis or truck chassis already imported into Czechoslovakia.

12. *Tariff Number 554 (a) :*

The concession in respect of replacement parts of automobile engines is limited to single replacement parts only for the repair of automobile engines already imported into Czechoslovakia.

No. 4687

6. *Saz. čís. 131 :*

Omáčky z rajských jablek vycílávají se jako konzervy z rajských jablek. Zeleninové omáčky a šťávy zelenin k pití vycílávají se jako jiné konzervy zelenin, tekuté.

7. *Saz. čís. 134 :*

Prkénka k výrobě lyží vycílávají se podle tohoto sazebního čísla, i jsou-li na obou koncích napouštěna parafinem a pod.

8. *Saz. čís. 181 :*

Lintry odtučněné, bílené, avšak netvářené, vycílávají se pod saz. čís. 180.

9. *Saz. čís. 337 :*

Poznámka 1. Odřezky a jiné odpadky usní čísl. 329, 330, 333-337 nepovažují se za tříděny, i jsou-li stejného druhu nebo stejné barvy.

10. *Saz. pol. 539 a) :*

Elektrické chladicí agregáty se skládají z elektromotoru spojeného s kompresorem, u něhož je namontován kondensátor. Čelek může býti vybaven automatickým zapínáním a vypínáním elektrického proudu a ventilátorem a je zpravidla namontován na nosném spodku.

11. *Saz. pol. 553 b) a c) :*

Ústupky poskytnuté na náhradní součástky chasis osobních nebo nákladních automobilů jsou omezeny na jednotlivé náhradní součástky pouze k opravě chasis osobních nebo nákladních automobilů do republiky Československé již dovezených.

12. *Saz. pol. 554 a) :*

Ústupky poskytnuté na náhradní součástky automobilových motorů jsou omezeny na jednotlivé náhradní součástky pouze k opravě automobilových motorů do republiky Československé již dovezených.

Ad Schedule I — Section B.

K seznamu I.—Část B.

13. *Tariff Number 89 :*

The ratio between the tariff rates on raw lard and rendered lard shall not exceed 3 to 4.

13. *Saz. čís. 89 :*

Poměr mezi celními sazbami na vepřové sádlo syrové a vyškvařené nebude horší než tři ku čtyřem.

14. *Tariff Number 553 b) and c) :*

In granting to the United States of America the annual quota of 1,600 passenger automobiles complete, or passenger automobile chassis complete, automobile trucks complete, or automobile truck chassis complete, the Government of the Czechoslovak Republic has taken into consideration the present economic conditions affecting the Czechoslovak automotive industry. Should these economic conditions be materially altered so as to jeopardize seriously the Czechoslovak automotive industry, the Government of the Czechoslovak Republic reserves the right to request the Government of the United States of America to reopen negotiations in order to adapt this quota to the changed conditions, and if within sixty days after the receipt of such request a satisfactory agreement has not been reached, the Government of the Czechoslovak Republic shall have the right to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

14. *Saz. čís. 553 b) a c) :*

Přiznávajíce Spojeným Státům Americkým roční kontingent 1600 úplných osobních automobilů nebo úplných chasis k osobním automobilům, úplných nákladních automobilů nebo úplných chasis k nákladním automobilům, vláda republiky Československé měla na zřeteli nynější hospodářské poměry ovlivňující československý automobilový průmysl. Kdyby se nynější hospodářské poměry podstatně změnily tak, že by tím byl vážně ohrožen československý automobilový průmysl, vláda republiky Československé si vyhrazuje právo požádati vládu Spojených Států Amerických o znovuzahájení jednání za účelem přizpůsobení kontingentu změněným poměrům. Nedojde-li do 60 dnů po přijetí této žádosti k uspokojivé dohodě, vláda republiky Československé bude mít právo vypovědět celou tuto dohodu se třicetidenní písemnou výpovědí.

15. *Tariff Number 553 (b) and (c) :*

The quota of 1,600 units shall be applicable only in respect of complete motor vehicles or complete chassis as defined by the Government of the Czechoslovak Republic.

15. *Saz. pol. 553 b) a c) :*

Kontingent 1.600 kusů bude platiti pouze na úplná motorová vozidla nebo úplné chasis, jak bude stanoveno vládou republiky Československé.

For the President
of the United States of America :

Cordell HULL. (*seal*)

For the President
of the Czechoslovak Republic :

V. S. HURBAN. (*seal*)

For the President
of the United States of America :

Cordell HULL. (*seal*)

For the President
of the Czechoslovak Republic :

V. S. HURBAN. (*seal*)

NOTES

CZECHOSLOVAK LEGATION.

EXCELLENCY : Washington, D. C.,
March 7th, 1938.

With reference to Article IX of the Trade Agreement signed this day on behalf of the United States of America and the Czechoslovak Republic, I have the honor to inform Your Excellency that pursuant to the understanding reached in the course of the negotiations of the said Agreement, the Czechoslovak Tobacco Monopoly will make every effort to increase the purchases of leaf tobacco of United States origin and provenance, particularly those types used for cigarettes.

The Government of the Czechoslovak Republic also engages that any quantitative restriction it may establish on imports of wheaten flour shall take the form of an unallocated global quota, which shall be announced and shall be administered in such a way as to permit the full utilization thereof on a fair and equitable basis as between exporters in the several supplying countries.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

V. S. HURBAN.

His Excellency the Honorable Cordell Hull,
Secretary of State,
Washington, D. C.

CZECHOSLOVAK LEGATION.

EXCELLENCY : Washington, D. C.,
March 7th, 1938.

During the course of the negotiation of the trade agreement signed this date, and with direct reference to Paragraph 4 of Article XIV thereof, the Czechoslovak delegation set forth the policies and intentions of the Government of the Czechoslovak Republic in respect of closer mutual economic cooperation between the Danubian countries. It was explained that :

1. These advantages will be granted only for the purpose of stimulating the flow of commerce in the Danubian area.
2. It is the intention of the Government of the Czechoslovak Republic to substitute for the system of quota and other advantages now accorded to the Danubian countries, a system of special tariff advantages.
3. The advantages granted by the Government of the Czechoslovak Republic will not be excessive and will be effected through the reduction of existing restrictions in favor of the Danubian countries, rather than by the imposition of new or greater limitations on the commerce of the United States.
4. The Government of the Czechoslovak Republic will immediately inform the Government of the United States of America if and when any changes are made in the present special advantages.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

V. S. HURBAN.

His Excellency the Honorable Cordell Hull,
Secretary of State,
Washington, D. C.

PROTOCOL

OF AMENDMENT TO THE TRADE AGREEMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA
AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC SIGNED MARCH 7TH, 1938.

The President of the United States of America and the President of the Czechoslovak Republic, having resolved to amend the Trade Agreement between the two countries signed at Washington on the 7th day of March 1938, have through their respective Plenipotentiaries agreed on the following Articles :

Article I.

1. The description of articles set forth as Items ex 365 and ex 366 in Schedule I of the Trade Agreement between the United States of America and the Czechoslovak Republic signed on March 7th, 1938, is hereby amended to read as follows :

- (ex 365) Cork bricks :
Insulating materials, shaped, of infusorial earth mixed with asbestos, hair, sawdust, and similar materials
- (ex 366) Cork stoppers, soles, and similar articles, also combined with common materials :
Insulating materials, shaped, of infusorial earth mixed with asbestos, hair, sawdust, and similar materials, combined with common materials

2. The description of articles and the rates of duty set forth as Item 219 in Schedule II of the said Trade Agreement are hereby amended to read as follows :

Cylinder, crown, and sheet glass, by whatever process made, and for whatever purpose used :	
Not exceeding 150 square inches	1 ⁶³ / ₆₄ ¢ per lb.
Above that, and not exceeding 384 square inches	1 ⁵ / ₆₄ ¢ per lb.
Above that, and not exceeding 720 square inches	1 ¹⁸ / ₆₄ ¢ per lb.
Above that, and not exceeding 864 square inches	1 ²⁴ / ₆₄ ¢ per lb.
Above that, and not exceeding 1,200 square inches	1 ³⁷ / ₆₄ ¢ per lb.
Above that, and not exceeding 2,400 square inches	1 ⁴⁹ / ₆₄ ¢ per lb.
Above that	1 ⁶² / ₆₄ ¢ per lb.
<i>Provided</i> : That none of the foregoing weighing less sixteen ounces but not less than twelve ounces per than square foot shall be subject to a less rate of duty than	30% <i>ad val.</i>
<i>Provided further</i> : That the foregoing rates shall not apply as basic duties to glass subject to an additional duty under paragraph 224 of the Tariff Act of 1930.	

3. Paragraph numbered 6 of the Protocol accompanying the said Trade Agreement signed on March 7th, 1938, is hereby amended by striking out the following words : "and vegetable juices for drinking purposes ".

4. Paragraph numbered 11 of the Protocol accompanying the said Trade Agreement signed on March 7th, 1938 is hereby amended by adding at the end of the said paragraph the following sentence :

"The Government of the Czechoslovak Republic shall define what constitutes a complete motor vehicle or complete chassis."

DODATKOVÝ PROTOKOL

K OBCHODNÍ DOHODĚ PODEPSANÉ 7. BŘEZNA 1938 MEZI SPOJENÝMI STÁTY AMERICKÝMI A REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU.

President Spojených Států Amerických a president republiky Československé dohodnuyše se doplní obchodní dohodu mezi oběma státy, podepsanou ve Washingtoně dne 7. března 1938, dohodli se svými příslušnými plnomocníky na těchto člancích :

Článek I.

1. Pojmenování zboží, vyjmenovaného v položkách ex 365 a ex 366 seznamu I k obchodní dohodě mezi Spojenými Státy Americkými a republikou Československou, podepsané 7. března 1938 se tímto upravuje takto :

- (ex 365) Korkové cihly :
hmoty isolační tvářené z křeménky promísené osinkem, chlupy, drtinami a podobné
- (ex 366) Korkové zátky, podešve a podobné zboží, též spojené s obyčejnými hmotami :
hmoty isolační tvářené z křeménky promísené osinkem, chlupy, drtinami a podobné, spojené s obyčejnými hmotami

2. Pojmenování zboží a celní sazby uvedené v položce 219 k seznamu II k zmíněné obchodní dohodě se tímto upravuje takto :

Válcované, ploché a tabulové sklo, jakýmkoli způsobem vyráběné a k jakémukoliv účelu :	
nepřesahuje-li sto padesát čtverečních palců	$62/64$ centu za libru
nad to a nepřesahuje-li tři sta osmdesát čtyři čtverečních palců	$1 \ 5/64$ centu za libru
nad to a nepřesahuje-li sedm set dvacet čtverečních palců	$1 \ 18/64$ centu za libru
nad to a nepřesahuje-li osm set šedesát čtyři čtverečních palců	$1 \ 24/64$ centu za libru
nad to a nepřesahuje-li jeden tisíc dvě stě čtverečních palců	$1 \ 37/64$ centu za libru
nad to a nepřesahuje-li dva tisíce čtyři sta čtverečních palců	$1 \ 40/64$ centu za libru
nad to	$1 \ 62/64$ centu za libru
<i>Za předpokladu, že uvedené druhy skla vážící méně než 16 unci, ale ne méně než 12 unci na čtvereční stopu, nebudou podrobeny nižší celní sazbě než</i>	
<i>Za dalšího předpokladu, že uvedených zde sazeb nebude použito jako základních cel pro sklo podrobené přirážkovému clu podle paragrafu 224 tarifního zákona z roku 1930.</i>	30% z hodnoty

3. Číslovaný odstavec 6 Protokolu, připojeného k zmíněné obchodní dohodě, podepsané 7. března 1938 se tímto upravuje vynecháním těchto slov : « a šťavy zelenin k pití ».

4. Číslovaný odstavec 11 Protokolu, připojeného z zmíněné obchodní dohodě, podepsané 7. března 1938 se tímto doplňuje připojením této věty na konci zmíněného odstavce :

Pojem úplného motorového vozidla nebo úplného chasis bude vymezen vládou republiky Československé.

Article II.

This Protocol of Amendment shall be applied provisionally, come into force definitively, remain in force, and be subject to termination as an integral part of the Trade Agreement signed on March 7th, 1938.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Protocol and have affixed their seals hereto.

Done in duplicate, in the English and Czechoslovak languages, both authentic, at the city of Washington, this 15th day of April 1938.

For the President of the United States of America :

Cordell HULL. (*seal*)

For the President of the Czechoslovak Republic :

V. S. HURBAN. (*seal*)

Článek II.

Tento Dodatkový protokol vstoupí v prozatímní platnost, nabude definitivní účinnosti, zustane v platnosti a bude moci býti vypověděn jako nedílná část obchodní dohody podepsané 7. března 1938.

Čemuž na svědomí jmenovaní plnomocníci podepsali tento Protokol a připojili své pečeti.

Vyhotoveno dvojmo, v anglickém a československém znění, jež jsou obě autentická, v městě Washingtoně dne 15. dubna 1938.

Za presidenta Spojených Států Amerických :
Cordell HULL (*seal*).

Za presidenta republiky Československé :
V. S. HURBAN (*seal*).

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4687. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 7 MARS 1938.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, désireux de renforcer les liens traditionnels d'amitié qui existent entre les deux pays en maintenant le principe de l'égalité de traitement comme base des relations commerciales et en s'accordant des concessions et avantages mutuels et réciproques pour le développement du commerce ont, par l'intermédiaire de leurs Plénipotentiaires respectifs, abouti à l'accord suivant :

Article premier.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, énumérés et désignés dans la Section A de la Liste I annexée au présent accord et qui fait partie intégrante de celui-ci, seront, à leur importation dans la République tchécoslovaque, exemptés des droits de douane ordinaires dépassant ceux qui sont indiqués et prévus dans ladite Section. Lesdits articles seront également exemptés de tous autres droits, impôts, taxes, charges ou redevances, perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, pour autant qu'ils dépassent ceux qui sont perçus à la date de la signature du présent accord ou qui pourront l'être ultérieurement d'après les lois de la République tchécoslovaque en vigueur le jour de la signature du présent accord.

En ce qui concerne les articles énumérés et désignés dans la Section B de la Liste I, pour lesquels les contingents d'importation sont spécifiés dans ladite Section, les quantités desdits articles, récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, qui pourront être importées annuellement dans le territoire douanier de la République tchécoslovaque à partir du jour où le présent accord entrera en vigueur, ne seront pas moindres que celles qui sont spécifiées dans ladite Section.

Article II.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés dans la République tchécoslovaque, énumérés et désignés dans la Liste II annexée au présent accord et qui fait partie intégrante de celui-ci, seront, à leur importation aux Etats-Unis d'Amérique, exemptés des droits de douane ordinaires dépassant ceux qui sont indiqués et prévus dans ladite Liste. Lesdits articles seront également exemptés de tous autres droits, impôts, taxes, charges ou redevances, perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, pour autant qu'ils dépassent ceux qui sont perçus à la date de la signature du présent accord ou qui pourront l'être ultérieurement d'après les lois des Etats-Unis d'Amérique en vigueur le jour de la signature du présent accord.

Article III.

Les dispositions des Articles I et II du présent accord n'interdiront pas au Gouvernement de l'un ou l'autre pays d'imposer, à un moment quelconque lors de l'importation ou à l'occasion de l'importation d'un produit quelconque, une taxe équivalente à une taxe intérieure frappant un produit national similaire ou une marchandise au moyen de laquelle l'article importé a été manufacturé ou produit en totalité ou en partie.

Article IV.

Les Etats-Unis d'Amérique et la République tchécoslovaque conviennent que les notes et dispositions figurant dans les Listes I et II annexées au présent accord ainsi que dans le protocole qui l'accompagne, reçoivent, par le présent article, pleine force et plein effet comme faisant partie intégrante du présent accord.

Article V.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique ou dans la République tchécoslovaque seront, après leur importation dans l'autre pays, exemptés de tous autres droits, taxes, charges ou redevances intérieurs autres ou plus élevés que ceux auxquels sont assujettis les articles similaires d'origine nationale ou originaires de tout autre pays étranger.

Article VI.

En ce qui concerne les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique ou dans la République tchécoslovaque, énumérés et désignés dans les Listes I et II respectivement, qui sont importés dans l'autre pays et qui sont ou pourront être soumis à des droits *ad valorem* ou à des droits établis ou déterminés, de quelque manière que ce soit, d'après la valeur desdits articles, il est entendu et convenu que les bases et les méthodes utilisées pour le calcul de la valeur imposable et pour la conversion des monnaies, ne seront pas moins favorables aux importateurs que les bases et méthodes prescrites par les lois et règlements en vigueur, le jour de la signature du présent accord, dans la République tchécoslovaque et aux Etats-Unis d'Amérique respectivement.

Article VII.

Sauf dispositions contraires figurant dans le présent accord, aucune prohibition, aucun contingent d'importation ou contingent douanier, ni aucune autre forme de limitation quantitative des importations, imposée ou non en liaison avec un organisme quelconque de contrôle centralisé, ne seront établis par la République tchécoslovaque en matière d'importation ou de vente de l'un quelconque des articles, récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, qui sont énumérés et désignés dans la Section A de la Liste I, ni par les Etats-Unis d'Amérique en matière d'importation ou de vente de l'un quelconque des articles récoltés, produits ou manufacturés dans la République tchécoslovaque, qui sont énumérés et désignés dans la Liste II.

La disposition qui précède ne s'appliquera pas aux restrictions quantitatives, sous quelque forme que ce soit, édictées par les Etats-Unis d'Amérique ou par la République tchécoslovaque à l'égard de l'importation ou de la vente d'un article quelconque, récolté, produit ou manufacturé dans l'autre pays, en liaison avec des mesures gouvernementales visant à réglementer ou à contrôler la production, la mise en vente ou les prix d'articles nationaux similaires ou tendant à accroître les frais de main-d'œuvre rentrant dans le coût de production desdits articles. Le Gouvernement du pays qui imposera une restriction de ce genre examinera avec sympathie les observations que le Gouvernement de l'autre pays pourra formuler à cet égard, et il se concertera sans délai avec ce Gouvernement au sujet de la question qui aura fait l'objet desdites observations. Si un accord n'intervient pas, en la matière, dans les trente jours suivant la réception des observations écrites, le Gouvernement qui aura formulé ces observations aura la faculté, dans les quinze jours suivant l'expiration de la période susmentionnée de trente jours, de mettre fin, en totalité, au présent accord, moyennant un préavis de trente jours donné par écrit.

Article VIII.

1. Si les Etats-Unis d'Amérique ou la République tchécoslovaque établissent ou maintiennent une forme quelconque de restriction quantitative ou de contrôle à l'égard de l'importation ou de la vente d'un article intéressant l'autre pays, ou s'ils assujettissent l'importation ou la vente d'une quantité déterminée d'un tel article à un droit ou à une taxe d'importation inférieurs au droit ou à la taxe qui frappe les importations excédant cette quantité, le Gouvernement du pays qui prendra cette mesure :

a) Informera, sur demande, le Gouvernement de l'autre pays de la quantité totale de cet article — ou de toute modification y afférente — dont l'importation ou la vente sont autorisées, moyennant ce droit ou cette taxe réduits, pendant une période déterminée, et

b) Attribuera à l'autre pays, pour cette période déterminée, une quote-part de ladite quantité totale, telle qu'elle aura été primitivement fixée ou ultérieurement

modifiée, équivalente à la proportion des importations totales dudit article qu'aura fournie l'autre pays pendant une période caractéristique antérieure, à moins qu'il ne soit réciproquement convenu de renoncer à cette attribution.

2. Sauf dispositions contraires du présent accord, ni les Etats-Unis d'Amérique ni la République tchécoslovaque ne réglementeront, par des licences ou des permis d'importation délivrés à des particuliers ou à des organisations, la quantité totale des importations dans leur territoire, ou des ventes sur celui-ci, de tout article intéressant l'autre pays, à moins que la quantité totale des importations ou des ventes autorisées dudit article, pendant une période de contingentement qui ne sera pas inférieure à trois mois, n'ait été préalablement établie. Le Gouvernement de chacun des deux pays informera, sur demande, le Gouvernement de l'autre pays de la quantité totale de tout article de ce genre dont l'importation est autorisée, ainsi que des règlements concernant le délivrance de ces licences ou permis.

3. Dans le cas où le Gouvernement de l'un ou l'autre pays présenterait des observations concernant l'application, par le Gouvernement de l'autre pays, des dispositions du présent article, le Gouvernement de cet autre pays examinera avec sympathie lesdites observations et si, dans un délai de trente jours après réception de ces observations, un arrangement satisfaisant ou un accord ne sont pas intervenus en la matière, le Gouvernement qui aura présenté des observations pourra, dans les quinze jours suivant l'expiration de la période susmentionnée de trente jours, mettre fin, en totalité, au présent accord, moyennant un préavis de trente jours donné par écrit.

Article IX.

1. Dans le cas où les Etats-Unis d'Amérique ou la République tchécoslovaque établiraient ou maintiendraient un monopole pour l'importation, la production ou la vente d'une marchandise déterminée, ou accorderaient à un ou plusieurs organismes des privilèges exclusifs, en droit ou en fait, pour l'importation, la production ou la vente d'une marchandise déterminée, le Gouvernement du pays qui établira ou maintiendra un tel monopole, ou qui accordera de tels privilèges, convient que le commerce de l'autre pays sera assuré d'un traitement juste et équitable, en ce qui concerne les achats effectués à l'étranger par un tel monopole ou organisme. A cet effet, il est entendu que, dans les achats d'un produit quelconque qu'il effectuera à l'étranger, ce monopole ou cet organisme sera guidé uniquement par des considérations de concurrence, c'est-à-dire par des considérations telles que le prix, la qualité, les facilités de débit et les conditions de vente.

2. Il est convenu que chacun des deux Gouvernements, en accordant des contrats concernant des travaux publics et, d'une façon générale, dans ses achats de fournitures et approvisionnements de tout ordre, n'établira pas de discrimination, au détriment de l'autre pays, en faveur d'un pays tiers, quel qu'il soit.

Article X.

Au cas où les Etats-Unis d'Amérique ou la République tchécoslovaque établiraient ou maintiendraient, directement ou indirectement, une forme quelconque de contrôle des moyens de paiements internationaux, le pays qui aura pris des mesures dans ce sens devra, dans l'administration de ce contrôle :

a) N'imposer aucune interdiction, condition, restriction, ni aucun délai dans le transfert des paiements afférents à des articles importés qui ont été récoltés, produits ou manufacturés dans l'autre pays, ni dans le transfert des paiements nécessaires à l'importation desdits articles ou concernant cette importation ;

b) Accorder sans condition, en ce qui concerne les taux de change et les taxes ou surtaxes sur les transactions de change relatives à des paiements afférents, d'une manière quelconque, à l'importation d'articles récoltés, produits ou manufacturés dans l'autre pays, un traitement non moins favorable que celui qui est accordé en matière d'importation d'un article quelconque récolté, produit ou manufacturé dans un pays tiers, quel qu'il soit ; et

c) Accorder inconditionnellement, pour ce qui concerne toutes règles et formalités s'appliquant aux transactions de change relatives à des paiements afférents, d'une manière quelconque, à l'importation d'articles récoltés, produits ou manufacturés dans

l'autre pays, un traitement non moins favorable que celui qui est accordé en matière d'importation d'articles similaires récoltés, produits ou manufacturés dans un pays tiers quel qu'il soit.

Article XI.

En ce qui concerne les droits de douane ou les redevances de toute nature frappant l'importation ou l'exportation, et également en ce qui concerne le mode de perception de ces droits ou redevances et les règlements et formalités applicables à l'importation ou à l'exportation, ainsi que les lois ou règlements concernant la vente, la taxation ou l'utilisation, à l'intérieur du pays, des marchandises importées, tout avantage, faveur, privilège ou immunité, qui a été ou pourra être ultérieurement accordé, par les Etats-Unis ou par la République tchécoslovaque, à un article quelconque originaire d'un tiers pays, ou expédié à destination d'un tiers pays, sera accordé immédiatement et inconditionnellement au produit similaire originaire ou expédié à destination de la République tchécoslovaque ou des Etats-Unis d'Amérique, respectivement.

Article XII.

Dans le cas où le cours du change entre les monnaies respectives des Etats-Unis d'Amérique et de la République tchécoslovaque subirait une variation considérable par rapport au cours pratiqué le jour de la signature du présent accord, le Gouvernement de l'un ou de l'autre pays, s'il estime que cette fluctuation est assez sensible pour porter préjudice à l'industrie ou au commerce du pays, aura la faculté de proposer l'ouverture de négociations en vue de modifier le présent accord ou d'y mettre fin, en sa totalité, moyennant un préavis de trente jours donné par écrit.

Article XIII.

Aux Etats-Unis d'Amérique, aussi bien que dans la République tchécoslovaque, il ne sera infligé que des pénalités nominales en matière d'importation d'articles récoltés, produits ou manufacturés dans l'autre pays, lorsque les erreurs constatées dans les pièces accompagnant les envois proviendront manifestement de simples fautes de copie ou lorsque la bonne foi du contrevenant pourra être établie.

Le Gouvernement de chacun des deux pays examinera avec sympathie les observations que l'autre Gouvernement pourra formuler au sujet de l'application des règlements douaniers, des restrictions quantitatives ou de la mise à effet de celles-ci, de l'observation des formalités douanières et de l'application des lois et règlements sanitaires concernant la protection de la vie et de la santé des hommes, des animaux ou des végétaux ; sur la demande de l'autre Gouvernement, ledit Gouvernement lui fournira une occasion convenable de procéder à un échange de vues sur ces questions.

Article XIV.

1. Sauf stipulation contraire du second alinéa du présent article, les dispositions du présent accord, concernant le traitement qui doit être accordé, par les Etats-Unis d'Amérique et par la République tchécoslovaque respectivement, au commerce de l'autre pays ne s'appliquent pas aux îles Philippines, aux îles Vierges, au Samoa américain, à l'île de Guam, ni à la Zone du Canal de Panama.

2. Sous réserve des stipulations figurant aux paragraphes 3, 4 et 5 du présent article, les dispositions du présent accord concernant le traitement de la nation la plus favorisée s'appliqueront aux articles récoltés, produits ou manufacturés dans un territoire quelconque placé sous la souveraineté ou l'autorité des Etats-Unis d'Amérique ou de la République tchécoslovaque, qui seront importés en provenance ou exportés à destination d'un territoire quelconque placé sous la souveraineté ou l'autorité de l'autre pays. Il est entendu, néanmoins, que les dispositions du présent paragraphe ne seront pas applicables à la Zone du Canal de Panama.

3. Les avantages qui sont actuellement ou qui pourront être ultérieurement accordés par les Etats-Unis d'Amérique ou par la République tchécoslovaque à des pays limitrophes, en vue de faciliter le trafic frontalier, ainsi que les avantages résultant d'une union douanière à laquelle les Etats-Unis d'Amérique ou la République tchécoslovaque pourront devenir parties, seront

exclus de l'application du présent accord, tant que lesdits avantages ne seront pas étendus à un autre pays quelconque.

4. Les avantages qui sont actuellement ou qui pourront être ultérieurement accordés par la République tchécoslovaque à l'Autriche, à la Hongrie, à la Yougoslavie, à la Roumanie ou à la Bulgarie, afin d'assurer une coopération économique plus étroite entre les pays danubiens, en ce qui concerne les marchandises bénéficiant d'avantages spéciaux actuellement accordés par la République tchécoslovaque aux pays en question, seront exclus de l'application du présent accord. Toutefois, au cas où lesdits avantages auraient pour effet de compromettre sensiblement la valeur de l'une quelconque des concessions prévues dans la Liste I du présent accord, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique se réserve le droit de rouvrir des négociations en vue de la modification du présent accord.

5. Les avantages que les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions, ou la Zone du Canal de Panama, se sont mutuellement accordés jusqu'ici, ou pourront s'accorder par la suite, ou ont accordé ou pourront accorder à la République de Cuba, seront exclus de l'application du présent accord. Les dispositions du présent paragraphe continueront à être applicables en ce qui concerne tous avantages que se sont actuellement accordés ou que pourront, par la suite, s'accorder mutuellement les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions, ou la Zone du Canal de Panama, quelles que soient les modifications qui puissent survenir dans le statut politique de l'un quelconque des territoires ou possessions des Etats-Unis d'Amérique.

Article XV.

Sous réserve que, dans des circonstances et conditions analogues, il n'y aura pas de discrimination arbitraire, de la part de l'un des deux pays, au détriment de l'autre et en faveur d'un tiers pays quelconque, et sans préjudice des dispositions de l'article IX ou du second paragraphe de l'article XIII, les dispositions du présent accord ne s'étendront pas aux prohibitions ou restrictions :

- 1^o Edictées pour des raisons de sécurité publique,
- 2^o Imposées pour des raisons de moralité ou d'humanité ;
- 3^o Destinées à protéger la vie et la santé des hommes, des animaux ou des végétaux ;
- 4^o Visant les articles fabriqués dans les prisons ;
- 5^o Ayant trait à l'application de lois et règlements de police ou de lois et règlements fiscaux ;
- 6^o S'appliquant à des produits qui, en ce qui concerne la production ou le commerce, sont ou pourront être, dans l'avenir, assujettis dans le pays à un monopole d'Etat ou à des monopoles s'exerçant sous le contrôle de l'Etat.

Aucune disposition du présent accord ne devra être interprétée comme empêchant l'adoption de mesures destinées à interdire ou à restreindre l'exportation ou l'importation de l'or ou de l'argent, ou comme empêchant l'adoption des mesures que l'un ou l'autre Gouvernement pourront juger utile de prendre en vue d'assurer le contrôle de l'exportation ou de la vente, aux fins d'exportation, des armes, munitions ou matériel de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de toutes autres fournitures militaires. Il est convenu, en outre, qu'aucune disposition du présent accord ne devra être interprétée comme empêchant l'adoption ou l'application de mesures relatives à la neutralité.

Article XVI.

Dans le cas où les Etats-Unis d'Amérique ou la République tchécoslovaque adopteraient une mesure qui, alors même qu'elle ne serait pas incompatible avec les dispositions du présent accord, serait considérée par le Gouvernement de l'autre pays comme diamétralement opposée ou préjudiciable à l'une quelconque des fins visées par le présent Accord, le Gouvernement du pays qui aura adopté une telle mesure examinera les observations et propositions que le Gouvernement de l'autre pays pourra formuler en vue de régler la question à la satisfaction réciproque des parties.

Article XVII.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République tchécoslovaque se réservent le droit de retirer ou de modifier la concession accordée, en ce qui concerne un article quelconque, en vertu du présent accord, ou d'imposer des restrictions quantitatives en ce qui concerne l'un quelconque desdits articles, si, à la suite de l'extension de cette concession à des pays tiers, ces derniers pays tirent le plus de bénéfice de la concession en question et si, en conséquence, il se produit une augmentation indûment considérable des importations de l'article dont il s'agit ; il est, toutefois, entendu qu'avant que le Gouvernement de l'un ou l'autre pays n'use de la réserve énoncée ci-dessus, il donnera avis, par écrit, à l'autre Gouvernement de son intention et fournira à cet autre Gouvernement l'occasion, dans les trente jours suivant la réception dudit avis, de se concerter avec lui au sujet de la mesure envisagée. Si un accord n'intervient pas, à cet égard, dans les trente jours suivant la réception du susdit avis, le Gouvernement qui se proposait de prendre la mesure en question sera alors libre de le faire à un moment quelconque, et l'autre Gouvernement aura la faculté, dans les quinze jours qui suivront ladite mesure, de mettre fin au présent accord en sa totalité, moyennant un préavis de trente jours, donné par écrit.

Article XVIII.

Le présent accord remplacera, à dater du jour où il entrera en vigueur, l'Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et la République tchécoslovaque, effectué par un échange de notes signées le 29 octobre 1923, tel qu'il a été prolongé par l'Accord signé le 5 décembre 1924 et tel qu'il a été amendé par l'Accord signé le 29 mars 1935.

Article XIX.

Le présent accord fera l'objet d'une proclamation du Président des Etats-Unis d'Amérique et d'une ratification par le Président de la République tchécoslovaque, après que l'Assemblée nationale de la République tchécoslovaque aura déclaré son approbation.

En attendant la ratification du présent accord par le Président de la République tchécoslovaque, ledit accord sera appliqué provisoirement par les Etats-Unis d'Amérique et par la République tchécoslovaque le 16 avril 1938, et ce jusqu'au jour où l'accord entrera définitivement en vigueur, sous réserve des dispositions de l'article VII, de l'article VIII, de l'article XII, de l'article XVII, du paragraphe N° 14 du protocole, et du troisième paragraphe du présent article. L'accord entrera définitivement en vigueur trente jours après l'échange de la proclamation du Président des Etats-Unis d'Amérique et de l'instrument de ratification du Président de la République tchécoslovaque, qui s'effectuera à Prague dès que faire se pourra.

Le présent accord restera en vigueur, sous réserve des dispositions de l'article VII, de l'article VIII, de l'article XII, de l'article XVII et du paragraphe N° 14 du protocole, jusqu'au 15 avril 1939. Si le Gouvernement de l'un ou l'autre pays n'a pas notifié à l'autre Gouvernement, six mois, au moins, avant le 15 avril 1939, son intention de mettre fin à l'accord, celui-ci restera en vigueur ultérieurement, sous réserve des dispositions de l'article VII, de l'article VIII, de l'article XII, de l'article XVII, et du paragraphe N° 14 du Protocole, jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date à laquelle le Gouvernement de l'un ou l'autre pays aura notifié à l'autre Gouvernement son intention de dénoncer l'accord.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, en langue anglaise et en langue tchécoslovaque, les deux textes faisant également foi, en la ville de Washington, le 7 mars 1938.

Pour le Président des Etats-Unis d'Amérique :

(*Sceau*) Cordell HULL.

Pour le Président de la République tchécoslovaque :

(*Sceau*) V. S. HURBAN.

DROITS DE DOUANE FRAPPANT LES IMPORTATIONS A DESTINATION
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE

LISTE I — SECTION A.

Numéro du tarif douanier tchécoslovaque	Description des articles	Taux des droits (en couronnes tchécoslovaques) par 100 kg.
ex 10	Raisins secs en grains et en grappes ; Raisins de Corinthe :	
	Raisins secs, en grains et en grappes	180,—
ex 11	Citrons, limons, cédrats :	
	Pamplemousses	25,—
ex 17	Pignons de pin non mondés ; caroubes, azéroles, châtaignes ; noix de coco et noix exotiques similaires comestibles ; olives, fraîches, sèches ou salées :	
	Pacanes, non mondés	60,—
ex 36	Noix et noisettes mûres :	
	Noix, mûres, non écalées	80,—
ex 37	Fruits non spécialement dénommés, frais :	
ex a)	Fruits fins de table :	
ex 1	Pêches et brugnon, poires, pommes et fraises :	
	Paires, du 1 ^{er} septembre au 31 mars	50,—
	Pommes, du 1 ^{er} janvier au 30 juin	40,—
ex c)	Tous autres fruits en emballage autre :	
ex 1	Pommes :	
ex alpha)	Du 1 ^{er} décembre au 31 août :	
	Pommes, du 1 ^{er} janvier au 30 juin	25,—
ex 38	Prunes, séchées au four ou à l'air :	
ex a)	En tonneaux, caisses, sacs ou emballages analogues, d'un poids brut supérieur à 30 kilogrammes, ou sans emballage :	En franchise
	En tonneaux, caisses, sacs ou emballages analogues, d'un poids brut supérieur à 50 kilogrammes	En franchise
	Sans emballage	40,—
	b) En autres emballages	
ex 39	Fruits non spécialement dénommés, préparés (séchés à l'air, séchés au four, comprimés, coupés, en poudre ou autrement réduits en morceaux ; conservés dans l'eau salée ou dans le vinaigre, en tonneaux ; marmelade de prunes, sans sucre) :	En franchise
	Pommes et poires, séchées et non pelées, entières ou coupées	60,—
	Tous autres fruits non spécialement dénommés, séchés à l'air ou au four	
ex 84	Poils de toute sorte, bruts ou apprêtés (c'est-à-dire peignés, bouillis, teints ou colorés, également frisés) ; soles animales :	
	Poils d'animaux, sauf le crin de cheval, bruts ou apprêtés	En franchise
ex 86	Vessies et boyaux, frais, salés ou séchés ; baudruce ; cordages en boyau :	
	Vessies ou boyaux, frais ou salés	18,— sur le poids net
ex 90	Graisses alimentaires artificielles :	
ex Note 4	« Premier jus », importé par les usines pour la fabrication de graisses alimentaires en vertu d'un permis spécial et moyen- nant les conditions fixées par les règlements	105,—
ex 114	Articles de boulangerie (biscuits, cakes, gâteaux, oublies, etc.) :	
	Flocons cuits et préparations similaires de céréales broyées et de riz	525,—

Numéro du tarif douanier tchécoslovaque	Description des articles	Taux des droits (en couronnes tchécoslovaques)
ex 131	Comestibles de toute sorte en boîtes, en bouteilles et autres récipients similaires, hermétiquement fermés (excepté les comestibles énumérés sous les numéros 114, 126 et 127) :	par 100 kg.
	Conserves de légumes et autres préparations végétales pour l'usage de la cuisine, :	
	Jus de légumes ; autres conserves de légumes, sauf les tomates, liquides	200,—
	Conserves de tomates ou d'asperges	320,—
	Toutes autres conserves de légumes et autres préparations végétales pour l'usage de la cuisine :	420,—
	Conserves de fruits :	
	Ananas	200,—
	Tous autres fruits	360,—
	Jus de fruits et de baies, excepté les jus de framboise, de pomme et de raisin	200,—
	Pilchards à l'huile	360,—
	Pilchards à la sauce tomate, si l'envoi est accompagné d'un certificat délivré par une autorité compétente du pays d'origine et attestant que les boîtes métalliques contiennent la chair du pilchard	200,—
	Conserves de saumon, si l'envoi est accompagné d'un certificat délivré par une autorité compétente du pays d'origine et attestant que les boîtes métalliques contiennent la chair du saumon	360,—
	Grains gonflés et rôtis de céréales et de riz	525,—
ex 132	Comestibles non spécialement dénommés :	
	Grains gonflés et rôtis de céréales et de riz	525,—
	Gomme à mâcher (chewing gum)	720,—
ex 134	Bois de construction et bois d'œuvre ; liège :	En franchise
b)	Bois de construction et bois d'œuvre non européens, ronds ou en billes brutes, dégrossies à la hache, même sciés, coupés, décorés, fendus, à l'exception des feuilles de placage, mais non autrement ouvrés	
ex 150	Terres et matières minérales non spécialement dénommées, brutes, calcinées, broyées ou lavées :	
ex b)	Autres :	
	Phosphate	En franchise
ex 165	Résine commune ; colophane ; poix non spécialement dénommée :	
	Résine, colophane	En franchise
170	Ciment d'asphalte ; mastic d'asphalte ; ciments résineux (ciment de bois)	14,—
ex 173	Térébenthine, huile de térébenthine, huile de poix (huile de résine) ; huile d'ambre, de corne de cerf et de caoutchouc, brute, de même que huiles de goudron de houille de la série du benzol ; glu :	
ex b)	Autres :	
	Térébenthine, huile de térébenthine	En franchise
ex 177	Huiles minérales, ainsi que goudron de lignite et de schiste, semi-raffinés (semi-épurés) ou raffinés (épurés) d'une densité de 880 degrés ou moins, même mélangés avec des huiles ou des graisses animales ou végétales :	
ex b)	D'une densité de plus de 790 degrés et jusqu'à 880 degrés : Huiles minérales semi-raffinées (semi-épurées) ou raffinées (épurées), légères	53,— sur le poids spécifique
178	Huiles minérales, ainsi que goudron de lignite et de schiste, semi-raffinés (semi-épurés) ou raffinés (épurés), d'une densité supérieure à 880 degrés, même mélangés avec des huiles ou des graisses animales ou végétales	65,— sur le poids spécifique

Numéro du tarif douanier tchécoslovaque	Description des articles	Taux des droits (en couronnes tchécoslovaques) par 100 kg. En franchise
180	Coton brut, cardé, blanchi, teint, moulu ; déchets de coton	
ex 181	Ouate de coton, excepté l'ouate pour usages médicaux ; fils préparés pour servir au nettoyage des machines, etc. : <i>Note</i> : Bourres de coton, façonnées, importées sous licence pour la fabrication de la rayonne, sous surveillance et aux conditions fixées par les règlements	60,—
ex 285	Cartons, également cartons pour recouvrir les planchers :	
ex <i>b)</i> 1	Cartons pour presses, carton-ardoise, carton lustré : Fibre vulcanisée	216,— sur le poids brut
ex 312	Articles en caoutchouc mou, non spécialement dénommés, même combinés avec des matières ordinaires ou fines : Seringues de caoutchouc, gommes à effacer, bandes de caoutchouc jusqu'à 2 millimètres de large	650,—
ex 320	Articles pour usages techniques :	
<i>d)</i>	Courroies de transmission	1.000,—
ex <i>e)</i> 2	Pneumatiques (chambres à air et bandages) : Autres	1.000,—
333	Cuir de bouc, de chèvre et de chevreau préparé, à l'exception de la peau pour gants et du cuir verni	1.350,—
335	Peau de toute espèce, pour gants	620,—
336	Cuir verni de toute sorte	800,—
ex 337	Cuir non spécialement dénommé ; parchemin :	
<i>b)</i>	Peaux d'oiseaux, de reptiles, d'amphibies et de poissons	450,—
Note 1	Rognures et autres déchets de cuir classés sous les numéros 329, 330, 333-337	215,—
ex 361	Articles non spécialement dénommés, en matières à tourner et à sculpter autres que le bois :	
ex <i>c)</i>	Articles en écume de mer, lave, celluloïd et matières artificielles similaires à sculpter (à l'exception des articles faits d'imitations des matières dénommées sous <i>d)</i> et <i>e)</i>), même combinées avec des matières ordinaires ou d'autres matières fines : Pellicules non exposées, autres que les pellicules cinématographiques	1.200,—
Note 1	Pellicules cinématographiques non exposées	360,—
ex 365	Pavés en liège :	
	Masses pour éviter la déperdition de la chaleur, en farine fossile (terre d'infusoires) mélangée d'asbeste, de poils, de sciure et de produits similaires	75,—
ex 366	Bouchons, semelles et autres articles en liège, même combinés avec des matières ordinaires :	
	Masses pour éviter la déperdition de la chaleur, en farine fossile (terre d'infusoires) mélangée d'asbeste, de poils, de sciure et de produits similaires, même combinées avec des matières ordinaires	75,—
398	Masses pour éviter la déperdition de la chaleur, en farine fossile (terre d'infusoires), mélangée d'asbeste, de poils, de sciure et de produits similaires :	
	« Rock wool »	
	Autres	En franchise 40,—
ex 401	Articles en asbeste :	
<i>b)</i>	Papier et carton d'asbeste, façonnés, même perforés ; non façonnés ou façonnés avec fils métalliques intercalés	600,—
406	Papier à polir	240,—
407	Tissus, rubans et articles analogues pour polir	320,—

Numéro du tarif douanier tchécoslovaque	Description des articles	Taux des droits (en couronnes tchécoslovaques) par 100 kg.
ex 445 ex d)	Articles en tôle non spécialement dénommés : Peints, imprimés, bronzés, laqués, émaillés ou en tôle à dessins ; même combinés avec des matières ordinaires :	
ex 2	Autres : Cadres de machines à adresser	475,—
ex 476	Meubles en fer, autres que ceux constituant des ouvrages de serrurerie d'art ; engins de gymnastique :	
ex b)	Ayant subi un autre travail grossier ou fin, même combinés avec d'autres matières : Classeurs de toutes catégories Frigorifiques, même très finement finis, pour conserver les denrées alimentaires	770,— 1.000,—
ex 488 d)	Métaux communs bruts, vieux, en débris ou en déchets : Cuivre (même purifié), cuivre obtenu par l'électrolyse, cuivre en rosettes et cuivre de cémentation	En franchise
ex 530 ex c)	Machines et appareils agricoles, non spécialement dénommés :	
ex 2	Autres : De fer : Charrues complètes pour être attachées à des charrues à moteur	300,—
ex 538	Machines et appareils non spécialement dénommés, autres, pesant chacun :	
ex c)	Plus de 10 quintaux métriques : Machines à raboter, à profiler ou à façonner, à fraiser, pour travailler les métaux	600,—
Note 2 (à la classe XL)	Pour le classement des machines, instruments, ou de leurs pièces détachées, il n'est pas tenu compte de leur combinaison avec d'autres matières.	
Note 3 (à la classe XL)	Les articles de cette catégorie non spécialement dénommés, qui ne peuvent être utilisés que pour le montage de machines ou d'instruments, seront soumis aux droits de douane en tant que pièces de machines ou d'instruments.	
ex 539	Dynamos et moteurs électriques (à l'exception des moteurs d'automobiles), même combinés d'une façon inséparable avec des accessoires ou appareils mécaniques ; transformateurs (convertisseurs rotatifs ou fixes) ; pesant chacun :	
ex a)	25 kilogrammes ou moins : Unités de refroidissement électrique	975,—
ex 543	Appareils électriques et électro-techniques (régulateurs, résistances, appareils de démarrage, etc.), non spécialement dénommés : Bougies d'allumage	1.200,—
ex 546 ex b)	Charbons électriques :	
1	Autres : Pesant chacun 3 kilogrammes ou plus	24,—
ex 553	Motocyclettes, même avec side-car, side-cars importés séparément, automobiles (y compris les tricycles à moteur), châssis avec ou sans moteur, et carrosseries importées séparément :	
ex a)	Motocyclettes, même avec side-car, ainsi que side-cars importés séparément : Motocyclettes pesant, chacune, plus de 190 kilogrammes (sans side-car)	1.400,—
ex b)	Automobiles à voyageurs (y compris les tricycles à moteur), châssis avec ou sans moteur et carrosseries importées séparément, pesant chacune :	
ex 2	Plus de 1.000 kilogrammes : Automobiles à voyageurs complètes, châssis complets, pièces détachées de châssis	1.700,—

Numéro du tarif douanier tchécoslovaque	Description des articles	Taux des droits (en couronnes tchécoslovaques)
ex c)	Camions automobiles, autobus, automobiles combinées d'une manière inséparable avec une installation de travail, châssis avec ou sans moteur, ainsi que carrosseries importées séparément, pesant chacun :	par 100 kg.
ex 1	Jusqu'à 1.500 kilogrammes : Camions automobiles complets, châssis complets, pièces détachées de châssis	1.700,—
ex d)	Tracteurs et charrués à moteur, pesant chacun :	
ex 1	Jusqu'à 1.500 kilogrammes : Tracteurs	540,—
ex 2	Plus de 1.500 kilogrammes et jusqu'à 3.000 kilogrammes : Tracteurs	680,—
ex 554	Moteurs d'automobiles et d'aéroplanes :	
Note à la rubrique a)	A l'importation de pièces détachées de moteurs comprises sous le présent numéro, les parties achevées qui se présentent, sans le moindre doute, comme pièces de ces moteurs acquitteront les droits applicables aux différentes espèces de moteurs, si l'importateur fournit un certificat établissant de façon certaine que ces pièces font partie de moteurs de la catégorie et du poids en question.	
ex 576	Machines et instruments non spécialement dénommés :	par kilogramme
a)	Machines à écrire, machines à calculer (également caisses enregistreuse), machines comptables, duplicateurs, machines à calculer, machines à statistiques, machines à adresser et machines à affranchir	15,—
ex b)	Autres : Cylindres de machines à dicter	7,70
ex 596	Corps simples (éléments) spécialement dénommés :	
ex a)	Scufre (en morceaux ou en canons), même moulu, et fleur de soufre ; phosphore ; antimoine métallique ; mercure ; Soufre (en morceaux ou en canons), même moulu	par 100 kg. En franchise
ex 599	Sels de potassium, de sodium et d'ammonium, spécialement dénommés :	
ex a)	Sels pour engrais (sels bruts de potassium à l'état naturel, dits sels de déblai ou de déchet, ainsi que les engrais artificiels de mélanges salins) ; chlorure de potassium (muriate de potasse) ; nitrate de soude (naturel (salpêtre du Chili) et artificiel), non raffiné ; borax brut ; crème de tartre brute ; lie de vin desséchée ; potasse de betterave ;	
ex 2	Autres : Borax brut	En franchise
ex 605	Noir de fumée, poudre de charbon, et noirs moulus (à l'exception du charbon d'os granulé (spodium) classé sous le numéro 600 d)) : Noir de fumée, poudre de charbon et noirs moulus (à l'exception du charbon d'os granulé (spodium) classé sous le numéro 600 d)), à l'exception des charbons activés	40,—
ex 622	Matières chimiques auxiliaires et produits chimiques, non spécialement dénommés :	
ex d)	Tous autres : Carbure de silicium	15% <i>ad valorem</i> , mais pas plus de 3.600 cou- ronnes tché- coslovaques par 100 kg.
ex 637	Savon :	
b)	Savon fin, c'est-à-dire parfumé, en tablettes ou en boules, en boîtes, en pots	par 100 kg. 648,—

LISTE I — SECTION B.

Numéro du tarif douanier tchécoslovaque	Description des articles	Contingent annuel
ex 37	Pommes, fraîches	14% des importations courantes, mais pas moins de 4.500 tonnes métriques.
38	Prunes, séchées au four ou à l'air L'année de contingentement va du 1 ^{er} septembre au 31 août.	30% des importations courantes, mais pas moins de 3.500 tonnes métriques.
ex 89 b)	Graisse de porc fondue	35% des importations courantes, mais pas moins de 5.600 tonnes métriques.
90 ex Note 4	« Premier jus », importé par les usines pour la fabrication de graisses alimentaires en vertu d'un permis spécial et moyennant les conditions fixées par les règlements	80 tonnes métriques.
ex 361 c)	Pellicules non exposées, autres que films cinématographiques	35 tonnes métriques.
ex 553 a)	Motocyclettes	275 unités.
ex 553 b)	Automobiles pour voyageurs complètes, ou châssis d'automobiles pour voyageurs, complets, camions automobiles complets, ou châssis de camions automobiles, complets	1.600 unités.
ex 599 a) Note 1	Nitrate de soude sous certificat	3.000 tonnes métriques par année fiscale, à partir du 1 ^{er} juillet 1938.

LISTE II.

Note. — Les dispositions de la présente Liste devront recevoir la même interprétation et le même effet, et l'application des dispositions connexes des lois douanières des Etats-Unis aux dispositions de la présente Liste sera déterminée, dans la mesure du possible, comme si chaque disposition de la présente Liste figurait respectivement dans la disposition statutaire indiquée à la colonne qui se trouve à gauche des descriptions respectives des articles.

Dans le cas d'articles, énumérés dans la présente Liste, qui sont assujettis, le jour de la signature du présent Accord, à des droits douaniers ordinaires, additionnels ou distincts — que ceux-ci soient ou non imposés en vertu de la disposition statutaire indiquée dans la colonne qui se trouve à gauche de la description respective de l'article — ces droits distincts ou additionnels resteront en vigueur, sous réserve de toute réduction indiquée dans la présente Liste ou prévue ci-après, jusqu'à ce qu'ils soient abolis en conformité avec la loi, mais ils ne devront pas être augmentés.

Paragraphe de la Loi douanière des Etats-Unis, 1930	Description des articles	Taux des droits
78	Permanganate de potassium	6 ¢ la livre
212	Articles sanitaires, ainsi que leurs parties et accessoires, composés entièrement de porcelaine ou de faïence, ou dont ces produits constituent l'élément de principale valeur, ou autres produits vitrifiés, composés d'un corps vitrifié non absorbant, à cassure vitrifiée ou vitreuse, ou semi-vitrifiée ou semi-vitreuse, non spécialement dénommés :	
	Entièrement blancs, ni peints, ni colorés, ni teintés, ni colorés, ni émaillés, ni dorés, ni imprimés, ni ornementés, ni décorés d'une manière quelconque	30% <i>ad val.</i>
	Peints, colorés, teintés, colorés, émaillés, dorés, imprimés, ornementés ou décorés d'une manière quelconque	35% <i>ad val.</i>

Paragraphe de la Loi douanière des États-Unis, 1930	Description des articles	Taux des droits
217	Bouteilles, pots, dames-jeannes et bonbonnes recouvertes ou non, tous ces articles en verre ou dont le verre constitue l'élément de principale valeur, non remplis, non spécialement dénommés, contenant plus d'une pinte <i>Remarque</i> : Aucun de ces articles contenant des marchandises ne doit être admis au bénéfice d'une réduction de droits en vertu du présent numéro.	½ σ la livre.
218 b)	Tiges et baguettes en émail fusible, quelle que soit leur destination, entièrement en verre, ou dans lesquelles le verre constitue l'élément de principale valeur	40% <i>ad val.</i>
218 c)	Articles pour l'éclairage, de toute sorte, finis ou non, entièrement en verre, ou dans lesquels le verre constitue l'élément de principale valeur, destinés à l'éclairage artificiel : Prismes, suspensions en verre, et articles dans lesquels les prismes constituent l'élément de principale valeur Cheminées Globes et abat-jour Consoles murales, candélabres et chandeliers, tous les articles précédents destinés à l'éclairage électrique Autres <i>Remarque</i> : Les parties non spécialement dénommées des articles ci-dessus, entièrement en verre ou dans lesquelles le verre constitue l'élément de principale valeur, seront assujetties aux mêmes droits que les articles dont elles font partie.	30% <i>ad val.</i> 30% <i>ad val.</i> 45% <i>ad val.</i> 30% <i>ad val.</i> 40% <i>ad val.</i>
218 d)	Tous articles en verre connu dans le commerce sous le nom de verre double, composés de deux couches ou plus de verre clair, opaque, coloré ou semi-translucide, ou de ces verres combinés	45% <i>ad val.</i>
218 e)	Bouteilles, entièrement en verre, ou dans lesquelles le verre constitue l'élément de principale valeur, qui, d'après leurs caractéristiques, sont employées ou destinées à être employées comme contenants pour des parfums, de la poudre de talc, des lotions de toilette, vides et fabriquées autrement qu'à la machine automatique, pourvues ou non de bouchons à l'émeri ou destinées à en être pourvues	37½% <i>ad val.</i>
218 f)	Articles et ustensiles de table et de cuisine, et tous articles non spécialement dénommés, composés entièrement de verre, ou dans lesquels le verre constitue l'élément de principale valeur, soufflés ou partiellement soufflés dans le moule ou autrement, ou colorés, taillés, gravés au burin ou à l'acide, givrés, dorés, passés à la meule (sauf dans le cas où cette opération a été effectuée pour ajuster les bouchons ou dans un but autre que l'ornementation), peints, imprimés d'une manière quelconque, sablés, argentés, colorés, décorés ou ornés d'une manière quelconque, pleins ou vides, que leur contenu soit taxé ou exempt, à l'exception des articles primitivement destinés à l'ornementation, principalement décorés par gravage au burin et d'une valeur non inférieure à \$ 8 la pièce	50% <i>ad val.</i>
218 g)	Articles et ustensiles de table et de cuisine, composés entièrement de verre, ou dans lesquels le verre constitue l'élément de principale valeur, pressés et non polis, décorés ou ornements d'une manière quelconque ou non, ou passés à la meule (sauf dans le cas où cette opération a été effectuée pour ajuster les bouchons, ou dans un autre but que l'ornementation), pleins ou vides, que leur contenu soit taxé ou exempt	25% <i>ad val.</i>

Paragraphe de la Loi douanière des Etats-Unis, 1930	Description des articles	Taux des droits
219	Verre de manchons, crown glass, et verre à vitres, quels que soient le procédé de fabrication et l'usage auquel ils sont destinés : Ne dépassant pas huit cent soixante-quatre pouces carrés Dépassant huit cent soixante-quatre pouces carrés <i>Remarque a)</i> : Aucun des produits ci-dessus pesant moins de seize onces, mais pas moins de douze onces, par pied carré, ne pourra acquitter un droit inférieur à <i>Remarque b)</i> : Les droits ci-dessus ne s'appliqueront pas, en tant que droits de base, aux verres assujettis à un droit additionnel en vertu du paragraphe 224 de la Loi douanière de 1930.	1 $\frac{1}{8}$ ¢ la livre 1 $\frac{3}{4}$ ¢ la livre 30% <i>ad val.</i>
230 d)	Tous verres et articles en verre, ou dont le verre constitue l'élément de principale valeur, à l'exception du verre brisé ou des déchets de verre destinés uniquement à être travaillés, non spécialement dénommés, pour : Blocs ou briques de construction, pressés, de teinte cristal Autres	40% <i>ad val.</i> 50% <i>ad val.</i>
339	Ustensiles de table, de ménage, de cuisine et d'hôpital, ainsi que vaisselle, profonde ou plate, non spécialement dénommés, en fer ou en acier, émaillés ou recouverts d'émail vitrifié, comportant ou non, comme parties constitutives, des éléments pour le chauffage électrique	5 ¢ la livre et 15% <i>ad val.</i>
339	Couperets à viande et à aliments, constituant des ustensiles de ménage ou de cuisine, composés entièrement en métal commun, ou dans lesquels le métal commun constitue l'élément de principale valeur, non plaqués de platine, d'or, ni d'argent, et non spécialement dénommés	30% <i>ad val.</i>
346	Boucles pour ceintures, pantalons et gilets, boucles pour souliers ou pantoufles, ainsi que leurs parties, entièrement ou partiellement en fer, acier ou autre métal commun, évalués à pas plus de 20 cents le cent	3 $\frac{1}{2}$ ¢ le cent et 10% <i>ad val.</i>
348	Boutons à pression et fermoirs (à l'exception des fermoirs à coudre), ainsi que leurs parties, quelles que soient leur dénomination et la matière dont ils sont composés, non plaqués d'or, d'argent ou de platine, évalués à \$ 1.66 $\frac{1}{2}$, ou moins, le cent : Non fixés sur un ruban Fixés sur un ruban	30% <i>ad val.</i> 35% <i>ad val.</i>
349	Boutons en métal avec dessins, devise, modèle ou lettres en relief	35% <i>ad val.</i>
350	Epingles de sûreté, non plaquées d'or ni d'argent et non connues habituellement comme bijouterie	30% <i>ad val.</i>
710	Fromages de Bryndza en fûts, barils ou barriques, pesant avec leur contenu plus de 200 livres pièce	5 ¢ la livre, sans que le droit puisse être inférieur à 25% <i>ad val.</i>
780	Houblon évalué à 30 cents ou plus par livre	18 ¢ la livre.
780	Lupuline	75 ¢ la livre.
910	Damassé pour linge de table, entièrement en coton ou dans lequel le coton constitue l'élément de principale valeur, ainsi que tous articles finis ou non, fabriqués ou découpés dans un tel damassé ; tous ces articles, évalués à 75 cents, ou plus, par livre	20% <i>ad val.</i>
911 a)	Essuie-mains, autres qu'en tissus à poils, entièrement en coton ou dans lesquels le coton constitue l'élément de principale valeur, en pièces ou autrement, façon Jacquard, évalués à 10 cents, ou plus, par pièce	30% <i>ad val.</i>

Paragraphe de la Loi douanière des Etats-Unis, 1930	Description des articles	Taux des droits
915	Gants et mitaines, finis ou non, entièrement en coton ou en autres fibres végétales, ou dans lesquels le coton ou les autres fibres végétales constituent l'élément de principale valeur, fabriqués avec un tissu tricoté sur une machine à tricoter en chaîne, évalués à \$ 1.50, ou plus, par douzaine de paires	50% <i>ad val.</i>
1013	Damassé pour linge de table, entièrement en lin ou dans lequel le lin constitue l'élément de principale valeur, ne contenant pas plus de 130 fils par pouce carré, chaîne et trame comprises, et tous articles, finis ou non, fabriqués ou découpés dans un tel damassé	30% <i>ad val.</i>
1014	Serviettes, finies ou non, entièrement en lin ou dans lesquelles le lin constitue l'élément de principale valeur, ne contenant pas plus de 130 fils par pouce carré, chaîne et trame comprises	30% <i>ad val.</i>
1023	Tous articles entièrement en lin ou dans lesquels le lin constitue l'élément de principale valeur, non spécialement dénommés	30% <i>ad val.</i>
1116 b)	Tapis, carpettes et nattes, en chenille d'Axminster, unis ou avec dessins, tissés comme tapis, carpettes ou nattes séparés, ou en rouleaux de toute largeur	40% <i>ad val.</i>
1117 a)	Tapis, carpettes et nattes de Wilton, évalués à pas plus de 40 cents par pied carré	40% <i>ad val.</i>
1309	Gants et mitaines, tricotés ou au crochet, finis ou non, entièrement en rayonne ou en autres textiles synthétiques, ou dans lesquels ces matières constituent l'élément de principale valeur, évalués à \$ 1.50, ou plus, par douzaine de paires	45 ¢ la livre et 50% <i>ad val.</i>
1413	Vide-poches entièrement en papier, papier-mâché ou papier-carton, ou dans lesquels ces matières constituent l'élément de principale valeur, qu'ils soient ou non découpés à l'emporte-pièce, repoussés ou imprimés par un procédé lithographique ou autre	17½% <i>ad val.</i>
1503	Paillettes et perles, y compris les conteries, non spécialement dénommées	20% <i>ad val.</i>
1503	Perles imitant les pierres précieuses ou demi-précieuses, de toute sorte et de toute forme, quelle que soit la matière qui les compose, non spécialement dénommées	25% <i>ad val.</i>
1503	Sacs de dames et leurs plaques (<i>plates</i>), non ornés de perles, de paillettes ou de conteries, non brodés au tambour ou autrement, sans applications ni festons, composés entièrement de perles ou de paillettes (autres que les imitations de perles en nacre, les perles imitant les pierres précieuses ou demi-précieuses, et les perles dont la matière de principale valeur est la résine synthétique) ou dans lesquels ces perles ou paillettes constituent l'élément de principale valeur	40% <i>ad val.</i>
<i>Remarque</i> : Aucun de ces articles ne sera assujéti, conformément à la remarque b) au N° 1503 du tarif, à un droit supérieur à 50% du droit qui serait applicable en vertu de ladite remarque, à défaut de toute réduction de droit accordée conformément à l'article 350 de la loi établissant le tarif des douanes, telle qu'elle a été modifiée.		
1510	Boutons non spécialement dénommés, entièrement en composés de caséine connus sous le nom de galalithe ou sous tout autre nom, ou dans lesquels ces composés constituent l'élément de principale valeur, évalués à plus de 60 cents par grosse	35% <i>ad val.</i>

Paragraphe de la Loi douanière des Etats-Unis, 1930	Description des articles	Taux des droits
1510	Boutons non spécialement dénommés, entièrement en bois, ou dans lesquels le bois constitue l'élément de principale valeur	35% <i>ad val.</i>
1510	Boutons non spécialement dénommés, entièrement en verre ou dans lesquels le verre constitue l'élément de principale valeur	25% <i>ad val.</i>
1526 a)	Chapeaux, casquettes, bonnets et coiffures pour femmes ou fillettes, non garnis, y compris les carcasses, cloches, plateaux ou formes pour chapeaux ou bonnets, composés entièrement en poils de lapin, castor, ou autres animaux, ou dans lesquels ces poils constituent l'élément de principale valeur; tous ces articles présentant un fini en poil ou bouclé connu sous le nom de velours, suède ou soleil, évalués à plus de \$ 9 mais pas plus de \$ 18 par douzaine	45% <i>ad val.</i>
1527 c) (2)	Sacs de dames, évalués à plus de 20 cents mais pas à plus de \$ 5 par douzaine de pièces, finis ou non, garnis avec des pierres du Rhin, et dans lesquels ces pierres constituent l'élément de principale valeur	½ ¢ la pièce et ³/₁₀ ¢ par douzaine pour chaque cent excédant la valeur de 20 cents par douzaine, et 25% <i>ad val.</i>
1527 c) (2)	Boucles évaluées à plus de 20 cents sans dépasser \$ 5 par douzaine de pièces, finies ou non, composées entièrement en métal autre que l'or ou le platine, ou dans lesquelles ce métal constitue l'élément de principale valeur (qu'elles soient ou non émaillées, recouvertes par galvanoplastie ou autrement, ou plaquées, y compris le plaqué d'or)	½ ¢ la pièce et ³/₁₀ ¢ par douzaine pour chaque cent excédant la valeur de 20 cents par douzaine, et 25% <i>ad val.</i>
1528	Imitations de pierres précieuses, taillées à facettes ou autrement, et imitations de pierres demi-précieuses, taillées à facettes, non spécialement dénommées	10% <i>ad val.</i>
1528	Imitations de pierres précieuses, non taillées à facettes ou autrement, imitations de pierres demi-précieuses, non taillées à facettes, ainsi qu'imitations de pierres précieuses ou demi-précieuses, opaques, avec le dessus et le dessous plats, taillées ou polies, mais non à facettes et non spécialement dénommées	30% <i>ad val.</i>
1530 e)	Bottines, souliers ou autres chaussures (y compris les bottines ou souliers d'athlétisme ou de sport), entièrement en cuir, ou dans lesquels le cuir constitue l'élément de principale valeur, non spécialement dénommés :	
	Cousus ou piqués par le procédé McKay	20% <i>ad val.</i>
	Avec semelles façonnées et lacées aux empeignes	10% <i>ad val.</i>
	Autres (à l'exception des bottines et souliers tournés; bottines, souliers et autres chaussures fabriquées par le procédé connu comme cousu à trépointe, et mocassins)	20% <i>ad val.</i>
	Bottines, souliers et autres chaussures (y compris les bottines ou souliers d'athlétisme ou de sport), dont les empeignes sont entièrement en laine, coton, ramie, poils d'animaux, fibres, rayonne, ou autre textile synthétique, soie, ou leurs succédanés, ou dans lesquelles ces matières constituent l'élément de principale valeur, et dont les semelles sont entièrement en cuir ou dans lesquelles le cuir constitue l'élément de principale valeur	25% <i>ad val.</i>
	<i>Remarque</i> : Si, au cours d'une année civile, la quantité totale de bottines, de souliers ou d'autres chaussures, fabriqués entièrement ou principalement en cuir ou avec semelles entièrement ou principalement en cuir, prévus au N° 1530 e) ci-dessus, importés ou retirés de l'entrepôt pour la consommation, dépasse, dans l'ensemble, 1,25 % de la moyenne de	

Paragraphe de la
Loi douanière des
Etats-Unis, 1930

Description des articles

Taux des droits

	la production nationale annuelle de bottines, souliers et pantoufles, autres qu'en caoutchouc, telle qu'elle a été établie par le Bureau des Statistiques pour les cinq années précédentes, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la Tchécoslovaquie entreront immédiatement en pourparlers pour arriver à un accord au sujet des mesures jugées appropriées. Si, dans un délai de soixante jours après la date à laquelle les deux Gouvernements sont entrés en pourparlers, aucun accord n'a pu être conclu, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique aura le droit de majorer le taux ou les taux des droits sur l'un quelconque ou sur tous les articles énumérés au N ^o 1530 e) ci-dessus, importés ou retirés de l'entrepôt pour la consommation durant une année civile en quantité supérieure à 1,25% de la moyenne de la production nationale annuelle de bottines, souliers et pantoufles, autres qu'en caoutchouc, telle qu'elle a été établie par le Bureau des Statistiques pour les cinq années précédentes.	
1532 a)	Gants pour femmes et enfants, entièrement en cuir ou dont le cuir constitue l'élément de principale valeur, entièrement ou partiellement manufacturés, cousus à la machine, mais non doublés et non garnis de fourrure, ne dépassant pas douze pouces de longueur : Avec couture extérieure Autres qu'avec couture extérieure Et par pouce ou fraction de pouce dépassant douze pouces <i>Remarque</i> : Les articles ci-dessus ne pourront acquitter un droit inférieur à	\$ 5 la douzaine de paires. \$ 5 la douzaine de paires, plus un droit additionnel de \$ 1 par douzaine de paires. 25 ø par douzaine de paires.
1541 a)	Instruments de musique à vent, en laiton, avec embouchures en forme de coupe et leurs parties, non spécialement dénommés	50% <i>ad val.</i> 40% <i>ad val.</i>
1544	Rosaires, chapelets et articles religieux similaires, en matière de toute sorte (autres que ceux entièrement ou partiellement en or, argent, platine, plaqué d'or ou d'argent, pierres précieuses ou imitations de pierres précieuses), évalués à pas plus de \$ 1.25 par douzaine	10% <i>ad val.</i>
1549 a)	Crayons en papier, bois ou matière autre que le métal, à mine de plomb ou d'autre matière, et crayons avec mine de plomb, non spécialement dénommés	50 ø par grosse et 15% <i>ad val.</i>
1718	Sels minéraux obtenus par l'évaporation des eaux minérales, pourvu qu'ils soient accompagnés d'un certificat dûment légalisé et d'une justification suffisante établissant qu'ils ne sont pas préparés artificiellement et qu'ils proviennent exclusivement d'une source minérale désignée	En franchise

PROTOCOLE

Au moment de la signature du présent accord, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus des dispositions suivantes :

Ad Liste I — Section A.

1. *Numéro 10 du tarif douanier :*

Les raisins secs, en grains et en grappes, lorsqu'ils sont emballés pour la vente au détail, seront également assujettis au droit convenu de 180 couronnes tchécoslovaques par 100 kilogrammes.

2. *Numéro 37 du tarif douanier :*

Le droit perçu pour l'inspection phyto-pathologique des poires et pommes originaires des Etats-Unis d'Amérique, emballées dans des caisses, cageots et barils, et importées des Etats-Unis, ne devra pas dépasser 1,10 couronne tchécoslovaque par 100 kilogrammes.

3. *Numéro 38 du tarif douanier :*

Les prunes, séchées au four ou à l'air, lorsqu'elles sont emballées pour la vente au détail, seront également assujetties au droit convenu de 40 couronnes tchécoslovaques par 100 kilogrammes.

4. *Numéro 39 du tarif douanier :*

Les fruits, non spécialement dénommés, séchés au four ou à l'air, lorsqu'ils sont emballés pour la vente au détail, seront également assujettis au droit convenu de 60 couronnes tchécoslovaques par 100 kilogrammes.

5. *Numéros 10, 38, 39 du tarif douanier :*

Les fruits séchés au four ou à l'air, originaires des Etats-Unis d'Amérique, principalement de Californie, contenant jusqu'à 2.000 milligrammes d'anhydride sulfureux par kilogramme de fruits séchés, ne seront pas retirés du commerce comme nuisibles à la santé s'ils sont conformes aux autres principes et règlements du *Codex Alimentarius* tchécoslovaque, notamment en ce qui concerne le marquage.

6. *Numéro 131 du tarif douanier :*

Les sauces tomates seront classées comme conserves de tomates. Les sauces de légumes et les jus de légumes destinés à servir de boisson seront classés comme conserves liquides de légumes.

7. *Numéro 134 du tarif douanier :*

Les lames devant servir à la fabrication de skis seront passibles des droits indiqués sous le susdit numéro du tarif douanier, même lorsqu'elles sont scellées aux deux extrémités avec de la paraffine, etc.

8. *Numéro 181 du tarif douanier :*

Les bourres de coton dégraissées, blanchies, mais non façonnées, seront passibles du droit indiqué au numéro 180 du tarif douanier.

9. *Numéro 337 du tarif douanier :*

Note I. Les rognures et autres déchets de cuir classés sous les numéros 329, 330, 333-337 ne seront pas considérés comme lotis ou triés, même s'ils sont de la même catégorie ou de la même couleur.

10. *Numéro 539 a) du tarif douanier :*

Les unités de refroidissement électrique sont composées d'un moteur électrique relié à un compresseur muni d'un condensateur. L'unité complète peut être dotée d'un conjoncteur-disjoncteur électrique automatique et d'un ventilateur, et elle est régulièrement montée sur une base.

11. Numéro 553 b) et c) du tarif douanier :

La concession relative aux pièces de rechange des châssis de voitures automobiles pour voyageurs ou de camions est limitée aux pièces détachées de rechange destinées à la réparation de châssis de voitures automobiles pour voyageurs ou de camions déjà importés en Tchécoslovaquie.

12. Numéro 554 a) du tarif douanier :

La concession relative aux pièces de rechange des moteurs d'automobiles est limitée aux pièces détachées de rechange destinées à la réparation de moteurs d'automobiles déjà importés en Tchécoslovaquie.

Ad Liste I — Section B.

13. Numéro 89 du tarif douanier :

La proportion entre les droits fixés dans le tarif douanier pour la graisse de porc brute et pour la graisse de porc fondue ne dépassera pas 3 à 4.

14. Numéro 553 b) et c) du tarif douanier :

En accordant aux Etats-Unis d'Amérique le contingent annuel de 1.600 unités pour ce qui concerne les voitures automobiles pour voyageurs complètes, ou les châssis d'automobiles pour voyageurs complets, ou les camions automobiles complets, ou les châssis de camions automobiles complets, le Gouvernement de la République tchécoslovaque a pris en considération les conditions économiques qui affectent présentement l'industrie tchécoslovaque de l'automobile. Si ces conditions économiques se modifiaient sensiblement de façon à compromettre sérieusement l'industrie tchécoslovaque de l'automobile, le Gouvernement de la République tchécoslovaque se réserve le droit de prier le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique de rouvrir des négociations afin d'adapter ce contingent aux circonstances nouvelles et si, dans les soixante jours qui suivront la réception de cette demande, un accord satisfaisant n'est pas intervenu, le Gouvernement de la République tchécoslovaque aura le droit de mettre fin au présent Accord dans sa totalité, moyennant un préavis de trente jours donné par écrit.

15. Numéro 553 b) et c) du tarif douanier :

Le contingent de 1.600 unités ne sera applicable qu'en ce qui concerne les véhicules automobiles complets ou les châssis complets conformes à la définition établie par le Gouvernement de la République tchécoslovaque.

Pour le Président des Etats-Unis d'Amérique :

Cordell HULL. (*Sceau*)

Pour le Président de la République tchécoslovaque :

V. S. HURBAN. (*Sceau*)

NOTES

LÉGATION DE TCHÉCOSLOVAQUIE.

Washington, D. C.,

EXCELLENCE,

Le 7 mars 1938.

J'ai l'honneur, en me référant à l'article IX de l'Accord commercial signé ce jour au nom des Etats-Unis d'Amérique et de la République tchécoslovaque, de porter à votre connaissance qu'à la suite de l'entente intervenue au cours de la négociation dudit Accord, le Monopole tchécoslovaque des Tabacs fera tous ses efforts pour augmenter les achats de feuilles de tabac originaires et en provenance des Etats-Unis, notamment des catégories qui sont utilisées pour les cigarettes.

Le Gouvernement de la République tchécoslovaque s'engage également à ce que toute restriction quantitative qu'il pourra instituer en matière d'importations de farine de froment prendra

la forme d'un contingent global non réparti, qui sera annoncé et qui sera administré de façon à en permettre la pleine utilisation sur des bases justes et équitables entre les exportateurs des différents pays fournisseurs.

Veuillez agréer, etc.

V. S. HURBAN.

Son Excellence
l'Honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
Washington, D. C.

LÉGATION DE TCHÉCOSLOVAQUIE.

Washington, D. C.,

EXCELLENCE,

Le 7 mars 1938.

Au cours de la négociation de l'Accord commercial signé ce jour, et en ce qui concerne spécialement le paragraphe 4 de l'article XIV dudit Accord, la Délégation tchécoslovaque a exposé la politique et les intentions du Gouvernement de la République tchécoslovaque au sujet d'une coopération économique réciproque plus étroite entre les pays danubiens. Il a été expliqué que :

1. Ces avantages ne seront accordés que pour stimuler le courant des échanges commerciaux dans la région danubienne.

2. Il est dans l'intention du Gouvernement de la République tchécoslovaque de substituer au système des contingents et autres avantages actuellement accordés aux pays danubiens un système d'avantages tarifaires spéciaux.

3. Les avantages accordés par le Gouvernement de la République tchécoslovaque ne seront pas excessifs et seront réalisés par la diminution des restrictions actuelles en faveur des pays danubiens, plutôt que par l'adoption de limitations nouvelles ou plus étendues affectant le commerce des Etats-Unis.

4. Le Gouvernement de la République tchécoslovaque informera immédiatement le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique des modifications qui pourront être apportées aux avantages spéciaux présentement accordés.

Veuillez agréer, etc.

V. S. HURBAN.

Son Excellence
l'Honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat,
Washington, D. C.

PROTOCOLE

MODIFIANT L'ACCORD COMMERCIAL ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, SIGNÉ LE 7 MARS 1938.

Le Président des Etats-Unis d'Amérique et le Président de la République tchécoslovaque, ayant décidé d'amender l'Accord commercial entre les deux pays, signé à Washington le 7 mars 1938, sont, par l'intermédiaire de leurs Plénipotentiaires respectifs, convenus des articles ci-après :

Article premier.

1. La désignation des articles énoncés sous les rubriques ex 365 et ex 366 dans la Liste I annexée à l'Accord commercial entre les Etats-Unis d'Amérique et la République tchécoslovaque, signé le 7 mars 1938, est amendée par le présent Protocole, de façon à se lire comme suit :

- (ex 365) Pavés en liège :
Masses pour éviter la déperdition de la chaleur, façonnées, en farine fossile (terre d'infusoires) mélangée d'asbeste, de poils, de sciure et de produits similaires
- (ex 366) Bouchons, semelles et autres articles en liège, même combinés avec des matières ordinaires :
Masses pour éviter la déperdition de la chaleur, façonnées, en farine fossile (terre d'infusoires) mélangée d'asbeste, de poils, de sciure et de produits similaires, même combinées avec des matières ordinaires

2. La désignation des articles et les droits de douane figurant sous la rubrique 219 de la Liste II annexée audit Accord commercial sont amendés par le présent Protocole de façon à se lire comme suit :

Verre de manchons, crown-glass et verre à vitres, quel que soit le procédé de fabrication et l'usage auquel ils sont destinés :

Ne dépassant pas 150 pouces carrés	1 ⁶³ / ₆₄ ¢ par livre
Au-dessus de 150, mais ne dépassant pas 384 pouces carrés	1 ⁵ / ₆₄ ¢ par livre
Au-dessus de 384, mais ne dépassant pas 720 pouces carrés	1 ¹⁸ / ₆₄ ¢ par livre
Au-dessus de 720, mais ne dépassant pas 864 pouces carrés	1 ²⁴ / ₆₄ ¢ par livre
Au-dessus de 864, mais ne dépassant pas 1.200 pouces carrés	1 ²⁷ / ₆₄ ¢ par livre
Au-dessus de 1.200, mais ne dépassant pas 2.400 pouces carrés	1 ⁴⁰ / ₆₄ ¢ par livre
Au-dessus de 2.400 pouces carrés	1 ⁶³ / ₆₄ ¢ par livre

Remarque a) : Aucun des produits ci-dessus pesant moins de seize onces, mais pas moins de douze onces par pied carré, ne pourra acquitter un droit inférieur à

Remarque b) : Les droits ci-dessus ne s'appliqueront pas, en tant que droits de base, au verre assujéti à un droit additionnel selon le paragraphe 224 de la loi douanière de 1930.

30% *ad val.*

3. Le paragraphe numéro 6 du Protocole accompagnant ledit Accord commercial signé le 7 mars 1938 est amendé par la suppression des mots suivants : « et les jus de légumes destinés à servir de boisson ».

4. Le paragraphe numéro 11 du Protocole accompagnant ledit Accord commercial signé le 7 mars 1938 est amendé par l'adjonction de la phrase suivante à la fin dudit paragraphe :

« Le Gouvernement de la République tchécoslovaque définira ce qui constitue un véhicule automobile complet ou un châssis complet. »

Article II.

Le présent protocole d'amendement sera appliqué provisoirement, entrera en vigueur définitivement, restera en vigueur et prendra fin comme faisant partie intégrante de l'Accord commercial signé le 7 mars 1938.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, en langue anglaise et en langue tchécoslovaque, les deux textes faisant également foi, en la ville de Washington, le 15 avril 1938.

Pour le Président des Etats-Unis d'Amérique :

Cordell HULL. (*Sceau*)

Pour le Président de la République tchécoslovaque :

V. S. HURBAN. (*Sceau*)

N° 4688.

PORTUGAL ET SIAM

Traité d'amitié, de commerce et de navigation,
avec annexes, signé à Lisbonne, le 2 juillet
1938, et échanges de notes y relatifs de la
même date.

*Texte officiel français communiqué par le représentant permanent de la Thaïlande
près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 16 février 1940.*

PORTUGAL AND SIAM

Treaty of Friendship, Commerce and Naviga-
tion, with Annexes, signed at Lisbon, July
2nd, 1938, and Exchanges of Notes relating
thereto of the Same Date.

*French official text communicated by the Permanent Representative of Thailand
to the League of Nations. The registration took place February 16th, 1940.*

N^o 4688. — TRAITÉ ¹ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LE PORTUGAL ET LE SIAM. SIGNÉ A LISBONNE, LE
2 JUILLET 1938.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE, animés d'un égal désir de resserrer les relations d'amitié et de bonne entente qui sont traditionnelles entre les deux Etats et convaincus que ce but ne saurait être mieux atteint que par la révision des traités précédemment conclus entre les deux pays, ont résolu de procéder à cette révision en s'inspirant des principes de la réciprocité, de l'équité et du bénéfice mutuel, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Phra Bahiddha NUKARA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Siam à Lisbonne ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Son Excellence Monsieur le Docteur Antonio de Oliveira SALAZAR, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre le Royaume de Siam et la République portugaise.

Article II.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et autres officiers ou agents consulaires qui résideront dans les villes et ports du territoire de l'autre, là où des officiers similaires d'autres Puissances seront autorisés à résider.

Ces officiers et agents consulaires, cependant, n'entreront en fonctions qu'avec l'approbation et le consentement du gouvernement auprès duquel ils sont envoyés.

Sous condition de réciprocité, ils auront le droit d'exercer tous les pouvoirs et de jouir de tous les honneurs, privilèges, exemptions et immunités de toutes sortes qui sont ou seront accordés aux officiers consulaires de la nation la plus favorisée pour la protection des intérêts de leurs pays et de leurs nationaux, auxquels est reconnu le droit d'établissement dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article III.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de la République portugaise (Portugal, îles adjacentes de Madère, Porto Santo et des Açores), à l'exclusion de ceux énumérés à la liste A, annexée au présent traité, ne seront, à leur importation au Siam, assujettis à des droits, taxes, surtaxes ou charges, autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités, autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits originaires et en provenance d'un pays tiers quelconque.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires d'une colonie portugaise bénéficieront à leur importation au Siam du traitement de la nation la plus favorisée aussi longtemps que cette colonie

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Lisbonne, le 21 octobre 1938.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4688. — TREATY¹ OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION
BETWEEN PORTUGAL AND SIAM. SIGNED AT LISBON, JULY
2ND, 1938.

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM and THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC, being equally desirous of strengthening the relations of amity and good understanding which are traditional between the two States, and being convinced that this object cannot be better achieved than by revising the Treaties hitherto concluded between the two countries, have resolved to undertake such revision, based on the principles of reciprocity, equity and mutual benefit, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

Phra Bahiddha NUKARA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Siam at Lisbon ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

His Excellency Dr. Antonio de Oliveira SALAZAR, President of the Council and Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

There shall be constant peace and perpetual friendship between the Kingdom of Siam and the Portuguese Republic.

Article II.

Each of the Contracting Parties may appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and other Consular Officers or Agents who shall reside in the towns and ports of the territory of the other where similar officers of other Powers are permitted to reside.

Such Consular Officers and Agents, however, shall enter upon their functions only with the approval and consent of the Government to which they are sent.

Subject to reciprocity, they shall be entitled to exercise all the powers and enjoy all the honours, privileges, exemptions and immunities of every kind which are or may hereafter be accorded to Consular Officers of the most-favoured nation for the protection of the interests of their countries and their nationals, who are accorded the right of settlement in the territory of either of the High Contracting Parties under the same conditions as the nationals of the most-favoured nation.

Article III.

Natural or manufactured products originating in and coming from the Portuguese Republic (Portugal, the adjacent islands of Madeira, Porto Santo and the Azores), with the exception of those specified in list A annexed to the present Treaty, shall not be subject, on importation into Siam, to any duties, charges, surcharges or dues other or higher or to any regulations or formalities other or more onerous than those to which products originating in and coming from any third country are or may hereafter be subject.

Natural or manufactured products originating in a Portuguese colony shall, on their importation into Siam, enjoy most-favoured-nation treatment as long as the colony in question grants to natural

¹ The exchange of ratifications took place at Lisbon, October 21st, 1938.

concèdera aux produits naturels ou fabriqués originaires du Siam un traitement aussi favorable que celui qu'elle donne aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays étranger quelconque.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du Siam (à l'exclusion de ceux énumérés à la liste B, annexée au présent traité), ne seront, à leur importation au Portugal, y compris les îles adjacentes de Madère, Porto Santo et des Açores, assujettis à des droits, taxes, surtaxes ou charges, autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités, autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits originaires et en provenance d'un pays tiers quelconque.

Il est bien entendu que les tarifs douaniers applicables aux produits naturels ou fabriqués de chacune des Hautes Parties contractantes importés sur le territoire de l'autre seront réglementés par les lois intérieures du pays d'importation.

Article IV.

Les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes (les territoires portugais d'outre-mer exclus) à destination du territoire de l'autre ne seront pas soumis, à leur exportation, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses, que ceux qui s'appliquent aux produits similaires destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Le même traitement sera étendu par le Gouvernement siamois aux marchandises exportées à destination des colonies portugaises aussi longtemps que les produits naturels ou fabriqués exportés de ces colonies à destination du Siam ne seront pas soumis à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses, que ceux qui s'appliquent aux produits similaires destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Article V.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, pour les marchandises mentionnées ou non dans le présent traité, de tout privilège, faveur ou avantage qu'elle accorde ou pourrait accorder à tout autre pays en ce qui concerne la réexportation, le transit, l'entreposage, le transbordement des marchandises et l'accomplissement des formalités douanières y respectives, ainsi qu'en ce qui concerne les droits et taxes afférents à ces diverses manutentions, de même que pour les règles, formalités et charges dans les opérations de douane.

Article VI.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui se rapporte aux droits, taxes et impôts intérieurs de quelque nature qu'ils soient, aux impôts de consommation, aux droits ou taxes de monopole, d'octroi, d'accise, aux droits de timbre, ainsi que pour le mode de perception de ces droits, taxes ou impôts.

Article VII.

Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes édicterait des majorations de droits ou des restrictions ou prohibitions d'importation de nature à modifier profondément les possibilités légales de l'importation et de l'exportation des marchandises, l'autre Partie pourrait demander aussitôt l'ouverture de négociations et si ces négociations n'aboutissaient pas dans un délai d'un mois, prendre toutes mesures qui lui paraîtraient justifiées.

Article VIII.

Les conserves portugaises de sardines (*Clupea Pilchardus*) ne seront pas assujetties lors de leur importation dans le Royaume de Siam, à un droit de douane plus élevé que celui qui est applicable aux conserves préparées avec des poissons de l'espèce *Clupea Sprattus* (Brisling) ou *Clupea Harengus* (Sild).

or manufactured products originating in Siam treatment that is as favourable as that which it accords to natural or manufactured products originating in any other foreign country.

Natural or manufactured products originating in and coming from Siam (with the exception of those specified in list B annexed to the present Treaty) shall not be subject, on importation into Portugal, including the adjacent islands of Madeira, Porto Santo and the Azores, to any duties, charges, surcharges or dues other or higher or to any regulations or formalities other or more onerous than those to which products originating in and coming from any third country are or may hereafter be subject.

It is understood that the Customs tariffs applicable to the natural or manufactured products of either High Contracting Party imported into the territory of the other shall be regulated by the internal laws of the importing country.

Article IV.

Natural or manufactured products exported from the territory of either High Contracting Party (with the exception of Portuguese overseas territories) to the territory of the other shall not, on exportation, be subject to any duties, charges or dues other or higher or to any regulations or formalities other or more onerous than those which are applied to similar products exported to the territory of any other country.

The same treatment shall be extended by the Siamese Government to goods exported to Portuguese colonies as long as the natural or manufactured products exported from those colonies to Siam are not subject to any duties, charges or dues other or higher or to any regulations or formalities other or more onerous than those which are applied to similar products exported to the territory of any other country.

Article V.

Each of the High Contracting Parties undertakes to give the other, in respect of goods, whether mentioned or not in the present Treaty, the benefit of all privileges, favours and advantages which the Party in question grants or may hereafter grant to any other country in regard to the re-exportation, transit, warehousing or transshipment of goods, and the accomplishment of Customs formalities relating thereto, and also in regard to dues and charges relating to these various operations and regulations, formalities and dues connected with Customs operations.

Article VI.

The High Contracting Parties undertake to grant each other most-favoured-nation treatment in everything relating to internal duties, charges and taxes of any nature and to taxes on consumption, monopoly duties or charges, town dues, excise and stamp duties, and also in regard to the method of collection of such duties, charges or taxes.

Article VII.

Should either of the High Contracting Parties enact any increases of duties or any import restrictions or prohibitions of such a character as to modify profoundly the legal possibilities of the importation and exportation of goods, the other Party may immediately request the opening of negotiations and, if such negotiations do not lead to a satisfactory result within the period of one month, may take any measures that may seem justified to the Party.

Article VIII.

Portuguese preserves of sardines (*Clupea Pilchardus*) shall not, on importation into the Kingdom of Siam, be subject to any Customs duty higher than that which is applied to preserves prepared with fish of the *Clupea Sprattus* (Brisling) or *Clupea Harengus* (Sild) species.

Article IX.

Le Gouvernement siamois reconnaît que les désignations « Porto » et « Madère », et les combinaisons dérivées de l'emploi de ces noms soit dans leurs formes originelles, soit traduits (Port, Oporto, Port-wine, Portwijn etc., ou Madère, Madeira Wine, Madeira Wein, Madeira Wijn, etc.), ainsi que les désignations « Moscatel de Setubal » et « Carcavelos », constituent des marques régionales ou appellations d'origine dûment protégées au Portugal et appartenant exclusivement aux vins liquoreux produits dans les régions portugaises respectivement du Douro, de l'île de Madère, de Setubal et de Carcavelos.

Le Gouvernement siamois s'engage à prendre les mesures nécessaires pour réprimer sur le territoire du Siam l'importation, l'entreposage (soit dans les entrepôts de douane, soit dans les entrepôts cautionnés ou libres), la préparation, l'exportation, la circulation, la mise en vente et la vente de vins portant ces désignations dès qu'ils ne seraient pas originaires des régions portugaises du Douro, de l'île de Madère, de Setubal et de Carcavelos, et qu'ils n'aient pas été exportés respectivement, le Porto par la barre de Douro et le port de Leixões, le Madère par le port de Funchal, le Moscatel de Setubal par les ports de Lisbonne ou de Setubal, et le Carcavelos par le port de Lisbonne.

L'authenticité de ces vins doit être établie par des certificats d'origine délivrés par les autorités compétentes portugaises et dont la présentation sera indispensable pour leur importation au Siam.

La répression des contraventions aux dispositions du présent article s'exercera par voie de saisie, inutilisation ou toutes autres sanctions appropriées, alors même que la véritable origine du produit serait mentionnée ou que les appellations fausses seraient accompagnées de certains correctifs tels que « genre », « type », « façon », « rival » ou d'une autre indication régionale, spécifique ou autre, toutes marques étiquettes, ou inscriptions devant être interdites qui seraient susceptibles d'induire en erreur l'acheteur ou de créer dans son esprit une confusion sur la véritable origine du vin qu'il achète.

Les mêmes sanctions seront prises à l'égard de tous procédés tendant à mettre en vente des vins de liqueur ayant droit, aux termes de cet article, à une appellation d'origine, et dont l'état de pureté à l'importation aurait été altéré par addition d'eau ou de vins autres.

Les sanctions visées ci-dessus seront appliquées à la diligence de l'Administration, ou à la requête du Ministère Public, ou sur l'initiative d'une partie intéressée, personne privée, syndicat ou association ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes.

Les dispositions ci-dessus seront applicables au vin liquoreux portant la marque « Extremadura » et expédié par le port de Lisbonne, dès que la région vinicole dont il est originaire aura été délimitée et que son exportation sera soumise aux mêmes règles et garanties que celles adoptées au Portugal pour les vins énumérés au premier alinéa du présent article.

Le Gouvernement portugais protégera de même, au Portugal et dans les îles adjacentes, les appellations géographiques d'origine siamoise qu'il aura reconnues dans les mêmes conditions.

Article X.

Les boissons alcooliques originaires de l'une des Hautes Parties contractantes ne seront pas assujetties, à leur importation dans le territoire de l'autre, à des droits d'importation, taxes intérieures ou discriminations quelconques autres ou plus onéreux que ceux qui sont ou qui seront appliqués aux boissons étrangères de même teneur alcoolique, quelle que soit l'origine, la provenance ou l'appellation de ces dernières.

Article XI.

Les entreprises de navigation siamoises, ainsi que les navires siamois, leurs passagers et leurs cargaisons ne seront pas assujettis au Portugal, dans les îles adjacentes, et dans les colonies portugaises à des droits ou impositions autres ou plus élevés, ni à des conditions ou restrictions autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les navires de la nation la plus favorisée, leurs passagers et leurs cargaisons.

Article IX.

The Siamese Government recognises that the designations "Porto" and "Madère", and combinations derived from the use of these names, whether in their original forms or in translation (Port, Oporto, Port-wine, Portwijn, etc., or Madère, Madeira Wine, Madeira Wein, Madeira Wijn, etc.), and also the designations "Moscatel de Setubal" and "Carcavelos", constitute regional brands or appellations of origin which are duly protected in Portugal and which belong exclusively to dessert wines produced in the respective Portuguese regions of the Douro, the Island of Madeira, Setubal and Carcavelos.

The Siamese Government undertakes to take the necessary measures for the purpose of rendering liable to punishment in the territory of Siam the importation, warehousing (whether in Customs warehouses or in bonded or free warehouses), preparation, exportation, circulation, offering for sale and sale of wines bearing these designations, if such wines did not originate in the Portuguese regions of the Douro, the Island of Madeira, Setubal and Carcavelos, and if they were not exported in the case of Port over the Douro Bar and the port of Leixões, in the case of Madeira from the port of Funchal, in the case of Moscatel de Setubal through the ports of Lisbon or Setubal, and in the case of Carcavelos through the port of Lisbon.

The genuineness of these wines must be proved by certificates of origin issued by the competent Portuguese authorities, the presentation of which shall be essential for their importation into Siam.

Punishment in respect of offences against the provisions of the present Article shall be effected by way of the seizure or the rendering useless of the products concerned or by means of any other appropriate penalties, even if the real place of origin of the product is mentioned and even if the false appellations are accompanied by certain qualifications such as "genre", "type", "façon", "rival" or by any other regional indication, whether specific or otherwise, and all marks, labels and inscriptions such as may mislead the purchaser, or create in his mind any doubt as to the real place of origin of the wine which he purchases, shall be prohibited.

The same penalties shall be imposed in respect of any action taken with the object of offering for sale dessert wines which, in accordance with the provisions of the present Article, are entitled to an appellation of origin, but of which the state of purity in which they were imported has been impaired through the addition of water or of other wines.

The penalties referred to above shall be imposed on the initiative of the Administration or on the application of the Public Prosecutions Department or on the initiative of any interested party, private person, syndicate or association being a national of either of the High Contracting Parties.

The foregoing provisions shall apply to the dessert wine which bears the brand "Extremadura" and is despatched through the port of Lisbon, as soon as the boundaries of the wine-growing region in which it originates have been determined and its exportation has been made subject to the same rules and guarantees as are adopted in Portugal in respect of the wines specified in the first paragraph of the present Article.

The Portuguese Government shall similarly protect, in Portugal and the adjacent islands, such geographical appellations of Siamese origin as it has recognised in the same conditions.

Article X.

Alcoholic beverages originating in the territory of either High Contracting Party shall not be subject, on importation into the territory of the other, to any import duties, internal charges or discriminations other or more onerous than those which are or may hereafter be applied in respect of foreign beverages of the same alcoholic strength, whatever may be the place of origin of the latter, the place whence they come or their appellation.

Article XI.

Siamese shipping undertakings, and also Siamese vessels, their passengers and their cargoes, shall not be subject in Portugal, the adjacent islands and the Portuguese colonies to any duties or charges other or higher or to any conditions or restrictions other or more onerous than those to which the vessels of the most-favoured nation, their passengers and their cargoes are or may hereafter be subject.

Le même traitement sera accordé au Siam aux entreprises de navigation et aux navires portugais, ainsi qu'à leurs passagers et cargaisons.

Il est entendu que les dispositions du présent article ne s'appliquent pas :

- a) Aux lois spéciales concernant la marine marchande nationale et ayant en vue de favoriser au moyen de primes et autres facilités spéciales les nouvelles constructions et l'exercice de la navigation ;
- b) Aux faveurs accordées aux sociétés de sport nautique ;
- c) A l'exercice du service maritime dans les ports, les plages et les rades. Le service maritime comprend remorquage, pilotage, assistance et sauvetage maritime ;
- d) Au trafic entre les ports situés sur les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes, y compris les colonies. Ledit trafic continuera à être réglé par les lois en vigueur ou par celles qui dans l'avenir seront mises en vigueur respectivement dans chacun des deux pays ;
- e) A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales et nationales des Hautes Parties contractantes.

Article XII.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra exiger, pour établir l'origine des produits importés, la présentation par l'importateur d'un certificat d'origine constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale, ou qu'il doit être considéré comme tel étant donné la transformation qu'il a subie dans le pays d'où il provient.

La nationalité des marchandises devra être établie, le cas échéant, par un certificat d'origine délivré par les autorités ou entités légalement autorisées à émettre de tels certificats. La présentation de ces certificats pourra être demandée par chacun des pays pour le dédouanement de tous produits dont l'importation dans l'autre pays soit soumise à un régime de licence ou de contingentement. Le gouvernement du pays d'origine notifiera au gouvernement du pays destinataire quelles sont, par rapport à chaque produit, les autorités ou entités compétentes pour en attester l'origine, et il fournira au gouvernement de ce dernier pays les modèles des certificats adoptés pour chaque catégorie de produits.

Le Gouvernement du pays destinataire aura droit d'exiger le visa du certificat d'origine par son représentant diplomatique ou consulaire ou par une personne ou un organisme habilité par lui. Le visa sera gratuit pour les produits dont l'importation est assujettie à un permis, ou à une licence grevée d'une taxe spéciale.

Article XIII.

Les commis voyageurs munis d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes du pays d'origine jouiront, sous tous les rapports et notamment en tout ce qui concerne l'importation et l'exportation des échantillons qui les accompagnent, des mêmes droits et avantages que les commis voyageurs de la nation la plus favorisée.

Article XIV.

Il est entendu par les Hautes Parties contractantes que les stipulations du présent traité n'affectent, ne remplacent ou ne modifient en aucune manière les lois, ordonnances et règlements concernant la naturalisation, l'immigration, la police et la sécurité publique qui sont en vigueur ou qui pourront être édictés dans chacun des deux pays pourvu qu'ils ne constituent pas une dérogation au traitement de la nation la plus favorisée à l'égard des ressortissants de l'autre Partie.

Article XV.

Le traitement de la nation la plus favorisée prévu aux articles précédents ne comprendra pas :

- a) Les privilèges qui sont ou pourraient être accordés par une des Hautes Parties contractantes pour faciliter le trafic des frontières avec les pays limitrophes ;
- b) Les avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un État limitrophe en ce qui concerne la navigation sur des voies d'eau frontières sans communication avec la mer, ou à leur utilisation ;

The same treatment shall be granted in Siam to Portuguese shipping undertakings and Portuguese vessels and also to their passengers and cargoes.

It is understood that the provisions of the present Article shall not apply :

(a) To special laws concerning the national merchant navy the object of which is, by means of premiums and other special facilities, to stimulate shipbuilding and encourage navigation ;

(b) To favours granted to yacht clubs ;

(c) To harbour, shore and roadstead services. Such services shall include towage, pilotage, maritime assistance and salvage ;

(d) To traffic between ports situated in the territory of either High Contracting Party, including the colonies. Such traffic shall continue to be governed by the laws in force or by those which may hereafter be put into force in each of the two countries respectively.

(e) To fishing within the territorial and national waters of the High Contracting Parties.

Article XII.

Each of the High Contracting Parties may, as proof of the origin of imported products, require the importer to present a certificate of origin attesting that the article imported is of national production or manufacture, or that it must be considered as such in view of the transformation it has undergone in the country from which it comes.

The nationality of goods shall, if necessary, be proved by means of a certificate of origin issued by the authorities or bodies authorised by law to issue such certificates. The presentation of such certificates may be required by each of the countries for the clearance through Customs of all products the importation of which into the other country is subject to a system of licences or of quotas. The Government of the country of origin shall, in respect of each product, notify the Government of the country of destination of the authorities or bodies competent to certify the origin thereof and it shall furnish to the Government of the latter country models of the certificates adopted for each category of products.

The Government of the country of destination shall be entitled to require that certificates of origin shall bear the visa of its diplomatic or consular representative or of a person or an organisation duly authorised by him. No charge shall be made for the visa in the case of products the importation of which is subject to a permit or licence in respect of which a special fee is charged.

Article XIII.

Commercial representatives holding identity cards issued by the competent authorities of the country of origin shall, in all respects and particularly in everything relating to the importation and exportation of the samples they carry with them, enjoy the same rights and advantages as the commercial representatives of the most-favoured nation.

Article XIV.

It is agreed by the High Contracting Parties that the provisions of the present Treaty shall in no way affect, supersede or modify the laws, ordinances or regulations concerning naturalisation, immigration, police and public security which are in force or which may hereafter be enacted in either of the two countries, provided that such laws, ordinances and regulations constitute no derogation from most-favoured-nation treatment in regard to the nationals of the other Party.

Article XV.

The most-favoured-nation treatment referred to in the preceding Articles shall not include :

(a) Privileges which are or may hereafter be granted by either High Contracting Party for the purpose of facilitating frontier traffic with adjacent countries ;

(b) Advantages which are or may hereafter be granted to an adjacent State in regard to navigation on or the use of boundary waterways which do not communicate with the sea ;

c) Le régime spécial que le Portugal a institué, ou pourrait instituer, par des accords particuliers avec l'Espagne ou le Brésil ;

d) Les régimes spéciaux que les Hautes Parties contractantes ont institués ou pourraient instituer, en matière tarifaire pour les importations en provenance de leurs territoires d'outre-mer ou pour les exportations destinées à ces mêmes territoires ;

e) Les droits et privilèges accordés à un ou plusieurs autres Etats en vue d'une union douanière.

Article XVI.

Le présent traité produira ses effets au Siam et en ce qui concerne le Portugal, à la Métropole, îles adjacentes (Madère, Porto Santo et Açores), n'étant pas applicable aux colonies portugaises, sauf si le Portugal notifie le Siam de son désir de rendre applicables les dispositions du même traité à n'importe laquelle ou lesquelles de ses colonies.

Article XVII.

Le présent traité est fait en français.

Il sera ratifié et restera en vigueur pendant une période de cinq ans à partir du jour de l'échange des ratifications qui aura lieu, soit à Lisbonne soit à Bangkok, dans le plus bref délai possible. Si douze mois avant l'expiration de ce délai de cinq ans, aucune des Hautes Parties contractantes n'a notifié à l'autre son intention de mettre fin à ce traité, ce dernier continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Il est entendu qu'une telle dénonciation ne saurait avoir pour effet de remettre en vigueur le Traité¹ de 1925, dénoncé par le Siam en date du 9 novembre 1936.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, à Lisbonne, le deuxième jour du quatrième mois de la deux mille quatre cent quatre-vingt-unième année de l'ère bouddhique, correspondant au deuxième jour du mois de juillet de la mil neuf cent trente-huitième année de l'ère chrétienne.

(L. S.) (signé) Phra Bahiddha NUKARA.

(L. S.) (signé) Antonio de Oliveira SALAZAR.

Certified true copy.

Phya Rajawangsan,

Permanent Representative of Thailand
to the League of Nations.

LISTE A

LISTE DES PRODUITS PORTUGAIS EXCLUS DU TRAITEMENT DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE.

Numéro du tarif du Siam	Désignation des marchandises
6	Beurre.
49	Laque en écailles, purifiée ou non.
77	Huiles lourdes combustibles pour foyers de chaudières et pour moteurs à combustion interne.
78	Huile minérale lubrifiante.
102	Allumeurs mécaniques et leurs parties composantes : a) Allumeurs complets (avec ou sans pierre). b) Parties composantes, à l'exception des pierres.
124	Tracteurs.
148	Bouteilles thermos.

¹ Vol. LV, page 57, de ce recueil.

(c) The special régime which Portugal has instituted or may hereafter institute by means of special agreement with Spain or with Brazil ;

(d) Special régimes which the High Contracting Parties have instituted or may hereafter institute in regard to tariffs in respect of imports from their overseas territories or of exports despatched to those territories ;

(e) Rights and privileges granted to one or more other States in virtue of a Customs Union.

Article XVI.

The present Treaty shall take effect in Siam and, in regard to Portugal, in continental Portugal and the adjacent islands (Madeira, Porto Santo and the Azores), but it shall not apply to Portuguese colonies unless Portugal notifies Siam of its desire to render the provisions of the present Treaty applicable to any one or more of its colonies.

Article XVII.

The present Treaty is drawn up in the French language.

It shall be ratified and shall remain in force for a period of five years as from the date of the exchange of ratifications which shall take place, either at Lisbon or at Bangkok, as soon as possible. If, twelve months before the expiration of the above-mentioned period of five years, neither of the High Contracting Parties has notified the other of his intention to terminate the present Treaty, it shall remain in force until the expiration of a period of one year as from the date on which either of the High Contracting Parties shall have denounced it.

It is understood that such denunciation shall not have the effect of reviving the Treaty¹ of 1925 which was denounced by Siam on November 9th, 1936.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Lisbon on the second day of the fourth month of the two-thousand-four-hundred-and-eighty-first year of the Buddhist Era, corresponding to the second day of the month of July of the one-thousand-nine-hundred-and-thirty-eighth year of the Christian Era.

(L. S.) (*Signed*) Phra Bahiddha NUKARA.

(L. S.) (*Signed*) Antonio de Oliveira SALAZAR.

LIST A

LIST OF PORTUGUESE PRODUCTS EXCLUDED FROM MOST-FAVoured-NATION TREATMENT.

Number in the Siamese Tariff	Description of Goods
6	Butter.
49	Shellac, purified or not.
77	Heavy fuel oil for use in boiler furnaces and internal combustion engines.
78	Mineral lubricating oil.
102	Mechanical lighters and component parts thereof, viz : (a) Complete lighters (with or without flints). (b) Component parts, except flints.
124	Tractors.
148	Vacuum flasks.

¹ Vol. LV, page 57, of this Series.

LISTE B

LISTE DES PRODUITS SIAOIS EXCLUS DU TRAITEMENT DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE.

Numéro du tarif portugais	Désignation des marchandises
3	Moutons.
4	Chevaux.
5	Juments.
614	Chocolat.
615	Conserves alimentaires : de poisson.
634	Huiles d'animaux marins, hydrogénées.
645	Vinaigre.
724	Tracteurs et locomobiles.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

N° 115/2481.

MONSIEUR LE MINISTRE,

LISBONNE, le 2 juillet 1938.

Au moment de procéder à la signature du Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Royaume de Siam et la République portugaise, j'ai l'honneur de confirmer, dûment autorisé par mon Gouvernement, ce qui suit :

a) Les Portugais et les protégés portugais nés au Siam avant le 30 août 1926 et enregistrés avant cette date au Consulat de Portugal à Bangkok conservent respectivement la nationalité et la protection portugaises, les seules qui leur seront reconnues au Siam ;

b) Conformément au principe de la réciprocité, le Gouvernement siamois est prêt à réserver un examen bienveillant aux autres demandes en répudiation de la nationalité siamoise qui lui seront présentées par les descendants nés au Siam des Portugais ou des protégés portugais, tout particulièrement quand ces demandes seront appuyées par le Gouvernement portugais.

Les immeubles appartenant à l'Etat portugais et destinés à des fins officielles, tels que légations et consulats, quel que soit l'endroit où ils se trouvent au Siam, seront exemptés de tout impôt, et jouiront du même traitement que les immeubles de même nature appartenant à la nation la plus favorisée.

Les immeubles de l'Etat portugais utilisés pour des fins autres que les fins officielles, ainsi que les immeubles appartenant à des particuliers ressortissants portugais, quel que soit l'endroit où ils se trouvent, seront passibles d'impôts dans un régime identique à celui des immeubles dans les mêmes conditions appartenant à l'Etat ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Par réciprocité les immeubles appartenant à des ressortissants siamois jouiront au Portugal du traitement de la nation la plus favorisée. Les immeubles appartenant au Royaume du Siam et destinés à ses légations et ses consulats au Portugal jouiront de toute exemption d'impôts accordée aux immeubles de même nature de la nation la plus favorisée.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) Phra Bahiddha NUKARA.

Son Excellence

Monsieur le Docteur Antonio de Oliveira Salazar,
Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères,
Lisbonne.

LIST B.

LIST OF SIAMESE PRODUCTS EXCLUDED FROM MOST-FAVOURLED-NATION TREATMENT.

Number in the Portuguese Tariff	Description of Goods
3	Wethers.
4	Horses.
5	Mares.
614	Chocolate.
615	Food preserves : of fish.
634	Sea-animal oils, hydrogenated.
645	Vinegar.
724	Tractors and portable engines.

EXCHANGES OF NOTES.

I.

No. II5/2481.

MONSIEUR LE MINISTRE,

LISBON, July 2nd, 1938.

On proceeding to sign the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between the Kingdom of Siam and the Portuguese Republic, I have the honour, being duly authorised thereto by my Government, to confirm the following :

(a) Portuguese nationals and Portuguese protected persons born in Siam before August 30th, 1926, and registered before that date at the Consulate of Portugal at Bangkok, shall retain their Portuguese nationality and their status as Portuguese protected persons respectively, such being the only nationality or status respectively which they shall be recognised as possessing in Siam ;

(b) In accordance with the principle of reciprocity, the Siamese Government is prepared to give sympathetic consideration to such other applications for the repudiation of Siamese nationality as may be presented to it by the descendants born in Siam of Portuguese nationals or Portuguese protected persons, particularly when such applications are supported by the Portuguese Government.

Buildings belonging to the Portuguese State and intended for official use, such as legations and consulates, wherever they may be situated in Siam, shall be exempt from all taxation and shall enjoy the same treatment as buildings of the same character belonging to the most-favoured nation.

Buildings belonging to the Portuguese State and used for other than official purposes, and also buildings belonging to private individuals of Portuguese nationality, wherever they may be situated, shall be liable to taxation under a system identical with that which is applied to buildings in the same circumstances belonging to the State or the nationals of the most-favoured nation.

By reciprocity, buildings belonging to Siamese nationals shall, in Portugal, enjoy most-favoured-nation treatment. Buildings belonging to the Kingdom of Siam and used for its legations and consulates in Portugal shall enjoy all exemptions from taxation which are accorded to buildings of the same character belonging to the most-favoured nation.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Phra Bahiddha NUKARA.

His Excellency
Dr. Antonio de Oliveira Salazar,
President of the Council and
Minister for Foreign Affairs,
Lisbon.

II.

Pr. 30.

N^o 10.

S. R.

MONSIEUR LE MINISTRE,

LISBONNE, le 2 juillet 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la Note de Votre Excellence, en date d'aujourd'hui, dans laquelle dûment autorisée par le Gouvernement de Siam, Votre Excellence m'a communiqué ce qui suit :

a) Les Portugais et les protégés portugais nés au Siam avant le 30 août 1926 et enregistrés avant cette date au Consulat de Portugal à Bangkok conservent respectivement la nationalité et la protection portugaises, les seules qui leur seront reconnues au Siam :

b) Conformément au principe de la réciprocité, le Gouvernement siamois est prêt à réserver un examen bienveillant aux autres demandes en répudiation de la nationalité siamoise qui lui seront présentées par des descendants nés au Siam des Portugais ou des protégés portugais, tout particulièrement quand ces demandes seront appuyées par le Gouvernement portugais.

Les immeubles appartenant à l'Etat portugais et destinés à des fins officielles, tels que légations et consulats, quel que soit l'endroit où ils se trouvent au Siam, seront exemptés de tout impôt, et jouiront du même traitement que les immeubles de même nature appartenant à la nation la plus favorisée.

Les immeubles de l'Etat portugais utilisés pour des fins autres que les fins officielles, ainsi que les immeubles appartenant à des particuliers ressortissants portugais, quel que soit l'endroit où ils se trouvent, seront passibles d'impôts dans un régime identique à celui des immeubles dans les mêmes conditions appartenant à l'Etat ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Par réciprocité les immeubles appartenant à des ressortissants siamois jouiront au Portugal du traitement de la nation la plus favorisée. Les immeubles appartenant au Royaume du Siam et destinés à ses légations et ses consulats au Portugal jouiront de toute exemption d'impôts accordée aux immeubles de même nature de la nation la plus favorisée.

En prenant acte de ces communications au nom du Gouvernement portugais, je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

(Signé) Antonio de Oliveira SALAZAR.

Phra Bahiddha Nukara,
etc., etc., etc.

I.

Proc. 30.

N^o 11.

MONSIEUR LE MINISTRE,

LISBONNE, le 2 juillet 1938.

Le Gouvernement portugais a considéré avec sympathie la demande du Gouvernement siamois sur la renonciation au droit qui était assuré au Portugal par l'article 2 du Protocole¹ annexé au Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Portugal et le Siam, signé à Lisbonne le 14 août 1925, d'évoquer les affaires pendantes devant les tribunaux siamois dans lesquelles un citoyen, protégé, corporation, compagnie ou association portugaise serait défendeur ou prévenu.

J'ai maintenant l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement portugais est disposé à acquiescer à la demande du Gouvernement siamois.

¹ Vol. LV, page 68, de ce recueil.

II.

Pr. 30.

No. 10.

MONSIEUR LE MINISTRE,

S. R.

LISBON, *July 2nd, 1938.*

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of to-day's date by which, being duly authorised by the Government of Siam, Your Excellency communicated to me the following :

(a) Portuguese nationals and Portuguese protected persons born in Siam before August 30th, 1926, and registered before that date at the Consulate of Portugal at Bangkok, shall retain their Portuguese nationality and their status as Portuguese protected persons respectively, such being the only nationality or status respectively which they shall be recognised as possessing in Siam ;

(b) In accordance with the principle of reciprocity, the Siamese Government is prepared to give sympathetic consideration to such other applications for the repudiation of Siamese nationality as may be presented to it by the descendants born in Siam of Portuguese nationals or Portuguese protected persons, particularly when such applications are supported by the Portuguese Government.

Buildings belonging to the Portuguese State and intended for official use, such as legations and consulates, wherever they may be situated in Siam, shall be exempt from all taxation and shall enjoy the same treatment as buildings of the same character belonging to the most-favoured nation.

Buildings belonging to the Portuguese State and used for other than official purposes, and also buildings belonging to private individuals of Portuguese nationality, wherever they may be situated, shall be liable to taxation under a system identical with that which is applied to buildings in the same circumstances belonging to the State or the nationals of the most-favoured nation.

By reciprocity, buildings belonging to Siamese nationals shall, in Portugal, enjoy most-favoured-nation treatment. Buildings belonging to the Kingdom of Siam and used for its legations and consulates in Portugal shall enjoy all exemptions from taxation which are accorded to buildings of the same character belonging to the most-favoured nation.

I take note of these communications on behalf of the Portuguese Government and I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) Antonio de Oliveira SALAZAR.

Phra Bahiddha Nukara,
etc., etc., etc.

I.

Proc. 30.

No. II.

MONSIEUR LE MINISTRE,

LISBON, *July 2nd, 1938.*

The Portuguese Government has had under sympathetic consideration the request of the Siamese Government concerning the renunciation of the right which was guaranteed to Portugal by Article 2 of the Protocol¹ annexed to the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between Portugal and Siam, signed at Lisbon on August 14th, 1925, to evoke cases pending in the Siamese Courts in which a Portuguese citizen, protected person, corporation, company or association is defendant or accused.

I now have the honour to inform Your Excellency that the Portuguese Government is prepared to accede to the request of the Siamese Government.

¹ Vol. LV, page 68, of this Series.

Cette renonciation aura effet à partir d'aujourd'hui, étant entendu que dans les douze mois après la date de cette Note le Gouvernement siamois soumettra à l'Assemblée des Représentants du Peuple une loi sur les conflits de lois en s'inspirant des principes normaux du droit international privé (en incluant tout spécialement la loi de la nationalité dans les questions relatives au statut personnel) et que, jusqu'à la promulgation de cette loi, les tribunaux siamois continueront à appliquer ces principes dans toutes les affaires concernant des citoyens portugais ou des protégés portugais.

Il est bien entendu que l'article 3 du protocole susmentionné cessera aussi d'être en vigueur à partir de la date de cette Note.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

(Signé) Antonio de Oliveira SALAZAR.

Phra Bahiddha Nukara,
etc., etc., etc.

II.

N° 116/2481.

MONSIEUR LE MINISTRE,

LISBONNE, le 2 juillet 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la Note en date d'aujourd'hui par laquelle Votre Excellence me communique que le Gouvernement portugais, sur la demande du Gouvernement siamois, renonce au droit d'évocation établi à l'article 2 du Protocole annexé au Traité d'amitié, de commerce et de navigation, entre le Siam et le Portugal, signé à Lisbonne le 14 août 1925.

Conformément aux instructions de mon Gouvernement, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement siamois soumettra à l'Assemblée des Représentants du Peuple, dans les douze mois à partir d'aujourd'hui une loi sur les conflits de lois en s'inspirant des principes normaux du droit international privé (en incluant tout spécialement la loi de la nationalité dans les questions relatives au statut personnel).

J'ai aussi l'honneur de confirmer à Votre Excellence qu'à partir d'aujourd'hui jusqu'à la promulgation de la loi sur les conflits de lois, les tribunaux siamois continueront à appliquer lesdits principes dans toutes les affaires concernant des citoyens portugais ou des protégés portugais.

Il est bien entendu que les dispositions de l'article 3 du même protocole cesseront aussi d'être en vigueur à partir de la date de cette Note.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) Phra Bahiddha NUKARA.

Son Excellence

Monsieur le Docteur Antonio de Oliveira Salazar,
Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères,
Lisbonne.

This renunciation will take effect as from to-day, it being understood that, within twelve months as from the date of the present Note, the Siamese Government will submit to the Assembly of Representatives of the People a law on conflicts of laws based on the normal principles of private international law (including, more particularly, the law of nationality in questions relating to personal status) and that, pending the promulgation of that law, the Siamese Courts will continue to apply those principles in all cases concerning Portuguese citizens or Portuguese protected persons.

It is clearly understood that Article 3 of the above-mentioned Protocol will also cease to be in force as from the date of the present Note.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Antonio de Oliveira SALAZAR.

Phra Bahiddha Nukara,
etc., etc., etc.

II.

No. 116/2481.

MONSIEUR LE MINISTRE,

LISBON, July 2nd, 1938.

I have the honour to acknowledge the receipt of the Note of this day's date by which Your Excellency informs me that, at the request of the Siamese Government, the Portuguese Government renounces the right of evocation provided for in Article 2 of the Protocol annexed to the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between Siam and Portugal, signed at Lisbon on August 14th, 1925.

In accordance with the instructions of my Government, I have the honour to inform Your Excellency that the Siamese Government will, within twelve months as from to-day's date, submit to the Assembly of Representatives of the People a law on conflicts of laws based on the normal principles of private international law (including, more particularly, the law of nationality in questions relating to personal status).

I further have the honour to confirm to Your Excellency that as from to-day, pending the promulgation of the law on conflicts of laws, the Siamese Courts will continue to apply the said principles in all cases concerning Portuguese citizens or Portuguese protected persons.

It is clearly understood that the provisions of Article 3 of the same Protocol will also cease to be in force as from the date of the present Note.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Phra Bahiddha NUKARA.

His Excellency
Dr. Antonio de Oliveira Salazar,
President of the Council and
Minister for Foreign Affairs,
Lisbon.

**GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD,
FRANCE ET TURQUIE**

Traité d'assistance mutuelle, signé à Ankara, le 19 octobre 1939, et deux protocoles y annexés de la même date.

Texte officiel français communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement a eu lieu le 17 février 1940.

Accord spécial, signé à Ankara, le 19 octobre 1939, et arrangements subsidiaires comprenant : un Arrangement relatif au crédit de 25 millions de livres sterling à 4 pour cent, 1939, et un Arrangement relatif à l'emprunt de 15 millions de livres sterling à 3 pour cent, 1939. Signés à Paris, le 8 janvier 1940.

Texte officiel français communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 29 mars 1940.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET TURQUIE

Accords subsidiaires, comprenant : un Accord relatif à un emprunt de deux millions de livres, et un Accord additionnel à l'Accord de commerce et de clearing du 2 septembre 1936. Signés à Paris, le 8 janvier 1940.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 29 mars 1940.

**GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND,
FRANCE AND TURKEY**

Treaty of Mutual Assistance, signed at Angora, October 19th, 1939, and Two Protocols annexed thereto of the same Date.

French official text communicated by the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic. The registration took place February 17th, 1940.

Special Agreement, signed at Angora, October 19th, 1939, and Subsidiary Arrangements, including : an Arrangement relating to the Credit of £25 Million Sterling at 4 per cent., 1939, and an Arrangement relating to the Loan of £15 Million Sterling at 3 per cent., 1939. Signed at Paris, January 8th, 1940.

French official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place March 29th, 1940.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND TURKEY

Subsidiary Agreements, including : an Agreement regarding a Loan of Two Million Pounds, and an Additional Agreement to the Agreement of September 2nd, 1936, regarding Trade and Clearing. Signed at Paris, January 8th, 1940.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place March 29th, 1940.

N^o 4689. — TRAITÉ ¹ D'ASSISTANCE MUTUELLE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, LA FRANCE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 19 OCTOBRE 1939.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES (en ce qui concerne le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE,

Désirant conclure un traité de caractère réciproque dans l'intérêt de leur sécurité nationale et s'assurer une assistance mutuelle pour résister à l'agression,

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. René MASSIGLI, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, commandeur de la Légion d'honneur ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES (pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) :

Sir Hughe Montgomery KNATCHBULL-HUGESSEN, K.C.M.G., ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

M. le docteur Refik SAYDAM, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères *ad interim*, député d'Istanbul ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Dans le cas où la Turquie serait engagée dans des hostilités avec une Puissance européenne à la suite d'une agression commise par cette Puissance contre la Turquie, la France et le Royaume-Uni coopéreront effectivement avec la Turquie et lui prêteront toute l'aide et toute l'assistance en leur pouvoir.

Article 2.

1) Dans le cas d'un acte d'agression commis par une Puissance européenne et conduisant dans la zone méditerranéenne à une guerre où la France et le Royaume-Uni seraient impliqués, la Turquie collaborera effectivement avec la France et le Royaume-Uni et leur prêteront toute l'aide et toute l'assistance en son pouvoir.

2) Dans le cas d'un acte d'agression commis par une Puissance européenne et conduisant dans la zone méditerranéenne à une guerre où la Turquie serait impliquée, la France et le Royaume-Uni collaboreront effectivement avec la Turquie et lui prêteront toute l'aide et toute l'assistance en leur pouvoir.

Article 3.

Aussi longtemps que demeureront en vigueur les garanties données par la France et par le Royaume-Uni à la Grèce et à la Roumanie par leurs déclarations respectives du 13 avril 1939,

¹ Les ratifications ont été déposées à Ankara, le 16 novembre 1939.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4689. — TREATY ² OF MUTUAL ASSISTANCE BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, FRANCE AND TURKEY. SIGNED AT ANGORA, OCTOBER 19TH, 1939.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA (in respect of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland), and THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Desiring to conclude a treaty of a reciprocal character in the interests of their national security, and to provide for mutual assistance in resistance to aggression,

Have appointed as their Plenipotentiaries, namely :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. René MASSIGLI, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, Commander of the Legion of Honour ;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA (for the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland) :

Sir Hughe Montgomery KNATCHBULL-HUGESSEN, K.C.M.G., Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Dr. Refik SAYDAM, President of the Council, Minister for Foreign Affairs *ad interim*, Deputy for Istanbul ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

In the event of Turkey being involved in hostilities with a European Power in consequence of aggression by that Power against Turkey, France and the United Kingdom will co-operate effectively with Turkey and will lend her all aid and assistance in their power.

Article 2.

(1) In the event of an act of aggression by a European Power leading to war in the Mediterranean area in which France and the United Kingdom are involved, Turkey will collaborate effectively with France and the United Kingdom and will lend them all aid and assistance in her power.

(2) In the event of an act of aggression by a European Power leading to war in the Mediterranean area in which Turkey is involved, France and the United Kingdom will collaborate effectively with Turkey and will lend her all aid and assistance in their power.

Article 3.

So long as the guarantees given by France and the United Kingdom to Greece and Roumania by their respective Declarations of the 13th April, 1939, remain in force, Turkey will co-operate

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

² The ratifications were deposited at Angora, November 16th, 1939.

la Turquie coopérera effectivement avec la France et le Royaume-Uni et leur prêtera toute l'aide et toute l'assistance en son pouvoir, dans le cas où la France et le Royaume-Uni seraient engagés dans des hostilités du fait de l'une ou de l'autre des garanties susmentionnées.

Article 4.

Dans le cas où la France et le Royaume-Uni seraient engagés dans des hostilités avec une Puissance européenne à la suite d'une agression commise par cette Puissance contre l'un ou l'autre de ces Etats sans que les dispositions des articles 2 et 3 trouvent leur application, les Hautes Parties contractantes se consulteront immédiatement.

Il est toutefois convenu que, dans une telle éventualité, la Turquie observera au moins une neutralité bienveillante à l'égard de la France et du Royaume-Uni.

Article 5.

Sans préjudice des dispositions de l'article 3 ci-dessus, dans le cas :

1^o Soit d'une agression commise par une Puissance européenne contre un autre Etat européen dont le Gouvernement d'une des Hautes Parties contractantes se serait, avec l'approbation dudit Etat, engagé à aider à maintenir l'indépendance ou la neutralité contre une telle agression,

2^o Soit d'une agression commise par une Puissance européenne, et qui, bien que dirigée contre un autre Etat européen, constituerait dans l'opinion du Gouvernement d'une des Hautes Parties contractantes une menace à sa sécurité propre,

les Hautes Parties contractantes se consulteront immédiatement en vue d'entreprendre toute action commune qui serait reconnue efficace.

Article 6.

Le présent traité n'est dirigé contre aucun pays. Il a pour but d'assurer à la France, au Royaume-Uni et à la Turquie une aide et une assistance mutuelles pour résister à l'agression si la nécessité s'en présentait.

Article 7.

Les dispositions du présent traité sont également valables comme engagements bilatéraux entre la Turquie et chacune des deux autres Hautes Parties contractantes.

Article 8.

Si les Hautes Parties contractantes se trouvent engagées dans des hostilités à la suite de l'application du présent traité, elles ne concluront d'armistice ou de paix que d'un commun accord.

Article 9.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront déposés simultanément à Ankara aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur à la date de ce dépôt.

Le présent traité est conclu pour une durée de quinze ans. Si aucune des Hautes Parties contractantes n'a notifié aux deux autres son intention d'y mettre fin six mois avant l'expiration de ladite période, le Traité se trouvera renouvelé par tacite reconduction pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Ankara, en triple exemplaire, le dix-neuf octobre mil neuf cent trente-neuf.

Pour copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,*

M. Lozé.

(L. S.) R. MASSIGLI.

(L. S.) H. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.

(L. S.) D^r R. SAYDAM.

effectively with France and the United Kingdom and will lend them all aid and assistance in her power, in the event of France and the United Kingdom being engaged in hostilities in virtue of either of the said guarantees.

Article 4.

In the event of France and the United Kingdom being involved in hostilities with a European Power in consequence of aggression committed by that Power against either of those States without the provisions of Articles 2 or 3 being applicable, the High Contracting Parties will immediately consult together.

It is nevertheless agreed that in such an eventuality Turkey will observe at least a benevolent neutrality towards France and the United Kingdom.

Article 5.

Without prejudice to the provisions of Article 3 above, in the event of either :

(1) Aggression by a European Power against another European State which the Government of one of the High Contracting Parties had, with the approval of that State, undertaken to assist in maintaining its independence or neutrality against such aggression, or

(2) Aggression by a European Power which, while directed against another European State, constituted, in the opinion of the Government of one of the High Contracting Parties, a menace to its own security,

the High Contracting Parties will immediately consult together with a view to such common action as might be considered effective.

Article 6.

The present Treaty is not directed against any country, but is designed to assure France, the United Kingdom and Turkey of mutual aid and assistance in resistance to aggression should the necessity arise.

Article 7.

The provisions of the present Treaty are equally binding as bilateral obligations between Turkey and each of the two other High Contracting Parties.

Article 8.

If the High Contracting Parties are engaged in hostilities in consequence of the operation of the present Treaty, they will not conclude an armistice or peace except by common agreement.

Article 9.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be deposited simultaneously at Angora as soon as possible. It shall enter into force on the date of this deposit.

The present Treaty is concluded for a period of fifteen years. If none of the High Contracting Parties has notified the two others of its intention to terminate it six months before the expiration of the said period, the Treaty will be renewed by tacit consent for a further period of five years, and so on.

In witness whereof the undersigned have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Angora, in triplicate, the 19th October, 1939.

(L. S.) R. MASSIGLI.

(L. S.) H. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.

(L. S.) Dr. R. SAYDAM.

PROTOCOLE N° 1.

Les plénipotentiaires soussignés constatent que leurs gouvernements respectifs sont d'accord pour mettre en vigueur dès sa signature le traité en date de ce jour.

Le présent protocole sera considéré comme partie intégrante du traité conclu en date de ce jour entre la France, le Royaume-Uni et la Turquie.

Fait à Ankara, en triple exemplaire, le dix-neuf octobre mil neuf cent trente-neuf.

R. MASSIGLI.

H. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.

D^r R. SAYDAM.

PROTOCOLE N° 2.

Au moment de procéder à la signature du traité entre la France, le Royaume-Uni et la Turquie, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

Les engagements assumés par la Turquie en vertu du traité susmentionné ne pourront contraindre ce pays à une action ayant pour effet ou pour conséquence de l'entraîner dans un conflit armé avec l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes.

Le présent protocole sera considéré comme partie intégrante du traité conclu en date de ce jour entre la France, le Royaume-Uni et la Turquie.

Fait à Ankara, en triple exemplaire, le dix-neuf octobre mil neuf cent trente-neuf.

R. MASSIGLI.

H. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.

D^r R. SAYDAM.

ACCORD SPÉCIAL

SIGNÉ A ANKARA, LE 19 OCTOBRE 1939.

LES GOUVERNEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, désireux de régler, en connexion avec le traité en date de ce jour, certaines questions d'ordre financier et économique ou relatives à des fournitures de matériel de guerre, intéressant la Turquie, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement français et le Gouvernement du Royaume-Uni ouvrent à la Turquie un crédit de £25.000.000 destiné à couvrir les fournitures de matériel de guerre prévues à l'article 2 ci-dessous.

Dans ce montant sont compris le crédit de francs français 460.000.000 et celui de £10.000.000 que les Gouvernements français et du Royaume-Uni ont antérieurement déclaré mettre à la disposition de la Turquie pour le même objet.

Le crédit susvisé sera remboursable en vingt ans ; il portera intérêt à 4 pour cent.

Les conditions de remboursement feront l'objet d'un arrangement ultérieur sans que l'élaboration de cet arrangement puisse ralentir l'envoi des matériels visés à l'article 2 ci-dessous.

Article 2.

Le Gouvernement français et le Gouvernement du Royaume-Uni assureront à la Turquie, dans le plus bref délai possible, la fourniture des matériels qui font l'objet de l'ouverture de crédit stipulée à l'article premier, alinéa 2.

PROTOCOL No. 1.

The undersigned Plenipotentiaries state that their respective Governments agree that the Treaty of to-day's date shall be put into force from the moment of its signature.

The present Protocol shall be considered as an integral part of the Treaty concluded to-day between France, the United Kingdom and Turkey.

Done at Angora, in triplicate, the 19th October, 1939.

R. MASSIGLI.
H. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.
Dr. R. SAYDAM.

PROTOCOL No. 2.

At the moment of signature of the Treaty between France, the United Kingdom and Turkey, the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised to this effect, have agreed as follows :

The obligations undertaken by Turkey in virtue of the above-mentioned Treaty cannot compel that country to take action having as its effect, or involving as its consequence, entry into armed conflict with the Soviet Union.

The present Protocol shall be considered as an integral part of the Treaty concluded to-day between France, the United Kingdom and Turkey.

Done at Angora, in triplicate, the 19th October, 1939.

R. MASSIGLI.
H. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.
Dr. R. SAYDAM.

SPECIAL AGREEMENT.

SIGNED AT ANGORA, OCTOBER 19th, 1939.

THE GOVERNMENTS OF THE FRENCH REPUBLIC, OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and OF THE TURKISH REPUBLIC, desiring to regulate, in connection with the Treaty signed this day, certain questions concerning Turkey of a financial and economic nature or relative to deliveries of war material, have agreed as follows :

Article 1.

The French Government and the Government of the United Kingdom place at the disposal of Turkey a credit of £25,000,000 destined to cover the supplies of war material referred to in Article 2 below.

In this sum are included the credit of 460,000,000 French francs and that of £10,000,000 which the French Government and the Government of the United Kingdom have already declared their readiness to place at the disposal of Turkey for the same purpose.

The credit referred to above shall be repaid in 20 years ; it shall carry interest at 4 per cent.

The conditions of repayment shall be the object of a subsequent arrangement ; the elaboration of this arrangement shall not, however, delay the despatch of the material referred to in Article 2 below.

Article 2.

The French Government and the Government of the United Kingdom shall supply to Turkey, as soon as possible, the material forming the subject of the credit mentioned in Article 1, paragraph 2.

Une Commission comprenant des représentants qualifiés des trois gouvernements se réunira dans le plus bref délai à Paris ou à Londres pour arrêter le programme de fournitures correspondant au surplus du crédit stipulé à l'article premier.

Sans attendre la mise au point de ce programme, la Commission déterminera les matériels dont la livraison devra avoir lieu de toute urgence. A cet effet, elle tiendra compte de la nécessité de mettre sans retard la Turquie en état de résister efficacement à une attaque qui pourrait être dirigée à bref délai contre ses frontières en Europe ; elle tiendra compte également des possibilités immédiates des Gouvernements français et du Royaume-Uni.

Article 3.

Les stipulations des articles 1 et 2 ci-dessus ne préjugent pas des arrangements qui pourraient intervenir entre les trois gouvernements, au cas où ils se trouveraient engagés en commun dans des hostilités en exécution du traité en date de ce jour, pour fournir à la Turquie le matériel qui serait reconnu nécessaire.

Article 4.

Le Gouvernement français et le Gouvernement du Royaume-Uni accorderont à la Turquie un emprunt de £15.000.000. La contre-valeur en or de ce montant sera remise au Gouvernement turc à Ankara par le Gouvernement français et le Gouvernement du Royaume-Uni.

Cet emprunt sera remboursable dans les mêmes délais que le crédit de fournitures visé à l'article premier ci-dessus ; il portera intérêt à 3 pour cent.

Le Gouvernement français et le Gouvernement du Royaume-Uni acceptent que le service et l'amortissement de cet emprunt soient faits en livres turques qui seront utilisées pour des achats de tabacs ou, après accord, d'autres produits turcs.

Article 5.

Le Gouvernement français et le Gouvernement du Royaume-Uni mettront respectivement à la disposition de la Turquie :

Le Gouvernement français un emprunt représentant la contre-valeur en francs français à la date de ce jour de £1.500.000.

et le Gouvernement du Royaume-Uni un emprunt de £2.000.000.

Le Gouvernement turc s'engage sur ces montants à accorder la priorité au déblocage des créances commerciales françaises inscrites à ce jour au compte de Clearing jusqu'à concurrence de la contre-valeur en francs français à la date de ce jour de £1.500.000 et à celui des créances commerciales britanniques inscrites à ce jour au compte de Clearing jusqu'à concurrence de £2.000.000.

Ces emprunts seront assujettis aux mêmes conditions d'intérêt et de remboursement que l'emprunt visé à l'article 4.

Le présent accord sera considéré comme partie intégrante du traité conclu en date de ce jour entre la France, le Royaume-Uni et la Turquie.

Il entrera en vigueur en même temps et dans les mêmes conditions que ce traité.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Ankara, en triple exemplaire, le dix-neuf octobre mil neuf cent trente-neuf.

(L. S.) R. MASSIGLI.

(L. S.) H. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.

(L. S.) D^r R. SAYDAM.

A Commission comprising qualified representatives of the three Governments shall meet as soon as possible in Paris or London in order to draw up the programme of deliveries corresponding to the surplus of the credit stipulated in Article 1.

Without awaiting the completion of this programme, the Commission shall determine the supplies the delivery of which shall be effected as a matter of urgency. For this purpose the Commission shall have regard to the necessity of placing Turkey without delay in a position to offer effective resistance to an attack which might be directed at short notice against her European frontiers ; it shall equally have regard to the immediate possibilities of the French Government and the Government of the United Kingdom.

Article 3.

The stipulations of Articles 1 and 2 above shall not affect any arrangements which may be made between the three Governments in the event of their becoming engaged together in hostilities in execution of the Treaty signed this day, for the purpose of furnishing Turkey with the material which might be recognised as necessary.

Article 4.

The French Government and the Government of the United Kingdom shall grant to Turkey a loan of £15,000,000. The equivalent in gold of this amount shall be delivered to the Turkish Government at Angora by the French Government and the Government of the United Kingdom.

This loan shall be repaid within the same period as the war material credit referred to in Article 1 above ; it shall carry interest at the rate of 3 per cent.

The French Government and the Government of the United Kingdom agree that the service and amortisation of this loan shall be effected in Turkish pounds which shall be utilised for the purchase of tobacco or, by agreement, of other Turkish products.

Article 5.

The French Government and the Government of the United Kingdom shall place respectively at the disposal of Turkey :

The French Government a loan representing the equivalent in French francs at this present date of £1,500,000,
and the Government of the United Kingdom a loan of £2,000,000.

The Turkish Government undertake to use these sums in the first place for the transfer of the French commercial credits recorded this day in the Clearing Account to a maximum of the equivalent in French francs of £1,500,000 at this present date and of the British commercial credits recorded this day in the Clearing Account to a maximum of £2,000,000.

These loans shall be subject to the same conditions as regards interest and repayment as the loan referred to in Article 4.

The present Agreement shall be considered as an integral part of the Treaty concluded this day between France, the United Kingdom and Turkey.

It shall enter into force at the same time and in the same conditions as that Treaty.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in triplicate at Angora, this nineteenth day of October, nineteen hundred and thirty-nine.

(L. S.) R. MASSIGLI.

(L. S.) H. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.

(L. S.) Dr. R. SAYDAM.

ARRANGEMENTS SUBSIDIAIRES

ARRANGEMENT RELATIF AU CRÉDIT DE 25 MILLIONS DE LIVRES STERLING A 4 POUR CENT, 1939.
SIGNÉ A PARIS, LE 8 JANVIER 1940.

Considérant qu'un accord est intervenu entre LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE pour l'ouverture en faveur du Gouvernement turc d'un crédit de 25 millions de livres sterling destiné à couvrir des fournitures de matériel de guerre.

Les gouvernements ci-dessus mentionnés sont convenus des dispositions suivantes en vue de régler les modalités techniques dudit crédit.

Article premier.

Le crédit de 25 millions de livres sterling ouvert au Gouvernement turc sera utilisé comme suit :

Le Gouvernement français consentira au Gouvernement turc des cessions de matériel de guerre dont les modalités feront l'objet de conventions particulières à conclure entre les représentants qualifiés du Gouvernement français et du Gouvernement turc. Au fur et à mesure des échéances prévues dans ces conventions le Gouvernement français, d'accord avec les représentants qualifiés du Gouvernement turc, versera aux Administrations françaises intéressées les sommes exigibles en application desdites conventions.

Les fournitures à faire par le Royaume-Uni seront effectuées soit sous forme de cessions par les administrations intéressées, soit sous forme de livraisons par des entreprises privées. Les modalités de ces fournitures seront réglées par une convention spéciale à conclure entre les agents diplomatiques de la République turque à Londres et l'Export Credits Guarantee Department, et par des contrats particuliers avec chaque administration ou avec chaque entreprise.

Au fur et à mesure des échéances prévues dans cette convention ou dans ces contrats, le Gouvernement du Royaume-Uni, d'accord avec les représentants qualifiés du Gouvernement turc, versera les sommes exigibles aux administrations ou aux entreprises intéressées par l'entremise d'une banque choisie par le Gouvernement du Royaume-Uni et par le Gouvernement turc. Ces versements se feront sans frais ni commission.

Les versements ainsi faits par le Gouvernement français et par le Gouvernement du Royaume-Uni pour le compte du Gouvernement turc, soit à titre d'acomptes, soit à titre de paiements définitifs, seront inscrits à la date où ils seront effectués au débit d'un compte tenu au nom du Gouvernement turc en livres sterling, et prendront effet, quant aux intérêts et aux conditions de remboursement, à partir de cette date.

Toutefois, pour les fournitures faites au cours de l'année 1939, les montants correspondant à la valeur de ces fournitures seront, lorsqu'ils auront été arrêtés d'accord avec les représentants qualifiés du Gouvernement turc, portés au débit de son compte aux dates de livraison et prendront effet, quant aux intérêts et aux conditions de remboursement, à partir de ces dates.

Article 2.

Le Gouvernement turc assurera le remboursement des montants portés au débit de son compte dans les conditions prévues à l'article premier, ainsi que le paiement des intérêts au taux de 4 pour cent l'an, au moyen de versements semestriels en livres turques payables le 30 juin et le 31 décembre de chaque année à partir du 30 juin 1940 inclusivement. Ces versements

SUBSIDIARY ARRANGEMENTS

ARRANGEMENT RELATING TO THE CREDIT OF £25 MILLION STERLING AT 4 PER CENT., 1939.
SIGNED AT PARIS, JANUARY 8th, 1940.

An Agreement having been entered into between THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC for the opening of a credit of £25 million sterling in favour of the Turkish Government designed to cover the provision of war material.

The above-mentioned Governments have agreed on the following arrangements for the purpose of regulating the technical application of the said credit :

Article 1.

The credit of £25 million sterling available to the Turkish Government shall be utilised as follows :

The French Government shall agree to the delivery to the Turkish Government of war material, the arrangements concerning which shall be the object of special agreements to be concluded between the qualified representatives of the French Government and Turkish Government. As and when they fall due under these agreements, the French Government, in agreement with the qualified representatives of the Turkish Government, shall pay to the competent French Departments the sums payable under the application of the said arrangements.

The deliveries to be made by the United Kingdom shall be effected either by way of release by the interested Departments or by way of sale by private firms. The manner of these deliveries shall be governed by a special arrangement to be concluded between the diplomatic representatives of the Turkish Republic in London and the Export Credits Guarantee Department, and by the particular contracts with each Department and each firm.

As and when they fall due under this arrangement or these contracts, the Government of the United Kingdom, in accord with the qualified representatives of the Turkish Government, shall pay the amounts due to the interested Departments or firms by the intermediary of a Bank chosen by the Government of the United Kingdom and the Turkish Government. These payments shall be made without charge or commission.

The payments so made by the French Government and the Government of the United Kingdom for the account of the Turkish Government either by way of payments on account or by way of definitive payments, shall be charged, on the date when they are effected, to an account held in the name of the Turkish Government in pounds sterling, and shall as far as interest and conditions of repayment are concerned take effect from that date.

However, for supplies furnished in the course of the year 1939 the amounts corresponding to the value of these supplies shall, when they shall have been fixed in agreement with the qualified representatives of the Turkish Government, be charged to their account from the dates of delivery and shall take effect both as to interest and conditions of repayment as from those dates.

Article 2.

The Turkish Government shall arrange for the repayment of the amounts charged to their account in the manner laid down in Article 1, as well as the payment of interest at the rate of 4 per cent. per annum, by means of half-yearly payments in Turkish pounds payable on the 30th June and 31st December in each year starting from the 30th June, 1940, inclusive. These

correspondront à la contre-valeur de montants en livres sterling calculés dans les conditions ci-après :

1^o Le 30 avril 1940, les paiements faits par le Gouvernement français et par le Gouvernement du Royaume-Uni pour le compte du Gouvernement turc jusqu'à cette date seront totalisés, augmentés des intérêts courus sur chaque paiement jusqu'à cette date. Le total obtenu sera ramené sur la base du taux de 4 pour cent l'an à sa valeur réelle au 31 décembre 1939. La dette ainsi arrêtée sera remboursée par le Gouvernement turc au moyen de 40 semestrialités égales calculées sur la base du taux de 4 pour cent l'an, la première semestrialité venant à échéance le 30 juin 1940.

2^o Le 31 octobre 1940, les paiements faits par le Gouvernement français et par le Gouvernement du Royaume-Uni pour le compte du Gouvernement turc depuis le 1^{er} mai 1940 jusqu'au 31 octobre 1940 seront totalisés, augmentés des intérêts courus sur chaque paiement jusqu'au 31 octobre 1940. Le total obtenu sera ramené sur la base du taux de 4 pour cent l'an à sa valeur réelle au 30 juin 1940. La dette ainsi arrêtée sera remboursée par le Gouvernement turc au moyen de 40 semestrialités égales calculées sur la base du taux de 4 pour cent l'an, la première de ces semestrialités venant à échéance le 31 décembre 1940.

3^o Le remboursement des avances ultérieures s'effectuera selon les mêmes modalités : chaque 30 avril ou chaque 31 octobre, selon le cas, les paiements faits par le Gouvernement français et par le Gouvernement du Royaume-Uni pour le compte du Gouvernement turc au cours de la période de six mois se terminant à la date en question seront totalisés, augmentés des intérêts courus sur chaque paiement jusqu'à cette date. Le total obtenu sera ramené sur la base du taux de 4 pour cent l'an à sa valeur réelle au 31 décembre ou au 30 juin précédent, selon le cas. La dette ainsi arrêtée sera remboursée par le Gouvernement turc au moyen de 40 semestrialités égales calculées sur la base du taux de 4 pour cent l'an, la première semestrialité venant à échéance le 30 juin ou le 31 décembre, selon le cas, suivant la date à laquelle la dette aura été arrêtée.

Article 3.

A chaque échéance le Gouvernement turc versera la contre-valeur en livres turques des montants en livres sterling échus, à un compte spécial ouvert au nom du Gouvernement français et du Gouvernement du Royaume-Uni auprès de la Banque centrale de la République de Turquie. La conversion des livres sterling en livres turques sera faite d'après le cours d'achat de la Banque Centrale de la République de Turquie pratiqué la veille du jour de l'échéance. Les versements en livres turques ainsi effectués seront libératoires pour le Gouvernement turc.

Les disponibilités du compte spécial ci-dessus visé seront utilisées par le Gouvernement français et par le Gouvernement du Royaume-Uni pour l'achat en Turquie de produits turcs de toutes natures destinés à être importés en France et dans le Royaume-Uni pour la consommation intérieure de ces pays.

Article 4.

Le présent arrangement entrera en vigueur à la date de sa signature.

En foi de quoi, les plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement.

Fait, en triple exemplaire, à Paris, le 8 janvier 1940.

R. H. CAMPBELL.
Edouard DALADIER.
N. MENEMENCIOLU.

payments shall correspond with the equivalent of the sums in pounds sterling calculated in the following manner :

1. On the 30th April, 1940, the payments made by the French Government and the Government of the United Kingdom on account of the Turkish Government up to that date shall be totalled, with the addition of accumulated interest on each payment up to that date. The total so obtained shall be discounted on the basis of the rate of 4 per cent. per annum to its present value as at the 31st December, 1939. The debt thus arrived at shall be repaid by the Turkish Government by means of 40 half-yearly equal payments calculated on the basis of the rate of 4 per cent. per annum, the first half-yearly payment becoming due on the 30th June, 1940.

2. On the 31st October, 1940, the payments made by the French Government and the Government of the United Kingdom for the account of the Turkish Government from the 1st May, 1940, to the 31st October, 1940, shall be totalled, with the addition of the accumulated interest on each payment up to the 31st October, 1940. The sum so obtained shall be discounted on the basis of the rate of 4 per cent. per annum to its present value as at the 30th June, 1940. The debt thus arrived at shall be repaid by the Turkish Government by means of 40 equal half-yearly payments calculated on the basis of the rate of 4 per cent. per annum, the first of these half-yearly payments falling due on the 31st December, 1940.]

3. The repayment of subsequent advances shall be effected by the same arrangements : each 30th April and each 31st October, as the case may be, the payments made by the French Government and the Government of the United Kingdom on account of the Turkish Government in the course of the period of six months terminating on the date in question, shall be totalled, with the addition of the accumulated interest on each payment up to that date. The total obtained shall be discounted on the basis of the rate of 4 per cent. per annum to its value as at the previous 31st December or 30th June, as the case may be. The debt thus arrived at shall be repaid by the Turkish Government by means of 40 equal half-yearly payments calculated on the basis of the rate of 4 per cent. per annum, the first half-yearly payment falling due on the 30th June or the 31st December, as the case may be, which follows the date on which the debt shall have been determined.

Article 3.

As each payment becomes due, the Turkish Government shall pay the equivalent in Turkish pounds of the sum in pounds sterling falling due to a Special Account opened in the name of the French Government and the Government of the United Kingdom at the Central Bank of the Republic of Turkey. The conversion of the pounds sterling into Turkish pounds shall be made at the buying rate of the Central Bank of the Republic of Turkey ruling on the day preceding the date on which each payment falls due. The payments in Turkish pounds thus effected shall constitute a full discharge for the Turkish Government.

The balance in the Special Account aforementioned shall be utilised by the French Government and the Government of the United Kingdom for the purchase in Turkey of Turkish commodities of all kinds destined to be imported into France and the United Kingdom for the internal consumption of those countries.

Article 4.

The present Arrangement shall enter into force on the date of its signature.

In witness whereof the Plenipotentiaries, duly authorised to that effect, have signed the present Arrangement.

Done in triplicate in Paris, the 8th January, 1940.

R. H. CAMPBELL.
Edouard DALADIER.
M. MENEMENCIÖGLÜ.

ARRANGEMENT RELATIF A L'EMPRUNT DE 15 MILLIONS DE LIVRES STERLING A 3 POUR CENT, 1939.
SIGNÉ A PARIS, LE 8 JANVIER 1940.

Considérant qu'un accord est intervenu entre LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE pour l'octroi au Gouvernement turc d'un emprunt de 15 millions de livres sterling livrables en or à Ankara,

Les gouvernements ci-dessus mentionnés sont convenus des dispositions suivantes en vue de régler les modalités techniques dudit emprunt :

Article premier.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni remettront au Gouvernement turc à Ankara le plus tôt possible, et en tout cas dans un délai maximum de six semaines à compter de la signature du présent arrangement, la contre-valeur en or de 15 millions de livres sterling calculée au cours coté par la Banque d'Angleterre, soit 168 shillings l'once d'or.

Article 2.

Le Gouvernement de la République turque assurera le remboursement du capital de l'emprunt, ainsi que le paiement des intérêts y afférents, calculés au taux de 3 pour cent l'an, au moyen de quarante versements semestriels en livres turques égaux chacun à la contre-valeur de livres sterling : 501.406.10.0, payables le 30 juin et le 31 décembre de chaque année à partir du 30 juin 1940 inclusivement.

Toutefois, le versement semestriel payable le 30 juin 1940 sera réduit du montant des intérêts à 3 pour cent l'an courus depuis le 31 décembre 1939 jusqu'à la date où la livraison d'or prévue à l'article premier aura été effectivement réalisée.

Article 3.

Les sommes dues pour le service de l'emprunt seront calculées en livres turques en prenant comme base de conversion des livres sterling en livres turques le cours d'achat de la Banque Centrale de la République de Turquie pratiqué la veille du jour de l'échéance. Les montants ainsi calculés seront versés à chaque échéance au crédit d'un compte spécial en livres turques ouvert par ladite Banque au Gouvernement français et au Gouvernement du Royaume-Uni.

Ces versements seront libératoires pour le Gouvernement de la République turque.

Article 4.

Le Gouvernement français et le Gouvernement du Royaume-Uni utiliseront les livres turques portées au crédit de leur compte spécial dans les conditions fixées à l'article précédent, pour l'achat de tabacs d'origine turque destinés à la consommation intérieure de la France et du Royaume-Uni et de tous autres produits destinés au même usage, qui seront déterminés d'un commun accord avec le Gouvernement turc.

Article 5.

Le présent arrangement entrera en vigueur à la date de sa signature.

En foi de quoi, les plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement.

Fait, en triple exemplaire, à Paris, le 8 janvier 1940.

R. H. CAMPBELL.
Edouard DALADIER.
N. MENEMENCIOGLU.

ARRANGEMENT RELATING TO THE LOAN OF £15 MILLION STERLING AT 3 PER CENT., 1939.
SIGNED AT PARIS, JANUARY 8th, 1940.

An Agreement having been entered into between the GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC for granting to the Turkish Government a loan of £15 million sterling to be delivered in gold at Angora,

The above-mentioned Governments have agreed on the following arrangements with a view to regulating the technical application of the said loan :

Article 1.

The Government of the French Republic and the Government of the United Kingdom shall deliver to the Turkish Government at Angora as soon as possible, but, in any case, within a maximum period of six weeks from the date of the signature of the present Arrangement, the equivalent in gold of £15 million sterling, calculated at the rate quoted by the Bank of England, viz., 168 shillings per ounce of gold.

Article 2.

The Government of the Turkish Republic shall arrange for the repayment of the capital of the loan, as well as the payment of the interest thereon, calculated at the rate of 3 per cent. per annum, by means of forty half-yearly payments in Turkish pounds, each equal to the equivalent in pounds sterling : £501,406 10s. 0d. payable on the 30th June and 31st December of each year commencing on the 30th June, 1940, inclusive.

However, the half-yearly payment payable on the 30th June, 1940, shall have deducted from it the amount of interest at 3 per cent. per annum, accumulated from the 31st December, 1939, to the date when the delivery of the gold as indicated in the first article shall have been effectively realised.

Article 3.

The sums due for the service of the loan shall be calculated in Turkish pounds, the buying rate of the Central Bank of the Republic of Turkey on the day preceding the date on which each payment falls due being taken as the basis of conversion of pounds sterling into Turkish pounds. The amounts thus calculated shall be credited at each date on which they fall due to a Special Account in Turkish pounds opened by the said Bank for the French Government and the Government of the United Kingdom.

These payments shall be a complete discharge for the Government of the Republic of Turkey.

Article 4.

The French Government and the Government of the United Kingdom shall utilise the Turkish pounds put to the credit of their Special Account in accordance with the conditions laid down in the preceding Article, for the purchase of tobacco of Turkish origin destined for the internal consumption of France and the United Kingdom, and of all other commodities destined to the same use as shall be determined by common agreement with the Turkish Government.

Article 5.

The present arrangement shall come into force on the date of its signature.

In witness whereof, the Plenipotentiaries, duly authorised to that effect, have signed the present Arrangement.

Done in triplicate in Paris, the 8th January, 1940.

R. H. CAMPBELL.
Edouard DALADIER.
N. MENEMENCIOLU.

SUBSIDIARY AGREEMENTS BETWEEN
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND TURKEY

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM AND THE TURKISH
GOVERNMENT REGARDING A LOAN OF TWO MILLION POUNDS. SIGNED AT PARIS, JANUARY
8th, 1940.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC, desiring to regulate the technical application of the loan of £2,000,000 sterling made by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the Government of the Turkish Republic, have agreed as follows :

Article 1.

The Government of the United Kingdom undertake to place at the disposal of the Government of the Turkish Republic within fifteen days from the date of this Agreement the sum of £2,000,000 sterling by payment to the Bank of England for account of the Central Bank of the Republic of Turkey.

Article 2.

The Government of the Turkish Republic shall repay the principal of the loan and shall pay interest thereon at 3 per cent. per annum by means of forty six-monthly instalments each of which shall be equivalent to £66,854 4s. *od.* sterling and which shall be payable in Turkish pounds on the 30th June and the 31st December in each year beginning on the 30th June, 1940. It is nevertheless agreed that there shall be deducted from the instalment due to be paid on the 30th June, 1940, an amount in Turkish pounds equivalent to interest at 3 per cent. per annum on the amount of the loan for the period between the 31st December, 1939, and the date of the payment to be made in accordance with the provisions of Article 1 of this Agreement.

Article 3.

The loan shall be used in the first place for the transfer of United Kingdom commercial debts in respect of which the corresponding amount has been deposited on or before the 19th October, 1939, in the Special Account at the Central Bank of the Republic of Turkey opened in accordance with the Anglo-Turkish Trade and Clearing Agreement¹ of the 2nd September, 1936. Such transfer shall be effected in accordance with the terms of the Additional Trade and Clearing Agreement² signed this day at Paris between the Contracting Governments.

The balance of the loan shall be at the free disposal of the Government of the Turkish Republic.

Article 4.

The instalments referred to in Article 2 of this Agreement shall be calculated in Turkish pounds on the basis of converting pounds sterling into Turkish pounds at the buying rate of the Central Bank of the Republic of Turkey on the day preceding the day on which the relevant instalment is due. The amount of each instalment thus calculated shall be paid when due to the credit of an account in Turkish pounds to be opened for this purpose by the said Bank in the name of the Government of the United Kingdom and payment thereof shall release the Government of the Turkish Republic from further liability in respect of the instalment to which it relates.

¹ Vol. CLXXII, page 289 ; Vol. CXCVI, page 464 ; and Vol. CXCVII, page 368, of this Series.

² See page 184 of this Volume.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

ACCORDS SUBSIDIAIRES ENTRE
LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA TURQUIE

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT TURC CONCERNANT
UN EMPRUNT DE DEUX MILLIONS DE LIVRES. SIGNÉ A PARIS, LE 8 JANVIER 1940.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, désirant régler les modalités techniques de l'emprunt de deux millions de livres sterling (£2.000.000) accordé par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au Gouvernement de la République turque, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à mettre à la disposition du Gouvernement de la République turque, dans les quinze jours suivant la date du présent accord, la somme de deux millions de livres sterling (£2.000.000), par versement à la Banque d'Angleterre pour compte de la Banque centrale de la République de Turquie.

Article 2.

Le Gouvernement de la République turque remboursera le principal de l'emprunt et versera, sur ce montant, les intérêts y afférents, calculés au taux de 3% l'an, au moyen de quarante versements semestriels, égaux chacun à la contre-valeur de £66.854 4s. od. sterling, et qui seront payables en livres turques le 30 juin et le 31 décembre de chaque année à partir du 30 juin 1940. Il est néanmoins convenu que le versement semestriel payable le 30 juin 1940 sera réduit d'une somme, en livres turques, correspondant à l'intérêt, calculé à 3% l'an, afférent au montant de l'emprunt pour la période comprise entre le 31 décembre 1939 et la date du paiement à effectuer conformément aux dispositions de l'article premier du présent accord.

Article 3.

Cet emprunt sera utilisé en premier lieu en vue du transfert des dettes commerciales encourues dans le Royaume-Uni, pour lesquelles le montant correspondant a été déposé, le 19 octobre 1939 ou avant cette date, au Compte spécial auprès de la Banque centrale de la République de Turquie, ouvert conformément à l'Accord¹ anglo-turc de commerce et de clearing en date du 2 septembre 1936. Le transfert en question s'effectuera conformément aux dispositions de l'Accord² additionnel de commerce et de clearing, signé ce jour, à Paris, entre les Gouvernements contractants.

Le solde de l'emprunt sera à la libre disposition du Gouvernement de la République turque.

Article 4.

Les versements indiqués à l'article 2 du présent accord seront calculés en livres turques, en prenant comme base de la conversion des livres sterling en livres turques, le cours d'achat de la Banque centrale de la République de Turquie pratiqué la veille du jour de l'échéance. Le montant, ainsi calculé, de chaque versement sera versé, lors de l'échéance, au crédit d'un compte en livres turques qui sera ouvert à cet effet par ladite banque au nom du Gouvernement du Royaume-Uni, et le paiement en question libérera le Gouvernement de la République turque de toute autre obligation afférente au versement auquel il correspond.

¹ Vol. CLXXII, page 289 ; vol. CXCVI, page 464 ; et vol. CXCVII, page 368, de ce recueil.

² Voir page 185 de ce volume.

Article 5.

The Government of the United Kingdom shall use the Turkish pounds credited as aforesaid to the said account for the purchase of tobacco of Turkish origin intended for consumption within the United Kingdom and of any other such products intended for the same purpose as may be agreed with the Government of the Turkish Republic.

Article 6.

The present Agreement shall come into force on the day of its signature.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in Paris, in the English language, this eighth day of January, nineteen hundred and forty.

A translation shall be made into the Turkish language as soon as possible, and agreed upon between the Contracting Governments.

Both texts shall then be considered equally authentic for all purposes.

(L. S.) R. H. CAMPBELL.

(L. S.) N. MENEMENCIOLU.

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC ADDITIONAL TO THE AGREEMENT OF SEPTEMBER 2nd, 1936, REGARDING TRADE AND CLEARING. SIGNED AT PARIS, JANUARY 8th, 1940.

Whereas THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC have this day made an Agreement (hereinafter called "the Loan Agreement") for the purpose of regulating the technical application of the loan of £2,000,000 sterling made by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the Government of the Turkish Republic ;

And whereas for this and other purposes the Contracting Governments are desirous of amending the Trade and Clearing Agreement¹ made between them in London on the 2nd day of September, 1936 (hereinafter called "the Principal Agreement"), as amended by a Supplementary Agreement² made between the Contracting Governments on the 27th day of May, 1938 (hereinafter called "the Supplementary Agreement"), and by Exchanges of Notes between the Contracting Governments dated the 23rd day of August, 1939³, and the 22nd day of November, 1939 ;

Now, therefore, the Contracting Governments agree that the Principal Agreement, as so amended, be further amended in the manner hereinafter appearing :

Article 1.

For the purpose of transferring, subject to the discount mentioned below, United Kingdom commercial debts of which the corresponding amount of Turkish pounds has been deposited in the Special Account on or before the 19th day of October, 1939, the Central Bank of the Republic of Turkey shall pay to the Controller of the Anglo-Turkish Clearing Office at such times as he

¹ Vol. CLXXII, page 289, of this Series.

² Vol. CXC, page 121 ; and Vol. CXCVII, page 414, of this Series.

³ Vol. CXCVII, page 368, of this Series.

Article 5.

Le Gouvernement du Royaume-Uni utilisera les livres turques ainsi créditées audit compte pour l'achat de tabacs d'origine turque destinés à être consommés dans le Royaume-Uni, ainsi que de tous autres produits, destinés à la même fin, qui pourront être déterminés d'accord avec le Gouvernement de la République turque.

Article 6.

Le présent accord entrera en vigueur le jour de sa signature.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double exemplaire, à Paris, en langue anglaise, le huit janvier mil neuf cent quarante.

Une traduction sera établie en langue turque, aussitôt que possible, et fera l'objet d'un accord entre les Gouvernements contractants.

Les deux textes seront alors considérés comme faisant également foi à toutes fins utiles.

(L. S.) R. H. CAMPBELL.

(L. S.) N. MENEMENCIOGLU.

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, ADDITIONNEL A L'ACCORD DE COMMERCE ET DE CLEARING DU 2 SEPTEMBRE 1936. SIGNÉ A PARIS, LE 8 JANVIER 1940.

Attendu que LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ont, ce jour, conclu un accord (ci-après appelé « l'Accord d'emprunt »), en vue de régler les modalités techniques de l'emprunt de deux millions de livres sterling (£2.000.000) accordé par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au Gouvernement de la République turque ;

Et attendu que, à cette fin et à tous autres effets, les Gouvernements contractants sont désireux d'amender l'Accord¹ de commerce et de clearing conclu entre eux à Londres, le 2 septembre 1936 (appelé ci-après « l'Accord principal »), tel qu'il a été amendé par un Accord² supplémentaire conclu entre les Gouvernements contractants le 27 mai 1938 (ci-après appelé « l'Accord supplémentaire ») et par des Echanges de notes entre les Gouvernements contractants, en date du 23 août 1939³ et du 22 novembre 1939 ;

Les Gouvernements contractants conviennent, en conséquence, que l'accord principal, tel qu'il a été ainsi amendé, sera à nouveau amendé de la façon indiquée ci-après :

Article premier.

Aux fins du transfert, sous réserve de la déduction mentionnée ci-après, des dettes commerciales encourues dans le Royaume-Uni, dont le montant correspondant en livres turques a été déposé au Compte spécial à la date du 19 octobre 1939 ou avant cette date, la Banque centrale de la République de Turquie versera au Contrôleur de l'Office de clearing anglo-turc, à telles

¹ Vol. CLXXII, page 289, de ce recueil.

² Vol. CXC, page 121 ; et vol. CXCVII, page 414, de ce recueil.

³ Vol. CXCVII, page 368, de ce recueil.

may require such part of the amount of the aforesaid loan as may be necessary for the aforesaid transfer. The sums so paid to the Controller of the Anglo-Turkish Clearing Office shall be credited to sub-account A and used for the aforesaid transfer. The payment of the debts in respect of which deposits have been made as aforesaid shall be subject to a discount calculated in accordance with the table below. Each payment so made shall be accepted by the creditor concerned in full discharge of the relevant debt or debts due to him :

	Percentage reduction in the deposits made in the Special Account, for the months indicated.
1937 :	
January, February, March	3
April, May, June	6
July, August, September	9
October, November, December	12
1938 :	
January, February, March	15
April, May, June	18
July, August, September	21
October, November, December	24
1939 :	
January, February, March	27
April, May, June	30
July, August, September	33
October 1-19	36

Article 2.

The transfer of United Kingdom commercial debts of which the corresponding amount of Turkish pounds has been deposited in the Special Account after the 19th day of October, 1939, in favour of creditors in the United Kingdom shall be effected through sub-account A and such amount as may be necessary for the purpose shall be transferred from the Account opened under the Exchange of Notes dated the 23rd day of August, 1939 (hereinafter called " the Blocked Account "). The payment of the debts in respect of which deposits have been made as aforesaid shall be subject to a discount calculated in accordance with the table set out below, shall be made in the chronological order of the deposit by the Turkish debtor in the Special Account and shall be accepted by the creditor in full discharge of the relevant debt or debts due to him :

	Per cent.
1939 : October 20-December 31	36
1940 : January 1-March 31	39
On and after April 1, 1940	40

Article 3.

From the date of the coming into force of this Agreement :

(1) (a) 80 per cent. of all sums credited to the Clearing Account in respect of Turkish goods exported to the United Kingdom in accordance with the provisions of Article 12 or Article 13 of the Principal Agreement as so amended shall be allocated to sub-account C, and

(b) The remaining 20 per cent. of all sums so credited shall be allocated to sub-account B,

and the provisions of the Principal Agreement as so amended shall have effect accordingly.

(2) (a) The allocation to the Blocked Account of $33\frac{1}{3}$ per cent. of the amounts allocated to sub-account B shall cease and any balance remaining in the Blocked

dates qu'il pourra demander, telle partie du montant du susdit emprunt qui pourra être nécessaire pour le transfert susmentionné. Les sommes ainsi versées au Contrôleur de l'Office de clearing anglo-turc seront portées au crédit du Compte auxiliaire A et utilisées pour le transfert sus-indiqué. Le paiement des dettes pour lesquelles des dépôts ont été effectués comme il est dit ci-dessus fera l'objet d'une déduction calculée conformément au tableau ci-après. Chaque versement ainsi effectué sera accepté par le créancier intéressé comme paiement intégral de la dette ou des dettes correspondantes qui étaient exigibles.

	Déduction, en pourcentage concernant les dépôts effectués au Compte spécial, pour les mois indiqués.
1937 :	
Janvier, février, mars	3
Avril, mai, juin	6
Juillet, août, septembre	9
Octobre, novembre, décembre	12
1938 :	
Janvier, février, mars	15
Avril, mai, juin	18
Juillet, août, septembre	21
Octobre, novembre, décembre	24
1939 :	
Janvier, février, mars	27
Avril, mai, juin	30
Juillet, août, septembre	33
1 ^{er} au 19 octobre	36

Article 2.

Le transfert des dettes commerciales encourues dans le Royaume-Uni, pour lesquelles le montant correspondant, en livres turques, a été déposé au Compte spécial après le 19 octobre 1939, en faveur de créanciers résidant au Royaume-Uni, s'effectuera par le Compte auxiliaire A, et le montant nécessaire à cet effet sera transféré du Compte ouvert en vertu de l'Echange de notes en date du 23 août 1939 (ci-après appelé « le Compte bloqué »). Le paiement des dettes pour lesquelles des dépôts ont été effectués comme il est dit ci-dessus fera l'objet d'une déduction calculée conformément au tableau indiqué ci-après ; il s'effectuera selon l'ordre chronologique du dépôt opéré par le débiteur turc au Compte spécial et sera accepté par le créancier comme paiement intégral de la dette ou des dettes correspondantes qui étaient exigibles.

	Pourcentage
1939 : 20 octobre au 31 décembre	36
1940 : 1 ^{er} janvier au 31 mars	39
1 ^{er} avril 1940 et après	40

Article 3.

A dater de l'entrée en vigueur du présent accord :

1) a) 80 pour cent de toutes les sommes inscrites au crédit du Compte de Clearing, au titre de marchandises turques exportées à destination du Royaume-Uni conformément aux dispositions de l'article 12 et de l'article 13 de l'Accord principal, tel qu'il a été ainsi amendé, seront portés au Compte auxiliaire C, et

b) Les 20 pour cent restants de toutes les sommes ainsi créditées seront portés au Compte auxiliaire B,

et les dispositions de l'accord principal, tel qu'il a été ainsi amendé, auront effet en conséquence.

2) a) L'affectation, au Compte bloqué, de 33 $\frac{1}{3}$ pour cent des montants portés au Compte auxiliaire B prendra fin et tout solde restant au Compte bloqué, après tous les

Account after all transfers due to be made in accordance with the provisions of Article 2 of this Agreement have been effected, shall be transferred to sub-account B ;

(b) The provisions of Article 4 (2) (iii) of the Supplementary Agreement and of Article 9 (1) (vii) of the Principal Agreement shall be abrogated, and the provisions of paragraph (1) of this Article shall apply to all sums credited to the Clearing Account in respect of Turkish raisins and figs exported to the United Kingdom.

Article 4.

Notwithstanding the provisions of Articles 1 and 2 above, a creditor in whose favour a deposit has been or may be made in the Special Account may by notification in writing lodged with the Anglo-Turkish Clearing Office not later than the 20th February, 1940, elect to transfer the deposit by the import of Turkish goods into the United Kingdom. The Central Bank of Turkey shall thereupon on notification from the Anglo-Turkish Clearing Office provide the creditor with Turkish pounds up to the equivalent in Turkish pounds of his debt which the creditor shall be free to use for the purchase of the Turkish goods specified in the attached Schedule for importation into the United Kingdom. The provision of such Turkish pounds for the use of the creditor shall constitute a full discharge of the debt in respect of which the deposit was made. The provisions of the Principal Agreement as so amended shall not apply to such imports.

Article 5.

The provisions of the Principal Agreement, as so amended, shall not apply to any Turkish goods imported into the United Kingdom which have been purchased out of any balances of Turkish pounds held by the Government of the United Kingdom in pursuance of any Agreements entered into by the Contracting Governments.

Article 6.

The present Additional Agreement shall enter into force on the 15th January, 1940, and shall remain in force for the same period as the Principal Agreement.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in Paris, in the English language, this 8th day of January, 1940.

A translation shall be made into the Turkish language as soon as possible and agreed between the Contracting Governments.

Both texts shall then be considered to be equally authentic for all purposes.

(L. S.) R. H. CAMPBELL.

(L. S.) N. MENEMENCIOGLU.

SCHEDULE (see Article 4).

1. Tobacco leaves, cut tobacco and cigarettes.
2. Opium.
3. Carpets, carpeting, floor rugs, floor mats and matting and kilims, wholly or partly of wool, mohair, silk or artificial silk.
4. Attar of rose.
5. Sponges (raw and manipulated).
6. Vegetable dyestuffs, vegetable colours and colouring matters.
7. Medicinal plants, flowers, roots and leaves.
8. Eggs, egg-powder.
9. Fish oil for industrial purposes.
10. Hemp.

transferts à effectuer conformément aux dispositions de l'article 2 du présent accord, sera transféré au Compte auxiliaire B ;

b) Les dispositions de l'article 4 2) (iii) de l'accord supplémentaire et de l'article 9 (r) (vii) de l'accord principal seront abrogées, et les dispositions du paragraphe r) du présent article seront applicables à toutes les sommes créditées au Compte de clearing en ce qui concerne les figes et raisins secs turcs exportés à destination du Royaume-Uni.

Article 4.

Nonobstant les dispositions des articles 1 et 2 ci-dessus, un créancier en faveur duquel un dépôt a été ou sera effectué au compte spécial pourra, par notification écrite remise à l'Office de clearing anglo-turc au plus tard le 20 février 1940, choisir de transférer ce dépôt par l'importation de marchandises turques dans le Royaume-Uni. La Banque centrale de Turquie, sur notification de l'Office de clearing anglo-turc, fournira alors au créancier des livres turques jusqu'à concurrence de l'équivalent, en livres turques, de sa dette, et le créancier sera libre de les utiliser pour l'achat des marchandises turques spécifiées dans la liste ci-jointe, en vue de leur importation dans le Royaume-Uni. La fourniture des livres turques en question pour l'usage du créancier constituera le paiement intégral de la dette au titre de laquelle le dépôt aura été effectué. Les dispositions de l'accord principal, tel qu'il a été ainsi amendé, ne seront pas applicables auxdites importations.

Article 5.

Les dispositions de l'accord principal, tel qu'il a été ainsi amendé, ne seront pas applicables à toutes marchandises turques importées dans le Royaume-Uni qui auront été achetées au moyen de soldes, en livres turques, détenus par le Gouvernement du Royaume-Uni en exécution de tous accords conclus par les Gouvernements contractants.]

Article 6.

Le présent accord additionnel prendra effet le 15 janvier 1940 et restera en vigueur pour la même période que l'Accord principal.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double exemplaire, à Paris, en langue anglaise, le 8 janvier 1940.

Une traduction sera établie en langue turque aussitôt que possible, et fera l'objet d'un accord entre les Gouvernements contractants.

Les deux textes seront alors considérés comme faisant également foi à toutes fins utiles.

(L. S.) R. H. CAMPBELL.

(L. S.) N. MENEMENCIOLU.

LISTE (voir article 4).

1. Tabac en feuilles, tabac haché et cigarettes.
2. Opium.
3. Tapis, tapis en pièces, carpettes, nattes pour parquets, nattes en pièces, et kilims, en totalité ou en partie en laine, mohair, soie ou soie artificielle.
4. Essence de roses.
5. Eponges (brutes et travaillées).
6. Teintures végétales, couleurs et matières colorantes végétales.
7. Plantes, fleurs, racines et feuilles médicinales.
8. Œufs, poudre d'œufs.
9. Huile de poisson pour usages industriels.
10. Chanvre.

N° 4690.

**COMMONWEALTH D'AUSTRALIE
ET BRÉSIL**

Echange de notes comportant un accord commercial. Londres, le 19 juillet 1939.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le ministre des Affaires étrangères du Commonwealth d'Australie. L'enregistrement a eu lieu le 26 février 1940.

**COMMONWEALTH OF AUSTRALIA
AND BRAZIL**

Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. London, July 19th, 1939.

English and Portuguese official texts communicated by the Minister for External Affairs of the Commonwealth of Australia. The registration took place February 26th, 1940.

No. 4690. — EXCHANGE OF NOTES¹
BETWEEN THE GOVERNMENT
OF THE COMMONWEALTH OF
AUSTRALIA AND THE GOVERN-
MENT OF THE REPUBLIC OF
BRAZIL, CONSTITUTING A COM-
MERCIAL AGREEMENT. LON-
DON, JULY 19TH, 1939.

Nº 4690. — TROCA DE NOTAS¹
ENTRE O GOVÉRNO DA AUS-
TRÁLIA E O GOVÉRNO DO BRÁ-
SIL CONSTITUINDO UM ACÔR-
DO COMERCIAL. LONDRES, 19
DE JULHO DE 1939.

I.

COMMONWEALTH OF AUSTRALIA,
AUSTRALIA HOUSE.

LONDON, W.C. 2, *July 19th, 1939.*

MY DEAR AMBASSADOR,

I have the honour to inform you that the Government of the Commonwealth of Australia, desiring to provide for the maintenance, on a basis of reciprocity, of commercial relations between the Republic of Brazil and the Commonwealth of Australia, is prepared to enter into an agreement with the Government of the Republic of Brazil in the following terms :

(1) Articles the produce or manufacture of Brazil on importation into Australia shall receive treatment not less favourable than that accorded to like articles the produce or manufacture of any other foreign country.

(2) Articles the produce or manufacture of Australia, on importation into Brazil shall receive treatment not less favourable than that accorded to like articles the produce or manufacture of any other foreign country.

(3) It shall be understood that the foregoing provisions shall not entitle :

(i) The Brazilian Government to claim the benefit of any treatment, preference or privilege which may at any time be granted in the Commonwealth of Australia exclusively to territories under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate.

(ii) The Government of the Commonwealth of Australia to claim the benefits of any advantages that are or may be accorded by Brazil to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic, or to advantages granted in virtue of a customs union which has already been, or may hereafter be, concluded.

I shall be obliged if you will be good enough to inform me whether the Government of the Republic of Brazil would agree to the above proposals. In that case I would suggest that the present note and your note in reply be regarded as constituting an agreement between the two Governments having effect from a date to be fixed by mutual agreement and terminable upon three calendar months notice by either Government.

I have the honour to renew to your Excellency the assurance of my highest consideration.

S. M. BRUCE.

His Excellency Senhor Raul Regis de Oliveira,
G.C.V.O., G.B.E.

¹ Came into force January 1st, 1940.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1940.

TEXTE PORTUGAIS.—PORTUGUESE TEXT.

II.

EMBAIXADA
DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL.

Nº 16.

LONDRES, em 19 de Julho de 1939.

SENHOR ALTO COMISSÁRIO,

Com referência á sua Nota desta data, em que Vossa Excelência me dá a conhecer o desejo do Governo da Austrália de concluir com o do Brasil um acôrdo que regule as relações comerciais entre os nossos dois países, tenho a honra de lhe informar que o meu Governo está disposto a celebrar um acôrdo com o da Austrália nos seguintes termos :

1) Os artigos produzidos ou manufacturados no Brasil, importados na Austrália, receberão tratamento não menos favorável do que o que fôr concedido aos artigos produzidos ou manufacturados de qualquer outro país estrangeiro ;

2) Os artigos produzidos ou manufacturados na Austrália, importados no Brasil, receberão tratamento não menos favorável do que o que fôr concedido aos artigos produzidos ou manufacturados de qualquer outro país estrangeiro ;

3) Fica convencionado que as disposições acima não facultam :

a) ao Governo brasileiro pretender o benefício de qualquer tratamento preferencial ou privilegio que em todo o tempo seja concedido pela Austrália exclusivamente aos territórios sob a soberania de Sua Majestade o Rei da Grã-Bretanha Irlanda e os Domínios Britânicos de Além Mar, Imperador da Índia, ou sob a suserania, protecção ou mandato de Sua Majestade ;

b) ao Governo da Austrália pretender as vantagens concedidas ou que venham a ser concedidas pelo Brasil aos países vizinhos com o objecto de facilitar o tráfico de fronteiras, ou as vantagens

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES OF BRAZIL.

No. 16.

LONDON, July 19th, 1939.

SIR,

With reference to your Excellency's Note of to-day's date relating to the desire of the Government of Australia to conclude with the Brazilian Government an agreement regulating commercial relations between our two countries, I have the honour to inform you that my Government is prepared to conclude an agreement with the Australian Government in the following terms :

(1) Articles produced or manufactured in Brazil, imported into Australia, will receive treatment not less favourable than that accorded to articles produced or manufactured in any other foreign country;

(2) Articles produced or manufactured in Australia, imported into Brazil, will receive treatment not less favourable than that accorded to articles produced or manufactured in any other foreign country;

(3) It is agreed that the above provisions do not entitle :

(a) The Brazilian Government to claim the benefit of any preferential treatment or privilege which may at any time be granted by Australia exclusively to territories under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate ;

(b) The Australian Government to claim the advantages accorded or that may be accorded by Brazil to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic, or the advantages resulting from

¹ Traduction du Gouvernement du Commonwealth d'Australie.

¹ Translation of the Government of the Commonwealth of Australia.

consequentes de alguma união aduaneira que venha a ser concluída.

De acôrdo com a sugestão contida no último párrafo da Nota de Vossa Excelência, a presente troca de Notas será tida como constituindo um acôrdo entre os dois Governos, a entrar em vigor a partir de data a ser fixada mutuamente, podendo ser terminado após notificação prévia de três meses por qualquer das partes contratantes.

Tenho a honra de reiterar a Vossa Excelência os protestos da minha mais alta consideração.

R. REGIS DE OLIVEIRA.

A Sua Excelência
The Right Honourable
S. M. Bruce, C.H., M.C.,
Alto Comissário de Sua Majestade
Britânica para a Austrália,
Londres.

any customs union that may be concluded.

In accordance with the suggestion contained in the last paragraph of your Excellency's Note, the present exchange of Notes shall be held to constitute an agreement between the two Governments having effect as from a date to be fixed by mutual agreement and terminable on three months' prior notice by either of the Contracting Parties.

I have the honour to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

R. REGIS DE OLIVEIRA.

His Excellency
the Right Honourable
S. M. Bruce, C.H., M.C.,
His Britannic Majesty's
High Commissioner for the
Commonwealth of Australia,
London.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Nº 4690. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BRÉSIL COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL. LONDRES, LE 19 JUILLET 1939.

I.

COMMONWEALTH D'AUSTRALIE,
AUSTRALIA HOUSE.

LONDRES, W.C. 2, le 19 juillet 1939.

MON CHER AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement du Commonwealth d'Australie, désireux de maintenir, sur la base de la réciprocité, les relations commerciales entre la République du Brésil et le Commonwealth d'Australie, est disposé à conclure avec le Gouvernement de la République du Brésil un accord conçu dans les termes suivants :

1) Les articles récoltés, produits ou manufacturés au Brésil recevront, lors de leur importation en Australie, un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux articles similaires récoltés, produits ou manufacturés dans tout autre pays étranger.

2) Les articles récoltés, produits ou manufacturés en Australie recevront, lors de leur importation au Brésil, un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux articles similaires récoltés, produits ou manufacturés dans tout autre pays étranger.

3) Il sera entendu que les dispositions qui précèdent ne donneront pas le droit :

i) Au Gouvernement brésilien de demander le bénéfice de tout traitement, mesure préférentielle ou privilège, qui pourra, à un moment quelconque, être accordé, dans le Commonwealth d'Australie, exclusivement à des territoires se trouvant sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté.

ii) Au Gouvernement du Commonwealth d'Australie de demander le bénéfice de tous avantages qui sont ou pourront être accordés par le Brésil à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier, ou d'avantages accordés en vertu d'une union douanière qui a déjà été ou qui pourra ultérieurement être conclue.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement de la République du Brésil est disposé à se rallier aux propositions ci-dessus. Dans ce cas, je proposerais que la présente note et votre note de réponse soient considérées comme constituant, entre les deux gouvernements, un accord qui entrerait en vigueur à une date fixée conjointement et qui pourrait prendre fin à l'expiration d'un préavis de trois mois donné par l'un ou l'autre gouvernement.

Je saisis cette occasion, etc.

S. M. BRUCE.

Son Excellence Senhor Raul Regis de Oliveira,
G.C.V.O., G.B.E.

II.

AMBASSADE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL.

LONDRES, le 19 juillet 1939.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

Comme suite à la note de Votre Excellence en date de ce jour, dans laquelle vous m'informez du désir du Gouvernement australien de conclure avec le Gouvernement brésilien un accord réglant les relations commerciales entre nos deux pays, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon Gouvernement est disposé à conclure avec le Gouvernement australien un accord conçu dans les termes suivants :

1) Les articles récoltés, produits ou manufacturés au Brésil recevront, lors de leur importation en Australie, un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux articles récoltés, produits ou manufacturés dans tout autre pays étranger.

2) Les articles récoltés, produits ou manufacturés en Australie recevront, lors de leur importation au Brésil, un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux articles récoltés, produits ou manufacturés dans tout autre pays étranger.

3) Il est entendu que les dispositions qui précèdent ne donneront pas le droit :

i) Au Gouvernement brésilien de demander le bénéfice de tout traitement, mesure préférentielle ou privilège, qui pourra, à un moment quelconque, être accordé, dans le Commonwealth d'Australie, exclusivement à des territoires se trouvant sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté.

ii) Au Gouvernement du Commonwealth d'Australie de demander le bénéfice des avantages qui sont ou pourront être accordés par le Brésil à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier, ou d'avantages résultant d'une union douanière quelconque qui pourra être conclue.

Conformément à la suggestion formulée dans le dernier paragraphe de la Note de Votre Excellence, le présent échange de notes sera considéré comme constituant, entre les deux gouvernements, un accord qui entrera en vigueur à une date fixée conjointement et qui pourra prendre fin à l'expiration d'un préavis de trois mois donné par l'une ou l'autre Partie contractante.

Je saisis cette occasion, etc.

R. REGIS DE OLIVEIRA.

Son Excellence

le très honorable S. M. Bruce, C.H., M.C.,
Haut Commissaire de Sa Majesté britannique
pour le Commonwealth d'Australie,
Londres.

N° 4691.

JAPON ET THAÏLANDE

Accord concernant l'exploitation de services aériens entre les deux pays, signé à Bangkok, le 30 novembre 1939, et échange de notes y relatif de la même date.

Texte officiel anglais communiqué par le représentant permanent de la Thaïlande près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 26 février 1940.

JAPAN AND THAILAND

Agreement for the Operation of Regular Air Services between the Two Countries, signed at Bangkok, November 30th, 1939, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

English official text communicated by the Permanent Representative of Thailand to the League of Nations. The registration took place February 26th, 1940.

No. 4691. — AGREEMENT¹ FOR THE OPERATION OF REGULAR AIR SERVICES BETWEEN JAPAN AND THAILAND. SIGNED AT BANGKOK, NOVEMBER 30TH, 1939.

THE GOVERNMENT OF THAILAND and
THE GOVERNMENT OF JAPAN,

Being convinced of the mutual interest which they have in the establishment of aerial relations between Thailand and Japan and in the advancement of international aerial relations in general have agreed upon the following Articles :

Article 1.

A Japanese air transport company to be designated by the Japanese Government may operate regular air services between Taihoku and Bangkok, with a regular landing at Udorn, and any other points in Thailand as may subsequently be agreed upon between the competent authorities of Thailand and Japan.

Article 2.

The Japanese air transport company's aircraft shall in Thailand fly over routes approved by the Thai Government. Deviations therefrom may be made only in case of emergency or with the consent of the competent Thai authorities.

Article 3.

The Japanese air transport company's aircraft may, along the routes approved as aforesaid, land on and take off from any landing-ground in Thailand approved by the Thai Government and open to commercial aircraft, under such conditions and subject to such charges as govern civil aerial operations at each such landing-ground.

Article 4.

The Japanese air transport company shall comply with the laws and regulations now or hereafter in force in Thailand as well as such treaties as are entered into by the two countries.

Article 5.

The Japanese air transport company shall transmit free of charge between Bangkok and Udorn the mails which the Thai Government may tender to it.

Article 6.

The Japanese air transport company shall not transport mails, other than those specified in the preceding Article, passengers or goods between points in Thailand except as part of a continuous journey originating or terminating outside Thai territory.

Article 7.

The Japanese air transport company shall hand over to the Thai authorities at such regular landing-place in Thailand as the Thai Government may fix, any air-mails carried by its aircraft for delivery in Thailand.

¹ Came into force December 10th, 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4691. — ACCORD¹ CONCERNANT L'EXPLOITATION DE SERVICES AÉRIENS RÉGULIERS ENTRE LE JAPON ET LA THAÏLANDE. SIGNÉ A BANGKOK, LE 30 NOVEMBRE 1939.

LE GOUVERNEMENT DE LA THAÏLANDE et
LE GOUVERNEMENT DU JAPON,

Convaincus de l'intérêt réciproque que présente pour eux l'établissement de relations aériennes entre la Thaïlande et le Japon, ainsi que le développement des relations aériennes internationales en général, sont convenus des articles ci-après :

Article premier.

Une compagnie de transports aériens japonaise désignée par le Gouvernement japonais pourra exploiter des services aériens réguliers entre Taihoku et Bangkok, avec atterrissage régulier à Udorn, et tous autres points de la Thaïlande qui pourront être ultérieurement fixés par voie d'accord entre les autorités compétentes de la Thaïlande et du Japon.

Article 2.

Les aéronefs de la compagnie de transports aériens japonaise suivront, en Thaïlande, les parcours approuvés par le Gouvernement thaï. Ils ne pourront s'écarter de ces parcours qu'en cas de force majeure ou avec le consentement des autorités compétentes de Thaïlande.

Article 3.

Les aéronefs de la compagnie de transports aériens japonaise pourront, le long des parcours approuvés comme il est dit ci-dessus, atterrir et prendre leur vol sur tout terrain d'atterrissage de Thaïlande approuvé par le Gouvernement thaï et ouvert à l'aviation commerciale, aux conditions et moyennant le paiement des taxes fixées par les règlements applicables aux appareils de l'aviation civile sur chacun de ces terrains d'atterrissage.

Article 4.

La compagnie de transports aériens japonaise se conformera aux lois et règlements qui sont ou qui pourront ultérieurement être en vigueur en Thaïlande, ainsi qu'aux traités conclus par les deux pays.

Article 5.

La compagnie de transports aériens japonaise transportera à titre gratuit, entre Bangkok et Udorn, le courrier que le Gouvernement thaï pourra lui remettre.

Article 6.

La compagnie de transports aériens japonaise ne transportera de courrier — autre que celui qui est spécifié à l'article précédent — de voyageurs ou de marchandises entre des points situés en Thaïlande, que lorsque ce transport fera partie d'un voyage ininterrompu dont le point de départ ou le point d'arrivée se trouvent en dehors du territoire thaï.

Article 7.

La compagnie de transports aériens japonaise remettra aux autorités de Thaïlande, sur tel terrain d'atterrissage régulier de Thaïlande que le Gouvernement thaï pourra fixer, tout courrier aérien transporté par ses aéronefs et destiné à être distribué en Thaïlande.

¹ Entré en vigueur le 10 décembre 1939.

Article 8.

The agent of the Japanese air transport company in Thailand shall be a suitable Thai company approved by the Thai Government.

Article 9.

The Japanese air transport company shall transmit the mails which the Thai Government may tender to it, and the rates of payment to the Japanese Postal Authorities for the conveyance of such mails, exception being made for the mails specified in Article 5 for the conveyance of which no charge is to be made, shall not be higher than those charged to other Postal Administrations which do not contribute to the costs of the service.

Article 10.

The Japanese air transport company shall convey officials of the Thai Government at the same rates as in the case of Japanese officials.

Article 11.

The Aerial Transport Company of Thailand, Limited, may operate regular air services between Bangkok and Taihoku and any other points in Japan as may subsequently be agreed upon between the competent authorities of the two countries.

Article 12.

The Aerial Transport Company's aircraft shall in Japan fly over routes approved by the Japanese Government. Deviations therefrom may be made only in case of emergency or with the consent of the competent Japanese authorities.

Article 13.

The Aerial Transport Company shall comply with the laws and regulations now or hereafter in force in Japan as well as such treaties as are entered into by the two countries.

Article 14.

The Aerial Transport Company shall not transport mails, passengers or goods between points in Japan except as part of a continuous voyage originating or terminating outside Japanese territory.

Article 15.

The Aerial Transport Company shall hand over to the Japanese authorities at such regular landing-place in Japan as the Japanese Government may fix, any air-mails carried by its aircraft for delivery in Japan.

Article 16.

If requested to do so by the Thai Government, the Japanese Government will allow as many as four students at a time to undergo courses of training in military aviation to which foreigners have been or may hereafter be admitted, provided that this obligation shall cease to have effect if and when a Thai aerial service shall have been in operation in or over Japanese territory for a total period of three years.

Article 17.

This Agreement shall come into force ten days after the date of its signature and remain in force for two years. In case neither Party shall have notified the other of its intention of terminating the Agreement six months before the expiration of the said two years, it shall remain in force until the expiration of six months from the day on which either Party shall have denounced it.

Article 8.

L'agent de la compagnie de transports aériens japonaise en Thaïlande sera une compagnie thaïe remplissant les conditions voulues et approuvée par le Gouvernement thaï.

Article 9.

La compagnie de transports aériens japonaise transportera le courrier que le Gouvernement thaï pourra lui remettre, et le tarif des redevances à payer aux autorités postales japonaises pour le transport de ce courrier, à l'exception de celui qui est spécifié à l'article 5 et pour le transport duquel il n'est dû aucune redevance, ne devra pas être supérieur à celui des redevances réclamées à d'autres administrations postales qui ne contribuent pas aux frais du service.

Article 10.

La compagnie de transports aériens japonaise transportera les fonctionnaires du Gouvernement thaï aux mêmes tarifs que les fonctionnaires japonais.

Article 11.

La Compagnie de Transports aériens de Thaïlande (Aerial Transport Company of Thailand, Limited) pourra exploiter des services aériens réguliers entre Bangkok et Taihoku et tous autres points du Japon qui pourront être ultérieurement fixés par voie d'accord entre les autorités compétentes des deux pays.

Article 12.

Les aéronefs de la susdite Compagnie de Transports aériens suivront au Japon, les parcours approuvés par le Gouvernement japonais. Ils ne pourront s'écarter de ces parcours qu'en cas de force majeure ou avec le consentement des autorités japonaises compétentes.

Article 13.

La susdite Compagnie de Transports aériens se conformera aux lois et règlements qui sont ou qui pourront ultérieurement être en vigueur au Japon, ainsi qu'aux traités conclus par les deux pays.

Article 14.

La susdite Compagnie de Transports aériens ne transportera pas de courrier, de passagers ou de marchandises entre des points situés au Japon, sauf lorsque ce transport fera partie d'un voyage ininterrompu dont le point de départ ou le point d'arrivée se trouvent en dehors du territoire japonais.

Article 15.

La susdite Compagnie de Transports aériens remettra aux autorités japonaises, sur tel terrain d'atterrissage régulier du Japon que le Gouvernement japonais pourra fixer, tout courrier aérien transporté par ses aéronefs et destiné à être distribué au Japon.

Article 16.

Si demande lui en est faite par le Gouvernement thaï, le Gouvernement japonais autorisera quatre élèves-pilotes à la fois, au maximum, à suivre, dans l'aviation militaire, des cours d'entraînement auxquels des étrangers ont été ou pourront être admis, étant entendu que cette obligation cessera d'avoir effet lorsqu'un service aérien thaï aura fonctionné en territoire japonais ou au-dessus du territoire japonais pendant une durée totale de trois ans.

Article 17.

Le présent accord entrera en vigueur dix jours après la date de sa signature et restera en vigueur pendant deux ans. Au cas où aucune des deux Parties contractantes n'aurait notifié à l'autre partie, six mois avant l'expiration des deux années en question, son intention de mettre fin à l'accord, celui-ci restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de six mois à dater du jour auquel l'une ou l'autre des parties l'aura dénoncé.

In witness whereof the undersigned, duly authorised by their respective Governments, have signed the present Agreement and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate, in the English language, at Bangkok, this thirtieth day of the eighth month in the two thousand four hundred and eighty-second year of the Buddhist Era, corresponding to the thirtieth day of the eleventh month in the fourteenth year of Syōwa, and the thirtieth day of November in the nineteen hundred and thirty-ninth year of the Christian Era.

Certified true copy :
Phya Rajawangsam,
*Permanent Representative of Thailand
at the League of Nations.*

(L. S.) PIBULASONGGRAM,
Minister of Foreign Affairs.

(L. S.) K. MURAI,
*His Imperial Japanese Majesty's Envoy
Extraordinary and Minister Plenipotentiary.*

EXCHANGE OF NOTES.

JAPANESE LEGATION.

I.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BANGKOK, *November 30th, 1939.*

I have the honour to inform Your Excellency under instructions from my Government that the term " Japanese territory " as used in the Agreement for the Operation of Regular Air Services between Japan and Thailand and the Notes exchanged, means, complying with the general usage, the Japanese territories including Tyōsen, Taiwan, the Leased Territory of Kwantung and the South Sea Islands under Japanese Mandate.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) K. MURAI,
Japanese Minister.

His Excellency
Major-General Luang Pibulasonggram,
Minister of Foreign Affairs,
Bangkok.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

MONSIEUR LE MINISTRE,

SARANROMYA PALACE, *November 30th, 1939.*

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of to-day's date in which, under instructions from your Government, you were good enough to inform me that the term " Japanese territory " as used in the Agreement for the Operation of Regular Air Services between Thailand and Japan and in the Notes exchanged, means, complying with the general usage, the Japanese territories including Tyōsen, Taiwan, the Leased Territory of Kwantung and the South Sea Islands under Japanese Mandate.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) PIBULASONGGRAM,
Minister of Foreign Affairs.

His Excellency
Monsieur K. Murai,
His Imperial Japanese Majesty's Envoy
Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
Bangkok.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, en langue anglaise, à Bangkok, le trentième jour du huitième mois de la deux mille quatre cent quatre-vingt-deuxième année de l'Ere Bouddhique, correspondant au trentième jour du onzième mois de la quatorzième année de Syōwa et au trentième jour de novembre de l'année mil neuf cent trente-neuf de l'Ere Chrétienne.

(L. S.) PIBULASONGGRAM,
Ministre des Affaires étrangères.

(L. S.) K. MURAI,
*Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale Japonaise.*

ÉCHANGE DE NOTES

LÉGATION DU JAPON.

I.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BANGKOK, le 30 novembre 1939.

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de porter à la connaissance de Votre Excellence que le terme « territoire japonais », tel qu'il est utilisé dans l'Accord concernant l'exploitation de services aériens réguliers entre le Japon et la Thaïlande, et dans les notes échangées, signifie, conformément à l'usage général, les territoires japonais y compris Tyōsen, Taiwan, le territoire à bail du Kouan-Toung, et les îles de la mer du Sud sous Mandat japonais.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) K. MURAI,
Ministre du Japon.

Son Excellence
le Major-Général Luang Pibulasonggram,
Ministre des Affaires étrangères,
Bangkok.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MONSIEUR LE MINISTRE,

PALAIS DE SARANROMYA, le 30 novembre 1939.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la Note de Votre Excellence en date de ce jour, dans laquelle, d'ordre de votre gouvernement, vous avez bien voulu m'informer que le terme « territoire japonais », tel qu'il est utilisé dans l'Accord concernant l'exploitation de services aériens réguliers entre la Thaïlande et le Japon ainsi que dans les notes échangées, signifie, conformément à l'usage général, les territoires japonais y compris Tyōsen, Taiwan, le territoire à bail du Kouan-Toung, et les îles de la mer du Sud sous Mandat japonais.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) PIBULASONGGRAM,
Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence
Monsieur K. Murai,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté Impériale Japonaise,
Bangkok.

N° 4692.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET PANAMA**

**Convention relative à l'achèvement d'une route
entre les villes de Panamá et de Colón.
Signée à Washington, le 2 mars 1936.**

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement a eu lieu le 28 février 1940.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND PANAMA**

**Convention concerning the Completion of a
Highway between the Cities of Panama and
Colon. Signed at Washington, March 2nd,
1936.**

English and Spanish official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration took place February 28th, 1940.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 4692. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF PANAMA CONCERNING THE COMPLETION OF A HIGHWAY BETWEEN THE CITIES OF PANAMA AND COLON. SIGNED AT WASHINGTON, MARCH 2ND, 1936.

Nº 4692. — CONVENCIÓN¹ ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA Y LA REPÚBLICA DE PANAMÁ RELATIVA A LA TERMINACIÓN DE UNA CARRETERA ENTRE LAS CIUDADES DE PANAMÁ Y COLÓN. FIRMADA A WASHINGTON, EL 2 DE MARZO DE 1936.

THE UNITED STATES OF AMERICA and THE REPUBLIC OF PANAMA, in order to arrange for the completion of a highway between the cities of Panamá and Colón through territory under their respective jurisdictions, hereinafter referred to as the Trans-Isthmian Highway, have resolved to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA y LA REPÚBLICA DE PANAMÁ, con el fin de concertar la terminación de una carretera entre las ciudades de Panamá y Colón a través de territorio bajo sus respectivas jurisdicciones, que en lo sucesivo se denominará la Carretera Trans-ístmica, han resuelto celebrar una Convención con ese objeto y han designado como sus Plenipotenciarios :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

Mr. Cordell HULL, Secretary of State of the United States of America, and Mr. Sumner WELLES, Assistant Secretary of State of the United States of America; and

Al Señor Cordell HULL, Secretario de Estado de los Estados Unidos de América, y al señor Sumner WELLES, Subsecretario de Estado de los Estados Unidos de América ; y

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE PANAMÁ:

The Honorable Doctor Ricardo J. ALFARO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Panama to the United States of America, and the Honorable Doctor Narciso GARAY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Panama on special mission ;

A los Excelentísimos Señores Doctor Ricardo J. ALFARO, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Panamá en los Estados Unidos, y Doctor Narciso GARAY, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Panamá en misión especial ;

Who, having communicated to each other their respective full powers, which have been found to be in good and due form, have agreed upon the following :

Quienes, habiéndose comunicado sus respectivos Plenos Poderes, los que han sido hallados en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente :

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, July 27th, 1939.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 27 juillet 1939.

Article I.

In order to make possible the completion of the Trans-Isthmian Highway, the Government of the United States of America undertakes to obtain such waiver from the Panama Railroad Company of its exclusive right to establish roads across the Isthmus of Panama as is necessary to enable the Government of the Republic of Panama to construct a highway from a point on the boundary of the Madden Dam area at Alhajuela to a point on the boundary of the Canal Zone near Cativá.

Article II.

As a contribution to the completion of the Trans-Isthmian Highway, the United States of America will construct without delay and at its own expense that portion of the Highway between the Canal Zone boundary near Cativá and a junction with the Fort Randolph Road near France Field, which portion shall thereafter be maintained by the Republic of Panama at its own expense.

Article III.

Prior to the undertaking of further construction on the Trans-Isthmian Highway, each Government will appoint an equal number of representatives who will constitute a joint board with authority to adjust questions of detail regarding the location, design and construction of the portions of the Highway falling under the jurisdiction of each Government. Questions of detail on which the board may fail to reach an agreement will be referred to the two Governments for settlement.

Article IV.

The sections of the Trans-Isthmian Highway which are to be constructed by each Government shall have the following minimum characteristics :

(a) *Pavement* : concrete ; normal width 18 feet, suitably widened on curves of 5 degrees or sharper ; of the thickened edge type of 9" - 7" - 9" section, with proper reinforcement with steel in accordance with good practice ; provision for suitable longitudinal and transverse joints, sealed with an asphalt filler, and with adjacent slabs properly doweled.

Artículo I.

Con el fin de hacer posible la terminación de la Carretera Transístmica, el Gobierno de los Estados Unidos de América se compromete a conseguir que la Compañía del Ferrocarril de Panamá renuncie su derecho exclusivo de construir caminos a través del Istmo de Panamá hasta donde sea necesario para que el Gobierno de la República de Panamá pueda construir una carretera desde un punto en el límite del área de la Represa Madden en Alhajuela hasta un punto en el límite de la Zona del Canal cerca de Cativá.

Artículo II.

Como contribución a la terminación de la Carretera Transístmica, los Estados Unidos de América construirán sin demora y a sus expensas la parte de la Carretera comprendida entre el límite de la Zona del Canal cerca de Cativá y el empalme con el camino de Fort Randolph cerca de France Field, parte cuyo mantenimiento tendrá a su cargo en adelante la República de Panamá.

Artículo III.

Antes de emprender nuevos trabajos en la Carretera Transístmica, cada Gobierno nombrará igual número de representantes que constituirán una Junta Mixta con autoridad para ajustar cuestiones de detalle respecto de la ubicación, trazado y construcción de las partes de la Carretera que queden bajo la jurisdicción de cada Gobierno. Las cuestiones de detalle acerca de las cuales no haya acuerdo en la Junta, serán sometidas a los dos Gobiernos para su arreglo.

Artículo IV.

Las secciones de la Carretera Transístmica que hayan de ser construídas por cada Gobierno tendrán las siguientes especificaciones mínimas :

a) *Pavimento* : hormigón ; ancho normal, 18 piés, ensanchado convenientemente en las curvas de 5 grados o más pronunciadas ; del tipo de borde grueso con sección de 9" - 7" - 9", con el debido refuerzo de acero conforme a las buenas prácticas de vialidad proveyendo además juntas longitudinales y transversales, rellenas con asfalto y con los tramos adyacentes debidamente ensamblados.

(b) *Gradients* : maximum 8 percent.
 (c) *Curves* : maximum 12 degrees, properly superelevated and suitably widened pavement when of 5 degrees or sharper.

(d) *Bridges and Culverts* : to be two-way, of a width of 20 feet ; of capacity to carry live loads equivalent to 20-ton truck with 14 tons on rear axle and 6 tons on front axle ; and so located and of such span or size as to afford adequate drainage under maximum flow.

(e) *Right of Way* : to be of ample width to accommodate the pavement plus 4-foot berms and drainage ditches and to provide for suitable slopes in cuts and fills ; the right to be reserved to each of the two Governments to install and use telegraph and telephone lines of either pole line construction or underground cable construction in that part of the Trans-Isthmian Highway subject to the jurisdiction of the other Government.

Article V.

The portions of the Trans-Isthmian Highway which the two Governments undertake to construct according to the provisions of this Convention will be completed within a period of ten years after the entrance into force of the Convention. The two Governments will consult with each other with a view to coordinating the construction of the two portions of the highway so far as may be feasible in order that the usefulness of one portion may not be unduly impaired by a failure to complete the other portion.

Article VI.

The United States of America and the Republic of Panama shall maintain in a good state of repair at all times the portions of the Trans-Isthmian Highway within their respective jurisdictions.

Article VII.

Subject to the laws and regulations relating to vehicular traffic in force in their respective jurisdictions the United States of America and the Republic of Panama shall enjoy equally the use of the Trans-Isthmian Highway.

b) *Declives* : máximo 8 por ciento.
 c) *Curvas* : máximo 12 grados ; pavimento debidamente elevado y convenientemente ensanchado cuando sean de 5 grados o más pronunciadas.

d) *Puentes y Alcantarillas* : deben ser de tráfico doble con un ancho de 20 piés ; con capacidad para soportar un peso vivo equivalente a un camión de 20 toneladas, con un peso de 14 toneladas sobre el eje trasero y de 6 toneladas sobre el eje delantero y con localización, tamaño y luz tales que provean un desagüe adecuado en las corrientes máximas.

e) *Servidumbre de Transito* : debe ser suficientemente ancha para dar cabida al pavimento, más hombros de 4 piés y zanjas de desagüe y para proveer pendientes adecuadas en los cortes y rellenos ; reservándose cada Gobierno el derecho de instalar y usar líneas telegráficas y telefónicas de postes o de cable subterráneo en la parte de la Carretera Transístmica sujeta a la jurisdicción del otro Gobierno.

Artículo V.

Las partes de la Carretera Transístmica que los dos Gobiernos van a construir de acuerdo con las estipulaciones de esta Convención, quedarán terminadas en un período de diez años a contar de la fecha en que ella entre en vigor. Los dos Gobiernos se consultarán mutuamente con la mira de coordinar la construcción de las dos partes de la carretera hasta donde sea factible, a fin de que el servicio de una parte no se perjudique indebidamente por no terminarse la otra parte.

Artículo VI.

Los Estados Unidos de América y la República de Panamá mantendrán en buen estado de conservación en todo tiempo las partes de la Carretera Transístmica que queden dentro de sus respectivas jurisdicciones.

Artículo VII.

Los Estados Unidos de América y la República de Panamá tendrán por igual el uso de la Carretera Transístmica, con sujeción a las leyes y reglamentos vigentes en las respectivas jurisdicciones sobre tráfico de vehículos.

Article VIII.

The present Convention shall be ratified in accordance with the constitutional methods of the High Contracting Parties and shall take effect immediately on the exchange of ratifications which shall take place at Washington.

In witness whereof, the Plenipotentiaries have signed this Convention in duplicate in the English and Spanish languages, both texts being authentic, and have hereunto affixed their seals.

Done at the City of Washington the second day of March, 1936.

Artículo VIII.

La presente Convención será ratificada de acuerdo con las formas constitucionales de las Altas Partes Contratantes y entrará en vigor inmediatamente al canjearse las ratificaciones, lo cual tendrá lugar en Washington.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios han firmado esta Convención en duplicado en inglés y en español, siendo ambos textos auténticos, y han estampado en ella sus sellos.

Hecha en la Ciudad de Washington, a los dos días del mes de Marzo de 1936.

(Seal) Cordell HULL.

(Seal) Sumner WELLES.

(Seal) R. J. ALFARO.

(Seal) Narciso GARAY.

Certified to be a true and complete textual copy of the original convention in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America .

Edward Yardley,
Director of Personnel.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4692. — CONVENTION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, RELATIVE A L'ACHÈVEMENT D'UNE ROUTE ENTRE LES VILLES DE PANAMÁ ET DE COLÓN. SIGNÉE A WASHINGTON LE 2 MARS 1936.

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, en vue de régler la question de l'achèvement d'une route entre les villes de Panamá et de Colón, à travers des territoires placés sous leur juridiction respective, et qui sera ci-après dénommée « route trans-isthmique », ont décidé de conclure à cet effet une convention et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Cordell HULL, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, et M. Sumner WELLES, secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis d'Amérique ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

L'honorable Dr Ricardo J. ALFARO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Panama aux Etats-Unis d'Amérique et l'honorable Dr Narciso GARAY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Panama, en mission spéciale ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Afin de permettre l'achèvement de la route trans-isthmique, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique s'engage à obtenir de la Compagnie des Chemins de fer de Panama qu'elle renonce à son droit exclusif d'établir des routes à travers l'isthme de Panama, dans la mesure nécessaire pour permettre au Gouvernement de la République de Panama de construire une route allant d'un point situé à la limite de la zone de la digue de Madden, à Alhajuela, jusqu'à un point situé à la limite de la Zone du Canal, près de Cativá.

Article II.

A titre de participation à l'achèvement de la route trans-isthmique, les Etats-Unis d'Amérique construiront, sans délai et à leurs frais, la partie de la route comprise entre la limite de la Zone du Canal près de Cativá et la jonction avec la route de Fort Randolph, près de France Field, partie dont l'entretien ultérieur incombera à la République de Panama, à ses propres frais.

Article III.

Avant d'entreprendre de nouveaux travaux de construction sur la route trans-isthmique, chaque gouvernement désignera un nombre égal de représentants qui constitueront une commission mixte, habilitée à régler les questions de détail concernant l'emplacement, le tracé et la construction des parties de la route qui se trouvent sous la juridiction de chaque gouvernement. Les questions de détail sur lesquelles la commission n'aura pas pu arriver à un accord seront renvoyées, pour règlement, aux deux gouvernements.

Article IV.

Les parties de la route trans-isthmique qui seront construites par chaque gouvernement devront remplir les conditions minima suivantes :

- a) *Pavage* : béton ; largeur normale 18 pieds, convenablement élargi dans les courbes de 5 degrés ou plus ; du type à bord épaissi de 9" - 7" - 9" de section, dûment renforcé

avec de l'acier, conformément à la bonne pratique et pourvu de joints longitudinaux et transversaux appropriés, scellés avec de l'asphalte, et avec des dalles adjacentes dûment assemblées.

b) *Pentes* : 8 pour cent au maximum.

c) *Courbes* : 12 degrés au maximum ; pavage dûment surélevé et convenablement élargi dans les courbes de 5 degrés ou plus.

d) *Ponts et ponceaux* : devront permettre la circulation dans les deux sens et avoir une largeur de 20 pieds ; ils devront pouvoir supporter des poids roulants équivalant au poids d'un camion de 20 tonnes, avec un poids de 14 tonnes sur l'essieu arrière et de 6 tonnes sur l'essieu avant ; leur portée et leurs dimensions devront être calculées de manière à permettre un écoulement adéquat par courant maximum.

e) *Servitude de passage* : elle devra être suffisamment large pour laisser la place nécessaire au pavage ainsi qu'à des bermes de 4 pieds et à des rigoles d'écoulement, et permettre l'aménagement de pentes convenables dans les déblais et les remblais. Chacun des deux gouvernements se réservera le droit d'installer et d'utiliser des lignes télégraphiques et téléphoniques aériennes ou souterraines dans la partie de la route trans-isthmique placée sous la juridiction de l'autre gouvernement.

Article V.

Les parties de la route trans-isthmique que les deux gouvernements s'engagent à construire conformément aux dispositions de la présente convention seront terminées dans un délai de dix ans, à dater de l'entrée en vigueur de la convention. Les deux gouvernements se concerteront afin de coordonner, dans la mesure du possible, la construction des deux parties de la route, de façon que l'utilisation d'une des parties ne soit pas indûment entravée par l'inachèvement de l'autre partie.

Article VI.

Les Etats-Unis d'Amérique et la République de Panama entretiendront en bon état les parties de la route trans-isthmique se trouvant sous leur juridiction respective.

Article VII.

Sous réserve des lois et règlements relatifs à la circulation routière en vigueur dans leurs territoires respectifs, les Etats-Unis d'Amérique et la République de Panama auront, dans une mesure égale, la jouissance de la route trans-isthmique.

Article VIII.

La présente convention sera ratifiée suivant les méthodes constitutionnelles des Hautes Parties contractantes et prendra effet immédiatement après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Washington.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention en double exemplaire, en langues anglaise et espagnole, les deux textes faisant également foi, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Washington le deux mars mil neuf cent trente-six.

(Sceau) Cordell HULL.

(Sceau) R. J. ALFARO.

(Sceau) Sumner WELLES.

(Sceau) Narciso GARAY.

N° 4693.

ALLEMAGNE ET LETTONIE

Traité relatif au rapatriement en Allemagne des citoyens lettons de nationalité ethnique allemande, et protocole additionnel. Signés à Riga, le 30 octobre 1939.

Textes officiels allemand et letton communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement a eu lieu le 2 mars 1940.

GERMANY AND LATVIA

Treaty regarding the Repatriation to Germany of Latvian Citizens ethnically of German Nationality, and Additional Protocol. Signed at Riga, October 30th, 1939.

German and Latvian official texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration took place March 2nd, 1940.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

N^o 4693. — LĪGUMS¹ PAR VĀCU TAUTĪBAS LATVIJAS PILSONU PĀRVIETOŠANU UZ VĀCIJU. RIGA, 1939. G. 30. OKTOBRI.

VĀCIJAS VALSTS VALDĪBA, vēlēdamās apvienot vācu tautībai piederīgos Vācijas teritorijā, un

LATVIJAS VALDĪBA, piekrizdama vācu tautības Latvijas pilsoņu pārvietošanai uz Vāciju,

nolēmušas :

a) šo pārvietošanu izdarīt kā vienreizēju akciju, ar ko vācu tautas grupa izstājas no Latvijas valsts kopības,

b) visus ar to saistītos jautājumus galīgi nokārtot ar līgumu, nodrošinot izceļotāju Latvijā atstāto mantisko vērtību iespējami netraucētu likvidāciju un reizē pēc iespējas pasargājot no zaudējumiem Latvijas tautas un valsts saimniecību,

un šajā nolūkā iecēlušas par saviem pilnvarniekiem

LATVIJAS VALDĪBA :

tieslietu ministri Hermani Apsīša kungu un

VĀCIJAS VALDĪBA :

ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Ulrichu von Kotze kungu,

kuri, uzrādījuši savas pilnvaras, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, ir vienojušies par sekojošiem noteikumiem :

I pants.

Latvijas Valdība apņemas atlaist no Latvijas pavalstniecības tos vācu tautības Latvijas pilsoņus, kuri līdz 1939. gada 15. decembrim labprātīgi izteic savu gribu uz visiem laikiem izstāties no Latvijas pavalstniecības un atstāt savu pastāvīgo dzīves vietu Latvijā.

Vācijas Valsts Valdība apņemas šīs personas pēc viņu atlaišanas no Latvijas pavalstniecības uzņemt Vācijas Valstī nolūkā piešķirt viņām Vācijas pavalstniecību.

II pants.

Atlaišanu var lūgt katrs vācu tautības piederīgais, kas sasniedzis pilnu 16 gadu vecumu.

Laulātie brīvi lemj katrs par sevi.

Par bērniem zem 16 gadiem un par personām, kas stāv aizbildnībā vai aizgādībā, rīkojas viņu likumīgais pārstāvis. Viņš var izvēlēties tiem arī citu pavalstniecību nekā sev pašam.

Atlaišanas lūgumu nevar ņemt atpakaļ.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 19 février 1940.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4693. — VERTRAG¹ ÜBER DIE UMSIEDLUNG LETTISCHER BÜRGER
DEUTSCHER VOLKSZUGEHÖRIGKEIT IN DAS DEUTSCHE REICH.
GEZEICHNET IN RIGA, AM 30. OKTOBER 1939.

DIE DEUTSCHE REICHSREGIERUNG,
geleitet von dem Wunsch, die deutschen Volkszugehörigen auf dem Gebiet des Reichs zu
sammeln, und
DIE LETTISCHE REGIERUNG,
die ihre Zustimmung zu der Umsiedlung lettischer Bürger deutscher Volkszugehörigkeit gibt,
haben beschlossen :

a) diese Umsiedlung als einen einmaligen Vorgang durchzuführen, womit die deutsche
Volksgruppe aus dem lettischen Staatsverband ausscheidet ;

b) alle damit zusammenhängenden Fragen durch einen Vertrag endgültig zu regeln,
wobei eine möglichst reibungslose Abwicklung der in Lettland zurückgelassenen Vermö-
genswerte der Umsiedler zu gewährleisten und gleichzeitig eine Schädigung der lettischen
Volks- und Staatswirtschaft tunlichst zu vermeiden ist,

und haben zu diesem Zweck zu ihren Bevollmächtigten ernannt

DIE DEUTSCHE REICHSREGIERUNG :

den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Herrn Ulrich von
KOTZE,

DIE LETTISCHE REGIERUNG :

den Justizminister Herrn Hermanis APSĪTS,

welche nach Vorlegung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgende
Bestimmungen vereinbart haben :

Artikel I.

Die Lettische Regierung verpflichtet sich, diejenigen lettischen Staatsangehörigen deutscher
Volkszugehörigkeit aus der lettischen Staatsangehörigkeit zu entlassen, welche bis zum 15. Dezember
1939 freiwillig ihren Entschluss bekunden, für alle Zeiten aus der lettischen Staatsangehörigkeit
auszuscheiden und ihren ständigen Wohnsitz in Lettland zu verlassen.

Die Deutsche Reichsregierung verpflichtet sich, die vorgenannten Personen nach ihrer
Entlassung aus der lettischen Staatsangehörigkeit mit dem Ziel der Einbürgerung in das Deutsche
Reich aufzunehmen.

Artikel II.

Die Entlassung kann jeder deutsche Volkszugehörige beantragen, der das 16. Lebensjahr
vollendet hat.

Eheleute entscheiden frei je für sich.

Für Kinder unter 16 Jahren und bevormundete Personen handelt deren gesetzlicher Vertreter.
Er kann für sie auch eine andere Staatsangehörigkeit wählen als für sich selbst.

Der Antrag auf Entlassung kann nicht zurückgenommen werden.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, February 19th, 1940.

III pants.

Latvijas piekritīgā iestāde izdod izceļotājam atlaišanas dokumentu, kas līdz ar to noder kā izceļošanas apliecība. Ar šā dokumenta izdošanu izbeidzas Latvijas pavalstniecība un iestājas 1. pantā 2. rindkopā minētais Vācijas Valsts Valdības pienākums attiecībā uz dokumentā minētām personām.

IV pants.

Izceļotājiem pēc atlaišanas dokumenta saņemšanas jāatstāj Latvija līdz 1939. g. 15. decembrim. Vācijas Valsts Valdība gādā par izceļošanas iespēju un uzņemas visus ar to saistītos izdevumus, ciktāl tie negulstas uz izceļotājiem.

Latvijas Valdība apņemas neradīt izceļotājiem kavēkļus un palīdzēt viņiem pie aizceļošanas.

V pants.

Šajā līgumā paredzētie paziņojumi un iesniegumi attiecībā uz atlaišanu no pavalstniecības atsvabināti no zīmognodevas un kanceļjas nodevas.

VI pants.

Latvijas Valdība uztic sevišķai iestādei kārtot mantiski-tiesiskos uzdevumus, kas viņai rodas sakarā ar izceļošanu.

No vācu puses šim nolīkam Latvijā nodibina Fiduciāru izceļošanas akciju sabiedrību (Umsiedlungs-Treuhand-Aktiengesellschaft — turpmāk nosauktu par UTAG), kas pakļauta Latvijas likumiem par akciju sabiedrībām ar izņēmumiem, kuri noteikti papildprotokolā.

VII pants.

Principā izceļotāji var aizbraucot ņemt līdz visu kustamo mantu vai, ja tā nodota muitas glabāšanā, likt to izvest līdz 1940. gada 15. martam.

Ja izceļotāji neņem līdz vai neliek izvest nekādu kustamu mantu, viņiem ir tiesība pirms izbraukšanas pašiem to atsavināt.

No kustamās mantas nevar ņemt līdz vai vēlāk izvest tos priekšmetus, kas minēti šā līguma papildprotokolā. Vienīgi šos priekšmetus drīkst atsavināt caur UTAG'u līdz 1940. gada 15. maijam.

1940. gada 15. maija termiņš nav piemērojams vērtspapīriem.

VIII pants.

Ar izceļošanas dienu Latvijas Valdība pārņem pārraudzību par nekustamiem īpašumiem, kurus izceļotāji atstāj neatsavinātus. UTAG'a, kas pēc šā līguma ir aizbraukušo izceļotāju vienīgā pārstāve visās viņu mantiski-tiesiskās lietās, pārņem ar minēto dienu šos nekustamos īpašumus savā vienīgā pārvaldīšanā un rīcībā saskaņā ar šā līguma noteikumiem.

IX pants.

Latvijā atstātos izceļotāju nekustamos īpašumus pilsētās noskaidro pēc sarakstiem. Šos nekustamos īpašumus var līdz 1941. gada 31. decembrim atsavināt UTAG'a pati.

Abas Valdības laikā starp 1941. g. 30. jūniju un 31. decembri vienosies par to nekustamo īpašumu likvidāciju, kas uz 1941. gada 31. decembri vēl nebūtu atsavināti. Pie tam ievēros pamatnoteikumu, ka 1941. gada 31. decembrī Latvijas piekritīgā iestāde vai tās norādīti organi pret UTAG'ai nodotām Latvijas bankas parādzīmēm pārņem savā brīvā rīcībā visus neatsavinātos nekustamos īpašumus pilsētās, novērtējot tos pēc kopīgi nosakamiem principiem.

Artikel III.

Die lettische Entlassungsbehörde stellt den Umsiedlern eine Entlassungsurkunde aus, welche gleichzeitig als Ausreiseausweis gilt. Mit der Aushändigung dieser Urkunde erlischt die lettische Staatsangehörigkeit und entsteht die in Artikel I Abs. 2 genannte Verpflichtung der Deutschen Reichsregierung hinsichtlich der in der Urkunde genannten Personen.

Artikel IV.

Die Umsiedler müssen Lettland nach Empfang der Entlassungsurkunde bis zum 15. Dezember 1939 verlassen. Die Deutsche Reichsregierung sorgt für die Ausreisemöglichkeit und trägt alle damit verbundenen Kosten, soweit sie nicht den Umsiedlern zur Last fallen.

Die Lettische Regierung verpflichtet sich, den Umsiedlern keine Hindernisse zu bereiten und bei der Abwanderung behilflich zu sein.

Artikel V.

Die in diesem Verträge vorgesehenen Mitteilungen und Eingaben bezüglich der Entlassung aus der Staatsangehörigkeit sind von Stempel- und Kanzleigebühren befreit.

Artikel VI.

Die Lettische Regierung betraut eine besondere Behörde mit der Regelung der vermögensrechtlichen Aufgaben, die sich für sie aus der Umsiedlung ergeben.

Deutscherseits wird zu diesem Zweck in Lettland eine Umsiedlung-Treuhand-Aktiengesellschaft (im nachstehenden UTAG genannt) errichtet, die den lettischen Gesetzen über Aktiengesellschaften mit denjenigen Ausnahmen unterliegt, die im Zusatzprotokoll festgelegt sind.

Artikel VII.

Grundsätzlich können die Umsiedler ihr gesamtes bewegliches Eigentum bei der Umsiedlung mitnehmen oder nachdem es in Zollverwahrung gegeben ist bis zum 15. März 1940 ausführen lassen.

Insoweit die Umsiedler kein bewegliches Eigentum mitnehmen oder ausführen lassen, sind sie befugt, dieses Eigentum vor ihrer Abreise selbst zu veräußern.

Von der Mitnahme und späteren Ausfuhr beweglichen Eigentums sind diejenigen Gegenstände ausgenommen, für die dies in dem Zusatzprotokoll vorgesehen ist. Nur diese Gegenstände dürfen bis zum 15. Mai 1940 durch die UTAG veräußert werden.

Die Veräußerungsfrist bis zum 15. Mai 1940 findet auf Wertpapiere keine Anwendung.

Artikel VIII.

Mit dem Tage der Ausreise übernimmt die Lettische Regierung die Obhut über den von den Umsiedlern unveräußert zurückgelassenen Grundbesitz. Die UTAG, die laut diesem Verträge als ausschliessliche Vertreterin der abgewanderten Umsiedler in allen vermögensrechtlichen Angelegenheiten gilt, übernimmt mit demselben Tage die ausschliessliche Verwaltung dieses Grundbesitzes und die Verfügung darüber gemäss den Bestimmungen dieses Vertrages.

Artikel IX.

Der in Lettland zurückgelassene städtische Grundbesitz der Umsiedler wird an Hand von Verzeichnissen ermittelt. Diesen Grundbesitz kann die UTAG bis zum 31. Dezember 1941 selbst veräußern.

Die beiden Regierungen werden in der Zeitspanne zwischen dem 30. Juni und dem 31. Dezember 1941 eine Regelung über die Liquidation des zum 31. Dezember 1941 etwa noch nicht veräußerten Grundbesitzes treffen. Dabei wird von dem Grundsatz ausgegangen werden, dass am 31. Dezember 1941 die lettische Behörde oder von derselben zu benennende Stellen den gesamten unveräußert gebliebenen städtischen Grundbesitz gegen Übergabe von Schuldverschreibungen an die UTAG zur freien Verfügung übernehmen, wobei dessen Bewertung nach Massgabe gemeinsam festzusetzender Grundlagen stattfindet.

X pants.

Latvijā atstātos izceļotāju lauku nekustamos īpašumus noskaidro pēc sarakstiem. Līdz 1940. gada 31. janvārim Latvijas piekritīgā iestāde un UTAG'a pēc sarakstiem kopīgi noteic atstāto nekustamo īpašumu vērtību. Novērtēšanu izdara pēc noteikumiem, par kuriem īpaši vienojas.

Ja starp Latvijas iestādi un UTAG'u nenotiek vienošanās par viena vai otra objekta vērtību, tad vienošanos panāk abas Valdības.

Novērtējot lauku nekustamos īpašumus, jāatvelk zemesgrāmatā nostiprināto apgrūtinājumu vērtība, ciktāl šie apgrūtinājumi nepārsniedz novērtējumu.

XI pants.

Atbilstoši noskaidrotai lauku nekustamo īpašumu kopvērtībai Latvijas piekritīgā iestāde nodod UTAG'ai parādzīmes ar 1940. gada 31. janvāri kā izrakstīšanas dienu.

Pret šām parādzīmēm UTAG'a nodod visus lauku nekustamos īpašumus brīvā rīcībā Latvijas piekritīgā iestādei vai tās norādītiem orgāniem.

Zemesgrāmatā nostiprinātie apgrūtinājumi pāriet uz Latvijas iestādi vienīgi tiktāl, ciktāl to vērtība nepārsniedz nekustamā īpašuma novērtējumu.

XII pants.

Izceļotāju rūpniecības un tirdzniecības uzņēmumus noskaidro pēc sarakstiem abas Valdības kopīgi. No tādā kārtā noskaidrotiem uzņēmumiem, abām Valdībām vienojoties, atdala tos, kuri ir svarīgi Latvijas un Vācijas tirdznieciskiem sakariem. Šie izņēmumi pakļauti īpašam nokārtojuma, par kuru vienojas abas Valdības. Par pārējiem uzņēmumiem lemj Latvijas Valdība. Ar to netiek skārta privatu vienošanos iespējamība. Ja Latvijas Valdība nolemj izdarīt likvidāciju, to izdara īpašnieks vai UTAG'a pēc Latvijas likumu vispārējiem noteikumiem.

XIII pants.

Baznīcu draudžu, bezpeļņas biedrību un savienību un citu tamlīdzīgu organizāciju nekustamos īpašumus likvidē pēc Latvijas likumiem.

Šo organizāciju kustamai mantai attiecīgi piemērojami šā līguma noteikumi par fizisku personu kustamo mantu.

Izvešanai neatļautās kultūras vērtības pāriet bez atlīdzības Latvijas valsts īpašumā.

XIV pants.

Par izceļotāja dzīves vietu visos privattiesiskos un procesualos jautājumos uzskatama viņa pēdējā dzīves vieta Latvijā, bet šaubu gadījumā — Galvas pilsēta Rīga.

XV pants.

UTAG'a nes ar viņas pārvaldīto mantu, kā arī ar tās atsavināšanā iegūto pretvērtību pilnu atbildību par visiem Latvijas valsts, pašvaldību un visu citu juridisku un fizisku personu vēl neapmierinātiem prasījumiem pret katru izceļotāju, ciktāl nav atzīts maksātnespējas gadījums.

Vispirms apmierināmi tie prasījumi, kas radušies Latvijā.

Valsts un pašvaldību neapstrīdamu prasījumu lietās parādniekam ir pārsūdzības tiesība. Visu pārējo prasījumu tiesisko pamatotību pārbauda un šos prasījumus atzīst vai noraida sevišķa pēc paritātes sastādīta latviešu-vācu komisija.

Artikel X.

Der in Lettland zurückgelassene ländliche Grundbesitz der Umsiedler wird an Hand von Verzeichnissen ermittelt. Bis zum 31. Januar 1940 stellen die lettische Behörde und die UTAG gemeinsam an Hand der Verzeichnisse den Wert des zurückgelassenen Grundbesitzes fest. Die Feststellung erfolgt gemäss den besonders vereinbarten Richtlinien.

Kommt zwischen der lettischen Behörde und der UTAG eine Einigung über den Wert des einen oder anderen Objekts nicht zustande, so soll die Einigung durch die beiden Regierungen herbeigeführt werden.

Bei der Bewertung des ländischen Grundbesitzes muss der Wert der im Grundbuch eingetragenen Belastungen in Abzug gebracht werden, soweit letztere die Bewertung nicht übersteigen.

Artikel XI.

Entsprechend dem festgestellten Gesamtwert des ländlichen Grundbesitzes übergibt die lettische Behörde der UTAG Schuldverschreibungen mit dem Ausstellungsdatum des 31. Januar 1940.

Gegen Übergabe dieser Schuldverschreibungen überlässt die UTAG den gesamten Grundbesitz der lettischen Behörde oder den von dieser benennenden Stellen zur freien Verfügung.

Die im Grundbuch eingetragenen Belastungen gehen auf die lettische Behörde nur insoweit über, als deren Wert die Bewertung des Grundbesitzes nicht übersteigt.

Artikel XII.

Die Industrie- und Handelsunternehmen der Umsiedler werden von beiden Regierungen gemeinsam an Hand von Verzeichnissen ermittelt. Von den so ermittelten Unternehmen werden durch gemeinsame Beschlussfassung der beiden Regierungen diejenigen Unternehmen ausgesondert, welche für die deutsch-lettischen Handelsbeziehungen wichtig sind. Diese Unternehmen unterliegen einer Sonderregelung, die zwischen den beiden Regierungen vereinbart wird. Über die übrigen Unternehmen entscheidet die Lettische Regierung. Die Möglichkeit privater Vereinbarungen wird hierdurch nicht berührt. Soweit die Lettische Regierung auf Liquidation erkennt, erfolgt diese durch den Eigentümer oder die UTAG gemäss den allgemeinen Bestimmungen der lettischen Gesetzgebung.

Artikel XIII.

Der Grundbesitz der Kirchen-Gemeinden, der nicht Gewinn bezweckenden Vereine und Verbände und anderer derartiger Organisationen wird nach lettischem Gesetz liquidiert.

Auf das bewegliche Eigentum dieser Organisationen finden die Bestimmungen dieses Vertrages über des bewegliche Eigentum natürlicher Personen sinngemäss Anwendung.

Die zur Ausfuhr nicht genehmigten Kulturwerte gehen ohne Entschädigung in das Eigentum des Lettischen Staates über.

Artikel XIV.

Als Wohnsitz eines Umsiedlers gilt in allen privatrechtlichen und prozessualen Fragen der letzte Wohnsitz in Lettland, im Zweifelsfalle die Hauptstadt Riga.

Artikel XV.

Die UTAG trägt mit dem von ihr verwalteten Vermögen sowie mit dem erlösten Gegenwert desselben die Gesamthaftung für alle noch nicht befriedigten Forderungen des Lettischen Staates, der Selbstverwaltungen und aller übrigen juristischen und natürlichen Personen gegen jeden Umsiedler, soweit nicht Insolvenzfälle vorliegen.

In erster Linie müssen diejenigen Forderungen befriedigt werden, die in Lettland entstanden sind.

Bei fiskalischen Forderungen des Staates und der Selbstverwaltungen steht dem Schuldner das Beschwerderecht zu. Alle übrigen Forderungen werden von einer paritätisch zusammengesetzten deutsch-lettischen Kommission auf ihre Berechtigung geprüft und anerkannt oder abgewiesen.

Prasījumi, kas maksājami pa daļām un, UTAG'u likvidējot, nav vēl apmierināti, jāapmierina vai jānodrošina par laiku, ne ilgāku kā desmit gadi.

XVI pants.

Nē vēlāk kā līdz 1940. gada 31. maijam UTAG'a iesniegs Latvijas iestādei sarakstu par visiem līdz aizbraukšanai neapmierinātiem izceļotāju prasījumiem un līgumiskām tiesībām. Laikā nepieteiktiem prasījumiem un līgumiskām tiesībām nav piemērojami šā līguma mantiski-tiesiskie noteikumi.

XVII pants.

Visas naudas sumas un aktivi, kas uzkrājas pēc šā līguma noteikumiem, jāiemaksā vai jāpārved sevišķā šim nolūkam noteiktā kontā Latvijas Bankā. Šo kontu pārņem UTAG'a pēc savas nodibināšanās. Izmaksas no šā konta var izdarīt tikai Latvijā un vienīgi tiktāl, ciktāl tas ir nepieciešams izceļošanas akcijas robežās. Šim nolūkam jāizprasa vajadzīgās atļaujas.

Vērtspapīri tāpat jāpārved UTAG'as depozitā Latvijas Bankā ; ciktāl tas izdarams, tos var pārvērst naudā.

Par tām sumām, kas nav vajadzīgas UTAG'as darbībai, Latvijas Banka, uz UTAG'as lūgumu, izdod un nodod viņai parādzīmes ar datumu, kas ir UTAG'as priekšlikumam sekojošā gada ceturkšņa pirmā diena.

Transfera tehniskam izpildījumam vajadzīgo atsevišķo vienošanos noslēgs Latvijas Banka un Vācijas Norēķināšanās kase.

XVIII pants.

Latvijas Bankā sevišķā kontā uzkrāto mantisko vērtību transfers principā notiek Latvijas preču papildu eksporta veidā uz Vāciju.

Vācijas Valsts Valdība izsaka principā gatavību vest sarunas par citām Latvijas Valdības priekšā liktām transfera iespējām un patī nākt ar priekšlikumiem.

Līdz transfera jautājuma galīgai nokārtošanai ir spēkā pagaidu vienošanās par transferu.

XIX pants.

Latvijas Valdība nenes nekādu atbildību par zaudējumiem, kas varētu celties izceļotājiem sakarā ar vācu tautas grupas pārvietošanu atpakaļ uz Vāciju.

XX pants.

Šā līguma noteikumi attiecīgi piemērojami arī tiem Vācijas pavalstniekiem, kuri izceļo uz Vāciju, piedaloties šajā līgumā paredzētā izceļošanā.

XXI pants.

Ciktāl šajā līgumā nav noteikts pretējais, piemērojami Latvijas likumu vispārējie noteikumi.

XXII pants.

Sikākus noteikumus par atsevišķiem jautājumiem Līdzējas Valdības paredz šim līgumam pievienotā un reizē ar to parakstamā papildu protokolā.

XXIII pants.

Šis līgums ratificējams un tā ratifikācijas grāmatas apmainamas Berlīnē cik drīz vien iespējams.

Tas stājas spēkā sākot ar ratifikācijas grāmatu apmaiņas dienu.

Forderungen, die in Raten zahlbar und bei der Liquidation der UTAG noch nicht befriedigt sind, müssen unter Berücksichtigung eines Zeitraums von höchstens zehn Jahren befriedigt oder sichergestellt werden.

Artikel XVI.

Die UTAG wird der lettischen Behörde spätestens bis zum 31. Mai 1940 Aufstellungen aller vor der Abreise nicht befriedigten Forderungen und Vertragsrechte der Umsiedler übermitteln. Für die nicht rechtzeitig mitgeteilten Forderungen und Vertragsrechte haben die vermögensrechtlichen Bestimmungen dieses Vertrages keine Geltung.

Artikel XVII.

Sämtliche Barbeträge und Guthaben, die nach den Bestimmungen dieses Vertrages angesammelt werden, sind auf ein dafür bestimmtes Konto bei der Latvijas Banka einzuzahlen oder zu überführen. Dieses Konto wird nach Errichtung der UTAG von dieser übernommen. Auszahlungen aus diesem Konto dürfen nur innerhalb Lettlands geleistet werden und nur soweit sie im Rahmen der Umsiedlungsaktion erforderlich sind. Etwa nötige Genehmigungen sind einzuholen.

Wertpapiere sind entsprechend in das Depot der UTAG bei der Latvijas Banka zu überführen; sie können soweit tunlich in Barguthaben verwandelt werden.

Auf Antrag der UTAG werden über diejenigen auf dem Konto stehenden Beträge, deren sie für ihre Geschäftstätigkeit nicht bedarf, von der Latvijas Banka Schuldverschreibungen mit dem Ausstellungsdatum des dem Antrage nachfolgenden Vierteljahrsersten ausgestellt und der UTAG übermittelt.

Die Deutsche Verrechnungskasse und die Latvijas Banka werden die zur technischen Durchführung der Transferierung erforderliche Einzelvereinbarung treffen.

Artikel XVIII.

Der Transfer der auf dem Sonderkonto bei der Latvijas Banka angesammelten Vermögenswerte erfolgt grundsätzlich im Wege zusätzlicher Ausfuhr lettischer Waren nach Deutschland.

Die Deutsche Reichsregierung erklärt sich grundsätzlich bereit, über andere ihr von der Lettischen Regierung vorgeschlagene Transfermöglichkeiten zu verhandeln und selbst Vorschläge zu machen.

Bis zur endgültigen Regelung der Transferfrage gilt die vorläufige Transfervereinbarung.

Artikel XIX.

Die Lettische Regierung trägt keine Verantwortung für Verluste, die den Umsiedlern im Zusammenhang mit der Rückwanderung der deutschen Volksgruppe entstehen könnten.

Artikel XX.

Die Bestimmungen dieses Vertrages finden sinngemäss auch auf diejenigen deutschen Reichsangehörigen Anwendung, die im Zuge der in diesem Verträge vorgesehenen Umsiedlung nach Deutschland abreisen.

Artikel XXI.

Soweit in diesem Vertrag nichts Gegenteiliges vereinbart ist, finden die allgemeinen lettischen Gesetzesbestimmungen Anwendung.

Artikel XXII.

Genauere Bestimmungen über einzelne Fragen sehen die Vertragschliessenden Regierungen in einem Zusatzprotokoll vor, das diesem Verträge angegliedert ist, und gleichzeitig mit ihm unterzeichnet wird.

Artikel XXIII.

Dieser Vertrag soll ratifiziert und die Urkunden darüber sollen sobald als möglich in Berlin ausgetauscht werden.

Er tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikations-Urkunden in Kraft.

Līdzējas Puses vienojas, ka šā līguma noteikumi pagaidām piemērojami sākot ar tā parakstīšanas dienu.

Šo apliecinot, abu Pusu pilnvarnieki ir šo līgumu pašrocīgi parakstījuši.

Izgatavots divos pirmrakstos, latviešu un vācu valodā.

RĪGĀ, 1939. g. 30. oktobrī.

H. APSĪRS.

U. VON KOTZE.

PAPILDU PROTOKOLS.

Pie I panta.

§ 1.

Par vācu tautības piederīgo uzskatams, kas uzrāda

- a) Vācijas sūtniecības apliecību par piekrišanu izceļošanai vai
- b) citu atzītu dokumentu.

§ 2.

Ja Latvijas piekritīgā iestāde izņēmuma gadījumos nodibina un ticami pamato, ka līguma iesniedzējs, neraugoties uz to, ka viņš sevi pieskaita pie vācu tautības, tomēr ir latviešu tautības, tad viņa tautību galīgi izšķir vienošanās starp Latvijas Valdību un Vācijas sūtniecību.

Ja kādā pastāvošā laulībā viens no laulātiem ir vācu tautības, tad Latvijas attiecīgā iestāde neatsauksies uz to, ka otrs laulātais vai kopā ar laulātiem dzīvojošie radnieki ir latviešu tautības.

§ 3.

Vācijas sūtniecība uz Latvijas Valdības priekšlikumu izsniegs izceļošanas atļauju arī tādiem vācu tautības Latvijas pilsoņiem, kuri nepietiekošas rīcības spējas dēļ ne paši, ne caur likumīgu pārstāvi nevar izteikt savu gribu, tāpat arī — uz personīgu lūgumu — iepriekšējā apcietinājumā esošām personām, ieslodzītiem, sociāli apgādājamiem, vārgiem un kropliem iestādēs vai ārpus tām, ciktāl viņai šo personu piederība pie vācu tautības būs ticami pamatota.

Šaubu gadījumus galīgi izšķir vienošanās starp Latvijas Valdību un Vācijas sūtniecību.

Pie II panta.

Piekritīgās Latvijas iestādes uz lūgumu atbrīvo no dienesta vācu tautības militaras personas un valsts, pašvaldību un baznīcu ierēdņus.

Pie III panta.

Piekritīgās iestādes atlaišanai no pavalstniecības ir:

- Latvijā — Latvijas Iekšlietu ministrija,
- ārzemēs — Latvijas diplomātiskās un konsulārās pārstāvības.

Pie IV panta.

No aizceļošanas pienākuma pēc uzņemšanas Vācijas pavalstniecībā atbrīvotas tās personas, kuras ir nepieciešamas, lai uzturētu uzņēmumu un tirdzniecības uzņēmumu darbību, vai arī citu iemeslu dēļ, ja par šo personu palikšanu ir panākta Latvijas Valdības un Vācijas sūtniecības vienošanās.

Die Vertragschliessenden Teile haben sich geeinigt, die Bestimmungen dieses Vertrages von Tage der Unterzeichnung ab vorläufig anzuwenden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag eigenhändig unterzeichnet.
Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und lettischer Sprache.

RIGA, den 30. Oktober 1939.

H. APSĪTS.

U. VON KOTZE.

ZUSATZPROTOKOLL.

Zu Artikel I.

§ 1.

Als deutscher Volkszugehöriger gilt, wer sich :

- a) durch eine Umsiedlungsgenehmigung der Deutschen Gesandtschaft oder
- b) durch eine andere anerkannte Urkunde ausweist.

§ 2.

Stellt die lettische Entlassungsbehörde in Ausnahmefällen fest und macht sie glaubhaft, dass ein Antragsteller, trotz seines Bekenntnisses zum deutschen Volkstum, lettischer Volkszugehörigkeit ist, so entscheidet endgültig über seine Volkszugehörigkeit das Einvernehmen der Lettischen Regierung mit der Deutschen Gesandtschaft.

Ist in einer bestehenden Ehe ein Ehegatte deutscher Volkszugehörigkeit, so wird sich die lettische Entlassungsbehörde nicht auf die lettische Volkszugehörigkeit des anderen Ehegatten oder der in Hausgemeinschaft mit den Eheleuten lebenden Verwandten berufen.

§ 3.

Die Deutsche Gesandtschaft wird auf Antrag der Lettischen Regierung auch solchen lettischen Staatsangehörigen deutscher Volkszugehörigkeit eine Umsiedlungsgenehmigung erteilen, welche wegen unzureichender Handlungsfähigkeit weder selbst noch durch einen gesetzlichen Vertreter Willenserklärungen abgeben können, sowie auf eigenen Antrag den Untersuchungs- und Strafgefangenen, Unterstützungsbedürftigen und Gebrechlichen in- und ausserhalb von Anstalten, soweit ihr die deutsche Volkszugehörigkeit glaubhaft gemacht ist.

In Zweifelsfällen entscheidet endgültig das Einvernehmen der Lettischen Regierung mit der Deutschen Gesandtschaft.

Zu Artikel II.

Die zuständigen lettischen Behörden werden Militärpersonen, Staats-, Kommunal- und Kirchenbeamte deutscher Volkszugehörigkeit auf Antrag aus ihrem Dienstverhältnis entlassen.

Zu Artikel III.

Zuständige Behörden für die Entlassung aus der Staatsangehörigkeit sind :

- in Lettland das Lettische Innenministerium,
- im Ausland die Lettischen diplomatischen und konsularischen Vertretungen.

Zu Artikel IV.

Von der Abwanderungspflicht nach ihrer Einbürgerung in das Deutsche Reich sind diejenigen Personen befreit, welche zur Aufrechterhaltung von Betrieben und Handelsunternehmen oder aus anderen Gründen unentbehrlich sind und über deren Verbleiben Einverständnis zwischen der Lettischen Regierung und der Deutschen Gesandtschaft erzielt ist.

Pie VI panta.

Visa UTAG'as vadība atrodas valstsvācu rokās.

Ievērojot, ka UTAG'a ir akciju sabiedrība, kas nedarbojas savā labā, bet gan sakarā ar vācu tautības pilsoņu pārvietošanas akciju, Latvijas Valdība paredz, ka UTAG'a pati par sevi atbrīvojama no nodokļiem, ciktāl tā nepieņems peļņu nesošu darbību. Sīkāki noteikumi paredzami UTAG'as statutos.

Pie VII panta.

§ 1.

Nevar ņemt līdz un izvest :

- 1) Latvijas naudu, ciktāl tā pārsniedz 50 latus katram deklarācijas spējīgam izceļotājam ;
 - 2) ārtemju valutu, devizes un citus maksāšanas līdzekļus, kā arī dārgmetālus ;
 - 3) vērtspapīrus, ciktāl tos nav izdevušas Vācijas iestādes, pie kam vērtspapīru jēdziens noteicams pēc Latvijas tiesībām ;
 - 4) militārām vajadzībām lemtus visāda veida ieročus, to piederumus, municiju, teleskopus un prizmatiskos tālskatus ;
 - 5) motorizētus satiksmes līdzekļus un to piederumus ;
- Piezīme.* Atļauts izvest lietotus motocikletus.
Pasažieru automobiļu līdzņemšanai vajadzīga sevišķa Finanšu ministrijas atļauja.
- 6) lauksaimniecības, rūpniecības un amatniecības mašīnas, izņemot neieibūvētās amatniecības mašīnas, kuras amatnieki var ņemt līdz ;

- 7) kustamo mantu, kam ir skaidri izteikts preces raksturs ;
- 8) sugas govīs un vaislas zirgus, kas ierakstīti lopu cilts vai vaislas grāmatās, ja nav sevišķas Zemkopības ministrijas atļaujas ;
- 9) lopbarību, kas pārsniedz transporta vajadzības ;
- 10) mēbeles un mājas lietas, kas pārsniedz pārceļoties līdzņemamās iedzīves apmērus ;
- 11) dārgmetālu un dārgakmeņu izstrādājumus, kas nav bijuši izceļotāja valdījumā līdz 1939. gada 6. oktobrim ;
- 12) slimnīcu iekārtas priekšmetus un ārstniecības kabinetus, izņemot tos ārstniecības kabineta piederumus, kas nepieciešami ambulatoriski - ārstnieciskai palīdzībai ;
- 13) pēdējo piecu gadu laikā iegādātos rentgena un diatermijas aparātus un optiskās iekārtas priekšmetus ;
- 14) aptiekas-laboratorijas, ķīmiski-farmaceutisku uzņēmumu iekārtas priekšmetus un aparātus un ārstniecības līdzekļus, pie kam to medikamentu daudzumu, kuri izceļojot nepieciešami uz kuģiem, noteic Latvijas Farmācijas pārvalde ;

15) sekojošas kulturas vērtības :

a) tagadējā Latvijas teritorijā atrastās archeoloģiskās senlietas,

b) archivalijas, kas pieder vai ir piederējušas pie valsts vai pašvaldību arhīvu sastāva,

c) archivalijas, kas raksturo kāda pagasta, draudzes, pilsētas vai kādas citas tagadējās Latvijas teritorijas daļas, vai arī kādas personālas pašvaldības vai kārtas saimniecisko un tiesisko dzīvi,

d) vēstures pieminekļus, kas raksturo Latvijas dzīvi un kultūru pagātnē vai kas saistīti ar kādu agrāku Latvijas valdnieku vai valstsvīru vai piederējuši

Zu Artikel VI.

Die gesamte Geschäftsleitung der UTAG liegt in reichsdeutscher Hand.

Die Lettische Regierung stellt in Aussicht, dass die UTAG als eine für die Umsiedlungsaktion und daher nicht für eigene Rechnung arbeitende Aktiengesellschaft für sich selbst steuerfrei ist, soweit sie nicht gewinnbringende Tätigkeit betreibt. Nähere Bestimmungen sind der Satzung der UTAG vorbehalten.

Zu Artikel VII.

§ 1.

Von der Mitnahme und Ausfuhr sind ausgeschlossen :

- 1) Lettisches Geld, soweit es 50 Lats für jeden deklarationsfähigen Auswanderer übersteigt ;
 - 2) ausländische Valuten, Devisen und sonstige Zahlungsmittel, sowie Edelmetalle ;
 - 3) Wertpapiere, soweit sie nicht von deutschen Stellen begeben sind, wobei der Begriff der Wertpapiere nach lettischen Recht zu beurteilen ist ;
 - 4) für militärische Zwecke bestimmte Waffen allen Art, deren Zubehör, Munition, Teleskope und Prismenfernrohre ;
 - 5) motorisierte Verkehrsmittel und deren Zubehör.
- Anmerkung.* Die Ausfuhr gebrauchter Motorräder ist gestattet. Für die Mitnahme von Personenkraftwagen bedarf es einer besonderen Erlaubnis des Finanzministeriums.
- 6) landwirtschaftliche, industrielle und handwerkliche Maschinen, ausser den nicht eingebauten handwerklichen Maschinen, die von Handwerkern mitgenommen werden können ;
 - 7) bewegliches Gut, das ausgesprochen Wareneigenschaft hat ;
 - 8) Rassekühe und Zuchtpferde, die in Herd- und Zuchtbüchern verzeichnet sind, soweit keine besondere Erlaubnis des Landwirtschaftsministeriums vorliegt ;
 - 9) Viehfutter, soweit es den Bedarf für den Transport übersteigt ;
 - 10) über den Umfang von Umzugsgut hinausgehende Möbel und Hausrat ;
 - 11) Sachen, die aus Edelmetall und Edelsteinen hergestellt sind, soweit sie bis zum 6. Oktober 1939 nicht im Besitz der Umsiedler gewesen sind ;
 - 12) Krankenhauseinrichtungen und ärztliche Kabinette, ausser demjenigen Zubehör von ärztlichen Kabinetten, welches zur ambulatorisch-ärztlichen Hilfeleistung notwendig ist ;
 - 13) innerhalb der letzten fünf Jahre angeschaffte Röntgen — und Diathermieapparate und optische Einrichtungen ;
 - 14) Apotheken-Laboratorien, Einrichtungen und Apparate der chemisch-pharmazeutischen Unternehmen und Heilmittel, wobei die Anzahl der Medikamente, die zur Mitnahme auf den Schiffen bei der Ausreise notwendig sind, von der lettischen Pharmazieverwaltung bestimmt wird ;
 - 15) folgende Kulturgüter :
 - a) auf dem Territorium des heutigen Lettlands gefundene archäologische Altertümer,
 - b) Archivalien, welche zum Bestande eines staatlichen oder kommunalen Archivs gehören oder gehört haben,
 - c) Archivalien, die das wirtschaftliche und rechtliche Leben einer örtlichen oder kirchlichen Gemeinde, einer Stadt oder eines anderen Teils des gegenwärtigen Gebiets Lettlands oder einer personellen Selbstverwaltung oder eines Standes kennzeichnen,
 - d) historische Denkmäler, welche das Leben und die Kultur Lettlands in der Vergangenheit kennzeichnen oder mit einem früheren Herrscher oder Staatsmann

šādai personai, ja tagad tie atrodas kādas juridiskas personas īpašumā vai valdījumā,

e) līdz 19. gadsimta vidum izgatavotos uz Latviju attiecošos plānus un kartes,

f) bibliografiskus retumus, kuru saturs attiecas uz Baltijas zemēm vai kuri iespiesti Latvijā,

g) juridiskām personām piederošas zinātniskas bibliotēkas,

h) numismatiskas kolekcijas, kas ir juridisku personu īpašums vai atrodas to valdījumā vai glabājumā,

i) Latvijā savāktus folkloras un etnografijas materialus un kolekcijas, ja tās neattiecas uz vāciešiem,

j) mākslas priekšmetus (gleznas, skulptūras, grafikas darbus un mākslas amatniecības priekšmetus), kas darināti Latvijā un saistas ar Latviju, kā arī tādus, kas nav darināti vācu tautas grupas dzīves vajadzībām, ja šie priekšmeti patlaban atrodas muzeju vai muzeju biedrību īpašumā vai valdījumā,

k) dabas zinātniskus krājumus, kas attiecas uz Baltiju un atrodas juridisku personu īpašumā vai valdījumā,

l) skolu mācības līdzekļus,

m) skolu bibliotēku grāmatas, kuras ieguvusi vai dāvinājusi Latvijas valsts, pašvaldības vai Kulturas fonds,

sēžu protokolus, arhīvus, grāmatas un chronikas, kā arī skolnieku sekmju atzīmju grāmatas no valsts un pašvaldību uzturētām vācu skolām, ja to skolnieki neizceļo uz Vāciju — visu to saskaņā ar vienošanos starp Latvijas un Vācijas Valdību.

1. *piezīme.* Tomēr atļauts izvest :

a) ģimenes arhīvus, kam nav sevišķas nozīmes Latvijas vēsturē,

b) kādreizējo vācu studentu biedrību un filistru apvienību piederumus un arhīvus,

c) bezpeļņas biedrību arhīvus, ciktāl tie attēlo to iekšējo dzīvi,

d) ģimenes gleznas un portretus, kā arī privatus heraldiskus pieminekļus,

e) ar Pieminekļu valdes atļauju — kultūras vērtību atsevišķus priekšmetus, piemēram, zinātnisku grāmatu, kāršu un plānu duplikātus,

f) vācu baznīcu un draudžu baznīcu un draudžu grāmatas, kā arī jaukto draudžu grāmatu kopijas, fotokopijas vai norakstus.

Baznīcgrāmatu un draudžu grāmatu ierakstu fotokopijas vai noraksti uz pieprasījumu savstarpēji jānodod otras pusē rīcībā.

No tiem vācu draudžu baznīcgrāmatu ierakstiem par laiku no 1834. līdz 1921. gadam, no kuriem nav kopiju, vācu pusei vēl pirms šo grāmatu aizvešanas bez atlīdzības jāizgatavo fotokopijas vai noraksti, ja šīs grāmatas nepaliek Latvijā ;

g) vācu baznīcu un draudžu baznīcas trauki ;

h) vācu baznīcu un draudžu altāru un citi paramenti.

2. *piezīme.* Pieminekļu valdē inventarizētos priekšmetus un krājumus, kuru izvešana pēc pastāvošiem noteikumiem ir pielaižama, drīkst izvest tikai pēc to svītrosanas no valsts aizsardzībai pakļauto pieminekļu saraksta.

3. *piezīme.* No neizvedamiem priekšmetiem drīkst izgatavot un izvest kopijas.

4. *piezīme.* 15. punktā paredzēto noteikumu piemērošana, it sevišķi jautājumu izšķiršana par archivalijām (b burtā), bibliotēkām (g burtā), monētu krājumiem (h burtā) un mākslas priekšmetiem (j burtā), piekrit sevišķai paritarai nodibinātai komisijai.

Lettlands verbunden sind oder einer solchen Person gehört haben, sofern sie sich jetzt im Eigentum oder Besitz einer juristischen Person befinden,

e) bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts hergestellte Lettland betreffende Karten und Pläne,

f) bibliographische Seltenheiten, deren Inhalt sich auf die baltischen Länder bezieht oder die in Lettland gedruckt sind,

g) juristischen Personen gehörende wissenschaftliche Bibliotheken,

h) Münzsammlungen, die sich im Eigentum, im Besitz oder in Verwahrung juristischer Personen befinden,

i) in Lettland gesammelte Folklore und ethnographische Materialien und Sammlungen, sofern sie sich nicht auf die Deutschen beziehen,

j) Kunstgegenstände (Gemälde, Skulpturen, graphische Arbeiten und Gegenstände des Kunsthandwerks), die in Lettland geschaffen und die Lettland betreffen, sowie solche, die nicht für das Leben der deutschen Volksgruppe beschafft sind, soweit diese Gegenstände sich nunmehr im Eigentum oder Besitz von Museen oder Museumsvereinen befinden,

k) die im Eigentum oder Besitz juristischer Personen befindlichen naturwissenschaftlichen Sammlungen, die sich auf das Baltikum beziehen,

l) Lehrmittel der Schulen,

Bücher der Schulbibliotheken, die vom Lettischen Staat, von Kommunalverbänden oder vom Kulturfonds erworben oder geschenkt worden sind,

Sitzungsprotokolle, Archive, Bücher und Chroniken sowie die Leistungsbücher der Schüler der vom Staat oder Kommunalverbänden unterhaltenen deutschen Schulen, soweit die Schüler nicht nach Deutschland umsiedeln — dies alles gemäss den zwischen der Deutschen und der Lettischen Regierung getroffenen Vereinbarungen.

Anmerkung 1. Zur Ausfuhr sind jedoch zugelassen :

a) Familienarchive, welche für die lettische Geschichte ohne besondere Bedeutung sind,

b) Utensilien und Archive der ehemaligen deutschen Studentenverbindungen und Philistervereinigungen,

c) Archive der nicht auf Gewinn gerichteten Vereine, soweit sie deren inneres Leben schildern,

d) Familiengemälde und Porträts, sowie private heraldische Denkmäler,

e) mit Erlaubnis der Denkmalsverwaltung : kulturelle Wertgegenstände, wie z. B. Doppelstücke wissenschaftlicher Bücher, Karten und Pläne,

f) Kirchen- und Gemeindebücher deutscher Kirchen und Gemeinden, sowie Kopien, Photokopien oder Abschriften der Bücher gemischter Gemeinden,

Betreffs der Kirchen- und Gemeindebucheintragungen müssen auf Antrag Photokopien oder Abschriften gegenseitig zur Verfügung gestellt werden,

Von denjenigen Kirchenbucheintragungen deutscher Gemeinden aus den Jahren 1834 bis 1921, von denen Kopien nicht vorhanden sind, müssen Photokopien oder Abschriften deutscherseits noch vor der Ausfuhr dieser Bücher unentgeltlich angefertigt werden, sofern die Bücher nicht in Lettland verbleiben,

g) Kirchengерäte deutscher Kirchen und Gemeinden,

h) Altar- und andere Paramente deutscher Kirchen und Gemeinden.

Anmerkung 2. Bei der Denkmalsverwaltung inventarisierte Gegenstände und Sammlungen, deren Ausfuhr gemäss vorstehenden Regelung zulässig ist, dürfen erst nach ihrer Streichung aus dem Verzeichnis der unter Staatsschutz gestellten Denkmäler ausgeführt werden.

Anmerkung 3. Von den nichtausführbaren Gegenständen dürfen Kopien angefertigt und ausgeführt werden.

Anmerkung 4. Die Durchführung der in Ziffer 15 vorgesehenen Regelungen, insbesondere die Auseinandersetzung wegen der Archivalien (lit. *b)*), Bibliotheken (lit. *g)*), Münzsammlungen (lit. *h)*) und Kunstgegenstände (lit. *j)*) bleibt einem paritätischen Ausschuss überlassen.

§ 2.

Līdz 1940. gada 15. martam noteiktais izvešanas termiņš pagarinams par tādu laiku, par kādu jūras transportu kavējuši ledus apstākļi.

Pie XI panta.

Gadījumos, kad lauku nekustamu īpašumu tūlītēju likvidāciju kavē sevišķi tiesiskas dabas šķēršļi, abas Valdības noteic likvidācijas termiņu ar īpašu vienošanos.

Tie zemesgrāmatās nostiprinātie apgrūtinājumi, kas nepāriet uz Latvijas iestādi, atkrīt.

Pie XIII panta.

Ja 13. pantā minēto organizāciju parādi pārsniedz šo organizāciju nekustamas un kustamas mantas kopvērtību, tad iestājas atbildība arī ar kustamu mantu.

Latvijas valsts atbild par parādiem, kas saistas ar Latvijas valsts īpašumā pārgājušo mantu, vienīgi šās mantas patiesi pārņemtās vērtības apmērā.

Pie XVII panta.

UTAG'ai nododamās parādzīmes ir Latvijas Bankas bezprocentu parādraksti, kas izdoti latos un Reichsmarkās ar paritāti Ls 100 = vismaz Rm. 48.80. Parādzīmēs bez tam jāparedz, ka gadījumā, ja grozītos abu naudas vienību starpvalutarais novērtējums, Latvijas Valdība un Vācijas Valdība vienosies par citādu kursu attiecību, lai ievērotu to apstākli, ka parādzīmēs ietvertām sumām atbilst pastāvīgas vērtības.

Latvijas Banka jautājumos par parādu rakstu formu sazināsies ar UTAG'u.

Tie paši noteikumi attiecas uz IX un XI pantā minētiem parādrakstiem.

Pie XX panta.

Šā panta noteikumi piemērojami arī tiem izceļošanas gadījumiem, kas notikuši pirms šā līguma parakstīšanas.

Pie XXI panta.

Īres, nomas un privattiesiskas darba attiecības izbeidzas ar izceļošanas dienu, ja vien nav panākta pretēja vienošanās.

RĪGĀ, 1939. gada 30. oktobrī.

H. Apsīts.

U. VON KOTZE.

§ 2.

Die Ausfuhrfrist bis zum 15. März 1940 wird um die Zeit verlängert, in der Seetransporte durch Vereisung behindert sind.

Zu Artikel XI.

In den Fällen, in denen der sofortigen Liquidierung ländlichen Grundbesitzes besondere Hindernisse rechtlicher Natur im Wege stehen, bestimmen beide Regierungen durch eine besondere Übereinkunft die Zeit der Liquidierung.

Soweit im Grundbuch eingetragene Belastungen auf die lettischen Behörden nicht übergehen, kommen sie in Wegfall.

Zu Artikel XIII.

Bei Organisationen der im Art. XIII erwähnten Art, deren Schulden den Gesamtwert des unbeweglichen und beweglichen Besitzes übersteigen, wird auch das bewegliche Eigentum zur Haftung herangezogen.

Der Lettische Staat haftet für Schulden, die mit einem Vermögen zusammenhängen, das in das Eigentum des Lettischen Staates übergegangen ist, nur in Höhe des tatsächlich übernommenen Vermögenswertes.

Zu Artikel XVII.

Die der UTAG zu übergebenden Schuldverschreibungen sind solche der Latvijas Banka ; sie sind unverzinslich und lauten auf Lats und Reichsmark, und zwar auf der Grundlage von 100 Lats = mindestens 48,80 Reichsmark. In den Schuldverschreibungen wird weiter vorgesehen, dass in dem Falle, dass sich die intervalutarische Bewertung der beiden Währungen ändern sollte, die Deutsche und die Lettische Regierung ein anderes Kursverhältnis vereinbaren werden, um dem Umstand Rechnung zu tragen, dass den in den Schuldverschreibungen verbrieften Summen wertbeständige Sachwerte entsprechen.

Im Übrigen wird sich die Latvijas Banka über die Form der Schuldverschreibungen mit der UTAG verständigen.

Die gleichen Bestimmungen gelten für die in den Art. IX und XI erwähnten Schuldverschreibungen.

Zu Artikel XX.

Die Bestimmungen dieses Artikels sind auch auf Ausreisefälle vor Unterzeichnung dieses Vertrages anzuwenden.

Zu Artikel XXI.

Mietverhältnisse, Pachtverhältnisse sowie sonstige privatrechtliche Dienstverhältnisse erlöschen mit dem Tage der Ausreise, falls nicht gegenteiliges vereinbart wird.

RIGA, den 30. Oktober 1939.

H. APSĪTS.

U. VON KOTZE.

TRADUCTION.

N^o 4693. — TRAITÉ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA LETTONIE, RELATIF AU RAPATRIEMENT, EN ALLEMAGNE, DES CITOYENS LETTONS DE NATIONALITÉ ETHNIQUE ALLEMANDE. SIGNÉ A RIGA LE 30 OCTOBRE 1939.

LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND,
animé du désir de réunir sur le territoire du Reich les ressortissants de nationalité ethnique allemande et

LE GOUVERNEMENT LETTON,
qui donne son assentiment au rapatriement des citoyens lettons de nationalité ethnique allemande,
ont décidé :

a) De procéder à ce rapatriement en une seule opération par laquelle le groupe ethnique allemand cesse de faire partie de l'Etat letton ;

b) De régler définitivement, par un traité, toutes les questions pertinentes, en assurant une liquidation aussi satisfaisante que possible des biens laissés en Lettonie par les rapatriés et en évitant, dans toute la mesure du possible, de porter préjudice aux intérêts économiques du peuple et de l'Etat lettons.

Ils ont, à cette fin, nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND :

M. Ulrich VON KOTZE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE GOUVERNEMENT LETTON :

M. Hermanis APSĪTS, ministre de la Justice,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après.

Article premier.

Le Gouvernement letton s'engage à dégager des liens de la nationalité lettone les ressortissants lettons de nationalité ethnique allemande qui auront spontanément fait connaître, jusqu'au 15 décembre 1939, leur décision de renoncer à jamais à la nationalité lettone et de quitter leur domicile en Lettonie.

Le Gouvernement du Reich allemand s'engage à accueillir les personnes précitées, lorsqu'elles auront été dégagées des liens de la nationalité lettone, en vue de l'obtention de la nationalité allemande.

Article II.

Peut demander à être dégagé des liens de la nationalité lettone, tout citoyen de nationalité ethnique allemande âgé de 16 ans accomplis.

En ce qui concerne les personnes mariées, il appartient aux conjoints de décider librement, chacun pour soi.

Pour les enfants de moins de 16 ans, ainsi que pour les personnes sous tutelle, l'initiative de la décision appartient au représentant légal, qui peut choisir pour eux une nationalité différente de celle qu'il choisit pour lui-même.

La requête en vue de la libération des liens de la nationalité lettone ne peut être retirée.

TRANSLATION.

No. 4693. — TREATY BETWEEN GERMANY AND LATVIA REGARDING THE REPATRIATION TO GERMANY OF LATVIAN CITIZENS ETHNICALLY OF GERMAN NATIONALITY. SIGNED AT RIGA, OCTOBER 30TH, 1939.

THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH,
being desirous of bringing together, on the territory of the Reich, nationals ethnically of German nationality, and

THE LATVIAN GOVERNMENT,
which agrees to the repatriation of Latvian citizens ethnically of German nationality,

have decided :

(a) To effect this repatriation in a single operation, in virtue of which the group ethnically German shall cease to form part of the Latvian State ;

(b) To settle finally, by means of a Treaty, all questions relating thereto, whilst ensuring as satisfactory as possible a liquidation of property left in Latvia by the repatriated persons and avoiding, as far as possible, any adverse effects on the economic interests of the Latvian people and the Latvian State.

They have, for this purpose, appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH :

M. Ulrich von Kotze, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE LATVIAN GOVERNMENT :

M. Hermanis Apsīts, Minister of Justice ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions.

Article I.

The Latvian Government undertakes to release from the ties of Latvian nationality Latvian nationals ethnically of German nationality who shall, not later than December 15th, 1939, spontaneously announce their decision to renounce permanently Latvian nationality and to leave their place of residence in Latvia.

The Government of the German Reich undertakes to receive the aforementioned persons, when they shall have been released from the ties of Latvian nationality, with a view to their obtaining German nationality.

Article II.

Any citizen ethnically of German nationality who is over sixteen years of age may apply to be released from the ties of Latvian nationality.

In the case of married persons, each of the parties to the marriage shall be entitled to decide freely for himself or herself.

In the case of children under sixteen years of age, and also in the case of persons subject to guardianship, the initiative of the decision shall be taken by the legal representative, who may choose for them a nationality different from that which he chooses for himself.

An application for release from the ties of Latvian nationality may not be withdrawn.

Article III.

L'autorité lettone ayant qualité pour dégager les intéressés des liens de la nationalité lettone, délivre aux rapatriés un document à cette fin, qui tient également lieu d'autorisation de sortie. Dès la remise de ce document, les intéressés cessent de posséder la nationalité lettone et c'est à ce moment que prend naissance l'obligation du Gouvernement du Reich allemand indiquée à l'alinéa 2 de l'article premier à l'égard des personnes dont le nom figure dans le document.

Article IV.

A partir du moment où ils ont reçu le document les dégageant des liens de la nationalité lettone, les rapatriés ont, pour quitter la Lettonie, un délai qui vient à expiration le 15 décembre 1939. Le Gouvernement du Reich allemand organise le départ et prend à sa charge tous les frais y afférents dans la mesure où ceux-ci n'incombent pas aux rapatriés.

Le Gouvernement letton s'engage à n'opposer aucun obstacle aux rapatriés et à leur prêter son aide lors de leur départ.

Article V.

Les communications et requêtes prévues par le présent traité en ce qui concerne la libération des liens de la nationalité lettone, sont exemptes de droits de timbre et de chancellerie.

Article VI.

Le Gouvernement letton chargera une autorité spéciale de régler les questions d'ordre pécuniaire qui découlent du rapatriement.

A cette fin, l'Allemagne, de son côté, crée en Lettonie une société fiduciaire par actions pour le rapatriement (ci-après appelée UTAG) qui est soumise aux lois lettones relatives aux sociétés par actions, sous réserve des dérogations figurant dans le protocole additionnel.

Article VII.

En principe, les rapatriés peuvent emporter, lors de leur rapatriement, tous leurs biens meubles ou les faire exporter jusqu'au 15 mars 1940 après les avoir déposés en douane.

Si les rapatriés n'emportent ni ne font exporter de biens meubles, ils ont le droit de vendre eux-mêmes les biens en question avant leur départ.

En matière de biens meubles, ne peuvent être emportés ou ultérieurement exportés les objets visés au protocole additionnel. Seuls ces objets peuvent être aliénés, jusqu'au 15 mai 1940, par l'UTAG.

Le délai d'aliénation fixé au 15 mai 1940 ne s'applique pas aux titres.

Article VIII.

Dès le jour du départ des rapatriés, le Gouvernement letton assume la garde des propriétés foncières laissées par les rapatriés et non aliénées. L'UTAG qui, en vertu du présent traité, est le seul mandataire des rapatriés émigrés, en ce qui concerne tous leurs intérêts pécuniaires, assume, à la même date, l'administration exclusive de ces propriétés foncières et exerce le droit d'en disposer conformément aux stipulations du présent traité.

Article IX.

Les propriétés foncières urbaines laissées en Lettonie par les rapatriés seront recensées sur la base des rôles établis à cet effet. L'UTAG peut, jusqu'au 31 décembre 1941, aliéner elle-même ces propriétés foncières.

Article III.

The Latvian authority competent to release the persons concerned from the ties of Latvian nationality shall, for that purpose, issue to repatriated persons a document which shall also constitute an authorisation to leave the country. As from the time when this document is issued to them, the persons concerned shall cease to possess Latvian nationality and, as from the same time, the undertaking assumed by the German Government, as specified in the second paragraph of Article I, shall become effective in regard to the persons whose names appear in the document.

Article IV.

As from the time when they receive the document releasing them from the ties of Latvian nationality, repatriated persons shall, for the purpose of leaving Latvia, be allowed a period of time which shall expire on December 15th, 1939. The Government of the German Reich shall arrange for the departure and shall be responsible for defraying all charges relating thereto, save in so far as such charges are payable by the repatriated persons.

The Latvian Government undertakes to place no obstacle in the way of repatriated persons and to afford them its assistance at the time of their departure.

Article V.

The communications and applications referred to in the present Treaty in regard to release from the ties of Latvian nationality shall be exempt from stamp duties and official charges.

Article VI.

The Latvian Government shall entrust to a special authority the duty of settling questions of a pecuniary nature arising out of repatriation.

For this purpose, the German Government shall, for its part, constitute in Latvia a joint-stock repatriation trust company (hereinafter referred to as UTAG) which shall be governed by the Latvian laws relating to joint-stock companies, subject to the derogations mentioned in the Additional Protocol.

Article VII.

In principle, repatriated persons may, at the time of their repatriation, take all their movable goods with them or they may have them exported not later than March 15th, 1940, after having passed them through the Customs.

If repatriated persons do not take their movable goods with them and do not have them exported, they shall be entitled to sell such goods themselves prior to their departure.

In the matter of movable goods, the objects referred to in the Additional Protocol may not be taken away or subsequently exported. Such objects alone may, not later than May 15th, 1940, be alienated by UTAG.

The period expiring on May 15th, 1940, which is allowed for alienation, shall not apply to securities.

Article VIII.

As from the date of departure of repatriated persons, the Latvian Government shall assume responsibility for the protection of landed property which is left by repatriated persons and has not been alienated. UTAG which, in virtue of the provisions of the present Treaty, shall, in respect of all their pecuniary interests, be the sole representative of repatriated persons who have emigrated, shall, on the same date, assume exclusive responsibility for the administration of such landed property and shall exercise the right to dispose of it in accordance with the provisions of the present Treaty.

Article IX.

Urban landed property left in Latvia by repatriated persons shall be surveyed in accordance with lists drawn up for that purpose. UTAG may, not later than December 31st, 1941, itself alienate such landed property.

Au cours de la période allant du 30 juin au 31 décembre 1941, les deux gouvernements arrêteront un règlement concernant la liquidation des biens non encore aliénés au 31 décembre 1941. Cette réglementation s'inspirera du principe suivant : au 31 décembre 1941, l'autorité lettone ou les organes que désignera celle-ci, prendront en charge pour en disposer librement, l'ensemble des propriétés foncières urbaines non encore aliénées, moyennant remise de reconnaissances de dette à l'UTAG ; l'évaluation de ces biens fonciers s'effectuera sur des bases d'appréciation arrêtées d'un commun accord.

Article X.

Les propriétés foncières rurales laissées en Lettonie par les rapatriés seront recensées sur la base des rôles établis à cet effet. Jusqu'au 31 janvier 1940, au moyen de ces rôles, l'autorité lettone et l'UTAG fixeront d'un commun accord la valeur des propriétés foncières laissées en Lettonie. Cette évaluation s'effectuera conformément aux directives spéciales arrêtées de concert.

Si une entente au sujet de la valeur d'un bien quelconque n'intervient pas entre l'autorité lettone et l'UTAG, c'est aux deux gouvernements qu'il appartiendra de régler la question d'un commun accord.

Lors de l'évaluation des propriétés foncières rurales, il y a lieu de déduire la valeur des charges inscrites au livre foncier si ces charges ne dépassent pas le montant de l'évaluation.

Article XI.

L'autorité lettone remettra à l'UTAG, pour un montant correspondant à la valeur globale des propriétés foncières rurales, des reconnaissances de dette portant la date d'émission du 31 janvier 1940.

En échange de la remise de ces reconnaissances de dette, l'UTAG placera l'ensemble des propriétés foncières à la libre disposition de l'autorité lettone ou des organes désignés par celle-ci.

Les charges inscrites au livre foncier ne seront transférées à l'autorité lettone que si leur valeur ne dépasse pas l'évaluation de la propriété foncière.

Article XII.

Les entreprises industrielles et commerciales des rapatriés seront recensées de concert par les deux gouvernements sur la base de rôles établis à cet effet. Par décision commune des deux gouvernements, seront exceptées de l'application des présentes dispositions les entreprises ainsi recensées qui présentent de l'importance pour les relations commerciales germano-lettones. Ces entreprises feront l'objet d'une réglementation spéciale arrêtée d'un commun accord entre les deux gouvernements. En ce qui concerne les autres entreprises, c'est au Gouvernement lettone qu'il appartient de statuer. Les présentes stipulations n'empêchent nullement la possibilité d'accords privés. Si le Gouvernement lettone se prononce pour la liquidation, celle-ci s'effectuera soit par le propriétaire, soit par l'UTAG, conformément aux dispositions générales de la législation lettone.

Article XIII.

Les propriétés foncières des paroisses, des sociétés et associations sans but lucratif, ainsi que d'autres organisations analogues, seront liquidées conformément à la loi lettone.

Les stipulations du présent traité visant les biens meubles des personnes physiques s'appliquent, par analogie, aux biens meubles de ces organisations.

Les objets présentant une valeur culturelle, dont l'exportation n'est pas autorisée, seront transférés, en toute propriété et sans indemnité, à l'Etat lettone.

Article XIV.

Est considéré comme le domicile d'un rapatrié, en matière de droit privé et de procédure judiciaire, le dernier domicile de l'intéressé en Lettonie et, dans les cas douteux, la capitale, Riga.

During the period June 30th-December 31st, 1941, the two Governments shall draw up regulations concerning the liquidation of landed property that has not been alienated prior to December 31st, 1941. These regulations shall be based on the following principle, namely: on December 31st, 1941, the Latvian authority, or the organs appointed by that authority, shall, subject to the delivery of acknowledgments of debt to UTAG, take over, for the purpose of disposing freely thereof, all urban landed property not previously alienated. The valuation of such landed property shall be effected in accordance with principles of valuation determined by agreement.

Article X.

Rural landed property left in Latvia by repatriated persons shall be surveyed in accordance with lists drawn up for that purpose. On the basis of these lists, the Latvian authority and UTAG shall, not later than January 31st, 1940, determine by agreement the value of the landed property left in Latvia. This valuation shall be effected in accordance with special principles determined in agreement.

Should agreement concerning the value of any property not be reached between the Latvian authority and UTAG, the question shall be settled by agreement between the two Governments.

When rural landed property is valued, charges registered in the land register shall be deducted, provided that the amount of such charges does not exceed the amount of the valuation.

Article XI.

The Latvian authority shall transmit to UTAG acknowledgments of debt bearing the date of issue of January 31st, 1940, to an amount equivalent to the aggregate value of the rural landed property.

In return for the delivery of these acknowledgments of debt, UTAG shall place the whole of the landed property at the free disposal of the Latvian authority or of the organs appointed by that authority.

Charges entered in the land register shall be transferred to the Latvian authority only if the amount thereof does not exceed the amount of the valuation of the landed property in question.

Article XII.

Industrial and commercial undertakings of repatriated persons shall be surveyed by agreement between the two Governments in accordance with lists drawn up for that purpose. Undertakings thus surveyed which are of importance to German-Latvian commercial relations shall, by a joint decision of the two Governments, be exempted from the application of the present provisions. Such enterprises shall be the subject of special regulations drawn up by agreement between the two Governments. In regard to other undertakings, the decision shall be taken by the Latvian Government. The present provisions shall in no way prevent the conclusion of private agreements. If the Latvian Government decides in favour of liquidation, this shall be effected either by the owner or by UTAG in accordance with the general provisions of Latvian law.

Article XIII.

Landed property belonging to parishes or to non-profit-making societies and associations or other similar organisations shall be liquidated in accordance with Latvian law.

The provisions of the present Treaty relating to the movable property of physical persons shall, by analogy, apply to the movable property of such organisations.

Objects of cultural value, the exportation of which is not authorised, shall be transferred, in full ownership and without compensation, to the Latvian State.

Article XIV.

The place of domicile of a repatriated person shall, for the purposes of private law and of judicial procedure, be deemed to be such person's last place of domicile in Latvia, and, in doubtful cases, the capital, Riga.

Article XV.

L'UTAG assume la responsabilité globale de toutes les créances non encore remboursées que possèdent l'Etat letton, les administrations autonomes et toutes autres personnes morales et physiques sur tout rapatrié, sauf en cas d'insolvabilité, et elle en assure le paiement au moyen des biens qu'elle administre et de la contre-valeur qu'elle en retire en les réalisant.

En première ligne, doivent être remboursées les créances nées en Lettonie.

Pour les créances d'ordre fiscal de l'Etat et des administrations autonomes, le débiteur a le droit de former recours. Toutes les autres créances seront soumises à l'examen d'une Commission paritaire germano-lettonne qui, après avoir déterminé si elles sont ou non fondées, les admettra ou les rejettera.

Les créances qui sont remboursables par acomptes et qui ne seraient pas encore éteintes lors de la liquidation de l'UTAG devront être remboursées ou garanties dans un délai maximum de dix ans.

Article XVI.

Le 31 mai 1940, au plus tard, l'UTAG transmettra à l'autorité lettonne des relevés de tous les créances et droits contractuels des rapatriés, non encore réglés avant le départ. Les dispositions d'ordre pécuniaire du présent traité ne s'appliquent pas aux créances et droits contractuels qui n'auront pas fait l'objet d'une communication en temps voulu.

Article XVII.

Tous les montants en espèces et tous les actifs réunis en vertu des dispositions du présent traité seront versés ou virés à un compte ouvert à cet effet auprès de la Latvijas Banka. Dès qu'elle aura été créée, l'UTAG prendra ce compte en charge. Des paiements par prélèvement sur ce compte ne pourront être effectués qu'en Lettonie, et ces paiements ne seront autorisés que s'ils sont indispensables pour la mise à exécution de l'opération de rapatriement. Il y aura lieu d'obtenir les autorisations qui pourront être nécessaires à cette fin.

Les titres devront également être transférés au dépôt de l'UTAG auprès de la Latvijas Banka ; ils peuvent, dans toute la mesure possible, être convertis en espèces.

Sur la demande de l'UTAG, la Latvijas Banka établira et lui remettra des reconnaissances de dette portant comme date d'émission le premier jour du trimestre suivant la demande, pour un montant équivalant aux sommes inscrites au compte de l'UTAG, et dont celle-ci n'a pas besoin pour poursuivre son activité.

La Caisse de compensation allemande et la Latvijas Banka arrêteront d'un commun accord les dispositions de détail nécessaires pour l'exécution technique du transfert.

Article XVIII.

Le transfert des fonds accumulés au compte spécial auprès de la Latvijas Banka s'effectuera, en principe, par la voie d'exportations supplémentaires de marchandises lettones à destination de l'Allemagne.

Le Gouvernement du Reich allemand se déclare disposé en principe à discuter d'autres possibilités de transfert que lui proposerait le Gouvernement letton et à présenter lui-même des propositions.

Jusqu'au règlement définitif de la question du transfert, il sera fait application de l'accord de transfert provisoire.

Article XIX.

Le Gouvernement letton n'est pas responsable des pertes que peuvent subir les rapatriés du fait du rapatriement du groupe ethnique allemand.

Article XV.

UTAG shall assume responsibility for the aggregate amount of all hitherto unsettled claims of the Latvian State, autonomous administrations and all other juristic and physical persons against any repatriated person, except when such person is insolvent, and shall ensure the settlement thereof by means of the property it administers and the proceeds it derives from the sale thereof.

Creditors born in Latvia shall have a first claim to payment.

In regard to fiscal claims of the State and of autonomous administrations, the debtor shall be entitled to lodge an appeal. All other claims shall be submitted for the examination of a joint German-Latvian Committee which, after deciding whether such claims are well founded or not, shall allow or reject them.

Any claims which are payable by instalments and which have not been completely settled at the time of the liquidation of UTAG shall be paid within a period of not more than ten years or guarantees for their payment within that period shall be furnished.

Article XVI.

Not later than May 31st, 1940, UTAG shall transmit to the Latvian authority statements of all claims and contractual rights of repatriated persons which were not settled prior to their departure. The provisions of the present Treaty which relate to pecuniary questions shall not apply to any claims and contractual rights which were not specified in a communication made within the prescribed period.

Article XVII.

All amounts in cash and all assets collected in virtue of the provisions of the present Treaty shall be paid in or transferred to an account opened for that purpose in the Latvijas Banka. As soon as UTAG has been constituted, it shall take over this account. Payments effected from this account shall be made only in Latvia and such payments shall be authorised only if they are essential to the carrying-out of the repatriation operations. Any authorisations necessary for this purpose must be duly obtained.

Securities also shall be deposited in the name of UTAG in the Latvijas Banka ; they may, as far as possible, be converted into cash.

On application being made by UTAG, the Latvijas Banka shall draw up and transmit to it acknowledgments of debt which shall bear as date of issue the date of the first day of the quarter following the application and which shall be for an amount equivalent to the sums credited to the account of UTAG and not required by the latter for the purpose of pursuing its activities.

The German Clearing Fund and the Latvijas Banka shall by agreement settle the technical details of the arrangements necessary for effecting the transfer.

Article XVIII.

The transfer of funds accumulated in the special account in the Latvijas Banka shall, in principle, be effected by means of supplementary exports of Latvian goods to Germany.

The Government of the German Reich declares that, in principle, it is prepared to discuss any other possible means of transfer which the Latvian Government may propose to it and to present proposals itself.

Until the question of the transfer has been finally settled, the provisions of the temporary transfer agreement shall be applied.

Article XIX.

The Latvian Government shall not be held responsible for any losses that repatriated persons may suffer as a consequence of the repatriation of the group ethnically German.

Article XX.

Les dispositions du présent traité s'appliquent également par analogie aux ressortissants du Reich allemand qui quitteront la Lettonie pour s'établir en Allemagne à l'occasion du rapatriement prévu par la présent traité.

Article XXI.

Sauf stipulations contraires du présent traité, il sera fait application des dispositions générales de la législation lettone.

Article XXII.

Les Gouvernements contractants se réservent de préciser les dispositions afférentes à certaines questions dans un protocole additionnel annexé au présent traité et signé en même temps que celui-ci.

Article XXIII.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Berlin.

Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

Les Parties contractantes ont convenu d'appliquer à titre provisoire les dispositions du présent traité à dater du jour de sa signature.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait en double expédition, en langue allemande et en langue lettone.

RIGA, le 30 octobre 1930.

H. APSĪTS.

U. VON KOTZE.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Ad Article I.

§ 1.

Est considéré comme ressortissant ethnique allemand quiconque établit sa nationalité :

- a) Au moyen d'une autorisation de rapatriement de la Légation allemande ou,
- b) Au moyen d'une autre pièce reconnue.

§ 2.

Si, dans des cas exceptionnels, l'autorité lettone compétente constate et établit de façon satisfaisante que l'auteur d'une demande, bien que prétendant être de nationalité ethnique allemande est, en réalité, de nationalité ethnique lettone, il sera statué définitivement sur la nationalité de l'intéressé par une décision prise d'un commun accord entre le Gouvernement lettone et la Légation d'Allemagne.

Si, dans un ménage, l'un des conjoints est de nationalité ethnique allemande, l'autorité compétente lettone ne fera pas état de la nationalité ethnique lettone de l'autre conjoint ou des parents habitant en commun avec les conjoints.

§ 3.

Sur la demande du Gouvernement lettone, la Légation d'Allemagne accordera également l'autorisation de rapatriement aux citoyens lettons de nationalité ethnique allemande qui, en raison de l'insuffisance de leur capacité juridique, ne peuvent faire connaître leur volonté ni par eux-mêmes ni par un mandataire légal ; de même, elle accordera cette autorisation, sur leur propre

Article XX.

The provisions of the present Treaty shall apply also, by analogy, to nationals of the German Reich who leave Latvia for the purpose of settling in Germany on the occasion of the repatriation provided for in the present Treaty.

Article XXI.

In the absence of any provisions to the contrary in the present Treaty, the general provisions of Latvian law shall be applied.

Article XXII.

The contracting Governments reserve the right to settle the details of the provisions concerning certain matters in an Additional Protocol which shall be annexed to the present Treaty and shall be signed at the same time as the present Treaty.

Article XXIII.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible in Berlin.

It shall come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification.

The Contracting Parties have agreed to apply the provisions of the present Treaty provisionally as from the date of the signature thereof.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done in duplicate in the German and Latvian languages.

RIGA, *October 30th*, 1939.

H. APSĪTS.

U. VON KOTZE.

ADDITIONAL PROTOCOL

Ad Article I.

§ 1.

Any person who establishes his nationality :

- (a) By means of a repatriation authorisation issued by the German Legation, or
 - (b) By means of any other recognised document,
- shall be deemed to be ethnically of German nationality.

§ 2.

If, in exceptional cases, the competent Latvian authority finds and satisfactorily establishes the fact that an applicant, although claiming to be ethnically of German nationality is, in fact, ethnically of Latvian nationality, the nationality of the person concerned shall be finally determined by means of a decision reached by agreement between the Latvian Government and the German Legation.

If, in the case of married persons, one of the parties to the marriage is ethnically of German nationality, the competent Latvian authority shall not base any claim on the fact that the other party to the marriage is or relatives living with the parties to the marriage are ethnically of Latvian nationality.

§ 3.

At the request of the Latvian Government, the German Legation shall likewise grant authorisation for the repatriation of Latvian citizens who are ethnically of German nationality but who, by reason of their lack of legal capacity, are unable to express their will either themselves or through their legal representatives ; similarly, it shall, at their own request, grant such

demande, aux détenus en état d'arrestation préventive et condamnés, aux indigents et aux infirmes, pensionnaires ou non d'institutions, si les intéressés peuvent établir de façon satisfaisante leur nationalité ethnique allemande.

Dans les cas douteux, la décision interviendra par voie d'entente entre le Gouvernement letton et la Légation d'Allemagne.

Ad Article II.

Sur la demande des intéressés, les autorités lettones compétentes dégageront de leurs obligations de service les militaires, les fonctionnaires de l'Etat, des communes et des paroisses, qui sont de nationalité ethnique allemande.

Ad Article III.

Les autorités compétentes pour accorder la libération des liens de la nationalité lettone sont les suivantes :

En Lettonie, le ministre de l'Intérieur de Lettonie ;

A l'étranger, les représentants diplomatiques et consulaires lettons.

Ad Article IV.

Sont libérées de l'obligation de quitter la Lettonie, après avoir acquis la nationalité allemande, les personnes qui sont indispensables soit pour le maintien d'entreprises industrielles et commerciales soit pour d'autres raisons et auxquelles le Gouvernement letton et la Légation d'Allemagne auront décidé, d'un commun accord, d'accorder l'autorisation de demeurer en Lettonie.

Ad Article VI.

La gestion de l'UTAG sera exclusivement confiée à des ressortissants du Reich allemand.

Le Gouvernement letton laisse entrevoir que l'UTAG, étant une société par actions créée en vue du rapatriement et, par conséquent, ne travaillant pas pour son propre compte, sera, pour elle-même, exonérée d'impôts pour autant qu'elle n'exerce pas d'activité lucrative. Des dispositions de détail à cet effet figureront dans les statuts de l'UTAG.

Ad Article VII.

§ I.

Il est interdit de prendre avec soi et d'exporter :

1° Toute somme d'argent letton supérieure à 50 lats par émigrant ayant qualité pour présenter une déclaration ;

2° Les monnaies, devises et autres moyens de paiement étrangers, ainsi que les métaux précieux ;

3° Les papiers de valeur, s'ils ne sont pas émis par des organismes allemands, étant entendu que le terme « papiers de valeur » sera interprété suivant les dispositions du droit letton ;

4° Les armes militaires de toutes sortes, leurs accessoires et leurs munitions, les télescopes et les longues-vues à prisme ;

5° Les véhicules automobiles et leurs accessoires ;

Note. L'exportation des motocyclettes usagées est autorisée. Les automobiles servant au transport des personnes ne peuvent être exportées que moyennant autorisation spéciale du Ministère des Finances ;

6° Les machines agricoles et industrielles ainsi que les machines employées par des artisans, à l'exception des machines artisanales, non montées, pouvant être emportées par les artisans ;

7° Les biens meubles ayant nettement le caractère de marchandises ;

authorisation to persons who are in prison in a state of arrest pending trial or in execution of a sentence and to indigent and sick persons, whether residing in institutions or not, if the persons concerned are able to establish satisfactorily the fact that they are ethnically of German nationality.

In doubtful cases, a decision shall be taken by agreement between the Latvian Government and the German Legation.

Ad Article II.

At the request of the persons concerned, the competent Latvian authorities shall release from their service obligations soldiers and officials of the State, communes and parishes who are ethnically of German nationality.

Ad Article III.

The following shall be the authorities competent to grant release from the ties of Latvian nationality :

In Latvia, the Latvian Minister of the Interior ;
In other countries, the Latvian diplomatic and consular representatives.

Ad Article IV.

The following persons shall be released from the obligation to leave Latvia after acquiring German nationality, namely, persons who are indispensable either for the maintenance of industrial and commercial undertakings or for other reasons and to whom the Latvian Government and the German Legation by agreement decide to grant authorisation to remain in Latvia.

Ad Article VI.

The administration of UTAG shall be entrusted exclusively to nationals of the German Reich. The Latvian Government anticipates that UTAG, being a joint-stock company constituted for the purposes of repatriation and, consequently, not working on its own behalf, will, so far as it is itself concerned, be exempted from taxation in so far as it is not engaged in profit-making activities. Detailed provisions to this effect shall be embodied in the statutes of UTAG.

Ad Article VII.

§ I.

The taking away and the exportation of the following shall be prohibited, namely :

(1) Any sum of Latvian money exceeding 50 lats per emigrant entitled to submit a declaration ;

(2) Foreign currency, foreign exchange and other foreign means of payment and precious metals ;

(3) Securities, unless issued by German organisations, it being understood that the term " securities " shall be interpreted according to the provisions of Latvian law ;

(4) Military weapons of every description, accessories thereof and munitions therefor, telescopes and prismatic field-glasses ;

(5) Motor-vehicles and accessories thereof ;

Note. The exportation of used motor-cycles shall be authorised. Motor-cars for the conveyance of passengers may be exported only with the special authorisation of the Ministry of Finance ;

(6) Agricultural and industrial machinery and machinery used by craftsmen, except such machinery for use by craftsmen as is not fitted up and may be taken away by the craftsmen themselves ;

(7) Movable goods which are definitely of the nature of merchandise ;

8° Les vaches de race et les chevaux reproducteurs, inscrits dans les Herd-Books et les Stud-Books, sauf autorisation spéciale du Ministère de l'Agriculture ;

9° Les fourrages en quantités dépassant les besoins en cours de transport ;

10° Les meubles et ustensiles ménagers en quantités dépassant celles d'un déménagement normal ;

11° Les objets en métaux précieux et en pierres précieuses que les rapatriés ne possédaient pas encore à la date du 6 octobre 1939 ;

12° Les installations d'hôpitaux et l'outillage médical, à l'exception des accessoires de trousse médicales portatives ;

13° Les appareils de radiologie et de diathermie, ainsi que l'outillage optique, acquis au cours des cinq dernières années ;

14° Les laboratoires pharmaceutiques, l'outillage et les appareils des entreprises chimico-pharmaceutiques ainsi que les médicaments, la quantité de médicaments qu'il sera nécessaire d'emporter à bord des navires lors du rapatriement étant fixée par l'administration lettone des pharmacies ;

15° Les objets ci-après ayant une valeur culturelle :

a) Les antiquités archéologiques découvertes sur le territoire de la Lettonie actuelle ;

b) Les documents appartenant ou ayant appartenu aux archives de l'Etat ou d'une commune ;

c) Les archives ayant trait à la vie économique et juridique d'une commune ou d'une paroisse, d'une ville ou d'une autre partie du territoire actuel de la Lettonie, d'une administration autonome personnelle ou d'une corporation ;

d) Les monuments et souvenirs historiques retraçant l'histoire de la vie et de la culture de la Lettonie, ayant trait à un ancien souverain ou homme d'Etat de Lettonie ou ayant appartenu à une telle personne, si lesdits monuments et souvenirs sont actuellement possédés ou détenus par une personne morale ;

e) Les cartes et plans, concernant la Lettonie, qui ont été établis jusqu'au milieu du XIX^e siècle ;

f) Les raretés bibliographiques ayant trait aux pays baltes ou imprimées en Lettonie ;

g) Les bibliothèques scientifiques appartenant à des personnes morales ;

h) Les collections de monnaies et médailles, détenues ou possédées par des personnes morales ou confiées à leur garde ;

i) La documentation et les collections réunies en Lettonie sur le folklore et l'ethnographie, si ces documents n'ont pas trait aux Allemands ;

j) Les objets d'art (tableaux, sculptures, travaux d'art graphique et objets d'art décoratif), qui ont été créés en Lettonie et concernent la Lettonie, ainsi que ceux qui ne servent pas à la vie du groupe ethnique allemand, si lesdits objets sont actuellement possédés ou détenus par des musées officiels ou des musées entretenus par des associations privées ;

k) Les collections se rapportant aux sciences physiques et naturelles, possédées ou détenues par des personnes morales et ayant trait à la région de la Baltique ;

l) Le matériel d'enseignement des écoles ;

Les livres des bibliothèques scolaires, acquis ou donnés par l'Etat letton, par des associations communales ou par le Fonds culturel ;

Les procès-verbaux de séances, les archives, les livres et les chroniques, ainsi que les bulletins des élèves des écoles allemandes entretenues par l'Etat ou par des associations communales, pour autant que les élèves ne sont pas rapatriés en Allemagne. Toutes ces dispositions seront appliquées conformément aux accords intervenus entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement letton.

- (8) Pedigree cows and stud horses registered in herd-books and stud-books, except with the special authorisation of the Ministry of Agriculture ;
- (9) Fodder in quantities in excess of those required during transport ;
- (10) Furniture and household utensils in quantities in excess of those which would be taken in a normal removal ;
- (11) Articles of precious metals and precious stones which the repatriated persons did not possess prior to October 6th, 1939 ;
- (12) Hospital equipment and medical outfits except the accessories of portable medical outfits ;
- (13) Radiological and diathermic apparatus and optical outfits acquired during the last five years ;
- (14) Pharmaceutical laboratories, equipment and apparatus of chemical and pharmaceutical undertakings and also medicaments, the quantities of medicaments it will be necessary to carry on board vessels at the time of the repatriation being determined by the Latvian pharmacies administration ;
- (15) The following articles of cultural value :
- (a) Archæological antiquities discovered in the territory at present belonging to Latvia ;
- (b) Documents which belong or have belonged to the archives of the State or of a commune ;
- (c) Archives relating to the economic and juridical life of a commune, parish, town or other part of the territory at present belonging to Latvia or of an autonomous personal administration or corporation ;
- (d) Historical monuments and relics concerning history of the life and culture of Latvia, which relate to a former Latvian sovereign or statesman or have belonged to such a person, if the said monuments and relics are at present the property or are in the possession of a juristic person ;
- (e) Maps and plans relating to Latvia which were produced before the middle of the nineteenth century ;
- (f) Bibliographical rarities relating to the Baltic countries or printed in Latvia ;
- (g) Scientific libraries belonging to juristic persons ;
- (h) Collections of coins and medals which are the property or are in the possession of juristic persons or are entrusted to them for safe-keeping ;
- (i) Documents and collections constituted in Latvia concerning folklore and ethnography, if such documents do not relate to the Germans ;
- (j) Artistic objects (pictures, sculptures, works of graphic arts and objects of decorative art) which were produced in Latvia and which relate to Latvia and also those which do not play a part in the life of the group ethnically German, if such objects are at present the property or are in the possession of official museums or museums maintained by private associations ;
- (k) Collections relating to physical and natural sciences which are the property or are in the possession of juristic persons and are concerned with the Baltic region ;
- (l) Teaching equipment of schools ;
- Books belonging to school libraries, purchased or presented by the Latvian State, communal associations or the Cultural Fund,
- Minutes of meetings, archives, books and records and also the reports on pupils of German schools maintained by the State or by communal associations, in so far as the pupils are not repatriated to Germany. All these provisions shall be applied in accordance with agreements made between the German Government and the Latvian Government.

Remarque 1. Il est toutefois permis d'exporter :

- a) Les archives familiales ne présentant pas d'importance spéciale pour l'histoire de la Lettonie ;
 - b) L'équipement et les archives des anciennes associations allemandes d'étudiants et d'anciens étudiants ;
 - c) Les archives des associations sans but lucratif, qui retracent la vie intérieure de ces associations ;
 - d) Les tableaux et portraits de famille, ainsi que les documents héraldiques privés ;
 - e) Avec l'autorisation de l'Administration des monuments historiques : les objets de valeur d'ordre culturel tels que, par exemple, les exemplaires en double de livres scientifiques, de cartes et plans ;
 - f) Les registres paroissiaux et communaux d'églises et de communes allemandes, ainsi que les copies, photocopies ou expéditions des registres de communes mixtes ;
- En ce qui concerne les inscriptions dans les registres paroissiaux et communaux, des photocopies ou des copies à la main seront mises, par chaque partie, à la disposition de l'autre ;
- En ce qui concerne les inscriptions portées dans les registres paroissiaux de communes allemandes de 1834 à 1921, dont il n'existe pas de copie, il sera établi gratuitement, du côté allemand, des photocopies ou des copies à la main, avant l'exportation de ces registres, si ceux-ci ne restent pas en Lettonie ;
- g) Les objets du culte d'églises et de communautés allemandes ;
 - h) Les ornements d'autel et autres, d'églises et de communautés allemandes.

Remarque 2. Les objets et collections inventoriés par l'Administration des monuments historiques, dont l'exportation est autorisée en vertu de la réglementation ci-dessus, ne peuvent être exportés qu'après avoir été rayés de la liste des monuments et souvenirs placés sous la protection de l'Etat.

Remarque 3. Des copies des objets dont l'exportation est interdite pourront être établies et exportées.

Remarque 4. L'exécution des règles prévues au chiffre 15 et, notamment, le partage des archives (lit. b)), des bibliothèques (lit. g)), des collections de monnaies et médailles (lit. h)) et des objets d'art (lit. j)) est confiée à une commission paritaire.

§ 2.

Le délai d'exportation fixé au 15 mars 1940 sera prolongé d'une durée égale à celle pendant laquelle les transports maritimes seront entravés par les glaces.

Ad Article XI.

Dans les cas où des obstacles particuliers de caractère juridique s'opposent à la liquidation immédiate d'une propriété foncière rurale, les deux gouvernements fixeront par un accord spécial la date de la liquidation.

Les charges inscrites dans le livre foncier qui ne seront pas transférées à l'autorité lettone seront annulées.

Ad Article XIII.

Pour les organisations du caractère mentionné à l'article XIII, dont le passif dépasse la valeur globale des biens immobiliers et mobiliers, les biens meubles seront également appelés à servir de garantie.

L'Etat lettone n'est responsable des dettes afférentes à des biens dont la propriété lui a été transférée que jusqu'à concurrence de la valeur réelle pour laquelle le bien a été repris.

Ad Article XVII.

Les reconnaissances de dette qui seront remises à l'UTAG sont des obligations de la Latvijas Banka ; elles ne portent pas intérêt et sont libellées en lats et en reichsmarks, au cours d'au moins

Note 1. The exportation of the following shall, nevertheless, be permitted, namely :

(a) Family records not presenting any special importance in regard to the history of Latvia ;

(b) Equipment and records of former German students' associations and of former students ;

(c) Archives of non-profit-making associations which record the internal life of such associations ;

(d) Family pictures and portraits and also private heraldic documents ;

(e) With the authorisation of the Historical Monuments Administration, objects of cultural value such as, for instance, duplicate copies of scientific books, maps and plans ;

(f) Parish registers and communal registers of German churches and communes and also copies, photo-copies and duplicates of the registers of mixed communes ;

In the matter of entries in parish and communal registers, photo-copies or hand-made copies shall be placed by each Party at the disposal of the other ;

In the matter of entries recorded in the parish registers of German communes between 1834 and 1921, of which no copies exist, photo-copies or hand-made copies shall, if such registers do not remain in Latvia, be produced free of charge by the German authorities before the registers are exported ;

(g) Articles used in the services in German churches and communities ;

(h) Altar and other ornaments of German churches and communities.

Note 2. Objects and collections included in the inventories of the Historical Monuments Administration, the exportation of which is authorised in virtue of the foregoing regulations, may not be exported until the entries concerning them have been removed from the list of monuments and relics placed under the protection of the State.

Note 3. Copies of objects the exportation of which is prohibited may be made and exported.

Note 4. The execution of the rules embodied under (15) above, and in particular the apportionment of archives (sub-paragraph (b)), libraries (sub-paragraph (g)), collections of coins and medals (sub-paragraph (h)) and artistic objects (sub-paragraph (j)), shall be entrusted to a joint committee.

§ 2.

The period of time allowed for exportation, expiring on March 15th, 1940, shall be prolonged to an extent equal to the period during which maritime transport is prevented by ice.

Ad Article XI.

Should special obstacles of a legal nature prevent the immediate liquidation of any rural landed property, the two Governments shall, by a special agreement, determine the date of liquidation.

Charges entered in the land register which are not transferred to the Latvian authority shall be cancelled.

Ad Article XIII.

In the case of organisations of the character mentioned in Article XIII the liabilities of which exceed the aggregate value of the immovable and movable property, the movable property also shall be included for the purpose of serving as a guarantee.

The Latvian State shall be responsible for the debts attaching to property the ownership of which has been transferred to it only up to the amount of the real value at which the property has been taken over.

Ad Article XVII.

The acknowledgments of debt which are to be transmitted to UTAG shall be bonds of the Latvijas Banka ; they shall bear no interest and shall be drawn up in lats and in Reichsmarks

48,80 reichsmarks pour 100 lats. Il est également prévu dans les obligations qu'au cas où la relation de change entre les deux monnaies se modifierait, le Gouvernement allemand et le Gouvernement letton fixeront, d'un commun accord, un autre cours afin de tenir compte du fait que les sommes inscrites sur les obligations représentent des biens réels de valeur constante.

Pour le reste, la Latvijas Banka s'entendra avec l'UTAG au sujet de la forme des obligations en question.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux reconnaissances de dette mentionnées aux articles IX et XI.

Ad Article XX.

Les dispositions de cet article s'appliquent également aux cas d'émigration avant la signature du présent traité.

Ad Article XXI.

Les baux, fermages, ainsi que tous les contrats de service de caractère privé prendront fin le jour de l'émigration, sauf accord contraire entre les parties.

RIGA, le 30 octobre 1939.

H. APSĪTS.

U. VON KOTZE.

at the rate of at least 48.80 Reichsmarks for 100 lats. It shall further be provided in the bonds that, in the event of a variation in the exchange-rate between the two currencies, the German Government and the Latvian Government shall, by agreement, fix another rate, so as to take account of the fact that the sums entered on the bonds represent real property of constant value.

For the rest, the Latvijas Banka shall agree with UTAG regarding the form of the bonds in question.

The same provisions shall apply to the acknowledgments of debt mentioned in Articles IX and XI.

Ad Article XX.

The provisions of this Article shall apply also to cases of emigration prior to the signature of the present Treaty.

Ad Article XXI.

Leases, rents and all contracts for service of a private character shall terminate on the day of the emigration, unless the parties thereto agree otherwise.

RIGA, *October 30th*, 1939.

H. APSĪRS.

U. VON KOTZE.

N° 4694.

**ALBANIE, RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BRÉSIL, CHILI, CHINE, etc.**

**Acte international concernant la coopération
intellectuelle. Signé à Paris, le 3 décembre
1938.**

Textes officiels français et anglais communiqués par le délégué permanent de la Roumanie près la Société des Nations, par le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Egypte, et par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement a eu lieu le 5 mars 1940.

**ALBANIA, ARGENTINE REPUBLIC,
BRAZIL, CHILE, CHINA, etc.**

**International Act concerning Intellectual
Co-operation. Signed at Paris, December
3rd, 1938.**

French and English official texts communicated by the Permanent Delegate of Roumania to the League of Nations, by the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt, and by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration took place March 5th, 1940.

N^o 4694. — ACTE ¹ INTERNATIONAL CONCERNANT LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE. SIGNÉ A PARIS, LE 3 DÉCEMBRE 1938.

LES GOUVERNEMENTS D'ALBANIE, DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, DE BELGIQUE, DU BRÉSIL, DU CHILI, DE CHINE, DE COLOMBIE, DE COSTA-RICA, DE CUBA, DU DANEMARK, DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, D'ÉGYPTÉ, D'ÉQUATEUR, D'ESPAGNE, D'ESTONIE, DE FINLANDE, DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DE GRÈCE, DE GUATÉMALA, D'HAÏTI, DE L'IRAK, DE L'IRAN, D'IRLANDE, DE LETTONIE, DE LITHUANIE, DE LUXEMBOURG, DU MEXIQUE, DE MONACO, DE NORVÈGE, DU PANAMA, DU PARAGUAY, DES PAYS-BAS, DU PÉROU, DE POLOGNE, DU PORTUGAL, DE ROUMANIE, DU SIAM, DE SUÈDE, DE SUISSE, DE TCHÉCO-SLOVAQUIE, DE TURQUIE, DE L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, D'URUGUAY, DU VENEZUELA et DE YOUGOSLAVIE,

Conscients de la mission qui leur incombe de sauvegarder le patrimoine spirituel de l'humanité et de favoriser le développement des sciences, des arts et des lettres ;

Considérant que ce développement dépend dans une large mesure de la coopération intellectuelle ;

Ayant constaté la valeur des efforts accomplis à cet effet par l'Organisation internationale de Coopération intellectuelle et les divers organes qui la constituent ;

Persuadés qu'il importe, dans l'intérêt de la paix, de favoriser les relations spirituelles des peuples grâce à l'action d'un organisme intellectuel présentant un triple caractère d'universalité, de permanence et d'indépendance ;

Reconnaissant que l'Organisation internationale de Coopération intellectuelle constitue, pour les Hautes Parties contractantes, une libre association, dénuée de tout caractère politique et ayant pour seul but de faire progresser la Coopération intellectuelle ;

Considérant que les Commissions nationales de Coopération intellectuelle forment l'une des bases essentielles de l'Organisation internationale de Coopération intellectuelle et qu'il importe d'en accroître le nombre et les moyens d'action ;

Considérant les services rendus par l'Institut international de Coopération intellectuelle ;

Désireux d'assurer de nouveaux développements à l'initiative prise par le Gouvernement de la République française, qui s'est réalisée dans l'Accord^a du 8 décembre 1924, conclu avec la Société des Nations ;

Résolus à accroître les moyens financiers dont dispose déjà l'Institut par les contributions du Gouvernement de la République française et d'autres gouvernements ;

Ont désigné leurs plénipotentiaires à cet effet :

ALBANIE.

Délégué :

M. Mehmed ABID, chargé d'Affaires d'Albanie à Paris.

¹ Ratifications déposées à Paris :

NORVÈGE	9 juin 1939.
SUISSE	22 juillet 1939.
ROUMANIE	3 août 1939.
PORTUGAL	10 août 1939.
FRANCE	17 août 1939.
LETTONIE	17 octobre 1939.
POLOGNE	4 novembre 1939.
PAYS-BAS	31 janvier 1940.
ÉGYPTÉ	5 décembre 1939 (Date du Procès-Verbal : 28 février 1940).

^a Voir *Journal officiel* de la Société des Nations, N^o 2, février 1925, pages 157 et 285 à 289.

No. 4694. — INTERNATIONAL ACT¹ CONCERNING INTELLECTUAL CO-OPERATION. SIGNED AT PARIS, DECEMBER 3RD, 1938.

THE GOVERNMENTS OF ALBANIA, THE ARGENTINE REPUBLIC, BELGIUM, BRAZIL, CHILE, CHINA, COLOMBIA, COSTA-RICA, CUBA, DENMARK, THE DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, ECUADOR, SPAIN, ESTONIA, FINLAND, THE FRENCH REPUBLIC, GREECE, GUATEMALA, HAITI, IRAQ, IRAN, IRELAND, LATVIA, LITHUANIA, LUXEMBURG, MEXICO, MONACO, NORWAY, PANAMA, PARAGUAY, NETHERLANDS, PERU, POLAND, PORTUGAL, RUMANIA, SIAM, SWEDEN, SWITZERLAND, CZECHO-SLOVAKIA, TURKEY, THE UNION OF SOUTH AFRICA, URUGUAY, VENEZUELA and YUGOSLAVIA,

Conscious of the mission incumbent upon them of preserving the cultural heritage of mankind and of promoting the development of science, arts and letters ;

Mindful that this development depends in a large measure upon intellectual co-operation ;

Having noted the importance of the efforts made to this end by the International Intellectual Co-operation Organisation and its various constituent bodies ;

Believing that the cause of peace would be served by the promotion of cultural relations between peoples through the action of an intellectual organisation possessing the threefold character of universality, permanence and independence ;

Recognising that the Intellectual Co-operation Organisation constitutes for the High Contracting Parties a free association, devoid of any political character and with no purpose except the furtherance of intellectual co-operation ;

Considering that the National Committees on Intellectual Co-operation form one of the essential bases of the International Intellectual Co-operation Organisation and that their number, and means of action, ought to be increased ;

Taking into consideration the services rendered by the International Institute of Intellectual Co-operation ;

Being desirous of giving increased effect to the initiative of the Government of the French Republic realised in the Agreement² concluded with the League of Nations on December 8th, 1924 ;

Being resolved to increase the financial means already at the disposal of the Institute, through the contributions of the Government of the French Republic and of other Governments ;

Have accordingly appointed as their Plenipotentiaries :

ALBANIA.

Delegate :

M. Mehmed ABID, Albanian Chargé d'Affaires, Paris.

¹ *Ratifications deposited in Paris :*

NORWAY	June 9th, 1939.
SWITZERLAND	July 22nd, 1939.
ROUMANIA	August 3rd, 1939.
PORTUGAL	August 10th, 1939.
FRANCE	August 17th, 1939.
LATVIA	October 17th, 1939.
POLAND	November 4th, 1939.
THE NETHERLANDS	January 31st, 1940.
EGYPT	December 5th, 1939 (date of Procès-Verbal : February 28th, 1940).

² See *Official Journal* of the League of Nations, N° 2, February 1925, pages 157 and 285 to 289.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE.

Délégué :

M. Carlos A. PARDO, secrétaire général de la Délégation permanente de la République Argentine près la Société des Nations.

BELGIQUE.

Délégués :

M. HAESAERT, recteur de l'Université de Gand ;
M. LAVERS, directeur au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

BRÉSIL.

Délégués :

M. Eliseu DE MONTARROYOS, délégué du Brésil auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle, conseiller spécial auprès de l'Ambassade des Etats-Unis du Brésil à Paris ;

M. Joao PINTO DA SILVA, conseiller commercial de l'Ambassade des États-Unis du Brésil à Paris.

CHILI.

Délégués :

M. Moisés VARGAS, chargé d'Affaires du Chili à Paris ;
M. Miguel Luis ROCUANT, ancien ministre plénipotentiaire.

CHINE.

Délégués :

M. LI YU YING, président de l'Académie nationale de Peiping ;
M. SIAOYU, expert de la Délégation chinoise.

COLOMBIE.

Délégués :

M. Gregorio OBREGON, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Colombie à Paris;

M. Jaime JARAMILLO ARANGO, ministre plénipotentiaire.

COSTA-RICA.

Délégué :

M. Luis DOBLES SEGREDA, chargé d'Affaires de Costa-Rica à Paris.

CUBA.

Délégués :

M. le Dr Mariano BRULL Y CABALLERO, chargé d'Affaires p. i. de Cuba en Belgique ;
M^{lle} Flora DIAZ PARRADO, premier secrétaire de la Légation de Cuba à Paris.

DANEMARK.

Délégué :

M. WAMBERG, conseiller de la Légation du Danemark à Paris.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

Délégué :

M. Maurice de HANOT D'HARTOY, ministre plénipotentiaire, délégué de la République Dominicaine auprès de la Société des Nations.

ARGENTINE REPUBLIC.

Delegate :

M. Carlos A. PARDO, Secretary-General of the Permanent Delegation of the Argentine Republic accredited to the League of Nations.

BELGIUM.

Delegates :

H. HAESAERT, Rector of the University of Ghent ;
M. LAVERS, Director at the Ministry of Foreign Affairs and External Commerce.

BRAZIL.

Delegates :

M. Eliseu DE MONTARROYOS, Brazilian Delegate accredited to the International Institute of Intellectual Co-operation, Special Counsellor at the Embassy of the United States of Brazil, Paris ;
M. Joao PINTO DA SILVA, Commercial Counsellor at the Embassy of the United States of Brazil, Paris.

CHILE.

Delegates :

M. Moisés VARGAS, Chilean Chargé d'Affaires in Paris ;
M. Miguel Luis ROCUANT, former Minister Plenipotentiary.

CHINA.

Delegates :

M. LI YU YING, President of the National Academy, Peiping ;
M. SIAOYU, Expert of the Chinese Delegation.

COLOMBIA.

Delegates :

M. Gregorio OBREGON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Colombia, Paris.
M. Jaime JARAMILLO ARANGO, Minister Plenipotentiary.

COSTA-RICA.

Delegate :

M. Luis DOBLES SEGREDA, Chargé d'Affaires of Costa-Rica, Paris.

CUBA.

Delegates :

Dr. Mariano BRULL Y CABALLERO, Cuban Acting Chargé d'Affaires, Belgium.
Mlle Flora DIAZ PARRADO, First Secretary of the Cuban Legation, Paris.

DENMARK.

Delegate :

M. WAMBERG, Counsellor at the Danish Legation, Paris.

DOMINICAN REPUBLIC.

Delegate :

M. Maurice de HANOT d'HARTOY, Minister Plenipotentiary, Delegate of the Dominican Republic accredited to the League of Nations.

ÉGYPTE.

Délégué :

Mahmoud FAKHRY Pacha, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Égypte à Paris, délégué de l'Égypte auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

ÉQUATEUR.

Délégué :

M. Arturo BORRERO, premier secrétaire, chargé d'Affaires p.i. de l'Équateur à Paris.

ESPAGNE.

Délégués :

M. J. BERGAMIN, agrégé culturel à l'Ambassade d'Espagne à Paris ;
M. Luis ALVAREZ SANTULLANO, premier secrétaire à l'Ambassade d'Espagne à Paris.

ESTONIE.

Délégué :

M. Otto STRANDMANN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Estonie à Paris.

FINLANDE.

Délégué :

M. H. HOLMA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Finlande à Paris.

FRANCE.

Délégués :

M. Edouard HERRIOT, président de la Chambre des Députés, président du Conseil d'Administration de l'Institut international de Coopération intellectuelle ;
M. Emile BOREL, ancien ministre ;
M. BASDEVANT, jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères ;
M. DE PANAFIEU, secrétaire d'Ambassade.

GRÈCE.

Délégué :

M. Nicolas POLITIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Grèce à Paris.

GUATÉMALA.

Délégué :

M. José Gregorio DIAZ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Guatemala à Paris.

HAÏTI.

Délégué :

M. Abel Nicolas LÉGER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Haïti à Paris.

IRAK.

Délégué :

M. ATTA AMIN, chargé d'Affaires de l'Irak à Paris.

IRAN.

Délégués :

M. Anouchivarau SEPAHBODI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Iran à Paris ;
M. VAKIL, secrétaire de la Légation d'Iran à Paris.

EGYPT.

Delegate :

Mahmoud FAKHRY Pacha, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Egypt, Paris ; Delegate accredited to the International Institute of Intellectual Co-operation.

ECUADOR.

Delegate :

M. Arturo BARRERO, First Secretary, Acting Chargé d'Affaires of Ecuador, Paris.

SPAIN.

Delegates :

M. J. BERGAMIN, in charge of cultural questions at the Spanish Embassy, Paris ;
M. Luis ALVAREZ SANTULLANO, First Secretary at the Spanish Embassy, Paris.

ESTONIA.

Delegate :

M. Otto STRANDMANN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Estonia, Paris.

FINLAND.

Delegate :

M. H. HOLMA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Finland, Paris.

FRANCE.

Delegates :

M. Edouard HERRIOT, President of the Chamber of Deputies, Chairman of the Governing Body of the International Institute of Intellectual Co-operation ;
M. Emile BOREL, former Minister ;
M. BASDEVANT, Jurisconsult at the Ministry of Foreign Affairs ;
M. DE PANAFIEU, Secretary of Embassy.

GREECE.

Delegate :

M. Nicolas POLITIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Greece, Paris.

GUATEMALA.

Delegate :

M. José Gregorio DIAZ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Guatemala, Paris.

HAITI.

Delegate :

M. Abel Nicolas LÉGER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Haiti, Paris.

IRAQ.

Delegate :

M. ATTA AMIN, Chargé d'Affaires of Iraq, Paris.

IRAN.

Delegates :

M. Anouchivarau SEPAHBODI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Iran, Paris ;
M. VARIL, Secretary at the Iranian Legation, Paris.

IRLANDE.

Délégué :

M. C. C. CREMIN, chargé d'Affaires d'Irlande à Paris.

LETTONIE.

Délégué :

M. Olgerd GROSVOLD, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Lettonie à Paris.

LITHUANIE.

Délégué :

M. Ladas NATKEVICIUS, chargé d'Affaires de Lithuanie à Paris.

LUXEMBOURG.

Délégué :

M. Nicolas BRAUNSHAUSEN, ancien ministre de l'Intérieur, du Commerce et de l'Industrie, président de la Commission nationale luxembourgeoise de Coopération intellectuelle.

MEXIQUE.

Délégué :

M. Bernardo REYES, premier secrétaire de la Légation du Mexique à Paris.

MONACO.

Délégué :

M. le comte Henri DE MALEVILLE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Monaco à Paris.

NORVÈGE.

Délégué :

M. H. C. BERG, conseiller de la Légation de Norvège à Paris.

PANAMA.

Délégué :

M. Arnulfo ARIAS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Panama à Paris.

PARAGUAY.

Délégué :

M. le D^r Ramon CABALLERO DE BEDOYA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Paraguay à Paris.

PAYS-BAS.

Délégués :

M. le Jonkheer J. LOUDON, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Paris, délégué des Pays-Bas auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle ;

M. le Professeur J. P. A. FRANÇOIS, directeur au Ministère des Affaires étrangères.

PÉROU.

Délégué :

M. Francisco GARCIA CALDERON, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Pérou à Paris, délégué du Pérou auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle, membre de la Commission internationale de Coopération intellectuelle.

IRELAND.

Delegate :

Mr. C. C. CREMIN, Irish Chargé d'Affaires, Paris.

LATVIA.

Delegate :

M. Olgerd GROSVOLD, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia, Paris.

LITHUANIA.

Delegate :

M. Ladas NATKEVICIUS, Lithuanian Chargé d'Affaires, Paris.

LUXEMBURG.

Delegate :

M. Nicolas BRAUNSHAUSEN, former Minister of the Interior, Commerce and Industry ; Chairman of the Luxemburg National Committee on Intellectual Co-operation.

MEXICO.

Delegate :

M. Bernardo REYES, First Secretary at the Mexican Legation, Paris.

MONACO.

Delegate :

M. le Comte Henri DE MALEVILLE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Monaco, Paris.

NORWAY.

Delegate :

M. H. C. BERG, Counsellor at the Norwegian Legation, Paris.

PANAMA.

Delegate :

M. Arnulfo ARIAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Panama, Paris.

PARAGUAY.

Delegate :

Dr. Ramon CABALLERO DE BEDOYA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Paraguay, Paris.

NETHERLANDS.

Delegates :

Jonkheer J. LOUDON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Netherlands, Paris ; Netherlands Delegate accredited to the International Institute of Intellectual Co-operation ;

Professor J. P. A. FRANÇOIS, Director at the Ministry of Foreign Affairs.

PERU.

Delegate :

M. Francisco GARCIA CALDERON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Peru, Paris ; Peruvian Delegate accredited to the International Institute of Intellectual Co-operation ; Member of the International Committee on Intellectual Co-operation.

POLOGNE.

Délégués :

- M. Félix FRANKOWSKI, conseiller de l'Ambassade de Pologne à Paris ;
M. François PULASKI, ministre plénipotentiaire, délégué de la Pologne auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle, directeur de la Bibliothèque polonaise à Paris ;
M. Joseph MARLEWSKI, chef de Section au Département politique du Ministère polonais des Affaires étrangères ;
M. Zygmunt L. ZALESKI, professeur à l'Université Josef Pilsudski de Varsovie, délégué en France du Ministre de l'Instruction publique de Pologne.

PORTUGAL.

Déléguée :

- M^{me} Virginia DE CASTRO E ALMEIDA, femme de lettres, déléguée du Portugal auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

ROUMANIE.

Délégué :

- M. Georges OPRESCU, professeur à l'Université de Bucarest, correspondant de l'Académie roumaine.

SIAM.

Délégué :

- M. Phra BAHIDDA NUKARA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Siam à Paris.

SUÈDE.

Délégués :

- M. H. DE RIBBING, conseiller de la Légation de Suède à Paris.
M. G. K. KJELLBERG, secrétaire de la Légation de Suède à Paris.

SUISSE.

Délégués :

- M. Camille GORGÉ, conseiller de Légation, chef de la Section de la Société des Nations du Département politique fédéral ;
M. Auguste SIMONIUS, professeur à l'Université de Bâle, membre de la Commission suisse de Coopération intellectuelle.

TCHÉCO-SLOVAQUIE.

Délégué :

- M. František ČERNÝ, conseiller de la Légation de Tchéco-Slovaquie à Paris.

TURQUIE.

Délégué :

- M. Djelal HAZIM ARAR, ministre plénipotentiaire, conseiller de l'Ambassade de Turquie à Paris.

UNION DE L'AFRIQUE DU SUD.

Délégué :

- M. W. G. W. PARMINTER, chargé d'Affaires de l'Union de l'Afrique du Sud à Paris.

POLAND.

Delegates :

- M. Félix FRANKOWSKI, Counsellor at the Polish Embassy, Paris ;
- M. François PULASKI, Minister Plenipotentiary, Polish Delegate accredited to the International Institute of Intellectual Co-operation, Director of the Polish Library, Paris ;
- M. Joseph MARLEWSKI, Head of Section at the Political Department of the Polish Ministry of Foreign Affairs ;
- M. Zygmunt L. ZALESKI, Professor at the Josef Pilsudski University, Warsaw ; Delegate in France of the Polish Minister of Public Education.

PORTUGAL.

Delegate :

- M^{me} Virginia DE CASTRO E ALMEIDA, Writer, Portuguese Delegate accredited to the International Institute of Intellectual Co-operation.

RUMANIA.

Delegate :

- M. Georges OPRESCU, Professor at the University of Bucarest, Correspondent of the Rumanian Academy.

SIAM.

Delegate :

- M. Phra BAHIDDA NUKARA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Siam, Paris.

SWEDEN.

Delegates :

- M. H. DE RIBBING, Counsellor at the Swedish Legation, Paris ;
- M. G. K. KJELLBERG, Secretary at the Swedish Legation, Paris.

SWITZERLAND.

Delegates :

- M. Camille GORGÉ, Counsellor of Legation, Head of the League of Nations, Section at the Federal Political Department ;
- M. Auguste SIMONIUS, Professor at the University of Bâle, Member of the Swiss Committee on Intellectual Co-operation.

CZECHO-SLOVAKIA.

Delegate :

- M. František ČERNÝ, Counsellor at the Czecho-Slovak Legation, Paris.

TURKEY.

Delegates :

- M. Djelal HAZIM ARAR, Minister Plenipotentiary, Counsellor at the Turkish Embassy, Paris.

UNION OF SOUTH AFRICA.

Delegate :

- Mr. W. G. W. PARMINTER, Chargé d'Affaires of the Union of South Africa, Paris.

URUGUAY.

Délégué :

M. Hugo BARBAGELATA, délégué de l'Uruguay auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

VENEZUELA.

Délégué :

M. C. PARRA-PEREZ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Venezuela à Berne.

YOUgoslavIE.

Délégué :

M. DE VOÏNOVITCH, sénateur, ancien ministre, délégué de la Yougoslavie auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes constatent que l'œuvre de la Coopération intellectuelle est indépendante de la politique et fondée tout entière sur le principe de l'universalité.

Article 2.

Une Commission nationale de coopération intellectuelle, instituée dans chacun des États parties au présent Acte, servira de centre pour développer cette œuvre tant sur le plan national que sur le plan international, étant entendu qu'il sera tenu compte des conditions propres à chaque pays.

Toutes dispositions utiles seront prises pour favoriser la participation de ces Commissions nationales aux Conférences générales qu'elles tiendront périodiquement.

Article 3.

L'Institut international de Coopération intellectuelle aidera de sa collaboration effective les Commissions nationales de coopération intellectuelle.

Article 4.

Chacune des Hautes Parties contractantes reconnaît la personnalité juridique de l'Institut

Article 5.

Chacune des Hautes Parties contractantes accorde à l'Institut international de Coopération intellectuelle une contribution financière annuelle, laquelle s'établit en unités de 750 francs-or¹. La subvention minimum est d'une unité.

Au moment de la signature, ou de la ratification, ou de l'adhésion, chaque Partie contractante indique le nombre d'unités constitutives de sa contribution ; le total des contributions ainsi versées à l'Institut vient s'ajouter à la subvention allouée par le Gouvernement de la République française aux termes de l'accord du 8 décembre 1924.

¹ Le franc-or adopté par la Conférence équivaut à 0,2903225 gramme d'or fin ou à 0,3225806 gramme d'or au titre de 900 millièmes.

URUGUAY.

Delegate :

M. Hugo BARBAGELATA, Delegate of Uruguay accredited to the International Institute of Intellectual Co-operation.

VENEZUELA.

Delegate :

M. C. PARRA-PEREZ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Venezuela, Berne.

YUGOSLAVIA.

Delegate :

M. DE VOINOVITCH, Senator, former Minister, Delegate of Yugoslavia accredited to the International Institute of Intellectual Co-operation.

Who, having communicated their full powers found to be in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The High Contracting Parties note that the work of intellectual co-operation is independent of politics and based entirely on the principle of universality.

Article 2.

National Committees on Intellectual Co-operation, established in each of the States Parties to the present Act, shall act as centres for the development of this work on both the national and international planes, due account being taken of the conditions peculiar to each country.

All appropriate measures shall be taken to facilitate the participation of these National Committees in the General Conferences which they will hold from time to time.

Article 3.

The International Institute of Intellectual Co-operation shall by its effective collaboration assist the National Committees on Intellectual Co-operation.

Article 4.

Each of the High Contracting Parties recognises the legal personality of the Institute.

Article 5.

Each of the Contracting Parties shall grant the International Institute of Intellectual Co-operation an annual financial contribution in units of 750 gold francs¹. The minimum contribution shall be one unit.

At the time of signing, ratifying or acceding to the present Act, each Contracting Party shall indicate the number of units constituting its contribution; the total contributions thus paid to the Institute are in addition to the grant made by the Government of the French Republic in virtue of the Agreement of December 8th, 1924.

¹ The gold franc adopted by the Conference is equivalent to 0.2903225 metric gram of fine gold or 0.3225806 metric gram of gold at 900/1000.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que le moyen de les associer toutes à la gestion administrative et financière de l'Institut leur est assuré par la mission des Délégués d'État auprès de l'Institut.

Les Délégués d'État des Hautes Parties contractantes entre qui le présent Acte sera entré en vigueur tiendront une réunion annuelle pour examiner en commun toutes questions relatives à la gestion administrative et financière de l'Institut, ainsi que l'emploi des fonds mis à sa disposition.

Article 7.

Le présent Acte, dont les textes français et anglais feront également foi, pourra être signé, au nom des gouvernements représentés à la Conférence pour la conclusion d'un Acte international concernant la Coopération intellectuelle, jusqu'au 30 avril 1939. Il sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République française, qui en notifiera la réception à tous les Gouvernements qui ont été invités à ladite Conférence.

Article 8.

A partir du 1^{er} mai 1939, le présent Acte sera ouvert à l'adhésion des États auxquels le texte en aura été communiqué par le Gouvernement de la République française. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement de la République française, qui en notifiera la réception à tous les gouvernements invités à la Conférence pour la conclusion d'un Acte international concernant la Coopération intellectuelle.

Article 9.

Le présent Acte entrera en vigueur dès réception, par le Gouvernement de la République française, de la huitième ratification ou adhésion.

Chaque adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur du présent Acte, conformément à l'alinéa précédent, sortira ses effets à dater de sa réception par le Gouvernement de la République française.

Article 10.

Le présent Acte pourra être dénoncé en tout temps par chacune des Hautes Parties contractantes, moyennant un préavis de deux ans.

La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Gouvernement de la République française, qui en informera toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Si, à la suite de dénonciations, le nombre des Hautes Parties contractantes devenait inférieur à huit, le présent Acte cesserait d'être en vigueur.

Article 11.

Le présent Acte, rédigé en un seul exemplaire revêtu de la signature du Président et de celle du Secrétaire général de la Conférence pour la conclusion d'un Acte international concernant la Coopération intellectuelle, sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française.

Copie certifiée conforme en sera remise à tous les États ayant participé à la Conférence.

Le même texte sera communiqué par le Gouvernement de la République française aux gouvernements de tous autres États.

Article 6.

The High Contracting Parties recognise that the means of associating them all in the administrative and financial management of the Institute is assured by the functions entrusted to the Government Delegates accredited to the Institute.

The Government Delegates of the High Contracting Parties which have agreed to put the present Act into force shall hold an annual meeting to examine in common all questions relating to the financial and administrative working of the Institute and the use of the funds placed at its disposal.

Article 7.

The present Act, of which the French and English texts shall be equally authentic, will be open to the signature of the Governments represented at the Conference for the conclusion of an International Act concerning Intellectual Co-operation until April 30th, 1939. It shall be ratified. The instruments of ratification shall be deposited with the Government of the French Republic, which shall notify their reception to all the Governments invited to the Conference.

Article 8.

From May 1st, 1939, the present Act shall be open to the accession of the States to which the text will have been communicated by the Government of the French Republic. The instruments of accession shall be deposited with the Government of the French Republic, which shall notify their reception to all the Governments invited to the Conference for the conclusion of an International Act concerning Intellectual Co-operation.

Article 9.

The present Act shall enter into force as from the date of the reception by the Government of the French Republic of the eighth ratification or accession.

Each accession which takes place after the present Act shall have entered into force, in accordance with the preceding paragraph, shall take effect from the date of its reception by the Government of the French Republic.

Article 10.

The present Act may be denounced at any time by any of the High Contracting Parties subject to two years' notice.

Denunciation shall be by means of a written notification to the Government of the French Republic, which shall inform all the other High Contracting Parties.

Should the number of High Contracting Parties become, as a result of denunciations, less than eight, the present Act would no longer remain in force.

Article 11.

The present Act, in a single copy, bearing the signature of the President and that of the Secretary-General of the Conference for the conclusion of an International Act concerning Intellectual Co-operation shall be deposited in the archives of the Government of the French Republic.

A certified true copy shall be delivered to all the States which participated in the Conference.

The same text shall be communicated by the Government of the French Republic to the Governments of all other States.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-
mentionnés ont signé le présent Acte.

In witness whereof the above-mentioned
Plenipotentiaries have signed the present Act.

Fait à Paris, le trois décembre mil neuf cent
trente-huit.

Done at Paris, the third day of December,
one thousand nine hundred and thirty-eight.

Le Président de la Conférence :

The President of the Conference :

E. HERRIOT.

Le Secrétaire général :

The Secretary-General :

H. BONNET.

Albanie :

Mehmed ABID

Albania :

République Argentine :

ad referendum :
C. A. PARDO.

Argentine Republic :

Belgique :

Pol LE TELLIER

Belgium :

Brésil :

E. MONTARROYOS
Joao PINTO DA SILVA

Brazil :

Chili :

Moisés VARGAS
Miguel Luis ROCUANT

Chile :

Chine :

LI YU YING

China :

Colombie :

Gregorio OBREGON
J. JARAMILLO

Colombia :

Cuba :

Mariano BRULL
Flora DIAZ PARRADO

Cuba :

Danemark :

H. WAMBERG

Denmark :

République Dominicaine :

HARTOY.

Dominican Republic :

Egypte :

FAKHRY

Egypt :

<i>Equateur :</i>	Arturo BORRERO	<i>Ecuador :</i>
<i>Espagne :</i>	José BERGAMIN	<i>Spain :</i>
<i>Finlande :</i>	H. HOLMA	<i>Finland :</i>
<i>France :</i>	E. HERRIOT Emile BOREL	<i>France :</i>
<i>Grèce :</i>	N. POLITIS	<i>Greece :</i>
<i>Guatemala :</i>	J. G. DIAZ	<i>Guatemala :</i>
<i>Haïti :</i>	A. N. LEGER	<i>Haiti :</i>
<i>Hongrie :</i>	Khuen HEDEWARY	<i>Hungary :</i>
<i>Lettonie :</i>	O. GROSVOLD	<i>Latvia :</i>
<i>Lithuanie :</i>	P. KLIMAS.	<i>Lithuania :</i>
<i>Luxembourg :</i>	N. BRAUNSHAUSEN	<i>Luxemburg :</i>
<i>Mexique :</i>	<i>ad referendum :</i> Bernardo REYES	<i>Mexico :</i>
<i>Monaco :</i>	Cte Henri DE MALEVILLE	<i>Monaco :</i>
<i>Norvège :</i>	H. C. BERG	<i>Norway :</i>
<i>Paraguay :</i>	R. J. CABALLERO DE BEDOYA	<i>Paraguay :</i>
<i>Pays-Bas :</i>	J. LOUDON	<i>The Netherlands :</i>

<i>Pérou :</i>	F. GARCIA CALDERON	<i>Peru :</i>
<i>Pologne :</i>	FRANKOWSKI Fr. PULASKI	<i>Poland :</i>
<i>Portugal :</i>	Virginia de CASTRO E ALMEIDO	<i>Portugal :</i>
<i>Roumanie :</i>	<i>ad referendum :</i> G. OPRESCU	<i>Roumania :</i>
<i>Siam :</i>	Phra BAHIDDA NUKARA	<i>Siam :</i>
<i>Suisse :</i>	C. GORGÉ A. SIMONIUS	<i>Switzerland :</i>
<i>Union de l'Afrique du Sud :</i>	Sydney F. WATERSON	<i>Union of South Africa :</i>
<i>Uruguay :</i>	Hugo D. BARBAGELATA	<i>Uruguay :</i>
<i>Venezuela :</i>	C. PARRA-PEREZ	<i>Venezuela :</i>
<i>Yougoslavie :</i>	L. DE VOINOVITCH	<i>Yugoslavia :</i>
Pour copie conforme : E. J. PAPINIU.	Certifié conforme à l'original : Le Caire, le 20 février 1940. Kemal A. Rahm.	Certifié pour copie conforme : Le secrétaire général Midu nistère des Affaires étrangères des Pays-Bas, A. M. SNOUCK HURGRONJE.

N° 4695.

SUÈDE ET TURQUIE

Accord de commerce, avec annexe. Signé à
Ankara, le 29 février 1940.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de
Suède. L'enregistrement a eu lieu le 19 mars 1940.*

SWEDEN AND TURKEY

Commercial Agreement, with Annex. Signed at
Ankara, February 29th, 1940.

*French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs.
The registration took place March 19th, 1940.*

N^o 4695. — ACCORD DE COMMERCE ENTRE LA SUEDE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 29 FÉVRIER 1940.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE SUÈDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, animés du même désir de développer les échanges commerciaux entre les deux pays, ont convenu de ce qui suit :

Article premier.

Les marchandises d'origine suédoise seront admises en Turquie conformément aux dispositions du régime général d'importation actuellement en vigueur en Turquie.

En cas de modification du système actuel, les dispositions du présent accord seront réadaptées, d'un commun accord, aux circonstances nouvelles.

Article 2.

Les marchandises d'origine turque seront admises à la libre importation en Suède pour autant qu'il n'y aura pas une réglementation générale des importations des marchandises en Suède.

En cas de modification du système de libre importation, les dispositions du présent accord seront réadaptées, d'un commun accord, aux circonstances nouvelles.

Article 3.

Les créances résultant des échanges commerciaux effectués conformément aux dispositions du présent accord, seront réglées suivant les dispositions de l'Accord¹ de clearing signé en date de ce jour.

Article 4.

Les marchandises expédiées de part et d'autre après la mise en vigueur du présent accord devront être accompagnées d'un certificat d'origine délivré en double exemplaire par les autorités compétentes des deux pays conformément au modèle ci-annexé.

Le duplicata « B » de ces certificats sera estampillé par le Bureau de Douane d'entrée et remis par ses soins à l'établissement où l'importateur aura à effectuer le versement.

Article 5.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} mars 1940 et expirera le 1^{er} mars 1941.

Il sera renouvelé par tacite reconduction pour des périodes d'une année si l'un des deux pays ne l'a pas dénoncé trois mois avant la date de son expiration.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 29 février 1940.

(Signé) M. C. AÇIKALIN.

(Signé) Sven ALLARD.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 13 mars 1940.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

¹ Voir page 273 de ce volume.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4695. — COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN SWEDEN AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, FEBRUARY 29TH, 1940.

THE ROYAL GOVERNMENT OF SWEDEN and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC, being desirous of developing trade between their two countries, have agreed as follows :

Article 1.

Goods of Swedish origin shall be admitted into Turkey in accordance with the provisions of the general regulations concerning importation at present in force in Turkey.

In the event of the present system being modified, the provisions of the present Agreement shall, by mutual consent, be altered to correspond to the new circumstances.

Article 2.

Goods of Turkish origin shall be admitted into Sweden without restriction subject only to any general regulations concerning the importation of goods into Sweden.

In the event of a modification being made in the system regarding importation without restriction, the provisions of the present Agreement shall, by mutual consent, be altered to correspond to the new circumstances.

Article 3.

Claims arising out of commercial transactions effected in conformity with the provisions of the present Agreement shall be settled in accordance with the provisions of the Clearing Agreement¹ signed this day.

Article 4.

Goods despatched from either country after the entry into force of the present Agreement must be accompanied by a certificate of origin in duplicate, issued by the competent authorities of the country concerned, and drawn up in conformity with the annexed model.

Copy B of such certificates shall be stamped by the Customs office at the point of entry and forwarded by it to the establishment at which payment is to be made by the importer.

Article 5.

The present Agreement shall come into force on March 1st, 1940, and shall expire on March 1st, 1941.

It shall be renewed by tacit consent for periods of one year, unless either country has denounced it three months before the date of its expiry.

Done at Ankara, in duplicate, this 29th day of February, 1940.

(Signed) M. C. AÇIKALIN.

(Signed) Sven ALLARD.

¹ See page 273 of this Volume.

CERTIFICAT D'ORIGINE

EXEMPLAIRE « A ».

N°.....

Expéditeur :

Destinataire :

Nom	Nom
Domicile	Domicile
Rue	Rue

Nature de la marchandise :

Mode d'emballage :

Nombre de colis :

Marque N° :

Poids {	Brut	kg.
	Net	kg.

Valeur :

Voie d'expédition :

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine
 et que ce certificat est délivré conformément aux dispositions de l'Accord de Commerce suédois-turc
 en date du 29 février 1940.

....., le 194...

CERTIFICAT D'ORIGINE

DUPLICATA « B »

N°.....

(Ce duplicata portera le même numéro que l'exemplaire « A », sera estampillé par le Bureau de
 Douane d'entrée et remis par ses soins à l'établissement où l'importateur aura à effectuer le versement.)

Expéditeur :

Destinataire :

Nom	Nom
Domicile	Domicile
Rue	Rue

Nature de la marchandise :

Mode d'emballage :

Nombre de colis :

Marque N° :

Poids {	Brut	kg.
	Net	kg.

Valeur :

Voie d'expédition :

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine
 et que ce certificat est délivré conformément aux dispositions de l'Accord de Commerce suédois-turc
 en date du 29 février 1940.

....., le 194...

COPY A.

CERTIFICATE OF ORIGIN.

No.

Consignor :

Consignee :

Name	Name
Residing at	Residing at
Street	Street

Nature of goods :

Method of packing :

Number of packages :

Mark No. :

Weight :	{	Gross	kg.
		Net	kg.

Value :

Means of despatch :

Certified that the goods specified above are of
 origin and that this certificate is issued in conformity with the provisions of the Commercial Agreement
 between Sweden and Turkey of February 29th, 1940.

....., the 194...

COPY B.

CERTIFICATE OF ORIGIN.

No.

(This copy shall bear the same number as Copy A and shall be stamped by the Customs office at
 the point of entry and forwarded by it to the establishment at which payment is to be made by the
 importer.)

Consignor :

Consignee :

Name	Name
Residing at	Residing at
Street	Street

Nature of goods :

Method of packing :

Number of packages :

Mark No. :

Weight :	{	Gross	kg.
		Net	kg.

Value :

Means of despatch :

Certified that the goods specified above are of
 origin and that this certificate is issued in conformity with the provisions of the Commercial Agreement
 between Sweden and Turkey of February 29th, 1940.

....., the 194...

N° 4696.

SUÈDE ET TURQUIE

Accord de Clearing, avec annexe. Signé à
Ankara, le 29 février 1940.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de
Suède. L'enregistrement a eu lieu le 19 mars 1940.*

SWEDEN AND TURKEY

Clearing Agreement, with Annex. Signed at
Ankara, February 29th, 1940.

*French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs.
The registration took place March 19th, 1940.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4696. — ACCORD DE CLEARING ENTRE LA SUÈDE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 29 FÉVRIER 1940.

No. 4696. — CLEARING AGREEMENT BETWEEN SWEDEN AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, FEBRUARY 29TH, 1940.

Afin de faciliter le règlement des paiements résultant des échanges commerciaux entre les deux pays, LE GOUVERNEMENT ROYAL DE SUÈDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ont convenu de ce qui suit :

With a view to facilitating payment transactions arising out of trade between the two countries, THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC have agreed as follows :

Article premier.

Article 1.

Toute créance commerciale résultant de l'importation des marchandises d'origine turque en Suède devra être réglée par le versement, en couronnes suédoises, de la somme due à la Sveriges Riksbank en sa qualité de caissier du Clearingkontoret.

All commercial claims arising out of the importation into Sweden of goods of Turkish origin shall be settled by the payment in Swedish crowns of the amount due to the Sveriges Riksbank (Swedish State Bank) as the bank of the Clearingkontoret (Clearing Office).

Les sommes ainsi encaissées seront utilisées comme suit :

The sums thus received shall be employed as follows :

a) 25% seront versés dans un compte spécial dit « B », en couronnes suédoises, ouvert auprès de la Sveriges Riksbank au nom de la Banque Centrale de la République de Turquie pour être tenus à la libre disposition de celle-ci.

(a) 25% shall be paid into a special account B in Swedish crowns, opened at the Sveriges Riksbank in the name of the Central Bank of the Turkish Republic, and shall be at the free disposal of the latter.

b) 75% de la contrevaieur du chrome et des figes d'origine turque expédiés avant le 1^{er} mars 1940 et importés en Suède après la mise en vigueur du présent accord, seront portés au crédit du compte « A » prévu à l'article 1 *b)* de l'Accord¹ du 20 janvier 1939.

(b) 75% of the exchange value of all chromium and figs of Turkish origin, despatched before March 1st, 1940, and imported into Sweden after the entry into force of the present Agreement, shall be credited to the Account A referred to in Article 1 *(b)* of the Agreement¹ of January 20th, 1939.

c) 75% de la contrevaieur de toutes les marchandises d'origine turque qui feront l'objet d'une opération de compensation privée, conformément à l'article 3, seront portés au crédit d'un compte dit « C », en couronnes suédoises, non productif d'intérêt, ouvert au nom de la Banque Centrale de la République de Turquie par les soins du Clearingkontoret.

(c) 75% of the exchange value of all goods of Turkish origin which are the subject of private compensation transactions, in accordance with Article 3, shall be credited to a non-interest-bearing account C in Swedish crowns opened by the Clearingkontoret in the name of the Central Bank of the Turkish Republic.

d) 75% de la contrevaieur des marchandises d'origine turque qui serviront, con-

(d) 75% of the exchange value of goods of Turkish origin applied, in accordance

¹ Vol. CXCIV, page 113, de ce recueil.

¹ Vol. CXCIV, page 113, of this Series.

formément à l'article 3, au déblocage des créances arriérées des exportateurs suédois seront portés au crédit d'un compte dit « D », en couronnes suédoises, non productif d'intérêt, ouvert au nom de la Banque Centrale de la République de Turquie par les soins du Clearingkontoret.

Article 2.

Toute créance commerciale résultant de l'importation des marchandises d'origine suédoise en Turquie devra être réglée par le versement, en livres turques, de la somme due à la Banque Centrale de la République de Turquie.

Les sommes ainsi encaissées, sauf celles provenant des opérations de compensation privée, seront utilisées comme suit :

a) La contrevaieur des marchandises suédoises munies des certificats d'origine, dûment visés, avant la mise en vigueur du présent accord, par le Clearingkontoret, sera portée au crédit du compte « A », prévu à l'article 2 *a)* de l'Accord du 20 janvier 1939.

b) La contrevaieur des marchandises, expédiées de Suède en Turquie avant la mise en vigueur de l'Accord du 20 janvier 1939, sera portée au crédit du compte « D » défini à l'article 4.

Article 3.

a) Toutes marchandises d'origine turque, sous réserve des dispositions des alinéas *b)* et *c)*, ci-dessous, pourront faire l'objet d'une opération de compensation privée. Les opérations dont il s'agit seront soumises aux formalités en vigueur dans chacun des deux pays.

b) La contrevaieur des marchandises d'origine turque, énumérées dans la liste A ci-annexée, servira, conformément à l'alinéa *d)* de l'article premier, au déblocage des créances arriérées des exportateurs suédois définies à l'article 4.

c) La contrevaieur des marchandises d'origine turque, énumérées dans la liste B ci-annexée, servira, au choix de l'importateur, soit au déblocage des créances arriérées des exportateurs suédois, définies à l'article 4, soit à des opérations de compensation privée.

Article 4.

Le solde existant en faveur des exportateurs suédois conformément aux accords de clearing

with Article 3, to the release of frozen credits owing to Swedish exporters shall be credited to a non-interest-bearing account D in Swedish crowns opened by the Clearingkontoret in the name of the Central Bank of the Turkish Republic.

Article 2.

All commercial claims arising out of the importation into Turkey of goods of Swedish origin shall be settled by the payment in Turkish pounds of the amount due to the Central Bank of the Turkish Republic.

The sums thus received, with the exception of those derived from private compensation transactions, shall be employed as follows :

(a) The exchange value of Swedish goods covered by certificates of origin, duly visaed, before the entry into force of the present Agreement, by the Clearingkontoret, shall be credited to the account A referred to in Article 2 *(a)* of the Agreement of January 20th, 1939.

(b) The exchange value of goods despatched from Sweden to Turkey before the entry into force of the Agreement of January 20th, 1939, shall be credited to the account D described in Article 4.

Article 3.

(a) All goods of Turkish origin may, subject to the provisions of paragraphs *(b)* and *(c)* hereunder, be the subject of private compensation transactions. Such transactions shall be subject to the formalities in force in both countries.

(b) The exchange value of goods of Turkish origin specified in list A annexed hereto shall be applied, in accordance with Article 1, paragraph *(d)*, to the release of the frozen credits owing to Swedish exporters described in Article 4.

(c) The exchange value of goods of Turkish origin specified in list B annexed hereto shall be applied, at the importer's choice, either to the release of frozen credits owing to Swedish exporters, as described in Article 4, or to private compensation transactions.

Article 4.

The credit balance in favour of Swedish exporters in accordance with previous Clearing

précédents entre la Suède et la Turquie sera maintenu dans un compte « D », en couronnes suédoises, non productif d'intérêt, ouvert au nom du Clearingkontoret par la Banque Centrale de la République de Turquie.

La liquidation de ce compte s'effectuera par l'achat des marchandises prévues aux alinéas *b*) et *c*) de l'article 3. La contrevaletur de ces marchandises servira au règlement des arriérés sans tenir compte de l'ordre chronologique.

Toutefois, le Clearingkontoret pourra affecter la contrevaletur du tabac importé de Turquie en Suède au règlement, dans l'ordre chronologique, des créances arriérées.

Le Clearingkontoret et la Banque Centrale de la République de Turquie pourront aussi se mettre d'accord pour ajouter aux listes A et B d'autres marchandises, d'origine turque, dont l'importation permettra, dans les mêmes conditions, la liquidation des créances arriérées du compte « D ».

Article 5.

On entendra aux termes du présent accord par contre-valeur le prix f. o. b. des marchandises.

Le montant des frets et frais d'assurance, se rapportant à des connaissements et des polices d'assurance acquittés par l'exportateur, sera toutefois versé, en Suède, à la Sveriges Riksbank et, en Turquie, à la Banque Centrale de la République de Turquie sur présentation des pièces justificatives.

Les montants ainsi encaissés par l'établissement intéressé du pays importateur seront mis à la disposition de l'autre en devises libres.

Article 6.

Les frais et commissions dus par les exportateurs suédois à leurs représentants en Turquie, ainsi que les frais et commissions dus par les exportateurs turcs à leurs représentants en Suède, résultant des échanges commerciaux effectués entre les deux pays, seront réglés par voie des comptes de clearing « D » sans être assujettis à l'ordre chronologique.

Toutefois, le Clearingkontoret et la Banque Centrale de la République de Turquie se réservent le droit de vérifier et de contrôler la nature et l'emploi de ces sommes et si elles représentent réellement la contrevaletur des frais et des commissions ci-haut mentionnés.

Agreements between Sweden and Turkey shall be kept in a non-interest-bearing account D in Swedish crowns opened by the Central Bank of the Turkish Republic in the name of the Clearingkontoret.

The liquidation of this account shall be effected by the purchase of goods referred to in paragraphs *(b)* and *(c)* of Article 3. The exchange value of these goods shall be applied to the settlement of frozen credits without reference to chronological order.

Nevertheless, the Clearingkontoret may apply the exchange value of tobacco imported from Turkey into Sweden to the settlement, in chronological order, of frozen credits.

The Clearingkontoret and the Central Bank of the Turkish Republic may also agree to include in lists A and B other goods of Turkish origin the importation of which will enable frozen credits in account D to be liquidated under the same conditions.

Article 5.

For the purposes of the present Agreement, by exchange value shall be understood the f. o. b. price of goods.

The amount of freight charges and insurance costs paid by the exporter in connection with bills of lading and insurance policies shall, however, be paid in Sweden to the Sveriges Riksbank, and in Turkey to the Central Bank of the Turkish Republic, on production of the necessary vouchers.

The sums thus received by the competent establishment of the importing country shall be placed at the disposal of the other in free exchange.

Article 6.

Charges and commissions owed by Swedish exporters to their representatives in Turkey, or by Turkish exporters to their representatives in Sweden, arising out of trade between the two countries, shall be settled through clearing accounts D without reference to chronological order.

The Clearingkontoret and the Central Bank of the Turkish Republic nevertheless reserve the right to verify the character and control the use of such sums and to satisfy themselves that they really represent the true amount of the above-mentioned charges and commissions.

Article 7.

La conversion des livres turques en couronnes suédoises et des couronnes suédoises en livres turques sera effectuée d'après les derniers cours connus d'achat et de vente de la Banque Centrale de la République de Turquie.

Au cas où les factures ne seraient pas libellées en couronnes suédoises ou en livres turques, les encaissements se feront après conversion de la devise en cause en couronnes suédoises d'après les derniers cours connus d'une Bourse non soumise à un contrôle de devises.

La Banque Centrale de la République de Turquie avertira télégraphiquement la Sveriges Riksbank de tout changement de ces cours d'achat et de vente.

Article 8.

Le Clearingkontoret et la Banque Centrale de la République de Turquie s'avertiront réciproquement le plus vite possible des versements qui leur seront effectués. Chaque avis d'encaissement portera les mentions de date et d'origine nécessaires pour permettre les paiements aux ayants-droit.

Ces paiements seront effectués en Suède par le Clearingkontoret et en Turquie par la Banque Centrale de la République de Turquie dans les limites des disponibilités des comptes prévus au présent accord.

Article 9.

Le Clearingkontoret et la Banque Centrale de la République de Turquie se transmettront les duplicata B estampillés des certificats d'origine, prévus à l'article 4 de l'Accord¹ de commerce signé en date de ce jour, en les annexant aux avis d'encaissement y relatifs.

Toutefois, si au moment d'encaissement le Clearingkontoret ou la Banque Centrale de la République de Turquie n'était pas encore en possession du duplicata B estampillé du certificat d'origine, ceux-ci se transmettront tout de même les avis d'encaissement sans qu'ils soient accompagnés de ces duplicata.

Il est entendu néanmoins que le Clearingkontoret et la Banque Centrale de la République de Turquie prendront les mesures nécessaires pour se transmettre, après le dédouanement complet de la marchandise, les dits duplicata.

Article 7.

The conversion of Turkish pounds into Swedish crowns and of Swedish crowns into Turkish pounds shall be effected at the latest available buying and selling rates of the Central Bank of the Turkish Republic.

Where invoices are made out in currencies other than the Swedish crown or the Turkish pound, the amounts received shall be converted into Swedish crowns at the latest available rates on a Stock Exchange that is not subject to exchange control.

The Central Bank of the Turkish Republic shall advise the Sveriges Riksbank by telegraph of all changes in the buying and selling rates in question.

Article 8.

The Clearingkontoret and the Central Bank of the Turkish Republic shall advise one another as quickly as possible of all payments received. All advices of payments received shall contain the requisite particulars in regard to the date and source of the payments received, in order to enable payment to be made to the creditors concerned.

Such payments shall be made in Sweden by the Clearingkontoret and in Turkey by the Central Bank of the Turkish Republic as and when funds are available in the accounts referred to in the present Agreement.

Article 9.

The Clearingkontoret and the Central Bank of the Turkish Republic shall transmit to each other the stamped copies B of the certificates of origin referred to in Article 4 of the Commercial Agreement¹ signed this day and attach them to the payment advices relating thereto.

If, however, at the time of receiving a payment the Clearingkontoret or the Central Bank of the Turkish Republic is not yet in possession of the stamped copy B of the certificate of origin, the banks shall nevertheless transmit to each other the payment advices without such copies.

It is, however, understood that the Clearingkontoret and the Central Bank of the Turkish Republic shall take the necessary steps to transmit to each other the said copies, after full Customs clearance of the goods in question.

¹ Voir page 267 de ce volume.

¹ See page 267 of this Volume.

Article 10.

Chacun des deux Gouvernements prendra, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour obliger les importateurs à se conformer aux dispositions du présent accord.

Article 11.

Le Clearingkontoret et la Banque Centrale de la République de Turquie se mettront d'accord sur les modalités techniques nécessaires au fonctionnement régulier du présent accord.

Article 12.

Il est précisé que les dispositions relatives aux échanges commerciaux du présent accord de clearing ne concernent que les marchandises d'origine de l'un des deux pays effectivement importées dans l'autre pays en payant les droits et taxes y afférents.

Les dispositions du présent accord ne s'appliqueront pas au trafic de marchandises en transit.

Article 13.

Les paiements à titre d'avance pour des achats de marchandises d'origine suédoise ou turque, destinées à être importées respectivement en Turquie et en Suède, seront réglés conformément aux dispositions du présent accord, sous réserve du consentement du Clearingkontoret et de la Banque Centrale de la République de Turquie.

Article 14.

1. A l'expiration du présent accord, les importateurs du pays en faveur duquel un solde subsisterait auprès de l'autre pays, devront continuer à verser la contre-valeur de leurs importations selon les dispositions du présent Accord, jusqu'à la liquidation totale des créances correspondant à ce solde. De même, les contre-valeurs des marchandises importées à crédit avant l'expiration du présent accord continueront à être versées conformément aux dispositions de cet accord.

2. En outre, les opérations de compensation privée en cours d'exécution au moment de l'expiration du présent accord devront être liquidées suivant les dispositions dudit accord.

Article 10.

Both Governments agree to take the necessary steps to compel their respective importers to comply with the provisions of the present Agreement.

Article 11.

The Clearingkontoret and the Central Bank of the Turkish Republic shall agree on the technical details necessary to the proper working of the present Agreement.

Article 12.

It is explicitly agreed that the provisions of the present Clearing Agreement which relate to commercial exchanges shall apply only to goods which have their origin in one of the two countries and are actually imported into the other country on payment of the relevant duties and charges.

The provisions of the present Agreement shall not apply to transactions relating to goods in transit.

Article 13.

Advance payments in respect of purchases of goods of Swedish or Turkish origin for importation into Turkey or Sweden respectively shall be dealt with in accordance with the provisions of the present Agreement, provided the consent of the Clearingkontoret and the Central Bank of the Turkish Republic is obtained.

Article 14.

1. On the expiration of the present Agreement, the importers of whichever of the two countries has a balance in its favour shall continue to pay the exchange value of their imports in accordance with the provisions of the present Agreement, until such time as the whole of the claims represented by such balance are liquidated. Similarly, payment of the exchange value of goods imported on credit before the expiration of the present Agreement shall continue to be made in conformity with the provisions of this Agreement.

2. Furthermore, private compensation transactions still current at the time of expiration of the present Agreement shall be completed in accordance with the provisions of the said Agreement.

Article 15.

Le présent accord entrera en vigueur à la même date que l'Accord de commerce en date de ce jour et aura la même durée de validité que celui-ci.

Il est entendu, toutefois, que les paiements résultant des transactions commerciales entre les deux pays, ayant eu lieu du 1^{er} février 1940 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur du présent accord, seront réglés conformément aux stipulations de celui-ci.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 29 février 1940.

(*Signé*) M. C. AÇIKALIN.
(*Signé*) Sven ALLARD.

Article 15.

The present Agreement shall come into force on the same date as the Commercial Agreement dated this day and shall remain valid for the same period of time.

It is understood, however, that payments in respect of commercial transactions between the two countries effected between February 1st, 1940, and the date of the entry into force of the present Agreement shall be governed by the provisions of this Agreement.

Done at Ankara, in duplicate, this 29th day of February, 1940.

(*Signed*) M. C. AÇIKALIN.
(*Signed*) Sven ALLARD.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 13 mars 1940.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

LISTE A

Tabac.
Cigarettes.

Vins et spiritueux.
Chiffons.

LISTE B

Alpiste.
Boyaux.
Eponge.
Noix de galle.
Sumac.
Grains jaunes.
Styrax.
Essence de rose.
Tourteaux.

Ecume de mer.
Pistaches.
Anis.
Tapis.
Son.
Raisins secs.
Noix.
Amandes.
Plantes médicinales.

LIST A.

Tobacco.
Cigarettes.

Wines and spirits.
Rags.

LIST B.

Alpist.
Guts.
Sponge.
Gall-nuts.
Sumac.
Yellow grains.
Styrax.
Attar of roses.
Oil-cakes.

Meerschaum.
Ground-nuts.
Anise.
Carpets.
Bran.
Raisins.
Walnuts.
Almonds.
Medicinal plants.

N° 4697.

SUÈDE ET TURQUIE

Protocole relatif aux Accords de commerce et
de Clearing du 29 février 1940. Signé à
Ankara, le 29 février 1940.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de
Suède. L'enregistrement a eu lieu le 19 mars 1940.*

SWEDEN AND TURKEY

Protocol relating to the Commercial and
Clearing Agreements of February 29th, 1940.
Signed at Ankara, February 29th, 1940.

*French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs.
The registration took place March 19th, 1940.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4697. — PROTOCOLE ¹ RELATIF AUX ACCORDS DE COMMERCE ET DE CLEARING DU 29 FÉVRIER 1940 ENTRE LA SUÈDE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 29 FÉVRIER 1940.

No. 4697. — PROTOCOL ¹ RELATING TO THE COMMERCIAL AND CLEARING AGREEMENTS OF FEBRUARY 29TH, 1940, BETWEEN SWEDEN AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, FEBRUARY 29TH, 1940.

Au moment de signer les Accords de commerce ² et de clearing ³, LE GOUVERNEMENT ROYAL DE SUÈDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ont convenu de ce qui suit :

Au cas où les versements au compte de clearing A en Suède dépasseraient la contre-valeur des marchandises d'origine suédoise, dont les certificats d'origine ont été dûment visés par le Clearingkontoret avant la mise en vigueur du présent accord, l'excédent pourra être librement utilisé par le Gouvernement turc à l'achat des marchandises d'origine suédoise.

Toutefois, le paiement du matériel de chemin de fer, commandé en Suède pendant la validité de l'Accord ⁴ du 20 janvier 1939, sera effectué, par la voie du compte de clearing A, dans la limite du contingent disponible, même si les certificats d'origine y afférents n'ont pu être munis des visas nécessaires avant la mise en vigueur du présent accord.

Il est entendu que l'importation en Turquie des marchandises d'origine suédoise, munies des certificats d'origine dûment visés par le Clearingkontoret et dont le paiement, par conséquent, est susceptible d'être réglé par la voie du compte de clearing A, devra s'effectuer dans un délai de deux mois après la mise en vigueur du présent accord. Au terme de ce délai, au plus tard, le Clearingkontoret fera parvenir à la Banque Centrale de la République de Turquie un relevé des visas délivrés par lui.

At the moment of signing the Commercial ² and Clearing ³ Agreements, THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC have agreed as follows :

Should payments into Clearing Account A in Sweden exceed the exchange value of the goods of Swedish origin in respect of which certificates of origin were duly visaed by the Clearingkontoret before the entry into force of the present Agreement, the surplus may be freely employed by the Turkish Government for the purchase of goods of Swedish origin.

Nevertheless, payment for railway stock, ordered in Sweden during the period when the Agreement ⁴ of January 20th, 1939, was in force, shall be effected through Clearing Account A, up to the amount of the quota available, even if the certificates of origin relating thereto could not be furnished with the necessary visas before the entry into force of the present Agreement.

It is understood that the importation into Turkey of goods of Swedish origin in respect of which certificates of origin have been duly visaed by the Clearingkontoret, and payment for which may consequently be made through Clearing Account A, must be effected within a period of two months after the entry into force of the present Agreement. On the expiration of that period, at latest, the Clearingkontoret shall transmit to the Central Bank of the Turkish Republic a statement of the visas issued by it.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mars 1940.

² Voir page 267 de ce volume.

³ Voir page 273 de ce volume.

⁴ Vol. CXCIV, page 107, de ce recueil.

¹ Came into force March 1st, 1940.

² See page 267 of this Volume.

³ See page 273 of this Volume.

⁴ Vol. CXCIV, page 107, of this Series.

Il est entendu également que la contrevaieur du chrome et des figes, expédiés de Turquie ayant et importés en Suède après la mise en vigueur du présent accord, sera réglée par le versement en couronnes suédoises de la somme due à la Sveriges Riksbank conformément à l'Accord¹ de clearing du 20 janvier 1939 ainsi qu'aux dispositions prises en application du dit accord.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 29 février 1940.

(*Signé*) M. C. AÇIKALIN.
(*Signé*) Sven ALLARD.

It is further understood that payment for chromium and figs, despatched from Turkey before and imported into Sweden after the entry into force of the present Agreement, shall be made by the payment in Swedish crowns of the amount due to the Sveriges Riksbank, in accordance with the Clearing Agreement¹ of January 20th, 1939, and also with the provisions adopted in application of the said Agreement.

Done at Ankara, in duplicate, this 29th day of February, 1940.

(*Signed*) M. C. AÇIKALIN.
(*Signed*) Sven ALLARD.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 13 mars 1940.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

¹ Vol. CXCIV, page 113, de ce recueil.

¹ Vol. CXCIV, page 113, of this Series.

N° 4698

**GRÈCE, ROUMANIE, TURQUIE
ET YOUGOSLAVIE**

**Accord touristique. Signé à Istamboul, le
15 avril 1938.**

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Roumanie
près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 23 mars 1940.*

**GREECE, ROUMANIA, TURKEY
AND YUGOSLAVIA**

**Agreement regarding Tourist Traffic. Signed
at Istanbul, April 15th, 1938.**

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Roumania to
the League of Nations. The registration took place March 23rd, 1940.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4698. — ACCORD¹ TOURISTIQUE ENTRE LE ROYAUME DE GRÈCE, LE ROYAUME DE ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE TURQUE ET LE ROYAUME DE YUGOSLAVIE. SIGNÉ A ISTAMBOUL, LE 15 AVRIL 1938.

No. 4698. — AGREEMENT¹ REGARDING TOURIST TRAFFIC BETWEEN THE KINGDOM OF GREECE, THE KINGDOM OF ROUMANIA, THE REPUBLIC OF TURKEY AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA. SIGNED AT ISTANBUL, APRIL 15TH, 1938.

Article premier.

Animés du désir de développer leurs relations touristiques les quatre pays contractants conviennent :

1. — De fixer les taxes perçues pour l'établissement des passeports spéciaux dits « touristiques » pour la Grèce à 300 drachmes, pour la Roumanie à 300 lei, pour la Turquie à 400 piastres et pour la Yougoslavie à 100 dinars. Il reste entendu que dans cette somme seront comprises toutes les autres taxes.

2. — D'instituer pour les pays qui n'ont pas encore supprimé le visa entre eux, un visa spécial dit « touristique » valable pour un séjour minimum de trois jours et dont la taxe ne pourra dépasser pour la Grèce 30 drachmes, pour la Roumanie 30 lei, pour la Turquie 20 piastres et pour la Yougoslavie 10 dinars.

3. — De faciliter par le canal des Sections nationales la propagande touristique des pays de l'Entente Balkanique qui sera faite par des entreprises de voyage.

4. — D'exempter de tous droits de douane le matériel de propagande touristique (feuilles volantes, brochures, placards, photographies, etc.).

Article I.

Being desirous of developing their relations in the matter of the tourist traffic, the four Contracting Countries agree :

1. — To fix the fees charged for drawing up special passports known as " tourist " passports in the case of Greece at 300 drachmas, in the case of Roumania at 300 lei, in the case of Turkey at 400 piastres, and in the case of Yugoslavia at 100 dinars. It is understood that the amount in question shall be inclusive of all other charges ;

2. — To institute for the countries which have not yet abolished the visa as between one another, a special visa, to be known as the " tourist " visa, which shall be valid for a minimum stay of three days and for which the fee shall not exceed 30 drachmas in the case of Greece, 30 lei in the case of Roumania, 20 piastres in the case of Turkey, and 10 dinars in the case of Yugoslavia ;

3. — To facilitate, through the intermediary of the National Sections, the propaganda conducted by travel agencies in favour of tourist traffic in the countries of the Balkan Entente ;

4. — To exempt propaganda material relating to the tourist traffic (leaflets, pamphlets, posters, photographs, etc.) from all Customs duties.

¹ Entré en vigueur le 15 avril 1938.

¹ Came into force April 15th, 1938.

Article II.

Les quatre pays contractants sont d'accord :

1. — D'établir des prix ferroviaires spéciaux pour les pays de l'Entente Balkanique.

2. — De créer des facilités de tarifs pour les voyageurs et touristes et des services spéciaux réguliers des moyens d'accès directs sur les lignes interbalkaniques.

3. — D'établir des réductions des prix et des trains spéciaux pour les voyageurs en groupes.

4. — D'accorder des faveurs de transport pour les expositions, foires et autres manifestations ayant pour but la connaissance mutuelle des quatre peuples.

Article III.

Cet accord entrera en vigueur immédiatement après sa signature et sera valable pour une durée indéterminée, chaque pays restant libre d'y mettre fin pour telle date qu'il fixera par un préavis et, au moins, trois mois à l'avance.

Pour la Grèce :

(ss) S. AGAPITOS.

Pour la Roumanie :

(ss) AL. CONSTANTINESCU.

Pour la Turquie :

(ss) Burhan Zihni SANUS.

Pour la Yougoslavie :

(ss) JASA GRGASEVIC.

Pour copie conforme :

E. J. Papiniu.

Article II.

The four Contracting Countries agree :

1. — To fix special railway rates for the countries of the Balkan Entente ;

2. — To institute facilities in regard to rates for travellers and tourists and special regular services in respect of direct means of access on inter-Balkan lines ;

3. — To introduce price reductions and special trains for parties of travellers ;

4. — To grant specially favourable conditions in respect of transport for exhibitions, fairs and other public events the object of which is to promote the mutual knowledge of the four peoples.

Article III.

This Agreement shall enter into force immediately after its signature and shall remain in force for an indefinite period, each country being free to terminate it at any date it may fix by notice given at least three months in advance.

For Greece :

(Signed) S. AGAPITOS.

For Roumania :

(Signed) AL. CONSTANTINESCU.

For Turkey :

(Signed) Burhan Zihni SANUS.

For Yugoslavia :

(Signed) JASA GRGASEVIC.

N° 4699.

ROUMANIE ET SUISSE

Modus vivendi concernant les échanges commerciaux et le règlement des paiements entre les deux pays, et protocole de signature. Signés à Bucarest, le 2 novembre 1939.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Roumanie près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 23 mars 1940.

ROUMANIA AND SWITZERLAND

Modus Vivendi regarding Commercial Exchanges and the Settlement of Payments between the Two Countries, and Protocol of Signature. Signed at Bucharest, November 2nd, 1939.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Roumania to the League of Nations. The registration took place March 23rd, 1940.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4699. — *MODUS VIVENDI*¹
CONCERNANT LES ÉCHANGES
COMMERCIAUX ET LE RÈGLE-
MENT DES PAYEMENTS ENTRE
LE ROYAUME DE ROUMANIE
ET LA CONFÉDÉRATION
SUISSE. SIGNÉ A BUCAREST,
LE 2 NOVEMBRE 1939.

No. 4699. — *MODUS VIVENDI*¹
REGARDING COMMERCIAL
EXCHANGES AND THE
SETTLEMENT OF PAYMENTS
BETWEEN THE KINGDOM OF
ROUMANIA AND THE SWISS
CONFEDERATION. SIGNED AT
BUCHAREST, NOVEMBER 2ND,
1939.

LES GOUVERNEMENTS ROUMAIN et SUISSE
sont convenus, à titre transitoire, des dispo-
sitions suivantes qui s'ajoutent à celles des
accords roumano-suisse en vigueur.

THE ROUMANIAN and SWISS GOVERNMENTS
have agreed, as a temporary arrangement,
on the following provisions supplementary to
those of the Agreements in force between
Roumania and Switzerland.

Article premier.

1. Des montants versés à la Banque Natio-
nale Suisse conformément à l'article premier,
chiffre 1 de l'Accord de clearing du 24 mars
1937, en contre-valeur de marchandises rou-
maines exportées vers la Suisse à partir de la
date de l'entrée en vigueur du présent *modus
vivendi*, un pourcentage fixé dans le Protocole
de signature joint au présent *modus vivendi*
sera mis à la libre disposition des bénéficiaires
roumains, aux fins d'être négocié en Bourse
et utilisé conformément aux dispositions de
l'article 29 du décret-loi roumain publié le
1^{er} octobre 1939, relatif à la réglementation
des échanges avec l'étranger.

Article 1.

1. Of the amounts paid in to the Swiss
National Bank in accordance with Article 1,
paragraph 1, of the Clearing Agreement of
March 24th, 1937, in payment for Roumanian
goods exported to Switzerland as from the
date of the entry into force of the present
Modus Vivendi, a percentage specified in the
Protocol of Signature attached to the present
Modus Vivendi shall be placed freely at the
disposal of the Roumanian creditors to whom
they are due, for the purpose of being nego-
tiated on the Bourse and utilised in accordance
with the provisions of Article 29 of the Rou-
manian Legislative Decree published on
October 1st, 1939, regarding the regulation of
trade with foreign countries.

2. Le solde des versements à la Banque
Nationale Suisse sera réparti et utilisé confor-
mément aux dispositions de l'article IX de
l'Accord de clearing du 24 mars 1937, remplacé
par l'article premier de l'Avenant du
13 décembre 1937.

2. The balance of the amounts paid in to the
Swiss National Bank shall be allotted and
utilised in accordance with the provisions of
Article IX of the Clearing Agreement of
March 24th, 1937, as replaced by Article 1 of
the Supplementary Agreement of Decem-
ber 13th, 1937.

Article 2.

1. L'article V, chiffre 2 de l'Accord de
clearing du 24 mars 1937 est remplacé par les
dispositions suivantes :

Article 2.

1. Article V, paragraph 2, of the Clearing
Agreement of March 24th, 1937, shall be re-
placed by the following provisions.

¹ Entré en vigueur le 10 novembre 1939.

¹ Came into force November 10th, 1939.

Faute de disponibilités aux comptes de clearing mentionnés à l'article premier de l'Avenant du 13 décembre 1937, les versements en lei seront effectués à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent *modus vivendi* sur des comptes bloqués à ouvrir auprès des banques roumaines autorisées à crédit illimité désignées par le créancier suisse.

Les versements ne pourront être effectués qu'après l'obtention de l'approbation préalable de l'autorité compétente roumaine, conformément au régime général en vigueur.

Les versements déjà opérés sur le compte dépôt en lei auprès de la Banque Nationale de Roumanie à la date de l'entrée en vigueur du présent *modus vivendi* resteront sur ce compte jusqu'au moment du transfert.

2. L'article XI de l'Accord de clearing du 24 mars 1937 est complété comme il suit :

En cas de résiliation de l'Accord de clearing du 24 mars 1937, les sommes représentant la contre-valeur de créances financières privées en dépôt aux comptes bloqués ouverts auprès des banques autorisées conformément au chiffre 1 ci-dessus ne seront réglées suivant les dispositions dudit accord qu'aussi longtemps que la liquidation des sommes versées sur ces comptes bloqués en contre-valeur de marchandises ne sera pas entièrement opérée.

Article 3.

Les dispositions de l'Accord du 24 mars 1937 conclu entre le Royaume de Roumanie et la Confédération Suisse et les arrangements qui le complètent restent en vigueur dans la mesure où elles ne sont pas modifiées, complétées ou remplacées par le présent *modus vivendi*.

La cessation des effets de ce *modus vivendi* entraînera automatiquement celle de ceux de l'Accord du 24 mars 1937 et des arrangements qui le complètent.

Article 4.

Le présent *modus vivendi* entrera en vigueur le 10 novembre 1939, sous réserve de son approbation par les deux gouvernements, et sortira ses effets jusqu'au 31 janvier 1940.

S'il n'est pas dénoncé un mois avant l'expiration de ce délai, il sera prorogé par tacite reconduction et pourra être dénoncé par chacun des deux gouvernements, moyennant

In the absence of sufficient funds in the clearing accounts mentioned in Article 1 of the Supplementary Agreement of December 13th, 1937, amounts paid in lei shall be paid in, as from the date of the entry into force of the present *Modus Vivendi*, to blocked accounts which shall be opened in Roumanian banks authorised for unlimited credit designated by the Swiss creditor.

Amounts shall be paid in only after the preliminary approval of the competent Roumanian authority has been obtained in accordance with the general regulations in force.

Amounts already paid in to the lei deposit account in the National Bank of Roumania on the date of the entry into force of the present *Modus Vivendi* shall remain in that account until the time of transfer.

2. Article XI of the Clearing Agreement of March 24th, 1937, shall be supplemented as follows :

In the event of the termination of the Clearing Agreement of March 24th, 1937, amounts in settlement of private financial claims deposited in the blocked accounts opened in authorised banks in accordance with paragraph 1 above shall be paid out in accordance with the provisions of the said Agreement only so long as the sums paid in to these blocked accounts in payment for goods have not been entirely paid out.

Article 3.

The provisions of the Agreement of March 24th, 1937, concluded between the Kingdom of Roumania and the Swiss Confederation and the arrangements supplementary thereto shall remain in force in so far as they are not amended, supplemented or replaced by the present *Modus Vivendi*.

The termination of the present *Modus Vivendi* shall automatically involve the termination of the Agreement of March 24th, 1937, and the arrangements supplementary thereto.

Article 4.

The present *Modus Vivendi* shall enter into force on November 10th, 1939, subject to its approval by the two Governments, and shall remain in force until January 31st, 1940.

If it is not denounced one month before the expiration of this period, it shall be prolonged by tacit agreement and may be denounced by either of the two Governments subject to notice

un préavis d'au moins un mois pour la fin du mois suivant.

Fait à Bucarest en double expédition, le 2 novembre 1939.

Au nom du Gouvernement roumain :
G. CARANFIL.

Au nom du Conseil fédéral suisse :
EBRARD.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

1. Les Gouvernements roumain et suisse sont convenus de fixer à 40% le pourcentage, mentionné à l'article premier du *modus vivendi* signé en date de ce jour.

2. L'article II du Protocole de signature du 3 novembre 1938 concernant les opérations de compensation est abrogé. Toutefois, les opérations de compensation déjà autorisées par les deux pays seront encore exécutées conformément aux clauses dudit article.

3. Le présent protocole de signature fait partie intégrante du *modus vivendi* conclu en date de ce jour.

Fait à Bucarest en double expédition, le 2 novembre 1939.

Au nom du Gouvernement roumain :
G. CARANFIL.

Au nom du Conseil fédéral suisse :
EBRARD.

Pour copie conforme :
E. J. Papiniu.

of at least one month expiring at the end of the following month.

Done in duplicate at Bucharest this 2nd day of November, 1939.

On behalf of the Roumanian Government :
G. CARANFIL.

On behalf of the Swiss Federal Council :
EBRARD.

PROTOCOL OF SIGNATURE

1. The Roumanian and Swiss Governments have agreed to fix at 40% the percentage mentioned in Article I of the *Modus Vivendi* signed this day.

2. Article II of the Protocol of Signature of November 3rd, 1938, concerning compensation transactions, is hereby abrogated. Nevertheless, compensation transactions already authorised by the two countries shall continue to be executed in accordance with the provisions of that Article.

3. The present Protocol of Signature shall constitute an integral part of the *Modus Vivendi* concluded this day.

Done in duplicate at Bucharest this 2nd day of November, 1939.

On behalf of the Roumanian Government :
G. CARANFIL.

On behalf of the Swiss Federal Council :
EBRARD.

N° 4700.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

**Accord commercial, avec annexes, signé à
Washington, le 17 novembre 1938, et
échanges de notes de la même date.**

*Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
de Sa Majesté en Grande-Bretagne et l'envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement a
eu lieu le 29 mars 1940.*

**UNITED STATES OF AMERICA
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

**Trade Agreement, with Schedules, signed at
Washington, November 17th, 1938, and
Exchanges of Notes of the same Date.**

*English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign
Affairs in Great Britain and by the Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration
took place March 29th, 1940.*

No. 4700. — TRADE AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE UNITED KINGDOM. SIGNED AT WASHINGTON, NOVEMBER 17TH, 1938.

TRADE AGREEMENT.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, in respect of Great Britain and Northern Ireland, and the PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ;

Desiring to grant reciprocal concessions and advantages in order to facilitate and extend mutual relations of trade and commerce ;

Taking into account the absence of any restriction upon the settlement of commercial obligations arising out of such relations ;

Have resolved to conclude a Trade Agreement and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

The Right Honourable Sir Ronald Charles LINDSAY, G.C.M.G., K.C.B., C.V.O., His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Washington, and Arnold Edersheim OVERTON, Esquire, C.M.G., M.C., a Second Secretary in His Board of Trade ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Cordell HULL, Secretary of State of the United States of America ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The territories to which this Agreement shall apply are, on the part of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India (hereinafter referred to as His Majesty The King), Great Britain and Northern Ireland, Newfoundland, the British non-self-governing Colonies, Protectorates and Protected States (except the High Commission Territories in South Africa, namely, Basutoland, Bechuanaland Protectorate and Swaziland, and excluding any territories in the region of the Persian Gulf and the Mandated Territories of Palestine, including Trans-Jordan, the Cameroons under British Mandate, Tanganyika Territory and Togoland under British Mandate ; and, on the part of the United States of America, the continental territory of the United States of America and such of its territories and possessions as are included in its customs territory on the day of the signature of this Agreement. The provisions of this Agreement relating to most favoured nation treatment shall apply, however, to all territories under the sovereignty or authority of the United States of America, other than the Panamá Canal Zone.

¹ The exchange of ratifications took place at London, November 24th, 1939.
Came into force December 24th, 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4700. — ACCORD ¹ COMMERCIAL ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE ROYAUME-UNI. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 17 NOVEMBRE 1938.

ACCORD COMMERCIAL

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, POUR CE QUI CONCERNE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ;

Désireux de s'accorder des concessions et avantages réciproques afin de faciliter et de développer leurs relations commerciales mutuelles ;

Tenant compte de l'absence de toute restriction visant le règlement des obligations commerciales découlant desdites relations ;

Ont décidé de conclure un Accord commercial et ont désigné, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Le Très Honorable Sir Ronald Charles LINDSAY, G.C.M.G., K.C.B., C.V.O., son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Washington, et
Arnold Edersheim OVERTON, Esquire, C.M.G., M.C., second secrétaire à son « Board of Trade » ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Cordell HULL, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les territoires auxquels s'applique le présent accord sont, pour ce qui concerne Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes (ci-après désigné comme Sa Majesté le Roi), la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, Terre-Neuve, les Colonies britanniques ne se gouvernant pas elles-mêmes, les Protectorats britanniques et Etats protégés (à l'exception des territoires du Haut-Commissariat dans l'Afrique du Sud, à savoir, Basutoland, Protectorat du Betchuanaland et Swaziland, et non compris tous les territoires de la région du golfe Persique) et les territoires sous mandat de Palestine, y compris la Transjordanie, le Cameroun sous mandat britannique, le Territoire du Tanganyka et le Togo sous mandat britannique ; et, pour ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique, le territoire continental des Etats-Unis d'Amérique et ceux de leurs territoires et possessions qui sont compris dans leur territoire douanier à la date de la signature du présent accord. Les dispositions du présent accord relatives au traitement de la nation la plus favorisée seront, toutefois, applicables à tous les territoires se trouvant sous la souveraineté ou l'autorité des Etats-Unis d'Amérique, autres que la Zone du Canal de Panama.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 24 novembre 1939.
Entré en vigueur le 24 décembre 1939.

Article 2.

1. Articles the growth, produce or manufacture of the territories of either High Contracting Party shall not be subjected, upon importation into the territories of the other, from whatever place arriving, to other or higher duties or charges of any kind or to any rules or formalities other or more burdensome than those to which the like articles the growth, produce or manufacture of any other foreign country are subject.

2. Articles exported from the territories of either High Contracting Party to the territories of the other shall not be subjected to other or higher duties or charges of any kind or to any rules or formalities other or more burdensome than those to which the like articles exported to any other foreign country are subject.

3. Any advantage, favour, privilege or immunity which has been or may hereafter be granted in the territories of either High Contracting Party in respect of any article originating in or destined for any other foreign country in regard to customs duties and other charges of any kind imposed on or in connexion with importation or exportation, to the method of levying such duties or charges, to all matters concerning the rules, formalities and charges imposed in connexion with importation or exportation, and to all laws or regulations affecting the sale or use of imported goods within those territories, shall be accorded immediately and unconditionally in respect of the like article originating in or destined for the territories of the other High Contracting Party.

Article 3.

Articles the growth, produce or manufacture of the territories of either High Contracting Party shall, after importation into the territories of the other, be exempt from all internal taxes, fees, charges or exactions other or higher than those payable on or in connexion with like articles of domestic or any other origin, except as otherwise required by laws in force on the day of the signature of this Agreement and subject, in the case of the United States of America, to the constitutional limitations on the authority of the Federal Government.

Article 4.

1. No prohibition or restriction shall be imposed or maintained on the importation into the territories of either High Contracting Party of any article, from whatever place arriving, the growth, produce or manufacture of the territories of the other High Contracting Party, to which the importation of the like article the growth, produce or manufacture of any other foreign country is not similarly subject.

2. No prohibition or restriction shall be imposed or maintained on the exportation of any article from the territories of either High Contracting Party to the territories of the other, to which the exportation of the like article to any other foreign country is not similarly subject.

Article 5.

If imports of any article into any of the territories of either High Contracting Party should be regulated either as regards the total amount permitted to be imported or as regards the amount permitted to be imported at a specified rate of duty, and if shares are allocated to countries of export, the share allocated to the territories of the other High Contracting Party shall be based upon the proportion of the total imports of such article from all foreign countries supplied by the territories of that High Contracting Party in past years, account being taken in so far as practicable in appropriate cases of any special factors which may have affected or may be affecting the trade in that article. In those cases in which a territory of one of the High Contracting Parties is a relatively large supplier of any such article, the High Contracting Party imposing the regulation shall, whenever practicable, consult with the other High Contracting Party before the share to be allocated to such territory is determined. If the share allocated should, otherwise than from temporary and unavoidable causes, fail to be supplied, the High Contracting Party imposing the regulation

Article 2.

1. Les articles récoltés, produits ou manufacturés dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes ne seront pas assujettis, lors de leur importation dans les territoires de l'autre Partie, quel que soit leur lieu de provenance, à des droits ou redevances autres ou plus élevés, ni à des réglementations ou formalités autres ou plus onéreuses, que ceux auxquels sont assujettis les articles similaires récoltés, produits ou manufacturés dans tout autre pays étranger.

2. Les articles exportés des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes dans les territoires de l'autre Partie ne seront pas assujettis à des droits ou redevances autres ou plus élevés, ni à des réglementations ou formalités autres ou plus onéreuses, que ceux auxquels sont assujettis les articles similaires exportés à destination de tout autre pays étranger.

3. Tout avantage, faveur, privilège ou immunité qui a été ou qui pourrait ultérieurement être concédé, dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, pour un article quelconque originaire ou à destination de tout autre pays étranger, en ce qui concerne les droits de douane et autres redevances de toute nature frappant directement ou indirectement l'importation ou l'exportation, le mode de perception de ces droits ou redevances, ainsi que toutes questions relatives aux règles, formalités ou redevances imposées au sujet de l'importation ou de l'exportation et toutes lois ou réglementations intéressant, dans lesdits territoires, la vente ou l'usage des marchandises importées, sera concédé immédiatement et inconditionnellement pour l'article similaire originaire ou à destination des territoires de l'autre Haute Partie contractante.

Article 3.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes seront, après leur importation dans les territoires de l'autre Partie, exemptés de tous droits, taxes, charges ou redevances intérieurs autres ou plus élevés que ceux auxquels sont assujettis les articles similaires d'origine nationale ou de toute autre origine, sauf dispositions contraires des lois en vigueur le jour de la signature du présent accord et sous réserve, dans le cas des Etats-Unis d'Amérique, des limites constitutionnelles des pouvoirs du Gouvernement fédéral.

Article 4.

1. Aucune prohibition ou restriction ne sera établie ou maintenue en ce qui concerne l'importation, dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes de tout article — quel que soit son lieu de provenance — récolté, produit ou manufacturé dans les territoires de l'autre Haute Partie contractante, si l'importation de l'article similaire, récolté, produit ou manufacturé dans tout autre pays étranger n'est pas assujettie à la même mesure.

2. Aucune prohibition ou restriction ne sera établie ou maintenue en ce qui concerne l'exportation, des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes dans les territoires de l'autre Partie, d'un article quelconque, si l'exportation de l'article similaire à destination de tout autre pays étranger n'est pas assujettie à la même mesure.

Article 5.

Au cas où les importations d'un article quelconque dans l'un des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes seraient réglementées en ce qui concerne, soit la quantité totale dont l'importation est autorisée, soit la quantité dont l'importation est autorisée à un taux tarifaire spécifié, et au cas où des contingents seraient attribués aux pays exportateurs, la quote-part attribuée aux territoires de l'autre Haute Partie contractante sera déterminée en prenant pour base la proportion des importations globales dudit article, en provenance de tous les pays étrangers, qui a été fournie par les territoires de cette Haute Partie contractante pendant les dernières années, compte tenu, autant que possible, dans les cas pertinents, de tous les facteurs spéciaux qui ont pu ou qui peuvent affecter le commerce de l'article en question. Dans les cas où un territoire de l'une des Hautes Parties contractantes se trouvera être un fournisseur relativement important de l'un quelconque de ces articles, la Haute Partie contractante qui aura introduit la réglementation devra, chaque fois que cela sera possible, se consulter avec l'autre Haute Partie contractante avant que soit

may, after due consultation with the other, adjust the allocation to meet the new situation thus created.

Article 6.

All the provisions of this Agreement providing for most favoured nation treatment shall be interpreted as meaning that such treatment shall be accorded immediately and unconditionally, without request or compensation.

Article 7.

The provisions of this Agreement do not extend to favours which are or may hereafter be granted in the territories of either High Contracting Party:

- (1) To facilitate frontier traffic with an adjoining country ;
- (2) In virtue of a customs union which has already been, or may hereafter be, concluded with another country.

Article 8.

1. If either High Contracting Party should establish a monopoly for the importation into or the production or sale in the territories of that High Contracting Party of a particular article, or should grant exclusive privileges to one or more agencies for any of these purposes, or if either High Contracting Party should take measures to enable such a monopoly to be established or such exclusive privileges to be granted, the commerce of the territories of the other High Contracting Party shall receive fair and equitable treatment in respect of the foreign purchases of such monopoly or agency. To this end such monopoly or agency will, in making its foreign purchases of any article, be influenced solely by considerations, such as those of price, quality, marketability and terms of sale, which would ordinarily be taken into account by a private commercial enterprise interested solely in purchasing on the most favourable terms.

2. In awarding contracts for public works and in purchasing supplies, neither High Contracting Party shall discriminate against articles the growth, produce or manufacture of the territories of the other High Contracting Party in favour of those of any other foreign country.

Article 9.

1. Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America specified in Schedule I annexed to this Agreement shall, on their importation into the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, from whatever place arriving, be accorded the treatment provided for in the said Schedule.

2. If, however, the Government of the United Kingdom are satisfied after inquiry (*a*) that any article the growth, produce or manufacture of the United States of America of the description specified in Schedule I is being imported and sold in the United Kingdom at less than the comparable price in the United States of America, due allowance being made for costs of transportation and other charges incidental to making delivery of the goods, or (*b*) that any such article imported into the United Kingdom is the subject of export bounties or subsidies in the United States of America, and that in consequence of the fulfilment of either of the foregoing conditions a trade or industry in the United Kingdom is or is likely to be injuriously affected ; then, notwithstanding anything in paragraph 1 of this Article, the Government of the United Kingdom shall be at liberty, after consultation with the Government of the United States of America, in cases coming under (*a*) above, to take such measures as the two Governments may deem necessary and appropriate in order to act as an effective deterrent to the practice in question ; and, in cases coming under

déterminée la quote-part à attribuer audit territoire. Si la quote-part ainsi attribuée devait, pour des raisons autres que des raisons temporaires et inévitables, ne pas être fournie, la Haute Partie contractante qui aura introduit la réglementation pourra, après avoir dûment consulté l'autre Partie, ajuster la quote-part primitivement fixée, de façon à faire face à la nouvelle situation ainsi créée.

Article 6.

Toutes les dispositions du présent accord prévoyant le traitement de la nation la plus favorisée seront interprétées comme signifiant que ce traitement sera accordé immédiatement et inconditionnellement, sans demande présentée à cet effet et sans compensation.

Article 7.

Les dispositions du présent accord ne s'étendent pas aux faveurs qui sont ou qui pourront ultérieurement être concédées dans les territoires de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes :

- 1) Pour faciliter le trafic frontalier avec un pays limitrophe ;
- 2) En vertu d'une union douanière qui a déjà été ou qui pourra ultérieurement être conclue avec un autre pays.

Article 8.

1. Si l'une des Hautes Parties contractantes établit un monopole pour l'importation, la production ou la vente dans les territoires de ladite Haute Partie contractante d'un article déterminé, ou si elle accorde à un ou plusieurs organismes des privilèges exclusifs en vue de l'une des fins sus-indiquées, ou si l'une des Hautes Parties contractantes prend des mesures pour établir un tel monopole ou pour concéder de tels privilèges exclusifs, le commerce des territoires de l'autre Haute Partie contractante recevra un traitement juste et équitable en ce qui concerne les achats, à l'étranger, dudit monopole ou organisme. A cette fin, ce monopole ou cet organisme, dans ses achats d'un produit quelconque à l'étranger, se guidera uniquement d'après des considérations, telles que le prix, la qualité, les qualités marchandes et les conditions de vente, dont tiendrait ordinairement compte une entreprise commerciale privée qui a pour seul intérêt d'acheter aux conditions les plus avantageuses.

2. En matière d'adjudications de contrats de travaux publics et d'achats de fournitures et d'approvisionnements, aucune des deux Hautes Parties contractantes n'établira de discrimination au détriment des articles récoltés, produits ou manufacturés dans les territoires de l'autre Haute Partie contractante, en faveur de ceux de tout autre pays étranger.

Article 9.

1. Les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, qui sont spécifiés dans la liste I annexée au présent accord, seront, lors de leur importation dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, quel que soit leur lieu de provenance, traités selon les dispositions prévues dans ladite liste.

2. Si, toutefois, le Gouvernement du Royaume-Uni est assuré, après enquête, a) qu'un article quelconque récolté, produit ou manufacturé aux Etats-Unis d'Amérique, et auquel s'applique la description spécifiée dans la liste I, est importé et vendu dans le Royaume-Uni à un prix inférieur au prix comparable pratiqué aux Etats-Unis d'Amérique, compte dûment tenu des frais de transport et autres charges afférentes à la livraison des marchandises, ou b) que l'un quelconque de ces articles importés dans le Royaume-Uni fait l'objet, aux Etats-Unis d'Amérique, de primes d'exportation ou de subventions et que, en conséquence de l'une ou l'autre des conditions sus-énoncées, un commerce ou une industrie du Royaume-Uni subit ou est susceptible de subir un préjudice ; dans ce cas, nonobstant toute disposition du paragraphe 1 du présent article, le Gouvernement du Royaume-Uni, après s'être consulté avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, aura la faculté, dans les cas rentrant sous a) ci-dessus, de prendre telles mesures que les deux gouvernements pourront juger nécessaires et pertinentes afin d'empêcher efficacement la pratique en question, et,

(b) above, to impose such additional duties or charges on the article concerned as may be required to compensate for the bounty or subsidy.

3. Any measures taken under the preceding paragraph shall be withdrawn as soon as the circumstances which gave rise to their imposition have ceased to operate.

Article 10.

1. Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America specified in Schedule II annexed to this Agreement shall, on their importation into Newfoundland, from whatever place arriving, be accorded the treatment provided for in the said Schedule.

2. If, however, the Government of Newfoundland are satisfied after inquiry (a) that any article the growth, produce or manufacture of the United States of America of the description specified in Schedule II is being imported and sold in Newfoundland at less than the comparable price in the United States of America, due allowance being made for costs of transportation and other charges incidental to making delivery of the goods, or (b) that any such article imported into Newfoundland is the subject of export bounties or subsidies in the United States of America, and that in consequence of the fulfilment of either of the foregoing conditions a trade or industry in Newfoundland is or is likely to be injuriously affected; then, notwithstanding anything in paragraph 1 of this Article, the Government of Newfoundland shall be at liberty, after consultation between the Government of the United Kingdom and the Government of the United States of America, in cases coming under (a) above, to take such measures as the Governments may deem necessary and appropriate in order to act as an effective deterrent to the practice in question; and, in cases coming under (b) above, to impose such additional duties or charges on the article concerned as may be required to compensate for the bounty or subsidy.

3. Any measures taken under the preceding paragraph shall be withdrawn as soon as the circumstances which gave rise to their imposition have ceased to operate.

Article 11.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America specified in Schedule III annexed to this Agreement shall, on their importation into the territories named in the said Schedule in respect of which they are specified, from whatever place arriving, be accorded the treatment provided for in the said Schedule.

Article 12.

Articles the growth, produce or manufacture of any of the territories to which this Agreement applies on the part of His Majesty The King, enumerated and described in Schedule IV annexed to this Agreement, shall, on their importation into the United States of America, from whatever place arriving, be exempt from ordinary customs duties other or higher than those set forth and provided for in the said Schedule IV, subject to the conditions therein set out. The said articles shall also be exempt from all other duties, taxes, fees, charges or exactions of any kind, imposed on or in connexion with importation, in excess of those imposed on the day of the signature of this Agreement or required to be imposed thereafter under laws of the United States of America in force on the day of the signature of this Agreement.

Article 13.

The Schedules annexed to this Agreement, and the notes included in them, shall have force and effect as integral parts of the Agreement.

Article 14.

The provisions of Article 9, Article 10, Article 11 and Article 12 of this Agreement shall not prevent the imposition at any time on the importation of any article of a charge equivalent to

dans les cas rentrant sous *b*) ci-dessus, d'établir, sur le produit en question, tels droits ou redevances additionnels qui pourront être nécessaires pour compenser la prime ou la subvention.

3. Toute mesure prise en vertu du paragraphe précédent sera retirée dès que les circonstances qui l'auront provoquée auront cessé de jouer.

Article 10.

1. Les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, qui sont spécifiés dans la liste II annexée au présent Accord, seront, lors de leur importation à Terre-Neuve, quel que soit leur lieu de provenance, traités selon les dispositions prévues dans ladite liste.

2. Si toutefois le Gouvernement de Terre-Neuve est assuré, après enquête, *a*) qu'un article quelconque récolté, produit ou manufacturé aux Etats-Unis d'Amérique, et auquel s'applique la description spécifiée dans la liste II, est importé et vendu à Terre-Neuve à un prix inférieur au prix comparable pratiqué aux Etats-Unis d'Amérique, compte dûment tenu des frais de transport et autres charges afférentes à la livraison des marchandises, ou *b*) que l'un quelconque de ces articles importés à Terre-Neuve fait l'objet, aux Etats-Unis d'Amérique, de primes d'exportation ou de subventions et que, en conséquence de l'une ou de l'autre des conditions sus-énoncées, un commerce ou une industrie de Terre-Neuve subit ou est susceptible de subir un préjudice ; dans ce cas, nonobstant toute disposition du paragraphe 1 du présent article, le Gouvernement de Terre-Neuve, après consultation entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, aura la faculté, dans les cas rentrant sous *a*) ci-dessus, de prendre telles mesures que les gouvernements pourront juger nécessaires et pertinentes afin d'empêcher efficacement la pratique en question, et, dans les cas rentrant sous *b*) ci-dessus, d'établir, sur le produit en question, tels droits ou redevances additionnels qui pourront être nécessaires pour compenser la prime ou la subvention.

3. Toute mesure prise en vertu du paragraphe précédent sera retirée dès que les circonstances qui l'auront provoquée auront cessé de jouer.

Article 11.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, qui sont spécifiés dans la liste III annexée au présent accord seront, lors de leur importation dans les territoires nommés dans ladite liste et au sujet desquels ils sont ainsi spécifiés, quel que soit leur lieu de provenance, traités selon les dispositions prévues dans ladite liste.

Article 12.

Les articles, récoltés, produits ou manufacturés dans l'un quelconque des territoires auxquels s'applique le présent accord pour ce qui concerne Sa Majesté le Roi, qui sont énumérés et décrits dans la liste IV annexée au présent accord, seront, lors de leur importation aux Etats-Unis d'Amérique, quel que soit leur lieu de provenance, exonérés des droits de douane ordinaires autres ou plus élevés que ceux qui sont énoncés et prévus dans ladite liste IV, sous réserve des conditions énoncées dans cette liste. Lesdits articles seront également exonérés de tous autres droits, taxes, redevances, charges ou contributions de toute nature applicables ou relatifs aux importations, en excédent de ceux en vigueur le jour de la signature du présent accord ou devant être institués ultérieurement en exécution de lois des Etats-Unis d'Amérique en vigueur le jour de la signature du présent accord.

Article 13.

Les listes annexées au présent accord, ainsi que les notes qui y sont incluses, auront force et effet en tant que parties intégrantes de l'accord.

Article 14.

Les dispositions de l'article 9, de l'article 10, de l'article 11 et de l'article 12 du présent accord n'interdiront pas l'imposition, en tout temps, lors de l'importation d'un article quelconque,

an internal tax imposed in respect of a like domestic article or in respect of a commodity from which the imported article has been produced or manufactured in whole or in part.

Article 15.

1. No prohibition, restriction or any form of quantitative regulation, whether or not operated in connexion with an agency of centralized control, shall be imposed or maintained in the United Kingdom or Newfoundland on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the United States of America specified in Schedules I or II, respectively ; or in any territory named in Schedule III on the importation or sale of any such article specified in that Schedule in respect of such territory ; or in the United States of America on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of any of the territories to which this Agreement applies on the part of His Majesty The King, enumerated and described in Schedule IV, except as otherwise expressly provided in the said Schedules I, II, III or IV, as the case may be.

2. The foregoing provision shall not apply to quantitative regulations, in whatever form, which may hereafter be imposed by either High Contracting Party on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the territories of the other, in conjunction with governmental measures or measures under governmental authority

(a) Operating to regulate or control the production, market supply, quality or price of the like article of domestic growth, production or manufacture ; or

(b) Operating to increase the labour costs of production of the like article of domestic growth, production or manufacture ;

provided, however, that the High Contracting Party proposing to impose any such quantitative regulation is satisfied, in the case of measures described in sub-paragraph (a) of this paragraph, that such quantitative regulation is necessary to secure the effective operation of such measures, and, in the case of measures described in sub-paragraph (b), that such measures are causing the domestic production of the article concerned to be injuriously affected by imports which constitute an abnormal proportion of the total consumption of such article in relation to the proportion supplied in the past by foreign countries.

3. Whenever either High Contracting Party proposes to impose or to effect a substantial alteration in any quantitative regulation authorized by the preceding paragraph, that High Contracting Party shall give notice in writing to that effect to the other and shall, upon request, enter into consultation regarding the matter. If agreement is not reached within thirty days after the receipt of the notice the High Contracting Party giving such notice shall be free to impose or alter the regulation at any time, and the other High Contracting Party shall be free within fifteen days after such action is taken to terminate this Agreement in its entirety on giving thirty days' notice in writing to that effect.

4. The provisions of paragraph 1 of this Article shall not apply to quantitative regulations, in whatever form, imposed by either High Contracting Party on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the territories of the other High Contracting Party, in connexion with a multilateral agreement, binding both High Contracting Parties, designed to regulate or control the international marketing of such article.

Article 16.

1. The provisions of this Agreement shall not extend to prohibitions or restrictions

(a) Imposed for the protection of public health or on moral or humanitarian grounds ;

d'une taxe équivalant à une taxe intérieure qui frappe un article national similaire ou une marchandise ayant servi à la production ou à la fabrication, totale ou partielle, de l'article importé.

Article 15.

1. Aucune prohibition, aucune restriction ni aucune forme de réglementation quantitative, dont l'application se rattache ou non à un organisme de contrôle centralisé, ne sera instituée ou maintenue, dans le Royaume-Uni ou à Terre-Neuve, en ce qui concerne l'importation ou la vente de tout article, récolté, produit ou manufacturé aux Etats-Unis d'Amérique, qui est spécifié dans les listes I ou II respectivement ; ni dans aucun territoire nommé dans la liste III, en ce qui concerne l'importation ou la vente de tout article de ce genre spécifié dans ladite liste relativement au territoire en question ; ni aux Etats-Unis d'Amérique, en ce qui concerne l'importation ou la vente de tout article énuméré et décrit dans la liste IV, qui a été récolté, produit ou manufacturé dans l'un quelconque des territoires auxquels s'applique le présent accord pour ce qui concerne Sa Majesté le Roi, sauf stipulations expressément contraires figurant, selon le cas, dans les dites listes I, II, III ou IV.

2. La disposition ci-dessus ne s'appliquera pas aux réglementations quantitatives, sous quelque forme que ce soit, auxquelles l'une des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement assujettir l'importation ou la vente de tout article récolté, produit ou manufacturé dans les territoires de l'autre Partie, en liaison avec des mesures gouvernementales, ou des mesures prises avec l'autorisation gouvernementale,

a) Visant à réglementer ou à contrôler la production, la fourniture, la qualité ou le prix de l'article similaire récolté, produit ou manufacturé dans le pays même, ou

b) Ayant pour effet d'accroître les frais de main-d'œuvre de la production de l'article similaire récolté, produit, ou manufacturé dans le pays même ;

à la condition, toutefois, que la Haute Partie contractante qui a l'intention d'imposer une telle réglementation quantitative se soit assurée, dans le cas des mesures édictées à l'alinéa *a)* du présent paragraphe, que cette réglementation quantitative est indispensable pour la bonne application desdites mesures et, dans le cas des mesures indiquées à l'alinéa *b)* que ces mesures causent un préjudice à la production nationale de l'article en question du fait d'importations qui constituent une proportion anormale de la consommation totale dudit article relativement à la proportion fournie dans le passé par les pays étrangers.

3. Lorsque l'une des Hautes Parties contractantes se proposera d'instituer, ou de modifier d'une manière appréciable, une réglementation quantitative quelconque autorisée par le paragraphe précédent, cette Haute Partie contractante en donnera notification écrite à l'autre Partie et, sur demande, se consultera avec elle à ce sujet. Si un accord n'est pas intervenu dans les trente jours qui suivront la réception de la notification, la Haute Partie contractante qui aura fait cette notification sera libre d'instituer ou de modifier la réglementation à un moment quelconque, et il sera loisible à l'autre Haute Partie contractante, dans les quinze jours qui suivront cette décision, de mettre fin intégralement au présent accord en donnant, à cet effet, un préavis écrit de trente jours.

4. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne seront pas applicables aux réglementations quantitatives, sous quelque forme que ce soit, instituées par l'une des Hautes Parties contractantes relativement à l'importation ou à la vente d'un article quelconque, récolté, produit ou manufacturé dans les territoires de l'autre Haute Partie contractante, par suite d'un accord multilatéral liant les deux Hautes Parties contractantes et destiné à réglementer ou à contrôler le marché international de l'article en question.

Article 16.

Les dispositions du présent accord ne s'étendront pas aux prohibitions et restrictions :

a) Imposées pour la protection de l'hygiène publique ou pour des raisons de morale ou d'humanité ;

- (b) Imposed for the protection of animals or plants, including measures for protection against disease, degeneration or extinction as well as measures taken against harmful seeds, plants and animals ;
 - (c) Imposed by either High Contracting Party in pursuance of obligations under international agreements in force on the day of the signature of this Agreement by which that High Contracting Party is bound ;
 - (d) Relating to the importation or exportation of gold or silver ;
 - (e) Relating to the control of traffic in arms, ammunition or implements of war, and, in exceptional circumstances, all other military supplies ;
 - (f) Relating to neutrality or to public security ;
 - (g) Imposed by either High Contracting Party should that Party be engaged in hostilities or war.
2. The provisions of Article 15 shall not extend to prohibitions or restrictions
- (a) Relating to prison-made goods ;
 - (b) Relating to the enforcement of police or revenue laws.

Article 17.

In respect of articles the growth, produce or manufacture of the United States of America specified in Schedules I or II, imported into the United Kingdom or Newfoundland, respectively, and of articles the growth, produce or manufacture of any of the territories to which this Agreement applies on the part of His Majesty The King, enumerated and described in Schedule IV, imported into the United States of America, on which *ad valorem* rates of duty, or duties based upon or regulated in any manner by value, are or may be assessed, the general principles on which dutiable value is determined in each of the importing territories, on the day of the signature of this Agreement, shall not be altered to the detriment of importers.

Article 18.

If a wide variation should occur in the rate of exchange between the currencies of the United Kingdom and the United States of America, and if either High Contracting Party should consider the variation so substantial as to prejudice the industries or commerce of the territories of that High Contracting Party, such High Contracting Party shall be free to propose negotiations for the modification of this Agreement ; and if agreement is not reached within thirty days after the receipt of such proposal, the High Contracting Party making the proposal shall be free to terminate the Agreement in its entirety on giving thirty days' notice in writing to that effect.

Article 19.

Each High Contracting Party reserves the right to withdraw or to modify any concession granted in any territory of that High Contracting Party on any article enumerated and described, or specified, in any of the Schedules annexed to this Agreement, or to impose quantitative regulations on the importation of any such article into that territory if, as the result of the extension of such concession to other foreign countries, any such country obtains the major benefit of the concession, and if in consequence imports of the article concerned increase to such an extent as to threaten serious injury to producers in the territories of that High Contracting Party ; provided that, before any action authorized by this Article is taken, the High Contracting Party proposing to take such action shall give the other thirty days' notice thereof in writing and shall consult with that High Contracting Party concerning the proposed action.

Article 20.

Should any measure be adopted in any territory of either High Contracting Party which, while not conflicting with the terms of this Agreement, appears to the other High Contracting Party to have the effect of nullifying or impairing any of the objects of the Agreement, the first High Contracting Party shall consider such representations and proposals as the other may make, with a view to effecting a mutually satisfactory adjustment of the matter.

b) Destinées à protéger les animaux ou les plantes, y compris les mesures de protection contre les maladies, la dégénérescence ou l'extinction, ainsi que les mesures prises contre les graines, plantes et animaux nuisibles ;

c) Edictées par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes en exécution d'obligations découlant d'accords internationaux en vigueur le jour de la signature du présent accord et liant ladite Haute Partie contractante ;

d) Ayant trait à l'importation ou à l'exportation de l'or ou de l'argent ;

e) Se rapportant au contrôle du trafic des armes, munitions ou matériel de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de toutes autres fournitures militaires ;

f) Visant à la neutralité ou à la sécurité publique ;

g) Instituées par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes au cas où ladite Partie serait engagée dans des hostilités ou dans une guerre.

2. Les dispositions de l'article 15 ne s'étendront pas aux prohibitions ou restrictions :

a) Relatives aux articles fabriqués dans les prisons ;

b) Concernant l'application de lois pénales ou fiscales.

Article 17.

Dans le cas des articles, récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, et spécifiés dans les listes I ou II, qui sont importés dans le Royaume-Uni ou à Terre-Neuve respectivement, ainsi que dans le cas des articles, récoltés, produits ou manufacturés dans l'un quelconque des territoires auxquels s'applique le présent accord en ce qui concerne Sa Majesté le Roi, qui sont énumérés et décrits dans la liste IV et qui sont importés aux Etats-Unis d'Amérique, pour lesquels des droits *ad valorem*, ou des droits calculés ou régis d'une manière quelconque d'après la valeur, sont ou pourront être fixés, les principes généraux selon lesquels la valeur passible de droits est déterminée, dans chacun des territoires importateurs, à la date de la signature du présent accord, ne seront pas modifiés au détriment des importateurs.

Article 18.

S'il survenait une sensible différence dans le taux du change entre les devises du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique, ou si l'une des Hautes Parties contractantes considérait que cette différence est assez considérable pour porter préjudice aux industries ou au commerce des territoires de ladite Haute Partie contractante, cette Haute Partie contractante pourra proposer des négociations en vue de la modification du présent accord ; si une entente n'est pas intervenue à ce sujet dans les trente jours qui suivront la réception de ladite proposition, la Haute Partie contractante qui aura formulé la proposition pourra mettre fin intégralement au présent Accord en donnant un préavis écrit de trente jours à cet effet.

Article 19.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de retirer ou de modifier toute concession accordée, dans un territoire quelconque de cette Haute Partie contractante, pour tout article énuméré, décrit ou spécifié dans l'une des listes annexées au présent accord, ou d'établir des réglementations quantitatives visant l'importation de l'un quelconque des articles en question dans ce territoire, si, par suite de l'extension de cette concession à d'autres pays étrangers, l'un de ces pays en retire le principal bénéfice et si, de ce fait, les importations de l'article en question augmentent dans des proportions de nature à menacer d'un préjudice sérieux les producteurs des territoires de cette Haute Partie contractante ; étant entendu que la Haute Partie contractante qui se proposera de prendre une telle mesure donnera, par écrit, à l'autre Partie un préavis de trente jours et se consultera avec elle au sujet de la mesure envisagée.

Article 20.

Au cas où serait adoptée, dans l'un quelconque des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, une mesure qui, même si elle n'était pas en conflit avec les dispositions du présent accord, semblerait, de l'avis de l'autre Haute Partie contractante avoir pour effet d'empêcher ou de compromettre la réalisation de l'une quelconque des fins du présent accord, la première des Hautes Parties contractantes examinera les représentations et propositions que l'autre Partie pourra formuler, en vue d'arriver à une solution satisfaisante pour les deux Parties.

Article 21.

Except as otherwise required by Article 3 of this Agreement or by any of the Schedules annexed hereto :

(a) Nothing in the Agreement shall entitle His Majesty The King to claim the benefit of any treatment, preference or privilege which may at any time be accorded exclusively by the United States of America, its territories or possessions or the Panamá Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba. The provisions of this sub-paragraph shall continue to apply in respect of any benefits now or hereafter accorded by the United States of America, its territories or possessions or the Panamá Canal Zone to the Philippine Islands, irrespective of any change in the political status of the Philippine Islands.

(b) Nothing in the Agreement shall entitle the United States of America to claim the benefit of any treatment, preference or privilege which may at any time be in force exclusively between territories under the sovereignty of His Majesty The King or under His Majesty's protection or suzerainty ; or of any special customs privileges which may be accorded in Palestine to articles the growth, produce or manufacture of any State the territory of which in 1914 was wholly included in Asiatic Turkey or Arabia.

Article 22.

Nothing in this Agreement shall be deemed to affect the rights or obligations of either High Contracting Party under any treaty or other international instrument in force between them on the day of the signature of the Agreement.

Article 23.

This Agreement shall be ratified by His Majesty The King and shall be proclaimed by the President of the United States of America. It shall enter definitively into force thirty days after the exchange of the instrument of ratification and a copy of the proclamation, which shall take place in London as soon as possible.

Article 24.

Pending the definitive coming into force of this Agreement as provided in Article 23, the provisions thereof other than those of Article 11 and of Schedule III shall be applied provisionally on and after the 1st January, 1939, subject to a right to terminate the provisional application of the Agreement pursuant to the provisions of paragraph 3 of Article 15 and of Article 18. The provisional application of Article 11 and of Schedule III shall be effected as to the several provisions thereof as soon as may be possible.

Article 25.

Subject to the provisions of paragraph 3 of Article 15 and of Article 18, this Agreement shall remain in force until the 31st December, 1941, and, unless at least six months before the 31st December, 1941, either High Contracting Party shall have given notice in writing to the other of intention to terminate the Agreement on that date, it shall remain in force thereafter until the expiration of six months from the date on which such notice shall have been given.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Agreement and have affixed hereto their seals.

Done at the City of Washington, in duplicate, this seventeenth day of November, nineteen hundred and thirty-eight.

(L. S.) R. C. LINDSAY.
(L. S.) A. E. OVERTON.
(L. S.) Cordell HULL.

Article 21.

Sauf stipulations contraires de l'article 3 du présent accord ou de l'une quelconque des listes qui y sont annexées :

a) Aucune disposition du présent accord ne donnera à Sa Majesté le Roi le droit de réclamer le bénéfice de tout traitement, de toute mesure préférentielle ou de tout privilège, que pourront, à un moment quelconque, s'accorder les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions ou la Zone du Canal de Panama, exclusivement les uns aux autres ou à la République de Cuba. Les dispositions du présent alinéa continueront d'être applicables pour tous avantages présentement ou ultérieurement accordés par les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions ou la Zone du Canal de Panama, aux îles Philippines, sans égard à une modification quelconque du statut politique des îles Philippines.

b) Aucune disposition du présent accord ne donnera aux Etats-Unis d'Amérique le droit de réclamer le bénéfice de tout traitement, de toute mesure préférentielle ou de tout privilège qui pourra, à un moment quelconque, être en vigueur exclusivement entre des territoires se trouvant sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi ou sous la protection ou la suzeraineté de Sa Majesté ; il en sera de même pour tous les privilèges douaniers spéciaux qui pourront être accordés, en Palestine, aux articles récoltés, produits ou manufacturés dans un Etat dont le territoire, en 1914, faisait entièrement partie de la Turquie d'Asie ou de l'Arabie.

Article 22.

Aucune disposition du présent accord ne sera considérée comme affectant les droits ou obligations découlant, pour l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, de tout traité ou autre instrument international en vigueur entre elles le jour de la signature de l'accord.

Article 23.

Le présent accord sera ratifié par Sa Majesté le Roi et fera l'objet d'une proclamation du Président des Etats-Unis d'Amérique. Il entrera définitivement en vigueur trente jours après l'échange de l'instrument de ratification et d'un exemplaire de la proclamation, échange qui aura lieu à Londres dès que faire se pourra.

Article 24.

En attendant l'entrée en vigueur définitive du présent accord comme le prévoit l'article 23, les dispositions dudit accord, autres que celles de l'article 11 et de la liste III, seront provisoirement mises en application à partir du 1^{er} janvier 1939, sous réserve du droit de mettre fin à l'application provisoire de l'accord conformément aux dispositions de l'article 15 (paragraphe 3) et de l'article 18. L'application provisoire de l'article 11 et de la liste III s'effectuera, quant à leurs diverses dispositions, aussitôt que faire se pourra.

Article 25.

Sous réserve des dispositions de l'article 15 (paragraphe 3) et de l'article 18, le présent accord restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1941 et si, au moins six mois avant le 31 décembre 1941, l'une des Hautes Parties contractantes n'a pas notifié par écrit à l'autre Partie son intention de mettre fin à l'accord à cette date, celui-ci restera en vigueur ultérieurement jusqu'à l'expiration des six mois qui suivront la date à laquelle cette notification aura été faite.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux pays contractants ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, en double exemplaire, le dix-sept novembre mil neuf cent trente-huit.

(L. S.) R. C. LINDSAY.

(L. S.) A. E. OVERTON.

(L. S.) Cordell HULL.

SCHEDULE I.

PART I.

NOTE. — Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America specified in this Part shall not, on their importation into the United Kingdom, from whatever place arriving, be subject to duties or charges of any kind other or higher than those set out in this Part in respect of such articles except that where any of the articles specified in Section A, Part I, of this Schedule which are liable in whole or part on the day of signature of this Agreement to duties set forth in Part 5 or Part 6 of ' Customs and Excise Tariff of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland in operation on the 20th August, 1938, ' published by His Majesty's Stationery Office under the authority of the Commissioners of His Majesty's Customs and Excise, they shall continue to be subject to such duties at rates now in force, or as subsequently changed by law.

SECTION A.

Article	Rate of Duty
Wheat in grain	Free.
Maize in grain, other than flat white maize	Free.
Rice, husked, including cargo rice and cleaned rice whole, but not including broken rice	$\frac{2}{3}$ d. per lb.
Oatmeal (including all cuts of oatmeal, oat groats, oat flour and feeding oatmeal or ground oats; but not including oat husks, oat dust or oat husk meal); rolled oats and flaked oats	5s. od. per cwt.
Maize starch	10 per cent. <i>ad val.</i>
Linseed cake and linseed meal	10 per cent. <i>ad val.</i>
Fish meal, other than herring meal.	10 per cent. <i>ad val.</i>
Crushed oyster shells	10 per cent. <i>ad val.</i>
Hams, not preserved in airtight containers	Free.
<p>NOTE. The quantity of United States hams permitted to be imported shall be the subject of consultation from time to time between the two Governments. The quantity shall not be less than 500,000 cwts. a year, nor more than the quantity which could, in the opinion of the United Kingdom Government, be accommodated on the United Kingdom market without causing instability in the prices of hams and/or bacon. The provisions of this Schedule in respect of both the duty and quota treatment of hams shall, after the expiration of three years, be subject to revision by the Government of the United Kingdom after consultation with the Government of the United States of America.</p>	
Pork, chilled or frozen	Free.
<p>NOTE. The right is reserved to regulate quantitatively the imports of pork, chilled or frozen, into the United Kingdom.</p>	
Pigs' tongues, preserved in airtight containers	10 per cent. <i>ad val.</i>
Pigs' heads, pigs' feet and pigs' offal, edible, not preserved in airtight containers	Free.
Sausage casings, wholly of animal origin.	10 per cent. <i>ad val.</i>
Fresh or raw fruit :	
Apples	3s. od. per cwt. from 16th August to 15th April inclusive.
Pears	3s. od. per cwt. from 1st August to 31st January inclusive.

LISTE I.

PARTIE I.

NOTE. — Les articles, récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, qui sont spécifiés dans la présente partie ne seront pas, lors de leur importation dans le Royaume-Uni, quel que soit leur lieu de provenance, assujettis à des droits ou redevances autres ou plus élevés que ceux qui sont énoncés dans la présente Partie pour lesdits articles ; toutefois, lorsque les articles spécifiés à la Section A, Partie I, de la présente liste sont passibles, en totalité ou en partie, le jour de la signature du présent Accord, de droits stipulés dans la Partie 5 ou la Partie 6 du « Tarif des droits de Douane et d'Accise du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vigueur le 20 août 1938 », publié par le « Stationery Office » de Sa Majesté sous l'autorité des Commissaires des Douanes et de l'Accise de Sa Majesté, ils continueront à être assujettis aux droits en question selon les taux actuellement en vigueur ou tels qu'ils auront été ultérieurement modifiés par la loi.

SECTION A.

Articles	Droits
Froment en grains	en franchise.
Maïs en grains, autre que maïs plat blanc	en franchise.
Riz décortiqué, y compris le riz cargo et le riz entier nettoyé, mais non compris le riz brisé	$\frac{1}{3}d.$ par lb.
Grosse farine d'avoine (y compris tous les sous-produits (<i>cuts</i>) de la grosse farine d'avoine, gruaux d'avoine, farine d'avoine et grosse farine d'avoine ou avoine moulue, pour animaux ; mais non compris les pellicules d'avoine, ni la poussière d'avoine, ni la grosse farine de pellicules d'avoine) ; avoine roulée et flocons d'avoine.	5s. <i>od.</i> par cwt.
Amidon de maïs	10 p. c. <i>ad val.</i>
Tourteau de lin et farine de lin	10 p. c. <i>ad val.</i>
Farine de poisson, autre que farine de hareng	10 p. c. <i>ad val.</i>
Ecaillés d'huitres écrasées	10 p. c. <i>ad val.</i>
Jambons, non conservés en contenants hermétiques	en franchise.

NOTE. — La quantité de jambons des Etats-Unis qui pourra être importée fera, de temps à autre, l'objet de consultations entre les deux Gouvernements. Cette quantité ne sera pas inférieure à 500.000 cwts. par an, ni supérieure à la quantité qui, de l'avis du Gouvernement du Royaume-Uni, pourrait être écoulée sur le marché du Royaume-Uni sans provoquer d'instabilité dans le prix des jambons et/ou du lard. Les dispositions de la présente Liste fixant à la fois le droit de douane et le contingent afférents aux jambons pourront, après l'expiration d'une période de trois ans, faire l'objet d'une révision de la part du Gouvernement du Royaume-Uni, après consultation avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Viande de porc, congelée ou réfrigérée en franchise.

NOTE. — Le droit de réglementer quantitativement les importations, dans le Royaume-Uni, de viande de porc, congelée ou réfrigérée, est réservé.

Langues de porc, conservées en contenants hermétiques 10 p. c. *ad val.*

Têtes de porc, pieds de porc et abats de porcs, comestibles, non conservés en contenants hermétiques en franchise.

Enveloppes (casings) de saucisses, entièrement d'origine animale 10 p. c. *ad val.*

Fruits frais ou crus :

Pommes 3s. *od.* par cwt. du 16 août au 15 avril inclusivement.

Poires 3s. *od.* par cwt. du 1^{er} août au 31 janvier inclusivement.

Article	Rate of Duty
Pecan nuts, shelled or unshelled	10 per cent. <i>ad val.</i>
Fruit preserved by chemicals or artificial heat and fruit (other than fresh fruit) preserved by artificial cold ; but not including fruit preserved in sugar :	
Grapefruit	Free.
Dried apples, dried pears, dried peaches and dried nectarines	7s. 0d. per cwt. or 10 per cent. <i>ad val.</i> , whichever is the greater.
Apples, other than dried apples	3s. 6d. per cwt.
Ripe black olives in brine, imported in a container when the gross weight (including the weight of the container) does not exceed one cwt.	15 per cent. <i>ad val.</i>
Fruit of the following descriptions, preserved in syrup :	
Apples	2s. 3d. per cwt.
Apricots	15 per cent. <i>ad val.</i>
Cherries, stoned, with or without added flavouring matter	15 per cent. <i>ad val.</i>
Fruit salad, viz., mixtures of fruit (but not including mixed fruit pulp) containing not less than four separate descriptions of fruit, in which each of at least four descriptions constitutes at least 8 per cent. and no one description represents more than 50 per cent., by weight, of all the fruit in the mixture (excluding syrup)	5s. 6d. per cwt.
Grapefruit	Free.
Loganberries	4s. 0d. per cwt.
Peaches	15 per cent. <i>ad val.</i>
Pears	15 per cent. <i>ad val.</i>
Pineapples	5s. 0d. per cwt.
Fruit juices of the following descriptions, sweetened or unsweetened, including such juices concentrated or preserved or flavoured :	
Grapefruit juice	Free.
Orange juice, including such juice containing the detached cells of the fruit but excluding cut or pulped oranges containing the peel	Free.
Prune juice	10 per cent. <i>ad val.</i>
Pineapple juice	10 per cent. <i>ad val.</i>
Citrus fruit pectin in powder form	10 per cent. <i>ad val.</i>
Oysters in shell, of the variety <i>ostrea virginica</i>	15 per cent. <i>ad val.</i>
Salmon, chilled or frozen	¾d. per lb.
Fish, preserved in airtight containers, the following :	
Salmon	10 per cent. <i>ad val.</i>
Oysters	15 per cent. <i>ad val.</i>
Pilchards, other than the fish commonly known as " sardines "	7s. 6d. per cwt. or 10 per cent. <i>ad val.</i> , whichever is the greater.
Prawns and shrimps	10 per cent. <i>ad val.</i>
Honey	5s. 0d. per cwt.
Lard	Free.
Oleomargarine, oleo oil and refined tallow, not including premier jus	10 per cent. <i>ad val.</i>
A. B. gums	10 per cent. <i>ad val.</i>
Vegetables of the following descriptions, preserved in airtight containers, but not including vegetables and pickles preserved in vinegar :	
Asparagus	10 per cent. <i>ad val.</i>
Maize, including maize on cob (sweet corn)	10 per cent. <i>ad val.</i>
Beans, with or without flavouring, but not including beans in pod	20 per cent. <i>ad val.</i>
Tomato juice, preserved in airtight containers	10 per cent. <i>ad val.</i>
Boron minerals, crude, and concentrates of boracite and rasorite	Free.
Hardwood, not further prepared than square sawn.	10 per cent. <i>ad val.</i>
Persimmon wood, hickory wood and cornel wood in logs, planks, square cut blocks or lengths, or blocks or lengths of rectangular cross section tapered by sawing on one or more sides, not further prepared or manufactured	Free.

Articles	Droits
Pacanes, décortiquées ou non	10 p. c. <i>ad val.</i>
Fruits conservés par des produits chimiques ou par la chaleur artificielle et fruits (autres que frais) conservés par le froid artificiel ; mais à l'exclusion des fruits conservés au sucre :	
Pamplemousses	en franchise.
Pommes, poires, pêches et brugnons, séchés	7s. <i>od.</i> par cwt. ou 10 p. c. <i>ad val.</i> selon le droit le plus élevé.
Pommes, autres que pommes séchées	3s. <i>6d.</i> par cwt.
Olives noires mûres en saumure, importées en contenants lorsque le poids brut (y compris le poids du contenant) ne dépasse pas un cwt.	15 p. c. <i>ad val.</i>
Fruits des espèces suivantes, conservés au sirop :	
Pommes	2s. <i>3d.</i> par cwt.
Abricots	15 p. c. <i>ad val.</i>
Cerises dénoyautées, avec ou sans addition de substance aromatique	15 p. c. <i>ad val.</i>
Salade de fruits, à savoir : mélanges de fruits (mais non compris les pulpes de fruits mélangés), ne renfermant pas moins de quatre espèces de fruits différentes, dans lesquels quatre espèces au minimum représentent chacune au moins 8% et aucune espèce séparée plus de 50%, en poids, de l'ensemble des fruits du mélange (non compris le sirop)	5s. <i>6d.</i> par cwt.
Pamplemousses	en franchise.
Loganberries (ronces-framboises)	4s. <i>od.</i> par cwt.
Pêches	15 p. c. <i>ad val.</i>
Poires	15 p. c. <i>ad val.</i>
Ananas	5s. <i>od.</i> par cwt.
Jus de fruits, des catégories suivantes : édulcorés ou non édulcorés, y compris les mêmes jus concentrés ou conservés ou aromatisés :	
Jus de pamplemousses	en franchise.
Jus d'orange, y compris ceux renfermant les cellules du fruit détachées mais non compris les oranges coupées ou pulpées renfermant l'écorce	en franchise.
Jus de pruneau	10 p. c. <i>ad val.</i>
Jus d'ananas	10 p. c. <i>ad val.</i>
Pectine de fruits du genre citrus, sous forme de poudre	10 p. c. <i>ad val.</i>
Huitres en écailles, de la variété <i>ostrea virginica</i>	15 p. c. <i>ad val.</i>
Saumon, congelé ou réfrigéré	$\frac{3}{4}$ d. par lb.
Poissons, conservés en contenants hermétiques, savoir :	
Saumon	10 p. c. <i>ad val.</i>
Huitres	15 p. c. <i>ad val.</i>
Pilchards, autres que les poissons habituellement appelés « sardines »	7s. <i>6d.</i> par cwt. ou 10 p. c. <i>ad val.</i> selon le droit le plus élevé.
Crevettes et salicoques	10 p. c. <i>ad val.</i>
Miel	5s. <i>od.</i> par cwt.
Saindoux	en franchise.
Oléomargarine, oléine et suif raffiné, non compris le premier jus	10 p. c. <i>ad val.</i>
Gommes A. B.	10 p. c. <i>ad val.</i>
Légumes des catégories suivantes, conservés en contenants hermétiques, mais non compris les légumes et pickles conservés au vinaigre :	
Asperges	10 p. c. <i>ad val.</i>
Maïs, y compris les épis de maïs (maïs doux)	10 p. c. <i>ad val.</i>
Fèves, avec ou sans assaisonnement, mais non compris les fèves en gousses	20 p. c. <i>ad val.</i>
Jus de tomates, conservé en contenants hermétiques	10 p. c. <i>ad val.</i>
Bore, brut, et concentrés de boracite et de rasorite	en franchise.
Bois dur, non autrement travaillé que scié à arêtes vives	10 p. c. <i>ad val.</i>
Bois de plaqueminiér, bois de hickory et de cornouiller, en billes, en madriers, en blocs ou longueurs équarris, ou en blocs ou longueurs à coupe transversale rectangulaire, effilés à la scie sur un ou plusieurs côtés, n'ayant subi aucune préparation ou main-d'œuvre plus avancée	en franchise.

Article	Rate of Duty
Wood and timber of coniferous species, other than boxboards, railway sleepers and sleeper blocks, square sawn, but not further prepared or manufactured :	
11 inches or more in width throughout its length	16s. per standard. ¹
Other :	
Valued at £18 <i>os. od.</i> or more per standard.	16s. per standard.
Valued at £17 <i>os. od.</i> or more, but less than £18 <i>os. od.</i> per standard	10 per cent. <i>ad val.</i> less 1 per cent. <i>ad val.</i> for each 4s. by which the value exceeds £16 16s. <i>od.</i> per standard.
 <i>Provided</i> that if the Government of the United States notifies the Government of the United Kingdom that the tax imposed on the importation of lumber into the United States under Section 601 (c) (6) of the Revenue Act of 1932, as amended, has been removed; then, for so long as imports into the United States of lumber and timber described in Paragraph 401 of the Tariff Act of 1930 and originating in Canada are exempt from ordinary customs duties and charges in excess of 50 cents per thousand board feet, imports into the United Kingdom of wood and timber of coniferous species originating in the United States of America shall be accorded customs treatment as follows, instead of that provided for above :	
Wood and timber of coniferous species, other than boxboards, railway sleepers and sleeper blocks, square sawn, but not further prepared or manufactured :	
9 inches or more in width throughout its length and 15 feet or more in length	Free.
Other :	
Valued at £18 <i>os. od.</i> or more per standard.	Free.
Valued at £16 4s. <i>od.</i> or more, but less than £18 <i>os. od.</i> per standard	10 per cent. <i>ad val.</i> less 1 per cent. <i>ad val.</i> for each 4s. by which the value exceeds £16 <i>os. od.</i> per standard.
 <i>Provided</i> further that, whenever for a period of any four consecutive months the average value of the imports into the United Kingdom from all countries of sawn softwoods (exclusive of planed or dressed softwoods), as now shown in the monthly Trade Returns of the United Kingdom under that heading, either exceeds £14 <i>os. od.</i> per standard or is less than £10 <i>os. od.</i> per standard; then, after consultation with the Government of the United States, each of the value limitations set forth in all of the above concessions relating to wood and timber of coniferous species may be increased in the one case by £1 <i>os. od.</i> per standard for each complete pound sterling by which such average value exceeds £13 <i>os. od.</i> per standard, or may be decreased in the other case by £1 <i>os. od.</i> per standard for each complete pound sterling by which such average value is less than £11 <i>os. od.</i> per standard; but the value limitations set forth in the above concessions shall be restored as soon as possible after the conditions which gave rise to these modifications no longer exist.	
Asphalt and bitumen, natural	10 per cent. <i>ad val.</i>
Sulphur	Free.

¹ The standard referred to throughout this paragraph is the standard of 165 cubic feet.

Articles

Droits

Bois de conifères, autres que les planches à caisses, traverses de chemin de fer, et blocs pour traverses, sciés à arêtes vives mais non ultérieurement préparés ou ouvrés :	
Ayant 11 pouces ou plus en largeur sur toute leur longueur	16s. par standard. ¹
Autres :	
D'une valeur de £ 18 os. od. ou plus par standard	16s. par standard.
D'une valeur de £ 17 os. od. ou plus, mais de moins de £ 18 os. od. par standard	10 p. c. <i>ad val.</i> moins 1 p. c. <i>ad val.</i> pour chaque 4s. au-dessus de £ 16 16s. od. par stan- dard.
Etant entendu que, si le Gouvernement des Etats-Unis notifie au Gouvernement du Royaume-Uni que la taxe frappant l'importation de bois de construction aux Etats-Unis en vertu de l'article 601 c) (6) du « Revenue Act » de 1939, tel qu'il a été amendé, a été supprimée, dans ce cas, tant que les importations, aux Etats-Unis, de bois d'œuvre et de construction décrits au paragraphe 401 de la loi douanière de 1930 et originaires du Canada seront exemptées des droits de douane et redevances ordinaires en excédent de 50 cents par millier de pieds, mesure de planche, les importations, dans le Royaume-Uni, de bois d'œuvre et de construction (conifères), originaires des Etats-Unis d'Amérique recevront le traitement douanier indiqué ci-après, au lieu de celui qui est prévu ci-dessus :	
Bois, de conifères, autres que les planches à caisses, traverses de chemin de fer et blocs pour traverses, sciés à arêtes vives, mais non ultérieurement préparés ou ouvrés	
Ayant 9 pouces ou plus de largeur sur toute leur longueur et 15 pieds ou plus de longueur	en franchise.
Autres :	
D'une valeur de £18 os. od. ou plus par standard	en franchise.
D'une valeur de £16 4s. od. ou plus, mais de moins de £18 os. od. par standard	10 p. c. <i>ad val.</i> moins 1 p. c. <i>ad val.</i> pour chaque 4s. au-des- sus d'une valeur de £16 os. od. par standard.
Etant entendu, en outre, que, chaque fois que, pour une période de quatre mois consécutifs, la valeur moyenne des importations dans le Royaume-Uni, en provenance de tous les pays, de bois tendres sciés (à l'exclusion des bois tendres rabotés ou dressés) telle qu'elle est maintenant indiquée dans les Relevés commerciaux mensuels du Royaume-Uni sous cette rubrique, dépasse £14 os. od. par standard, ou est inférieure à £10 os. od. par standard, dès lors, après consultation avec le Gouvernement des Etats-Unis, chacune des limitations de valeur énoncées dans toutes les concessions ci-dessus concernant les bois d'œuvre et de construction, d'espèces conifères, pourra être augmentée, dans un cas, de £1 os. od. par standard pour chaque livre sterling complète dont ladite valeur moyenne dépassera £13 os. od. par standard, ou pourra être diminuée, dans l'autre cas, de £1 os. od. par standard pour chaque livre sterling complète dont ladite valeur moyenne sera inférieure à £11 os. od. par standard. Toutefois, les limitations de valeur énoncées dans les concessions ci-dessus seront rétablies aussitôt que possible après la disparition des circonstances qui auront donné lieu à ces modifications.	
Asphalte et bitume, naturels	10 p. c. <i>ad val.</i>
Soufre	en franchise.

¹ Le « standard » dont il est question dans tout ce paragraphe est le standard de 165 pieds cubes.

Article	Rate of Duty
Cotton, raw	Free.
Cotton linters, unbleached	Free.
Cotton waste, unmanufactured, that is to say, waste arising in any process up to and including spinning or in the doubling process or (not being a waste piece of tissue or of a like material) in the knitting or weaving or ancillary finishing processes, which has not been subjected to any process after becoming waste	Free.
Rosin (colophony)	Free.
Fur skins, of the following descriptions, raw, dried, salted or pickled, but not further treated:	
Muskrat (<i>Ondatra</i>)	Free.
Fox:	
Silver (<i>Vulpes</i>)	Free.
Cross (<i>Vulpes</i>)	
Red (<i>Vulpes</i>)	
Gray (<i>Urocyon</i>)	
Artic (<i>Alopex</i>)	Free.
Raccoon (<i>Procyon</i>)	
Skunk (<i>Mephitis</i>)	Free.
Civet cat (<i>Spilogale</i>)	Free.
Opossum (<i>Didelphis</i>)	Free.
Mink (<i>Mustela</i>)	Free.
Otter (<i>Lutra</i>)	Free.
Sea Otter (<i>Enhydra</i>)	Free.
Seeds, of the following kinds:	
Meadow fescue (<i>Festuca pratensis</i>)	10 per cent. <i>ad val.</i>
Smooth stalked meadow grass (<i>Poa pratensis</i>)	10 per cent. <i>ad val.</i>
<i>Agrostis</i> , variety <i>alba</i>	10 per cent. <i>ad val.</i>
Timothy (<i>Phleum pratense</i>)	10 per cent. <i>ad val.</i>
Shells (other than mother of pearl, trochus and other hard shells, including fresh water shells, possessing the characteristic nacre of pearl shell), not in any way prepared or worked	10 per cent. <i>ad val.</i>
Iron and steel bolts, whether threaded or not, bolt ends, set screws and screw studs, and other screws for metal, and nuts, whether tapped or not (including washers assembled with any of those articles):	
(a) Not exceeding 9/32 inch in maximum thread diameter and of a value exceeding £16 <i>os. od.</i> per cwt.	15 per cent. <i>ad val.</i>
(b) Exceeding 9/32 inch, but not exceeding 13/32 inch in maximum thread diameter and of a value exceeding £10 <i>os. od.</i> per cwt.	15 per cent. <i>ad val.</i>
(c) Exceeding 13/32 inch but not exceeding 9/16 inch in maximum thread diameter and of a value exceeding £6 5s. <i>od.</i> per cwt.	15 per cent. <i>ad val.</i>
(d) Exceeding 9/16 inch in maximum thread diameter and of a value exceeding £5 <i>os. od.</i> per cwt.	15 per cent. <i>ad val.</i>
Furniture made wholly or mainly of metal (including aseptic hospital furniture), the following:	
Tables	15 per cent. <i>ad val.</i>
Stands, desks and counters	15 per cent. <i>ad val.</i>
Chairs (other than pedestal chairs with reclining movement), stools and seats	15 per cent. <i>ad val.</i>
Bookcases and bookshelves	15 per cent. <i>ad val.</i>
Cash and deed boxes	15 per cent. <i>ad val.</i>
Drawers and cupboards	15 per cent. <i>ad val.</i>
Shelving	15 per cent. <i>ad val.</i>
Storage bins and storage racks	15 per cent. <i>ad val.</i>
Office letter racks and letter trays	15 per cent. <i>ad val.</i>
Lockers	15 per cent. <i>ad val.</i>
Safes and cabinets, including filing cabinets, made wholly or mainly of metal	15 per cent. <i>ad val.</i>

Articles	Droits
Coton, brut.	en franchise.
Linters de coton, non blanchis	en franchise.
Déchets de coton, non manufacturés, c'est-à-dire déchets résultant d'une opération quelconque jusques et y compris le filage, de l'opération du retordage, ou des opérations du tricotage ou du tissage ou d'une opération auxiliaire de parachèvement (mais ne constituant pas un rebut de tissu ou d'un article similaire), et n'ayant pas été soumis à une opération quelconque après être devenus des déchets	en franchise.
Colophane	en franchise.
Peaux à fourrure, des catégories suivantes, brutes, séchées, salées ou en saumure, mais n'ayant pas reçu de traitement plus avancé :	
Rat musqué (<i>Ondatra</i>)	en franchise.
Renard :	
Argenté (<i>Vulpes</i>)	} en franchise.
Croisé (<i>Vulpes</i>)	
Rouge (<i>Vulpes</i>)	
Gris (<i>Urocyon</i>)	
Arctique (<i>Alopex</i>)	
Raton laveur (<i>Procyon</i>)	en franchise.
Skungs (<i>Mephitis</i>)	en franchise.
Civette (<i>Spilogale</i>)	en franchise.
Opossum (<i>Didelphis</i>)	en franchise.
Vison (<i>Mustela</i>)	en franchise.
Loutre (<i>Lutra</i>)	en franchise.
Loutre marine (<i>Enhydra</i>)	en franchise.
Graines, des espèces suivantes :	
Fétuque (<i>Festuca pratensis</i>)	10 p. c. <i>ad val.</i>
Pâturin des prés (<i>Poa pratensis</i>)	10 p. c. <i>ad val.</i>
Agrostide variété <i>alba</i>	10 p. c. <i>ad val.</i>
Fléole des prés (<i>Phleum pratense</i>)	10 p. c. <i>ad val.</i>
Coquillages (autres que nacre de perle, troques, et autres coquillages durs, y compris les coquillages d'eau douce, qui possèdent le nacré des coquillages à nacre), non préparés ni travaillés d'aucune manière	10 p. c. <i>ad val.</i>
Boulons de fer et d'acier, filetés ou non, bouts de boulons, contre-écrous, goujon à vis et autres vis à métaux, ainsi qu'écrous taraudés ou non (y compris les rondelles adaptées à l'un quelconque de ces articles) :	
a) Ne mesurant pas plus de 9/32 de pouce dans le plus grand diamètre fileté, et d'une valeur dépassant £16 os. <i>od.</i> par cwt.	15 p. c. <i>ad val.</i>
b) Mesurant plus de 9/32 de pouce mais pas plus de 13/32 de pouce dans le plus grand diamètre fileté, et d'une valeur dépassant £10 os. <i>od.</i> par cwt.	15 p. c. <i>ad val.</i>
c) Mesurant plus de 13/32 de pouce, mais pas plus de 9/16 de pouce dans le plus grand diamètre fileté, et d'une valeur dépassant £6 5s. <i>od.</i> par cwt.	15 p. c. <i>ad val.</i>
d) Mesurant plus de 9/16 de pouce dans le plus grand diamètre fileté, et d'une valeur dépassant £5 os. <i>od.</i> par cwt.	15 p. c. <i>ad val.</i>
Meubles, entièrement ou partiellement en métal (y compris le mobilier aseptique d'hôpital), savoir :	
Tables	15 p. c. <i>ad val.</i>
Guéridons, bureaux et comptoirs	15 p. c. <i>ad val.</i>
Chaises (autres que les chaises inclinables à piédestal), tabourets et sièges	15 p. c. <i>ad val.</i>
Bibliothèques et rayons pour livres	15 p. c. <i>ad val.</i>
Caisses de sûreté et pour titres.	15 p. c. <i>ad val.</i>
Commodes et armoires.	15 p. c. <i>ad val.</i>
Rayonnages	15 p. c. <i>ad val.</i>
Coffres et rayons	15 p. c. <i>ad val.</i>
Porte-lettres et bacs à correspondance pour bureaux	15 p. c. <i>ad val.</i>
Classeurs	15 p. c. <i>ad val.</i>
Coffres-forts et cabinets, y compris les fichiers, entièrement ou principalement en métal	15 p. c. <i>ad val.</i>

Article	Rate of Duty $\bar{3}$
Tools, the following :	
Saws (other than power-driven saws and surgical saws) of a value of 3s. 9d. or more each	15 per cent. <i>ad val.</i> or 9d. each, whichever is the greater.
Files and rasps of which the serrated part exceeds 6 inches in length, but not including nail files	15 per cent. <i>ad val.</i>
Broaches	20 per cent. <i>ad val.</i>
Wrenches and spanners, excluding chain pipe wrenches and adjustable pipe wrenches having one fixed jaw, one movable jaw, and one or more springs, but including other pipe wrenches and tap wrenches	15 per cent. <i>ad val.</i>
Braces, not including breast drills and hand drills	15 per cent. <i>ad val.</i>
Vices of all kinds	15 per cent. <i>ad val.</i>
Screw plates	15 per cent. <i>ad val.</i>
Threading dies and taps	15 per cent. <i>ad val.</i>
Pipe cutters	15 per cent. <i>ad val.</i>
Non-portable lifting jacks	15 per cent. <i>ad val.</i>
Tyro levers and other appliances for fitting tyres	15 per cent. <i>ad val.</i>
Medical and surgical appliances (other than articles manufactured wholly or mainly of wire), the following :	
Arch supporters for feet	20 per cent. <i>ad val.</i>
Artificial limbs	20 per cent. <i>ad val.</i>
Crutches	20 per cent. <i>ad val.</i>
Fracture appliances in the form of splints and similar supports	20 per cent. <i>ad val.</i>
Trusses	20 per cent. <i>ad val.</i>
Artificial teeth, crowns and facings (excluding teeth, crowns and facings for specimen purposes mounted on metal strips or having a number indelibly impressed or embossed on the front thereof) :	
(a) Wholly or partly of metal	10s. <i>od.</i> per hundred or 20 per cent. <i>ad val.</i> , whichever is the greater.
(b) All others	2s. <i>od.</i> per hundred or 20 per cent. <i>ad val.</i> , whichever is the greater.
Dental instruments and appliances, the following :	
Amalgam instruments of a value exceeding 1s. 6d. each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Brushes, bristle, mounted on mandrel, of a value exceeding 1½d. each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Burnishers, of a value exceeding 1s. <i>od.</i> each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Burs, of a value exceeding 9d. per dozen	20 per cent. <i>ad val.</i>
Carvers, of a value exceeding 1s. 5d. each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Elevators, of a value exceeding 4s. 3d. each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Engines, electric, dental, of a value exceeding £18 <i>os. od.</i> each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Excavators, of a value exceeding 1s. <i>od.</i> each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Files, of a value exceeding 1s. 2d. each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Forceps, of a value exceeding 9s. <i>od.</i> each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Gags, mouth, of a value exceeding 1s. 3d. each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Mirrors, mouth, of a value exceeding 6d. each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Plastic filling instruments, of a value exceeding 1s. 5d. each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Pluggers, of a value exceeding 1s. 2d. each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Probes and explorers, of a value exceeding 1s. <i>od.</i> each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Pyorrhœa instruments, of a value exceeding 1s. 3d. each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Scalers and prophylactic instruments, of a value exceeding 1s. 6d. each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Spittoons, of a value exceeding £8 <i>os. od.</i> each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Spotlights, electric, complete with attachment for fitting to pedestals or units, of a value exceeding £3 <i>os. od.</i> each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Stoppers, of a value exceeding 1s. 9d. each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Trimmers, of a value exceeding 9d. each	20 per cent. <i>ad val.</i>

Articles	Droits
Outils des espèces suivantes :	
Scies (autres que scies mécaniques et scies chirurgicales) d'une valeur de 3s. 9d. ou plus, par pièce	15 p. c. <i>ad val.</i> ou 9d. chaque, selon le droit le plus élevé.
Limes et rapes, dont la partie entaillée mesure plus de 6 pouces de longueur, mais à l'exclusion des limes à ongles	15 p. c. <i>ad val.</i>
Alésoirs	20 p. c. <i>ad val.</i>
Clés de serrage, à l'exception de clés à chaîne pour tuyaux et des clés réglables pour tuyaux ayant une mâchoire fixe et l'autre mobile, et un ou plusieurs ressorts, mais y compris les autres clés à tuyaux et à robinets	15 p. c. <i>ad val.</i>
Vilebrequins, non compris les drilles et perceuses à main	15 p. c. <i>ad val.</i>
Etaux de toute sorte	15 p. c. <i>ad val.</i>
Filières à truelle	15 p. c. <i>ad val.</i>
Filières à coussinet et tarauds	15 p. c. <i>ad val.</i>
Coupe-tuyaux.	15 p. c. <i>ad val.</i>
Vérins de levage non portatifs	15 p. c. <i>ad val.</i>
Leviers et autres accessoires pour le montage des pneus	15 p. c. <i>ad val.</i>
Appareils médicaux et chirurgicaux (autres que les articles fabriqués entièrement ou principalement en fil métallique), savoir :	
Cambrures pour le pied	20 p. c. <i>ad val.</i>
Membres artificiels	20 p. c. <i>ad val.</i>
Béquilles	20 p. c. <i>ad val.</i>
Appareils pour fractures sous forme d'attelles et dispositifs analogues	20 p. c. <i>ad val.</i>
Bandages.	20 p. c. <i>ad val.</i>
Dents artificielles, couronnes et facettes (à l'exception des dents, couronnes et facettes devant servir de spécimens, montés sur des bandes métalliques ou portant un numéro indélébile imprimé ou estampé sur le devant) :	
a) Entièrement ou partiellement en métal	10s. <i>od.</i> par centaine ou 20 p. c. <i>ad val.</i> selon le droit le plus élevé.
b) Tous autres	2s. <i>od.</i> par centaine ou 20 p. c. <i>ad val.</i> selon le droit le plus élevé.
Instruments et appareils dentaires, savoir :	
Instruments pour amalgames, d'une valeur dépassant 1s. 6d. la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Brosses, soies, montées sur mandrin, d'une valeur dépassant 1½d. la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Instruments à polir, d'une valeur dépassant 1s. <i>od.</i> la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Fraises, d'une valeur dépassant 9d. l. douzaine	20 p. c. <i>ad val.</i>
Curettes, d'une valeur dépassant 1s. 5d. la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Élévateurs, d'une valeur dépassant 4s. 3d. la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Machines électriques dentaires, d'une valeur dépassant £18 <i>os. od.</i> la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Excavateurs, d'une valeur dépassant 1s. <i>od.</i> la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Limes, d'une valeur dépassant 1s. 2d. la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Daviers, d'une valeur dépassant 9s. <i>od.</i> la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Ouvre-bouche, d'une valeur dépassant 1s. 3d. la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Miroirs de bouche, d'une valeur dépassant 6d. la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Instruments pour la préparation et la mise en place des ciments, d'une valeur dépassant 1s. 5d. la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Automatons, d'une valeur dépassant 1s. 2d. la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Sondes, d'une valeur dépassant 1s. <i>od.</i> la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Instruments pour la pyorrhée alvéolo-dentaire, d'une valeur dépassant 1s. 3d. la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Rugines et instruments prophylactiques, d'une valeur dépassant 1s. 6d. la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Crachoirs, d'une valeur dépassant £8 <i>os. od.</i> la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Projecteurs-rélecteurs électriques complets, avec attache pour adaptation à un socle ou un bloc, d'une valeur dépassant £3 <i>os. od.</i> la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Fouloirs, d'une valeur dépassant 1s. 9d. la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Instruments de détartrage, d'une valeur dépassant 9d. la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>

Article	Rate of Duty
Dental plate fixative powder	10 per cent. <i>ad val.</i>
Sound amplification apparatus (other than hearing aid appliances designed for the use of the deaf), the following :	
Amplifiers	25 per cent. <i>ad val.</i>
Loud speakers	25 per cent. <i>ad val.</i>
Dictating machines, <i>i.e.</i> , machines of the types used for recording dictated correspondence ; and reproducing machines and record shaving machines adapted for use in connection therewith	10 per cent. <i>ad val.</i>
Accumulators (electric storage batteries).	15 per cent. <i>ad val.</i>
Electrical cooking apparatus (including industrial electrical cooking apparatus) and heating elements therefor	15 per cent. <i>ad val.</i>
Electrical heating apparatus (including industrial electrical heating apparatus) and heating elements therefor	15 per cent. <i>ad val.</i>
Electrically operated machines of the types used for domestic and household purposes, the following :	
Food mixers	15 per cent. <i>ad val.</i>
Dish washers	15 per cent. <i>ad val.</i>
Drink mixers	15 per cent. <i>ad val.</i>
Fruit juice extractors	15 per cent. <i>ad val.</i>
Electrically operated machines, the following :	
Hair clippers	15 per cent. <i>ad val.</i>
Dry shavers	15 per cent. <i>ad val.</i>
Agricultural tractors :	
Tracklaying tractors of a type suitable for hauling or pushing implements, with or without separate power take off, but not including machines specially adapted for other purposes, in which the track is ancillary	25 per cent. <i>ad val.</i>
Other than tracklaying tractors	15 per cent. <i>ad val.</i>
Air and gas compressors and exhausters	20 per cent. <i>ad val.</i>
Injectors for boilers	20 per cent. <i>ad val.</i>
Cash registers, with or without one or more cash drawers, with or without accumulating registers (totalizers) and with or without tape recording, printing and ticket issuing devices	15 per cent. <i>ad val.</i>
Dairy machinery, other than cream separators, the following :	
Milking machines	15 per cent. <i>ad val.</i>
Other kinds	20 per cent. <i>ad val.</i>
Automatic multi-head glass bottle making machines	15 per cent. <i>ad val.</i>
Automatic multi-head machines of the types used for :	
(a) Making glass stems for electric lamps.	15 per cent. <i>ad val.</i>
(b) Exhausting electric lamps and valves.	15 per cent. <i>ad val.</i>
Dry cleaning and laundering machines (other than hand operated machines of the types used for domestic purposes), the following :	
Cleaners and washers	15 per cent. <i>ad val.</i>
Driers	15 per cent. <i>ad val.</i>
Wringers	15 per cent. <i>ad val.</i>
Ironing machines	15 per cent. <i>ad val.</i>
and any combination thereof.	
Office machinery of the following kinds, other than machines operated in conjunction with punched cards :	
Accounting machines	15 per cent. <i>ad val.</i>
Calculating machines	15 per cent. <i>ad val.</i>
Adding machines	15 per cent. <i>ad val.</i>
Listing machines	15 per cent. <i>ad val.</i>
Billing machines	15 per cent. <i>ad val.</i>
Posting machines	15 per cent. <i>ad val.</i>

and any combination thereof, including typewriters incorporated in these machines.

Articles	Droits
Poudre fixative pour pièces dentaires	10 p. c. <i>ad val.</i>
Appareils d'amplification du son (autres que dispositifs à l'usage des sourds), savoir :	
Amplificateurs	25 p. c. <i>ad val.</i>
Haut-parleurs	25 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à dicter, c'est-à-dire les machines des types employés pour enregistrer la correspondance dictée, ainsi que les machines reproductrices et les machines à gratter les rouleaux et disques devant servir auxdites machines à dicter . . .	10 p. c. <i>ad val.</i>
Accumulateurs (batteries électriques)	15 p. c. <i>ad val.</i>
Appareils électriques de cuisson (y compris les appareils électriques de cuisson industriels) et éléments de chauffage pour ces appareils	15 p. c. <i>ad val.</i>
Appareils électriques de chauffage (y compris les appareils électriques de chauffage industriels) et éléments de chauffage pour ces appareils	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines mues à l'électricité, des types utilisés pour des usages domestiques ou ménagers, savoir :	
Mélangeurs d'aliments	15 p. c. <i>ad val.</i>
Lave-vaisselle	15 p. c. <i>ad val.</i>
Mélangeurs de boissons	15 p. c. <i>ad val.</i>
Presses à fruits	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines mues à l'électricité, savoir :	
Tondeuses pour les cheveux	15 p. c. <i>ad val.</i>
Rasoirs à sec	15 p. c. <i>ad val.</i>
Tracteurs agricoles :	
Tracteurs poseurs de voies, d'un type propre à traîner ou pousser le matériel, avec ou sans appareils moteurs séparés pour le déchargement, mais non compris les machines spécialement destinées à d'autres usages, chez lesquelles la voie n'est que l'accessoire	25 p. c. <i>ad val.</i>
Autres que les tracteurs poseurs de voies	15 p. c. <i>ad val.</i>
Compresseurs d'air et de gaz et exhausteurs	20 p. c. <i>ad val.</i>
Injecteurs pour chaudières	20 p. c. <i>ad val.</i>
Caisnes enregistreuses, comportant ou non un ou plusieurs tiroirs à monnaie, des totalisateurs, et des dispositifs enregistrant, imprimant et distribuant les tickets au moyen d'un ruban	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines pour laiterie, autres qu'écrèmeuses, savoir :	
Trayeuses mécaniques	15 p. c. <i>ad val.</i>
Autres catégories	20 p. c. <i>ad val.</i>
Machines automatiques à plusieurs têtes pour la fabrication des bouteilles en verre	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines automatiques à plusieurs têtes, des types employés :	
a) à la fabrication des tiges en verre pour ampoules électriques	15 p. c. <i>ad val.</i>
b) à faire le vide dans les ampoules et lampes électriques	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines pour le nettoyage à sec et le blanchissage du linge (autres que les machines mues à la main, des types employés pour usages domestiques), savoir :	
Nettoyeuses et lessiveuses	15 p. c. <i>ad val.</i>
Essoreuses	15 p. c. <i>ad val.</i>
Tordeuses	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à repasser	15 p. c. <i>ad val.</i>
et toute combinaison de ces machines.	
Machines de bureau des espèces suivantes, autres que les machines fonctionnant en connexion avec des cartes perforées, savoir :	
Machines de comptabilité	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à calculer	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à additionner	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à dresser des listes	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à tenir les livres	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à facturer	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à tenir le grand livre	15 p. c. <i>ad val.</i>
et toute combinaison de ces machines, y compris les machines à écrire y incorporées.	

Article	Rate of Duty
Typewriters, with or without cases (not including electric typewriters, accounting, adding, listing, bookkeeping or billing machines or typewriters incorporated therein) :	
Of a weight exceeding 22 pounds and of a value exceeding £6 os. od. per machine	£3 10s. od. per machine.
Other office machinery of the following kinds :	
Addressing machines	15 per cent. <i>ad val.</i>
Letter opening machines	15 per cent. <i>ad val.</i>
Letter sealing machines	15 per cent. <i>ad val.</i>
Machines, other than typewriters, of a type specially adapted for the mechanical writing of cheques	15 per cent. <i>ad val.</i>
Stamp affixing machines	15 per cent. <i>ad val.</i>
Machines of the types used for the automatic production of typewritten correspondence, with or without motors, but not including typewriters used in connection therewith	15 per cent. <i>ad val.</i>
Coin sorting, counting and wrapping machines	15 per cent. <i>ad val.</i>
Perforating machines	15 per cent. <i>ad val.</i>
Postage franking machines	15 per cent. <i>ad val.</i>
Packing and labelling machines, the following :	
Cappers, sealers (excluding carton sealing machines) and closers	15 per cent. <i>ad val.</i>
Carton and bread wrappers (but not including bread slicers)	20 per cent. <i>ad val.</i>
Labelling machines	20 per cent. <i>ad val.</i>
Can casing machines	20 per cent. <i>ad val.</i>
Filling machines with weighing devices	20 per cent. <i>ad val.</i>
Paper making and board making machines	20 per cent. <i>ad val.</i>
Portable electric or pneumatic tools	20 per cent. <i>ad val.</i>
Marine outboard motors	20 per cent. <i>ad val.</i>
Typesetting machines	15 per cent. <i>ad val.</i>
Rotary newspaper printing machines, that is to say, rotary printing machines designed for the printing of newspapers and the like from reels of paper, and equipped with cutting and folding mechanism	15 per cent. <i>ad val.</i>
Automatic cardboard box and carton forming and lining machines	20 per cent. <i>ad val.</i>
Pumps of the types used for the delivery of petrol and oil at garages and filling stations	15 per cent. <i>ad val.</i>
Electrically operated refrigerators, having a storage capacity not exceeding 12 cubic feet, and complete mechanical units for such refrigerators	15 per cent. <i>ad val.</i>
Air conditioning machines, self-contained, comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	15 per cent. <i>ad val.</i>
Sewing machine heads, being, in the case of hand sewing machines, machines without stands or separable cabinet work and, in the case of treadle or power-operated machines, machines without stands or separable cabinet work and without equipment for providing motive power	15 per cent. <i>ad val.</i>
Textile machinery of the following kinds :	
Warp tying machines	15 per cent. <i>ad val.</i>
Warp drawing machines	15 per cent. <i>ad val.</i>
Circular knitting machines	20 per cent. <i>ad val.</i>
Vacuum cleaners, electrically operated	15 per cent. <i>ad val.</i>
Machinery belting of leather over 1/8-inch thick and not more than 24 inches wide, of a value not less than £30 os. od. per cwt.	10 per cent. <i>ad val.</i>
Machinery belting of rubber (including balata and gutta percha) and canvas, of a value not less than £12 10s. od. per cwt.	10 per cent. <i>ad val.</i>
Hardwood flooring blocks or strips, planed and tongued and grooved or planed and otherwise manufactured	17 1/2 per cent. <i>ad val.</i>
Hardwood parquet flooring in sections composed of blocks or strips glued or otherwise joined together	17 1/2 per cent. <i>ad val.</i>

Articles	Droits
Machines à écrire, avec ou sans couvercle (non compris les machines à écrire électriques, les machines de comptabilité, à additionner, à dresser des listes, à tenir les livres ou à facturer, ni les machines à écrire y incorporées) : Pesant plus de 22 livres et d'une valeur dépassant £6 os. od. par machine	£3 ros. od. par machine.
Autres machines de bureau, des espèces suivantes :	
Machines à adresser	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à ouvrir les lettres	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à fermer les lettres	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines, autres que les machines à écrire, d'un type spécialement construit pour le remplissage mécanique des chèques	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à fixer les timbres	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines, des types employés pour la production automatique de la correspondance dactylographiée, avec ou sans moteur, mais non compris les machines à écrire utilisées conjointement	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à trier, compter et emballer les monnaies	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à perforer	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines pour l'affranchissement postal	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à emballer et à étiqueter, savoir :	
Machines à capsuler, à sortir (autres que celles à sortir les contenants en carton) et à fermer	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à envelopper le pain (mais non compris les machines à couper le pain en tranches)	20 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à étiqueter	20 p. c. <i>ad val.</i>
Machines pour le conditionnement des boîtes de fer-blanc	20 p. c. <i>ad val.</i>
Tireuses-remplisseuses, avec dispositifs de pesée	20 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à fabriquer le papier et le carton	20 p. c. <i>ad val.</i>
Outils électriques ou pneumatiques portatifs	20 p. c. <i>ad val.</i>
Moteurs hors bord (de marine)	20 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à composer	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines rotatives pour l'impression des journaux, c'est-à-dire machines rotatives adaptées pour l'impression des journaux et similaires au moyen de bobines de papier, et comportant un mécanisme pour couper et plier	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines automatiques pour façonner et doubler les boîtes de carton	20 p. c. <i>ad val.</i>
Pompes, des types employés pour la vente d'essence et d'huile dans les garages et stations de ravitaillement	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines frigorifiques électriques, ayant une capacité d'emmagasinage non supérieure à 12 pieds cubes, ainsi que leur équipement mécanique complet	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	15 p. c. <i>ad val.</i>
Têtes de machines à coudre, c'est-à-dire, s'il s'agit de machines à coudre à main, les machines sans pied ni meuble séparable, et, s'il s'agit de machines à pédale ou mécaniques, les machines sans pied ni meuble séparable et sans équipement générateur de force motrice	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines textiles des espèces suivantes :	
Noueuses mécaniques de chaîne	15 p. c. <i>ad val.</i>
Remetteuses mécaniques de chaîne	15 p. c. <i>ad val.</i>
Tricoteuses circulaires	20 p. c. <i>ad val.</i>
Aspirateurs de poussière, mus à l'électricité	15 p. c. <i>ad val.</i>
Courroies pour machines, en cuir, de plus de 1/8 de pouce d'épaisseur mais n'ayant pas plus de 24 pouces de largeur, d'une valeur non inférieure à £30 os. od. par cwt.	10 p. c. <i>ad val.</i>
Courroies pour machines, en caoutchouc (y compris la balata et la gutta-percha) et en toile à voile, d'une valeur non inférieure à £12 ros. od. par cwt.	10 p. c. <i>ad val.</i>
Blocs et planchettes en bois dur pour planchers, rabotés, languetés et rainurés ou rabotés et autrement travaillés	17 1/2 p. c. <i>ad val.</i>
Parquets en bois dur, en sections composées de blocs ou de planchettes collées ou autrement réunies ensemble	17 1/2 p. c. <i>ad val.</i>

Article	Rate of Duty
Tool handles of wood, the following :	
Fork, shovel and spade handles, of the box or " D " type, whether riveted or not	Free.
Other tool handles	15 per cent. <i>ad val.</i>
Plywood, faced with softwood	10 per cent. <i>ad val.</i>
Articles, manufactured wholly or partly of wood, the following :	
Doors of a height and width not less than 6 feet and 2 feet respectively . .	1s. 6d. each or 20 per cent. <i>ad val.</i> , whichever is the greater.
Oak staves not further prepared than sawn (whether cylindrically or otherwise)	10 per cent. <i>ad val.</i>
Other oak staves	20 per cent. <i>ad val.</i>
Oak sections of cask heads not dowel-holed or pegged and cask heads consisting of a single circular sheet of oak	10 per cent. <i>ad val.</i>
Cask heads of oak, other than those consisting of a single circular sheet . . .	20 per cent. <i>ad val.</i>
Cask hoops, including hoopwood in strips, notched or otherwise jointed at the ends	20 per cent. <i>ad val.</i>
Hoopwood in the form of strips of rough wood, whether straight or coiled, but not including strips notched or otherwise jointed at the ends	10 per cent. <i>ad val.</i>
Wooden bungs and shives	20 per cent. <i>ad val.</i>
Wooden boot last blocks roughly shaped by sawing or turning, but not further manufactured	10 per cent. <i>ad val.</i>
Other wooden boot and shoe lasts, stretchers and trees	20 per cent. <i>ad val.</i>
Wooden golf club head blocks roughly shaped by sawing, but not further manufactured	10 per cent. <i>ad val.</i>
Wooden gun, carbine, and rifle stock blocks, roughly shaped by sawing, and such blocks planed or polished, but not further manufactured	10 per cent. <i>ad val.</i>
Pencil slats of wood	10 per cent. <i>ad val.</i>
Women's and girls' outer garments being costumes, dresses, coats and skirts made entirely of woven fabrics, consisting wholly of cotton, and of a value exceeding 4s. <i>od.</i> per garment, excluding articles which consist wholly or partly of lace or lace net or material resembling these, or which at any stage of manufacture have been subjected, as to the whole or a part thereof, to a process of embroidery by hand or machine needlework, stiletto work, borer work, cut work or drawn thread work, or to a process producing a similar effect	20 per cent. <i>ad val.</i>
Women's and girls' footwear, the following :	
Boots, bootees, shoes, overshoes, slippers and sandals of all descriptions, of a value exceeding 10s. <i>od.</i> a pair (but not including articles made wholly or partly of rubber, balata or gutta percha, except where the outer part of the uppers, apart from stitchings, fastenings or ornaments, is made entirely of leather or leather and elastic)	2s. <i>od.</i> per pair or 15 per cent. <i>ad val.</i> , whichever is the greater.
Paraffin wax	10 per cent. <i>ad val.</i>
Boric acid (refined)	20 per cent. <i>ad val.</i>
Borax (refined)	20 per cent. <i>ad val.</i>
Sodium chromate	10 per cent. <i>ad val.</i>
Sodium bi-chromate	8s. <i>od.</i> per cwt.
Chestnut extract	10 per cent. <i>ad val.</i>
Carbon black from natural gas	10 per cent. <i>ad val.</i>
Oil varnishes containing one or more of each of the following ingredients, viz, resins, drying oils, thinners and driers, but not including cellulose ester varnishes and preparations containing pigments	15 per cent. <i>ad val.</i>

Articles	Droits
Manches à outils, en bois, savoir :	
Manches en bois, du type à encoches ou en forme de « D », rivés ou non, pour fourches, pelles et bèches	en franchise.
Autres manches à outils	15 p. c. <i>ad val.</i>
Bois contre-plaqué, avec feuille en bois tendre	10 p. c. <i>ad val.</i>
Articles entièrement ou partiellement en bois, savoir :	
Portes d'une hauteur et d'une largeur non inférieures à 6 et 2 pieds respectivement	1s. 6d. chaque ou 20 p. c. <i>ad val.</i> , selon le droit le plus élevé.
Douves n'ayant pas subi de travail postérieur au sciage (cylindrique ou autre)	
Autres douves	10 p. c. <i>ad val.</i>
Sections en bois de fonds de tonneaux, non perforées pour les goujons ni chevillées, ainsi que fonds de tonneaux consistant en une simple feuille circulaire de bois	20 p. c. <i>ad val.</i>
Fonds de tonneaux, autres que ceux consistant en une simple feuille circulaire de bois	10 p. c. <i>ad val.</i>
Cercles de tonneaux, y compris le feuillard en bandes, encochées ou autrement réunies aux extrémités	20 p. c. <i>ad val.</i>
Bois feuillard, sous forme de bandes de bois brut, en longueurs ou en rouleaux, mais non compris les bandes encochées ou autrement réunies aux extrémités	
Bondes et bondons de bois	10 p. c. <i>ad val.</i>
Ebauches en bois pour formes de chaussures, grossièrement façonnées par le sciage et le tournage, mais non ultérieurement ouvrées	20 p. c. <i>ad val.</i>
Autres formes de chaussures ou souliers en bois, tendeurs et embauchoirs .	
Ebauches en bois pour têtes de club de golf, grossièrement façonnées par le sciage, mais non ultérieurement ouvrées	10 p. c. <i>ad val.</i>
Blocs de bois, grossièrement ébauchés par le sciage, pour crosses de fusils, de carabines et de rifles, ainsi que ces mêmes blocs rabotés ou polis mais non ultérieurement ouvrés	10 p. c. <i>ad val.</i>
Lamelles de bois pour crayons	10 p. c. <i>ad val.</i>
Vêtements de dessus pour dames et fillettes, soit costumes, robes, manteaux et jupes, faits entièrement de tissu consistant uniquement en coton, et d'une valeur dépassant 4s. <i>od.</i> par vêtement, non compris les articles qui consistent, entièrement ou partiellement, en dentelles ou filets de dentelles ou en matière ressemblant aux dentelles ou aux filets de dentelles, ou qui, à n'importe quelle phase de leur fabrication, ont été soumis, dans l'ensemble ou pour une partie, à un travail de broderie à l'aiguille, à la main ou à la machine, ou à un travail de poinçonnage, d'estampage, de découpage ou de fils tirés, ou à un travail produisant un effet similaire	20 p. c. <i>ad val.</i>
Chaussures pour dames et fillettes, savoir :	
Bottes, bottines, souliers, galoches, pantoufles et sandales de toutes sortes, d'une valeur supérieure à 10s. <i>od.</i> la paire (mais non compris les articles entièrement ou partiellement en caoutchouc, balata, ou gutta-percha), à l'exception de ceux dont la partie extérieure de la tige, sans tenir compte des pigures, des attaches, ni des ornements, est entièrement en cuir ou en cuir et élastique,	2s. <i>od.</i> la paire ou 15 p. c. <i>ad val.</i> , selon le droit le plus élevé.
Paraffine solide	10 p. c. <i>ad val.</i>
Acide borique (raffiné)	20 p. c. <i>ad val.</i>
Borax (raffiné)	20 p. c. <i>ad val.</i>
Chromate de sodium	10 p. c. <i>ad val.</i>
Bi-chromate de sodium	8s. <i>od.</i> par cwt.
Extrait de châtaignier	10 p. c. <i>ad val.</i>
Noir de charbon provenant du gaz naturel	10 p. c. <i>ad val.</i>
Vernis à l'huile contenant un ou plusieurs des ingrédients suivants : résines, huiles siccatives, diluant et siccatifs, mais non compris les vernis à l'ester de cellulose ni les préparations contenant des pigments	15 p. c. <i>ad val.</i>

Article	Rate of Duty
Petroleum jelly not containing any other substance	10 per cent. <i>ad val.</i>
Soft soap	15 per cent. <i>ad val.</i>
Hard soap, other than abrasive soap and toilet soap.	15 per cent. <i>ad val.</i>
Shaving soap and cream and brushless shaving cream.	15 per cent. <i>ad val.</i>
Hide leather, undressed, the following :	
Bellies and shoulders for soles	10 per cent. <i>ad val.</i>
Hides and skins, undressed, the following :	
Pickled splits other than grain splits	10 per cent. <i>ad val.</i>
Reptile leather, undressed, of the following descriptions :	
Snake, lizard, crocodile and alligator skins, not shaped	10 per cent. <i>ad val.</i>
Leather, dressed, the following :	
Waxed splits, not chrome tanned or shaped, other than grain splits.	15 per cent. <i>ad val.</i>
Reptile leather, dressed, of the following descriptions :	
Snake, lizard, crocodile and alligator skins, not shaped or subjected to any process other than dressing or dressing and colouring	15 per cent. <i>ad val.</i>
Glacé kid, being chrome tanned goatskin of smooth, polished finish, not shaped	10 per cent. <i>ad val.</i>
Scrap or waste of chrome tanned calf, kip or hide leather, being leather of a kind not used in the uppers of boots and shoes	15 per cent. <i>ad val.</i>
Dressed pigskin, peccary and carpincho leather, not shaped.	15 per cent. <i>ad val.</i>
Women's handbags and pochettes, whether fitted or not, made wholly or partly of leather or material resembling leather, without key locks, of which neither the length nor the width, exclusive of the handle, exceeds 12 inches, and of a value exceeding 4s. <i>od.</i> each	1s. <i>od.</i> each or 20 per cent. <i>ad val.</i> , whichever is the greater.
Paper manufactures, the following :	
Paper dress patterns, including the paper envelopes in which they are enclosed.	15 per cent. <i>ad val.</i>
Vulcanized fibre in reels, coils, sheets, strips, rods or tubes, not further manufactured	16 ² / ₃ per cent. <i>ad val.</i>
Face and hand towels, made wholly of paper, of a weight when fully extended equivalent to not less than 10 pounds to the ream of 480 sheets of double crown measuring 20 inches by 30 inches	16 ² / ₃ per cent. <i>ad val.</i>
Serviettes and handkerchiefs, not printed, of a superficial area not exceeding 400 square inches, made wholly of paper, of a weight when fully extended equivalent to not less than 7 pounds to the ream of 480 sheets of double crown measuring 20 inches by 30 inches	16 ² / ₃ per cent. <i>ad val.</i>
Motor cars and chassis for motor cars (complete with engines) of 25 horse power and upwards, calculated in accordance with the Road Vehicles (Registration and Licensing) Regulations, 1924	33 ¹ / ₃ per cent. <i>ad val.</i>
Sheets or sheeting wholly of rubber imported as such	10 per cent. <i>ad val.</i>
Tubing and piping, wholly of rubber (including compounded rubber, vulcanite and ebonite), balata or gutta percha, of a value exceeding 2s. <i>od.</i> per pound	10 per cent. <i>ad val.</i>
Tubing and piping wholly or partly of rubber (including compounded rubber, vulcanite and ebonite), balata or gutta percha, reinforced or armoured throughout its length with metal wire or strip	10 per cent. <i>ad val.</i>
Tubing and piping (not including, when imported as such, articles comprised in the two items immediately preceding), manufactured partly of rubber (including compounded rubber, vulcanite and ebonite), balata or gutta percha, with or without nozzles or other fittings attached thereto	1 ¹ / ₂ d. per lb. or 15 per cent. <i>ad val.</i> , whichever is the greater.
Material consisting of rubber sheeting with a textile backing, not made up	20 per cent. <i>ad val.</i>

Articles	Droits
Gelée de pétrole ne contenant aucune autre substance	10 p. c. <i>ad val.</i>
Savon mou	15 p. c. <i>ad val.</i>
Savon dur, autre que le savon abrasif et que le savon de toilette	15 p. c. <i>ad val.</i>
Savon et crème à barbe, ainsi que crème à raser sans blaireau	15 p. c. <i>ad val.</i>
Cuir non préparé, savoir :	
Ventres et épaules pour semelles	10 p. c. <i>ad val.</i>
Cuir et peaux, non préparés, savoir :	
Couches de peau fendue picklées, à l'exclusion de la fleur de cuir fendu . . .	10 p. c. <i>ad val.</i>
Cuir de reptile, non préparé, des catégories suivantes :	
Peaux de serpent, lézard, crocodile et alligator, non façonnées	10 p. c. <i>ad val.</i>
Cuir, préparé, savoir :	
Couches de peau fendue, non tannées au chrome ou façonnées, autres que la fleur de cuir fendu	15 p. c. <i>ad val.</i>
Cuir de reptile, apprêté, des catégories suivantes :	
Peaux de serpent, lézard, crocodile, et alligator, non façonnées ou soumises à une autre fabrication que l'apprêt ou l'apprêt et le mettage en couleur . . .	15 p. c. <i>ad val.</i>
Chevreau glacé, consistant en peaux de chèvre tannées au chrome et d'un parachèvement finement poli, non façonné	10 p. c. <i>ad val.</i>
Rognures ou déchets de cuir de veau, de vachette ou de grandes peaux, tanné au chrome, consistant en cuir d'une espèce non employée dans la fabrication d'empeignes de bottines et de souliers	15 p. c. <i>ad val.</i>
Peau de porc, de pécarî et de carpincho, apprêtée, non façonnée	15 p. c. <i>ad val.</i>
Sacs et sacsoches de dames, garnis ou non, faits entièrement ou partiellement de cuir ou d'une matière ressemblant au cuir, sans serrure, dont la longueur ni la largeur, à l'exclusion de la poignée, ne dépassent pas 12 pouces et dont la valeur dépasse 4s. od. la pièce	1s. od. chaque ou 20 p. c. <i>ad val.</i> selon le droit le plus élevé.
Articles en papier, savoir :	
Patrons de vêtements, en papier, y compris les enveloppes en papier qui les renferment	15 p. c. <i>ad val.</i>
Fibre vulcanisée en bobines, rouleaux, feuilles, bandes, baguettes ou tubes, non ultérieurement travaillée	16 ² / ₃ p. c. <i>ad val.</i>
Serviettes de toilette et essuie-mains, entièrement en papier, pesant, complètement étirés, 10 livres et plus par rame de 480 feuilles double couronne mesurant 30 × 20 pouces	16 ² / ₃ p. c. <i>ad val.</i>
Serviettes de table et mouchoirs de poche, non imprimés, d'une surface ne dépassant pas 400 pouces carrés, entièrement en papier, pesant, complètement étirés, 7 livres et plus par rame de 480 feuilles double couronne mesurant 30 × 20 pouces	16 ² / ₃ p. c. <i>ad val.</i>
Automobiles et châssis pour automobiles (complets avec moteur) de 25 C. V. et plus, calculés conformément aux « Road Vehicles (Registration and Licensing) Regulations, 1924 »	33 ¹ / ₃ p. c. <i>ad val.</i>
Feuilles, entièrement de caoutchouc, importées comme telles	10 p. c. <i>ad val.</i>
Tubes et tuyaux, entièrement en caoutchouc (y compris le caoutchouc composé, la vulcanite et l'ébonite) en balata ou en gutta-percha, d'une valeur dépassant 2s. od. par livre	10 p. c. <i>ad val.</i>
Tubes et tuyaux, entièrement ou partiellement en caoutchouc (y compris le caoutchouc composé, la vulcanite et l'ébonite) en balata ou en gutta-percha, renforcés ou armés, sur toute leur longueur, de fil ou de bandes métalliques	10 p. c. <i>ad val.</i>
Tubes et tuyaux (sauf, lorsqu'ils sont importés comme tels, les articles compris dans les deux positions immédiatement précédentes) partiellement fabriqués en caoutchouc (y compris le caoutchouc composé, la vulcanite et l'ébonite), en balata ou en gutta-percha, avec ou sans lances ou autres accessoires y attachés	1 ¹ / ₂ d. par lb. ou 15 p. c. <i>ad val.</i> selon le droit le plus élevé.
Produit consistant en une feuille de caoutchouc, renforcée d'une matière textile, non confectionné	20 p. c. <i>ad val.</i>

Article	Rate of Duty
Celluloid (cellulose nitrate) film base, not sensitized, and celluloid scrap and waste	10 per cent. <i>ad val.</i>
Felt base floor covering, being floor covering of which the base is bitumenised paper or other bitumenised felted material	15 per cent. <i>ad val.</i>
Oil baize and other oilcloth (including oilskin) and leather cloth, not made up, being fabrics with a cotton base, but excluding fabrics consisting only of cotton and rubber.	2 <i>d.</i> per lb. or 15 per cent. <i>ad val.</i> , whichever is the greater.
Hair, being hair of the tails or manes of horses, asses, mules and bovine animals, and hair of pigs, hogs and boars, dressed and/or dyed, but not further processed or manufactured	10 per cent. <i>ad val.</i>
Complete pipe organs and complete reed organs, not including organs with electrical amplification.	25 per cent. <i>ad val.</i>
Gramophones with electrical amplification, including radio-gramophones . . .	25 per cent. <i>ad val.</i>
Gramophone records for reproducing music	25 per cent. <i>ad val.</i>
Toilet preparations of the following descriptions (excluding bath salts and essences, prepared fullers earth and soap) :	
Tooth paste or powder and liquid preparations for dental purposes and mouth washes	20 per cent. <i>ad val.</i>
Toilet paste or powder	20 per cent. <i>ad val.</i>
Toilet cream	20 per cent. <i>ad val.</i>
Lipstick, rouge and greasepaint.	20 per cent. <i>ad val.</i>
Hair dyes	20 per cent. <i>ad val.</i>
Preparations for use in manicure or chiropody.	20 per cent. <i>ad val.</i>
Other preparations for use on the hair, face or body	20 per cent. <i>ad val.</i>
Printers' ink	17½ per cent. <i>ad val.</i>
Appliances, apparatus, accessories and requisites for sports, games, gymnastics or athletics, the following :	
Coin or disc operated machines and parts thereof	20 per cent. <i>ad val.</i>
Fishing tackle, the following :	
Rods wholly or mainly of iron or steel	15 per cent. <i>ad val.</i>
Reels, of a value of not less than 8 <i>s.</i> each	15 per cent. <i>ad val.</i>
Golf clubs, of a value exceeding 12 <i>s.</i> 6 <i>d.</i> each.	20 per cent. <i>ad val.</i>
Golf club shafts, of a value exceeding 4 <i>s.</i> 6 <i>d.</i> each	20 per cent. <i>ad val.</i>
Golf tees of wood.	20 per cent. <i>ad val.</i>
Golf club bags	20 per cent. <i>ad val.</i>
Oars and paddles for rowing boats and canoes	20 per cent. <i>ad val.</i>
Stationery, the following :	
Drawing ink	17½ per cent. <i>ad val.</i>
Paste and mucilage in small containers	15 per cent. <i>ad val.</i>
Rubber bands	15 per cent. <i>ad val.</i>
Rubber erasers, of a value exceeding 1 <i>s.</i> 8 <i>d.</i> per pound	15 per cent. <i>ad val.</i>
Parts for files	20 per cent. <i>ad val.</i>
List binders	20 per cent. <i>ad val.</i>
Indexers	20 per cent. <i>ad val.</i>
Paper clips wholly of wire, of a value exceeding 4½ <i>d.</i> per pound.	1½ <i>d.</i> per lb. or 20 per cent. <i>ad val.</i> , whichever is the greater.
Pen nibs	20 per cent. <i>ad val.</i>

Articles	Droits
Celluloïd (nitrato de cellulose) pour support de films, non sensibilisé, et rognures et déchets de celluloïd	10 p. c. <i>ad val.</i>
Couvre-parquets à base de feutre, soit couvre-parquets dont la base est faite de papier bituminé ou d'une autre matière feutrée bituminée	15 p. c. <i>ad val.</i>
Toile cirée (y compris la toile huilée (oilskin)) et toile cuir, non confectionnée, à base de coton mais non compris les produits consistant seulement en coton et en caoutchouc	2d. par lb. ou 15 p. c. <i>ad val.</i> selon le droit le plus élevé.
Poils, c'est-à-dire le poil des queues ou crinières de chevaux, ânes, mules et bovins, et soies de porc et de sanglier, apprêtés et/ou teints, mais non autrement traités ou travaillés	10 p. c. <i>ad val.</i>
Orgues à tuyaux et orgues à anches, complètes, non compris les orgues à amplification électrique	25 p. c. <i>ad val.</i>
Gramophones avec amplification électrique, y compris les radio-gramophones	25 p. c. <i>ad val.</i>
Disques de gramophones pour reproduire la musique	25 p. c. <i>ad val.</i>
Préparations de toilette, des catégories suivantes (à l'exception des sels et essences pour bains, de la terre à foulon préparée, et du savon) :	
Pâtes ou poudres dentifrices, ainsi que préparations liquides pour usages dentaires et lotions pour la bouche	20 p. c. <i>ad val.</i>
Pâtes ou poudres de toilette	20 p. c. <i>ad val.</i>
Crèmes de toilette	20 p. c. <i>ad val.</i>
Bâtons pour les lèvres, fards rouges et gras	20 p. c. <i>ad val.</i>
Teintures pour les cheveux	20 p. c. <i>ad val.</i>
Préparations pour manucures et pédicures	20 p. c. <i>ad val.</i>
Autres préparations pour les soins de la chevelure, du visage ou du corps	20 p. c. <i>ad val.</i>
Encre d'imprimerie	17½ p. c. <i>ad val.</i>
Articles, appareils, accessoires et engins pour les sports, les jeux, la gymnastique ou l'athlétisme, savoir :	
Machines fonctionnant à l'aide d'une pièce de monnaie ou d'un jeton, ainsi que leurs parties	20 p. c. <i>ad val.</i>
Engins de pêche, à savoir :	
Cannes à pêche, entièrement ou principalement en fer ou acier	15 p. c. <i>ad val.</i>
Moulinets, d'une valeur non inférieure à 8s. la pièce	15 p. c. <i>ad val.</i>
Clubs de golf, d'une valeur supérieure à 12s. 6d. la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Manches de clubs de golf, d'une valeur supérieure à 4s. 6d. la pièce	20 p. c. <i>ad val.</i>
Tees en bois pour golf	20 p. c. <i>ad val.</i>
Sacs pour clubs de golf	20 p. c. <i>ad val.</i>
Avirons et pagaies pour barques et canots	20 p. c. <i>ad val.</i>
Articles de bureau, savoir :	
Encre à dessiner	17½ p. c. <i>ad val.</i>
Colle et mucilage, en petits contenants	15 p. c. <i>ad val.</i>
Elastiques	15 p. c. <i>ad val.</i>
Gommes à effacer, d'une valeur supérieure à 1s. 8d. par livre	15 p. c. <i>ad val.</i>
Parties de classeurs	20 p. c. <i>ad val.</i>
Reliures pour documents	20 p. c. <i>ad val.</i>
Répertoires	20 p. c. <i>ad val.</i>
Attaches à papier, entièrement en fil métallique, d'une valeur supérieure à 4½d. par livre	1½d. par lb. ou 20 p. c. <i>ad val.</i> selon le droit le plus élevé.
Plumes métalliques	20 p. c. <i>ad val.</i>

SECTION B.

Article	Rate of Duty
Veal offals, edible, not preserved in airtight containers	20 per cent. <i>ad val.</i>
NOTE. — The right to regulate quantitatively the imports of veal offals into the United Kingdom is reserved.	
Dried prunes and dried apricots	10s. 6d. per cwt.
Raisins	10s. 6d. per cwt.
Corsets and similar body supporting undergarments and brassieres, excluding articles which consist wholly or partly of lace or lace net or material resembling these, or which at any stage of manufacture have been subjected, as to the whole or a part thereof, to a process of embroidery by hand or machine needle work, stiletto work, borer work, cut work or drawn thread work, or to a process producing a similar effect :	
(a) Where the value of the silk or artificial silk component or the aggregate of the values of all such components, as the case may be, exceeds 5 per cent. but does not exceed 20 per cent. of the aggregate of the values of all the components of the article	Where any component is silk— 4s. 0d. per lb. or 25 per cent. <i>ad val.</i> , whichever is the greater. Where no component is silk—1s. 8d. per lb. or 25 per cent. <i>ad val.</i> , whichever is the greater.
(b) Where the value of the silk or artificial silk component or the aggregate of the values of all such components, as the case may be, does not exceed 5 per cent. of the aggregate of the values of all the components of the article	Where any component is silk— 9d. per lb. or 20 per cent. <i>ad val.</i> , whichever is the greater. Where no component is silk—4d. per lb. or 20 per cent. <i>ad val.</i> , whichever is the greater.
(c) Where no silk or artificial silk is present	20 per cent. <i>ad val.</i>
Stockings and socks made wholly of silk, or containing silk components the value whereof exceeds 20 per cent. of the aggregate of the values of all the components thereof	12s. 0d. per lb. or 43 ¹ / ₃ per cent. <i>ad val.</i> , whichever is the greater, provided that in no case shall the duty exceed 10s. 0d. per dozen pairs.
Patent leather, not shaped.	7 ¹ / ₂ per cent. <i>ad val.</i>
NOTE. — This rate of duty will not become operative until a suitable opportunity for legislation arises ; but it will be given effect not later than the 1st August, 1939.	

SECTION B.

Articles	Droits
Abats de veau, comestibles, non conservés en contenants hermétiques	20 p. c. <i>ad val.</i>
NOTE. — Le droit de réglementer quantitativement les importations d'abats de veau dans le Royaume-Uni est réservé.	
Prunes séchées et abricots séchés	10s. 6d. par cwt.
Raisins secs	10s. 6d. par cwt.
Corsets et sous-vêtements de soutien analogues, et brassières, à l'exclusion des articles qui consistent entièrement ou partiellement en dentelles ou filets de dentelles ou en matière ressemblant aux dentelles ou aux filets de dentelles, ou qui, à n'importe quelle phase de leur fabrication, ont été soumis, dans l'ensemble ou pour une partie, à un travail de broderie à l'aiguille, à la main ou à la machine, ou à un travail de poinçonnage, d'estampage, de découpage ou de fils tirés, ou à un travail produisant un effet similaire :	
a) Lorsque la valeur de la soie ou de la soie artificielle qui y entre ou, s'il y a lieu, la valeur totale de ces composants dépasse 5 % mais ne dépasse pas 20 % de la valeur totale de tous les composants dudit article	Lorsqu'un composant quelconque est de la soie — 4s. 0d. par lb. ou 25 p. c. <i>ad val.</i> , selon le droit le plus élevé. Lorsqu'aucun composant n'est de la soie — 1s. 8d. par livre ou 25 p. c. <i>ad val.</i> selon le droit le plus élevé.
b) Lorsque la valeur de la soie ou de la soie artificielle qui y entre, ou, s'il y a lieu, la valeur totale de ces composants ne dépasse pas 5 % de la valeur totale de tous les composants dudit article	Lorsqu'un composant quelconque est de la soie — 9d. par lb. ou 20 p. c. <i>ad val.</i> , selon le droit le plus élevé. Lorsqu'aucun composant n'est de la soie — 4d. par lb. ou 20 p. c. <i>ad val.</i> , selon le droit le plus élevé.
c) Lorsqu'il n'y a ni soie ni soie artificielle	20 p. c. <i>ad val.</i>
Bas et chaussettes entièrement en soie ou contenant des parties de soie dont la valeur dépasse 20 % du total des valeurs de tous les composants desdits bas et chaussettes	12s. 0d. par lb. ou 43 ¹ / ₈ p. c. <i>ad val.</i> selon le droit le plus élevé mais, en aucun cas, le droit ne dépassera 10s. 0d. par douzaine de paires.
Cuir verni, non façonné	7 ¹ / ₂ p. c. <i>ad val.</i>
NOTE. — Ce droit n'entrera en vigueur que lorsqu'une occasion se présentera de légiférer à ce sujet ; mais il recevra effet au plus tard le 1 ^{er} août 1939.	

PART II.

Article

Added sugar contained in articles specified in Part I, Section A, of this Schedule.

NOTE. — As regards the sugar content of any such articles the preferential duty margins allowed in the United Kingdom in respect of the sugar content of similar British Empire articles shall be stabilised as long as the main preferential duty margins in respect of sugar imported as such remain stabilised. If such margins in respect of sugar imported as such are changed, the preferential duty margins in respect of the sugar content of any of the articles specified in Part I, Section A, of this Schedule shall be changed correspondingly.

Similarly, the rates of duty on the sugar content of any article specified in Part I, Section A, of this Schedule shall remain unchanged as long as the main rates of duty on sugar imported as such remain unchanged. If such rates of duty on sugar imported as such are changed, the rates of duty on the sugar content of any article specified in Part I, Section A, of this Schedule shall be changed correspondingly.

Tobacco, unmanufactured.

NOTE. — In the course of the discussions leading to the Agreement signed this day, the United States Government has asked for a reduction in the preference accorded in the United Kingdom to Empire tobacco. The Government of the United Kingdom have recognised that this request is one to which the United States Government has attached much importance but they have been prevented from entertaining it by the existence of Agreements with several Governments within the British Empire which guarantee continuance of the present margin of preference until August, 1942. The Government of the United Kingdom will be prepared before decisions are taken as to the level of the preference after August, 1942 to examine the position as it then stands and the possibility of reducing the margin of preference. Meanwhile it will not be increased.

SCHEDULE II.

NOTE. — Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America specified in this Schedule shall not, on their importation into Newfoundland, from whatever place arriving, be subject to duties or charges of any kind other or higher than those specified in the third column; nor shall the said articles be subject to duties or charges of any kind which exceed the duties or charges applicable to like articles the growth, produce or manufacture of any territory under the sovereignty of His Majesty the King or under His Majesty's suzerainty or protection by more than the margin of preference indicated in the fourth column.

The provisions of the foregoing paragraph shall not apply to those rates of duty or margins of preference marked with an asterisk. In respect of these items it is recognised that the equilibrium of the Agreement would be disturbed if the rates of duty or margins of preference so marked were increased above the rates or margins shown. In such a case it is agreed that the Government of the United Kingdom would, after consultation with the Government of Newfoundland, enter into discussions with the Government of the United States not less than thirty days before the date on which such increased rate of duty or margin of preference becomes effective, with a view to restoring the equilibrium of the Agreement. It is further agreed that the Government of the United Kingdom would adopt the same procedure if a preference were accorded on any article specified in this Schedule to any territory under the sovereignty of His Majesty the King or under His Majesty's suzerainty or protection which does not enjoy such a preference on the day of the signature of this Agreement.

The provisions of this Schedule shall be interpreted as though they had been included in the Newfoundland tariff law in force on the day of the signature of this Agreement by an amendment to that law.

PARTIE II.

Articles

Sucre ajouté, contenu dans les articles spécifiés à la partie I, section A, de la présente liste.

NOTE. — Pour ce qui est de la teneur en sucre de l'un quelconque de ces articles, les marges de droits préférentiels accordées dans le Royaume-Uni en ce qui concerne la teneur en sucre d'articles similaires de l'Empire britannique seront stabilisées tant que les principales marges de droits préférentiels relatives au sucre importé comme tel demeureront stabilisées. Si les marges relatives au sucre importé comme tel sont modifiées, les marges de droits préférentiels concernant la teneur en sucre de l'un quelconque des articles spécifiés à la partie I, section A, de la présente liste seront modifiées en conséquence.

De même, les taux des droits afférents à la teneur en sucre de l'un quelconque des articles spécifiés dans la partie I, section A, de la présente liste demeureront inchangés tant que les principaux taux des droits sur le sucre importé comme tel demeureront sans modification. Si les taux des droits afférents au sucre importé comme tel sont modifiés, les taux des droits afférents à la teneur en sucre de l'un quelconque des articles spécifiés dans la partie I, section A, de la présente liste seront modifiés en conséquence.

Tabac, non manufacturé.

NOTE. — Au cours des discussions qui ont abouti à l'accord signé ce jour, le Gouvernement des Etats-Unis a demandé une réduction de la préférence accordée dans le Royaume-Uni aux tabacs de l'Empire. Le Gouvernement du Royaume-Uni a reconnu que le Gouvernement des Etats-Unis a attaché beaucoup d'importance à cette demande, mais il n'a pu l'accueillir favorablement en raison de l'existence d'accords intervenus avec plusieurs Gouvernements de l'Empire britannique, qui garantissent le maintien de la présente marge de préférence jusqu'en août 1942. Avant que des décisions ne soient prises quant au niveau de cette préférence après août 1942, le Gouvernement du Royaume-Uni sera disposé à examiner la situation telle qu'elle se présentera alors, ainsi que la possibilité de réduire la marge de préférence. Dans l'intervalle, celle-ci ne sera pas augmentée.

LISTE II.

NOTE. — Les articles, récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, qui sont spécifiés dans la présente liste, ne seront pas, lors de leur importation à Terre-Neuve, quel que soit leur lieu de provenance, assujettis à des droits ou redevances autres ou plus élevés que ceux qui sont énoncés dans la troisième colonne; lesdits articles ne seront pas non plus assujettis à des droits ou redevances qui dépassent d'un montant supérieur à la marge de préférence indiquée dans la quatrième colonne les droits ou redevances applicables aux articles similaires, récoltés, produits ou manufacturés dans un territoire quelconque se trouvant sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi ou sous la suzeraineté ou la protection de Sa Majesté.

Les dispositions du paragraphe ci-dessus ne s'appliqueront pas aux taux de droits ou marges de préférence marqués d'un astérisque. Pour les positions en question, il est reconnu que l'équilibre de l'accord serait compromis si les taux de droits ou marges de préférence ainsi marqués étaient portés au-dessus des taux ou marges indiqués. En pareil cas, il est convenu que le Gouvernement du Royaume-Uni, après consultation avec le Gouvernement de Terre-Neuve, se mettra en rapport avec le Gouvernement des Etats-Unis, trente jours au moins avant la date à laquelle deviendront effectifs ce droit ou cette marge de préférence accrus, en vue de rétablir l'équilibre de l'accord. Il est convenu, en outre, que le Gouvernement du Royaume-Uni adopterait la même procédure si une préférence était accordée, pour un article quelconque spécifié dans la présente liste, à un territoire, se trouvant sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi ou sous la suzeraineté ou la protection de Sa Majesté, qui ne bénéficie pas d'une telle préférence le jour de la signature du présent accord.

Les dispositions de la présente liste seront interprétées comme si elles avaient été incluses dans la loi douanière de Terre-Neuve en vigueur le jour de la signature du présent accord, par suite d'un amendement à ladite loi.

Newfoundland Tariff Item No.	Class or Description of Goods	Rate of Duty	Margin of Preference
15	Wheat meal and flour	Free	...
38	Beef, salted, in barrels	\$1.55 per brl.	Nil*
39	Pork, salted, including heads, jowls, tongues, etc., in barrels or half-barrels	\$1.55 per brl.	Nil*
41	Hams and tongues, dry salted or pickled	\$0.03 per lb.	Nil*
76	Fruit — raw :		
	Apples . . . . .	...	Nil
ex 77	Fruit — raw :		
	Oranges, melons, pumpkins, lemons, limes, grapes, grapefruit, peaches, pears, plums, apricots, cherries, gooseberries, currants, strawberries, pineapples, pome- granates, guava, shaddock, mangoes and similar green fruits.	Free	...
ex 78	Dried fruits (other than dates) ; currants and dried raisins, N.E.S.	\$0.02 per lb.	Nil*
79	Prunes, figs and fig-cake	Free	...
ex 80	Natural-dried sultana type raisins, otherwise known as Natural Thompson's Seedless Raisins, in bulk or in package	Free	...
93	Lard, lard compound and similar substances, cottolene and stearine of all kinds, N.E.S.	30 % <i>ad val.</i>	Nil*
94	Milk and cream, preserved, sterilized or condensed, and milk powders, including the weight of immediate coverings . . . . .	...	Nil
161	Tobacco, manufactured, for pipe smoking only . . . . .	...	Nil
162	Tobacco, manufactured, commonly used in making cigarettes or for both pipe and cigarette smoking . . . . .	...	Nil
164	Cigarettes, manufactured. . . . .	...	Nil
249	Felt, for pulp and paper machines	Free	...
353	Axes, saws of all kinds, N.E.S. ; adzes, cleavers, hatchets, hammers and tools of all kinds, edged or not, for hand use, N.E.S., including bench machines, wedges, sledges, crow-bars, cant-dogs, track tools, picks and eyes, wrenches and pliers of all kinds ; shovels and spades of iron and steel or other metals ; wooden shovels, tool and implement handles of all kinds, N.E.S. . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>
354	Anvils, vices, files and rasps, rules of all kinds, N.E.S. ; mallets and gauges, smiths' bellows, horse shoes, diamonds for glaziers' use, glass cutters and emery . . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>
358	Builders', cabinet makers', upholsterers' and trunkmakers' hardware, including furniture springs, hinges and locks, N.E.S. ; screws, commonly called wood screws, of iron, steel, brass or other metal (plated or not) and machine and other screws, N.E.S. ; coal boxes and coal scoops, buckets and slop pails ; traps of iron or other metal, including rat and mouse traps, wholly or partially made of wood . . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>
ex 369	Cinematograph apparatus and cameras of all kinds and parts therefor.	45 % <i>ad val.*</i>	Nil
381	Electric motors and generators, N.E.S., switchboards and accessories therefor, transformers and accessories there- for, condensers, capacitors, converters, oil circuit break- ers, voltage and induction regulators, lightning arresters, auto starters and commutators, motor control apparatus, domestic lighting sets . . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>

Position du tarif douanier de Terre-Neuve	Catégorie ou désignation des marchandises	Droit	Marge de préférence
15	Gruau et farine de froment	en franchise	...
38	Bœuf salé, en barils	\$1.55 par baril	Néant*
39	Porc, salé, y compris les têtes, hures, langues, etc., en barils ou demi-barils	\$1.55 par baril	Néant*
41	Jambons et langues, séchés et salés ou en saumure.	\$0.03 par lb.	Néant*
76	Fruits — crus :		
	Pommes . . . . .	...	Néant
ex 77	Fruits — crus :		
	Oranges, melons, courges, citrons, limons, raisins, grape- fruits, pêches, poires, prunes, abricots, cerises, gro- seilles à maquereau, groseilles à grappes, fraises, ananas, grenades, goyaves, pamplemousses, mangues et fruits verts similaires	en franchise	...
ex 78	Fruits séchés (autres que les dattes), raisins de Corinthe et raisins secs, N.S.A.	\$0.02 par lb.	Néant*
79	Pruneaux, figues et gâteau de figues	en franchise	...
ex 80	Raisins du type sultana séchés au naturel, autrement connus comme <i>Natural Thompson's Seedless Raisins</i> , en vrac ou en paquets	en franchise	...
93	Saindoux, saindoux composé et produits similaires, cottolène et stéarine de toutes sortes, N.S.A.	30 % <i>ad val.</i>	Néant*
94	Lait et crème, conservés, stérilisés ou condensés, et poudres de lait, y compris le poids du conditionnement immédiat. . . . .	...	Néant
161	Tabac, manufacturé, pour la pipe seulement. . . . .	...	Néant
162	Tabac, manufacturé, communément employé pour faire les cigarettes, ou à la fois pour la pipe et la cigarette . . . . .	...	Néant
164	Cigarettes, manufacturées . . . . .	...	Néant
249	Feutre, pour machines à pâte et à papier.	en franchise	...
353	Haches, scies de toutes sortes, N.S.A., erminettes, cou- perets, hachettes, marteaux et outils de toutes sortes, tranchants ou non, pour usage manuel, N.S.A., y compris les machines d'établi, coins à refendre, gros marteaux, leviers, crochets pour rouler les troncs, outils pour voies ferrées, pics, clés et tenailles de toutes sortes; pelles et bêches en fer et en acier ou en autres métaux; pelles en bois, manches d'outils de toutes sortes N.S.A. . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>
354	Enclumes, étaux, limes et rapes, règles de toutes sortes, N.S.A.; maillets et jauges, soufflets de forges, fers à cheval, diamants pour vitriers, couteaux pour le verre, et émeri . . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>
358	Fournitures en métal pour entrepreneurs de bâtiments, ébénistes, tapissiers et fabricants de malles, y compris les ressorts, les charnières et les serrures pour meubles, N.S.A.; vis, dites vis à bois, en fer, en acier, en laiton ou en autre métal (plaquées ou non), ainsi que vis pour machines et autres, N.S.A.; seaux et pelles à charbon, baquets et seaux à eau sale; pièges en fer ou en autre métal, y compris les ratières et souricières, entièrement ou partiellement en bois . . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>
ex 369	Appareils de cinématographe et appareils photographiques de toutes sortes, ainsi que leurs parties	45 % <i>ad val.*</i>	Néant
381	Moteurs électriques et génératrices, N.S.A., tableaux de distribution et accessoires, transformateurs et acces- soires, condenseurs, appareils pour la mesure des capa- cités, convertisseurs, permutateurs et interrupteurs à huile, régulateurs de voltage et d'induction, parafoudres, démar- reurs automatiques et commutateurs, appareils de con- trôle des moteurs, appareils pour l'éclairage domestique. . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>

Newfoundland Tariff Item No.	Class or Description of Goods	Rate of Duty	Margin of Preference
382	Electric wires and cables (insulated), insulators, electric lamps including bulbs and shades, meters, wiring devices such as switches, sockets, porcelain knobs and tubes; telephone and telegraph instruments, and parts thereof not capable of other use; magnetos and spark plugs .	...	10 % <i>ad val.</i>
383	Radio receivers and transmitters and parts thereof not capable of other use	30 % <i>ad val.*</i>	Nil
385	Electric batteries of all kinds, including storage batteries, dry cell batteries (single and multiple cell), flashlight batteries, galvanic batteries, primary and secondary batteries, N.E.S. . . . .	...	Nil
386	Electrically-driven appliances (including razors and hair trimmers), N.E.S. . . . .	...	Nil
387	Electrical appliances for cooking and heating	45 % <i>ad val.*</i>	Nil
401	Hand and power machinery and duplicate parts thereof, N.E.S., such as : drilling machines, fan blowers, portable forges, pumps, turning lathes, fretsaw machines, scroll saw machines and dating, ruling, paging and perforating machines, including pens for same, and machinery of a kind not manufactured in this Island, N.E.S., and welding outfits . . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>
403	Machinery and parts therefor, such as : wood-working and saw mill machinery, steam engines and turbines, gas engines, stationary engines (not marine), motor engines, N.E.S., water wheels and turbines, elevators, steam and hot water boilers for power and heating purposes, furnaces and radiators, N.E.S., horse power machines, hoisting engines, N.E.S., concrete mixers, rock crushers, cranes and derricks, digging or dredging machines and grips and buckets therefor . . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>
410	Machinery and parts of machinery, N.E.S. . . . .	...	Nil
441	Cotton yarn and twist	Free	...
442	Piece goods, wholly or mainly of cotton, printed or dyed or not, not made up in any manner	20 % <i>ad val.*</i>	5 % <i>ad val.</i>
443	Made up or partly made up articles, wholly or mainly of cotton (except apparel), N.E.S., such as : quilts, sheets, towels and curtains	45 % <i>ad val.*</i>	5 % <i>ad val.</i>
463	Men's and youths' long rubber boots	Free	...
ex 464	Boots, shoes and slippers for women and children; such footwear being of leather or imitation leather, and of a value in the country of exportation of \$1,00 or more per pair	35 % <i>ad val.*</i>	5 % <i>ad val.</i>
467	Hats, caps, bonnets and hat, cap and bonnet shapes, of any material	55 % <i>ad val.*</i>	5 % <i>ad val.</i>
ex 468	Readymade clothing, wholly or mainly of material other than wool, for women and girls, viz. : costumes, dresses, coats and skirts	35 % <i>ad val.*</i>	5 % <i>ad val.</i>
ex 469	Undergarments of any material not knitted, for men and boys, viz. : cuffs, collars, pyjamas, shirts, undervests and like garments.	35 % <i>ad val.*</i>	5 % <i>ad val.</i>
470	Gloves and mitts of any material, N.E.S. . . . .	...	Nil
481	Acids, drugs and medicinal, chemical and pharmaceutical preparations, when not containing alcohol, N.E.S., such as acetic acid, tartaric acid, cream of tartar, carbonate of ammonia, arsenic, boracite, borate of lime, borate of	...	Nil

Position du tarif douanier de Terre-Neuve	Catégorie ou désignation des marchandises	Droit	Marge de préférence
382	Fils et câbles électriques (isolés), isolateurs, lampes électriques y compris les ampoules et les abat-jour, compteurs, dispositifs pour les fils tels que interrupteurs, douilles, boutons et tubes de porcelaine, instruments de téléphonie et de télégraphie et leurs parties, non susceptibles d'un autre usage; magnétos et bougies . . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>
383	Récepteurs et émetteurs de radio, et leurs parties, non susceptibles d'un autre usage.	30 % <i>ad val.*</i>	Néant
385	Batteries électriques de toutes sortes, y compris les batteries d'accumulateurs, batteries sèches (à un seul ou à plusieurs éléments), batteries pour éclairage (lampes de poche), batteries galvaniques, batteries primaires et secondaires, N.S.A. . . . .	...	Néant
386	Appareils électriques (y compris les rasoirs et les tondeuses à cheveux), N.S.A. . . . .	...	Néant
387	Appareils électriques pour la cuisine et le chauffage	45 % <i>ad val.*</i>	Néant
401	Machines mues à la main ou par une force motrice, et leurs pièces de rechange, N.S.A.; telles que : machines à forer, ventilateurs, forges portatives, pompes, tours, machines avec scie à revider, machines avec scie à ruban, machines à dater, à régler, à paginer et à perforer, y compris les plumes pour ces machines, et machines d'une sorte non fabriquée dans cette Ile, N.S.A. et appareils et trousseaux à souder . . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>
403	Machines, et leurs parties, telles que les suivantes : machines pour le travail du bois, et pour scieries, machines et turbines à vapeur, moteurs à gaz, machines fixes (autres que marines), machines motrices N.S.A., roues et turbines hydrauliques, élévateurs, chaudières à vapeur et à eau chaude pour production de force et pour le chauffage, fours et radiateurs, N.S.A., manèges à cheval, machines de lavage N.S.A., mélangeurs de béton, broyeurs de roche, grues fixes et inobles, excavateurs et dragues et grappins et godets pour lesdites machines . . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>
410	Machines et leurs parties N.S.A. . . . .	...	Néant
441	Filés et fils retors, en coton	en franchise	...
442	Tissus à la pièce, entièrement ou principalement en coton, imprimés ou teints ou non, n'ayant subi aucun travail	20 % <i>ad val.*</i>	5 % <i>ad val.</i>
443	Articles travaillés ou partiellement travaillés, entièrement ou principalement en coton (excepté les vêtements) N.S.A. tels que : couvre-lits, draps, serviettes et rideaux	45 % <i>ad val.*</i>	5 % <i>ad val.</i>
463	Bottes en caoutchouc pour hommes et jeunes gens	en franchise	...
ex 464	Bottines, souliers et pantoufles pour dames et enfants; ces articles étant en cuir ou en simili-cuir et d'une valeur, dans le pays d'exportation, de \$1.00 ou plus par paire	35 % <i>ad val.*</i>	5 % <i>ad val.</i>
467	Chapeaux, casquettes et bonnets ainsi que formes pour chapeaux, casquettes et bonnets, en toute matière	55 % <i>ad val.*</i>	5 % <i>ad val.</i>
ex 468	Vêtements confectionnés, entièrement ou partiellement en une autre matière que la laine, pour dames et fillettes, à savoir, costumes, robes, manteaux et jupes	35 % <i>ad val.*</i>	5 % <i>ad val.</i>
ex 469	Sous-vêtements en toute matière, non tricotés, pour hommes et garçons, à savoir : manchettes, cols, pyjamas, chemises, gilets de dessous et sous-vêtements analogues	35 % <i>ad val.*</i>	5 % <i>ad val.</i>
470	Gants et mitaines en toute matière, N.S.A. . . . .	...	Néant
481	Acides, médicaments et préparations médicinales, chimiques et pharmaceutiques, ne contenant pas d'alcool, N.S.A., tels que : acide acétique, acide tartrique, crème de tartre, carbonate d'ammoniaque, arsenic, boracite,		

Newfoundland Tariff Item No.	Class or Description of Goods	Rate of Duty	Margin of Preference
481 (<i>contd.</i>)	magnesium, borax, brimstone, bromides, carbide of calcium, carbonic acid gas, chlorides, chloral hydrate, cyanides, glycerine, hydrogen peroxide, iodine, saltpetre, soda compounds, Peruvian bark, opium, quinine and quinine salts; disinfectants and insecticides, extracts, patent and proprietary preparations, pills, powders, troches, lozenges, syrups, cordials, bitters, anodynes, tonics, plasters, liniments, salves, ointments, pastes, drops, waters, essences, essential oils and ols, oiled silk; absorbent cotton, cottonwool, lint, lambswool, tow, jute, gauze and oakum, etc., prepared for use in surgical dressings; plain and medicated surgical belts, pessaries and suspensory bandages of all kinds; refined cod liver oil and compounds of which cod liver oil forms a prominent part; liquorice paste, liquorice in rolls and stick, when of a quality known as Spanish liquorice; Burgundy pitch, vaseline and all medicinal preparations of petroleum . . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>
521	Printing paper and manufactures of paper, N.E.S.; transparent cellulose wrapping paper, writing paper, wrapping paper, toilet paper, blotting paper; sand, glass, flint and emery papers; emery cloth; mill-board; strawboard in sheets or rolls; cardboard; ruled, bordered and coated paper papetries; paper bags or sacks when not printed upon. . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>
569	Automobiles or motor cars, and other similar motor vehicles and tyres for same . . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>
570	Parts and accessories, including jacks, radiator cement, so called, for automobiles or motor cars or other similar motor vehicles, N.E.S. . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>
M-1006	Lard, neutral stock, lard oil to be used in manufactures . . . . .	...	Nil
M-1007	Lard, lard stock; milk testing substances, milk powder, cocoanut, cottonseed, oleo, olein beef, olive, palm, sesame and other oils; paraffin wax; parchment liners, circles and fasteners, when imported by manufacturers of butterine or oleo-margarine . . . . .	...	Nil
M-1014	Tobacco leaf and stems when imported by licensed manufacturers in bond . . . . .	...	Nil
M-1015	Tobacco leaf stripped, when imported by licensed manufacturers in bond . . . . .	...	Nil
M-1041	Mining machinery of all kinds, costing at the place of shipment not less than \$100 per machine or piece, and not including repair parts, mountings and accessories, when used solely for prospecting, mining, quarrying, oil-boring, pumping and refining and of a kind not manufactured in this Island, viz.: (a) rock drills, coal cutters, power-loaders and power-shovels; (b) pumps of all kinds to be used for pumping water or oil from the workings to the surface; (c) hoisting engines, haulage engines and conveying machinery to be used for lifting, hauling or conveying coal or ore from the workings to the surface; (d) crushers or other machinery for use in facilitating the refining of coal or ore; (e) special machinery of all kinds to be used in washing, concentrating, reducing and refining coal, ore and oil, or for the manufacture of brick; (f) prospecting drills of all kinds; miners' diamonds and diamond set bits for diamond drills; (g) oil-	...	Nil

Position du tarif douanier de Terro-Neuve	Catégorie ou désignation des marchandises	Droit	Marge de préférence
481 (suite)	borate de chaux, borate de magnésium, borax, soufre brut, bromures, carbure de calcium, acide carbonique gazeux, chlorures, chloral hydraté, cyanures, glycérine, eau oxygénée, iode, salpêtre, composés de soude, quinquina, opium, quinine et sels de quinine ; désinfectants et insecticides, extraits, préparations brevetées et spécialisées, pilules, poudres, trochisques, pastilles, sirops, cordiaux, amers, calmants, toniques, emplâtres, liniments, baumes, onguents, pommades, gouttes, eaux, essences, huiles essentielles et huiles, soie huilée ; coton hydrophile, ouate, charpie, laine d'agneau, étoupe, jute, gaze et filasse etc., préparés pour pansements chirurgicaux ; ceintures simples et chirurgicales, pessaires et suspensoirs de toutes sortes, huile de foie de morue raffinée et préparations dans lesquelles l'huile de foie de morue constitue une partie importante ; pâte de réglisse, réglisse en cylindres ou en bâtons, de la qualité dite réglisse d'Espagne ; poix de Bourgogne, vaseline, et toutes préparations médicinales de pétrole. . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>
521	Papier d'imprimerie et articles en papier N.S.A. ; papier d'emballage transparent en cellulose, papier à écrire, papier d'emballage, papier de toilette, papier buvard ; papier sablé, verré, au silex ou à l'émeri ; toile émeri ; carton de moulage, carton de paille en feuilles ou rouleaux, papier réglé, bordé et couché ; pochettes ou sacs en papier, non-imprimés . . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>
569	Automobiles et autres véhicules similaires à moteur, ainsi que leurs bandages . . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>
570	Parties et accessoires, y compris crics, ciment dit à radiateur pour automobiles ou véhicules à moteur similaires, N.S.A. . . . .	...	10 % <i>ad val.</i>
M-1006	Saindoux, corps gras neutres, huile de saindoux à utiliser dans les fabrications . . . . .	...	Néant
M-1007	Saindoux, substances pour analyser le lait, poudre de lait, huiles de coco, de coton, d'olive, de palme, de sesame et autres ; oléine ; garnitures, cercles, attaches et fermetures de parchemin, lorsque ces articles sont importés par les fabricants de « butterine » ou d'oléo-margarine . . . . .	...	Néant
M-1014	Tabac en feuilles et en tiges, lorsqu'il est importé en entrepôt par des fabricants autorisés . . . . .	...	Néant
M-1015	Tabac écôté, lorsqu'il est importé en entrepôt par des fabricants autorisés . . . . .	...	Néant
M-1041	Machines de toutes sortes pour mines, ne coûtant pas moins de \$100 par machine ou par pièce au lieu d'embarquement, non compris les pièces de rechange, d'installation, et accessoires, lorsqu'ils sont uniquement destinés à la prospection, à l'exploitation des mines et des carrières, au forage des puits à huile, à pomper et à raffiner les huiles, et d'une espèce ne se construisant pas dans cette Ile, à savoir : a) perforatrices de roche et appareils à couper la houille, chargeurs mécaniques et pelles mécaniques ; b) pompes de toutes sortes pour aspirer l'eau ou l'huile, depuis les travaux d'extraction jusqu'à la surface ; c) machines élévatrices, de halage et de transport, destinées à l'élévation, au halage et au transport de la houille ou des minerais, depuis les travaux du fond jusqu'à la surface du sol ; d) bocards ou autres machines pour faciliter le raffinage de la houille ou des minerais ; e) machines spéciales de toutes sortes, destinées au	...	Néant

Newfoundland Tariff Item No.	Class or Description of Goods	Rate of Duty	Margin of Preference
M-1041 (<i>contd.</i>)	boring drills and special machinery for pumping and refining oil ; (<i>h</i>) cranes and derricks, when used to lift or transport coal or ore from the workings to steamers or cars ; (<i>i</i>) steam engines, internal combustion engines, electric generators, electric motors, air compressors and steam boilers to be used for the operation of any of the above-mentioned machinery. The importation of machinery under this section is subject to rules and regulations to be made by the Commissioner for Finance, and is subject to the provisions in such cases provided for under the Customs and Excise Act, 1938, whereby articles mentioned in this section shall be dealt with as smuggled goods if used for any other purpose than that for which they are here set forth	Free	...
M-1044	All special paper and pulp-making machinery and mechanical apparatus, when the same cannot be manufactured within this Island, both for the original installation and the further extension of the same, but not in substitution for old, subject to the rules and regulations to be made by the Commissioner for Finance.	Free	...
M-1063	Printing paper when imported by <i>bona fide</i> printers, for the purpose of being printed upon ; and bookbinders' cloth, leather, marble paper and paper board, when imported by bookbinders and printers for use in bookbinding . .	...	10 % <i>ad val.</i>

SCHEDULE III.

NOTE.— Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America specified in this Schedule shall not, on their importation into the territory in respect of which they are specified, from whatever place arriving, be subject to duties or charges of any kind which exceed by more than the margins indicated in respect of such articles the duties or charges of any kind applicable on importation to the like articles the growth, produce or manufacture of any territory under the sovereignty of His Majesty The King or under His Majesty's suzerainty or protection, except as otherwise provided in this Schedule.

The currencies in which specific amounts are stated are those in which the customs duties of the territories concerned are specified on the day of the signature of this Agreement.

The provisions of this Schedule shall be interpreted according to the tariff laws and regulations in force in the respective territories on the day of the signature of this Agreement.

If the Government of the United States notifies the Government of the United Kingdom that the tax imposed on the importation of lumber into the United States under Section 601 (*c*) (6) of the Revenue Act of 1932, as amended, has been removed ; then, for so long as imports into the United States of lumber and timber described in paragraph 401 of the Tariff Act of 1930 and originating in Canada are exempt from ordinary customs duties and charges in excess of 50 cents per thousand board feet, the Government of the United Kingdom undertake that, with the concurrence of the Government of Canada, lumber and timber specified in this Schedule originating in the United States of America shall not, on importation into the territories in respect of which they are specified, be subject to other or higher duties or charges

Position du tarif douanier de Terre-Neuve	Catégorie ou désignation des marchandises	Droit	Marge de préférence
M-1041 (<i>suite</i>)	lavage, à la concentration, à la réduction et au raffinage de la houille, des minerais et de l'huile ou pour la fabrication des briques ; <i>f</i>) sondes de prospection de toutes sortes ; diamants de mineurs pour les sondes à diamant ; <i>g</i>) sondes pour le forage des puits à huile et machines spéciales pour pomper et raffiner les huiles ; <i>h</i>) grues fixes ou mobiles servant à élever et à transporter la houille et les minerais, depuis les travaux d'exploitation jusqu'aux bateaux ou wagons ; <i>i</i>) machines à vapeur ; machines à combustion interne, générateurs électriques, moteurs électriques, compresseurs d'air et chaudières à vapeur, servant à mettre en mouvement l'une des machines énumérées ci-dessus. L'importation des machines figurant dans cette section est assujettie aux règles et règlements à édicter par le Commissaire aux Finances, et elle est également assujettie aux dispositions pertinentes, prévues par la loi dite « Customs and Excise Act, 1938 », en vertu desquelles les articles mentionnés dans la présente section seront traités comme marchandises de contrebande s'ils sont utilisés pour toutes autres fins que celles qui sont ici énoncées	en franchise	...
M-1044	Toutes machines et appareils mécaniques spéciaux pour la fabrication du papier et de la pâte à papier, lorsque ces machines et appareils ne peuvent être fabriqués dans cette Ile, destinés à la première installation et à l'extension ultérieure de ladite industrie, mais non pour le remplacement des machines ou appareils usés, et ce conformément aux règles et règlements à édicter par le Commissaire aux Finances	en franchise	...
M-1063	Papier d'imprimerie, importé par des imprimeurs pour les besoins de leurs affaires ; et toile, cuir, papier marbré et carte importés par des relieurs et des imprimeurs en vue de la reliure . . . . .	... ..	10 % <i>ad val.</i>

LISTE III.

NOTE. — Les articles, récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, qui sont spécifiés dans la présente liste, ne seront pas, lors de leur importation dans le territoire pour lequel ils sont spécifiés, et quel que soit leur lieu de provenance, assujettis à des droits ou redevances qui dépassent, dans une proportion supérieure aux marges indiquées pour lesdits articles, les droits ou redevances applicables, lors de l'importation, aux articles similaires, récoltés, produits ou manufacturés dans un territoire quelconque se trouvant sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi ou sous la suzeraineté ou la protection de Sa Majesté, sauf dispositions contraires de la présente liste.

Les monnaies dans lesquelles sont indiqués les montants en question sont celles dans lesquelles sont spécifiés les droits de douane desdits territoires, le jour de la signature du présent accord.

Les dispositions de la présente liste seront interprétées conformément aux lois et règlements douaniers en vigueur, le jour de la signature du présent accord, dans les territoires respectifs.

Si le Gouvernement des Etats-Unis notifie au Gouvernement du Royaume-Uni que la taxe frappant l'importation des bois d'œuvre aux Etats-Unis en vertu de la section 601 (c) (6) du « Revenue Act » de 1932, tel qu'il a été amendé, a été supprimée, dès lors, tant que les importations, aux Etats-Unis, des bois de construction et bois d'œuvre décrits au paragraphe 401 de la Loi douanière de 1930 et originaires du Canada, seront exonérées des droits de douane et redevances ordinaires en excédent de 50 cents par mille pieds, mesure de planche, le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à ce que, avec l'assentiment du Gouvernement du Canada, les bois de construction et bois d'œuvre, spécifiés dans la présente liste et originaires des Etats-Unis d'Amérique, ne soient pas, lors de leur importation dans les territoires

than those applicable to the like articles originating in any part of the British Empire ; except that the foregoing does not relate to any territory in Africa.

NORTHERN RHODESIA.

NOTE. — The provisions of this Schedule shall not apply to any preferences accorded by Northern Rhodesia exclusively to the Union of South Africa, Southern Rhodesia and High Commission Territories in South Africa, namely, Basutoland, Bechuanaland Protectorate and Swaziland.

Article	Maximum Margin of Preference
Oatmeal	4 ½ <i>d.</i> per hundred lbs.
Milk, condensed, full cream	6 <i>d.</i> per hundred lbs.
Vegetables, preserved	5 per cent. <i>ad val.</i>
Electrical machinery and materials, n.e.e. [Tariff Item No. 119 (a)]	10 per cent. <i>ad val.</i>
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Motor cars, motor charabancs and omnibuses [Tariff Item No. 129 (a)]	10 per cent. <i>ad val.</i>
Parts and spare parts and accessories for motor cars, motor charabancs and omnibuses (except electric lamp bulbs, tyres and tubes, when separately imported) [Tariff Item No. 129 (b)]	10 per cent. <i>ad val.</i>
Spare parts and accessories for motor trucks and motor vans for the conveyance of goods and trailers for the same (except electric lamp bulbs, tyres and tubes when imported separately) [Tariff Item No. 130 (c)]	10 per cent. <i>ad val.</i>
Typewriters	10 per cent. <i>ad val.</i>
Office machinery (except typewriters)	5 per cent. <i>ad val.</i>
Weighing and calculating machinery	5 per cent. <i>ad val.</i>
Grease, anti-friction and lubricating	5 per cent. <i>ad val.</i>
Turpentine	5 per cent. <i>ad val.</i>
Tyres for motor cars, trucks and vans	4 <i>d.</i> per lb.
Tubes for motor cars, trucks and vans	3 <i>d.</i> per lb.
Meats (except bacon and ham and fresh meats)	Present margin.
Lamps and lampware [Tariff Item No. 116 (d)]	Present margin.
Agricultural machinery and implements	Present margin.
Mining machinery (including buckets and tip trucks)	Present margin.
Electric batteries	Present margin.
Chassis for motor cars, motor charabancs and omnibuses imported for bodies to be built in Northern Rhodesia [Tariff Item No. 129 (c)]	Present margin.
Motor trucks and motor vans for the conveyance of goods, and trailers for the same [Tariff Item No. 130 (a) and (b)]	Present margin.
Railway machinery, including locomotives and railway stock	Present margin.
Tools, mechanics	Present margin.
Traction engines, tractors and parts	Present margin.
Wireless telegraphy and telephony instruments and apparatus used in the working thereof, except batteries	Present margin.
Radio apparatus and accessories (except batteries) : When imported by persons licensed by the Postmaster-General to conduct a public radio service	Present margin.
Other	Present margin.
Bricks : Fire	Present margin.
Other	Present margin.
Earths and clays	Present margin.
Rosins, gums and shellac	Present margin.
Soap, soap powder and extracts	Present margin.
Varnish	Present margin.

pour lesquels ils sont spécifiés, assujettis à des droits ou redevances autres ou plus élevés que ceux qui sont applicables aux articles similaires, originaires d'une partie quelconque de l'Empire britannique ; étant entendu, toutefois, que la disposition qui précède ne s'applique à aucun territoire d'Afrique.

RHODÉSIE DU NORD.

NOTE. — Les dispositions de la présente liste ne s'appliqueront à aucune des préférences accordées par la Rhodésie du Nord exclusivement à l'Union Sud-Africaine, à la Rhodésie du Sud et aux Territoires du Haut Commissariat dans l'Afrique du Sud, à savoir, le Bassoutoland, le Protectorat du Betchouanaland et le Swaziland.

Articles	Marge maximum de préférence
Farine d'avoine	4½ <i>d.</i> par cent lbs.
Lait entier, condensé	6 <i>d.</i> par cent lbs.
Légumes, conservés	5 p. c. <i>ad val.</i>
Machines et matériel électriques, n.d.a. (Position du Tarif N° 119 <i>a</i>)	10 p. c. <i>ad val.</i>
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Automobiles, autocars et autobus (Position du Tarif N° 129 <i>a</i>)	10 p. c. <i>ad val.</i>
Pièces de rechange et accessoires pour automobiles, autocars et autobus (non compris les ampoules pour lampes électriques, les pneus, ni les chambres à air, importés séparément) (Position du Tarif N° 129 <i>b</i>)	10 p. c. <i>ad val.</i>
Pièces de rechange et accessoires pour trucks et camions automobiles destinés au transport des marchandises, ainsi que leurs remorques (non compris les ampoules pour lampes électriques, les pneus, ni les chambres à air, importés séparément) (Position du Tarif N° 130 <i>c</i>)	10 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à écrire	10 p. c. <i>ad val.</i>
Machines de bureau (sauf les machines à écrire)	5 p. c. <i>ad val.</i>
Machines à peser et à calculer	5 p. c. <i>ad val.</i>
Graisse antifriction et lubrifiante	5 p. c. <i>ad val.</i>
Térébenthine	5 p. c. <i>ad val.</i>
Pneumatiques pour automobiles, trucks et camions	4 <i>d.</i> par lb.
Chambres à air pour automobiles, trucks et camions	3 <i>d.</i> par lb.
Viandes (sauf le lard, le jambon et les viandes fraîches)	Marge actuelle.
Lampes et articles de lampisterie (Position du Tarif N° 116 <i>d</i>)	Marge actuelle.
Machines pour l'industrie minière (y compris les godets et wagonnets à bascule)	Marge actuelle.
Batteries électriques	Marge actuelle.
Châssis pour automobiles, autocars et autobus, importés pour des carrosseries à construire dans la Rhodésie du Nord (Position du Tarif N° 129 <i>c</i>)	Marge actuelle.
Trucks et camions automobiles pour le transport des marchandises, ainsi que leurs remorques (Position du Tarif N° 130 <i>a</i>) et <i>b</i>)	Marge actuelle.
Matériel pour les chemins de fer, y compris locomotives et matériel roulant	Marge actuelle.
Outils de mécaniciens	Marge actuelle.
Machines de traction, tracteurs et leurs parties	Marge actuelle.
Instruments de télégraphie et de téléphonie sans fil, ainsi qu'appareils servant à leur fonctionnement, sauf les batteries :	Marge actuelle.
Appareils et accessoires de radio (sauf les batteries) :	
Lorsqu'ils sont importés par des personnes autorisées par le « Postmaster General » à diriger un service public de radio	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.
Briques :	
Briques réfractaires	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.
Terres et argiles	Marge actuelle.
Résines, gommés et laque en écailles	Marge actuelle.
Savon, poudres et extraits de savon	Marge actuelle.
Vernis	Marge actuelle.

Article	Maximum Margin of Preference
Perfumery and toilet preparations (non-spirituous)	Present margin.
Potassium compounds	Present margin.
Rubber hose	Present margin.
Wood, unmanufactured	Present margin.
Stationery, n.e.e. :	
Loose leaf covers and binders [Tariff Item No. 297 (a)].	Present margin.
Other [Tariff Item No. 297 (b) and (c)]	Present margin.
Gramophones, phonographs and records therefor	Present margin.
Films, cinematograph	Present margin.
Photographic apparatus and materials, n.e.e. (except process cameras imported by lithographers) [Tariff Item No. 324].	Present margin.
Wheat flour	Nil.
Lard, animal, and edible meat fats	Nil.
Surgical and dental instruments	Nil.
Oil, lubricating	Nil.
Books, newspapers and printed matter	Nil.

SOMALILAND PROTECTORATE.

Motor cars, trucks and omnibuses	5 per cent. <i>ad val.</i>
Parts and accessories for motor cars, trucks, and omnibuses (except tyres and tubes)	5 per cent. <i>ad val.</i>
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>

GAMBIA (Colony and Protectorate).

Motor cars [Tariff Item No. 19 (1)]	15 per cent. <i>ad val.</i>
Motor car parts and accessories [Tariff Item No. 19 (2)]	15 per cent. <i>ad val.</i>
Fish, canned or preserved	2s. <i>od.</i> per hundred lbs.
Grease	1s. <i>od.</i> per hundred lbs.
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Timber :	
Undressed	2s. 6 <i>d.</i> per thousand sup. feet.
Dressed	2s. 6 <i>d.</i> per thousand sup. feet.
Wireless instruments and apparatus	Present margin.
Machinery : Other industrial and manufacturing [Tariff Item No. 53 (5)]	Present margin.
Tobacco, unmanufactured	Present margin.
Wheat flour	Nil.
Oil, lubricating	Nil.

GOLD COAST (Colony and Protectorate).

Cinematograph films	Nil.
Electric household appliances and apparatus	Nil.
Refrigerators, including mechanical refrigerators and refrigerating machinery.	Nil.
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	Nil.

Articles	Marge maximum de préférence
Parfumerie et préparations de toilette (sans alcool)	Marge actuelle.
Composés de potassium	Marge actuelle.
Tuyaux, en caoutchouc	Marge actuelle.
Bois, non manufacturé	Marge actuelle.
Articles de papeterie, n.d.a. :	
Couvertures et reliures volantes (Position du Tarif N° 297 a))	Marge actuelle.
Autres (Position du Tarif N° 297 b) et c))	Marge actuelle.
Gramophones, phonographes et disques pour ces appareils	Marge actuelle.
Films cinématographiques	Marge actuelle.
Appareils photographiques et accessoires, n.d.a. (non compris les appareils pour phototypogravure) (<i>process cameras</i>) importés par les lithographes) (Position du Tarif N° 324)	Marge actuelle.
Farine de froment	Néant.
Saindoux et graisses animales comestibles	Néant.
Instruments chirurgicaux et dentaires	Néant.
Huile lubrifiante	Néant.
Livres, journaux et imprimés	Néant.

PROTECTORAT DU SOMALILAND.

Automobiles, camions et autobus	5 p. c. <i>ad val.</i>
Pièces et accessoires pour automobiles, camions et autobus (sauf les pneus et les chambres à air)	5 p. c. <i>ad val.</i>
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>

GAMBIE (colonie et protectorat).

Véhicules automobiles (Position du Tarif N° 19 (1))	15 p. c. <i>ad val.</i>
Parties et accessoires de véhicules automobiles (Position du Tarif N° 19 (2))	15 p. c. <i>ad val.</i>
Poissons, en boîtes de fer-blanc ou autrement conservés	2s. <i>od.</i> par cent lbs.
Graisse	1s. <i>od.</i> par cent lbs.
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Bois de construction :	
Non dressé	2s. 6 <i>d.</i> par mille pieds carrés.
Dressé	2s. 6 <i>d.</i> par mille pieds carrés.
Instruments et appareils de radio	Marge actuelle.
Machines : pour autres industries et usines (Position du Tarif N° 53 (5))	Marge actuelle.
Tabac : non manufacturé	Marge actuelle.
Farine de froment	Néant.
Huile lubrifiante	Néant.

COTE DE L'OR (colonie et protectorat).

Films cinématographiques	Néant.
Appareils et dispositifs électriques pour le ménage	Néant.
Réfrigérateurs y compris les réfrigérateurs mécaniques et appareils réfrigérants.	Néant.
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	Néant.

Article	Maximum Margin of Preference
Fish, canned or preserved	Nil.
Flour and meal (except wheat flour)	Nil.
Fruit, canned and bottled	Nil.
Jams, jellies and preserved fruits	Nil.
Grease	Nil.
Lard, animal	Nil.
Leather, dressed	Nil.
Meats, smoked or cured	Nil.
Oil, lubricating	Nil.
Pickles, sauces and condiments	Nil.
Tobacco, unmanufactured	Nil.
Tobacco, manufactured :	
Cigarettes	Nil.
Other kinds (except cigars and snuff)	Nil.
Tyres and tubes for motor cars, trucks and omnibuses	Nil.
Vegetables, dried, canned or preserved	Nil.
Wood and timber, unmanufactured	Nil.
Zinc manufactures	Nil.
Casks, shooks, staves and headings	Nil.
Wheat flour	Nil.
Fruit, fresh	Nil.
Machinery :	
Mining and dredging	Nil.
Typewriters	Nil.
Motor cars, trucks and omnibuses	Nil.
Parts and accessories for motor cars, trucks and omnibuses	Nil.
Carriages (except motor cars and railway rolling stock) and parts thereof	Nil.

NIGERIA (Colony and Protectorate).

Guns, unrifled	Nil.
Films, cinema	Nil.
Machinery :	
Electrical	Nil.
Mining	Nil.
Adding and calculating	Nil.
Musical instruments :	
Pianos and organs	Nil.
Oil, lubricating	Nil.
Turpentine	Nil.
Wheat flour	Nil.
Cornmeal	Nil.
Grain (except rice)	Nil.
Jams, jellies and fruit, canned or bottled	Nil.
Vegetables (except fresh)	Nil.
Lard, animal	Nil.
Spirits (potable) other than brandy, gin, liqueurs, rum and whisky	Nil.
Timber	Nil.
Tobacco :	
Unmanufactured	Nil.
Manufactured (except cigars and cigarettes)	Nil.
Books, printed	Nil.
Casks, shooks, staves and headings	Nil.
Electrical household appliances and apparatus	Nil.
Refrigerators, including mechanical refrigerators and refrigerating machinery	Nil.
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating or air	Nil.
Grease	Nil.

Articles	Marge maximum de préférence
Poissons, en boîtes de fer-blanc ou autrement conservés	Néant.
Farines et gruaux (sauf la farine de froment)	Néant.
Fruits, en boîtes de fer-blanc ou en bouteilles	Néant.
Confitures, gelées et fruits conservés	Néant.
Graisse	Néant.
Saindoux	Néant.
Cuir, apprêté	Néant.
Viandes, fumées ou préparées (<i>cured</i>)	Néant.
Huile lubrifiante	Néant.
Pickles, sauces et condiments	Néant.
Tabac, non manufacturé	Néant.
Tabac, manufacturé :	
Cigarettes	Néant.
Autres espèces (sauf les cigares et le tabac à priser)	Néant.
Pneus et chambres à air pour automobiles, camions et autobus	Néant.
Légumes, séchés, en boîtes de fer-blanc ou conservés	Néant.
Bois et bois de construction, non manufacturé	Néant.
Articles en zinc	Néant.
Tonneaux, futailles en botte, merrains et fonçailles	Néant.
Farine de froment	Néant.
Fruits, frais	Néant.
Machines :	
Pour mines et pour le dragage	Néant.
Machines à écrire	Néant.
Automobiles, camions et autobus	Néant.
Pièces et accessoires pour automobiles, camions et autobus	Néant.
Véhicules (sauf automobiles et matériel roulant de chemin de fer) et leurs parties	Néant.

NIGERIA (colonie et protectorat).

Fusils, à canon lisse	Néant.
Films cinématographiques	Néant.
Machines :	
Electriques	Néant.
Pour mines	Néant.
A additionner et à calculer	Néant.
Instrument de musique :	
Pianos et orgues	Néant.
Huile lubrifiante	Néant.
Térébenthine	Néant.
Farine de froment	Néant.
Farine de maïs	Néant.
Grains (sauf le riz)	Néant.
Confitures, gelées et fruits, en boîtes de fer-blanc ou en bouteilles	Néant.
Légumes (sauf frais)	Néant.
Saindoux	Néant.
Spiritueux (potables), autres que brandy, gin, liqueurs, rhum et whisky	Néant.
Bois de construction	Néant.
Tabac :	
Non manufacturé	Néant.
Manufacturé (sauf cigares et cigarettes)	Néant.
Livres, imprimés	Néant.
Tonneaux, futailles en botte, merrains et fonçailles	Néant.
Appareils et dispositifs électriques pour le ménage	Néant.
Réfrigérateurs, y compris les réfrigérateurs mécaniques et appareils réfrigérants	Néant.
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	Néant.
Graisse	Néant.

Article	Maximum Margin of Preference
Typewriters	Nil.
Motor cars, trucks and omnibuses	Nil.
Parts and accessories, including tyres and tubes, for motor cars, trucks and omnibuses	Nil.
SIERRA LEONE (Colony and Protectorate).	
Motor vehicles (except motor cycles), including accessories, tools and implements (but not spare parts) imported with such vehicles and included in the purchase price of same [ex Tariff Item No. 33 (a)]	15 per cent. <i>ad val.</i>
Trailers to be used in connection with a motor vehicle (except a motor cycle) [ex Tariff Item No. 33 (b)]	15 per cent. <i>ad val.</i>
Parts and accessories for vehicles (except motor cycles) shown under Tariff Item No. 33	15 per cent. <i>ad val.</i>
Electrical and telegraphic apparatus	10 per cent. <i>ad val.</i>
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Fish, canned or preserved	3s. 1 ½ <i>d.</i> per hundred lbs.
Fruit, canned and bottled	3s. 1 ½ <i>d.</i> per hundred lbs.
Typewriters	12s. 6 <i>d.</i> each.
Milk, condensed.	2s. 0 <i>d.</i> per thirty-six lbs.
Oil, lubricating	3 <i>d.</i> per Imperial gal- lon.
Turpentine	4 ½ <i>d.</i> per Imperial gallon.
Tobacco, unmanufactured	3 <i>d.</i> per lb.
Lumber, sawn or hewn, wholly or partly dressed	5s. 0 <i>d.</i> per thousand sup. feet.
Carriages and parts thereof (except motor vehicles and trailers)	Present margin.
Grease	Present margin.
Mining and gold-dredging machinery	Present margin.
Pianos and organs	Present margin.
Tyres and tubes for motor cars, trucks and omnibuses	Present margin.
Wheat flour	Nil.
Fruit, fresh.	Nil.
Instruments, scientific	Nil.
Lard, animal	Nil.
CEYLON.	
Refrigerators	5 per cent. <i>ad val.</i>
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Fruit, dried or otherwise preserved without sugar (except canned fruit and currants, dates and raisins)	5 per cent. <i>ad val.</i>
Tanks and drums of iron and steel, black painted or galvanised	5 per cent. <i>ad val.</i>
Petroleum (refined) : lubricating oil	10 c. per gallon.
Typewriters and parts thereof	5 per cent. <i>ad val.</i>
Wireless goods and apparatus	5 per cent. <i>ad val.</i>
Cereal foods (prepared)	Present margin.
Cinematograph films (sound and silent)	Present margin.

Articles	Marge maximum de préférence
Machines à écrire	Néant.
Automobiles, camions et autobus	Néant.
Pièces et accessoires, y compris les pneus et les chambres à air, pour automobiles, camions et autobus	Néant.
SIERRA LEONE (colonie et protectorat).	
Véhicules automobiles (sauf les motocyclettes) y compris les accessoires et les outils (mais non les pièces de rechange) importés avec ces véhicules et compris dans leur prix d'achat (ex Position du Tarif N° 33 <i>a</i>)	15 p. c. <i>ad val.</i>
Remorques à utiliser en liaison avec un véhicule à moteur (sauf une motocyclette) (ex Position du Tarif N° 33 <i>b</i>)	15 p. c. <i>ad val.</i>
Pièces et accessoires pour véhicules (sauf motocyclettes) indiqués sous la Position du Tarif N° 33	15 p. c. <i>ad val.</i>
Appareils électriques et télégraphiques	10 p. c. <i>ad val.</i>
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Poissons, en boîtes de fer-blanc ou autrement conservés	3s. 1 ½ <i>d.</i> par cent lbs.
Fruits, en boîtes de fer-blanc ou en bouteilles	3s. 1 ½ <i>d.</i> par cent lbs.
Machines à écrire	12s. 6 <i>d.</i> chaque.
Lait, condensé	2s. 0 <i>d.</i> par trentesix lbs.
Huile lubrifiante	3 <i>d.</i> par gallon impérial.
Térébenthine	4 ½ <i>d.</i> par gallon impérial.
Tabac, non manufacturé	3 <i>d.</i> par lb.
Bois, scié ou dégrossi, entièrement ou partiellement dressé	5s. 0 <i>d.</i> par mille pieds carrés.
Véhicules et leurs parties (sauf véhicules à moteur et les remorques)	Marge actuelle.
Graisse	Marge actuelle.
Machines pour mines et pour le dragage de l'or	Marge actuelle.
Pianos et orgues	Marge actuelle.
Pneumatiques et chambres à air pour automobiles, camions et autobus	Marge actuelle.
Farine de froment	Néant.
Fruits, frais	Néant.
Instruments scientifiques	Néant.
Saindoux	Néant.
CEYLAN.	
Réfrigérateurs	5 p. c. <i>ad val.</i>
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Fruits, séchés ou autrement conservés, sans sucre (sauf les fruits en boîtes de fer-blanc, et les raisins de Corinthe, dattes et raisins secs)	5 p. c. <i>ad val.</i>
Réservoirs et tambours de fer et d'acier, peints en noir ou galvanisés	5 p. c. <i>ad val.</i>
Pétrole (raffiné) : huile lubrifiante	10 c. par gallon.
Machines à écrire et leurs parties	5 p. c. <i>ad val.</i>
Appareils et articles de radio	5 p. c. <i>ad val.</i>
Préparations de céréales	Marge actuelle.
Films cinématographiques (sonores et muets)	Marge actuelle.

Article	Maximum Margin of Preference
Electrical machinery :	
Motors	Present margin.
Transformers and converters	Present margin.
Electrical goods and apparatus :	
Lighting accessories	Present margin.
Washing machines	Present margin.
Other electrical goods and apparatus (except wires and cables, lamp bulbs, telegraph and telephone apparatus, other than wireless, and batteries and accumulators)	Present margin.
Raisins	Present margin.
Fruit, fresh :	
Apples and grapes	Present margin.
Other	Present margin.
Machinery :	
Cranes, hoists and lifting	Present margin.
Pumping	Present margin.
Motor cars (including engines and chassis)	Present margin.
Motor lorries, vans, omnibuses and tractors, other than Diesel engined (including engines and chassis)	Present margin.
Parts for motor cars, motor lorries, vans, omnibuses and tractors other than Diesel engined (except magnetos, splash-proof accumulators and tyres and tubes)	Present margin.
Paints and colours	Present margin.
Perfumery, cosmetics, powder and toilet preparations (except perfumed spirits)	Present margin.
Pig products, other than bacon and hams	Present margin.
Games and athletic materials (except rubber balls)	Present margin.
Advertising matter, viz., Trade circulars and catalogues, show cards, plates and frames	Nil.
Maps and charts	Nil.
Milk foods	Nil.
Oil and floor cloth	Nil.

HONG KONG.

Motor cars, trucks and omnibuses Nil.

NOTE. — The first registration fee chargeable on motor cars, trucks and omnibuses the manufacture of the United States of America shall not exceed by more than 15 per cent. *ad valorem* the first registration fee chargeable on motor cars, trucks and omnibuses of British Empire manufacture. The right is reserved to substitute an import duty for this fee but such duty shall not exceed by more than 15 per cent. *ad valorem* the duty chargeable on motor cars, trucks and omnibuses of British Empire manufacture.

STRAITS SETTLEMENTS.

Motor cars, trucks and omnibuses Nil.

NOTE. — The first registration fee chargeable on motor cars, trucks and omnibuses the manufacture of the United States of America shall not exceed by more than 15 per cent. *ad valorem* the first registration fee chargeable on motor cars, trucks and omnibuses of British Empire manufacture. The right is reserved to substitute an import duty for this fee but such duty shall not exceed by more than 15 per cent. *ad valorem* the duty chargeable on motor cars, trucks and omnibuses of British Empire manufacture.

FEDERATED MALAY STATES.

Hosiery of pure silk 5 per cent. *ad val.*
Leather, dressed 5 per cent. *ad val.*

Articles	Marge maximum de préférence
Machines électriques :	
Moteurs	Marge actuelle.
Transformateurs et convertisseurs.	Marge actuelle.
Articles et appareils d'électricité :	
Accessoires d'éclairage	Marge actuelle.
Machines à laver	Marge actuelle.
Autres appareils et articles d'électricité (sauf les fils et câbles, les ampoules de lampes électriques, les appareils télégraphiques et téléphoniques, autres que les appareils de radio, et les batteries et accumulateurs	Marge actuelle.
Raisins secs	Marge actuelle.
Fruits, frais :	
Pommes et raisins	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.
Machines :	
Grues, treuils et appareils de levage	Marge actuelle.
Pompes	Marge actuelle.
Automobiles (y compris les moteurs et les châssis).	Marge actuelle.
Camions et camionnettes, autobus et tracteurs, autres qu'avec moteur Diesel (y compris les moteurs et les châssis)	Marge actuelle.
Pièces pour automobiles, camions, camionnettes, autobus et tracteurs autres qu'avec moteur Diesel (sauf les magnétos, accumulateurs protégés, et pneus et chambres à air)	Marge actuelle.
Peintures et couleurs	Marge actuelle.
Parfumerie, cosmétiques, poudres et préparations de toilette (sauf les alcools parfumés)	Marge actuelle.
Produits du porc, autres que le lard et les jambons	Marge actuelle.
Articles pour les jeux et l'athlétisme (sauf les balles de caoutchouc).	Marge actuelle.
Articles pour la publicité, à savoir, circulaires et catalogues commerciaux, cartes, et pancartes, plaques et tableaux d'affichage	Néant.
Cartes et cartes marines	Néant.
Produits alimentaires lactés	Néant.
Toile cirée et linoléum	Néant.

HONG-KONG.

Automobiles, camions et autobus Néant.

NOTE. — Le premier droit d'immatriculation exigible pour les automobiles, camions et autobus fabriqués aux Etats-Unis d'Amérique ne dépassera pas de plus de 15 pour cent *ad valorem* le premier droit d'immatriculation exigible pour les automobiles, camions et autobus fabriqués dans l'Empire britannique. La faculté est réservée de substituer à ce droit un droit d'importation, mais ce dernier ne dépassera pas de plus de 15 pour cent *ad valorem* celui dont sont passibles les automobiles, camions et autobus fabriqués dans l'Empire britannique.

STRAITS SETTLEMENTS.

Automobiles, camions et autobus Néant.

NOTE. — Le premier droit d'immatriculation exigible pour les automobiles, camions et autobus fabriqués aux Etats-Unis d'Amérique ne dépassera pas de plus de 15 pour cent *ad valorem* le premier droit d'immatriculation exigible pour les automobiles, camions et autobus fabriqués dans l'Empire britannique. La faculté est réservée de substituer à ce droit un droit d'importation, mais ce dernier ne dépassera pas de plus de 15 pour cent *ad valorem* celui dont sont passibles les automobiles, camions et autobus fabriqués dans l'Empire britannique.

ETATS MALAIS FÉDÉRÉS.

Bonneterie de pure soie 5 p. c. *ad val.*
Cuir, apprêté 5 p. c. *ad val.*

Article	Maximum Margin of Preference
Wireless receiving sets, radio-gramophones, valves and other wireless parts and accessories (except transmitting apparatus)	5 per cent. <i>ad val.</i>
Electric batteries for torches and hand lamps	10 per cent. <i>ad val.</i>
Fish, canned :	
Salmon, red, sock-eye or blue back and silver	7½ per cent. <i>ad val.</i>
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Motor cars, trucks and omnibuses	Nil.
NOTE. — The first registration fee chargeable on motor cars, trucks and omnibuses the manufacture of the United States of America shall not exceed by more than 15 per cent. <i>ad valorem</i> the first registration fee chargeable on motor cars, trucks and omnibuses of British Empire manufacture. The right is reserved to substitute an import duty for this fee but such duty shall not exceed by more than 15 per cent. <i>ad valorem</i> the duty chargeable on motor cars, trucks and omnibuses of British Empire manufacture.	
Tobacco, manufactured (excluding cigars, cigarettes and snuff), if imported for sale to the public in airtight tins or containers	Present margin.
Milk, evaporated	Present margin.
Electric batteries and accumulators (except for torches and hand lamps)	Present margin.
Advertising matter	Nil.
Asphalt and bitumen	Nil.
Blacking and polishes (except for leather)	Nil.
Cereals, manufactured (except wheat flour and vermicelli)	Nil.
Cinematograph apparatus and films	Nil.
Dental paste	Nil.
Disinfectants, weedkillers and other insecticides, liquid	Nil.
Felt, roofing	Nil.
Fruit, fresh :	
Pears, apples, grapefruit, grapes and oranges	Nil.
Fruit, dried and preserved :	
Raisins, prunes and apples	Nil.
Fruit juice	Nil.
Grease, lubricating	Nil.
Implements and tools :	
Axes, hatchets and adzes	Nil.
Files and rasps	Nil.
Machinery :	
Dredges and dredging materials	Nil.
Internal combustion engines (marine), the motive power of which is derived from petrol, kerosene or other spirits	Nil.
Printing and bookbinding	Nil.
Pumps	Nil.
Typewriters	Nil.
Maps and plans	Nil.
Oilcloth and linoleum	Nil.
Paints and enamels (prepared, ready mixed)	Nil.
Stoves and grates for domestic purposes	Nil.
Tin plates	Nil.
Tractors and steam-rollers when used for agricultural and mining purposes and not registerable for use on public thoroughfares	Nil.

JOHORE.

Fish, canned :	
Salmon, red, sock-eye or blue back and silver	7½ per cent. <i>ad val.</i>
Leather, dressed	5 per cent. <i>ad val.</i>

Articles	Marge maximum de préférence
Appareils récepteurs de radio, radio-gramophones, lampes et autres pièces et accessoires de radio (sauf les postes émetteurs)	5 p. c. <i>ad val.</i>
Batteries électriques pour torches et lampes de poche électriques	10 p. c. <i>ad val.</i>
Poissons, en boîtes de fer-blanc :	
Saumon, rouge, « sock-eye » ou « blue back and silver ».	7½ p. c. <i>ad val.</i>
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Automobiles, camions et autobus	Néant.
<p>NOTE. — Le premier droit d'immatriculation exigible pour les automobiles, camions et autobus fabriqués aux Etats-Unis d'Amérique ne dépassera pas de plus de 15 pour cent <i>ad valorem</i> le premier droit d'immatriculation exigible pour les automobiles, camions et autobus fabriqués dans l'Empire britannique. La faculté est réservée de substituer à ce droit un droit d'importation, mais, ce dernier ne dépassera pas de plus de 15 pour cent <i>ad valorem</i> celui dont sont passibles les automobiles, camions et autobus fabriqués dans l'Empire britannique.</p>	
Tabac manufacturé (sauf les cigares, les cigarettes et le tabac à priser) s'il est importé pour la vente au public en boîtes métalliques ou contenant hermétiques	Marge actuelle.
Lait, évaporé	Marge actuelle.
Batteries et accumulateurs électriques (sauf pour les torches et lampes de poche).	Marge actuelle.
Articles pour la publicité	Néant.
Asphalte et bitume	Néant.
Cirages et produits pour polir (sauf pour les cuirs).	Néant.
Céréales, manufacturées (sauf la farine de froment et le vermicelle)	Néant.
Appareils et films cinématographiques.	Néant.
Pâtes dentifrices	Néant.
Désinfectants, fongicides, et autres insecticides, sous forme liquide.	Néant.
Carton bitumé	Néant.
Fruits, frais :	
Poires, pommes, pamplemousses, raisins et oranges.	Néant.
Fruits, séchés et conservés :	
Raisins, prunes et pommes	Néant.
Jus de fruits	Néant.
Graisse lubrifiante.	Néant.
Instruments et outils :	
Haches, hachettes et erminettes	Néant.
Limes et râpes	Néant.
Machines :	
Dragues et matériel de dragage	Néant.
Moteurs à combustion interne (marine), dont la force motrice est tirée de l'essence, du kérosène ou autres produits similaires	Néant.
Machines à imprimer et à relier	Néant.
Pompes	Néant.
Machines à écrire	Néant.
Cartes et plans	Néant.
Toile cirée et linoléum	Néant.
Peintures et vernis-émails (préparés, mélangés pour l'usage).	Néant.
Poèles et grilles pour usages domestiques	Néant.
Fer-blanc en feuilles.	Néant.
Tracteurs et rouleaux à vapeur, lorsqu'ils sont utilisés pour l'agriculture et pour les mines et ne peuvent être immatriculés pour leur usage sur les voies publiques	Néant.

JOHORE.

Poissons, en boîtes de fer-blanc :	
Saumon, rouge, « sock-eye » ou « blue back and silver ».	7½ p. c. <i>ad val.</i>
Cuir, apprêté	5 p. c. <i>ad val.</i>

Article	Maximum Margin of Preference
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Motor cars, trucks and omnibuses	Nil.
NOTE. — The first registration fee chargeable on motor cars, trucks and omnibuses the manufacture of the United States of America shall not exceed by more than 15 per cent. <i>ad valorem</i> the first registration fee chargeable on motor cars, trucks and omnibuses of British Empire manufacture. The right is reserved to substitute an import duty for this fee but such duty shall not exceed by more than 15 per cent. <i>ad valorem</i> the duty chargeable on motor cars, trucks and omnibuses of British Empire manufacture.	
Tobacco, manufactured (excluding cigars, cigarettes and snuff), if imported for sale to the public in airtight tins or containers	Present margin.
Milk, evaporated	Present margin.
Advertising matter	Nil.
Asphalt and bitumen	Nil.
Blacking and polishes (except for leather)	Nil.
Cereals, manufactured (except for wheat flour and vermicelli)	Nil.
Cinematograph apparatus and films	Nil.
Dental paste	Nil.
Disinfectants, weedkillers and other insecticides, liquid	Nil.
Electric batteries and accumulators	Nil.
Felt, roofing	Nil.
Fruit, fresh :	
Pears, apples, grapefruit, grapes and oranges	Nil.
Fruit, dried and preserved :	
Raisins, prunes and apples	Nil.
Fruit juice	Nil.
Grease, lubricating	Nil.
Hosiery of pure silk	Nil.
Implements and tools :	
Axes, hatchets and adzes	Nil.
Files and rasps	Nil.
Machinery :	
Dredges and dredging materials	Nil.
Internal combustion engines (marine), the motive power of which is derived from petrol, kerosene or other spirits	Nil.
Printing and bookbinding	Nil.
Pumps	Nil.
Typewriters	Nil.
Maps and plans	Nil.
Oilcloth and linoleum	Nil.
Paints and enamels (prepared, ready mixed)	Nil.
Stoves and grates for domestic purposes	Nil.
Tin plates	Nil.
Tractors and steam-rollers when used for agricultural and mining purposes and not registerable for use on public thoroughfares	Nil.
Wireless receiving sets, radio-gramophones, valves and other wireless parts and accessories (except transmitting apparatus)	Nil.

KEDAH.

Leather, dressed	5 per cent. <i>ad val.</i>
Hosiery of pure silk	5 per cent. <i>ad val.</i>
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>

Articles	Marge maximum de préférence
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air.	5 p. c. <i>ad val.</i>
Automobiles, camions et autobus	Néant.
NOTE. — Le premier droit d'immatriculation exigible pour les automobiles, camions et autobus fabriqués aux Etats-Unis d'Amérique ne dépassera pas de plus de 15 pour cent <i>ad valorem</i> le premier droit d'immatriculation exigible pour les automobiles, camions et autobus fabriqués dans l'Empire britannique. La faculté est réservée de substituer à ce droit un droit d'importation, mais, ce dernier ne dépassera pas de plus de 15 pour cent <i>ad valorem</i> celui dont sont passibles les automobiles, camions et autobus fabriqués dans l'Empire britannique.	
Tabac, manufacturé (sauf les cigares, cigarettes et le tabac à priser) s'il est importé pour la vente au public en boîtes métalliques ou contenants hermétiques . . .	Marge actuelle.
Lait, évaporé	Marge actuelle.
Articles pour la publicité	Néant.
Asphalte et bitume	Néant.
Cirages et produits pour polir (sauf pour les cuirs).	Néant.
Céréales, manufacturées (sauf la farine de froment et le vermicelle)	Néant.
Appareils et films cinématographiques.	Néant.
Pâtes dentifrices	Néant.
Désinfectants, fongicides et autres insecticides, sous forme liquide	Néant.
Batteries électriques et accumulateurs.	Néant.
Carton bitumé	Néant.
Fruits, frais :	
Poirs, pommes, pamplemousses, raisins et oranges.	Néant.
Fruits, séchés et conservés :	
Raisins, prunes et pommes.	Néant.
Jus de fruits	Néant.
Graisse lubrifiante.	Néant.
Bonneterie de pure soie	Néant.
Instruments et outils :	
Haches, hachettes et erminettes	Néant.
Limes et râpes	Néant.
Machines :	
Dragues et matériel de dragage	Néant.
Moteurs à combustion interne (marine) dont la force motrice est tirée de l'essence, du kérosène ou autres produits similaires	Néant.
Machines à imprimer et à relier	Néant.
Pompes	Néant.
Machines à écrire	Néant.
Cartes et plans	Néant.
Toile cirée et linoléum.	Néant.
Peintures et vernis-émaills (préparés, mélangés pour l'usage).	Néant.
Poêles et grilles pour usages domestiques	Néant.
Fer-blanc en feuilles.	Néant.
Tracteurs et rouleaux à vapeur, lorsqu'ils sont utilisés pour l'agriculture et les mines et ne peuvent être immatriculés pour leur usage sur les voies publiques .	Néant.
Postes récepteurs de radio, radio-gramophones, lampes et autres pièces et accessoires de radio (sauf les appareils émetteurs)	Néant.

KEDAH.

Cuir, apprêté	5 p. c. <i>ad val.</i>
Bonneterie de pure soie	5 p. c. <i>ad val.</i>
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air.	5 p. c. <i>ad val.</i>

Article	Maximum Margin of Preference
Motor cars, trucks and omnibuses	Nil.
<p>NOTE. — The first registration fee chargeable on motor cars, trucks and omnibuses the manufacture of the United States of America shall not exceed by more than 15 per cent. <i>ad valorem</i> the first registration fee chargeable on motor cars, trucks and omnibuses of British Empire manufacture. The right is reserved to substitute an import duty for this fee but such duty shall not exceed by more than 15 per cent. <i>ad valorem</i> the duty chargeable on motor cars, trucks and omnibuses of British Empire manufacture.</p>	
Tobacco, manufactured (excluding cigars, cigarettes and snuff), if imported for sale to the public in airtight tins or containers	Present margin.
Milk, evaporated	Present margin.
Advertising matter	Nil.
Asphalt and bitumen	Nil.
Blacking and polishes (except for leather)	Nil.
Cereals, manufactured (except wheat flour and vermicelli)	Nil.
Cinematograph apparatus and films.	Nil.
Dental paste	Nil.
Disinfectants, weedkillers and other insecticides, liquid	Nil.
Electric batteries and accumulators	Nil.
Felt, roofing	Nil.
Fish, canned :	
Salmon, red, sock-eye or blue back and silver	Nil.
Fruit, fresh :	
Pears, apples, grapefruit, grapes and oranges	Nil.
Fruit, dried and preserved :	
Raisins, prunes and apples.	Nil.
Fruit juice	Nil.
Grease, lubricating	Nil.
Implements and tools :	
Axes, hatchets and adzes	Nil.
Files and rasps	Nil.
Machinery :	
Dredges and dredging materials	Nil.
Internal combustion engines (marine), the motive power of which is derived from petrol, kerosene or other spirits	Nil.
Printing and bookbinding	Nil.
Pumps	Nil.
Typewriters	Nil.
Maps and plans.	Nil.
Oilcloth and linoleum	Nil.
Paints and enamels (prepared, ready mixed)	Nil.
Stoves and grates for domestic purposes	Nil.
Tin plates	Nil.
Tractors and steam-rollers when used for agricultural and mining purposes and not registerable for use on public thoroughfares	Nil.
Wireless receiving sets, radio-gramophones, valves and other wireless parts and accessories (except transmitting apparatus)	Nil.

KELANTAN.

Electric batteries for torches and hand lamps	10 per cent. <i>ad val.</i>
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>

Articles	Marge maximum de préférence
Automobiles, camions et autobus	Néant.
<p>NOTE. — Le premier droit d'immatriculation exigible pour les automobiles, camions et autobus fabriqués aux Etats-Unis d'Amérique ne dépassera pas de plus de 15 pour cent <i>ad valorem</i> le premier droit d'immatriculation exigible pour les automobiles, camions et autobus fabriqués dans l'Empire britannique. La faculté est réservée de substituer à ce droit un droit d'importation, mais ce dernier ne dépassera pas de plus de 15 pour cent <i>ad valorem</i> celui dont sont passibles les automobiles, camions et autobus fabriqués dans l'Empire britannique.</p>	
Tabac, manufacturé (sauf les cigares, les cigarettes et le tabac à priser) s'il est importé pour la vente au public, dans des boîtes métalliques ou contenants hermétiques	Marge actuelle.
Lait, évaporé	Marge actuelle.
Articles pour la publicité	Néant.
Asphalte et bitume	Néant.
Cirages et produits pour polir (sauf pour les cuirs).	Néant.
Céréales, manufacturées (sauf la farine de froment et le vermicelle)	Néant.
Appareils et films cinématographiques	Néant.
Pâtes dentifrices	Néant.
Désinfectants, fongicides et autres insecticides, sous forme liquide.	Néant.
Batteries électriques et accumulateurs.	Néant.
Carton bitumé	Néant.
Poissons, en boîtes de fer-blanc :	
Saumon, rouge, « sock-eye » ou « blue back and silver ».	Néant.
Fruits, frais :	
Paires, pommes, pamplemousses, raisins et oranges.	Néant.
Fruits, séchés et conservés :	
Raisins, prunes et pommes.	Néant.
Jus de fruits	Néant.
Graisse lubrifiante.	Néant.
Instruments et outils :	
Haches, hachettes et erminettes	Néant.
Limes et râpes	Néant.
Machines :	
Dragues et matériel de dragage	Néant.
Moteurs à combustion interne (marine), dont la force motrice est tirée de l'essence, du kérosène ou autres produits similaires.	Néant.
Machines à imprimer et à relier	Néant.
Pompes	Néant.
Machines à écrire	Néant.
Cartes et plans	Néant.
Toile cirée et linoléum.	Néant.
Peintures et vernis-émails (préparés, mélangés pour l'usage).	Néant.
Poêles et grilles pour usages domestiques	Néant.
Fer-blanc en feuilles.	Néant.
Tracteurs et rouleaux à vapeur lorsqu'ils sont utilisés pour l'agriculture et les mines et ne peuvent être immatriculés pour leur usage sur les voies publiques	Néant.
Postes récepteurs de radio, radio-gramophones, lampes et autres pièces et accessoires de radio (sauf les appareils émetteurs)	Néant.

KELANTAN.

Batteries électriques pour torches et lampes de poche	10 p. c. <i>ad val.</i>
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air.	5 p. c. <i>ad val.</i>

Article	Maximum Margin of Preference
Fish, canned :	
Salmon, red, sock-eye or blue back and silver	7½ per cent. <i>ad val.</i>
Motor cars, trucks and omnibuses	15 per cent. <i>ad val.</i>
Wireless receiving sets, radio-gramophones, valves and other wireless parts and accessories (except transmitting apparatus)	5 per cent. <i>ad val.</i>
Leather, dressed	5 per cent. <i>ad val.</i>
Hosiery of pure silk.	5 per cent. <i>ad val.</i>
Tobacco, manufactured (excluding cigars, cigarettes and snuff), if imported for sale to the public in airtight tins or containers	Present margin.
Electric batteries and accumulators (except for torches and hand lamps).	Present margin.
Milk, evaporated	Present margin.
Advertising matter	Nil.
Asphalt and bitumen	Nil.
Blacking and polishes (except for leather)	Nil.
Cereals, manufactured (except wheat flour and vermicelli)	Nil.
Cinematograph apparatus	Nil.
Dental paste	Nil.
Disinfectants, weedkillers and other insecticides, liquid	Nil.
Felt, roofing	Nil.
Films, cinematograph	Nil.
Fruit, fresh :	
Pears, apples, grapefruit, grapes and oranges	Nil.
Fruit, dried and preserved :	
Raisins, prunes and apples.	Nil.
Fruit juice	Nil.
Grease, lubricating	Nil.
Implements and tools :	
Axes, hatchets and adzes	Nil.
Files and rasps	Nil.
Machinery :	
Dredges and dredging materials	Nil.
Internal combustion engines (marine), the motive power of which is derived from petrol, kerosene or other spirits	Nil.
Printing and bookbinding	Nil.
Pumps	Nil.
Typewriters	Nil.
Maps and plans.	Nil.
Oilcloth and linoleum	Nil.
Paints and enamels (prepared, ready mixed)	Nil.
Stoves and grates for domestic purposes	Nil.
Tin plates	Nil.
Tractors and steam-rollers when used for agricultural and mining purposes and not registerable for use on public thoroughfares	Nil.

PERLIS.

Fish, canned :	
Salmon, red, sock-eye or blue back and silver	7½ per cent. <i>ad val.</i>
Hosiery of pure silk.	5 per cent. <i>ad val.</i>
Leather, dressed	5 per cent. <i>ad val.</i>
Motor cars, trucks and omnibuses	Nil.

NOTE. — The first registration fee chargeable on motor cars, trucks and omnibuses the manufacture of the United States of America shall not exceed by more than 15 per cent. *ad valorem* the first registration fee chargeable on motor cars, trucks and omnibuses of British Empire manufacture. The right is reserved to substitute an import duty for this fee but such duty shall not

Articles	Marge maximum de préférence
Poissons, en boîtes de fer-blanc :	
Saumon, rouge, « sock-eye » ou « blue back and silver »	7½ p. c. <i>ad val.</i>
Automobiles, camions et autobus	15 p. c. <i>ad val.</i>
Postes récepteurs de radio, radio-gramophones, lampes et autres pièces et accessoires de radio (sauf les appareils émetteurs)	5 p. c. <i>ad val.</i>
Cuir, apprêté	5 p. c. <i>ad val.</i>
Bonneterie de pure soie	5 p. c. <i>ad val.</i>
Tabac, manufacturé (sauf les cigares, les cigarettes et le tabac à priser) s'il est importé pour la vente au public en boîtes métalliques ou contenants hermétiques	Marge actuelle.
Batteries électriques et accumulateurs (sauf pour torches et lampes de poche)	Marge actuelle.
Lait, évaporé	Marge actuelle.
Articles pour la publicité	Néant.
Asphalte et bitume	Néant.
Cirages et produits pour polir (sauf pour les cuirs)	Néant.
Céréales manufacturées (sauf la farine de froment et le vermicelle)	Néant.
Appareils cinématographiques	Néant.
Pâtes dentifrices	Néant.
Désinfectants, fongicides et autres insecticides, sous forme liquide	Néant.
Carton bitumé	Néant.
Films cinématographiques	Néant.
Fruits, frais :	
Poirs, pommes, pamplemousses, raisins et oranges	Néant.
Fruits, séchés et conservés :	
Raisins, prunes et pommes	Néant.
Jus de fruits	Néant.
Graisse lubrifiante	Néant.
Instruments et outils :	
Haches, hachettes et erminettes	Néant.
Limes et râpes	Néant.
Machines :	
Dragues et matériel de dragage	Néant.
Moteurs à combustion interne (marine), dont la force motrice est tirée de l'essence, du kérosène ou autres produits similaires	Néant.
Machines à imprimer et à relier	Néant.
Pompes	Néant.
Machines à écrire	Néant.
Cartes et plans	Néant.
Toile cirée et linoléum	Néant.
Peintures et vernis-émaills (préparés, mélangés pour l'usage)	Néant.
Poêles et grilles pour usages domestiques	Néant.
Fer-blanc en feuilles	Néant.
Tracteurs et rouleaux à vapeur lorsqu'ils sont utilisés pour l'agriculture et pour les mines, et ne peuvent être immatriculés pour l'usage sur les voies publiques	Néant.

PERLIS.

Poissons, en boîtes de fer-blanc :	
Saumon, rouge, « sock-eye » ou « blue back and silver »	7½ p. c. <i>ad val.</i>
Bonneterie de pure soie	5 p. c. <i>ad val.</i>
Cuir, apprêté	5 p. c. <i>ad val.</i>
Automobiles, camions et autobus	Néant.

NOTE. — Le premier droit d'immatriculation exigible pour les automobiles, camions et autobus fabriqués aux Etats-Unis d'Amérique ne dépassera pas de plus de 15 pour cent *ad valorem* le premier droit d'immatriculation exigible pour les automobiles, camions et autobus fabriqués dans l'Empire britannique. La faculté est réservée de substituer à ce droit un droit d'importation, mais

Article	Maximum Margin of Preference
exceed by more than 15 per cent. <i>ad valorem</i> the duty chargeable on motor cars, trucks and omnibuses of British Empire manufacture.	
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Tobacco, manufactured (excluding cigars, cigarettes and snuff), if imported for sale to the public in air-tight tins or containers	Present margin.
Milk, evaporated	Present margin.
Advertising matter	Nil.
Asphalt and bitumen	Nil.
Blacking and polishes (except for leather)	Nil.
Cereals, manufactured (except wheat flour and vermicelli)	Nil.
Cinematograph apparatus and films	Nil.
Dental paste	Nil.
Disinfectants, weedkillers and other insecticides, liquid	Nil.
Electric batteries and accumulators	Nil.
Felt, roofing	Nil.
Fruit, fresh :	
Pears, apples, grapefruit, grapes and oranges	Nil.
Fruit, dried and preserved :	
Raisins, prunes and apples	Nil.
Fruit juice	Nil.
Grease, lubricating	Nil.
Implements and tools :	
Axes, hatchets and adzes	Nil.
Files and rasps	Nil.
Machinery :	
Dredges and dredging materials	Nil.
Internal combustion engines (marine), the motive power of which is derived from petrol, kerosene or other spirits	Nil.
Printing and bookbinding	Nil.
Pumps	Nil.
Typewriters	Nil.
Maps and plans	Nil.
Oilcloth and linoleum	Nil.
Paints and enamels (prepared, ready mixed)	Nil.
Stoves and grates for domestic purposes	Nil.
Tin plates	Nil.
Tractors and steam-rollers when used for agricultural and mining purposes and not registerable for use on public thoroughfares	Nil.
Wireless receiving sets, radio-gramophones, valves and other wireless parts and accessories (except transmitting apparatus)	Nil.

TRENGGANU.

Electric batteries for torches and hand lamps	10 per cent. <i>ad val.</i>
Fish, canned :	
Salmon, red, sock-eye or blue back and silver	7½ per cent. <i>ad val.</i>
Hosiery of pure silk	5 per cent. <i>ad val.</i>
Leather, dressed	5 per cent. <i>ad val.</i>
Motor cars, trucks and omnibuses	15 per cent. <i>ad val.</i>
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>

Articles	Marge maximum de préférence
ce dernier ne dépassera pas de plus de 15 pour cent <i>ad valorem</i> celui dont sont passibles les automobiles, camions et autobus fabriqués dans l'Empire britannique.	
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Tabac, manufacturé (sauf les cigares, les cigarettes et le tabac à priser) s'il est importé pour la vente au public en boîtes métalliques ou contenants hermétiques	Marge actuelle.
Lait, évaporé	Marge actuelle.
Articles pour la publicité	Néant.
Asphalte et bitume	Néant.
Cirages et produits pour polir (sauf pour les cuirs).	Néant.
Céréales, manufacturées (sauf la farine de froment et le vermicelle)	Néant.
Appareils et films cinématographiques.	Néant.
Pâtes dentifrices	Néant.
Désinfectants, fongicides et autres insecticides, sous forme liquide	Néant.
Batteries électriques et accumulateurs.	Néant.
Carton bitumé	Néant.
Fruits, frais :	
Poirs, pommes, pamplemousses, raisins et oranges.	Néant.
Fruits, séchés et conservés :	
Raisins, prunes et pommes	Néant.
Jus de fruits	Néant.
Graisse lubrifiante.	Néant.
Instruments et outils :	
Haches, hachettes et erminettes	Néant.
Limes et râpes	Néant.
Machines :	
Dragues et matériel de dragage	Néant.
Moteurs à combustion interne (marine) dont la force motrice est tirée de l'essence, du kérosène ou autres produits similaires	Néant.
Machines à imprimer et à relier	Néant.
Pompes	Néant.
Machines à écrire	Néant.
Cartes et plans	Néant.
Toile cirée et linoléum.	Néant.
Peintures et vernis-émaills (préparés, mélangés pour l'usage).	Néant.
Poêles et grilles pour usages domestiques	Néant.
Fer-blanc en feuilles.	Néant.
Tracteurs et rouleaux à vapeur lorsqu'ils sont utilisés pour l'agriculture et les mines et ne peuvent être immatriculés pour l'usage sur les voies publiques	Néant.
Postes récepteurs de radio, radio-gramophones, lampes et autres pièces et accessoires de radio (sauf les appareils émetteurs)	Néant.

TRENGGANU.

Batteries électriques pour torches et lampes de poche	10 p. c. <i>ad val.</i>
Poissons, en boîtes de fer-blanc :	
Saumon, rouge, « sock-eye » ou « blue back and silver ».	7½ p. c. <i>ad val.</i>
Bonneterie de pure soie	5 p. c. <i>ad val.</i>
Cuir, apprêté	5 p. c. <i>ad val.</i>
Automobiles, camions et autobus	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air.	5 p. c. <i>ad val.</i>

Article	Maximum Margin of Preference
Tobacco, manufactured (excluding cigars, cigarettes and snuff), if imported for sale to the public in airtight tins or containers	Present margin.
Electric batteries and accumulators (except for torches and hand lamps) . .	Present margin.
Machinery :	
Dredges and dredging materials	Present margin.
Pumps	Present margin.
Milk, evaporated	Present margin.
Advertising matter	Nil.
Asphalt and bitumen	Nil.
Blacking and polishes (except for leather)	Nil.
Cereals, manufactured (except wheat flour and vermicelli)	Nil.
Cinematograph apparatus and films.	Nil.
Dental paste	Nil.
Disinfectants, weedkillers and other insecticides, liquid	Nil.
Enamels	Nil.
Felt, roofing	Nil.
Fruit, fresh :	
Pears, apples, grapefruit, grapes and oranges	Nil.
Fruit, dried and preserved :	
Raisins, prunes and apples.	Nil.
Fruit juice	Nil.
Grease, lubricating	Nil.
Implements and tools :	
Axes, hatchets and adzes	Nil.
Files and rasps	Nil.
Machinery :	
Internal combustion engines (marine), the motive power of which is derived from petrol, kerosene or other spirits	Nil.
Printing and bookbinding	Nil.
Typewriters	Nil.
Maps and plans.	Nil.
Oilcloth and linoleum	Nil.
Paints (prepared, ready mixed).	Nil.
Stoves and grates for domestic purposes	Nil.
Tin plates	Nil.
Tractors and steam-rollers, when used for agricultural and mining purposes and not registerable for use on public thoroughfares	Nil.
Wireless receiving sets, radio-gramophones, valves and other wireless parts and accessories (except transmitting apparatus)	Nil.

MAURITIUS.

Asphaltum or bitumen for road making.	Rs. 1 per hundred kilos.
Bacon and hams (except canned)	Rs. 5 per hundred kilos.
Fruit :	
Preserved (not in sugar)	15 cents per kilo.
Dried (except dates, raisins and currants)	7½ per cent. <i>ad val.</i>
Accessories and component parts, other than tyres and tubes for motor vehicles and chassis (except tractors, motor cycles and side-cars)	20 per cent. <i>ad val.</i>
Rubber manufactures (except tyres and tubes, boots and shoes and toys) . .	7½ per cent. <i>ad val.</i>
Typewriters	5 per cent. <i>ad val.</i>
Varnish	Rs. 1.50 per hecto- litre.

Articles	Marge maximum de préférence
Tabac, manufacturé (sauf les cigares, les cigarettes et le tabac à priser) s'il est importé pour la vente au public en boîtes métalliques ou contenants hermétiques	Marge actuelle.
Batteries électriques et accumulateurs (sauf pour les torches et lampes de poche)	Marge actuelle.
Machines :	
Dragues et matériel de dragage	Marge actuelle.
Pompes	Marge actuelle.
Lait, évaporé	Marge actuelle.
Articles pour la publicité	Néant.
Asphalte et bitume	Néant.
Cirages et produits pour polir (sauf pour les cuirs)	Néant.
Céréales, manufacturées (sauf la farine de froment et le vermicelle)	Néant.
Appareils et films cinématographiques	Néant.
Pâtes dentifrices	Néant.
Désinfectants, fongicides et autres insecticides, sous forme liquide	Néant.
Vernis-émaills	Néant.
Carton bitumé	Néant.
Fruits, frais :	
Poires, pommes, pamplemousses, raisins et oranges.	Néant.
Fruits, séchés et conservés :	
Raisins, prunes et pommes.	Néant.
Jus de fruits	Néant.
Graisse lubrifiante.	Néant.
Instruments et outils :	
Haches, hachettes et erminettes	Néant.
Limes et râpes	Néant.
Machines :	
Moteurs à combustion interne (de marine), dont la force motrice est tirée de l'essence, du kérosène ou autres produits similaires.	Néant.
Machines à imprimer et à relier	Néant.
Machines à écrire	Néant.
Cartes et plans	Néant.
Toile cirée et linoléum.	Néant.
Peintures (préparées, mélangées pour l'usage)	Néant.
Poêles et grilles pour usages domestiques	Néant.
Fer-blanc en feuilles.	Néant.
Tracteurs et rouleaux à vapeur lorsqu'ils sont utilisés pour l'agriculture et pour les mines et ne peuvent être immatriculés pour l'usage sur les voies publiques	Néant.
Postes récepteurs de radio, radio-gramophones, lampes et autres pièces et accessoires de radio (sauf les appareils émetteurs)	Néant.

ILE MAURICE.

Asphalte ou bitume, pour les routes	Rs. 1 par cent kilos.
Lard et jambons (sauf en boîtes de fer-blanc)	Rs. 5 par cent kilos.
Fruits :	
Conservés (sauf au sucre)	15 cents par kg.
Séchés (sauf les dattes, raisins secs et raisins de Corinthe)	7½ p. c. <i>ad val.</i>
Accessoires et pièces détachés, autres que pneus et chambres à air, pour véhicules à moteur et châssis (sauf les tracteurs, motocyclettes et side-cars).	20 p. c. <i>ad val.</i>
Articles en caoutchouc (sauf pneus et chambres à air, bottines et souliers, et jouets)	7½ p. c. <i>ad val.</i>
Machines à écrire	5 p. c. <i>ad val.</i>
Vernis	Rs. 1.50 par hecto- litre.

Article	Maximum Margin of Preference
Electrical goods :	
Wireless apparatus and parts thereof	Present margin.
Stoves and household appliances	Present margin.
Electrical goods of every other description (except bulbs) [Tariff Item No. 61 (c)]	Present margin.
Oil, lubricating	Present margin.
Grease, lubricating	Present margin.
Amophos	Present margin.
Substances imported by agriculturists or other persons for the destruction of animals, vermin, insects and other parasites	Present margin.
Blacking and polishes	Nil.
Clay, pipe and fire (unprepared)	Nil.
Fruit, fresh :	
Apples and pears	Nil.
Motor tractors and parts (imported exclusively for agricultural purposes) . .	Nil.
Rosin	Nil.
Tobacco, unmanufactured, not butted or stemmed	Nil.

CYPRUS.

Fruit, canned	3 per cent. <i>ad val.</i>
Motor cars and parts thereof (except tyres and tubes) [ex Tariff Item No. 71] .	15 per cent. <i>ad val.</i>
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Oil, lubricating, unmanufactured	2s. <i>od.</i> per hundred okes.
Oils, non-edible, other than cotton and linseed	2s. <i>od.</i> per hundred okes.
Tyres and tubes for motor cars	Present margin.
Wireless apparatus and parts thereof	Present margin.
Agricultural machinery, except ploughs	Nil.
Typewriters and parts thereof	Nil.
Windmills	Nil.

MALTA.

Fruit, preserved	5 per cent. <i>ad val.</i>
Chassis of automobiles imported without bodies for industrial purposes (exclusive of parts)	15 per cent. <i>ad val.</i>
Motor vehicles valued at over £100 each (except motor tractors, motor cycles and side-cars and motor vehicles for tramways or railways), including parts and accessories (except tyres and tubes)	15 per cent. <i>ad val.</i>
Wireless sets, accessories and parts thereof	5 per cent. <i>ad val.</i>
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Tobacco, unmanufactured	Present margin.
Typewriters and adding machines	Present margin.
Machinery and implements for agricultural purposes	Nil.

Articles	Marge maximum de préférence
Articles d'électricité :	
Appareils de radio et leurs pièces	Marge actuelle.
Poêles et appareils ménagers	Marge actuelle.
Articles de toutes autres catégories (sauf les ampoules de lampes électriques) (Position du Tarif N° 61 c)	Marge actuelle.
Huile lubrifiante	Marge actuelle.
Graisse lubrifiante.	Marge actuelle.
Amophos	Marge actuelle.
Substances importées par les agriculteurs ou autres personnes pour la destruction des animaux, de la vermine, des insectes et autres parasites	Marge actuelle.
Cirages et produits pour polir	Néant.
Terre de pipe et argile réfractaire (non préparés)	Néant.
Fruits, frais :	
Pommes et poires	Néant.
Tracteurs à moteur et leurs pièces (importés exclusivement pour l'agriculture)	Néant.
Colophane	Néant.
Tabac, non manufacturé, non écôté.	Néant.

CHYPRE.

Fruits, en boîtes de fer-blanc	3 p. c. <i>ad val.</i>
Automobiles et leurs pièces (sauf les pneus et chambre à air) (ex Position du Tarif N° 71)	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air.	5 p. c. <i>ad val.</i>
Huile lubrifiante, non manufacturée	25. <i>od.</i> par cent okes.
Huiles, non comestibles, autres que celles de coton et de lin	25. <i>od.</i> par cent okes.
Pneumatiques et chambres à air pour automobiles	Marge actuelle.
Appareils de radio et leurs pièces	Marge actuelle.
Machines agricoles, sauf les charrues	Néant.
Machines à écrire et leurs pièces	Néant.
Aéromoteurs	Néant.

MALTE.

Fruits, conservés	5 p. c. <i>ad val.</i>
Châssis d'automobiles importés sans carrosserie pour des fins industrielles (à l'exclusion des pièces détachées)	15 p. c. <i>ad val.</i>
Véhicules à moteur estimés à plus de £100 chacun (sauf les tracteurs automobiles, les motocyclettes et side-cars et les véhicules à moteur pour tramways ou chemins de fer), y compris leurs pièces et accessoires (sauf les pneus et chambres à air)	15 p. c. <i>ad val.</i>
Postes de radio, leurs accessoires et pièces	5 p. c. <i>ad val.</i>
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Tabac, non manufacturé	Marge actuelle.
Machines à écrire et machines à additionner	Marge actuelle.
Machines et outils pour l'agriculture	Néant.

BAHAMAS.

NOTE. — In the case of articles marked with an asterisk, the present margins of preference shall be understood to mean the present relationships between the duties or charges applicable on importation to such articles the growth, produce or manufacture of the United States of America and the duties or charges applicable on importation to the like articles the growth, produce or manufacture of any British Empire country.

Article	Maximum Margin of Preference
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Fruit :	
Fresh (except apples and fruits charged with duties under the Second Schedule of the Tariff Act, 1936)	$6\frac{2}{3}$ per cent. <i>ad val.</i>
Dried	$6\frac{2}{3}$ per cent. <i>ad val.</i>
Jams, jellies and preserved fruits	$6\frac{2}{3}$ per cent. <i>ad val.</i>
Grease, lubricating	$6\frac{2}{3}$ per cent. <i>ad val.</i>
Motor cars, trucks and omnibuses	15 per cent. <i>ad val.</i>
Parts and accessories for motor cars, trucks and omnibuses (except tyres and tubes)	15 per cent. <i>ad val.</i>
Oil, lubricating	4 <i>d.</i> per gallon.
Paints	$6\frac{2}{3}$ per cent. <i>ad val.</i>
Shingles	2 <i>d.</i> per thousand linear inches.
Soap, common, washing	$\frac{1}{6}$ <i>d.</i> per lb.
Stationery	$6\frac{2}{3}$ per cent. <i>ad val.</i>
Tobacco, manufactured :	
Fine-cut	$16\frac{2}{3}$ per cent. <i>ad val.</i>
Other than fine-cut	3 <i>d.</i> per lb.
Toilet preparations, including toilet soaps	$6\frac{2}{3}$ per cent. <i>ad val.</i>
Vegetables, canned	$6\frac{2}{3}$ per cent. <i>ad val.</i>
Whisky :	
Overproof in bulk	4 <i>s.</i> <i>od.</i> per proof gall.
Underproof in bottles	8 <i>s.</i> <i>od.</i> per dozen reputed quarts.
Aerated mineral waters	Present margin.
Ammunition, all kinds	Present margin.
Bacon and hams	Present margin.
Bags, trunks and valises	Present margin.
Beef and pork, pickled and salted	Present margin.
Biscuits	Present margin.
Boots and shoes, leather	Present margin.
Chinaware, earthenware and pottery	Present margin.
Coffee, roasted or prepared, but not concentrated	Present margin.
Dynamite	Present margin.
Electrical apparatus	Present margin.
Enamelware	Present margin.
Films, cinematograph (except educational)	Present margin.
Fish, canned	Present margin.
Furniture	Present margin.
Glass and glassware	Present margin.
Grains :	
Chicken and dairy feed	Present margin.
Haberdashery and millinery	Present margin.
Hardware	Present margin.
Hats and caps	Present margin.
Hay	Present margin.

BAHAMAS.

NOTE. — Dans le cas des articles marqués d'un astérisque, les marges de préférence actuelles seront interprétées comme indiquant la relation actuelle existant entre les droits ou redevances applicables, lors de l'importation, auxdits articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, et les droits ou redevances applicables, lors de l'importation, aux articles similaires récoltés, produits ou manufacturés dans un pays quelconque de l'Empire britannique.

Articles	Marge maximum de préférence
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Fruits :	
Frais (sauf les pommes et les fruits imposables en vertu de la Seconde Liste du « Tariff Act » de 1936)	$6\frac{2}{3}$ p. c. <i>ad val.</i>
Séchés	$6\frac{2}{3}$ p. c. <i>ad val.</i>
Confitures, gelées et fruits conservés	$6\frac{2}{3}$ p. c. <i>ad val.</i>
Graisse lubrifiante	$6\frac{2}{3}$ p. c. <i>ad val.</i>
Automobiles, camions et autobus	15 p. c. <i>ad val.</i>
Pièces et accessoires pour automobiles, camions et autobus (sauf les pneus et chambres à air)	15 p. c. <i>ad val.</i>
Huile lubrifiante	4d. par gallon.
Peintures	$6\frac{2}{3}$ p. c. <i>ad val.</i>
Bardeaux	2d. par mille pouces linéaires.
Savon, ordinaire, pour laver	$\frac{1}{4}$ d. par lb.
Articles de papeterie	$6\frac{2}{3}$ p. c. <i>ad val.</i>
Tabac, manufacturé :	
Haché fin	$16\frac{2}{3}$ p. c. <i>ad val.</i>
Autre que haché fin	3d. par lb.
Préparations de toilette, y compris les savons de toilette	$6\frac{2}{3}$ p. c. <i>ad val.</i>
Légumes, en boîtes de fer-blanc	$6\frac{2}{3}$ p. c. <i>ad val.</i>
Whisky :	
Dépassant la force de preuve, en gros	4s. <i>od.</i> par gallon de preuve.
Ne dépassant pas la force de preuve, en bouteilles	8s. <i>od.</i> par douzaine de bouteilles d'environ un quart de gallon.
Eaux minérales gazeuses	Marge actuelle.
Munitions, de toutes catégories	Marge actuelle.
Lard et jambons	Marge actuelle.
Sacs, malles et valises	Marge actuelle.
Viande de bœuf et de porc, en saumure et salée	Marge actuelle.
Biscuits	Marge actuelle.
Bottines et souliers, de cuir	Marge actuelle.
Porcelaine, faïence et poterie	Marge actuelle.
Café, torréfié ou préparé, mais non concentré	Marge actuelle.
Dynamite	Marge actuelle.
Appareils électriques	Marge actuelle.
Ustensiles en fer émaillé	Marge actuelle.
Films cinématographiques (sauf les films éducatifs)	Marge actuelle.
Poissons, en boîtes de fer-blanc	Marge actuelle.
Meubles	Marge actuelle.
Verre et articles en verre	Marge actuelle.
Graines :	
Pour l'alimentation de la volaille et des animaux de laiterie	Marge actuelle.
Articles de mercerie et de modes	Marge actuelle.
Quincaillerie	Marge actuelle.
Chapeaux et casquettes	Marge actuelle.
Fourrage sec	Marge actuelle.

Article	Maximum Margin of Preference
Lard, animal	Present margin.
Matches	Present margin.
Milk, unsweetened	Present margin.
Musical instruments	Present margin.
Nails, other than iron	Present margin.
Oilcloth and linoleum	Present margin.
Paper	Present margin.
Starch	Present margin.
Syrup and molasses	Present margin.
Tinware	Present margin.
Toys and games	Present margin.
Twine	Present margin.
Hominy*	Present margin.
Cornmeal*	Present margin.
Eggs*	Present margin.
Meat, fresh*	Present margin.
Poultry and game, dressed*	Present margin.
Vegetables, fresh (other than potatoes)*	Present margin.
Vegetables, fresh, potatoes*	Present margin.
Fresh fruit :	
Oranges, lemons and grapefruit*	Present margin.
Tyres and tubes for motor cars, trucks and omnibuses	Present margin.
Books, printed	Nil.
Cigars	Nil.
Cigarettes	Nil.

NOTE. — The maximum margin of preference set forth above relates to the margin between the duties and other charges applicable on importation to cigarettes the produce or manufacture of the United States of America and the duties and other charges applicable on importation to cigarettes the produce or manufacture of any territory of the British Empire other than cigarettes made entirely of tobacco grown within the British Empire.

Fertilisers	Nil.
Insecticides	Nil.
Packages, empty, for the exportation of native produce	Nil.
Plants, roots, seeds and bulbs	Nil.
Tobacco, unmanufactured	Nil.
Wire fencing	Nil.

BARBADOS.

Electrical apparatus and appliances	10 per cent. <i>ad val.</i>
Motor cars, trucks and omnibuses	15 per cent. <i>ad val.</i>
Parts and accessories for motor cars, trucks and omnibuses (except tyres and tubes)	15 per cent. <i>ad val.</i>
Tobacco, manufactured :	
Plug, stick, or twist	6 <i>d.</i> per lb.
Cigarettes	2 <i>s.</i> 0 <i>d.</i> per lb.
Snuff	3 <i>d.</i> per lb.
Other kinds (except cigars and cheroots)	1 <i>s.</i> 3 <i>d.</i> per lb.
Wood and timber, unmanufactured :	
Pitch pine :	
Undressed	8 <i>s.</i> per thousand sup. feet of 1 inch or less in thickness (and exceeding 1 inch <i>pro rata</i>).

Articles	Marge maximum de préférence
Saindoux	Marge actuelle.
Allumettes	Marge actuelle.
Lait, non édulcoré.	Marge actuelle.
Instruments de musique	Marge actuelle.
Clous, autres qu'en fer	Marge actuelle.
Toile cirée et linoléum	Marge actuelle.
Papier	Marge actuelle.
Amidon	Marge actuelle.
Sirops et mélasses	Marge actuelle.
Articles en fer-blanc	Marge actuelle.
Jouets et jeux	Marge actuelle.
Fil retors et ficelle	Marge actuelle.
Semoule de maïs*	Marge actuelle.
Farine de maïs*	Marge actuelle.
Oeufs*	Marge actuelle.
Viande, fraîche*	Marge actuelle.
Volaille et gibier, habillés	Marge actuelle.
Légumes, frais (autres que les pommes de terre)*	Marge actuelle.
Légumes, frais : pommes de terre*	Marge actuelle.
Fruits frais :	
Oranges, citrons et pamplemousses*	Marge actuelle.
Pneumatiques et chambres à air pour automobiles, camions et autobus	Marge actuelle.
Livres, imprimés	Néant.
Cigares	Néant
Cigarettes	Néant.

NOTE. — La marge maximum de préférence énoncée ci-dessus indique la marge existant entre les droits et autres redevances applicables, lors de l'importation, aux cigarettes, produites ou manufacturées aux Etats-Unis d'Amérique et les droits et autres redevances, applicables, lors de l'importation, aux cigarettes produites ou manufacturées dans un territoire quelconque de l'Empire britannique, autres que les cigarettes entièrement faites de tabac récolté dans l'Empire britannique.

Engrais et matières fertilisantes	Néant.
Insecticides	Néant.
Emballages, vides, pour l'exportation de produits indigènes	Néant.
Plantes, racines, graines et bulbes	Néant.
Tabac, non manufacturé	Néant.
Trellage métallique pour clôtures	Néant.

LA BARBADE.

Appareils et instruments électriques	10 p. c. <i>ad val.</i>
Automobiles, camions et autobus	15 p. c. <i>ad val.</i>
Pièces et accessoires pour automobiles, camions et autobus (sauf les pneus et chambres à air)	15 p. c. <i>ad val.</i>
Tabac, manufacturé :	
En carottes, en bâtons ou en cordes	6 <i>d.</i> par lb.
Cigarettes	2 <i>s.</i> 0 <i>d.</i> par lb.
Tabac à priser	3 <i>d.</i> par lb.
Autres catégories (sauf les cigares et cigares à bouts coupés [cheroots])	1 <i>s.</i> 3 <i>d.</i> par lb.
Bois et bois d'œuvre, non manufacturé :	
Pitchpin :	
Non dressé	8 <i>s.</i> par mille pieds carrés, de 1 pouce ou moins d'épaisseur (et proportionnellement si l'épaisseur dépasse 1 pouce).

Article	Maximum Margin of Preference
Wholly or partly dressed	8s. per thousand sup. feet of 1 inch or less in thickness (and exceeding 1 inch <i>pro rata</i>).
Other kinds (except green heart, purple heart, bullet wood, fustic and locust) :	
Undressed	8s. per thousand sup. feet of 1 inch or less in thickness (and exceeding 1 inch <i>pro rata</i>).
Wholly or partly dressed	8s. per thousand sup. feet of 1 inch or less in thickness (and exceeding 1 inch <i>pro rata</i>).
Mules	Present margin.
Blacking and polishes	Present margin.
Tyres and tubes for motor cars, trucks and omnibuses	Present margin.
Oilmeal and oilcake	Present margin.
Fruit :	
Dried, including currants, figs, prunes and raisins, other than candied or crystallised fruit and fruit in liquid	Present margin.
Canned and bottled	Present margin.
Glass bottles	Present margin.
Maize or cornmeal	Present margin.
Grease	Present margin.
Hardware	Present margin.
Implements and tools (except agricultural)	Present margin.
Lard, animal	Present margin.
Pork, pickled	Present margin.
Oil, lubricating	Present margin.
Perfumery, cosmetics and toilet requisites (except perfumed spirits and soaps).	Present margin.
Photographic appliances and accessories (except films)	Present margin.
Turpentine	Present margin.
Typewriters and parts thereof	Present margin.
Vegetables, canned	Present margin.
Wood and timber, unmanufactured :	
Shooks and staves	Present margin.
Headings	Present margin.
Wood and timber, manufactured :	
House, office and store furniture	Present margin.
Books, printed	Nil.
Tobacco, unmanufactured :	
Leaf, unstommed	Nil.

Articles	Marge maximum de préférence
Entièrement ou partiellement dressé	8s. par mille pieds carrés, de 1 pouce ou moins d'épaisseur (et proportionnellement si l'épaisseur dépasse 1 pouce).
Autres catégories sauf le bois vert, rouge, de caïmitier, de fustet et de faux acacia :	
Non dressé	8s. par mille pieds carrés de 1 pouce ou moins d'épaisseur (et proportionnellement si l'épaisseur dépasse 1 pouce).
Entièrement ou partiellement dressé	8s. par mille pieds carrés de 1 pouce ou moins d'épaisseur (et proportionnellement si l'épaisseur dépasse 1 pouce).
Mules et mulets	Marge actuelle.
Cigares et produits pour polir	Marge actuelle.
Pneumatiques et chambres à air pour automobiles, camions et autobus	Marge actuelle.
Tourteaux et tourteaux moulus	Marge actuelle.
Fruits :	
Séchés, y compris les raisins de Corinthe, figues, prunes et raisins, autres que les fruits candis ou confits et les fruits dans un liquide	Marge actuelle.
En boîtes de fer-blanc et en bocaux	Marge actuelle.
Bouteilles en verre	Marge actuelle.
Farine de maïs	Marge actuelle.
Graisse	Marge actuelle.
Quincaillerie	Marge actuelle.
Instruments et outils (sauf pour l'agriculture)	Marge actuelle.
Saindoux	Marge actuelle.
Viande de porc, en saumure	Marge actuelle.
Huile lubrifiante	Marge actuelle.
Parfumerie, cosmétiques et articles de toilette (sauf les alcools et savons parfumés)	Marge actuelle.
Instruments et accessoires photographiques (sauf les pellicules)	Marge actuelle.
Térébenthine	Marge actuelle.
Machines à écrire et leurs pièces	Marge actuelle.
Légumes, en boîtes de fer-blanc	Marge actuelle.
Bois et bois d'œuvre, non manufacturé :	
Futaillies en botte et merrains	Marge actuelle.
Fonçailles	Marge actuelle.
Bois et bois d'œuvre, manufacturé :	
Ameublements pour maisons, bureaux et magasins	Marge actuelle.
Livres, imprimés	Néant
Tabac, non manufacturé :	
En feuilles, non écôté	Néant.

BERMUDA.

Article	Maximum Margin of Preference
Wheat flour	5 per cent. <i>ad val.</i>
Eggs	1 1/4 d. per dozen.
Fruit, dried	1 1/4 per cent. <i>ad val.</i>
Fish, canned	1 1/4 per cent. <i>ad val.</i>
Meats :	
Beef and veal, pickled or salted	1 1/4 per cent. <i>ad val.</i>
Pork, pickled or salted	1 1/4 per cent. <i>ad val.</i>
Lard, animal	1 1/4 per cent. <i>ad val.</i>
Electrical supplies	10 per cent. <i>ad val.</i>
Radios and accessories	10 per cent. <i>ad val.</i>
Hardware	7 1/2 per cent. <i>ad val.</i>
Lumber	1 1/4 per cent. <i>ad val.</i>
Oil, lubricating	1 1/4 per cent. <i>ad val.</i>
Horses and mules	Present margin.
Cattle feed	Present margin.
Vegetables :	
Fresh (except potatoes and onions)	Present margin.
Canned	Present margin.
Dried peas and beans	Present margin.
Cream, fresh	Present margin.
Ice cream	Present margin.
Fruit, bottled or canned	Present margin.
Jams and jellies	Present margin.
Fruit, fresh :	
Citrus	Present margin.
Water melons	Present margin.
Lime juice and other juices	Present margin.
Fish, shell	Present margin.
Meats :	
Bacon and hams	Present margin.
Canned or bottled	Present margin.
Poultry and game	Present margin.
Mineral waters	Present margin.
Cigarettes	Present margin.

NOTE. — The maximum margin of preference set forth above relates to the margin between the duties and other charges applicable on importation to cigarettes the produce or manufacture of the United States of America and the duties and other charges applicable on importation to cigarettes the produce or manufacture of any territory of the British Empire other than cigarettes made entirely of tobacco grown within the British Empire.

Manufactured tobacco other than cigars, cigarettes and snuff Present margin.

NOTE. — The maximum margin of preference set forth above relates to the margin between the duties and other charges applicable on importation to manufactured tobacco the produce or manufacture of the United States of America and the duties and other charges applicable on importation to manufactured tobacco the produce or manufacture of any territory of the British Empire other than manufactured tobacco made entirely of tobacco grown within the British Empire.

Tobacco, unmanufactured	Present margin.
Biscuits	Present margin.
Coffee	Present margin.
Confectionery	Present margin.
Groceries	Present margin.
Yeast	Present margin.
Boots and shoes of leather	Present margin.

BERMUDES.

Articles	Marge maximum de préférence
Farine de froment	5 p. c. <i>ad val.</i>
Oeufs	1 1/4 d. par douzaine.
Fruits, séchés	1 1/4 d. p. c. <i>ad val.</i>
Fruits, en boîtes de fer-blanc	1 1/4 p. c. <i>ad val.</i>
Viandes :	
Viande de bœuf et de veau, en saumure ou salée	1 1/4 p. c. <i>ad val.</i>
Viande de porc, en saumure ou salée	1 1/4 p. c. <i>ad val.</i>
Saindoux	1 1/4 p. c. <i>ad val.</i>
Fournitures pour l'électricité	10 p. c. <i>ad val.</i>
Radios et accessoires	10 p. c. <i>ad val.</i>
Quincaillerie	7 1/2 p. c. <i>ad val.</i>
Bois de construction	1 1/4 p. c. <i>ad val.</i>
Huile lubrifiante	1 1/4 p. c. <i>ad val.</i>
Chevaux et mulets	Marge actuelle.
Produits pour l'alimentation du bétail	Marge actuelle.
Légumes :	
Frais (sauf les pommes de terre et les oignons)	Marge actuelle.
En boîtes de fer-blanc.	Marge actuelle.
Pois et fèves, séchés	Marge actuelle.
Crème, fraîche	Marge actuelle.
Crème glacée (ice-cream)	Marge actuelle.
Fruits, en bocaux ou en boîtes de fer-blanc	Marge actuelle.
Confitures et gelées	Marge actuelle.
Fruits, frais :	
Agrumes	Marge actuelle.
Pastèques	Marge actuelle.
Jus de limon et autres jus	Marge actuelle.
Poissons, crustacés et coquillages	Marge actuelle.
Viandes :	
Lard et jambons	Marge actuelle.
En boîtes de fer-blanc ou en bocaux	Marge actuelle.
Volaille et gibier	Marge actuelle.
Eaux minérales	Marge actuelle.
Cigarettes	Marge actuelle.
NOTE. — La marge maximum de préférence énoncée ci-dessus indique la marge existant entre les droits et autres redevances applicables, lors de l'importation aux cigarettes produites ou manufacturées aux Etats-Unis d'Amérique et les droits et autres redevances, applicables, lors de l'importation, aux cigarettes produites ou manufacturées dans un territoire quelconque de l'Empire britannique, autres que les cigarettes faites entièrement de tabac récolté dans l'Empire britannique.	
Tabac manufacturé, autre que cigares, cigarettes et tabac à priser	Marge actuelle.
NOTE. — La marge maximum de préférence énoncée ci-dessus indique la marge existant entre les droits et autres redevances applicables, lors de l'importation, aux tabacs manufacturés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique et les droits et autres redevances applicables, lors de l'importation, aux tabacs manufacturés, produits ou manufacturés dans un territoire quelconque de l'Empire britannique, autres que les tabacs manufacturés, faits entièrement de tabacs récoltés dans l'Empire britannique.	
Tabac, non manufacturé	Marge actuelle.
Biscuits	Marge actuelle.
Café	Marge actuelle.
Confiserie	Marge actuelle.
Articles d'épicerie	Marge actuelle.
Levure	Marge actuelle.
Bottines et souliers de cuir	Marge actuelle.

Article	Maximum Margin of Preference
Chinaware	Present margin.
Cooking stoves	Present margin.
Cosmetics	Present margin.
Cotton :	
Piece goods	Present margin.
Other cotton goods (including clothing other than hosiery)	Present margin.
Cotton and silk clothing (excluding hosiery)	Present margin.
Engines and parts thereof	Present margin.
Furniture	Present margin.
Glass	Present margin.
Glassware	Present margin.
Hats and caps	Present margin.
Kitchenware	Present margin.
Linen :	
Clothing	Present margin.
Other linen goods	Present margin.
Millwork	Present margin.
Musical instruments	Present margin.
Paints and varnishes	Present margin.
Paint oil	Present margin.
Paper, wrapping	Present margin.
Photographic supplies	Present margin.
Rayon clothing (excluding hosiery)	Present margin.
Sanitary supplies	Present margin.
Silk clothing (excluding hosiery)	Present margin.
Hosiery of silk	Present margin.
Soap flakes and other cleansing materials	Present margin.
Soap, laundry	Present margin.
Stationery	Present margin.
Typewriters and adding machines	Present margin.
Woollen clothing	Present margin.
Yachts, motor or sail (not for commercial use)	Present margin.
Books (except those for accounting purposes)	Nil.

BRITISH GUIANA.

Fish (except Morocut), smoked, dried, salted or fresh, when imported in cold storage	\$1 per cwt.
Fruit, fresh :	
Apples	60 c. per barrel of 160 lb.
Lard, animal	\$1.50 per hundred lb.
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Machinery :	
Agricultural	5 per cent. <i>ad val.</i>
Mining	5 per cent. <i>ad val.</i>
Lumber :	
Undressed	\$2.00 per thousand ft. board measure.
Dressed	\$2.00 per thousand ft. board measure.
Electrical goods and apparatus (except electro-medical apparatus and insulated wires and cables)	Present margin.

Articles	Marge maximum de préférence
Porcelaine	Marge actuelle.
Fourneaux de cuisine	Marge actuelle.
Cosmétiques	Marge actuelle.
Coton :	
Tissus à la pièce	Marge actuelle.
Autres articles de coton (y compris les articles d'habillement autres que la bon- neterie)	Marge actuelle.
Articles d'habillement en coton et en soie (sauf la bonneterie)	Marge actuelle.
Machines et leurs parties	Marge actuelle.
Meubles	Marge actuelle.
Verre	Marge actuelle.
Articles en verre	Marge actuelle.
Chapeaux et casquettes	Marge actuelle.
Ustensiles de cuisine	Marge actuelle.
Toile :	
Articles d'habillement	Marge actuelle.
Autres articles en toile	Marge actuelle.
Machines pour moulins, etc.	Marge actuelle.
Instruments de musique	Marge actuelle.
Peintures et vernis	Marge actuelle.
Huile pour peinture	Marge actuelle.
Papier d'emballage	Marge actuelle.
Articles et produits pour la photographie	Marge actuelle.
Articles d'habillement en rayonne (sauf la bonneterie)	Marge actuelle.
Articles sanitaires	Marge actuelle.
Articles d'habillement en soie (sauf la bonneterie)	Marge actuelle.
Bonneterie de soie	Marge actuelle.
Flocons de savon et autres matières pour nettoyage	Marge actuelle.
Savon pour lessive	Marge actuelle.
Articles de papeterie	Marge actuelle.
Machines à écrire et machines à additionner	Marge actuelle.
Articles d'habillement en laine	Marge actuelle.
Yachts, à moteur ou à voiles (autres que pour usage commercial)	Marge actuelle.
Livres (sauf les livres pour la comptabilité)	Néant.

GUYANE BRITANNIQUE.

Poissons, sauf le « morocut », fumés, séchés, salés ou frais, lorsque importés en glacière	\$1 par cwt.
Fruits, frais :	
Pommes	60 c. par baril de 160 lb.
Saindoux	\$1.50 par cent lb.
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Machines :	
Pour l'agriculture	5 p. c. <i>ad val.</i>
Pour les mines	5 p. c. <i>ad val.</i>
Bois d'œuvre :	
Non dressé	\$2.00 par mille pieds, mesure de planche.
Dressé	\$2.00 par mille pieds, mesure de planche.
Articles et appareils d'électricité (sauf les appareils électro-médicaux et les fils et câbles isolés)	Marge actuelle.

Article	Maximum Margin of Preference
Explosives :	
Dynamite, and all other explosives for blasting purposes	Present margin.
Gunpowder, rack-a-rock and fuses, for blasting purposes	Present margin.
Oilcake and oilmeal	Present margin.
Fish, canned	Present margin.
Fruit :	
Dried (except currants)	Present margin.
Canned or preserved (except pineapples)	Present margin.
Farinaceous preparations (except flour, cornmeal and oatmeal)	Present margin.
Oil, lubricating	Present margin.
Greases and fats	Present margin.
Pitch	Present margin.
House, office cabinet or store furniture of iron and steel	Present margin.
Implements and tools and parts thereof :	
Agricultural	Present margin.
Other kinds	Present margin.
Machinery :	
Electrical	Present margin.
Marine	Present margin.
Office	Present margin.
Printing	Present margin.
Rice	Present margin.
Sugar	Present margin.
Other kinds (except agricultural, mining, sewing machines and parts and water and sewerage machinery)	Present margin.
Accessories and appliances	Present margin.
Motor cars, trucks and omnibuses	Present margin.
Parts and accessories for motor cars, trucks and omnibuses (except tyres and tubes)	Present margin.
Musical instruments (except pianos and organs)	Present margin.
Oilcloth	Present margin.
Photographic instruments and appliances	Present margin.
Scientific instruments and appliances (except electrical)	Present margin.
Perfumery, cosmetics and toilet requisites (except perfumed spirits and soap)	Present margin.
Polishes and blacking	Present margin.
Tar	Present margin.
Tins, drums and similar containers of iron and steel	Present margin.
Wood and timber, unmanufactured for making containers for goods of local manufacture or production	Present margin.
Aircraft and parts thereof	Nil.
Books	Nil.
Films, cinematograph	Nil.
Fruit, fresh (except apples, limes, oranges and grapefruit)	Nil.
Tobacco, in leaf, if in packages containing not less than 400 lbs. :	
Containing not less than 25 per cent. and not more than 38 per cent. of moisture	Nil.
Containing less than 25 per cent. of moisture	Nil.

BRITISH HONDURAS.

Motor cars and motor vehicles, n.e.i. [Tariff Item No. 26 (*g*)] 15 per cent. *ad val.*

NOTE. — The minimum specific rate of duty applicable to motor cars the manufacture of the United States of America shall not exceed \$60 each.

Articles	Marge maximum de préférence
Explosifs :	
Dynamite et tous autres explosifs pour exploitation à la mine et abattage à la poudre	Marge actuelle.
Poudre à canon, « rack-a-rock » (explosif Sprengel), mèches, pour mêmes usages	Marge actuelle.
Tourteaux et tourteaux moulus	Marge actuelle.
Poissons, en boîtes de fer-blanc	Marge actuelle.
Fruits :	
Séchés (sauf les raisins de Corinthe)	Marge actuelle.
En boîtes de fer-blanc ou conservés (sauf les ananas)	Marge actuelle.
Préparations farineuses (sauf la fleur de farine, la farine de maïs et la farine d'avoine)	Marge actuelle.
Huile lubrifiante	Marge actuelle.
Graisses et matières grasses	Marge actuelle.
Poix	Marge actuelle.
Meubles de fer et d'acier pour maisons, bureaux ou magasins	Marge actuelle.
Instruments et outils, et leurs parties :	
Agricoles	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.
Machines :	
Electriques	Marge actuelle.
De marine	Marge actuelle.
De bureau	Marge actuelle.
A imprimer	Marge actuelle.
Pour le riz	Marge actuelle.
Pour le sucre	Marge actuelle.
Autres (sauf pour l'agriculture, les mines, la couture, et leurs parties, ainsi que les machines pour distribution d'eau et pour égouts)	Marge actuelle.
Accessoires et appareillage	Marge actuelle.
Automobiles, camions et autobus	Marge actuelle.
Pièces et accessoires pour automobiles, camions et autobus (sauf les pneus et chambres à air)	Marge actuelle.
Instruments de musique (sauf les pianos et orgues)	Marge actuelle.
Toile cirée	Marge actuelle.
Instruments et accessoires de photographie	Marge actuelle.
Instruments et appareils scientifiques (sauf électriques)	Marge actuelle.
Parfumerie, cosmétiques et articles de toilette (sauf les alcools et savons parfumés)	Marge actuelle.
Cirages et produits pour polir	Marge actuelle.
Goudron	Marge actuelle.
Boîtes, tambours et contenants similaires, de fer et d'acier	Marge actuelle.
Bois et bois d'œuvre, non manufacturé, pour faire des contenants destinés aux marchandises de fabrication ou de production locale	Marge actuelle.
Aéronefs et leurs parties	Néant.
Livres	Néant.
Films cinématographiques	Néant.
Fruits, frais (sauf pommes, limons, oranges et panplemousses)	Néant.
Tabac, en feuilles, en paquets ne contenant pas moins de 400 lbs. :	
Ne contenant pas moins de 25 % et pas plus de 38 % d'humidité	Néant.
Contenant moins de 25 % d'humidité	Néant.

HONDURAS BRITANNIQUE.

Automobiles et véhicules à moteur, n.d.a. (Position du Tarif N° 26 g) 15 p. c. *ad val.*

NOTE. — Le droit spécifique minimum applicable aux automobiles fabriquées aux Etats-Unis d'Amérique ne dépassera pas \$60 par véhicule.

Article	Maximum Margin of Preference
Parts and accessories (except tyres and tubes) for vehicles in Tariff Item No. 26 (g)	15 per cent. <i>ad val.</i>
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Fruit, dried	5 per cent. <i>ad val.</i>
Farinaceous preparations :	
Cornflour	5 per cent. <i>ad val.</i>
Other cereal foods (except arrowroot, macaroni, sago, tapioca and starch)	5 per cent. <i>ad val.</i>
Fruits, candied, crystallised, canned and bottled	10 per cent. <i>ad val.</i>
House, office cabinet or store furniture of iron or other metal	10 per cent. <i>ad val.</i>
Perfumery and toilet preparations (except perfumed spirits)	10 per cent. <i>ad val.</i>
Vegetables :	
Canned	5 per cent. <i>ad val.</i>
Fresh (except onions, potatoes and garlic)	5 per cent. <i>ad val.</i>
Apparel, wearing (except hosiery, shirts, vests, singlets and other men's underwear)	Present margin
Biscuits, bread and cakes	Present margin.
Blacking and polishes (except woodwork polishes)	Present margin.
Brooms and brushes (household)	Present margin.
Tyres and tubes for motor cars, trucks and omnibuses	Present margin.
Cement	Present margin.
Cocoa, prepared (except sweetmeats)	Present margin.
Coffee, ground or otherwise prepared	Present margin.
Confectionery, including flavouring syrups	Present margin.
Cordage, rope and twine	Present margin.
Eggs, fresh	Present margin.
Electrical apparatus, including radio receiving sets and parts thereof	Present margin.
Films, cinematograph	Present margin.
Fruits, fresh	Present margin.
Nuts, edible	Present margin.
Commeal and oatmeal	Present margin.
Indiarubber manufactures	Present margin.
Implements and tools (except agricultural and for use on poultry farms)	Present margin.
Lard, animal	Present margin.
Lamps and lampware	Present margin.
Machinery, including accessories :	
Electric lighting	Present margin.
Marine	Present margin.
Sawmill	Present margin.
Pork, pickled	Present margin.
Metals and metal manufactures :	
Barbed wire, hog fencing and staples for same	Present margin.
Nails, spikes, rivets, clinches and wire of iron and steel	Present margin.
Musical instruments of all kinds, not being toys	Present margin.
Oil :	
Lubricating	Present margin.
Linseed, raw and boiled	Present margin.
Medicinal and essential	Present margin.
Oilcloth and linoleum	Present margin.
Painters' colours and materials :	
Dry or in paste form	Present margin.
Prepared, including ready mixed	Present margin.
Turpentine	Present margin.
Paper manufactures, other kinds, n.e.i. [Tariff Item No. 81 (d)]	Present margin.
Pickles, sauces and condiments	Present margin.

Articles	Marge maximum de préférence
Pièces et accessoires (sauf les pneus et chambres à air) pour les véhicules de la Position du Tarif N° 26 g)	15 p. c. <i>ad val.</i>
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Fruits, séchés	5 p. c. <i>ad val.</i>
Préparations farineuses :	
Farine fine	5 p. c. <i>ad val.</i>
Autres préparations de céréales (sauf l'arrow-root, le macaroni, le sagou, le tapioca et l'amidon).	5 p. c. <i>ad val.</i>
Fruits, candis, confits, en boîtes de fer-blanc et en bocaux	10 p. c. <i>ad val.</i>
Ameublements de fer et d'autres métaux pour maisons, bureaux ou magasins	10 p. c. <i>ad val.</i>
Parfumerie et préparations de toilette (sauf les alcools parfumés)	10 p. c. <i>ad val.</i>
Légumes :	
En boîtes de fer-blanc.	5 p. c. <i>ad val.</i>
Frais (sauf oignons, pommes de terre et aulx)	5 p. c. <i>ad val.</i>
Vêtements (sauf bonneterie, chemises, gilets de dessous, camisoles et autres sous-vêtements masculins)	Marge actuelle.
Biscuits, pain et gâteaux	Marge actuelle.
Cirages et produits pour polir (sauf pour l'ébénisterie)	Marge actuelle.
Balais et brosses (de ménage)	Marge actuelle.
Pneumatiques et chambres à air pour automobiles, camions et autobus	Marge actuelle.
Ciment	Marge actuelle.
Cacao, préparé (sauf les articles de confiserie)	Marge actuelle.
Café, moulu ou autrement préparé	Marge actuelle.
Confiserie, y compris les sirops pour aromatiser.	Marge actuelle.
Filins, cordes et ficelles	Marge actuelle.
Oeufs, frais.	Marge actuelle.
Appareils électriques, y compris les postes récepteurs de radio et leurs pièces	Marge actuelle.
Films cinématographiques	Marge actuelle.
Fruits, frais	Marge actuelle.
Noix, comestibles	Marge actuelle.
Farine de maïs et farine d'avoine	Marge actuelle.
Articles en caoutchouc.	Marge actuelle.
Instruments et outils (sauf pour l'agriculture et pour les exploitations d'élevage de la volaille)	Marge actuelle.
Saindoux.	Marge actuelle.
Lampes et articles de lampisterie.	Marge actuelle.
Machines, y compris les accessoires :	
Pour l'éclairage électrique	Marge actuelle.
De marine	Marge actuelle.
Pour scieries	Marge actuelle.
Viande de porc, en saumure	Marge actuelle.
Métaux et articles en métal :	
Fil de fer barbelé, treillis et clôtures pour parcs à porcs, y compris les crochets pour ces clôtures	Marge actuelle.
Clous, tirefonds, rivets, crampons et fils de fer et d'acier.	Marge actuelle.
Instruments de musique de toutes catégories, sauf les jouets	Marge actuelle.
Huile :	
Lubrifiante	Marge actuelle.
De lin, crue et cuite	Marge actuelle.
Huiles médicinales et essentielles	Marge actuelle.
Toile cirée et linoléum	Marge actuelle.
Couleurs et fournitures pour peintres :	
Sèches ou sous forme de pâte	Marge actuelle.
Préparées ou mélangées pour usage.	Marge actuelle.
Térébenthine	Marge actuelle.
Articles en papier, autres catégories, n.d.a. (Position du Tarif N° 81 d))	Marge actuelle.
Pickles, sauces et condiments	Marge actuelle.

Article	Maximum Margin of Preference
Salt, coarse, fine and rock.	Present margin.
Soap, common, including laundry, polishing and soft soap	Present margin.
Spices	Present margin.
Tobacco, unmanufactured :	
Black leaf and similar brands	Present margin.
Other kinds	Present margin.
Tobacco, manufactured :	
Cigarettes	Present margin.
Typewriters, adding machines and parts thereof	Present margin.
Vegetables, onions and potatoes	Present margin.
Wood and timber, manufactured :	
Furniture and cabinet ware	Present margin.
Other kinds	Present margin.
Wood and timber, unmanufactured :	
Lumber sawn or hewn :	
Undressed	Present margin.
Wholly or partly dressed	Present margin.
Books, printed, not being account books	Nil.
Agricultural implements and tools	Nil.
Agricultural machinery, including accessories.	Nil.
Metals and metal manufactures :	
Rafting chains and timber dogs	Nil.
Railway and tramway rolling stock and material and parts and accessories therefor	Nil.
Stationery other than paper :	
Slate pencils	Nil.
Printing ink	Nil.
Tractors and parts thereof.	Nil.
Trailers and carts and wagons and parts and accessories for agricultural purposes	Nil.
Trucks and trailers and parts and accessories thereof imported for use in connection with chicle and mahogany operations.	Nil.

JAMAICA.

Corn	1s. od. per hundred lb.
Tobacco, manufactured :	
Cigarettes	1s. od. per lb.

NOTE. — The maximum margin of preference set forth above relates to the margin between the duties and other charges applicable on importation to cigarettes the produce or manufacture of the United States of America and the duties and other charges applicable on importation to cigarettes the produce or manufacture of any territory of the British Empire other than cigarettes manufactured within the British Empire containing 50 per cent. or more of British Empire tobacco.

Other (except cigars)	1od. per lb.
Confectionery	5 per cent. <i>ad val.</i>
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Electrical apparatus for generating electricity	2 ½ per cent. <i>ad val.</i>
Telegraph and telephone apparatus	2 ½ per cent. <i>ad val.</i>

Articles	Marge maximum de préférence
Sel, gros, fin, et sel gemme	Marge actuelle.
Savon, ordinaire, y compris le savon pour lessive, le savon à polir, et le savon mou	Marge actuelle.
Epices	Marge actuelle.
Tabac, non manufacturé :	
En feuilles, noir et marques similaires	Marge actuelle.
Autres catégories	Marge actuelle.
Tabac, manufacturé :	
Cigarettes	Marge actuelle.
Machines à écrire, machines à additionner et leurs pièces.	Marge actuelle.
Légumes, oignons et pommes de terre	Marge actuelle.
Bois et bois d'œuvre, manufacturé :	
Ameublement et ébénisterie	Marge actuelle.
Autres catégories	Marge actuelle.
Bois et bois d'œuvre, non manufacturé :	
Bois scié ou dégrossi :	
Non dressé	Marge actuelle.
Entièrement ou partiellement dressé	Marge actuelle.
Livres, imprimés, sauf les livres de comptabilité	Néant.
Instruments et outils agricoles	Néant.
Machines agricoles, y compris les accessoires.	Néant.
Métaux et articles en métal :	
Chaînes pour trains de bois, d'attache et de traction, ainsi que renards (à embarquer les bois)	Néant.
Matériel roulant et matériel de chemin de fer et de tramways, ainsi que leurs parties et accessoires	Néant.
Articles de papeterie autres que le papier :	
Crayons d'ardoise	Néant.
Encre d'imprimerie	Néant.
Tracteurs et leurs parties	Néant.
Remorques, charrettes et chariots, ainsi que leurs parties et accessoires, pour l'agriculture	Néant.
Trucks et remorques, ainsi que leurs parties et accessoires, importés pour être utilisés dans les opérations concernant le chicle et le bois d'acajou	Néant.
JAMAÏQUE.	
Maïs	1s. od. par cent lb.
Tabac, manufacturé :	
Cigarettes	1s. od. par lb.
NOTE. — La marge maximum de préférence énoncée ci-dessus indique la marge existant entre les droits et autres redevances applicables, lors de l'importation, aux cigarettes, produites ou manufacturées aux Etats-Unis d'Amérique et les droits et autres redevances applicables, lors de l'importation, aux cigarettes, produites ou manufacturées dans un territoire quelconque de l'Empire britannique, autres que les cigarettes manufacturées dans l'Empire britannique et contenant 50% ou davantage de tabac de l'Empire britannique.	
Autre (sauf les cigares)	1od. par lb.
Confiserie	5 p. c. ad val.
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. ad val.
Appareils électriques générateurs d'électricité	2 1/2 p. c. ad val.
Appareils télégraphiques et téléphoniques	2 1/2 p. c. ad val.

Article	Maximum Margin of Preference
Lumber, sawn or hewn :	
Undressed	8s. per thousand feet, sup. measurement, of 1 inch thick.
Wholly or partly dressed	8s. per thousand feet, sup. measurement, of 1 inch thick.
Biscuits, bread and cake :	
Sweetened	Present margin.
Unsweetened, not in bulk	Present margin.
Fish, canned	Present margin.
Fruit, fresh :	
Apples	Present margin.
Other kinds	Present margin.
Fruit, dried	Present margin.
Jams, jellies and preserved fruits	Present margin.
Wheat	Present margin.
Pulse :	
Beans and peas, whole	Present margin.
Lard, animal	Present margin.
Meats :	
Fresh	Present margin.
Pork, pickled	Present margin.
Tongues, wet, salted	Present margin.
Bacon and hams	Present margin.
Sausages, wet, salted or cured	Present margin.
Hardware :	
[Tariff Item No. 46]	Present margin.
Typewriters	Present margin.
Hoops, shooks, staves and headings of wood (for putting up island produce).	Present margin.
Tin manufactures (except ingots)	Present margin.
Motor cars, trucks and omnibuses	Present margin.
Parts and accessories for motor cars, trucks and omnibuses (except tyres and tubes)	Present margin.
Asphalt, other than pitch	Present margin.
Baking powder	Present margin.
Brooms and brushes	Present margin.
Carriage parts (except for motor vehicles and railway rolling stock)	Present margin.
Eggs	Present margin.
Electrical apparatus (including radio receiving sets and parts thereof)	Present margin.
Fibre manufactures	Present margin.
Films, cinematograph	Present margin.
Glassware (except bottles, lamps, lamp chimneys and table glassware)	Present margin.
Grease, lubricating	Present margin.
Hemp manufactures	Present margin.
Indiarubber and gutta percha manufactures (except boots and shoes and tyres and tubes)	Present margin.
Instruments, scientific and surgical	Present margin.
Leather, dressed and undressed	Present margin.
Machinery and parts thereof :	
As enumerated in Fourth Schedule (Sec. 5) No. 3 (a) of Tariff Law No. 4 of 1925	Present margin.
Other (except fire engines and roadmaking machinery)	Present margin.
Molasses and syrup	Present margin.

Articles	Marge maximum de préférence
Bois d'œuvre, scié ou dégrossi :	
Non dressé	8s. par mille pieds carrés, de 1 pouce d'épaisseur.
Entièrement ou partiellement dressé	8s. par mille pieds carrés, de 1 pouce d'épaisseur.
Biscuits, pain et gâteaux :	
Sucrés	Marge actuelle.
Non sucrés, non en vrac	Marge actuelle.
Poissons, en boîtes de fer-blanc	Marge actuelle.
Fruits, frais :	
Pommes	Marge actuelle.
Autres espèces	Marge actuelle.
Fruits, séchés	Marge actuelle.
Confitures, gelées et fruits conservés	Marge actuelle.
Froment	Marge actuelle.
Légumineuses :	
Fèves et pois, entiers	Marge actuelle.
Saindoux	Marge actuelle.
Viandes :	
Fraîches	Marge actuelle.
Viande de porc, en saumure	Marge actuelle.
Langues marinées, salées	Marge actuelle.
Lard et jambons	Marge actuelle.
Saucisses, marinées, salées ou fumées	Marge actuelle.
Quincaillerie :	
(Position du Tarif N° 46)	Marge actuelle.
Machines à écrire	Marge actuelle.
Cercles de tonneaux, futailles en botte, merrains et fonçailles, de bois (pour les produits de l'île)	Marge actuelle.
Articles en étain ou fer blanc (sauf les lingots ou saumons)	Marge actuelle.
Automobiles, camions et autobus	Marge actuelle.
Pièces et accessoires, pour automobiles, camions et autobus (sauf les pneus et chambres à air)	Marge actuelle.
Asphalte, autre que la poix	Marge actuelle.
Levure artificielle	Marge actuelle.
Balais et brosses	Marge actuelle.
Parties de voitures (sauf pour les véhicules à moteur et pour le matériel roulant de chemin de fer)	Marge actuelle.
Oeufs	Marge actuelle.
Appareils électriques (y compris les postes récepteurs de radio et leurs pièces)	Marge actuelle.
Articles en fibre	Marge actuelle.
Films cinématographiques	Marge actuelle.
Articles en verre (sauf bouteilles, lampes, verres de lampe et verrerie de table)	Marge actuelle.
Graisse lubrifiante	Marge actuelle.
Articles de chanvre	Marge actuelle.
Articles de caoutchouc et de gutta-percha (sauf bottines et souliers, pneus et chambres à air)	Marge actuelle.
Instruments scientifiques et chirurgicaux	Marge actuelle.
Cuir, apprêté et non apprêté	Marge actuelle.
Machines et leurs parties :	
Énumérées dans la quatrième liste (Sec. 5) N° 3 a) du « Tariff Law » N° 4 de 1925	Marge actuelle.
Autres, sauf les pompes à incendie et les machines pour la construction des routes	Marge actuelle.
Mélasses et sirops	Marge actuelle.

Article	Maximum Margin of Preference
Oilcloth (including linoleum)	Present margin.
Painters, colours and materials	Present margin.
Paper (except playing cards, writing, fruit wrapping, cardboard guards for island produce, hoops and shooks of cardboard or paper)	Present margin.
Perfumery	Present margin.
Photographic apparatus and chemicals for photographic use	Present margin.
Rosin	Present margin.
Saddlery and harness	Present margin.
Stationery (except writing paper)	Present margin.
Vegetables, fresh (except potatoes, onions and garlic)	Present margin.
Wallboards, fireproof	Present margin.
Wax	Present margin.
Furniture of wood	Present margin.
Aircraft and parts	Present margin.
Implements and tools : Agricultural	Present margin.
Artisans	Present margin.
Musical instruments	Present margin.
Railway rolling stock	Present margin.
Advertising matter	Nil.
Bags and sacks for putting up island produce	Nil.
Bees, beehives and beekeeping apparatus	Nil.
Books, printed	Nil.
Glucose	Nil.
Hoops and shooks of iron and steel	Nil.
Hoops and shooks of cardboard or paper	Nil.
Insecticides and vermin killers	Nil.
Plants, seeds and bulbs (for propagation or cultivation)	Nil.
Tobacco, unmanufactured	Nil.
Wire screen cloth	Nil.

TURKS AND CAICOS ISLANDS.

Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Meats : Fresh	Present margin.
Beef, pork and tongues, pickled or salted	Present margin.
Smoked, dried or cured, including bacon and hams	Present margin.
Lard, animal	Present margin.
Lumber, undressed and dressed	Present margin.
Tobacco, unmanufactured	Nil.

CAYMAN ISLANDS.

Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Bacon, hams and shoulders, and beef and pork, pickled or salted	Nil.
Lard, animal	Nil.
Tobacco, leaf and plug	Nil.
Lumber, undressed and dressed	Nil.

Articles	Marge maximum de préférence
Toile cirée (y compris le linoléum)	Marge actuelle.
Couleurs et fournitures pour peintres	Marge actuelle.
Papier (sauf cartes à jouer, papier à écrire, papier d'emballage pour fruits, protecteurs en carton pour les produits de l'île, cercles et récipients de carton ou de papier)	Marge actuelle.
Parfumerie	Marge actuelle.
Appareils photographiques et produits chimiques pour la photographie	Marge actuelle.
Colophane	Marge actuelle.
Articles de sellerie et harnais	Marge actuelle.
Articles de papeterie (sauf le papier à écrire)	Marge actuelle.
Légumes, frais (sauf les pommes de terre, oignons et aulx)	Marge actuelle.
Madriers, ignifugés	Marge actuelle.
Cire	Marge actuelle.
Meubles en bois	Marge actuelle.
Aéronefs et leurs parties	Marge actuelle.
Instruments et outils :	
Pour l'agriculture	Marge actuelle.
Pour les artisans	Marge actuelle.
Instruments de musique	Marge actuelle.
Matériel roulant de chemin de fer	Marge actuelle.
Articles pour la publicité	Néant.
Sacs, de toutes dimensions, pour emballage des produits de l'île	Néant.
Abeilles, ruches et accessoires pour l'apiculture	Néant.
Livres, imprimés	Néant.
Glucose	Néant.
Cercles et fonds de fer et d'acier	Néant.
Cercles et fonds de carton et de papier	Néant.
Insecticides et produits contre la vermine	Néant.
Plantes, graines et bulbes (pour la multiplication ou la culture)	Néant.
Tabac, non manufacturé	Néant.
Toile métallique pour treillage	Néant.

ILES TURQUES ET CAÏQUES.

Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Viandes :	
Fraîches	Marge actuelle.
De bœuf, de porc, et langues, en saumure ou salées	Marge actuelle.
Fumées, séchées ou préparées (cured), y compris le lard et les jambons	Marge actuelle.
Saindoux	Marge actuelle.
Bois d'œuvre, dressé et non dressé	Marge actuelle.
Tabac, non manufacturé	Néant.

ILES CAÏMANS.

Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Lard, jambons et épaules, et viande de bœuf et de porc, en saumure ou salée	Néant.
Saindoux	Néant.
Tabac, en feuilles et en carottes	Néant.
Bois de construction, dressé et non dressé	Néant.

ANTIGUA.

Article	Maximum Margin of Preference
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Lumber, pitch pine, white pine, spruce, fir and hemlock	8s. per thousand feet, sup. measurement, of 1 inch thick.
Mules	Present margin.
Bags and sacks :	
For the exportation of produce	Present margin.
Other	Present margin.
Biscuits, bread and cakes, other than unsweetened	Present margin.
Boots and shoes of leather	Present margin.
Motor cars, trucks and omnibuses	Present margin.
Parts and accessories for motor cars, trucks and omnibuses, including tyres and tubes	Present margin.
Linseed oilcake and cakemeal	Present margin.
Chemicals :	
Calcium carbide.	Present margin.
Other kinds	Present margin.
Electrical apparatus (including radio receiving sets and parts thereof)	Present margin.
Fruit :	
Dried	Present margin.
Canned and bottled	Present margin.
Cornmeal	Present margin.
Farinaceous preparations (except arrowroot)	Present margin.
Grease	Present margin.
Haberdashery and millinery (except hosiery)	Present margin.
Hardware	Present margin.
Implements and tools :	
Agricultural	Present margin.
Other kinds	Present margin.
Indiarubber and gutta percha manufactures (except tyres and tubes)	Present margin.
Lard, animal	Present margin.
Lime, building	Present margin.
Meats :	
Smoked or cured, including bacon and hams	Present margin.
Beef and pork, pickled or salted	Present margin.
Canned	Present margin.
Musical instruments	Present margin.
Oil, lubricating	Present margin.
Oilcloth and linoleum	Present margin.
Paints and colours	Present margin.
Turpentine	Present margin.
Perfumery and toilet preparations not containing perfumed spirits	Present margin.
Spirits, whisky	Present margin.
Cigarettes	Present margin.
Vegetables :	
Potatoes, other than sweet	Present margin.
Canned	Present margin.
Fruit, fresh (except apples)	Nil.
Manures	Nil.
Tobacco, unmanufactured	Nil.

ANTIGOA.

Articles

Marge maximum
de préférence

Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Bois de construction, pitchpin, pin blanc, épinette, sapin et sapin-cigué . . .	8s. par mille pieds carrés, de 1 pouce d'épaisseur.
Mules et mulets	Marge actuelle.
Sacs, de toutes dimensions :	
Pour l'exportation des produits	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.
Biscuits, pain et gâteaux, autres que non sucrés	Marge actuelle.
Bottines et souliers de cuir	Marge actuelle.
Automobiles, camions et autobus	Marge actuelle.
Pièces et accessoires pour automobiles, camions et autobus, y compris les pneus et chambres à air	Marge actuelle.
Tourteaux et tourteaux moulus de graine de lin	Marge actuelle.
Produits chimiques :	
Carbure de calcium	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.
Appareils électriques (y compris les postes récepteurs de radio et leurs pièces).	Marge actuelle.
Fruits :	
Séchés	Marge actuelle.
En boîtes de fer-blanc et en bocaux	Marge actuelle.
Farine de maïs	Marge actuelle.
Préparations farineuses (sauf l'arrow-root)	Marge actuelle.
Graisse	Marge actuelle.
Articles de mercerie et de modes (sauf la bonneterie)	Marge actuelle.
Quincaillerie	Marge actuelle.
Instruments et outils :	
Agricoles	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.
Articles en caoutchouc et en gutta-percha (sauf les pneus et chambres à air) .	Marge actuelle.
Saindoux	Marge actuelle.
Chaux, gâchée	Marge actuelle.
Viandes :	
Fumées ou préparées (cured), y compris le lard et les jambons	Marge actuelle.
De bœuf et de porc, en saumure ou salées	Marge actuelle.
En boîtes de fer-blanc.	Marge actuelle.
Instruments de musique	Marge actuelle.
Huile lubrifiante	Marge actuelle.
Toile cirée et linoléum	Marge actuelle.
Peintures et couleurs	Marge actuelle.
Térébenthine	Marge actuelle.
Parfumerie et préparations de toilette, ne contenant pas d'alcools parfumés. .	Marge actuelle.
Spiritueux, whisky	Marge actuelle.
Cigarettes	Marge actuelle.
Légumes :	
Pommes de terre, autres que patates douces	Marge actuelle.
En boîtes de fer-blanc.	Marge actuelle.
Fruits, frais (sauf les pommes)	Néant.
Engrais	Néant.
Tabac, non manufacturé	Néant.

ST. CHRISTOPHER-NEVIS.

Article	Maximum Margin of Preference
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Mules	Present margin.
Bags and sacks :	
For the exportation of produce	Present margin.
Other	Present margin.
Biscuits, bread and cakes, other than unsweetened	Present margin.
Boots and shoes of leather	Present margin.
Motor cars, trucks and omnibuses	Present margin.
Parts and accessories for motor cars, trucks and omnibuses, including tyres and tubes	Present margin.
Linseed, oilcake and cakemeal	Present margin.
Chemicals :	
Calcium carbide.	Present margin.
Other kinds	Present margin.
Electrical apparatus (including radio receiving sets and parts thereof)	Present margin.
Fruit :	
Canned and bottled	Present margin.
Dried	Present margin.
Cornmeal	Present margin.
Farinaceous preparations (except arrowroot)	Present margin.
Grease	Present margin.
Haberdashery and millinery (except hosiery)	Present margin.
Hardware	Present margin.
Implements and tools :	
Agricultural	Present margin.
Other kinds	Present margin.
Indiarubber and gutta percha manufactures (except tyres and tubes)	Present margin.
Lard, animal	Present margin.
Lime, building	Present margin.
Meats :	
Beef and pork, pickled or salted	Present margin.
Canned	Present margin.
Smoked or cured, including bacon and hams	Present margin.
Musical instruments	Present margin.
Oil, lubricating	Present margin.
Oilcloth and linoleum	Present margin.
Paints and colours	Present margin.
Turpentine	Present margin.
Perfumery and toilet preparations, not containing perfumed spirits	Present margin.
Spirits, whisky	Present margin.
Cigarettes	Present margin.
Vegetables :	
Potatoes, other than sweet.	Present margin.
Canned.	Present margin.
Wood and timber, unmanufactured :	
Lumber, white pine, spruce, fir and hemlock	Present margin.
Lumber, pitch pine	Present margin.
Fruit, fresh (except apples)	Nil.
Manures	Nil.
Tobacco, unmanufactured	Nil.

SAINT-CHRISTOPHE ET NEVIS.

Articles	Marge maximum de préférence
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Mules et mulets	Marge actuelle.
Sacs, de toutes dimensions :	
Pour l'exportation des produits	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.
Biscuits, pain et gâteaux, autres que non sucrés	Marge actuelle.
Bottines et souliers de cuir	Marge actuelle.
Automobiles, camions et autobus	Marge actuelle.
Pièces et accessoires pour automobiles, camions et autobus, y compris les pneus et chambres à air	Marge actuelle.
Tourteaux et tourteaux moulus de graine de lin	Marge actuelle.
Produits chimiques :	
Carbure de calcium	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.
Appareils électriques (y compris les postes récepteurs de radio et leurs pièces).	Marge actuelle.
Fruits :	
En boîtes de fer-blanc et en bocaux	
Séchés	Marge actuelle.
Farine de maïs	Marge actuelle.
Préparations farineuses (sauf l'arrow-root)	Marge actuelle.
Graisse	Marge actuelle.
Articles de mercerie et de modes (sauf la bonneterie)	Marge actuelle.
Quincaillerie	Marge actuelle.
Instruments et outils :	
Agricoles	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.
Articles en caoutchouc et gutta-percha (sauf les pneus et chambres à air)	Marge actuelle.
Saindoux	Marge actuelle.
Chaux, gâchée	Marge actuelle.
Viandes :	
De bœuf et de porc, en saumure ou salées	Marge actuelle.
En boîtes de fer-blanc	Marge actuelle.
Fumées ou préparées (cured), y compris le lard et les jambons	Marge actuelle.
Instruments de musique	Marge actuelle.
Huile lubrifiante	Marge actuelle.
Toile cirée et linoléum	Marge actuelle.
Peintures et couleurs	Marge actuelle.
Térébenthine	Marge actuelle.
Parfumerie et préparations de toilette, ne contenant pas d'alcools parfumés.	Marge actuelle.
Spiritueux, whisky	Marge actuelle.
Cigarettes	Marge actuelle.
Légumes :	
Pommes de terre, autres que patates douces	Marge actuelle.
En boîtes de fer-blanc	Marge actuelle.
Bois et bois d'œuvre, non manufacturé :	
Bois de construction, pin blanc, épinette, sapin et sapin-ciguë	Marge actuelle.
Bois de construction, pitchpin	Marge actuelle.
Fruits, frais (sauf les pommes)	Néant.
Engrais	Néant.
Tabac, non manufacturé	Néant.

DOMINICA.

Article	Maximum Margin of Preference
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Lumber, pitch pine, white pine, spruce, fir and hemlock	8s. per thousand feet, sup. measurement, of 1 inch thick.
Mules	Present margin.
Bags and sacks, other than for the exportation of produce	Present margin.
Biscuits, bread and cakes, other than unsweetened	Present margin.
Boots and shoes of leather :	
Where the price per pair does not exceed 2s. 6d.	Present margin.
Where the price per pair exceeds 2s. 6d. but not 5s. od.	Present margin.
Where the price per pair exceeds 5s. od.	Present margin.
Motor cars, trucks and omnibuses	Present margin.
Parts and accessories for motor cars, trucks and omnibuses, including tyres and tubes	Present margin.
Linseed oilcake and cakemeal	Present margin.
Chemicals :	
Calcium carbide.	Present margin.
Other kinds	Present margin.
Electrical apparatus (including radio receiving sets and parts thereof)	Present margin.
Fruit :	
Canned and bottled	Present margin.
Dried	Present margin.
Fresh (except apples)	Present margin.
Cornmeal.	Present margin.
Farinaceous preparations (except arrowroot)	Present margin.
Crease	Present margin.
Haberdashery and millinery (except hosiery)	Present margin.
Hardware	Present margin.
Implements and tools, other than agricultural	Present margin.
Indiarubber and gutta percha manufactures (except tyres and tubes)	Present margin.
Lard, animal	Present margin.
Lime, building	Present margin.
Meats :	
Beef and pork, pickled or salted	Present margin.
Canned	Present margin.
Smoked or cured, including bacon and hams	Present margin.
Musical instruments	Present margin.
Oil, lubricating	Present margin.
Oilcloth and linoleum	Present margin.
Paints and colours	Present margin.
Turpentine	Present margin.
Perfumery and toilet preparations, not containing perfumed spirits	Present margin.
Spirits, whisky	Present margin.
Cigarettes	Present margin.
Vegetables :	
Canned	Present margin.
Potatoes, other than sweet.	Present margin.
Bags and sacks for the exportation of produce	Nil.
Implements and tools, agricultural	Nil.
Manures	Nil.
Tobacco, unmanufactured :	
In packets of less than 200 lb.	Nil.
In other packets	Nil.

DOMINIQUE.

Articles	Marge maximum de préférence
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air.	5 p. c. <i>ad val.</i>
Bois de construction, pitchpin, pin blanc, épinette, sapin et sapin-ciguë	8s. par mille pieds carrés, de 1 pouce d'épaisseur.
Mules et mulets.	Marge actuelle.
Sacs de toutes dimensions, autres que pour l'exportation des produits	Marge actuelle.
Biscuits, pain et gâteaux, autres que non sucrés	Marge actuelle.
Bottines et souliers de cuir :	
Lorsque le prix, par paire, ne dépasse pas 2s. 6d.	Marge actuelle.
Lorsque le prix, par paire, dépasse 2s. 6d., mais non 5s. od.	Marge actuelle.
Lorsque le prix, par paire, dépasse 5s. od.	Marge actuelle.
Automobiles, camions et autobus	Marge actuelle.
Pièces et accessoires pour automobiles, camions et autobus, y compris les pneus et chambres à air.	Marge actuelle.
Tourteaux et tourteaux moulus de graine de lin.	Marge actuelle.
Produits chimiques :	
Carbure de calcium	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.
Appareils électriques (y compris les postes récepteurs de radio et leurs pièces)	Marge actuelle.
Fruits :	
En boîtes de fer-blanc et en bocaux	Marge actuelle.
Séchés	Marge actuelle.
Frais (sauf les pommes)	Marge actuelle.
Farine de maïs	Marge actuelle.
Préparations farineuses (sauf l'arrow-root)	Marge actuelle.
Graisse	Marge actuelle.
Articles de mercerie et de modes (sauf la bonneterie)	Marge actuelle.
Quincaillerie	Marge actuelle.
Instruments et outils, autres qu'agricoles	Marge actuelle.
Articles en caoutchouc et en gutta-percha (sauf les pneus et chambres à air)	Marge actuelle.
Saindoux	Marge actuelle.
Chaux, gâchée	Marge actuelle.
Viandes :	
De bœuf et de porc, en saumure ou salées	Marge actuelle.
En boîtes de fer-blanc.	Marge actuelle.
Fumées ou préparées (cured), y compris le lard et les jambons	Marge actuelle.
Instruments de musique	Marge actuelle.
Huile lubrifiante	Marge actuelle.
Toile cirée et linoléum.	Marge actuelle.
Peintures et couleurs	Marge actuelle.
Térébenthine	Marge actuelle.
Parfumerie et préparations de toilette, ne contenant pas d'alcools parfumés	Marge actuelle.
Spiritueux, whisky	Marge actuelle.
Cigarettes	Marge actuelle.
Légumes :	
En boîtes de fer-blanc.	Marge actuelle.
Pommes de terre, autres que patates douces	Marge actuelle.
Sacs, de toutes dimensions, pour l'exportation des produits	Néant.
Instruments et outils, agricoles	Néant.
Engrais	Néant.
Tabac, non manufacturé :	
En paquets de moins de 200 lb.	Néant.
En autres paquets	Néant.

MONTSERRAT.

Article	Maximum Margin of Preference
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Mules	Present margin.
Bags and sacks :	
For the exportation of produce	Present margin.
Other	Present margin.
Biscuits, bread and cakes, other than unsweetened.	Present margin.
Boots and shoes of leather.	Present margin.
Motor cars, trucks and omnibuses	Present margin.
Parts and accessories for motor cars, trucks and omnibuses, including tyres and tubes	Present margin.
Linseed oilcake and cakemeal	Present margin.
Chemicals :	
Calcium carbide.	Present margin.
Other kinds	Present margin.
Electrical apparatus (including radio receiving sets and parts thereof)	Present margin.
Fruit :	
Canned and bottled	Present margin.
Dried	Present margin.
Cornmeal.	Present margin.
Farinaceous preparations (except arrowroot)	Present margin.
Grease	Present margin.
Haberdashery and millinery (except hosiery)	Present margin.
Hardware	Present margin.
Implements and tools :	
Agricultural	Present margin.
Other kinds	Present margin.
Indiarubber and gutta percha manufactures (except tyres and tubes)	Present margin.
Lard, animal	Present margin.
Lime, building	Present margin.
Meats :	
Beef and pork, pickled or salted	Present margin.
Canned	Present margin.
Smoked or cured, including bacon and hams	Present margin.
Musical instruments	Present margin.
Oil, lubricating	Present margin.
Oilcloth and linoleum	Present margin.
Paints and colours	Present margin.
Turpentine	Present margin.
Perfumery and toilet preparations, not containing perfumed spirits	Present margin.
Spirits, whisky	Present margin.
Cigarettes	Present margin.
Vegetables :	
Canned	Present margin.
Potatoes, other than sweet	Present margin.
Wood and timber, unmanufactured :	
Lumber, white pine, spruce, fir and hemlock	Present margin.
Lumber, pitch pine	Present margin.
Fruit, fresh (except apples)	Nil.
Manures	Nil.
Tobacco, unmanufactured	Nil.

MONTSERRAT.

Articles	Marge maximum de préférence
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Mules et mulets	Marge actuelle.
Sacs, de toutes dimensions :	
Pour l'exportation des produits.	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.
Biscuits, pain et gâteaux, autres que non sucrés	Marge actuelle.
Bottines et souliers de cuir	Marge actuelle.
Automobiles, camions et autobus	Marge actuelle.
Pièces et accessoires pour automobiles, camions et autobus, y compris les pneus et chambres à air.	Marge actuelle.
Tourteaux et tourteaux moulus de graine de lin.	Marge actuelle.
Produits chimiques :	
Carbure de calcium	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.
Appareils électriques (y compris les postes récepteurs de radio et leurs pièces) .	Marge actuelle.
Fruits :	
En boîtes de fer-blanc et en bocaux	Marge actuelle.
Séchés	Marge actuelle.
Farine de maïs	Marge actuelle.
Préparations farineuses (sauf l'arrow-root)	Marge actuelle.
Graisse.	Marge actuelle.
Articles de mercerie et de modes (sauf la bonneterie)	Marge actuelle.
Quincaillerie	Marge actuelle.
Instruments et outils :	
Agricoles	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.
Articles en caoutchouc et en gutta-percha (sauf les pneus et chambres à air) .	Marge actuelle.
Saindoux	Marge actuelle.
Chaux, gâchée	Marge actuelle.
Viandes :	
De bœuf et de porc, en saumure ou salée	Marge actuelle.
En boîtes de fer-blanc.	Marge actuelle.
Fumées ou préparées (cured), y compris le lard et les jambons	Marge actuelle.
Instruments de musique	Marge actuelle.
Huile lubrifiante	Marge actuelle.
Toile cirée et linoléum	Marge actuelle.
Peintures et couleurs	Marge actuelle.
Térébenthine	Marge actuelle.
Parfumerie et préparations de toilette, ne contenant pas d'alcools parfumés .	Marge actuelle.
Spiritueux, whisky	Marge actuelle.
Cigarettes	Marge actuelle.
Légumes :	
En boîtes de fer-blanc.	Marge actuelle.
Pommes de terre, autres que patates douces	Marge actuelle.
Bois et bois d'œuvre, non manufacturé :	
Bois de construction, pin blanc, épinette, sapin et sapin-ciguë	Marge actuelle.
Bois de construction, pitchpin	Marge actuelle.
Fruits, frais (sauf les pommes)	Néant.
Engrais	Néant.
Tabac, non manufacturé	Néant.

VIRGIN ISLANDS.

Article	Maximum Margin of Preference
Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Mules	Present margin.
Bags and sacks :	
For the exportation of produce	Present margin.
Other	Present margin.
Biscuits, bread and cakes, other than unsweetened.	Present margin.
Boots and shoes of leather.	Present margin.
Motor cars, trucks and omnibuses	Present margin.
Parts and accessories for motor cars, trucks and omnibuses, including tyres and tubes	Present margin.
Linseed oilcake and cakemeal	Present margin.
Chemicals :	
Calcium carbide.	Present margin.
Other kinds	Present margin.
Electrical apparatus (including radio receiving sets and parts thereof)	Present margin.
Fruit :	
Canned and bottled	Present margin.
Dried	Present margin.
Cornmeal.	Present margin.
Farinaceous preparations (except arrowroot)	Present margin.
Grease	Present margin.
Haberdashery and millinery (except hosiery).	Present margin.
Hardware	Present margin.
Implements and tools, other than agricultural.	Present margin.
Indiarubber and gutta percha manufactures (except tyres and tubes)	Present margin.
Lard, animal	Present margin.
Meats :	
Beef and pork, pickled or salted	Present margin.
Canned.	Present margin.
Smoked or cured, including bacon and hams	Present margin.
Musical instruments	Present margin.
Oil, lubricating	Present margin.
Oilcloth and linoleum	Present margin.
Paints and colours	Present margin.
Turpentine	Present margin.
Perfumery and toilet preparations, not containing perfumed spirits	Present margin.
Spirits, whisky	Present margin.
Cigarettes	Present margin.
Vegetables :	
Canned.	Present margin.
Potatoes, other than sweet	Present margin.
Lumber, pitch pine, white pine, spruce, fir and hemlock	Present margin.
Fruit, fresh (except apples)	Nil.
Implements and tools, agricultural	Nil.
Lime, building	Nil.
Manures	Nil.
Tobacco, unmanufactured	Nil.

TRINIDAD AND TOBAGO.

Telegraph and telephone apparatus	10 per cent. <i>ad val.</i>
Wireless goods and apparatus	10 per cent. <i>ad val.</i>
Fish :	
Pilchards, canned	\$1.20 per hundred lb.

ILES VIERGES.

Articles	Marge maximum de préférence
Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Mules et mulets	Marge actuelle.
Sacs de toutes dimensions :	
Pour l'exportation des produits	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.
Biscuits, pain et gâteaux, autres que non sucrés	Marge actuelle.
Bottines et souliers de cuir	Marge actuelle.
Automobiles, camions et autobus	Marge actuelle.
Pièces et accessoires pour automobiles, camions et autobus, y compris les pneus et chambres à air.	Marge actuelle.
Tourteaux et tourteaux moulus de graine de lin.	Marge actuelle.
Produits chimiques :	
Carbure de calcium	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.
Appareils électriques (y compris les postes récepteurs de radio et leurs pièces) .	Marge actuelle.
Fruits :	
En boîtes de fer-blanc et en bocaux	Marge actuelle.
Séchés	Marge actuelle.
Farine de maïs	Marge actuelle.
Préparations farineuses (sauf l'arrow-root)	Marge actuelle.
Graisse.	Marge actuelle.
Articles de mercerie et de modes (sauf la bonneterie)	Marge actuelle.
Quincaillerie	Marge actuelle.
Instruments et outils, autres qu'agricoles	Marge actuelle.
Articles en caoutchouc et en gutta-percha (sauf les pneus et chambres à air)	Marge actuelle.
Saindoux	Marge actuelle.
Viandes :	
De bœuf et de porc, en saumure ou salée.	Marge actuelle.
En boîtes de fer-blanc.	Marge actuelle.
Fumées ou préparées (cured), y compris le lard et les jambons	Marge actuelle.
Instruments de musique	Marge actuelle.
Huile lubrifiante	Marge actuelle.
Toile cirée et linoléum	Marge actuelle.
Peintures et couleurs	Marge actuelle.
Térébenthine	Marge actuelle.
Parfumerie et préparations de toilette, ne contenant pas d'alcools parfumés .	Marge actuelle.
Spiritueux, whisky	Marge actuelle.
Cigarettes	Marge actuelle.
Légumes :	
En boîtes de fer-blanc.	Marge actuelle.
Pommes de terre, autres que patates douces	Marge actuelle.
Bois de construction, pitchpin, pin blanc, épinette, sapin et sapin-ciguë . . .	Marge actuelle.
Fruits, frais (sauf les pommes)	Néant.
Instruments et outils, agricoles	Néant.
Chaux, gâchée	Néant.
Engrais	Néant.
Tabac, non manufacturé	Néant.

TRINITÉ ET TOBAGO.

Appareils télégraphiques et téléphoniques	10 p. c. <i>ad val.</i>
Articles et appareils de radio	10 p. c. <i>ad val.</i>
Poissons :	
Pilchards, en boîtes de fer-blanc	\$1.20 par cent lb.

Article	Maximum Margin of Preference
Fruit, fresh (except apples and limes)	5 per cent. <i>ad val.</i>
Hosiery of silk	The equivalent of 9 <i>d.</i> per pair.
Hosiery of artificial silk	The equivalent of 6 <i>d.</i> per pair.
Lard, animal	8 c. per lb.
Cigarettes	35 c. per lb.

NOTE. — The maximum margin of preference set forth above relates to the margin between the duties and other charges applicable on importation to cigarettes the produce or manufacture of the United States of America and the duties and other charges applicable on importation to cigarettes the produce or manufacture of any territory of the British Empire other than cigarettes made wholly or in part of British Empire grown tobacco.

Lumber, sawn or hewn :	
Undressed	\$2.00 per thousand feet.
Wholly or partly dressed	\$2.00 per thousand feet.
Motor cars, exceeding 3,000 lb. in weight [Tariff Item No. 21 (<i>d</i>) (II)]	Present margin.
Motor lorries and vans [Tariff Item No. 21 (<i>e</i>)]	Present margin.
Chassis, with or without engines, or fitted tyres, constructed solely for commercial use	Present margin.
Parts and accessories for vehicles shown in Tariff Items Nos. 21 (<i>d</i>) (II) and (<i>e</i>)	Present margin.
Tyres and tubes for motor cars, lorries and vans	Present margin.
Linseed cake and meal	Present margin.
Clocks and watches (except electric clocks)	Present margin.
Confectionery	Present margin.
Electrical goods and apparatus (except wires and cables, telegraph and telephone apparatus, electric lighting appliances, accessories, fittings and parts thereof, batteries and accumulators)	Present margin.
Cinematograph and projection apparatus, electrically operated	Present margin.
Photographic and cinematograph appliances and accessories, n.e.s. (except photographic chemicals)	Present margin.
Films, cinematograph :	
Blank films	Present margin.
Exposed films :	
Positives :	
News films admitted as such by the Collector of Customs and Excise	Present margin.
Other	Present margin.
Fireclay	Present margin.
Fruit :	
Apples, fresh	Present margin.
Canned or bottled in syrup	Present margin.
Dried	Present margin.
Fruit juice (except lime juice), unfermented, not containing added spirit and not liable to duty as table water	Present margin.
Wheat flour	Present margin.
Farinaceous preparations (except arrowroot)	Present margin.
Grease, lubricating	Present margin.
Hardware, other than hollow-ware, n.e.s.	Present margin.
Implements and tools :	
Artisans, tools	Present margin.
Other kinds [Tariff Item No. 53 (<i>b</i>)]	Present margin.
Machinery and parts and accessories thereof (except marine machinery)	Present margin.
Pork, pickled or salted	Present margin.

Articles	Marge maximum de préférence
Fruits, frais (sauf les pommes et les limons)	5 p. c. <i>ad val.</i>
Bonneterie de soie	L'équivalent de 9d. par paire.
Bonneterie de soie artificielle.	L'équivalent de 6d. par paire.
Saindoux	8 c. par lb.
Cigarettes	35 c. par lb.
NOTE. — La marge maximum de préférence énoncée ci-dessus indique la marge existant entre les droits et autres redevances applicables, lors de l'importation, aux cigarettes produites ou manufacturées aux Etats-Unis d'Amérique, et les droits et autres redevances applicables, lors de l'importation, aux cigarettes produites ou manufacturées dans un territoire quelconque de l'Empire britannique, autres que les cigarettes faites entièrement ou partiellement de tabac récolté dans l'Empire britannique.	
Bois, scié ou dégrossi :	
Non dressé	\$2.00 par mille pieds.
Entièrement ou partiellement dressé	\$2.00 par mille pieds.
Automobiles, dépassant un poids de 3000 lb. (Position du Tarif N° 21 <i>d</i>) (II) . . .	Marge actuelle.
Camions et fourgons automobiles (Position du Tarif N° 21 <i>e</i>)	Marge actuelle.
Châssis, avec ou sans moteurs, ou pneus montés, construits uniquement pour l'usage commercial	Marge actuelle.
Pièces et accessoires pour les véhicules indiqués dans les Positions du Tarif N° 21 <i>d</i>) (II) et <i>e</i>)	Marge actuelle.
Pneumatiques et chambres à air pour automobiles, camions et fourgons	Marge actuelle.
Tourteaux et farine de tourteaux de graine de lin	Marge actuelle.
Horloges et montres (sauf les horloges électriques)	Marge actuelle.
Confiserie.	Marge actuelle.
Articles et appareils électriques (sauf fils et câbles, appareils télégraphiques et téléphoniques, appareils d'éclairage électrique, accessoires, appareillage, et pièces pour l'éclairage électrique, batteries et accumulateurs)	Marge actuelle.
Appareils de cinématographe et de projection, mus à l'électricité	Marge actuelle.
Appareillage photographique et cinématographique et accessoires, n.d.a. (sauf les produits chimiques pour la photographie)	Marge actuelle.
Films cinématographiques :	
Films vierges, n'ayant reçu aucune impression.	Marge actuelle.
Films impressionnés :	
Positifs :	
Films d'actualités, admis comme tels par le Receveur des Douanes et de l'Accise	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.
Argile réfractaire	Marge actuelle.
Fruits :	
Pommes, fraîches	Marge actuelle.
En sirop, en boîtes de fer-blanc ou en bocaux.	Marge actuelle.
Séchés	Marge actuelle.
Jus de fruits (sauf jus de limon) non fermentés, ne contenant pas d'adjonction d'alcool et non passibles de droits comme eaux de table	Marge actuelle.
Farine de froment.	Marge actuelle.
Préparations farineuses (sauf l'arrow-root)	Marge actuelle.
Graisse lubrifiante.	Marge actuelle.
Quincaillerie, autre qu'articles de ménage en fer battu, n.d.a.	Marge actuelle.
Instruments et outils :	
Outils pour artisans	Marge actuelle.
Autres [Position du Tarif N° 53 (<i>b</i>)].	Marge actuelle.
Machines, ainsi que leurs pièces et accessoires (sauf les machines de marine) .	Marge actuelle.
Viande de porc, en saumure ou salée	Marge actuelle.

Article	Maximum Margin of Preference
Iron and steel and manufactures thereof (except pig-iron; ingots, blooms, billets and slabs; bars and rods; hoop and strip; plates and sheets, coated, not coated and tinned; railway rails and other railway material; fencing wire; wire nails and staples; and hollow-ware, n.e.s.)	Present margin.
Non-ferrous metals and manufactures thereof (except aluminium, other than hollow-ware; brass and alloys of copper, unwrought in blocks, ingots, etc., and lead and manufactures thereof)	Present margin.
Oil, lubricating	Present margin.
Scientific instruments and appliances and parts thereof	Present margin.
Syrup	Present margin.
Wood and timber, unmanufactured:	
Shooks, staves and headings, oak, white	Present margin.
Implements and tools:	
Agricultural and horticultural (except secateurs)	Nil.
Tobacco, unmanufactured:	
Leaf, containing less than 25 per cent. moisture.	Nil.

GRENADA.

Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Cattle and other animal foods	Present margin.
Confectionery, including chocolate creams and sweetmeats of all kinds	Present margin.
Electrical apparatus (including radio receiving sets and parts thereof)	Present margin.
Fruit:	
Canned and bottled	Present margin.
Dried	Present margin.
Cornmeal	Present margin.
Grease	Present margin.
Hardware	Present margin.
Lard, animal	Present margin.
Meats, smoked or cured, including bacon and hams	Present margin.
Beef and pork, pickled or salted	Present margin.
Oil, lubricating	Present margin.
Paper, other than newsprint and playing cards	Present margin.
Perfumery, not including perfumed spirits	Present margin.
Soap, common, including laundry, polishing and soft soap	Present margin.
Lumber, sawn or hewn:	
Undressed	Present margin.
Wholly or partly dressed	Present margin.
Books, printed	Nil.
Tobacco, unmanufactured	Nil.

ST. LUCIA.

Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Flour bags	Present margin.
Electrical apparatus:	
Wireless sets and components	Present margin.
Batteries and accumulators	Present margin.
Other kinds	Present margin.

Articles	Marge maximum de préférence
Fer et acier et articles en fer et en acier (sauf fonte en gueuses, lingots, blooms, billettes et brames ; barres et tiges ; fer et acier en ruban et en bandes ; plaques et tôles, recouvertes ou non et étamées ; rails de chemin de fer et autre matériel de chemin de fer ; fil métallique pour clôtures ; pointes et crampons, et articles de ménage en fer battu, n.d.a.)	Marge actuelle.
Métaux non ferreux et articles en ces métaux (sauf aluminium, autre qu'articles de ménage ; cuivre jaune et alliages de cuivre, non travaillés, en blocs, lingots, etc., et plomb et articles en plomb)	Marge actuelle.
Huile lubrifiante	Marge actuelle.
Instruments scientifiques, ainsi que leur appareillage et leurs pièces	Marge actuelle.
Sirop	Marge actuelle.
Bois et bois d'œuvre, non manufacturé : Futaillies en botte, merrains et fonçailles, en chêne.	Marge actuelle.
Outils et instruments : Agricoles et horticoles (sauf les sécateurs)	Néant.
Tabac, non manufacturé : En feuilles, contenant moins de 25% d'humidité.	Néant.

GRENADÉ.

Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Produits pour l'alimentation du bétail et d'autres animaux	Marge actuelle.
Confiserie, y compris les fondants au chocolat et les sucreries de toutes catégories	Marge actuelle.
Appareils électriques (y compris les postes récepteurs de radio et leurs pièces)	Marge actuelle.
Fruits : En boîtes de fer-blanc et en bocaux	Marge actuelle.
Séchés	Marge actuelle.
Farine de maïs	Marge actuelle.
Graisse.	Marge actuelle.
Quincaillerie	Marge actuelle.
Saindoux	Marge actuelle.
Viandes, fumées et préparées (cured), y compris le lard et les jambons	Marge actuelle.
Viande de bœuf et de porc, en saumure ou salée	Marge actuelle.
Huile lubrifiante	Marge actuelle.
Papier, autre que papier de journal et cartes à jouer	Marge actuelle.
Parfumerie, non compris les alcools parfumés	Marge actuelle.
Savon, ordinaire, y compris le savon pour lessive, le savon à polir et le savon mou	Marge actuelle.
Bois, scié ou dégrossi : Non dressé	Marge actuelle.
Entièrement ou partiellement dressé	Marge actuelle.
Livres, imprimés	Néant.
Tabac, non manufacturé	Néant.

SAINTE-LUCIE.

Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Sacs à farine	Marge actuelle.
Appareils électriques : Postes de radio et leurs pièces	Marge actuelle.
Batteries et accumulateurs	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.

Article	Maximum Margin of Preference
Fruit :	
Canned or bottled	Present margin.
Dried	Present margin.
Cornmeal	Present margin.
Lard, animal	Present margin.
Meats, salted or pickled	Present margin.
Oil, lubricating	Present margin.
Perfumery, not including perfumed spirits	Present margin.
Shooks, staves and headings :	
If imported for the exportation of agricultural produce	Present margin.
Other	Present margin.
Lumber, sawn or hewn :	
Undressed	Present margin.
Wholly or partly dressed	Present margin.
Tobacco, unmanufactured	Nil.

ST. VINCENT.

Self-containing air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Cattle and other animal foods (except bran and pollard)	Present margin.
Electrical apparatus :	
Radio receiving sets and parts thereof	Present margin.
Other electrical apparatus (except wires and cables)	Present margin.
Fruit, dried	Present margin.
Cornmeal	Present margin.
Grease	Present margin.
Hardware (except enamelled ware)	Present margin.
Lard, animal	Present margin.
Beef and pork, pickled or salted	Present margin.
House, office cabinet or store furniture of iron and steel	Present margin.
Oil, lubricating	Present margin.
Paper (except newsprint and playing cards)	Present margin.
Perfumery, not including perfumed spirits	Present margin.
Barrels and puncheons, empty :	
New, for exporting molasses	Present margin.
For exporting other produce	Present margin.
Yeast	Present margin.
Lumber, sawn or hewn :	
Undressed	Present margin.
Wholly or partly dressed	Present margin.
Books, printed	Nil.
Tobacco, unmanufactured	Nil.

FIJI.

Self-contained air-conditioning machines comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Fish	10 per cent. <i>ad val.</i>
Fruit :	
Fresh	10 per cent. <i>ad val.</i>
Dried	10 per cent. <i>ad val.</i>
Preserved	10 per cent. <i>ad val.</i>

Articles	Marge maximum de préférence
Fruits :	
En boîtes de fer-blanc et en bocaux	Marge actuelle.
Séchés	Marge actuelle.
Farine de maïs	Marge actuelle.
Saindoux	Marge actuelle.
Viandes, salées ou en saumure	Marge actuelle.
Huile lubrifiante	Marge actuelle.
Parfumerie, non compris les alcools parfumés	Marge actuelle.
Futaillies en botte, merrains et fonçailles :	
Importés pour l'exportation de produits agricoles	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.
Bois, scié ou dégrossi :	
Non dressé	Marge actuelle.
Entièrement ou partiellement dressé	Marge actuelle.
Tabac, non manufacturé	Néant.

SAINT-VINCENT.

Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Produits pour l'alimentation du bétail et autres animaux (sauf le son et la recoupe)	Marge actuelle.
Appareils électriques :	
Postes récepteurs de radio et leurs pièces	Marge actuelle.
Autres appareils électriques (sauf les fils et câbles)	Marge actuelle.
Fruits, séchés	Marge actuelle.
Farine de maïs	Marge actuelle.
Graisse	Marge actuelle.
Quincaillerie (sauf les articles en fer émaillé)	Marge actuelle.
Saindoux	Marge actuelle.
Viande de bœuf et de porc, en saumure ou salée	Marge actuelle.
Ameublements en fer et acier pour maisons, bureaux et magasins	Marge actuelle.
Huile lubrifiante	Marge actuelle.
Papier (sauf le papier de journal et les cartes à jouer)	Marge actuelle.
Parfumerie, non compris les alcools parfumés	Marge actuelle.
Pièces et tonneaux, vides :	
Neufs, pour l'exportation des mélasses	Marge actuelle.
Pour l'exportation d'autres produits	Marge actuelle.
Levure	Marge actuelle.
Bois, scié ou dégrossi :	
Non dressé	Marge actuelle.
Entièrement ou partiellement dressé	Marge actuelle.
Livres, imprimés	Néant.
Tabac, non manufacturé	Néant.

ILES FIDJI.

Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Poissons	10 p. c. <i>ad val.</i>
Fruits :	
Frais	10 p. c. <i>ad val.</i>
Séchés	10 p. c. <i>ad val.</i>
Conservés	10 p. c. <i>ad val.</i>

Article	Maximum Margin of Preference
Vegetables :	
Fresh (except potatoes)	10 per cent. <i>ad val.</i>
Preserved	10 per cent. <i>ad val.</i>
Grease, lubricating	10 per cent. <i>ad val.</i>
Implements, agricultural	10 per cent. <i>ad val.</i>
Machinery, mining	10 per cent. <i>ad val.</i>
Tractors and parts thereof (other than road tractors)	10 per cent. <i>ad val.</i>
Motor vehicles (except motor tractors and motor cycles and side-cars), component parts and accessories thereof, other than tyres and tubes (except motor trucks declared to be imported solely for use in the transportation of ore and waste in mines and mine treatment works) [ex Tariff Item No. 103]	15 per cent. <i>ad val.</i>
Oil, lubricating, in containers of not less than one gallon.	3 <i>d.</i> per gallon.
Turpentine	3 <i>d.</i> per gallon.
Clocks and clockware	Present margin.
Electrical goods and apparatus :	
Lamp bulbs :	
Not exceeding 8 watts.	Present margin.
Exceeding 8 watts, but not exceeding 80 watts	Present margin.
Exceeding 80 watts	Present margin.
Other	Present margin.
Films, cinematograph	Present margin.
Linoleum.	Present margin.
Machines, agricultural	Present margin.
Tyres and tubes for motor cars, trucks and omnibuses.	Present margin.

BRITISH SOLOMON ISLANDS.

Self-contained air-conditioning machines, comprising elements for cooling, control of humidity, cleaning and circulating of air	5 per cent. <i>ad val.</i>
Motor cars, trucks and omnibuses	7½ per cent. <i>ad val.</i>
Parts and accessories for motor cars, trucks and omnibuses (except tyres and tubes)	7½ per cent. <i>ad val.</i>
Oil, lubricating (other than of mineral origin)	1½ <i>d.</i> per gallon.
Tobacco, manufactured :	
Cut	1 <i>s.</i> 3 <i>d.</i> per lb.
Plug	4½ <i>d.</i> per lb.
Stick.	4½ <i>d.</i> per lb.
Enamel and tinware.	Present margin.
Machinery, electric, oil and steam	Present margin.
Oil, lubricating (of mineral origin)	Nil.

SCHEDULE IV.

NOTE. — The provisions of this Schedule shall be construed and given the same effect, and the application of collateral provisions of the customs laws of the United States to the provisions of this Schedule shall be determined, in so far as may be practicable, as if each provision of this Schedule appeared respectively in the statutory provision noted in the column at the left of the respective descriptions of articles.

In the case of any article enumerated in this Schedule which is subject on the day of the signature of this Agreement to any additional or separate ordinary customs duty, whether or not imposed under the statutory provision noted in the column at the left of the respective description of the article, such separate or additional duty shall continue in force, subject to any reduction indicated in this Schedule or hereafter provided for, until terminated in accordance with law, but shall not be increased.

Articles	Marge maximum de préférence
Légumes :	
Frais (sauf les pommes de terre)	10 p. c. <i>ad val.</i>
Conservés	10 p. c. <i>ad val.</i>
Graisse lubrifiante	10 p. c. <i>ad val.</i>
Instruments, agricoles	10 p. c. <i>ad val.</i>
Machines pour mines	10 p. c. <i>ad val.</i>
Tracteurs et leurs pièces (sauf les tracteurs pour routes)	10 p. c. <i>ad val.</i>
Véhicules à moteur (sauf tracteurs automobiles, motocyclettes et side-cars), leurs pièces et accessoires, autres que pneus et chambres à air (sauf les camions automobiles importés, selon déclaration, pour être utilisés en vue du transport du minerai et des déblais dans les mines et dans les usines traitant les produits miniers) (ex Position du Tarif N° 103)	15 p. c. <i>ad val.</i>
Huile lubrifiante, en contenants d'un gallon au moins	3 <i>d.</i> par gallon.
Térébenthine	3 <i>d.</i> par gallon.
Horloges, pendules, et articles d'horlogerie	Marge actuelle.
Articles et appareils d'électricité :	
Ampoules de lampes électriques :	
Ne dépassant pas 8 watts	Marge actuelle.
Dépassant 8 watts, mais non 80 watts	Marge actuelle.
Dépassant 80 watts	Marge actuelle.
Autres	Marge actuelle.
Films cinématographiques	Marge actuelle.
Linoléum	Marge actuelle.
Machines agricoles	Marge actuelle.
Pneumatiques et chambres à air pour automobiles, camions et autobus	Marge actuelle.

ILES SALOMON BRITANNIQUES.

Machines indépendantes pour le conditionnement de l'air, comprenant des éléments pour le refroidissement, le contrôle de l'humidité, la purification et la circulation de l'air	5 p. c. <i>ad val.</i>
Automobiles, camions et autobus	7½ p. c. <i>ad val.</i>
Pièces et accessoires pour automobiles, camions et autobus (sauf les pneus et chambres à air)	7½ p. c. <i>ad val.</i>
Huile lubrifiante (autre que d'origine minérale)	1½ <i>d.</i> par gallon.
Tabac, manufacturé :	
Haché	1 <i>s.</i> 3 <i>d.</i> par lb.
En carottes	4½ <i>d.</i> par lb.
En bâtons	4½ <i>d.</i> par lb.
Ustensiles en fer émaillé et en fer-blanc	Marge actuelle.
Machines, électriques, à pétrole et à vapeur	Marge actuelle.
Huile lubrifiante (d'origine minérale)	Néant.

LISTE IV

NOTE. — Les dispositions de la présente liste seront interprétées et exerceront leurs effets, et l'application des dispositions connexes des lois douanières des Etats-Unis aux dispositions de la présente liste sera déterminée, dans la mesure du possible, comme si chaque disposition de la présente liste figurait respectivement dans la disposition légale indiquée à la colonne qui se trouve à gauche des descriptions respectives d'articles.

Dans le cas d'un article quelconque énuméré dans la présente liste qui est soumis, le jour de la signature du présent accord, à un droit de douane ordinaire, additionnel ou distinct, — que celui-ci soit ou non imposé en vertu de la disposition légale indiquée dans la colonne à la gauche de la description respective de l'article — ledit droit distinct ou additionnel restera en vigueur, sous réserve de toute réduction indiquée dans la présente liste ou fixée ultérieurement, jusqu'à ce qu'il y soit mis fin par une loi, mais il ne devra pas être augmenté.

In the case of any article provided for in this Schedule, with respect to which a lower rate of United States duty than is specified herein is provided for pursuant to any trade agreement concluded under section 350 of the Tariff Act of 1930, as amended, such lower rate shall not be deemed to be rendered ineffective by reason of any provision of this Schedule.

In the event that any reduction shall be made in the rate of duty of 34 cents per pound of clean content applicable to wools, not specially provided for, in the grease or washed, under paragraph 1102 (b) of the Tariff Act of 1930, the specific part of any rate of duty provided for in items 1106, 1107 (except as to articles valued at not more than \$1 per pound), 1108, 1109 (a) (except as to articles valued at not more than 80 cents per pound), 1109 (b), 1110, 1112, 1113, 1114 (b), (c), and (d), 1115 (a) (except as to articles valued at not more than \$4 per pound), 1115 (b), and 1119 (except as to articles valued at not more than 80 cents per pound) shall, in so far as it applies to articles wholly or in chief value of wool of sheep, be reduced (calculated to the nearest cent per pound) by the same ratio as such rate of 34 cents per pound of clean content is reduced, and the reduced rates thus calculated with respect to such articles shall be effective ninety days after the said date on which such reduced rate applicable to wools, not specially provided for, in the grease or washed, is effective, and shall remain in effect during the remainder of the period during which such reduced rate is in effect.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
1	Carbon dioxide, weighing with immediate containers and carton, one pound or less per carton	1 c. per lb. on contents, immediate containers, and carton.
1	Stearic acid, valued at more than 8 cents per pound	15 per cent. <i>ad val.</i>
5	Sodium alginate	20 per cent. <i>ad val.</i>
7	Ammonium carbonate and bicarbonate	1 c. per lb.
13	Blackings, powders, liquids, and creams for cleaning or polishing, not specially provided for, and not containing alcohol	12½ per cent. <i>ad val.</i>
20	Chalk or whiting or Paris white, precipitated	15 per cent. <i>ad val.</i>
27 (a) (2) and (5)	Metacresol, orthocresol, and paracresol, all the foregoing having a purity of 75 per centum or more, but less than 90 per centum, and metaparacresol having a purity of 75 per centum or more	20 per cent. <i>ad val.</i> and 3½ c. per lb.
27 (b)	Orthocresol having a purity of 90 per centum or more	10 per cent. <i>ad val.</i> and 1¾ c. per lb.
27 (b)	Metacresol and paracresol, having a purity of 90 per centum or more	15 per cent. <i>ad val.</i> and 3½ c. per lb.
31 (a) (1)	Cellulose acetate, and compounds, combinations, or mixtures containing cellulose acetate : In blocks, sheets, rods, tubes, powder, flakes, briquets, or other forms, whether or not colloidized, and waste wholly or in chief value of cellulose acetate, all the foregoing not made into finished or partly finished articles	25 c. per lb.
31 (b) (2)	All compounds of cellulose (except cellulose acetate, but including pyroxylin and other cellulose esters and ethers), and all compounds, combinations, or mixtures of which any such compound is the component material of chief value : Finished or partly finished articles not specially provided for, made in chief value from transparent sheets, bands, or strips not exceeding three one-thousandths of one inch in thickness	50 per cent. <i>ad val.</i>
34	Dried pawpaw juice or papain, natural and uncompounded, not edible, and not specially provided for, but advanced in value or condition by shredding, grinding, chipping, crushing, or any other process or treatment whatever beyond that essen-	

Dans le cas d'un article quelconque, figurant dans la présente liste, pour lequel un taux des droits des Etats-Unis inférieur à celui qui y est spécifié est prévu, conformément à un accord commercial conclu d'après le N° 350 du « Tarif Act » de 1930, tel qu'il a été modifié, ce droit inférieur ne sera pas considéré comme abrogé en raison d'une disposition quelconque de la présente liste.

S'il est accordé une réduction sur le droit de 34 cents par livre de produit nettoyé, applicable aux laines, non spécialement dénommées, en suint ou lavées, du N° 1102 *b*) du « Tarif Act » de 1930, la partie spécifique de tout droit prévu aux N°s 1106, 1107 (sauf en ce qui concerne les articles évalués au maximum à 1 dollar par livre), 1108, 1109 *a*) (sauf en ce qui concerne les articles évalués au maximum à 80 cents par livre), 1109 *b*), 1110, 1112, 1113, 1114 *b*), *c*) et *d*), 1115 *a*) (sauf en ce qui concerne les articles évalués au maximum à 4 dollars par livre), 1115 *b*) et 1119 (sauf en ce qui concerne les articles évalués au maximum à 80 cents par livre) devra, pour autant qu'elle s'applique à des articles entièrement en laine de mouton ou dans lesquels la laine de mouton constitue la matière de principale valeur, être réduite (en arrondissant au cent supérieur ou au cent inférieur par livre) dans la même proportion que le susdit droit de 34 cents par livre de produit nettoyé est réduit ; les droits réduits ainsi calculés pour lesdits articles entreront en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date à laquelle ce droit réduit applicable aux laines, non spécialement dénommées, en suint ou lavées, produit ses effets et resteront en vigueur pendant le reste de la période pendant laquelle ce droit réduit sera en vigueur.

Numéro du <i>Tarif Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
1	Bioxyde de carbone pesant, y compris les contenants immédiats et les cartons, une livre ou moins par carton	1 c. par livre, y compris le poids des contenants et des cartons.
1	Acide stéarique, évalué à plus de 8 cents par livre	15 % <i>ad val.</i>
5	Alginate de sodium	20 % <i>ad val.</i>
7	Carbonate et bicarbonate d'ammoniaque	1 c. par lb.
13	Cirages, poudres, liquides et crèmes pour nettoyer ou polir, n. s. d., ne contenant pas d'alcool	12 ½ % <i>ad val.</i>
20	Craie (blanc d'Espagne ou de Paris), précipitée	15 % <i>ad val.</i>
27 <i>a</i>) (2) et (5)	Métacrésol, orthocrésol et paracrésol, à 75 % de pureté ou plus, mais à moins de 90 %, ainsi que métaparacrésol à 75 % de pureté ou plus	20 % <i>ad val.</i> et 3 ½ c. par lb.
27 <i>b</i>)	Orthocrésol à 90 % de pureté ou plus	10 % <i>ad val.</i> et 1 ¼ c. par lb.
27 <i>b</i>)	Métacrésol et paracrésol, à 90 % de pureté ou plus	15 % <i>ad val.</i> et 3 ½ c. par lb.
31 <i>a</i>) (1)	Acétate de cellulose, ainsi que composés, combinaisons ou mélanges, contenant de l'acétate de cellulose : En blocs, feuilles, tiges, tubes, poudre, flocons, briquettes ou autres formes, avec ou sans colloïde, ainsi que déchets entièrement d'acétate de cellulose ou dont la matière de principale valeur est l'acétate de cellulose, tous ces produits non en articles finis ou partiellement finis	25 c. par lb.
31 <i>b</i>) (2)	Tous composés de cellulose (à l'exception de l'acétate de cellulose, mais y compris la pyroxyline et les autres esters ou éthers de cellulose) et tous composés, combinaisons ou mélanges dont la matière composante de principale valeur est constituée par l'un desdits composés : Articles finis ou partiellement finis, n. s. d., dont la matière de principale valeur est constituée par des feuilles, bandes ou rubans, transparents, d'une épaisseur ne dépassant pas 3/1000 de pouce	50 % <i>ad val.</i>
34	Jus de papayes séché ou papaine, naturel et non composé, non comestible et n. s. d., mais dont la valeur ou la qualité a été augmentée en le coupant, en le broyant, en le hachant, en l'écrasant ou par tout procédé ou traitement quelconque	

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
34 (<i>contd.</i>)	tial to proper packing and the prevention of decay or deterioration pending manufacture, and not containing alcohol.	5 per cent. <i>ad val.</i>
38	Extracts, dyeing and tanning, not containing alcohol :	
	Sumac	15 per cent. <i>ad val.</i>
	Myrobalan	10 per cent. <i>ad val.</i>
	Mangrove	7½ per cent. <i>ad val.</i>
39	Flavoring extracts and natural or synthetic fruit flavors, fruit esters, oils, and essences, all the foregoing not containing alcohol, and not specially provided for	15 per cent. <i>ad val.</i>
41	Isinglass	25 per cent. <i>ad val.</i>
43	Writing and copying ink	10 per cent. <i>ad val.</i>
49	Magnesium carbonate, precipitated	1 c. per lb.
49	Magnesium oxide or calcined magnesia	5 c. per lb.
52	Sod oil	3 c. per gal.
52	Sperm oil, refined or otherwise processed	7 c. per gal.
52	Spermaceti wax	2½ c. per lb.
52	Wool grease :	
	Containing more than 2 per centum of free fatty acids	½ c. per lb.
	Containing 2 per centum or less of free fatty acids and not suitable for medicinal use	1 c. per lb.
	Suitable for medicinal use, including adeps lanae, hydrous or anhydrous	2 c. per lb.
54	Palm-kernel oil	½ c. per lb.
	NOTE. — No Federal internal tax in excess of the rate of 3 cents per pound now provided for in section 602½ of the Revenue Act of 1934, as amended, shall be imposed in the United States in respect of palm-kernel oil. In the event that the United States shall cease to impose an internal tax with respect to palm-kernel oil, the provisions of this Schedule with respect to the tariff treatment of such oil shall cease to be in effect but no tariff rate in excess of 1 cent per pound shall be imposed on such oil.	
58	Patchouli oil, not containing alcohol	12½ per cent. <i>ad val.</i>
61	Bath salts, if perfumed (whether or not having medicinal properties)	37½ per cent. <i>ad val.</i>
65 (a)	Paints, colors, and pigments, commonly known as artists', school, students', or children's paints or colors :	
	(2) In tubes, jars, cakes, pans, or other forms, not exceeding one and one-half pounds net weight each, and valued at 20 cents or more per dozen pieces, and not assembled in paint sets, kits, or color outfits :	
	In tubes or jars	2 c. per tube or jar and 25 per cent. <i>ad val.</i>
	In cakes, pans, or other forms	1¼ c. per cake, pan, or other form and 25 per cent. <i>ad val.</i>
	(4) In bulk, or in any form exceeding one and one-half pounds net weight each	5 c. per oz.
66	Enamel paints, consisting of pigments or colors ground in or mixed with varnish, not specially provided for	15 per cent. <i>ad val.</i>
68	Ultramarine blue, dry, in pulp, or ground in or mixed with oil or water, wash and all other blues containing ultramarine, if valued at more than 10 cents per pound	3 c. per lb.

Numéro du <i>Tarif Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
34 (<i>suite</i>)	autre que celui indispensable à l'emballage approprié ou pour en prévenir l'altération ou la détérioration avant la fabrication, ne contenant pas d'alcool	5 % <i>ad val.</i>
38	Extraits tinctoriaux et tannants, ne contenant pas d'alcool : Sumac Myrobalan Manglier	15 % <i>ad val.</i> 10 % <i>ad val.</i> 7 ½ % <i>ad val.</i>
39	Extraits pour aromatiser ; produits à saveur de fruits, esters, huiles et essences de fruits naturels ou synthétiques ; tous ces produits ne contenant pas d'alcool et n. s. d.	15 % <i>ad val.</i>
41	Ichtyocolle	25 % <i>ad val.</i>
43	Encres à écrire et à copier	10 % <i>ad val.</i>
49	Carbonate précipité de magnésium	1 c. par lb.
49	Oxyde de magnésium ou magnésie calcinée	5 c. par lb.
52	Moëllon	3 c. par gallon.
52	Huile de spermaceti, raffinée ou autrement traitée	7 c. par gallon.
52	Cire de spermaceti	2 ½ c. par lb.
52	Suint :	
	Contenant plus de 2 % d'acides gras libres	½ c. par lb.
	Contenant 2 % ou moins d'acides gras libres et non médicinal	1 c. par lb.
	Médicinal, y compris l'adeps lanae, hydraté ou anhydre	2 c. par lb.
54	Huile de noyaux de palme	½ c. par lb.
	NOTE. — Aucune taxe fédérale intérieure supérieure au taux de 3 cents par livre actuellement prévu par l'art. 602 ½ du « Revenue Act » de 1934, tel qu'il a été modifié, ne sera imposée aux Etats-Unis sur l'huile de noyaux de palme. Au cas où les Etats-Unis cesseraient d'imposer une taxe intérieure sur l'huile de noyaux de palme, les dispositions de la présente liste, en ce qui concerne le traitement douanier de cette huile, cesseront leurs effets, mais aucun droit de douane supérieur à 1 cent par livre ne sera imposé sur ladite huile.	
58	Huile de patchouli, ne contenant pas d'alcool	12 ½ % <i>ad val.</i>
61	Sels pour le bain, parfumés (ayant ou non des propriétés médicinales)	37 ½ % <i>ad val.</i>
65 a)	Peintures, couleurs et pigments, communément connus sous le nom de peintures ou couleurs pour artistes, écoliers, étudiants ou enfants :	
	(2) En tubes, pots, pains, godets ou sous d'autres formes, ne pesant pas plus de 1 ½ livre net par pièce, évalués à 20 cents ou plus par douzaine de pièces et non réunis en assortiments, pochettes ou boîtes :	
	En tubes ou pots	2 c. pièce et 25 % <i>ad val.</i>
	En pains, godets ou sous d'autres formes	1 ¼ c. pièce et 25 % <i>ad val.</i>
	(4) En vrac ou sous toute autre forme pesant plus de 1 ½ livre net par pièce	5 c. par once.
66	Couleurs d'émail, consistant en pigments ou couleurs broyés ou mélangés avec du vernis, n. s. d.	15 % <i>ad val.</i>
68	Bleu d'outremer, sec, en pâte, ou broyé, ou mélangé avec de l'huile ou de l'eau, bleu à linge et tous autres bleus contenant de l'outremer, évalués à plus de 10 cents par livre	3 c. par lb.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
72	Lead pigments : Litharge and red lead	2¼ c. per lb.
	All pigments containing lead, dry or in pulp, or ground in or mixed with oil or water, not specially provided for, and not in chief value of suboxide of lead	20 per cent. <i>ad val.</i>
73	Umbers, crude or not ground	1/16 c. per lb.
73	Synthetic iron-oxide and iron-hydroxide pigments, not specially provided for	15 per cent. <i>ad val.</i>
75	Spirit varnishes, containing 5 per centum or more of methyl alcohol	15 per cent. <i>ad val.</i>
75	Varnishes, including so-called gold size or japan, not specially provided for	15 per cent. <i>ad val.</i>
80	Toilet soap valued at more than 20 cents per pound	20 per cent. <i>ad val.</i>
80	Leather soap, including saddle soap, not specially provided for	10 per cent. <i>ad val.</i>
81	Sodium chloride or salt, in bulk	4 c. per 100 lbs.
82	Sodium hydrosulphite, hydrosulphite compounds, and all com- binations and mixtures of the foregoing.	35 per cent. <i>ad val.</i>
201 (a)	Bath brick, not specially provided for	15 per cent. <i>ad val.</i>
202 (a)	Clay floor and wall tiles, glazed, however provided for in paragraph 202 (a) of the Tariff Act of 1930, valued at more than 40 cents per square foot (except ceramic mosaic tiles and except quarries or quarry tiles)	26 c. per sq. ft., but not less than 30 nor more than 60 per cent. <i>ad val.</i>
202 (a)	Quarries or quarry tiles not less than five-eighths inch in thickness: Valued at not more than 40 cents per square foot	5 c. per sq. ft., but not less than 25 nor more than 70 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than 40 cents per square foot	30 per cent. <i>ad val.</i>
205 (a)	Plaster rock or gypsum, ground or calcined	\$1.40 per ton.
207	Clays or earths, including common blue clay and Cross-Almerode glass pot clay, not specially provided for :	
	Unwrought and unmanufactured	\$1 per ton.
	Wrought or manufactured	\$2 per ton.
207	China clay or kaolin	\$1.75 per ton.
207	Fuller's earth : Unwrought and unmanufactured	\$1 per ton.
	Wrought or manufactured	\$2 per ton.
207	Fluorspar containing more than 97 per centum of calcium fluoride	\$4.20 per ton.
210	Rockingham earthenware, valued at not less than \$1.50 per dozen articles	12 ½ per cent. <i>ad val.</i>
211	Earthenware and crockery ware composed of a non-vitrified absorbent body, including white granite and semiporcelain earthenware, and cream-colored ware, terra cotta, and stone- ware ; any of the foregoing which is tableware, kitchenware, or table or kitchen utensils, painted, colored, tinted, stained, enameled, gilded, printed, ornamented, or decorated in any manner : Plates not exceeding six and five-eighths inches in diameter, and valued at not less than 60 cents per dozen ; plates	

Numéro du <i>Tariff Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
72	Couleurs au plomb : Litharge et minium	2 ¼ c. par lb.
	Toutes couleurs contenant du plomb, sèches ou en pâte, ou broyées, ou mélangées avec de l'huile ou de l'eau, n. s. d., et dont l'élément de principale valeur n'est pas le sous- oxyde de plomb	20% <i>ad val.</i>
73	Terres d'ombre, brutes et non broyées	1/10 c. par lb.
73	Couleurs synthétiques à l'oxyde ou à l'hydroxyde de fer, n. s. d.	15% <i>ad val.</i>
75	Vernis à l'alcool, contenant 5% ou plus d'alcool méthylique.	15% <i>ad val.</i>
75	Vernis, y compris le vernis colle d'or ou du Japon, n. s. d.	15% <i>ad val.</i>
80	Savons de toilette évalués à plus de 20 cents par livre	20% <i>ad val.</i>
80	Savon pour cuir, y compris le savon à selle n. s. d.	10% <i>ad val.</i>
81	Chlorure de sodium ou sel commun, en vrac	4 c. par 100 lbs.
82	Hydrosulfite de soude, composés d'hydrosulfite de soude, ainsi que toutes combinaisons et tous mélanges desdits produits.	35% <i>ad val.</i>
201 a)	Briques à nettoyer les couteaux, n. s. d.	15% <i>ad val.</i>
202 a)	Carreaux d'argile pour pavage et revêtements, vernissés, rangés sous le N° 202 a) du « <i>Tariff Act</i> » de 1930, évalués à plus de 40 cents par pied carré (sauf les carreaux en mosaïque céra- mique et les dalles ou carreaux de carrière).	26 c. par [pied car- ré, sans que le droit puisse être inférieur à 30 ni supérieur à 60% <i>ad val.</i>
202 a)	Dalles ou carreaux de carrière, d'une épaisseur non inférieure à 5/8 de pouce : Évalués à 40 cents ou moins par pied carré	5 c. par pied carré. sans que le droit puisse être infé- rieur à 25 ni supé- rieur à 70% <i>ad val.</i>
205 a)	Évalués à plus de 40 cents par pied carré	30% <i>ad val.</i>
207	Pierre à plâtre ou gypse, moulu ou calciné	\$1.40 par tonne.
207	Argiles ou terres, y compris l'argile bleue commune et l'argile de Gross-Almerode pour la fabrication des creusets de glacières, n. s. d. :	
	Non ouvrées ni manufacturées	\$1 par tonne.
	Ouvrées ou manufacturées	\$2 par tonne.
207	Terre à porcelaine ou kaolin	\$1.75 par tonne.
207	Terre à foulon :	
	Non ouvrée ni manufacturée	\$1 par tonne.
	Ouvrée ou manufacturée	\$2 par tonne.
207	Spath fluor contenant plus de 97% de fluorure de calcium.	\$4.20 par tonne.
210	Poterie de Rockingham, évaluée à pas moins de \$1.50 par dou- zaine d'articles	12 ½% <i>ad val.</i>
211	Poterie et vaisselle composées d'un corps absorbant non vitrifié, y compris la poterie dite granit blanc et semi-porcelaine, poterie de couleur crème, terra-cotta et articles en grès ; tous ces articles constituant des articles et ustensiles de table et de cuisine peints, colorés, teintés, colorés, émaillés, dorés, imprimés, ornés ou décorés d'une manière quelconque :	
	Assiettes ne dépassant pas 6 5/8 de pouces de diamètre, et évalués à pas moins de 60 cents par douzaine ; assiettes	

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
211 (<i>contd.</i>)	exceeding six and five-eighths inches, but not exceeding eight and one-eighth inches in diameter, and valued at not less than 70 cents per dozen ; plates exceeding eight and one-eighth inches, but not exceeding nine and one-eighth inches in diameter, and valued at not less than \$1.05 per dozen ; plates exceeding nine and one-eighth inches in diameter, and valued at not less than \$1.25 per dozen ; cups and their saucers, valued at not less than \$1.25 per dozen cups and dozen saucers ; cups valued at not less than 80 cents per dozen ; saucers valued at not less than 45 cents per dozen ; all the foregoing, not specially provided for . .	10 c. per dozen pieces and 30 per cent. <i>ad val.</i>
212	China, porcelain, and other vitrified wares, including chemical porcelain ware, composed of a vitrified non-absorbent body which when broken shows a vitrified or vitreous, or semi-vitrified or semivitreous fracture, and all bisque and parian wares, including clock cases with or without movements, plaques, pill tiles, ornaments, charms, vases, statues, statuettes, mugs, cups, steins, lamps, and all other articles composed wholly or in chief value of such ware (except sanitary ware and parts and fittings therefor) ; any of the foregoing containing 25 per centum or more of calcined bone :	
	Plain white, not painted, colored, tinted, stained, enameled, gilded, printed, or ornamented or decorated in any manner, and manufactures in chief value of such ware, not specially provided for :	
	Tableware, kitchenware, and table and kitchen utensils	40 per cent. <i>ad val.</i> but not less than 5 c. per doz. separate pieces and 30 per cent. <i>ad val.</i>
	Other	40 per cent. <i>ad val.</i>
	Painted, colored, tinted, stained, enameled, gilded, printed, or ornamented or decorated in any manner, and manufactures in chief value of such ware, not specially provided for :	
	Tableware, kitchenware, and table and kitchen utensils. .	45 per cent. <i>ad val.</i> , but not less than 5 c. per doz. separate pieces and 35 per cent. <i>ad val.</i>
	Other	45 per cent. <i>ad val.</i>
213	Graphite or plumbago, crude or refined :	
	Amorphous	5 per cent. <i>ad val.</i>
	Crystalline lump, chip, or dust	15 per cent. <i>ad val.</i>
214	Ground Cornwall stone	20 per cent. <i>ad val.</i>
216	Brushes, of whatever material composed, and wholly or partly manufactured, for electric motors, generators, or other electrical machines or appliances ; plates, rods, and other forms, of whatever material composed, and wholly or partly manufactured, for manufacturing into the aforesaid brushes . . .	25 per cent. <i>ad val.</i>
216	Articles or wares composed wholly or in part of carbon or graphite, wholly or partly manufactured, not specially provided for	30 per cent. <i>ad val.</i>

Numéro
du Tarif Act des
Etats-Unis, 1930

Désignation des articles

Droits

211 (suite)	<p>dépassant 6 ⁵/₈ de pouces, mais ne dépassant pas 8 ¹/₈ de pouces de diamètre, et évaluées à pas moins de 70 cents par douzaine ; assiettes dépassant 8 ¹/₈ de pouces, mais ne dépassant pas 9 ¹/₈ de pouces de diamètre, et évaluées à pas moins de \$1.05 par douzaine ; assiettes dépassant 9 ¹/₈ de pouces de diamètre, et évaluées à pas moins de \$1.25 par douzaine ; tasses et leurs sous-tasses, évaluées à pas moins de \$1.25 par douzaine de tasses et de sous-tasses ; tasses évaluées à pas moins de 80 cents par douzaine ; sous-tasses évaluées à pas moins de 45 cents par douzaine ; tous ces articles n. s. d.</p>	10 c. par douzaine et 30% <i>ad val.</i>
212	<p>Ouvrages en porcelaine et autres ouvrages vitrifiés, y compris les ouvrages en porcelaine chimique, composés d'un corps vitrifié non absorbant, à cassure vitrifiée ou vitreuse, ou semi-vitrifiée ou semi-vitreuse, ainsi que tous articles en biscuit ou parian, y compris les cages pour pendules avec ou sans mouvement, les plaques, piluliers, ornements, bibelots, vases, statues, statuettes, gobelets, tasses, pots, lampes et tous autres articles entièrement constitués de ces ouvrages ou dans lesquels ces ouvrages constituent l'élément de principale valeur (à l'exception des articles sanitaires, ainsi que de leurs parties et accessoires) ; tous ces articles contenant 25% ou plus de cendres d'os :</p> <p>Entièrement blancs, ni peints, ni colorés, ni teintés, ni colorés, ni émaillés, ni dorés, ni imprimés, ni ornementés, ni décorés d'une manière quelconque, et articles dans lesquels ces ouvrages constituent l'élément de principale valeur, n. s. d. :</p> <p>Articles et ustensiles de table et de cuisine</p>	40% <i>ad val.</i> sans que le droit puisse être inférieur à 5 c. par douzaine de pièces séparées plus 30% <i>ad val.</i>
	<p>Autres</p> <p>Peints, colorés, teintés, colorés, émaillés, dorés, imprimés, ornementés ou décorés d'une manière quelconque, et articles dans lesquels ces ouvrages constituent l'élément de principale valeur, n. s. d. :</p> <p>Articles et ustensiles de table et de cuisine</p>	40% <i>ad val.</i>
	Autres	45% <i>ad val.</i>
213	<p>Graphite ou plombagine, brut ou raffiné :</p> <p>Amorphe</p> <p>Cristallin, en blocs, éclats ou poussières</p>	5% <i>ad val.</i> 15% <i>ad val.</i>
214	Pierre de Cornouailles, broyée	20% <i>ad val.</i>
216	<p>Balais en matières de toute sorte, entièrement ou partiellement manufacturés, pour moteurs électriques, génératrices ou autres machines ou appareils électriques ; plaques, tiges et autres formes en matières de toute sorte, entièrement ou partiellement manufacturées, pour la fabrication desdits balais</p>	25% <i>ad val.</i>
216	<p>Articles ou objets, entièrement ou partiellement en charbon ou en graphite, entièrement ou partiellement manufacturés, n. s. d.</p>	30% <i>ad val.</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
218 (a)	Biological, chemical, metallurgical, pharmaceutical, and surgical articles and utensils of all kinds, including all scientific articles, and utensils, whether used for experimental purposes in hospitals, laboratories, schools or universities, colleges, or otherwise, all the foregoing (except articles provided for in paragraph 217 or in subparagraph (e) of paragraph 218 of the Tariff Act of 1930), finished or unfinished, wholly or in chief value of fused quartz or fused silica	40 per cent. <i>ad val.</i>
218 (b)	Tubes (except gauge glass tubes), rods, canes, and tubing, with ends finished or unfinished, for whatever purpose used, wholly or in chief value of fused quartz or fused silica	30 per cent. <i>ad val.</i>
218 (b)	Gauge glass tubes, wholly or in chief value of glass	35 per cent. <i>ad val.</i>
218 (f)	Table and kitchen articles and utensils, and all articles of every description not specially provided for, composed wholly or in chief value of glass, blown or partly blown in the mold or otherwise, if cut or engraved, however provided for in paragraph 218 (f) of the Tariff Act of 1930, and valued at not less than \$1 each (except articles primarily designed for ornamental purposes, decorated chiefly by engraving and valued at not less than \$8 each)	45 per cent. <i>ad val.</i>
226	Spectacle and eyeglass lenses of glass or pebble, molded or pressed, or ground and polished to a spherical, cylindrical, or prismatic form, and ground and polished plano or coquille glasses, wholly or partly manufactured, with the edges unground, valued at \$10 or more per dozen pairs	25 per cent. <i>ad val.</i>
228 (b)	Photographic lenses, finished or unfinished, not specially provided for, valued at \$5 or more each PROVIDED, That cameras shall not be accorded a reduction in duty by virtue of this item.	30 per cent. <i>ad val.</i>
231	Smalts, frostings, and all ceramic and glass colors, fluxes, glazes, and enamels, all the foregoing, ground or pulverized	15 per cent. <i>ad val.</i>
301	Iron in pigs and iron kentledge, not containing more than four-hundredths of 1 per centum of phosphorus	75 c. per ton.
302 (k)	Chrome metal or chromium metal	25 per cent. <i>ad val.</i>
312	Sashes and frames of iron or steel	15 per cent. <i>ad val.</i>
316 (a)	Wire rope	2½ c. per lb., but not less than 17½ per cent. <i>ad val.</i>
319 (a)	Iron or steel anchors and parts thereof	15 per cent. <i>ad val.</i>
321	Antifriction balls and rollers, metal balls and rollers commonly used in ball or roller bearings, whether finished or unfinished, for whatever use intended	8 c. per lb. and 25 per cent. <i>ad val.</i>
327	Castings of malleable iron for heel and other plates for boots and shoes	10 per cent. <i>ad val.</i>
329	Chains of iron or steel, used for the transmission of power, of not more than two-inch pitch and containing more than three parts per pitch, and parts thereof, finished or unfinished, all the foregoing if valued at not less than 40 cents per pound	25 per cent. <i>ad val.</i>

Numéro du <i>Tariff Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
218 a)	Articles et ustensiles de toute sorte pour la biologie, la chimie, la métallurgie, la pharmacie et la chirurgie, y compris tous articles et ustensiles pour les sciences, employés soit pour des expériences dans des hôpitaux, des laboratoires, des écoles, des universités ou des collèges, soit pour d'autres usages, tous ces articles (à l'exception de ceux dénommés au N° 217 ou dans le litt. e) du N° 218 du « <i>Tariff Act</i> » de 1930), finis ou non, composés entièrement de quartz fondu ou de silice fondue ou dans lesquels ces matières constituent l'élément de principale valeur	40% <i>ad val.</i>
218 b)	Tubes (à l'exception des tubes en verre gradués), tiges, baguettes et tuyauterie, avec bouts finis ou non, quelle que soit leur destination, entièrement en quartz fondu ou en silice fondue ou dans lesquels ces matières constituent l'élément de principale valeur	30% <i>ad val.</i>
218 b)	Tubes gradués, entièrement en verre ou dans lesquels le verre constitue l'élément de principale valeur	35% <i>ad val.</i>
218 f)	Articles et ustensiles de table et de cuisine et tous articles n. s. d., composés entièrement en verre ou dans lesquels le verre constitue l'élément de principale valeur, soufflés ou partiellement soufflés dans le moule ou autrement, taillés ou gravés, rangés sous le N° 218 f) du « <i>Tariff Act</i> » de 1930 et évalués à pas moins de \$ 1 pièce (sauf les articles originaires destinés à des buts d'ornementation, principalement décorés par la gravure et évalués à pas moins de \$8 pièce)	45% <i>ad val.</i>
226	Lentilles en verre ou cristal de roche, pour lunettes ou pince-nez, moulées ou pressées ou bien passées à la meule et polies en forme sphérique, cylindrique ou prismatique, ainsi que verres dits plans ou coquilles passés à la meule et polis, entièrement ou partiellement manufacturés, avec bords non passés à la meule, évalués à \$10 ou plus par douzaine de paires	25% <i>ad val.</i>
228 b)	Lentilles photographiques, finies ou non, n. s. d. évaluées à \$5 ou plus pièce	30% <i>ad val.</i>
NOTE. — Les appareils photographiques ne bénéficient d'aucune réduction de droits en vertu du présent numéro.		
231	Smalt, givre, ainsi que couleurs, flux, glaçures et émaux de toutes sortes, pour céramique et verre, moulés ou pulvérisés	15% <i>ad val.</i>
301	Fer en gueuses et en saumons, ne contenant pas plus de 0,04 % de phosphore	75 c. par tonne.
302 k)	Chrome métallique	25% <i>ad val.</i>
312	Châssis et charpentes en fer ou en acier	15% <i>ad val.</i>
316 a)	Cordages en fils métalliques	2½ c. par lb., sans que le droit puisse être inférieur à 17½ ni supérieur à 35% <i>ad val.</i>
319 a)	Ancres en fer ou acier et leurs parties	15% <i>ad val.</i>
321	Billes et rouleaux antifriction, billes et rouleaux métalliques employés ordinairement dans les roulements à billes ou à rouleaux, finis ou non, quel que soit l'usage auquel ils sont destinés	8 c. par lb. et 25% <i>ad val.</i>
327	Moulages en fer malléable pour talons et autres plaques pour bottines et souliers	10% <i>ad val.</i>
329	Chaînes en fer ou en acier, pour transmission de force, dont le pas ne mesure pas plus de 2 pouces et contenant plus de 3 pièces par pas, ainsi que leurs parties, finies ou non, évaluées à pas moins de 40 cents par livre.	25% <i>ad val.</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
329	Chains used for the transmission of power, and parts thereof, not specially provided for	25 per cent. <i>ad val.</i>
335	Grit, shot, and sand of iron or steel, in any form	$\frac{5}{8}$ c. per lb.
337	Card clothing not actually and permanently fitted to and attached to carding machines or to parts thereof at the time of importation :	
	When manufactured with round iron or untempered round steel wire	15 per cent. <i>ad val.</i>
	When manufactured with tempered round steel wire, or with plated wire, or other than round iron or steel wire, or with felt face, wool face, or rubber-face cloth containing wool	35 per cent. <i>ad val.</i>
339	Carbonated water syphons which are table, household, kitchen, or hospital utensils, composed wholly or in chief value of copper, brass, steel, or other base metal (other than aluminum), not plated with platinum, gold, or silver, and not specially provided for	25 per cent. <i>ad val.</i>
339	Table, household, kitchen, and hospital utensils, and hollow or flat ware, not specially provided for :	
	Plated with silver on nickel silver or copper	35 per cent. <i>ad val.</i>
	Composed wholly or in chief value of copper (including copper in alloys other than brass), not plated with platinum, gold, or silver, and not specially provided for	35 per cent. <i>ad val.</i>
	Composed wholly or in chief value of pewter, not plated with platinum, gold, or silver, and not specially provided for	25 per cent. <i>ad val.</i>
343	Tape, knitting, and all other needles, not specially provided for, and bodkins of metal	30 per cent. <i>ad val.</i>
343	Needle cases or needle books, furnished with assortments of needles only, and valued at not less than \$1.25 per dozen cases or books	30 per cent. <i>ad val.</i>
345	Saddlery and harness hardware :	
	Buckles, rings, snaps, bits, swivels, and all other articles of iron, steel, brass, composition, or other metal, not plated with gold or silver, commonly or commercially known as harness hardware	20 per cent. <i>ad val.</i>
	All articles of iron, steel, brass, composition, or other metal, not plated with gold or silver, commonly or commercially known as saddlery or riding bridle hardware	25 per cent. <i>ad val.</i>
	All the foregoing, if plated with gold or silver	30 per cent. <i>ad val.</i>
346	Belt buckles, trouser buckles, and waistcoat buckles, shoe or slipper buckles, and parts thereof, made wholly or partly of iron, steel, or other base metal :	
	Valued at more than 20 and not more than 50 cents per hundred	7 c. per 100 and 10 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than 50 cents and not more than \$1.66 $\frac{2}{3}$ per hundred	10 c. per 100 and 10 per cent. <i>ad val.</i>
349	Buttons of metal, not specially provided for.	$\frac{1}{2}$ c. per line per gross and 10 per cent. <i>ad val.</i>
350	Pins with solid heads, without ornamentation, not plated with gold or silver, and not commonly known as jewelry : Hair pins and dressmakers' or common pins	30 per cent. <i>ad val.</i>

Numéro du Tarif Act des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
329	Chaînes pour transmission de force, ainsi que leurs parties, n. s. d.	25 % <i>ad val.</i>
335	Limaille, grenaille et battitures de fer ou d'acier, sous toutes formes	5/8 c. par lb.
337	Garnitures de cardes, non ajustées ni fixées à demeure à des machines à carder ou à des parties de ces machines au moment de l'importation : Fabriquées avec du fil de fer rond ou avec du fil d'acier rond non trempé.	15 % <i>ad val.</i>
	Fabriquées avec du fil d'acier rond trempé, du fil plaqué ou du fil autre que le fil de fer ou d'acier rond, ou avec surface en feutre, laine ou tissu caoutchouté contenant de la laine	35 % <i>ad val.</i>
339	Siphons pour eau gazeuse en tant qu'ustensiles de table, de ménage, de cuisine et d'hôpital, entièrement en cuivre, en laiton, en acier ou en autre métal ordinaire (autre que l'aluminium) ou dans lesquels ces métaux constituent l'élément de principale valeur, non plaqués de platine, d'or ni d'argent, et n. s. d.	25 % <i>ad val.</i>
339	Ustensiles de table, de ménage, de cuisine et d'hôpital, ainsi que vaisselle creuse ou plate, n. s. d. : Plaqués d'argent sur du maillechort ou du cuivre	35 % <i>ad val.</i>
	Entièrement en cuivre (y compris les alliages de cuivre, autres que le laiton) ou dans lesquels le cuivre ou ses alliages constituent l'élément de principale valeur, non plaqués de platine, d'or ni d'argent, et n. s. d.	35 % <i>ad val.</i>
	Entièrement en étain ou dans lesquels l'étain constitue l'élément de principale valeur, non plaqués de platine, d'or ni d'argent et n. s. d.	25 % <i>ad val.</i>
343	Aiguilles à passe-lacets, à tricoter et toutes autres n. s. d., et poinçons en métal.	30 % <i>ad val.</i>
343	Étuis ou carnets garnis uniquement d'assortiments d'aiguilles et évalués à pas moins de \$1.25 par douzaine d'étuis ou de carnets.	30 % <i>ad val.</i>
345	Pièces en métal pour sellerie et harnais : Boucles, anneaux, fermoirs, mors, tourets et porte-rênes et tous autres articles en fer, acier, laiton, composition ou autre métal, non plaqués d'or ou d'argent, connus habituellement ou commercialement sous le nom de pièces en métal pour harnais	20 % <i>ad val.</i>
	Tous articles en fer, acier, laiton, composition ou autre métal, non plaqués d'or ou d'argent, connus habituellement ou commercialement sous le nom de pièces en métal pour sellerie ou bridons	25 % <i>ad val.</i>
	Tous les articles ci-dessus, plaqués d'or ou d'argent	30 % <i>ad val.</i>
346	Boucles pour ceintures, pantalons et gilets, boucles pour souliers ou pantoufles et leurs parties, entièrement ou partiellement en fer, acier ou autre métal commun évalués : A plus de 20 et pas plus de 50 cents le cent	7 c. par centaine et 10 % <i>ad val.</i>
	A plus de 50 et pas plus de \$1.66 2/3 le cent	10 c. par centaine et 10 % <i>ad val.</i>
349	Boutons en métal, n. s. d.	1/2 c. par ligne et grosse et 10 % <i>ad val.</i>
350	Épingles à tête refoulée, sans ornements, non plaquées d'or ou d'argent et non connues habituellement comme bijouterie : Épingles à cheveux et épingles pour la couture ou communes.	30 % <i>ad val.</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
351	Pens, not specially provided for :	
	Of plain or carbon steel	12 c. per gross.
	Wholly or in part of other metal	14 c. per gross.
	Any of the foregoing with nib and barrel in one piece	15 c. per gross.
353	Electrical telegraph (including printing and typewriting) apparatus, instruments (other than laboratory), and devices, finished or unfinished, wholly or in chief value of metal	17½ per cent. <i>ad val.</i>
353	Cordage machines having as an essential feature an electrical element or device, finished or unfinished, wholly or in chief value of metal, and not specially provided for	20 per cent. <i>ad val.</i>
353	Tobacco cutting machines and industrial cigarette making machines, having as an essential feature an electrical element or device, finished or unfinished, wholly or in chief value of metal, and not specially provided for	22½ per cent. <i>ad val.</i>
353	Machines for packaging pipe tobacco, machines for wrapping cigarette packages, and machines for wrapping candy; combination candy cutting and wrapping machines; all the foregoing having as an essential feature an electrical element or device, finished or unfinished, wholly or in chief value of metal, and not specially provided for	17½ per cent. <i>ad val.</i>
353	Internal-combustion engines having as an essential feature an electrical element or device, finished or unfinished, wholly or in chief value of metal, and not specially provided for :	
	Carburetor type	17½ per cent. <i>ad val.</i>
	Other than carburetor type :	
	Horizontal type, weighing not over five thousand pounds each	17½ per cent. <i>ad val.</i>
	Other than horizontal type, weighing not over two thousand five hundred pounds each	17½ per cent. <i>ad val.</i>
353	Electrical signaling, radio, welding, and ignition apparatus, instruments (other than laboratory), and devices; electrical generators, transformers, converters, double current and motor generators, dynamotors, and all other articles suitable for producing, rectifying, modifying, controlling, or distributing electrical energy, and articles having as an essential feature an electrical element or device, such as electric motors, locomotives, portable tools, furnaces, heaters, ovens, refrigerators, and signs (except telephone, wiring, diagnostic, and therapeutic apparatus, instruments, and devices, primary cells, flashlights, switches, switch gear, fans, blowers, washing machines, and machines not herein provided for by name which would be dutiable under paragraph 372 of the Tariff Act of 1930 if of a kind which could be designed to operate without such electrical element or device, and except articles of a class or kind with respect to which United States import duties have been reduced or bound against increase pursuant to any Agreement heretofore concluded under section 350 of such Act, as amended); all the foregoing, not specially provided for, finished or unfinished, wholly or in chief value of metal, and not provided for heretofore in any item numbered 353 in this Schedule	25 per cent. <i>ad val.</i>

Numéro du <i>Tarif Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
351	Plumes n. s. d. : En acier ordinaire ou au carbone. Entièrement ou partiellement en autre métal Avec bec et tuyau d'une seule pièce	12 c. par grosse. 14 c. par grosse. 15 c. par grosse.
353	Appareils, instruments (autres que de laboratoire) et dispositifs de télégraphe électrique (y compris les machines à imprimer ou à écrire), finis ou non, entièrement en métal ou dont le métal constitue la matière de principale valeur	17½% <i>ad val.</i>
353	Machines pour la fabrication des cordages, ayant comme caracté- ristique essentielle un élément ou dispositif électrique, finies ou non, entièrement en métal ou dont le métal constitue la matière de principale valeur, et n. s. d.	20% <i>ad val.</i>
353	Machines à couper le tabac et machines industrielles pour la fabrication des cigarettes ayant comme caractéristique essen- tielle un élément ou dispositif électrique, finies ou non, entiè- rement en métal ou dont le métal constitue la matière de prin- cipale valeur et n. s. d.	22½% <i>ad val.</i>
353	Machines pour la mise en paquets du tabac pour la pipe, machines à couvrir les paquets de cigarettes d'une enveloppe, et machines à emballer les sucreries ; machines combinées pour le coupage et pour envelopper les sucreries ; toutes ces machines ayant comme caractéristique essentielle un élément ou dispositif électrique, finies ou non, entièrement en métal ou dont le métal constitue la matière de principale valeur, et n. s. d.	17½% <i>ad val.</i>
353	Moteurs à combustion interne ayant comme caractéristique essentielle un élément ou un dispositif électrique, finis ou non, entièrement en métal ou dont le métal constitue la matière de principale valeur, et n. s. d. : Du type à carburateur Autres que du type à carburateur : Du type horizontal, ne pesant pas plus de 5,000 livres pièce	17½% <i>ad val.</i> 17½% <i>ad val.</i>
353	Autres que du type horizontal, ne pesant pas plus de 2,500 livres pièce	17½% <i>ad val.</i>
353	Appareils, instruments (autres que de laboratoire) et dispositifs électriques de signalisation, de radio, de soudure et d'allumage ; générateurs électriques, transformateurs, convertisseurs, géné- rateurs à double phase et générateurs à moteur, dynamos et tous autres articles susceptibles de produire, de redresser, de transformer, de contrôler ou de distribuer l'énergie électrique, et articles ayant comme caractéristique essentielle un élément ou un dispositif électrique, tels que moteurs, locomotives, outils portatifs, fourneaux, réchauds, fours, réfrigérants et enseignes électriques (à l'exception des appareils, instruments et dispositifs pour la téléphonie, la pose de conducteurs élec- triques, le diagnostic et la thérapeutique, cellules primaires, lampes électriques de poche, interrupteurs et leurs mécanismes de commande, ventilateurs, machines soufflantes, machines à laver et machines n. s. d. qui pourraient être taxées d'après le N ^o 372 du « <i>Tarif Act</i> » de 1930 si elles sont d'une espèce qui pourrait être destinée à fonctionner sans un tel élément ou dispositif électrique, à l'exception d'articles d'une classe ou espèce pour lesquelles les Etats-Unis ont réduit les droits d'importation ou les ont consolidés à la suite de tout accord, conclu précédemment, conformément à l'article 350 de l'Act précité, tel qu'il a été modifié) ; tous ces articles, n. s. d., finis ou non finis, entièrement en métal ou dont le métal constitue la matière de principale valeur et non dénommés ci-dessus dans l'un des N ^{os} 353 de la présente liste	25% <i>ad val.</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
353	Machines having as an essential feature an electrical element or device and which would be dutiable under paragraph 372 of the Tariff Act of 1930 if of a kind which could be designed to operate without such electrical element or device (except articles of a class or kind with respect to which United States import duties have been reduced or bound against increase pursuant to any Agreement heretofore concluded under section 350 of such Act, as amended) ; all the foregoing, not specially provided for, finished or unfinished, wholly or in chief value of metal, and not provided for heretofore in any item numbered 353 in this Schedule	27 ½ per cent. <i>ad val.</i>
353	Parts, not specially provided for, finished or unfinished, wholly or in chief value of metal, of any articles provided for in any item numbered 353 in this Schedule, shall be dutiable at the same rate of duty as the articles of which they are parts.	
355	Table, butchers', carving, cooks', hunting, kitchen, bread, cake, pie, slicing, cigar, butter, vegetable, fruit, cheese, canning, fish, carpenters' bench, curriers, drawing, farriers', fleshing, hay, sugar-beet, beet-topping, tanners', plumbers', painters', palette, artists', shoe, and similar knives, forks, and steels, and cleavers, all the foregoing, finished or unfinished, not specially provided for :	
	With handles of mother-of-pearl, shell, ivory, deer, or other animal horn	8 c. each and 25 per cent. <i>ad val.</i>
	With handles plated with and in chief value of silver . . .	10 c. each and 25 per cent. <i>ad val.</i>
	With handles of silver (other than plated with silver), or other metal than aluminum, nickel silver, iron or steel	16 c. each and 35 per cent. <i>ad val.</i>
	With handles of hard rubber, solid bone, celluloid, or any pyroxylin, casein, or similar material :	
	Table, carving, cake, pie, butter, fruit, cheese, and fish .	4 c. each and 25 per cent. <i>ad val.</i>
	Other	8 c. each and 35 per cent. <i>ad val.</i>
	With handles of wood or wood and steel if specially designed for other than household, kitchen, or butchers' use, or with handles of nickel silver or steel other than austenitic :	
	If less than four inches in length, exclusive of handle . . .	2 c. each and 25 per cent. <i>ad val.</i>
	If four inches in length or over, exclusive of handle (except hay forks and four-tined manure forks)	4 c. each and 25 per cent. <i>ad val.</i>
	With handles of any other material, including those with handles of wood or wood and steel not specially designed for other than household, kitchen, or butchers' use :	
	If less than four inches in length, exclusive of handle . . .	2 c. each and 35 per cent. <i>ad val.</i>
	If four inches in length or over, exclusive of handle (except hay forks and four-tined manure forks)	8 c. each and 35 per cent. <i>ad val.</i>

Numéro du <i>Tariff Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
353	Machines ayant comme caractéristiques essentielles un élément ou un dispositif électrique, qui pourraient être taxées d'après le N° 372 du « <i>Tariff Act</i> » de 1930 si elles sont d'une espèce qui pourrait être destinée à fonctionner sans un tel élément ou dispositif électrique (à l'exception des articles d'une classe ou espèce pour lesquelles les Etats-Unis ont réduit les droits ou les ont consolidés à la suite de tout accord conclu précédemment, conformément à l'article 350 de l'Act précité, tel qu'il a été modifié) ; tous ces articles, n. s. d., finis ou non finis, entièrement en métal ou dont le métal constitue la matière de principale valeur et non dénommés ci-dessus dans l'un des N°s 353 de la présente liste	27½% <i>ad val.</i>
353	Les parties n. s. d., finies ou non, entièrement ou principalement en métal, de tous les articles rangés sous l'un des N°s 353 de la présente liste seront taxées au même droit que les articles dont elles constituent des parties.	
355	Couteaux de table, de bouchers, à découper, de cuisiniers, de chasse, de cuisine, à pain, à gâteaux, à tartes, à découper en tranches minces, à cigares, à beurre, à légumes, à fruits, à fromages, ouvre-boîtes, couteaux à poissons, ciseaux de menuisiers, couteaux de corroyeurs, planes, butes de maréchal ferrant, écharnoirs, couteaux à foin, à betteraves à sucre, à étêter les betteraves, de tanneurs, de plombiers, de peintres, à palettes, pour artistes, de cordonniers et similaires, fourchettes, fusils à aiguiser et fendoirs, tous ces articles finis ou non, n. s. d. :	
	Avec manches en nacre, écaille, ivoire, bois de cerf ou corne d'autres animaux	8 c. chaque et 25% <i>ad val.</i>
	Avec manches plaqués d'argent ou dont l'argent constitue la matière de principale valeur	10 c. chaque et 25% <i>ad val.</i>
	Avec manches en argent (autres que plaqués d'argent) ou en autres métaux que l'aluminium, le maillechort, le fer ou l'acier	16 c. chaque et 35% <i>ad val.</i>
	Avec manches en caoutchouc durci, os, celluloïd ou en pyroxyline, caséine ou matières similaires :	
	Couteaux de table, à découper, à gâteaux, à tartes, à beurre, à fromages et à poissons	4 c. chaque et 25% <i>ad val.</i>
	Autres	8 c. chaque et 35% <i>ad val.</i>
	Avec manches en bois ou en bois et acier, à condition qu'ils soient destinés à un usage autre que domestique, de cuisine ou de bouchers, ou avec manche en maillechort ou en acier autre qu'austénitique :	
	D'une longueur inférieure à 4 pouces, manche non compris	2 c. chaque et 25% <i>ad val.</i>
	D'une longueur de 4 pouces ou plus, manche non compris	4 c. chaque et 25% <i>ad val.</i>
	Avec manches en toutes autres matières, y compris ceux avec manches en bois ou en bois et acier, non spécialement destinés à un usage autre que domestique, de cuisine ou de bouchers :	
	D'une longueur inférieure à 4 pouces, manche non compris	2 c. chaque et 35% <i>ad val.</i>
	D'une longueur de 4 pouces ou plus, manche non compris	8 c. chaque et 35% <i>ad val.</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
355 (<i>contd.</i>)	Any of the foregoing without handles : With blades less than six inches in length	2 c. each and 25 per cent. <i>ad val.</i>
	With blades six inches or more in length (except hay forks and four-tined manure forks)	4 c. each and 25 per cent. <i>ad val.</i>
355	Hay forks and four-tined manure forks, all the foregoing, finished or unfinished, not specially provided for, with handles of any material other than those specifically mentioned in paragraph 355 of the Tariff Act of 1930, if four inches in length or over, exclusive of handle	2 c. each and 12 per cent. <i>ad val.</i>
355	Hay forks and four-tined manure forks, finished or unfinished, not specially provided for, any of the foregoing without handles, with blades six inches or more in length	2 c. each and 12 per cent. <i>ad val.</i>
356	Planing-machine knives, tannery and leather knives, tobacco knives, paper and pulp mill knives, shear blades, circular cloth cutters, circular cork cutters, circular cigarette cutters, and all other cutting knives and blades used in power or hand machines (except knives and blades for meat-cutting, meat-slicing, or meat-chopping machines).	20 per cent. <i>ad val.</i>
357	Pruning and sheep shears, and blades for the same, finished or unfinished, valued at more than \$1.75 per dozen	10 c. each and 22½ per cent. <i>ad val.</i>
358	Safety razors, and safety-razor handles and frames.	5 c. each and 15 per cent. <i>ad val.</i>
358	Blades for safety razors : In strips	½ c. each and 15 per cent. <i>ad val.</i>
	All other, finished or unfinished	½ c. each and 15 per cent. <i>ad val.</i>
360	Pyrometers and moisture testers which are scientific or laboratory instruments, apparatus, utensils, or appliances, and parts thereof, wholly or in chief value of metal, and not plated with gold, silver, or platinum, finished or unfinished, and not specially provided for	25 per cent. <i>ad val.</i>
365	Shotguns and rifles valued at more than \$50 each.	32½ per cent. <i>ad val.</i>
368 (<i>a</i>)	Ships' logs, standard marine chronometers having spring-detent escapements, and depth-sounding mechanisms, devices, and instruments ; all the foregoing intended or suitable for measuring time, distance, or speed, whether or not in cases, containers, or housings : (1) Valued at more than \$10 each	\$2.25 each.
	(2) Any of the foregoing shall be subject to an additional duty of	32½ per cent. <i>ad val.</i>
	(3) Any of the foregoing containing jewels shall be subject to an additional cumulative duty of	12½ c. for each such jewel.
368 (<i>c</i>)	Parts specified hereunder for any of the articles specified in item 368 (<i>a</i>) of this Schedule shall be dutiable as follows : (1) Parts (except plates provided for in clause (2) of subparagraph 368 (<i>c</i>) of the Tariff Act of 1930, and jewels) imported in the same shipment with complete movements, mechanisms, devices, or instruments, provided for in item 368 (<i>a</i>) of this Schedule (whether or not suitable for use in such movements, mechanisms, devices, or instruments)	22½ per cent. <i>ad val.</i>

Numéro du <i>Tarif Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
355 (<i>suite</i>)	Tous les articles susmentionnés, sans manche :	
	Avec lames d'une longueur inférieure à 6 pouces	2 c. chaque et 25% <i>ad val.</i>
	Avec lames d'une longueur de 6 pouces ou plus	4 c. chaque et 25% <i>ad val.</i>
355	Fourches à foin et fourches à fumier à 4 dents, finies ou non finies, n. s. d., avec manches en toutes matières autres que celles mentionnées au N° 355 du « <i>Tarif Act</i> » de 1930, d'une longueur de 4 pouces ou plus, manches non compris . . .	2 c. chaque et 12% <i>ad val.</i>
355	Fourches à foin et fourches à fumier à 4 dents, finies ou non finies, n. s. d., sans manche, avec dents de 6 pouces de longueur ou plus	2 c. chaque et 12% <i>ad val.</i>
356	Couteaux pour machines à raboter, couteaux pour tanneries et à cuirs, couteaux à tabac, couteaux pour fabriques de papier et de pâte à papier, lames de cisailles, disques pour couper le drap, le liège, les cigarettes et tous autres couteaux et lames pour machines à force motrice ou à main (à l'exception des couteaux et des lames pour couper ou hacher la viande) . .	20% <i>ad val.</i>
357	Sécateurs et forces, ainsi que leurs lames, finis ou non, évalués à plus de \$1.75 par douzaine	10 c. chaque et 22½% <i>ad val.</i>
358	Rasoirs de sûreté, ainsi que leurs manches et montures	5 c. chaque et 15% <i>ad val.</i>
358	Lames pour rasoirs de sûreté :	
	En bandes	½ c. chaque et 15% <i>ad val.</i>
	Toutes autres, finies ou non	½ c. chaque et 15% <i>ad val.</i>
360	Pyromètres et hygromètres constituant des instruments, appareils, ustensiles ou accessoires scientifiques et de laboratoire, ainsi que leurs parties, entièrement en métal ou dans lesquels un métal constitue l'élément de principale valeur, non plaqués d'or, d'argent ou de platine, finis ou non, et n. s. d. . . .	25% <i>ad val.</i>
365	Fusils à plomb et carabines, évalués à plus de \$50 pièce . .	32½% <i>ad val.</i>
368 a)	Lochs de bateaux, chronomètres marins standard à échappement à ressort, ainsi que mécanismes, dispositifs et instruments de sonde ; tous ces articles destinés ou propres à mesurer le temps, la distance ou la vitesse, avec ou sans boîtes, cages ou étuis :	
	1. Évalués à plus de \$10 pièce.	\$2.25 chaque.
	2. Tous ces articles acquitteront un droit additionnel de . . .	32½% <i>ad val.</i>
	3. Tous ces articles renfermant des rubis acquitteront un droit additionnel cumulatif de	12½ c. par rubis.
368 c)	Les pièces ci-dessous destinées aux articles dénommés dans le N° 368 a) de la présente liste seront taxées comme suit : (1) Pièces (à l'exception des platines prévues au § 2 du N° 368 c) du « <i>Tarif Act</i> » de 1930 et des rubis) importées dans le même envoi avec des mouvements, mécanismes, dispositifs ou instruments complets du N° 368 a) de la présente liste, pouvant ou non servir à de tels mouvements, mécanismes, dispositifs ou instruments	22½% <i>ad val.</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
368 (c) (contd.)	But this clause of this item shall not be applicable to that portion of all the parts in the shipment which exceeds in value 1½ per centum of the value of such complete movements, mechanisms, devices, or instruments.	
	(6) All other parts (except jewels and except those provided for in sub-paragraph 368 (c) (2), (3), (4), and (5) of the Tariff Act of 1930)	32½ per cent. <i>ad val.</i>
369 (b)	Motor cycles, whether finished or unfinished	10 per cent. <i>ad val.</i>
369 (c)	Parts (except tires and except parts wholly or in chief value of glass) for motor cycles, finished or unfinished, not specially provided for	15 per cent. <i>ad val.</i>
370	Internal-combustion motor-boat engines : Carburetor type Other than carburetor type, weighing not more than two thousand five hundred pounds each	17½ per cent. <i>ad val.</i> 17½ per cent. <i>ad val.</i>
371	Bicycles with or without tires, having wheels in diameter (measured to the outer circumference of the tire) : Over twenty-five inches	\$2.50 each, but not less than 15 nor more than 30 per cent. <i>ad val.</i>
	Over nineteen, but not over twenty-five inches	\$2 each, but not less than 15 nor more than 30 per cent. <i>ad val.</i>
	Not over nineteen inches	\$1.25 each, but not less than 15 nor more than 30 per cent. <i>ad val.</i>
371	Frames for bicycles	\$1.25 each, but not less than 15 nor more than 30 per cent. <i>ad val.</i>
372	Reciprocating steam engines (except locomotives)	10 per cent. <i>ad val.</i>
372	Sewing machines, not specially provided for : Valued at not more than \$75 each Valued at more than \$75 each	15 per cent. <i>ad val.</i> 15 per cent. <i>ad val.</i>
372	Steam turbines	20 per cent. <i>ad val.</i>
372	Lace-making machines, and machines for making lace curtains, nets, and nettings (except Levers or go-through lace machines)	15 per cent. <i>ad val.</i>
372	Circular knitting machines, finished or unfinished	20 per cent. <i>ad val.</i>
372	Braiding, lace braiding, and insulating machines, and all other similar textile machinery, finished or unfinished, not specially provided for	20 per cent. <i>ad val.</i>
372	Textile machinery, finished or unfinished, not specially provided for, for textile manufacturing or processing prior to the making of fabrics or woven, knit, crocheted, or felt articles not made from fabrics (except worsted combs, bleaching, printing, dyeing, or finishing machinery, and machinery for making synthetic textile filaments, bands, strips, or sheets)	20 per cent. <i>ad val.</i>

Numéro du <i>Tarif Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
368 c) (suite)	NOTE. — La stipulation du présent paragraphe n'est pas applicable à la partie de toutes les pièces de l'envoi dépassant 1½% de la valeur desdits mouvements, mécanismes, dispositifs et instruments complets. (6) Toutes autres pièces (à l'exception des rubis et des pièces rangées sous le N° 368 c) (2), (3), (4) et (5) du « <i>Tarif Act</i> » de 1930)	32½% <i>ad val.</i>
369 b)	Motocyclettes finies ou non	10% <i>ad val.</i>
369 c)	Parties (à l'exception des bandages et des parties entièrement en verre ou dont le verre constitue la matière de principale valeur) pour motocyclettes, finies ou non, n. s. d.	15% <i>ad val.</i>
370	Moteurs à combustion interne pour canots automobiles : Du type à carburateur Autre que du type carburateur, ne pesant pas plus de 2,500 livres pièce	17½% <i>ad val.</i> 17½% <i>ad val.</i>
371	Bicyclettes avec ou sans pneus dont les roues ont un diamètre (mesuré sur la circonférence extérieure du pneu) : De plus de 25 pouces Au-dessus de 19 jusqu'à 25 pouces Jusqu'à 19 pouces	\$2.50 chaque, sans que le droit puisse être inférieur à 15 ni supérieur à 30% <i>ad val.</i> \$2 chaque, sans que le droit puisse être inférieur à 15 ni supérieur à 30% <i>ad val.</i> \$1.25 chaque sans que le droit puisse être inférieur à 15 ni supérieur à 30% <i>ad val.</i>
371	Cadres de bicyclettes	\$1.25 chaque, sans que le droit puisse être inférieur à 15 ni supérieur à 30% <i>ad val.</i>
372	Machines à vapeur à mouvement alternatif, excepté les locomotives	10% <i>ad val.</i>
372	Machines à coudre n. s. d., évaluées à : Pas plus de \$75 pièce Plus de \$75 pièce	15% <i>ad val.</i> 15% <i>ad val.</i>
372	Turbines à vapeur	20% <i>ad val.</i>
372	Métiers à dentelles et métiers à rideaux de dentelle, à tulle et à réseaux (excepté les métiers Lever ou à mouvement continu)	15% <i>ad val.</i>
372	Métiers circulaires à bonneterie, finis ou non	20% <i>ad val.</i>
372	Machines à fabriquer les galons, les cordounets et les rubans isolants, ainsi que toutes autres machines textiles similaires, finies ou non, n. s. d.	20% <i>ad val.</i>
372	Machines textiles, finies ou non, n. s. d., pour l'ouvraison ou la préparation des matières textiles avant la fabrication des tissus ou des articles tissés, tricotés, faits au crochet ou en feutre, non fabriqués au moyen de tissus (à l'exception des peignes à peigner, des machines à blanchir, imprimer, teindre ou finir, de même que des machines pour la fabrication des filaments, bandes, rubans ou feuilles en matières textiles synthétiques)	20% <i>ad val.</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
372	Textile machinery, finished or unfinished, not specially provided for, and not provided for heretofore in any item numbered 372 in this Schedule (except worsted combs, machinery for making synthetic textile filaments, bands, strips, or sheets, looms, or bleaching, printing, dyeing, and finishing machinery, and not including any article of a class or kind with respect to which United States import duties have been reduced or bound against increase pursuant to any trade agreement heretofore concluded under section 350 of the Tariff Act of 1930, as amended)	25 per cent. <i>ad val.</i>
372	Cordage machines, finished or unfinished, not specially provided for	20 per cent. <i>ad val.</i>
372	Combination cases and sharpening mechanisms for safety razors	22 ½ per cent. <i>ad val.</i>
372	Tobacco cutting machines and industrial cigarette making machines, finished or unfinished, not specially provided for.	22 ½ per cent. <i>ad val.</i>
372	Machines for packaging pipe tobacco, machines for wrapping cigarette packages, and machines for wrapping candy; combination candy cutting and wrapping machines; all the foregoing, finished or unfinished, not specially provided for.	17 ½ per cent. <i>ad val.</i>
372	Internal-combustion engines, finished or unfinished, not specially provided for:	
	Carburetor type.	17 ½ per cent. <i>ad val.</i>
	Other than carburetor type:	
	Horizontal type, weighing not over five thousand pounds each	17 ½ per cent. <i>ad val.</i>
	Other than horizontal type, weighing not over two thousand five hundred pounds each	17 ½ per cent. <i>ad val.</i>
372	Parts, not specially provided for, wholly or in chief value of metal or porcelain, of any articles provided for in any item numbered 372 in this Schedule, shall be dutiable at the same rate of duty as the articles of which they are parts.	
373	Shovels, spades, scoops, and drainage tools, and parts thereof, composed wholly or in chief value of metal, whether partly or wholly manufactured	15 per cent. <i>ad val.</i>
373	Forks, hoes, and rakes, all the foregoing if agricultural hand tools, and parts thereof, composed wholly or in chief value of metal, whether partly or wholly manufactured	7 ½ per cent. <i>ad val.</i>
374	Aluminum, and alloys (except those provided for in paragraph 302 of the Tariff Act of 1930) in which aluminum is the component material of chief value, in coils, plates, sheets, bars, rods, circles, disks, blanks, strips, rectangles, and squares	6 c. per lb.
381	Seamless brass tubes and tubing	4 c. per lb.
381	Bronze tubes	4 c. per lb.
389	Nickel, and alloys (except those provided for in paragraph 302 or 380 of the Tariff Act of 1930) in which nickel is the component material of chief value:	
	Tubes and tubing	12 ½ per cent. <i>ad val.</i>
	and in addition, if cold rolled, cold drawn, or cold worked.	5 per cent. <i>ad val.</i>
390	Bottle caps of metal, collapsible tubes, and sprinkler tops:	
	If not decorated, colored, waxed, lacquered, enameled, lithographed, electroplated, or embossed in color	25 per cent. <i>ad val.</i>
	If decorated, colored, waxed, lacquered, enameled, lithographed, electroplated, or embossed in color	35 per cent. <i>ad val.</i>

Numéro du <i>Tarif Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
372	Machines textiles, finies ou non, n. s. d. et non dénommées dans l'un quelconque des N ^{os} 372 de la présente liste (à l'exception des peignes à peigner, des machines pour fabriquer les filaments, bandes, rubans ou feuilles en matières textiles synthétiques, des métiers et des machines à blanchir, imprimer, teindre et finir, et non compris les articles d'une classe ou espèce, pour lesquelles les Etats-Unis ont réduit les droits ou les ont consolidés à la suite de tout accord conclu précédemment conformément à l'article 350 du « <i>Tarif Act</i> » de 1930, tel qu'il a été modifié)	25% <i>ad val.</i> 20% <i>ad val.</i>
372	Machines à cordages, finies ou non, n. s. d.	22½% <i>ad val.</i>
372	Boîtes et mécanismes à aiguiser combinés, pour rasoirs de sûreté	22½% <i>ad val.</i>
372	Machines à couper le tabac et machines industrielles à cigarettes, finies ou non, n. s. d.	22½% <i>ad val.</i>
372	Machines pour emballer le tabac pour la pipe; machines pour emballer les paquets de cigarettes et machines pour envelopper les bonbons; machines combinées pour couper et envelopper les bonbons; toutes ces machines, finies ou non, n. s. d.	17½% <i>ad val.</i>
372	Moteurs à combustion interne, n. s. d., finis ou non :	
	Du type à carburateur	17½% <i>ad val.</i>
	Autres que du type à carburateur :	
	Du type horizontal, ne pesant pas plus de 5,000 livres pièce	17½% <i>ad val.</i>
	Autres que du type horizontal, ne pesant pas plus de 2,500 livres pièce	17½% <i>ad val.</i>
372	Les parties n. s. d. entièrement en métal ou porcelaine ou dans lesquelles le métal ou la porcelaine constituent l'élément de principale valeur, constituant des parties des articles mentionnés dans l'un quelconque des N ^{os} 372, acquitteront les droits des articles dont elles font partie.	
373	Pelles, bêches, escopes, outils de drainage, ainsi que leurs parties, entièrement en métal ou dans lesquels le métal constitue l'élément de principale valeur, partiellement ou entièrement ouvrés	15% <i>ad val.</i>
373	Fourches, houes et râtaux, ainsi que leurs parties, constituant des outils agricoles à main, entièrement en métal ou dans lesquels le métal constitue la matière de principale valeur, partiellement ou entièrement fabriqués	7½% <i>ad val.</i>
374	Aluminium et alliages (à l'exception de ceux du N ^o 302 du « <i>Tarif Act</i> » de 1930) dans lesquels l'aluminium constitue l'élément de principale valeur, en rouleaux, plaques, feuilles, barres, tiges, cercles, disques, ébauches, rubans, rectangles et carrés	6 c. par lb. 4 c. par lb. 4 c. par lb.
381	Tubes et tuyaux de laiton sans couture	4 c. par lb.
381	Tubes de bronze	4 c. par lb.
389	Nickel et alliages (à l'exception de ceux rangés sous les N ^{os} 302 ou 380 du « <i>Tarif Act</i> » de 1930) dans lesquels le nickel constitue l'élément de principale valeur :	
	Tubes et tuyaux	12½% <i>ad val.</i>
	NOTE. — Lorsque les articles ci-dessus sont laminés, étirés ou travaillés à froid, ils acquittent une surtaxe de	5 p. c. <i>ad val.</i>
390	Capsules métalliques pour bouteilles, tubes compressibles et montures de vaporisateurs :	
	Ni décorés, ni colorés, ni cirés, ni laqués, ni émaillés, ni lithographiés, ni électroplaqués, ni estampés en couleur	25% <i>ad val.</i>
	Décorés, colorés, cirés, laqués, émaillés, lithographiés, électroplaqués ou estampés en couleur	35% <i>ad val.</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
395	Used print blocks, of whatever material composed, used for printing, stamping, or cutting designs.	40 per cent. <i>ad val.</i>
397	Articles or wares not specially provided for, if composed wholly or in chief value of silver	50 per cent. <i>ad val.</i>
397	Articles or wares not specially provided for, if plated with silver on nickel silver or copper	35 per cent. <i>ad val.</i>
397	Containers, not specially provided for, wholly or in chief value of tin plate, but not plated with platinum, gold, or silver, or colored with gold lacquer	22½ per cent. <i>ad val.</i>
397	Articles or wares not specially provided for, composed wholly or in chief value of iron, steel, or other base metal (except lead), but not plated with platinum, gold, or silver, or colored with gold lacquer, whether partly or wholly manufactured :	
	Luggage hardware	30 per cent. <i>ad val.</i>
	Typewriter spools and parts of carbonated water siphons.	25 per cent. <i>ad val.</i>
	Cases and sharpening devices for safety razors ; tricycles, including velocipedes, valued at \$2.75 or more each ; baby carriage fittings ; styluses ; and golf club heads	22½ per cent. <i>ad val.</i>
397	Articles or wares not specially provided for, if composed wholly or in chief value of lead, but not plated with platinum, gold, or silver, or colored with gold lacquer, whether wholly or partly manufactured	3 c. per lb., but not less than 22½ nor more than 45 per cent. <i>ad val.</i>
412	Furniture (other than chairs), wholly or partly finished, wholly or in chief value of wood, and not specially provided for.	25 per cent. <i>ad val.</i>
412	Tennis-racket and badminton-racket frames, wholly or in chief value of wood, valued at \$1.75 or more each	20 per cent. <i>ad val.</i>
502	Molasses and sugar sirups, not specially provided for, which contain soluble nonsugar solids (excluding any foreign substance that may have been added) equal to more than 6 per centum of the total soluble solids :	
	Testing not above 48 per centum total sugars	1/6 c. per gal.
	Testing above 48 per centum total sugars	11/60 c. additional for each per centum of total sugars and fractions of a per centum in proportion.
	<p>PROVIDED, That such molasses and sugar sirups entered, or withdrawn from warehouse, for consumption in any calendar year in excess of an aggregate quantity of one million five hundred thousand gallons per annum shall not be entitled to a reduction in duty by virtue of this item. Such molasses and sugar sirups in excess of one million five hundred thousand gallons per annum shall not be subject to higher rates of customs duties than are in effect on the day of the signature of this Agreement.</p>	
505	Salicin	35 per cent. <i>ad val.</i>
506	Sugar candy and all confectionery not specially provided for, valued at 6 cents or more per pound.	20 per cent. <i>ad val.</i>

Numéro du <i>Tariff Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
395	Clichés d'imprimerie usagés en matière de toute sorte, employés pour l'impression, l'estampage ou le découpage de dessins.	40% <i>ad val.</i>
397	Articles ou objets, n. s. d., entièrement en argent ou dans lesquels l'argent constitue l'élément de principale valeur	50% <i>ad val.</i>
397	Articles ou objets, n. s. d., plaqués d'argent sur maillechort ou sur cuivre	35% <i>ad val.</i>
397	Récipients n. s. d. entièrement en fer-blanc ou dont le fer-blanc constitue l'élément de principale valeur, mais non plaqués de platine, d'or ou d'argent ni colorés au moyen de laque d'or	22 1/2% <i>ad val.</i>
397	Articles ou objets, n. s. d., entièrement en fer, acier ou autre métal commun (sauf le plomb), ou dans lesquels ces métaux constituent l'élément de principale valeur, mais non plaqués de platine, d'or ou d'argent, ni colorés au moyen de laque d'or, partiellement ou entièrement fabriqués : Quincaillerie pour articles de voyage Bobines pour machines à écrire et pièces détachées pour syphons à eau gazeuse Etuils et aiguiseurs pour rasoirs de sûreté : tricycles, y compris vélocipèdes, évalués à \$2.75 ou plus la pièce ; accessoires pour voitures d'enfants ; poinçons à écrire (styluses), et têtes de club de golf	30% <i>ad val.</i> 25% <i>ad val.</i> 22 1/2% <i>ad val.</i>
397	Articles ou objets, n. s. d. entièrement en plomb ou dont le plomb constitue l'élément de principale valeur, mais non plaqués de platine, d'or ou d'argent, ni colorés au moyen de laque d'or, partiellement ou entièrement fabriqués	3 c. par livre, sans que le droit puisse être inférieur à 22 1/2 ni supérieur à 45% <i>ad val.</i>
412	Meubles, autres que sièges, entièrement ou partiellement finis, entièrement en bois ou dans lesquels le bois constitue l'élément de principale valeur, et n. s. d.	25% <i>ad val.</i>
412	Cadres de raquettes de tennis et de badminton entièrement en bois ou dont le bois constitue l'élément de principale valeur, évalués à \$1.75 ou plus la pièce	20% <i>ad val.</i>
502	Mélasses et sirops de sucre, n. s. d., contenant des corps solubles autres que le sucre (à l'exclusion de toute substance étrangère qui peut avoir été ajoutée) dans une proportion de plus de 6% du total des corps solubles : Ne titrant pas plus de 48% de sucres totaux Titrant plus de 48% de sucres totaux	1/8 c. par gallon. 11/60 c. par pour cent en plus et en proportion pour les fractions de pour cent.
505	Salicine	35% <i>ad val.</i>
506	Sucre candi et confiseries de toute sorte, n. s. d., évalués à 6 cents ou plus par livre	20% <i>ad val.</i>

NOTE. — Les mélasses et sirops de sucre importés ou retirés des entrepôts pour la consommation dans une année solaire en dépassement d'une quantité totale annuelle de 1,500,000 gallons, ne seront pas admis à une réduction de droits en vertu du présent numéro. Ces mélasses et sirops en dépassement de 1,500,000 gallons par année ne seront pas soumis à des droits de douane plus élevés que ceux en vigueur le jour de la signature du présent accord.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
603	Manufactured or unmanufactured tobacco, not specially provided for	35 c. per lb.
605	Cigarettes	\$2.25 per lb. and 12½ per cent. <i>ad val.</i>
704	Venison, fresh, chilled, or frozen, not specially provided for. .	3 c. per lb.
705	Extract of meat, including fluid	15 c. per lb.
706	Meat pastes (other than liver pastes), prepared or preserved, not specially provided for, packed in air-tight containers weighing with their contents not more than three ounces each. .	6 c. per lb., but not less than 10 per cent. <i>ad val.</i>
712	Birds, dead, dressed or undressed, fresh, chilled, or frozen (except chickens, ducks, geese, guineas, and turkeys)	5 c. per lb.
714	Horses, unless imported for immediate slaughter, valued at more than \$150 per head	17½ per cent. <i>ad val.</i>
718 (b)	Fish, prepared or preserved in any manner, when packed in air-tight containers weighing with their contents not more than fifteen pounds each (except fish packed in oil or in oil and other substances) :	
	Herring, smoked or kippered or in tomato sauce, packed in immediate containers weighing with their contents more than one pound each	15 per cent. <i>ad val.</i>
719	Fish, pickled or salted (except fish packed in oil or in oil and other substances and except fish packed in air-tight containers weighing with their contents not more than fifteen pounds each) :	
	(2) Cod, haddock, hake, pollock, and cusk, neither skinned nor boned (except that the vertebral column may be removed), when containing more than 43 per centum of moisture by weight	¾ c. per lb.
	(4) Herring, whether or not boned, in immediate containers weighing with their contents more than fifteen pounds each and containing each more than ten pounds of herring, net weight : If known commercially as full herring, when imported and entered for consumption during the period from December 15 to the following January 31, inclusive, in any years ; or if valued at 6 cents or more per pound	¾ c. per lb. net weight.
720 (a) (3)	Herring, smoked or kippered (except herring packed in oil or in oil and other substances and except herring packed in air-tight containers weighing with their contents not more than fifteen pounds each), eviscerated, split, skinned, or divided into portions (but not boned)	2 c. per lb.
721 (c)	Fish paste and fish sauce	20 per cent. <i>ad val.</i>
722	Patent barley and barley flour.	2 c. per lb.
726	Oatmeal, rolled oats, oat grits, and similar oat products . . .	10 per cent. <i>ad val.</i> , but not less than 40 nor more than 80 c. per hundred pounds.
733	Biscuits, wafers, cake, cakes, and similar baked articles, and puddings, all the foregoing by whatever name known, whether or not containing chocolate, nuts, fruits, or confectionery of any kind.	15 per cent. <i>ad val.</i>
736	Lingon or partridge berries, in their natural condition or in brine	¾ c. per lb.

Numéro du <i>Tariff Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
603	Tabacs, manufacturés ou non, n. s. d.	35 c. par lb.
605	Cigarettes	\$2.25 par lb. et 12½% <i>ad val.</i>
704	Viande de cervidés, fraîche, réfrigérée ou congelée, n. s. d.	3 c. par lb.
705	Extraits de viande, y compris les extraits fluides	15 c. par lb.
706	Pâtés de viande (autres que pâté de foie), préparés ou conservés, n. s. d., en récipients hermétiques, ne pesant pas plus de 3 onces pièce, y compris le contenu	6 c. par lb., sans que le droit puisse être inférieur à 10% <i>ad val.</i>
712	Oiseaux morts, troussés ou non, frais, réfrigérés ou congelés (à l'exception des poulets, canards, oies, pintades et dindes).	5 c. par lb.
714	Chevaux, à moins qu'ils ne soient importés pour l'abattage immédiat, évalués à plus de \$150 par tête	17½% <i>ad val.</i>
718 b)	Poissons, préparés ou conservés de toute manière, en récipients hermétiques, ne pesant pas plus de 15 livres pièce, y compris le contenu (à l'exception du poisson à l'huile ou à l'huile avec d'autres substances) :	
	Harengs fumés ou salés et fumés (kippered), ou à la sauce tomate, en contenants immédiats pesant plus d'une livre par pièce y compris le contenu	15% <i>ad val.</i>
719	Poissons marinés ou salés (à l'exception des poissons à l'huile ou à l'huile avec d'autres substances et des poissons en réci- pients hermétiques ne pesant pas plus de 15 livres par pièce y compris le contenu) :	
	2. Morues, aiglefin, merluches, merlans et brosmes, avec la peau et les arêtes (sauf la colonne vertébrale qui peut être enlevée) ayant plus de 43% d'humidité en poids	¾ c. par lb.
	4. Harengs, avec ou sans arêtes, en contenants immédiats, pesant plus de 15 livres pièce y compris le contenu, et con- tenant plus de 10 livres net de harengs par pièce : connus commerciallement comme harengs pleins, à importer et à livrer à la consommation durant la période du 15 décembre au 31 janvier inclus de chaque année; ou évalués à 6 cents ou plus par livre	⅝ c. par lb. nette.
720 a) (3)	Harengs fumés ou salés et fumés (kippered) (à l'exception des harengs à l'huile ou à l'huile avec d'autres substances et des harengs en récipients hermétiques ne pesant pas plus de 15 livres pièce y compris le contenu), vidés, refendus, sans peau ou divisés en parties (mais avec arêtes).	2 c. par lb.
721 c)	Pâtes et sauces de poissons	20% <i>ad val.</i>
722	« Patent barley » et farine d'orge	2 c. par lb.
726	Farine d'avoine, avoine écrasée (rolled oats), gruau d'avoine et produits d'avoine similaires	10% <i>ad val.</i> sans que le droit puisse être inférieur à 40 ni supérieur à 80 c. par 100 lbs.
733	Biscuits, oublies, gâteaux, pâtés et articles similaires, cuits au four, ainsi que puddings, quelle que soit leur dénomination, contenant ou non du chocolat, des noix, des fruits ou des sucreries de toute sorte	15% <i>ad val.</i>
736	Lingon ou baies de gaulthérie à l'état naturel ou en saumure	⅝ c. par lb.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
736	Berries (including blueberries), edible, frozen, and not specially provided for	17½ per cent. <i>ad val.</i>
738	Malt vinegar	4 c. per proof gal.
743	Limes, in their natural state, or in brine	1½ c. per lb.
747	Pineapples not in bulk	35 c. per crate of 2.45 cubic ft.
747	Pineapples, prepared or preserved, and not specially provided for.	1½ c. per lb.
751	All jellies, jams, marmalades, and fruit butters	20 per cent. <i>ad val.</i>
753	Cut flowers, fresh, dried, prepared, or preserved	25 per cent. <i>ad val.</i>
754	Orchid plants.	15 per cent. <i>ad val.</i>
758	Coconuts	¼ c. each.
763	Clover seed, not specially provided for	2 c. per lb.
763	Rye grass seed	1½ c. per lb.
764	Turnip and rutabaga seeds.	3 c. per lb.
774	Celery in its natural state, when imported and entered for consumption during the period from April 15 to the following July 31, inclusive, in any year	1 c. per lb.
781	Mustard seeds (whole)	1¾ c. per lb.
781	Mustard, ground or prepared in bottles or otherwise	7½ c. per lb.
781	Curry and curry powder.	2½ c. per lb.
802	Whiskey of all types and classes, not consisting in any part of distilled spirits which have not been aged in wooden containers at least four years prior to the date the whiskey is entered, or withdrawn from warehouse, for consumption	\$2.50 per proof gal.
802	Rum, in containers holding each one gallon or less	\$2.50 per proof gal.
802	Gin	\$2.50 per proof gal.
802	Bitters of all kinds containing spirits	\$2.50 per proof gal.
806 (a)	Cherry juice, prune juice, or prune wine, and all other fruit juices and fruit sirups, not specially provided for, containing less than one-half of 1 per centum of alcohol	35 c. per gal.
806 (b)	Concentrated lime juice, fit for beverage purposes, whether in liquid, powdered, or solid form.	35 c. per gal. on the quantity of unconcentrated natural fruit juice contained therein as shown by chemical analysis.
808	Ginger ale, ginger beer, lemonade, soda water, and similar beverages containing no alcohol, and beverages containing less than one-half of 1 per centum of alcohol, not specially provided for.	10 c. per gal.

Numéro du <i>Tariff Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
736	Baies (y compris les myrtilles) comestibles, congelées et n. s. d.	17½% <i>ad val.</i>
738	Vinaigre de malt	4 c. par gallon de preuve.
743	Limons, à l'état naturel ou en saumure.	1½ c. par lb.
747	Ananas autrement qu'en vrac	35 c. par caisse à claire-voie de 2.45 pieds cubes.
747	Ananas, préparés ou conservés, et n. s. d.	1½ c. par lb.
751	Gelées, confitures, marmelades et beurres de fruits, de toute sorte.	20% <i>ad val.</i>
753	Fleurs coupées, fraîches, séchées, préparées ou conservées. . .	25% <i>ad val.</i>
754	Plantes d'orchidées	15% <i>ad val.</i>
758	Noix de coco.	¼ c. pièce.
763	Semences de trèfle, n. s. d.	2 c. par lb.
763	Semences de rye-grass.	1½ c. par lb.
764	Semences de navets et de rutabagas	3 c. par lb.
774	Céleris à l'état naturel, importés et mis en consommation durant la période du 15 avril au 31 juillet inclus de chaque année	1 c. par lb.
781	Graines de moutarde (entières)	1¾ c. par lb.
781	Moutarde moulue ou préparée en flacons ou autrement. . . .	7½ c. par lb.
781	Kary et poudre de kary.	2½ c. par lb.
802	Whisky de tous genres et toutes catégories, ne constituant pas et ne renfermant pas des spiritueux distillés qui n'ont pas été vieillis pendant au moins 4 ans dans des fûts en bois anté- rieurement à la date de l'importation du whisky ou de sa sortie de l'entrepôt pour la consommation	\$2.50 par gallon de preuve.
802	Rhum en contenants renfermant un gallon ou moins, pièce. .	\$2.50 par gallon de preuve.
802	Gin	\$2.50 par gallon de preuve.
802	Amers de toute sorte contenant de l'alcool	\$2.50 par gallon de preuve.
806 a)	Jus de cerises, jus de prunes ou vin de prunes, et tous autres jus et sirops de fruits, n. s. d., contenant moins d'un demi % d'alcool	35 c. par gallon.
806 b)	Jus de citron concentré, préparé pour boisson, liquide, en poudre ou sous forme solide	35 c. par gallon de la quantité de jus de fruit naturel non concentré y contenue, quan- tité qui sera éta- blie par une ana- lyse chimique.
808	Bière de gingembre, claire ou foncée, limonade, eau de Seltz et boissons similaires, sans alcool, ainsi que boissons contenant moins d'un demi % d'alcool, n. s. d.	10 c. par gallon.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
901 (a)	Cotton yarn, including warps, in any form, not bleached, dyed, colored, combed, or plied :	
	Of numbers exceeding number 60 but not exceeding number 80 .	23 per cent. <i>ad val.</i> and, in addition thereto, for each number above number 60, $\frac{1}{10}$ of 1 per cent. <i>ad val.</i>
901 (b)	Of numbers exceeding number 80 Cotton yarn, including warps, in any form, bleached, dyed, colored, combed, or plied :	25 per cent. <i>ad val.</i>
	Of numbers exceeding number 60 but not exceeding number 80 .	28 per cent. <i>ad val.</i> and, in addition thereto, for each number above number 60, $\frac{1}{10}$ of 1 per cent. <i>ad val.</i>
904 (a)	Of numbers exceeding number 80 Cotton cloth, not bleached, printed, dyed, or colored, containing yarns the average number of which :	30 per cent. <i>ad val.</i>
	Does not exceed number 102, if valued at more than 70 cents per pound	7½ per cent. <i>ad val.</i> and, in addition thereto, for each number, $\frac{1}{4}$ of 1 per cent. <i>ad val.</i>
904 (a)	Exceeds number 102 The minimum rate of duty on any cotton cloth, not bleached, printed, dyed, or colored, to be imposed under paragraph 904 (a) of the Tariff Act of 1930 shall be	33 per cent. <i>ad val.</i>
904 (b)	Cotton cloth, bleached (but not including any article of a class or kind with respect to which United States import duties have been reduced or bound against increase pursuant to any trade agreement heretofore concluded under section 350 of the Tariff Act of 1930, as amended), containing yarns the average number of which : Does not exceed number 60, if valued at more than 80 cents per pound ; or exceeds number 60 but does not exceed number 90, if valued at more than \$1.20 per pound . . .	$\frac{4}{10}$ c. per average number per lb.
904 (c)	Exceeds number 90 Cotton cloth, printed, dyed, or colored (but not including any article of a class or kind with respect to which United States import duties have been reduced or bound against increase pursuant to any trade agreement heretofore concluded under section 350 of the Tariff Act of 1930, as amended), containing yarns the average number of which : Does not exceed number 60, if valued at more than 90 cents per pound ; or exceeds number 60 but does not exceed number 90, if valued at more than \$1.40 per pound . . .	10 per cent. <i>ad val.</i> and, in addition thereto, for each number, $\frac{1}{4}$ of 1 per cent. <i>ad val.</i>
	Exceeds number 90	36 per cent. <i>ad val.</i>
		12 per cent. <i>ad val.</i> and, in addition thereto, for each number, $\frac{1}{4}$ of 1 per cent. <i>ad val.</i>
		39 per cent. <i>ad val.</i>

Numéro du <i>Tariff Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
901 a)	Filés de coton, y compris les chaînes ourdies, sous toutes formes, non blanchis, ni teints, ni colorés, ni peignés, ni tordus ensemble : Dépassant le N° 60 mais non le N° 80	23% <i>ad val.</i> et, en plus, pour chaque numéro, dépassant le N° 60, $\frac{1}{10}$ de 1 pour cent <i>ad val.</i>
901 b)	Dépassant le N° 80 Filés de coton, y compris les chaînes ourdies, sous toutes formes, blanchis, teints, colorés, peignés ou tordus ensemble : Dépassant le N° 60 mais non le N° 80	25% <i>ad val.</i> 28% <i>ad val.</i> et, en plus, pour chaque numéro dépassant le N° 60, $\frac{1}{10}$ de 1 pour cent <i>ad val.</i>
904 a)	Dépassant le N° 80 Tissus de coton, ni blanchis, ni imprimés, ni teints, ni colorés, avec fil dont le numéro moyen : Ne dépasse pas le N° 102, évalué à plus de 70 cents la livre	30% <i>ad val.</i> 7½% <i>ad val.</i> et, en plus, pour chaque numéro, $\frac{1}{4}$ de 1 pour cent <i>ad val.</i>
904 a)	Dépasse le N° 102 Le droit minimum sur tous tissus de coton, non blanchis, non imprimés, non teints, ni colorés, imposables d'après le N° 904 a) du « <i>Tariff Act</i> » de 1930, sera de	33% <i>ad val.</i> $\frac{4}{10}$ de cent par lb. et par numéro moyen.
904 b)	Tissus de coton blanchis (mais non compris tout article d'une classe ou espèce pour laquelle les droits d'importation aux Etats-Unis ont été réduits ou consolidés à la suite d'un accord commercial conclu précédemment par application de l'article 350 du « <i>Tariff Act</i> » de 1930, tel qu'il a été modifié), contenant des fils dont le numéro moyen : Ne dépasse pas le N° 60, d'une valeur supérieure à 80 cents la lb., ou dépasse le N° 60 sans dépasser le N° 90, d'une valeur supérieure à \$1.20 la livre.	10% <i>ad val.</i> et, en plus, pour chaque numéro $\frac{1}{4}$ de 1% <i>ad val.</i>
904 c)	Dépasse le N° 90 Tissus de coton, imprimés, teints ou colorés (mais non compris tout article d'une classe, ou espèce pour laquelle les droits d'importation aux Etats-Unis ont été réduits ou consolidés à la suite d'un accord commercial conclu précédemment par application de l'article 350 du « <i>Tariff Act</i> » de 1930, tel qu'il a été modifié), contenant des fils dont le numéro moyen : Ne dépasse pas le N° 60 d'une valeur supérieure à 90 cents la livre, ou dépasse le N° 60 sans dépasser le N° 90, d'une valeur supérieure à \$1.40 la livre	36% <i>ad val.</i> 12% <i>ad val.</i> et, en plus, pour chaque numéro, $\frac{1}{4}$ de 1 pour cent <i>ad val.</i>
	Dépasse le N° 90	39% <i>ad val.</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
904 (d)	The additional duty to be levied, collected, and paid under paragraph 904 (d) of the Tariff Act of 1930 on cotton cloth woven with 8 or more harnesses, or with Jacquard, lappet, or swivel attachments, or with two or more colors or kinds of filling shall be	5 per cent. <i>ad val.</i>
906	Cloth, in chief value of cotton, containing wool	40 per cent. <i>ad val.</i>
907	Tracing cloth	20 per cent. <i>ad val.</i>
907	Cotton window hollands	20 per cent. <i>ad val.</i>
907	Oilcloths (except silk oilcloths and oilcloths for floors)	15 per cent. <i>ad val.</i>
907	Filled or coated cotton cloths not specially provided for	20 per cent. <i>ad val.</i>
907	Waterproof cloth, wholly or in chief value of cotton or other vegetable fiber, whether or not in part of indiarubber	25 per cent. <i>ad val.</i>
909	Pile fabrics, cut or uncut, whether or not the pile covers the entire surface, wholly or in chief value of cotton : Corduroys, fifty-two inches or more in width, valued at 50 cents or more per square yard Plushes and chenilles, fifty-two inches or more in width, valued at \$1 or more per square yard Twill-back velveteens, valued at 65 cents or more per square yard	30 per cent. <i>ad val.</i> 30 per cent. <i>ad val.</i> 37 ½ per cent. <i>ad val.</i>
909	Velveteen polishing cloths, wholly or in chief value of cotton, valued at 60 cents or more per square yard	31 ¼ per cent. <i>ad val.</i>
912	Spindle banding, and lamp and stove wicking, wholly or in chief value of cotton or other vegetable fiber.	20 per cent. <i>ad val.</i>
913 (a)	Belts and belting, for machinery, wholly or in chief value of cotton or other vegetable fiber or of cotton or other vegetable fiber and indiarubber (except belts and belting in part of indiarubber and valued at less than 40 cents per pound)	20 per cent. <i>ad val.</i>
913 (b)	Rope used as belting for textile machinery, wholly or in chief value of cotton	25 per cent. <i>ad val.</i>
918	Handkerchiefs and woven mufflers, wholly or in chief value of cotton, finished or unfinished, not hemmed, shall be subject to duty as cloth ; and, in addition, if hemmed or hemstitched	10 per cent. <i>ad val.</i>
919	Clothing and articles of wearing apparel of every description, manufactured wholly or in part, wholly or in chief value of cotton, and not specially provided for : Coats valued at \$4 or more each ; vests valued at \$24 or more per dozen ; dressing gowns, including bathrobes and beach robes, valued at \$2.50 or more each ; underwear valued at \$9 or more per dozen separate pieces ; and pajamas valued at \$18 or more per dozen suits	20 per cent. <i>ad val.</i>
919	Shirt collars and cuffs, of cotton, not specially provided for	15 c. per doz. pieces and 5 per cent. <i>ad val.</i>

Numéro du <i>Tariff Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
904 d)	Le droit additionnel à acquitter pour le N° 904 d) du « <i>Tariff Act</i> » de 1930 sur les tissus de coton, tissés avec 8 harnais ou plus, ou tissés à la Jacquard, au point brodé ou en broché, ou avec des trames de deux ou plusieurs couleurs ou espèces, sera de	5% <i>ad val.</i>
906	Tissus dans lesquels le coton constitue la matière de principale valeur, contenant de la laine	40% <i>ad val.</i>
907	Toile à calquer	20% <i>ad val.</i>
907	Toile de Hollande en coton, pour stores	20% <i>ad val.</i>
907	Toiles cirées (à l'exception des tissus de soie huilés et des toiles cirées pour parquets)	15% <i>ad val.</i>
907	Tissus de coton imprégnés ou enduits, n. s. d.	20% <i>ad val.</i>
907	Tissus imperméables, entièrement composés de coton ou d'autres fibres végétales, ou dans lesquels ces matières constituent l'élément de principale valeur, combinés ou non avec du caoutchouc	25% <i>ad val.</i>
909	Tissus à poils, rasés ou non, que le poil recouvre ou non toute la superficie du tissu, entièrement en coton ou dans lesquels le coton constitue l'élément de principale valeur :	
	Velours à côtes, d'une largeur égale ou supérieure à 52 pouces, évalués à 50 cents ou plus par yard carré	30% <i>ad val.</i>
	Peluches et chenilles, d'une largeur égale ou supérieure à 52 pouces, évalués à \$1 ou plus par yard carré	30% <i>ad val.</i>
	Velvetines à fond croisé, évaluées à 65 cents ou plus par yard carré	37½% <i>ad val.</i>
909	Torchons à frotter en velentine, entièrement en coton ou dans lesquels le coton constitue la matière de principale valeur, évalués à 60 cents ou plus par yard carré	31¼% <i>ad val.</i>
912	Bandes pour broches, mèches de lampes ou de réchauds, entièrement en coton ou autre fibre végétale ou dans lesquelles ces matières constituent l'élément de principale valeur	20% <i>ad val.</i>
913 a)	Courroies pour machines, composées entièrement de coton ou d'autres fibres végétales ou de coton ou d'autres fibres végétales et de caoutchouc ou dans lesquelles ces matières constituent l'élément de principale valeur (à l'exception des courroies partiellement en caoutchouc, évaluées à moins de 40 cents la livre)	20% <i>ad val.</i>
913 b)	Câbles employés comme courroies de transmission pour machines textiles, entièrement en coton ou dans lesquels le coton constitue la matière de principale valeur	25% <i>ad val.</i>
918	Mouchoirs de poche et foulards tissés, entièrement en coton ou dans lesquels le coton constitue la matière de principale valeur, finis ou non :	
	Non ourlés	Régime du tissu.
	Ourlés ou ourlés à jour	Régime du tissu et 10% <i>ad val.</i>
919	Vêtements et articles d'habillement de toutes sortes, confectionnés en tout ou en partie, entièrement en coton ou dans lesquels le coton constitue la matière de principale valeur, n. s. d. :	
	Vestons évalués à \$4 ou plus pièce ; gilets évalués à \$24 ou plus par douzaine ; robes de chambre, y compris les peignoirs de bain et de plage, évalués à \$2.50 ou plus pièce ; sous-vêtements évalués à \$9 ou plus par douzaine de pièces séparées et pyjamas évalués à \$18 ou plus par douzaine de costumes	20% <i>ad val.</i>
919	Cols de chemises et manchettes, en coton, n. s. d.	15 c. par douzaine et 5% <i>ad val.</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
920	Lace window curtains, nets, nettings, pillow shams, and bed sets, and all other fabrics and articles, by whatever name known, plain or Jacquard-figured, finished or unfinished, wholly or partly manufactured, for any use whatsoever, made on the Nottingham lace-curtain machine, wholly or in chief value of cotton or other vegetable fiber	50 per cent. <i>ad val.</i>
923	Manufactures, wholly or in chief value of cotton, not specially provided for : Terry-woven towels valued at 45 cents or more each ; printers' rubberized blanketing ; molded cotton and rubber packing ; fishing nets valued at 50 cents or more per pound ; ladder tapes ; badminton nets ; and yarns in chief value of cotton containing wool	30 per cent. <i>ad val.</i>
1001	Flax, not hackled	$\frac{3}{4}$ c. per lb.
1001	Flax, hackled, including "dressed line"	1 $\frac{1}{2}$ c. per lb.
1001	Flax tow and flax noils	$\frac{1}{2}$ c. per lb.
1003	Twist, twine, and cordage, bleached, dyed, or otherwise treated, composed of two or more jute yarns or rovings twisted together, the size of the single yarn or roving of which is : Coarser than twenty-pound Twenty-pound up to but not including ten-pound Ten-pound up to but not including five-pound Five-pound and finer	4 $\frac{1}{2}$ c. per lb. 6 c. per lb. 7 $\frac{1}{2}$ c. per lb. 10 c. per lb.
PROVIDED, That no article assessed with duty under this item shall be subject to any separate additional duty under paragraph 1003 of the Tariff Act, 1930.		
1004 (a)	Single yarns, of flax : Not finer than sixty lea Finer than sixty lea	25 per cent. <i>ad val.</i> 15 per cent. <i>ad val.</i>
1004 (b)	Threads, twines, and cords, composed of two or more yarns of flax twisted together	30 per cent. <i>ad val.</i>
1006	Gill nettings, nets, webs, and seines, and other nets for fishing, not specially provided for : Wholly or in chief value of flax and valued at more than \$1 per pound Wholly or in chief value of hemp and valued at more than 60 cents per pound	30 per cent. <i>ad val.</i> 30 per cent. <i>ad val.</i>
1008	Woven fabrics, wholly of jute, not specially provided for : Not bleached, printed, stenciled, painted, dyed, colored, or rendered noninflammable Bleached, printed, stenciled, painted, dyed, colored, or rendered noninflammable	1 c. per lb. 1 c. per lb. and 10 per cent. <i>ad val.</i>
1009 (a)	Woven fabrics, not including articles finished or unfinished, wholly or in chief value of flax (except such as are commonly used as paddings or interlinings in clothing), exceeding thirty and not exceeding one hundred threads to the square inch, counting the warp and filling, weighing not less than four and not more than twelve ounces per square yard, and exceeding twelve inches but not exceeding thirty-six inches in width	50 per cent. <i>ad val.</i>

Numéro du <i>Tariff Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
920	Rideaux en dentelles pour fenêtres, filets, réseaux, couvre-taies d'oreiller et garnitures de lits, ainsi que tous autres articles et tissus, quelle que soit leur dénomination, unis ou façon Jacquard, finis ou non, entièrement ou partiellement ouverts, pour tous usages, fabriqués au métier à faire les rideaux en dentelles de Nottingham, entièrement en coton ou autre fibre végétale ou dans lesquels ces matières constituent l'élément de principale valeur	50% <i>ad val.</i>
923	Articles entièrement en coton ou dans lesquels le coton constitue la matière de principale valeur, n. s. d. : Essuie-main en tissu éponge évalués à 45 cents ou plus pièce ; blanchets d'imprimeur caoutchoutés ; bourrages moulés, en coton et caoutchouc ; filets de pêche évalués à 50 cents ou plus la livre ; rubans pour échelles (ladder tapes) ; filets pour jeu de badminton ; filets dans lesquels le coton constitue la matière de principale valeur et contenant de la laine.	30% <i>ad val.</i>
1001	Lin non sérancé	$\frac{3}{4}$ c. par lb.
1001	Lin sérancé, y compris le lin peigné	1 $\frac{1}{2}$ c. par lb.
1001	Etoupes et blousses de lin	$\frac{1}{2}$ c. par lb.
1003	Ficelles, cordes et cordages, blanchis, teints ou traités autrement, composés de deux ou plusieurs filés ou mèches de jute tordus ensemble, la grosseur de chaque filé ou mèche étant supérieure au numéro pesant : Plus de 20 livres 20 livres et moins jusqu'à 10 livres exclusivement 10 livres et moins jusqu'à 5 livres exclusivement 5 livres et moins	4 $\frac{1}{2}$ c. par lb. 6 c. par lb. 7 $\frac{1}{2}$ c. par lb. 10 c. par lb.
NOTE. — Aucun article soumis aux droits d'après le présent numéro n'acquittera un droit additionnel séparé d'après le N° 1003 du « <i>Tariff Act</i> » de 1930.		
1004 a)	Filés simples de lin : Pas plus fins que 60 échevettes (lea) Plus fins que 60 échevettes (lea)	25% <i>ad val.</i> 15% <i>ad val.</i>
1004 b)	Fils à coudre, ficelles et cordons, composés de 2 ou plusieurs fils de lin tordus ensemble	30% <i>ad val.</i>
1006	Filets de pêche dits gill, filets flottants, webs, seines et autres filets de pêche, n. s. d. : Entièrement en lin ou dans lesquels le lin constitue la matière de principale valeur, évalués à plus de \$1 la livre Entièrement en chanvre ou dans lesquels le chanvre constitue la matière de principale valeur, évalués à plus de 60 cents la livre	30% <i>ad val.</i> 30% <i>ad val.</i>
1008	Tissus entièrement en jute, n. s. d. : Non blanchis, non imprimés, non peints au pochoir ni autrement, non teints, non colorés et non ignifugés Blanchis, imprimés, peints au pochoir ou autrement, teints, colorés ou ignifugés	1 c. par lb. 1 c. par lb. et 10% <i>ad val.</i>
1009 a)	Tissus, non compris les articles finis ou non, entièrement en lin ou dans lesquels le lin constitue la matière de principale valeur (à l'exception de ceux communément employés pour rembourrer ou renforcer les vêtements), ayant en chaîne et en trame plus de 30 mais pas plus de 100 fils par pource carré, ne pesant pas moins de 4 et pas plus de 12 onces par yard carré et ayant plus de 12 mais pas plus de 36 pouces de largeur	50% <i>ad val.</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
1009 (b)	Woven fabrics, such as are commonly used for paddings or interlinings in clothing :	
	Wholly or in chief value of flax, or hemp, or of which these substances or either of them is the component material of chief value, exceeding thirty and not exceeding one hundred and twenty threads to the square inch, counting the warp and filling, and weighing not less than four and one-half and not more than twelve ounces per square yard	30 per cent. <i>ad val.</i>
	Wholly or in chief value of jute, exceeding thirty threads to the square inch, counting the warp and filling, and weighing not less than four and one-half ounces and not more than twelve ounces per square yard	30 per cent. <i>ad val.</i>
1010	Woven fabrics, not including articles finished or unfinished, of flax, hemp, ramie, or other vegetable fiber, except cotton, or of which these substances or any of them is the component material of chief value, not specially provided for	20 per cent. <i>ad val.</i>
1011	Plain-woven fabrics, not including articles finished or unfinished, wholly or in chief value of flax, hemp, ramie, or other vegetable fiber, except cotton, weighing less than four ounces per square yard	20 per cent. <i>ad val.</i>
1013	Table damask, wholly or in chief value of flax, and all articles, finished or unfinished, made or cut from such damask :	
	Not exceeding one hundred and thirty threads to the square inch, counting the warp and filling	30 per cent. <i>ad val.</i>
	Exceeding one hundred and thirty threads to the square inch, counting the warp and filling	25 per cent. <i>ad val.</i>
1014	Towels, finished or unfinished, wholly or in chief value of flax :	
	Not exceeding one hundred and twenty threads to the square inch, counting the warp and filling	50 per cent. <i>ad val.</i>
	Exceeding one hundred and twenty threads to the square inch, counting the warp and filling	20 per cent. <i>ad val.</i>
1014	Napkins, finished or unfinished, wholly or in chief value of flax:	
	Not exceeding one hundred and thirty threads to the square inch, counting the warp and filling	30 per cent. <i>ad val.</i>
	Exceeding one hundred and thirty threads to the square inch, counting the warp and filling	25 per cent. <i>ad val.</i>
1014	Sheets and pillowcases, wholly or in chief value of flax, hemp, or ramie, or of which these substances or any of them is the component material of chief value	25 per cent. <i>ad val.</i>
1016	Handkerchiefs, wholly or in chief value of vegetable fiber, except cotton, finished or unfinished :	
	Not hemmed	20 per cent. <i>ad val.</i>
	Hemmed or hemstitched, or unfinished having drawn threads (but not including handkerchiefs made with hand rolled or hand made hems)	35 per cent. <i>ad val.</i>
1017	Shirt collars and cuffs, wholly or in part of flax	20 c. per doz. and 5 per cent. <i>ad val.</i>
1019	Bagging for cotton, gunny cloth, and similar fabrics, suitable for covering cotton, composed of single yarns made of jute, jute butts, or other vegetable fiber, not bleached, dyed, colored, stained, painted, or printed, not exceeding sixteen threads to the square inch, counting the warp and filling, and weighing more than thirty-two ounces per square yard	$\frac{3}{10}$ c. per lb.

Numéro du <i>Tarif Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
1009 b)	Tissus communément employés pour rembourrer ou renforcer les vêtements : Entièrement en lin ou en chanvre, ou dans lesquels ces matières ou l'une d'entre elles constituent l'élément de principale valeur, ayant en chaîne et en trame plus de 30 mais pas plus de 120 fils par pouce carré, ne pesant pas moins de 4½ et pas plus de 12 onces par yard carré . . .	30% <i>ad val.</i>
	Entièrement en jute ou dans lesquels le jute constitue la matière de principale valeur, ayant en chaîne et en trame plus de 30 fils par pouce carré, ne pesant pas moins de 4½ mais pas plus de 12 onces par yard carré	30% <i>ad val.</i>
1010	Tissus, non compris les articles finis ou non, en lin, chanvre, ramie ou autres fibres végétales, à l'exception du coton, ou dans lesquels ces textiles ou l'un d'entre eux constituent la matière de principale valeur, n. s. d.	20% <i>ad val.</i>
1011	Tissus unis, non compris les articles finis ou non, entièrement en lin, chanvre ou ramie ou autres fibres végétales, à l'exception du coton, ou dans lesquels ces textiles constituent la matière de principale valeur, pesant moins de 4 onces par yard carré	20% <i>ad val.</i>
1013	Damassés pour linge de table, entièrement en lin ou dans lesquels le lin constitue la matière de principale valeur, et tous articles finis ou non, fabriqués ou découpés desdits damassés : Ayant par pouce carré, chaîne et trame comprises, pas plus de 130 fils Plus de 130 fils.	30% <i>ad val.</i> 25% <i>ad val.</i>
1014	Essuie-mains finis ou non, entièrement en lin ou dans lesquels le lin constitue la matière de principale valeur : Ayant par pouce carré, chaîne et trame comprises : pas plus de 120 fils Plus de 120 fils.	50% <i>ad val.</i> 20% <i>ad val.</i>
1014	Serviettes de table finies ou non, entièrement en lin ou dans lesquelles le lin constitue la matière de principale valeur : Ayant par pouce carré, chaîne et trame comprises, pas plus de 130 fils Plus de 130 fils.	30% <i>ad val.</i> 25% <i>ad val.</i>
1014	Draps de lit et taies d'oreillers, entièrement en lin, chanvre ou ramie ou dans lesquels ces textiles ou l'un d'entre eux constituent la matière de principale valeur	25% <i>ad val.</i>
1016	Mouchoirs de poche, entièrement en fibres végétales autres que le coton, ou dans lesquels ces fibres constituent la matière de principale valeur, finis ou non : Non ourlés Ourlés ou ourlés à jour, ou non finis avec fils tirés (mais à l'exception des mouchoirs de poche avec ourlets roulés ou faits à la main	20% <i>ad val.</i> 35% <i>ad val.</i>
1017	Cols et manchettes, entièrement ou partiellement en lin . . .	20 c. par douzaine et 5% <i>ad val.</i>
1019	Tissus pour sacs à coton, tissus de gunny et tissus similaires, destinés à l'emballage du coton, en fils simples de jute, bouts de jute ou autres fibres végétales, non blanchis, non teints, non colorés, non teintés, non peints et non imprimés et n'ayant pas plus de 16 fils par pouce carré, chaîne et trame comprises, pesant plus de 32 onces par yard carré	3/10 c. par lb.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
1020	Linoleum, including mats and rugs :	
	Inlaid	32 per cent. <i>ad val.</i>
	Other, including corticine and cork carpet	25 per cent. <i>ad val.</i>
1021	Felt-base floor coverings, not specially provided for	25 per cent. <i>ad val.</i>
1105 (a) and (b)	Wool and hair wastes :	
	Top waste, slubbing waste, roving waste, and ring waste.	34 c. per lb.
	Garnetted waste	18 c. per lb.
	Noils, carbonized	21 c. per lb.
	Noils, not carbonized	16 c. per lb.
	Thread or yarn waste	15 c. per lb.
	Card or burr waste, carbonized	18 c. per lb.
	Card or burr waste, not carbonized.	14 c. per lb.
	Wool wastes not specially provided for	14 c. per lb.
	Shoddy, and wool extract	14 c. per lb.
	Mungo	9 c. per lb.
	Wool rags	9 c. per lb.
	Flocks	5 c. per lb.
1106	Wool, and hair of the kinds provided for in Schedule 11 of the Tariff Act of 1930, if carbonized, or advanced in any manner or by any process of manufacture beyond the washed or scoured condition, including tops, but not further advanced than roving	37 c. per lb. and 12½ per cent. <i>ad val.</i>
1107	Yarn, wholly or in chief value of wool, other than Angora rabbit hair :	
	Valued at not more than 60 cents per pound	30 c. per lb. and 30 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than 60 cents but not more than \$1 per pound	36 c. per lb. and 30 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than \$1 but not more than \$1.50 per pound	40 c. per lb. and 30 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than \$1.50 per pound	40 c. per lb. and 30 per cent. <i>ad val.</i>
1108	Woven fabrics, weighing not more than four ounces per square yard, wholly or in chief value of wool, except fabrics having the warp wholly of cotton or other vegetable fiber :	
	Valued at not more than \$1.25 per pound	50 c. per lb. and 37½ per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than \$1.25 but not more than \$2 per pound	50 c. per lb. and 37½ per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than \$2 per pound	50 c. per lb. and 37½ per cent. <i>ad val.</i>
1108	Woven fabrics, weighing not more than four ounces per square yard, wholly or in chief value of wool, and having the warp wholly of cotton or other vegetable fiber :	
	Valued at not more than \$1 per pound.	40 c. per lb. and 37½ per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than \$1 but not more than \$1.50 per pound	40 c. per lb. and 37½ per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than \$1.50 per pound	40 c. per lb. and 37½ per cent. <i>ad val.</i>

Numéro du <i>Tariff Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
1020	L'inoiléum, y compris les nattes et les carpettes :	
	Incrustés	32% <i>ad val.</i>
	Autres, y compris la corticine et les tapis de liège	25% <i>ad val.</i>
1021	Couvre-parquets avec fond en feutre, n. s. d.	25% <i>ad val.</i>
1105 a) et b)	Déchets de laine et de poils :	
	Déchets de traits et de mèches de préparation, bouts de mèches de préparation et anneaux de filatures	34 c. par lb.
	Déchets cardés (garnetted)	18 c. par lb.
	Blousses : carbonisées	21 c. par lb.
	Non carbonisées	16 c. par lb.
	Déchets de fils et de filés	15 c. par lb.
	Déchets du cardage ou de l'échardonnage : carbonisés	18 c. par lb.
	Non carbonisés	14 c. par lb.
	Déchets de laine, n. s. d.	14 c. par lb.
	Shoddy et laine renaissance	14 c. par lb.
	Mungo	9 c. par lb.
	Chiffons de laine	9 c. par lb.
	Bourre de laine	5 c. par lb.
1106	Laine et poils dénommés dans le tableau 11 du « <i>Tariff Act</i> » de 1930, carbonisés ou dont la qualité a été améliorée d'une manière ou par un procédé de fabrication quelconque, autres que le lavage ou le dégraissage, y compris les traits de laine, mais n'ayant pas subi un travail plus avancé que le boudinage	37 c. par lb. et 12 1/2% <i>ad val.</i>
1107	Filés entièrement en laine ou dans lesquels la laine constitue la matière de principale valeur, autres qu'en poils de lapin angora, évalués par livre à :	
	Pas plus de 60 cents	30 c. par lb. et 30% <i>ad val.</i>
	Plus de 60 cents mais pas plus de \$1	36 c. par lb. et 30% <i>ad val.</i>
	Plus de \$1 mais pas plus de \$1.50	40 c. par lb. et 30% <i>ad val.</i>
	Plus de \$1.50	40 c. par lb. et 30% <i>ad val.</i>
1108	Tissus ne pesant pas plus de 4 onces par yard carré, entièrement en laine ou dans lesquels la laine constitue la matière de princi- pale valeur, à l'exception des tissus avec chaîne entièrement en coton ou autre fibre végétale, évalués par livre à :	
	Pas plus de \$1.25	50 c. par lb. et 37 1/2% <i>ad val.</i>
	Plus de \$1.25 mais pas plus de \$2	50 c. par lb. et 37 1/2% <i>ad val.</i>
	Plus de \$2	50 c. par lb. et 37 1/2% <i>ad val.</i>
1108	Tissus ne pesant pas plus de 4 onces par yard carré, entièrement en laine ou dans lesquels la laine constitue la matière de prin- cipale valeur, avec chaîne entièrement en coton ou autre fibre végétale, évalués par livre à :	
	Pas plus de \$1	40 c. par lb. et 37 1/2% <i>ad val.</i>
	Plus de \$1 mais pas plus de \$1.50	40 c. par lb. et 37 1/2% <i>ad val.</i>
	Plus de \$1.50	40 c. par lb. et 37 1/2% <i>ad val.</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
1109 (a)	Woven fabrics, weighing more than four ounces per square yard, wholly or in chief value of wool (except woven green billiard cloths, in the piece, weighing more than eleven ounces but not more than fifteen ounces per square yard, wholly of wool) :	
	Valued at not more than 80 cents per pound	40 c. per lb. and 45 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than 80 cents but not more than \$1.25 per pound	50 c. per lb. and 40 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than \$1.25 but not more than \$2 per pound	50 c. per lb. and 40 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than \$2 per pound	50 c. per lb. and 35 per cent. <i>ad val.</i>
1109 (b)	Felts, belts, blankets, jackets, or other articles of machine clothing, for paper-making, printing, or other machines, when woven, wholly or in chief value of wool, as units or in the piece, finished or unfinished :	
	Valued at not more than \$1.25 per pound.	50 c. per lb. and 25 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than \$1.25 but not more than \$2 per pound	50 c. per lb. and 27½ per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than \$2 per pound.	50 c. per lb. and 30 per cent. <i>ad val.</i>
1110	Pile fabrics, whether or not the pile covers the entire surface, wholly or in chief value of wool, and all articles, finished or unfinished, made or cut from such pile fabrics :	
	If the pile is wholly cut or wholly uncut	44 c. per lb. and 40 per cent. <i>ad val.</i>
	If the pile is partly cut	44 c. per lb. and 40 per cent. <i>ad val.</i>
1111	Blankets, and similar articles (including carriage and automobile robes and steamer rugs), made as units or in the piece, finished or unfinished, wholly or in chief value of wool, not exceeding three yards in length :	
	Valued at not more than \$1 per pound.	30 c. per lb. and 36 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than \$1, but not more than \$1.50 per pound	33 c. per lb. and 36 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than \$1.50 per pound	40 c. per lb. and 36 per cent. <i>ad val.</i>
1112	Felts, not woven, wholly or in chief value of wool :	
	Valued at not more than \$1.50 per pound	30 c. per lb. and 30 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than \$1.50 per pound	40 c. per lb. and 35 per cent. <i>ad val.</i>
1113	Fabrics, with fast edges, not exceeding twelve inches in width, and articles made therefrom ; tubings, garters, suspenders, braces, cords, and cords and tassels ; all the foregoing, wholly or in chief value of wool	50 c. per lb. and 40 per cent. <i>ad val.</i>

Numéro du <i>Tarif Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
1109 a)	Tissus pesant plus de 4 onces par yard carré, entièrement en laine ou dans lesquels la laine constitue la matière de principale valeur (à l'exception des draps de billard, verts, en pièces pesant plus de 11, mais pas plus de 15 onces par yard carré, entièrement en laine), évalués par livre à :	
	Pas plus de 80 cents.	40 c. par lb. et 45% <i>ad val.</i>
	Plus de 80 cents mais pas plus de \$1.25	50 c. par lb. et 40% <i>ad val.</i>
	Plus de \$1.25 mais pas plus de \$2	50 c. par lb. et 40% <i>ad val.</i>
	Plus de \$2	50 c. par lb. et 35% <i>ad val.</i>
1109 b)	Feutres, courroies, blanchets, enveloppes ou autres articles de garniture de machines pour la fabrication du papier, pour l'imprimerie ou pour autres machines, tissés entièrement en laine ou dans lesquels la laine constitue la matière de principale valeur, en articles détachés ou à la pièce, finis ou non, évalués par livre à :	
	Pas plus de \$1.25.	50 c. par lb. et 25% <i>ad val.</i>
	Plus de \$1.25 mais pas plus de \$2	50 c. par lb. et 27½% <i>ad val.</i>
	Plus de \$2	50 c. par lb. et 30% <i>ad val.</i>
1110	Tissus à poil, que le poil recouvre ou non toute la surface du tissu, entièrement en laine ou dans lesquels la laine constitue la matière de principale valeur, ainsi que tous ouvrages, finis ou non, fabriqués ou coupés de ces tissus :	
	Si le poil est entièrement rasé ou entièrement non rasé	44 c. par lb. et 40% <i>ad val.</i>
	Si le poil est partiellement rasé	44 c. par lb. et 40% <i>ad val.</i>
1111	Couvertures et articles similaires (y compris les couvertures pour voyager en voiture, en automobile et en bateau), fabriqués soit en articles détachés ou à la pièce, entièrement en laine ou dans lesquels la laine constitue la matière de principale valeur, finis ou non, dont la longueur ne dépasse pas 3 yards, évalués par livre à :	
	Pas plus de \$1	30 c. par lb. et 36% <i>ad val.</i>
	Plus de \$1 mais pas plus de \$1.50	33 c. par lb. et 36% <i>ad val.</i>
	Plus de \$1.50.	40 c. par lb. et 36% <i>ad val.</i>
1112	Feutres non tissés, entièrement en laine ou dans lesquels la laine constitue la matière de principale valeur, évalués par livre à :	
	Pas plus de \$1.50.	30 c. par lb. et 30% <i>ad val.</i>
	Plus de \$1.50.	40 c. par lb. et 35% <i>ad val.</i>
1113	Tissus avec bordures dites « fast edges », n'ayant pas plus de 12 pouces de largeur, et articles confectionnés avec ces tissus ; tuyaux, jarretières, jarretelles, bretelles, cordons et cordons avec glands ; tous ces articles entièrement en laine ou dans lesquels la laine constitue la matière de principale valeur	50 c. par lb. et 40% <i>ad val.</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
1114 (b)	Hose and half-hose, finished or unfinished, wholly or in chief value of wool :	
	Valued at more than \$1.75, but not more than \$3 per dozen pairs.	50 c. per lb. and 35 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than \$3 per dozen pairs	50 c. per lb. and 25 per cent. <i>ad val.</i>
1114 (b)	Gloves and mittens, finished or unfinished, wholly or in chief value of wool, valued at more than \$3.50 per dozen pairs . .	50 c. per lb. and 40 per cent. <i>ad val.</i>
1114 (c)	Knit underwear, finished or unfinished, wholly or in chief value of wool :	
	Valued at not more than \$1.75 per pound	40 c. per lb. and 30 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than \$1.75 per pound	50 c. per lb. and 30 per cent. <i>ad val.</i>
1114 (d)	Outerwear and articles of all kinds, knit or crocheted, finished or unfinished, wholly or in chief value of wool, and not specially provided for (except hats, bonnets, caps, berets, and similar articles) :	
	Infants' outerwear valued at more than \$2 per pound :	
	Made or cut from Jersey fabric knit in plain stitch on a circular machine	50 c. per lb. and 25 per cent. <i>ad val.</i>
	Other	50 c. per lb. and 50 per cent. <i>ad val.</i>
	Other than infants' outerwear :	
	Valued at more than \$2 but not more than \$5 per pound	50 c. per lb. and 40 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than \$5 per pound.	50 c. per lb. and 30 per cent. <i>ad val.</i>
1115 (a)	Clothing and articles of wearing apparel of every description, not knit or crocheted, manufactured wholly or in part, wholly or in chief value of wool (except hats, bonnets, caps, berets, and similar articles, and except bodies, hoods, forms, and shapes for hats, bonnets, caps, berets, and similar articles) :	
	Valued at not more than \$4 per pound.	33 c. per lb. and 30 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than \$4 per pound.	50 c. per lb. and 30 per cent. <i>ad val.</i>
1115 (b)	Bodies, hoods, forms, and shapes, for hats, bonnets, caps, berets, and similar articles, wholly or in chief value of wool but not knit or crocheted nor made in chief value of knit, crocheted, or woven material, if blocked or trimmed (including finished hats, bonnets, caps, berets, and similar articles), and valued at more than \$12 per dozen	40 c. per lb. and 40 per cent. <i>ad val.</i> and in addition 8 c. per article.

Numéro du <i>Tariff Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
1114 b)	Bas et chaussettes, finis ou non, entièrement en laine ou dans lesquels la laine constitue la matière de principale valeur, évalués par douzaine de paires à : Plus de \$1.75 mais pas plus de \$3	50 c. par lb. et 35% <i>ad val.</i>
	Plus de \$3	50 c. par lb. et 25% <i>ad val.</i>
1114 b)	Gants et mitaines, finis ou non, entièrement en laine ou dans lesquels la laine constitue la matière de principale valeur, évalués à plus de \$3.50 par douzaine de paires	50 c. par lb. et 40% <i>ad val.</i>
1114 c)	Vêtements de dessous en tricot, finis ou non, entièrement en laine ou dans lesquels la laine constitue la matière de principale valeur, évalués par livre à : Pas plus de \$1.75	40 c. par lb. et 30% <i>ad val.</i>
	Plus de \$1.75	50 c. par lb. et 30% <i>ad val.</i>
1114 d)	Vêtements de dessus et tous autres articles en tricot ou au crochet, finis ou non, entièrement en laine ou dans lesquels la laine constitue la matière de principale valeur, n. s. d. (à l'exception des chapeaux, bonnets, casquettes, bérets et articles similaires) : Vêtements de dessus, pour enfants, évalués à plus de \$2 la livre :	
	Fabriqués en tissu de jersey tricoté à point uni sur une machine circulaire ou découpés dans ce même tissu . .	50 c. par lb. et 25% <i>ad val.</i>
	Autres	50 c. par lb. et 50% <i>ad val.</i>
	Vêtements autres que pour enfants, évalués par livre à :	
	Plus de \$2 mais pas plus de \$5	50 c. par lb. et 40% <i>ad val.</i>
	Plus de \$5	50 c. par lb. et 30% <i>ad val.</i>
1115 a)	Vêtements et articles d'habillement de toute sorte, ni en tricot, ni au crochet, confectionnés en tout ou en partie, entièrement en laine, ou dans lesquels la laine constitue la matière de principale valeur (à l'exception des chapeaux, bonnets, casquettes, bérets et articles similaires, et des bastissages, chemises, formes et cloches, pour chapeaux, bonnets, casquettes, bérets et articles similaires), évalués par livre à : Pas plus de \$4	33 c. par lb. et 30% <i>ad val.</i>
	Plus de \$4	50 c. par lb. et 30% <i>ad val.</i>
1115 b)	Bastissages, chemises, formes et cloches, pour chapeaux, bonnets, casquettes, bérets et articles similaires, entièrement en laine ou dans lesquels la laine constitue la matière de principale valeur, mais ni en tricot, ni au crochet, ni fabriqués en valeur principale avec du tricot, du crochet ou du tissu, formés ou garnis (y compris les chapeaux, bonnets, casquettes, bérets et articles similaires, finis), évalués par douzaine à plus de \$12	40 c. par lb. et 40% <i>ad val.</i> plus, par pièce, 8 c.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
1116 (b)	Carpets, rugs, and mats, of oriental weave or weaves, made on a power-driven loom; chenille Axminster carpets, rugs, and mats; all the foregoing, plain or figured, whether woven as separate carpets, rugs, or mats, or in rolls of any width . . .	40 per cent. <i>ad val.</i>
1117 (a)	Axminster carpets, rugs, and mats, not specially provided for; Wilton carpets, rugs, and mats; Brussels carpets, rugs, and mats; velvet or tapestry carpets, rugs, and mats; and carpets, rugs, and mats, of like character or description; all the foregoing, if valued at more than 40 cents per square foot. . . .	40 per cent. <i>ad val.</i>
1117 (c)	Floor coverings, including mats and druggets, wholly or in chief value of hair of the Angora goat, not specially provided for:	
	Valued at not more than 40 cents per square foot. . . .	30 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than 40 cents per square foot. . . .	40 per cent. <i>ad val.</i>
1119	Tapestries and upholstery goods (not including pile fabrics), in the piece or otherwise, wholly or in chief value of wool .	Subject to applicable rates of duty imposed upon woven fabrics of wool in item 1108 or 1109 (a) of this Schedule.
1120	Cloth samples measuring not more than one hundred and four square inches in area, wholly or in chief value of wool, not specially provided for	25 per cent. <i>ad val.</i>
1207	Garters, suspenders, and braces, wholly or in chief value of silk or of silk and indiarubber, and not specially provided for, whether or not Jacquard-figured	35 per cent. <i>ad val.</i>
1209	Handkerchiefs and woven mufflers, wholly or in chief value of silk, finished or unfinished, valued at more than \$5 per dozen:	
	Not hemmed:	
	If block-printed by hand	30 per cent. <i>ad val.</i>
	Other	40 per cent. <i>ad val.</i>
	Hemmed or hemstitched:	
	If block-printed by hand	35 per cent. <i>ad val.</i>
	Other	45 per cent. <i>ad val.</i>
1402	Sheathing paper, roofing paper, deadening felt, sheathing felt, roofing felt or felt roofing, whether or not saturated or coated	10 per cent. <i>ad val.</i>
1404	Papers commonly or commercially known as stereotype paper, carbon paper, coated or uncoated, and pottery paper; any of the foregoing, colored or uncolored, white or printed:	
	Weighing not over six pounds to the ream, and whether in sheets or any other form, valued at more than 15 cents per pound	4 c. per lb. and 15 per cent. <i>ad val.</i>
	Weighing over six pounds and less than ten pounds to the ream, valued at more than 15 cents per pound	4 c. per lb. and 10 per cent. <i>ad val.</i>
1404	India and bible paper weighing ten pounds or more and less than twenty and one-half pounds to the ream	2 c. per lb. and 10 per cent. <i>ad val.</i>
1405	Simplex decalcomania paper not printed	2½ c. per lb. and 10 per cent. <i>ad val.</i>

Numéro du <i>Tarif Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
1116 b)	Tapis, carpettes et nattes, tissés à la façon orientale sur métier mécanique ; tapis, carpettes et nattes chenille d'Axminster ; tous ces articles avec ou sans dessins, tissés comme tapis, carpettes ou nattes séparés ou en rouleaux de toute largeur	40% <i>ad val.</i>
1117 a)	Tapis, carpettes et nattes d'Axminster, n. s. d. ; tapis, carpettes et nattes de Wilton ; tapis, carpettes et nattes de Bruxelles ; tapis, carpettes et nattes en velours ou tapisserie, ainsi que tapis, carpettes et nattes de même genre ou de même espèce ; tous les articles ci-dessus évalués à plus de 40 cents par pied carré.	40% <i>ad val.</i>
1117 c)	Couvre-parquets, y compris les nattes et droguets, n. s. d., entièrement en poils de chèvre angora ou dans lesquels lesdits poils constituent la matière de principale valeur, évalués à : Pas plus de 40 cents par pied carré Plus de 40 cents par pied carré	30% <i>ad val.</i> 40% <i>ad val.</i>
1119	Tapisseries et tissus pour ameublements (non compris les tissus à poils), à la pièce ou autrement, entièrement en laine ou dans lesquels la laine constitue la matière de principale valeur . .	Droit des tissus de laine des N ^{os} 1108 et 1109 a) de la présente liste.
1120	Echantillons de tissu n'ayant pas plus de 104 pouces carrés de surface, entièrement en laine ou dans lesquels la laine constitue la matière de principale valeur, n. s. d.	25% <i>ad val.</i>
1207	Jarrettières, jarretelles et bretelles, entièrement en soie ou en soie et caoutchouc, ou dans lesquels ces matières constituent l'élément de principale valeur, n. s. d., qu'ils soient ou non façonnés au métier Jacquard.	35% <i>ad val.</i>
1209	Mouchoirs de poche et foulards tissés, entièrement en soie ou dans lesquels la soie constitue la matière de principale valeur, finis ou non, évalués à plus de \$5 la douzaine : Non ourlés : Imprimés au pochoir à la main Autres Ourlés ou ourlés à jour : Imprimés au pochoir à la main Autres	30% <i>ad val.</i> 40% <i>ad val.</i> 35% <i>ad val.</i> 45% <i>ad val.</i>
1402	Papier pour doublage et pour toitures, feutre amortisseur, feutre pour doublage et pour toitures, imprégnés ou non, enduits ou non	10% <i>ad val.</i>
1404	Papiers communément ou commercialement connus sous le nom de papiers pour stéréotypie, papier carbone, enduits ou non, et papier de potier (pottery paper) ; tous ces articles, colorés ou non, blancs ou imprimés : Ne pesant pas plus de 6 livres par rame, en feuille ou sous une autre forme, évalués à plus de 15 cents la livre Pesant plus de 6 et moins de 10 livres par rame, évalués à plus de 15 cents la livre	4 c. par lb. et 15% <i>ad val.</i> 4 c. par lb. et 10% <i>ad val.</i>
1404	Papier de l'Inde et papier bible, pesant 10 livres ou plus et moins de 20 livres et demi par rame	2 c. par lb. et 10% <i>ad val.</i>
1405	Papier simplex à décalcomanies, non imprimé	2 1/2 c. par lb. et 10% <i>ad val.</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
1405	All boxes of paper or papier-mâché or wood covered or lined with paper and provided for in paragraph 1405 of the Tariff Act of 1930, but not including boxes covered or lined with cotton or other vegetable fiber	5 c. per lb. and 10 per cent. <i>ad val.</i>
1405	Unsensitized basic paper, to be sensitized for use in photography	5 per cent <i>ad val.</i>
1406	Pictures, calendars, cards, placards, and other articles, composed wholly or in chief value of paper lithographically printed in whole or in part from stone, gelatin, metal, or other material (except boxes, views of American scenery or objects, and music, and illustrations when forming part of a periodical or newspaper, or of bound or unbound books, accompanying the same) not specially provided for in paragraph 1406 or elsewhere in the Tariff Act of 1930, exceeding twenty one-thousandths of one inch in thickness, and valued at more than 35 cents per pound	6 c. per lb.
1407 (a)	Hand made paper, and paper commonly or commercially known as hand made or machine hand made paper, all the above weighing 8 pounds or over per ream, and valued at 50 cents or more per pound	2 c. per lb. and 10 per cent. <i>ad val.</i>
1407 (a)	Drawing paper, whether made by hand or machine, weighing 8 pounds or over per ream, and valued at 40 cents or more per pound	2 c. per lb. and 10 per cent. <i>ad val.</i>
1408	Paper envelopes, filled or unfilled, whether the contents are dutiable or free, not specially provided for	The same rate of duty as the paper from which made and in addition thereto :
	If plain	2½ per cent. <i>ad val.</i>
	If bordered, embossed, printed, tinted, decorated, or lined.	5 per cent. <i>ad val.</i>
	If lithographed	15 per cent. <i>ad val.</i>
1409	Hanging paper, printed, lithographed, dyed, or colored	1 c. per lb. and 10 per cent. <i>ad val.</i>
1409	Blotting paper	15 per cent. <i>ad val.</i>
1409	Filtering paper, valued at 75 cents or more per pound. . . .	2½ c. per lb. and 7½ per cent. <i>ad val.</i>
1410	Unbound books of all kinds, bound books of all kinds except those bound wholly or in part in leather, sheets or printed pages of books bound wholly or in part in leather, pamphlets, music in books or sheets, and printed matter, all the foregoing not specially provided for (except unbound or bound prayer books and sheets or printed pages of prayer books; except tourist literature containing historical, geographic, time table, travel, hotel, or similar information, chiefly with respect to places or travel facilities outside the continental United States; and except diaries) :	
	If of <i>bona fide</i> foreign authorship	7½ per cent. <i>ad val.</i>
	All other	20 per cent. <i>ad val.</i>

Numéro du <i>Tariff Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
1405	Toutes boîtes en papier, papier mâché ou bois recouvertes ou doublées avec du papier et reprises au N° 1405 du « <i>Tariff Act</i> » de 1930, mais non compris les boîtes recouvertes ou doublées avec du coton ou toute autre fibre végétale	5 c. par lb. et 10% <i>ad val.</i>
1405	Papier basique non sensibilisé, destiné à être sensibilisé, pour être employé en photographie	5% <i>ad val.</i>
1406	Images et gravures, calendriers, cartes, placards et autres articles, entièrement en papier ou dans lesquels le papier constitue la matière de principale valeur, lithographiés en tout ou en partie au moyen de planches en pierre, en gélatine, en métal ou autre matière (à l'exception des boîtes, des vues de paysages ou de monuments américains, de la musique et des illustrations faisant partie de périodiques, de journaux ou de livres reliés ou non et importés avec eux), non spécialement dénommés au N° 1406 du « <i>Tariff Act</i> » de 1930 ni ailleurs dans ledit tarif, d'une épaisseur de plus de 20/1000 de pouce et évalués à plus de 35 cents la livre	6 c. par lb.
1407 a)	Papier fait à la main et papier communément ou commercialement connu sous le nom de papier fait à la main et de papier mécanique à la main ; tous ces papiers pesant 8 livres ou plus par rame et évalués à 50 cents ou plus par livre	2 c. par lb. et 10% <i>ad val.</i>
1407 a)	Papier à dessiner fait à la main ou à la machine, pesant 8 livres ou plus par rame et évalué à 40 cents ou plus la livre.	2 c. par lb. et 10% <i>ad val.</i>
1408	Les enveloppes en papier, remplies ou non, que leur contenu soit passible ou exempt de droits, n. s. d., acquittent	Les mêmes droits que le papier dont elles sont fabri- quées, avec une surtaxe de : 2 1/2% <i>ad val.</i>
	Si elles sont simples.	5% <i>ad val.</i>
	Si elles sont bordées, repoussées, imprimées, teintées, déco- rées ou doublées	15% <i>ad val.</i>
	Si elles sont lithographiées	1 c. par lb. et 10% <i>ad val.</i>
1409	Papier de tenture, imprimé, lithographié, teint ou coloré	15% <i>ad val.</i>
1409	Papier buvard	2 1/2 c. par lb. et 7 1/2% <i>ad val.</i>
1409	Papier filtre, évalué à 75 cents ou plus la livre	
1410	Livres de toute sorte, reliés ou non, à l'exception de ceux entière- ment ou partiellement reliés en cuir, feuillets ou pages imprimés de livres entièrement ou partiellement reliés en cuir, brochures, musique brochée ou en feuilles, ainsi qu'imprimés ; tous ces articles n. s. d. (à l'exception des livres de prières reliés ou non et des feuillets ou pages imprimés de livres de prières, de la littérature touristique contenant des renseignements sur l'histoire, la géographie, les horaires, les voyages, les hôtels ou des renseignements similaires, concernant surtout des régions en dehors du territoire continental des Etats-Unis et des facilités pour des voyages à faire en dehors dudit territoire, ainsi qu'à l'exception des agendas) : S'ils sont réellement d'auteurs étrangers	7 1/2% <i>ad val.</i> 20% <i>ad val.</i>
	Tous autres	

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
1410	Blank books, slate books, engravings, maps, and charts, not specially provided for (except diaries, notebooks, and address books)	20 per cent. <i>ad val.</i>
1410	Book bindings wholly or in part of leather, not specially provided for	15 per cent. <i>ad val.</i>
1412	Playing cards	10 c. per pack and 10 per cent. <i>ad val.</i>
1501 (a)	Yarn, slivers, rovings, wick, rope, cord, cloth, tape, and tubing, of asbestos, or of asbestos and any other spinnable fiber, with or without wire, and all manufactures of any of the foregoing	20 per cent. <i>ad val.</i>
1501 (b)	Molded, pressed, or formed articles, in part of asbestos, containing any binding agent, coating, or filler, other than hydraulic cement or synthetic resin	20 per cent. <i>ad val.</i>
1502	Lawn-tennis and table-tennis balls and golf balls	20 per cent. <i>ad val.</i>
1502	Football and other balls, finished or unfinished, not specially provided for, primarily designed for use in physical exercise (whether or not such exercise involves the element of sport), except balls wholly or in chief value of rubber	20 per cent. <i>ad val.</i>
1502	Field-hockey sticks and guards, polo mallets, table-tennis bats, croquet mallets, golf clubs, soccer guards, and tennis nets.	20 per cent. <i>ad val.</i>
1502	Golf tees	15 per cent. <i>ad val.</i>
1504 (b) (4)	Hats, bonnets, and hoods, composed wholly or in chief value of straw, if sewed and blocked or trimmed, and valued at \$15 or more per dozen	\$2 per doz. and 30 per cent. <i>ad val.</i>
1506	Toilet brushes, ornamented, mounted, or fitted with gold, silver, or platinum, or wholly or partly plated with gold, silver, or platinum, whether or not enameled	30 per cent. <i>ad val.</i>
1506	Brushes, the handles or backs of which are composed wholly or in chief value of products other than those provided for in paragraph 31 of the Tariff Act of 1930 : Tooth brushes valued at more than 12 cents each Other toilet brushes valued at more than 40 cents each	1 c. each and 25 per cent. <i>ad val.</i> 1 c. each and 25 per cent. <i>ad val.</i>
1506	Hair pencils in quills or otherwise	2 c. each, but not less than 20 nor more than 40 per cent. <i>ad val.</i>
1510	Buttons, not specially provided for : Horn and composition horn	35 per cent. <i>ad val.</i>
1513	Toys, not specially provided for : Figures or images of animate objects, not having any movable member or part, wholly or in chief value of metal and valued at 21 cents or more per pound ; figures or images of animate objects, having any movable member or part but not having a spring mechanism, wholly or in chief value of metal and valued at 30 cents or more per pound ; model airplane construction sets, wholly or in chief value of metal, valued at 75 cents or more each ; construction sets (other than model airplane construction sets), wholly or in chief value of metal,	

Numéro du Tarif Act des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
1410	Registres en blanc, livres d'ardoise, gravures, cartes géographiques et marines, n. s. d. (à l'exception des agendas, des carnets et des livres d'adresses)	20% <i>ad val.</i>
1410	Reliures de livres entièrement ou partiellement en cuir, n. s. d.	15% <i>ad val.</i>
1412	Cartes à jouer	10 c. par jeu et 10% <i>ad val.</i>
1501 a)	Filés, traits, boudins, mèches, cordages, cordons, tissus, rubans et tubes, en asbeste ou en asbeste combinée avec toute autre fibre textile, avec ou sans fil métallique, ainsi que tous articles fabriqués avec l'un quelconque des produits ci-dessus	20% <i>ad val.</i>
1501 b)	Articles moulés, pressés ou formés, partiellement en asbeste, contenant un produit quelconque agglutinant, de recouvrement ou de remplissage, autre que le ciment hydraulique ou la résine synthétique	20% <i>ad val.</i>
1502	Balles de lawn-tennis et de tennis de table, ainsi que balles de golf	20% <i>ad val.</i>
1502	Balles de football et autres balles, finies ou non, n. s. d., destinées à des exercices physiques (que ces exercices soient ou non de sport), à l'exception des balles entièrement en caoutchouc ou dans lesquelles le caoutchouc constitue la matière de principale valeur	20% <i>ad val.</i>
1502	Crosses et jambières de hockey, maillets de polo, palettes de tennis de table, maillets de croquet, clubs de golf, jambières de football et filets de tennis	20% <i>ad val.</i>
1502	Tees de golf	15% <i>ad val.</i>
1504 b) (4)	Chapeaux, bonnets et coiffures, composés entièrement de paille ou dans lesquels la paille constitue la matière de principale valeur, cousus et conformés ou garnis et évalués à \$15 ou plus par douzaine	\$2 par douzaine et 30% <i>ad val.</i>
1506	Brosses de toilette, ornées, montées ou garnies d'or, d'argent ou de platine, ou entièrement ou partiellement plaquées d'or, d'argent ou de platine, émaillées ou non	30% <i>ad val.</i>
1506	Brosses dont les manches ou dos sont entièrement composés de produits autres que ceux dénommés au N° 31 du « Tarif Act » de 1930 ; dans lesquels ces produits constituent l'élément de principale valeur :	
	Brosses à dents évaluées à plus de 12 cents pièce	1 c. pièce et 25% <i>ad val.</i>
	Autres brosses de toilette évaluées à plus de 40 cents pièce	1 c. pièce et 25% <i>ad val.</i>
1506	Pinceaux en poils, montés sur tuyaux de plumes ou autrement	2 c. pièce, sans que le droit puisse être inférieur à 20 ni supérieur à 40% <i>ad val.</i>
1510	Boutons n. s. d. : En corne ou composition de corne	35% <i>ad val.</i>
1513	Jouets n. s. d. : Figures ou images d'objets animés, n'ayant aucun organe ou partie mobile, entièrement en métal ou dans lesquelles le métal constitue la matière de principale valeur, évaluées à 21 cents ou plus la livre ; figures ou images d'objets animés ayant un organe ou partie mobile quelconque, autre qu'à ressort, entièrement en métal ou dans lesquelles le métal constitue la matière de principale valeur, évaluées à 30 cents ou plus la livre ; jeux de construction d'aéroplanes, entièrement en métal ou dans lesquelles le métal constitue la ma-	

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
1513 (<i>contd.</i>)	valued at 30 cents or more per pound ; stuffed animal figures not having a spring mechanism, not over six inches in height and valued at 35 cents or more each, or over six inches but not over eleven inches in height and valued at \$1 or more each, or over eleven inches but not over fourteen inches in height and valued at \$2 or more each, or over fourteen inches in height and valued at \$3.50 or more each ; and building blocks or bricks, valued at 8 cents or more per pound	45 per cent. <i>ad val.</i>
1514	Emery wheels, emery files, and manufactures of which emery, corundum, garnet or artificial abrasive is the component material of chief value, not specially provided for (except wheels in chief value of corundum or silicon carbide). . .	10 per cent. <i>ad val.</i>
1518	Boas, boutonnières, wreaths, and all articles not specially provided for, composed wholly or in chief value of any of the feathers mentioned in the duty provisions of paragraph 1518 of the Tariff Act of 1930	40 per cent. <i>ad val.</i>
1519 (a)	Dressed furs and dressed fur skins (except silver or black fox, coney, rabbit, hare, dog, goat, kid, and fur sealskins, and not including plates, mats, linings, strips, and crosses of dressed dog, goat, or kid skins)	15 per cent. <i>ad val.</i>
1523	All the foregoing, if dyed Human hair tops, roving, and yarns, of which human hair is the component material of chief value	20 per cent. <i>ad val.</i> 3 c. per lb. and 12½ per cent. <i>ad val.</i>
1523	Press cloth, of which human hair is the component material of chief value	4 c. per lb. and 30 per cent. <i>ad val.</i>
1523	Press cloth, of which camel's hair is the component material of chief value	20 per cent. <i>ad val.</i> but not less than 15 c. per lb.
1523	Hair press cloth, not specially provided for	30 per cent. <i>ad val.</i>
1526 (a)	Hats, caps, bonnets, and hoods, trimmed or untrimmed, including bodies, hoods, plateaux, forms, or shapes, for hats or bonnets, composed wholly or in chief value of fur of the rabbit, beaver, or other animals :	
	For men's or boys' wear, valued at more than \$48 per dozen	\$16 per doz. and 15 per cent. <i>ad val.</i>
	For women's or girls' wear, valued at more than \$18 and not more than \$48 per dozen	50 per cent. <i>ad val.</i>
1526 (b)	Men's silk or opera hats, in chief value of silk	\$1 each and 40 per cent. <i>ad val.</i>
1527 (c) (2)	Cigar and cigarette lighters, designed to be worn on apparel or carried on or about or attached to the person, finished or unfinished, composed wholly or in chief value of metal other than gold or platinum (whether or not enameled, washed, covered, or plated, including rolled gold plate), or (if not composed in chief value of metal and if not dutiable under clause (1) of sub-paragraph (c) of paragraph 1527 of the Tariff	

Numéro du <i>Tariff Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
1513 (<i>suite</i>)	tière de principale valeur, évalués à 75 cents ou plus par jeu ; jeux de construction (autres que d'aéroplanes) entièrement en métal ou dans lesquels le métal constitue la matière de principale valeur, évalués à 30 cents ou plus la livre ; animaux rembourrés n'ayant pas plus de 6 pouces de hauteur et évalués à 35 cents ou plus pièce, ou ayant plus de 6 pouces mais pas plus de 11 pouces de hauteur et évalués à \$1 ou plus pièce, ou ayant plus de 11 pouces mais pas plus de 14 pouces de hauteur et évalués à \$2 ou plus pièce, ou ayant plus de 14 pouces de hauteur et évalués à \$3.50 ou plus pièce ; blocs ou briques de construction, évalués à 8 cents ou plus la livre	45% <i>ad val.</i>
1514	Meules et limes en émeri et articles dans lesquels l'émeri, le corindon, les grenats ou les abrasifs artificiels constituent la matière de principale valeur, n. s. d. (à l'exception des meules dont le corindon ou le carbure de silicium constituent la matière de principale valeur)	10% <i>ad val.</i>
1518	Boas, boutonnères, couronnes et tous objets n. s. d., entièrement composés des plumes mentionnées sous le N° 1518 du « <i>Tariff Act</i> » de 1930, ou dont lesdites plumes constituent la matière de principale valeur	40% <i>ad val.</i>
1519 a)	Pelletteries préparées et peaux à fourrure préparées (à l'exception de celles de renard argenté ou noir, lapin, lièvre, chien, chèvre, chevreau et phoque, et des nappes, tapis de pied, doublures, bandes et garnitures en peaux de chien, de chèvre et de chevreau)	15% <i>ad val.</i>
1523	Les mêmes, teintés	20% <i>ad val.</i>
1523	Traits, boudins et filés dans lesquels les cheveux constituent la matière de principale valeur	3 c. par lb. et 12½% <i>ad val.</i>
1523	Tissus pour presses, dans lesquels les cheveux constituent la matière de principale valeur	4 c. par lb. et 30% <i>ad val.</i>
1523	Tissus pour presses, dans lesquels le poil de chameau constitue la matière de principale valeur	20% <i>ad val.</i> , sans que le droit puisse être inférieur à 15 cents par lb.
1523	Tissus pour presses, en poils, n. s. d.	30% <i>ad val.</i>
1526 a)	Chapeaux, casquettes, bonnets et coiffures, garnis ou non, y compris les bastissages, chemises, cloches, plateaux ou formes pour chapeaux ou bonnets, entièrement en poils de lapin, de castor ou d'autres animaux, ou dans lesquels ces poils constituent la matière de principale valeur : Pour hommes ou garçons, évalués à plus de \$48 la douzaine.	\$16 par douzaine et 15% <i>ad val.</i>
1526 b)	Pour femmes ou fillettes, évalués à plus de \$18 et pas plus de \$48 dollars la douzaine Chapeaux de soie pour hommes ou gibus, dans lesquels la soie constitue la matière de principale valeur	50% <i>ad val.</i> \$1 pièce et 40% <i>ad val.</i>
1527 c) (2)	Briquets, destinés à être portés en poche ou à servir de parure, finis ou non, composés entièrement en métaux autres que l'or ou le platine ou dans lesquels les métaux autres que l'or ou le platine constituent la matière de principale valeur (qu'ils soient ou non émaillés, recouverts par galvanoplastie ou autrement, ou plaqués, y compris le doublé d'or), ou (si le métal ne constitue pas la matière de principale valeur	

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
1527 (c) (2) (<i>contd.</i>)	Act of 1930) set with and in chief value of precious or semi-precious stones, pearls, cameos, coral, amber, imitation precious or semiprecious stones, or imitation pearls, and valued above \$5 per dozen	½ c. each and ⅜ c. per doz. for each 1 c. the value exceeds 20 c. per doz., and 25 per cent. <i>ad val.</i>
1529 (a)	Nets and nettings made on the bobbinet machine, not embroidered: Wholly or in chief value of cotton and having two hundred and twenty-five or more holes per square inch Wholly or in chief value of silk Wholly or in chief value of rayon or other synthetic textile.	45 per cent. <i>ad val.</i> 60 per cent. <i>ad val.</i> 65 per cent. <i>ad val.</i>
1529 (a)	Hose and half-hose wholly or in chief value of wool, embroidered in any manner :	
	Valued at not more than \$3.50 per dozen pairs	65 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than \$3.50 per dozen pairs	50 per cent. <i>ad val.</i>
1530 (b)	Leather (except leather provided for in sub-paragraph (d) of paragraph 1530 of the Tariff Act of 1930), made from hides or skins of cattle of the bovine species :	
	(1) Sole or belting leather (including offal), rough, partly finished, finished, curried, or cut or wholly or partly manufactured into outer or inner soles, blocks, strips, counters, taps, box toes, or any forms or shapes suitable for conversion into boots, shoes, footwear, or belting	10 per cent. <i>ad val.</i>
	(2) Leather welting	10 per cent. <i>ad val.</i>
	(3) Leather to be used in the manufacture of harness or saddlery	10 per cent. <i>ad val.</i>
	(4) Side upper leather (including grains and splits), and lining leather made from calf or kip skins, rough, partly finished, or finished, or cut or wholly or partly manufactured into uppers, vamps, or any forms or shapes suitable for conversion into boots, shoes, or footwear (not including patent leather or calf or kip leather other than lining leather) :	
	Side upper splits, wax or rough, not cut or wholly or partly manufactured into uppers, vamps, or any forms or shapes suitable for conversion into boots, shoes, or footwear	10 per cent. <i>ad val.</i>
	Other	12½ per cent. <i>ad val.</i>
	(5) Collar, bag, case, glove, garment, or strap leather, in the rough, in the white, crust, or russet, partly finished, or finished	15 per cent. <i>ad val.</i>
	(6) Leather to be used in the manufacture of footballs, basket balls, soccer balls, or medicine balls	15 per cent. <i>ad val.</i>
	(7) All other, rough, partly finished, finished, or curried, not specially provided for	10 per cent. <i>ad val.</i>

Numéro du <i>Tarif Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
1527 c) (2) (suite)	et s'ils n'acquittent pas les droits d'après le litt. c) 1 du N° 1527 du « <i>Tariff Act</i> » de 1930), garnis de pierres précieuses ou demi-précieuses, de perles, de camées, de corails, d'ambre ou d'imitations de pierres précieuses ou demi-précieuses ou imitations de perles, ou dans lesquels ces matières constituent l'élément de principale valeur, et évalués à plus de \$5 la douzaine	½ c. pièce et un droit additionnel de 3/10 de cent par douzaine pour chaque cent de valeur au-dessus de 20 cents par douzaine, et 25% <i>ad val.</i>
1529 a)	Filets et réseaux fabriqués à la machine à bobinot, non brodés : Entièrement en coton ou dans lesquels le coton constitue la matière de principale valeur et ayant 225 trous ou plus par pouce carré. Entièrement en soie ou dans lesquels la soie constitue la matière de principale valeur Entièrement en rayonne ou autres textiles synthétiques ou dans lesquels ces matières constituent l'élément de principale valeur	45% <i>ad val.</i> 60% <i>ad val.</i> 65% <i>ad val.</i>
1529 a)	Bas et chaussettes entièrement en laine ou dans lesquels la laine constitue la matière de principale valeur, brodés de quelque manière que ce soit : Evalués à pas plus de \$3.50 la douzaine de paires Evalués à plus de \$3.50 la douzaine de paires	65% <i>ad val.</i> 50% <i>ad val.</i>
1530 b)	Cuir (à l'exception du cuir dénommé au litt. d) du N° 1530 du « <i>Tariff Act</i> » de 1930), provenant de peaux de bovidés : 1. Cuir à semelles ou pour courroies de transmission (y compris les déchets), brut, partiellement fini, fini, corroyé ou coupé ou entièrement ou partiellement ouvré sous forme de semelles extérieures ou intérieures, <i>blocks</i> , bandes, contreforts, pièces de réparations, bouts, ou sous toutes autres formes propres à la fabrication de bottines, souliers, chaussures ou courroies de transmission 2. Cuir pour trépointes 3. Cuir pour la fabrication de harnais ou d'articles de sellerie 4. Cuir pour tiges (y compris le cuir grainé et refendu) et peaux à doublures provenant de peaux de veau ou de vachette, bruts, partiellement finis, finis ou coupés ou entièrement ou partiellement ouvrés sous formes de tiges, empeignes ou sous d'autres formes propres à la fabrication de bottines, souliers ou chaussures (non compris le cuir vernis ni les peaux de veau ou de vachette autres que la peau de doublure); Cuir refendu pour tiges, ciré (wax), brut, non coupé ni entièrement ou partiellement ouvré sous forme de tiges, empeignes ou sous d'autres formes propres à la fabrication de bottines, souliers ou chaussures Autre 5. Cuir pour colliers, valises, étuis, gants, vêtements ou courroies de voyage, brut, blanc, en croûte ou fauve, partiellement fini ou fini 6. Cuir pour la fabrication de ballons de rugby, de basketball, de football ou pour la fabrication de « <i>medicine-balls</i> » 7. Tout autre cuir, brut, partiellement fini, fini ou corroyé, n. s. d.	10% <i>ad val.</i> 10% <i>ad val.</i> 10% <i>ad val.</i> 10% <i>ad val.</i> 10% <i>ad val.</i> 12½% <i>ad val.</i> 15% <i>ad val.</i> 15% <i>ad val.</i> 10% <i>ad val.</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
1530 (c)	Leather (except leather provided for in sub-paragraph (d) of paragraph 1530 of the Tariff Act of 1930), in the rough, in the white, crust, or russet, partly finished, or finished :	
	If made from sheep or lamb skins :	
	Imported to be used in the manufacture of boots, shoes, or footwear, or cut or wholly or partly manufactured into uppers, vamps, or any forms or shapes suitable for conversion into boots, shoes, or footwear	10 per cent. <i>ad val.</i>
	Other, not including chamois	20 per cent. <i>ad val.</i>
	If made from goat or kid skins, and not imported to be used in the manufacture of boots, shoes, or footwear, or cut or wholly or partly manufactured into uppers, vamps, or any forms or shapes suitable for conversion into boots, shoes, or footwear	20 per cent. <i>ad val.</i>
	If made from reptile skins or shark skins, and imported to be used in the manufacture of boots, shoes, or footwear, or cut or wholly or partly manufactured into uppers, vamps, or any forms or shapes suitable for conversion into boots, shoes, or footwear	10 per cent. <i>ad val.</i>
	Pigskin leather :	
	If imported to be used in the manufacture of boots, shoes, or footwear, or cut or wholly or partly manufactured into uppers, vamps, or any forms or shapes suitable for conversion into boots, shoes, or footwear	10 per cent. <i>ad val.</i>
	Other	12 ½ per cent. <i>ad val.</i>
	Glove and garment leather made from hides or skins of animals (including fish, reptiles, and birds, but not including sheep, lambs, goats, kids, pigs, hogs, or cattle of the bovine species), not imported to be used in the manufacture of boots, shoes, or footwear, or cut or wholly or partly manufactured into uppers, vamps, or any forms or shapes suitable for conversion into boots, shoes, or footwear	15 per cent. <i>ad val.</i>
	Rough-tanned walrus leather, not imported to be used in the manufacture of boots, shoes, or footwear, or cut or wholly or partly manufactured into uppers, vamps, or any forms or shapes suitable for conversion into boots, shoes, or footwear	15 per cent. <i>ad val.</i>
1530 (c)	Vegetable-tanned rough leather made from goat or sheep skins (including those commercially known as India-tanned goat or sheep skins)	10 per cent. <i>ad val.</i>
1530 (d)	Leather made from hides or skins of cattle of the bovine species, grained, printed, embossed, ornamented, or decorated, in any manner or to any extent (including leather finished in gold, silver, aluminum, or like effects), or by any other process (in addition to tanning) made into fancy leather, and any of the foregoing cut or wholly or partly manufactured into uppers, vamps, or any forms or shapes suitable for conversion into boots, shoes, or footwear, all the foregoing by whatever name known, and to whatever use applied	20 per cent. <i>ad val.</i>
1530 (e)	Boots, shoes, or other footwear (including athletic or sporting boots and shoes), made wholly or in chief value of leather by the process or method known as welt, and not specially provided for	50 c. per pair, but not less than 10 nor more than 20 per cent. <i>ad val.</i>

Numéro du <i>Tariff Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
1530 c)	Cuir (à l'exception du cuir dénommé au litt. <i>d</i>) du N° 1530 du « <i>Tariff Act</i> » de 1930), brut, blanc, en croûte ou fauve, partiellement fini ou fini :	
	Provenant de peaux de moutons ou d'agneaux :	
	Importé pour servir à la fabrication de bottines, souliers ou chaussures, ou coupé ou entièrement ou partiellement ouvré sous formes de tiges, empeignes ou sous d'autres formes propres à la fabrication de bottines, souliers ou chaussures	10% <i>ad val.</i>
	Autre, non compris le chamois	20% <i>ad val.</i>
	Provenant de peaux de chèvres ou de chevreaux, non importé pour servir à la fabrication de bottines, souliers ou chaussures, non coupé ni entièrement ou partiellement ouvré sous forme de tiges, empeignes ou sous d'autres formes propres à la fabrication de bottines, souliers ou chaussures	20% <i>ad val.</i>
	Provenant de peaux de reptiles ou de requins, importé pour servir à la fabrication de bottines, souliers ou chaussures, ou coupé ou entièrement ou partiellement ouvré sous forme de tiges, empeignes ou sous d'autres formes propres à la fabrication de bottines, souliers ou chaussures	10% <i>ad val.</i>
	Cuir de porc :	
	Importé pour servir à la fabrication de bottines, souliers ou chaussures, ou coupé ou entièrement ou partiellement ouvré sous forme de tiges, empeignes ou sous toutes autres formes propres à la fabrication de bottines, souliers ou chaussures.	10% <i>ad val.</i>
	Autre	12½% <i>ad val.</i>
	Cuir pour gants et pour vêtements, provenant de peaux d'animaux (y compris les poissons, les reptiles et les oiseaux, mais non compris les brebis, les agneaux, les chèvres, les chevreaux, les porcs, ni les bovidés), non importé pour servir à la fabrication de bottines, souliers ou chaussures, ni coupé ni entièrement ou partiellement ouvré sous forme de tiges, empeignes, ou sous toutes autres formes propres à la fabrication de bottines, souliers ou chaussures	15% <i>ad val.</i>
	Peaux de phoques en croûte, non importées pour servir à la fabrication de bottines, souliers ou chaussures, ni coupées ni entièrement ou partiellement ouvrées sous forme de tiges, empeignes ou sous toutes autres formes propres à la fabrication de bottines, souliers ou chaussures	15% <i>ad val.</i>
1530 c)	Cuir de chèvres ou de moutons, à tannage végétal, brut (y compris les peaux connues commercialement sous le nom de peaux de chèvres ou de moutons tannées à l'indienne).	10% <i>ad val.</i>
1530 d)	Cuir provenant de peaux de bovidés, grainé imprimé, repoussé, orné ou décoré de toute manière et en toute proportion (y compris le cuir avec effets d'or, d'argent, d'aluminium ou similaires), ou fabriqué sous forme de cuir de fantaisie par tout autre procédé (en plus du tannage), tous ces articles, coupés ou entièrement ou partiellement ouvrés sous forme de tiges, d'empeignes ou sous d'autres formes propres à la fabrication de bottines, souliers ou chaussures, quelles qu'en soient la dénomination et la destination	20% <i>ad val.</i>
1530 e)	Bottines, souliers ou autres chaussures (y compris les bottines et souliers d'athlétisme ou de sport) fabriqués entièrement en cuir ou dans lesquels le cuir constitue la matière de principale valeur, par le procédé ou la méthode « à trépointe », n. s. d.	50 c. par paire, sans que le droit puisse être inférieur à 10 ni supérieur à 20% <i>ad val.</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
1530 (f)	Harness valued at more than \$70 per set, single harness valued at more than \$40, saddles valued at more than \$40 each, saddlery, and parts (except metal parts) for any of the foregoing	20 per cent. <i>ad val.</i>
1530 (f)	Saddles made wholly or in part of pigskin or imitation pigskin.	20 per cent. <i>ad val.</i>
1530 (f)	Saddles and harness, not specially provided for, and parts thereof, except metal parts, finished or unfinished	15 per cent. <i>ad val.</i>
1531	Bags, baskets, belts, satchels, cardcases, pocketbooks, jewel boxes, portfolios, and other boxes and cases, not jewelry, wholly or in chief value of leather or parchment, and manufactures of leather, rawhide, or parchment, or of which leather, rawhide, or parchment is the component material of chief value, not specially provided for (not including coin purses, change purses, billfolds, bill cases, bill rolls, bill purses, bank-note cases, currency cases, money cases, card cases, licence cases, pass cases, passport cases, letter cases, and similar flat leather goods) :	
	Leads, leashes, collars, muzzles, and similar dog equipment.	20 per cent. <i>ad val.</i>
	Belts and buckles designed to be worn on the person.	17 ½ per cent. <i>ad val.</i>
	Other articles	25 per cent. <i>ad val.</i>
	Any of the foregoing permanently fitted and furnished with traveling, bottle, drinking, dining or luncheon, sewing, manicure, or similar sets	35 per cent. <i>ad val.</i>
1532 (a)	Men's gloves, wholly or in chief value of leather, whether wholly or partly manufactured, and not over twelve inches in length	\$4.50 per doz. prs.
	For each inch or fraction thereof in excess of twelve inches . .	25 c. per doz. prs.
	PROVIDED, That, in addition thereto, on all the foregoing there shall be paid each of the following cumulative duties:	
	When machine seamed, otherwise than overseamed	50 c. per doz. prs.
	When seamed by hand	\$2.50 per doz. prs.
	When lined with cotton, wool, silk, or other fabrics	\$1.75 per doz. prs.
	When trimmed with fur	\$2.00 per doz. prs.
	When lined with leather or fur	\$2.50 per doz. prs.
	PROVIDED FURTHER, That all the foregoing shall be dutiable at not less than	
		30 per cent. <i>ad val.</i>
1532 (a)	Women's and children's gloves, wholly or in chief value of leather, lined, or trimmed with fur, and not over twelve inches in length :	
	When seamed by hand	\$4 per doz. prs.
	When not seamed by hand	\$5 per doz. prs.
	For each inch or fraction thereof in excess of twelve inches	25 c. per doz. prs.
	PROVIDED, That, in addition thereto, on all the foregoing there shall be paid each of the following cumulative duties :	
	When machine seamed, otherwise than overseamed	\$1 per doz. prs.
	When seamed by hand	\$3.50 per doz. prs.
	When lined with cotton, wool, silk, or other fabrics	\$2 per doz. prs.
	When trimmed with fur	\$2 per doz. prs.
	When lined with leather or fur	\$2.50 per doz. prs.
	PROVIDED FURTHER, That all the foregoing shall be dutiable at not less than	
		35 per cent. <i>ad val.</i>

Numéro du Tarif Act des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
1530 f)	Harnais évalués à plus de \$70 par harnais complet, harnais simples évalués à plus de \$40, selles évaluées à plus de \$40 pièce, articles de sellerie et parties (autres que métalliques) de tous ces articles	20% <i>ad val.</i>
1530 f)	Selles faites entièrement ou partiellement en peau de porc ou en ses imitations	20% <i>ad val.</i>
1530 f)	Selles et harnais, n. s. d. ainsi que leurs parties (autres que métalliques), finis ou non	15% <i>ad val.</i>
1531	Sacs, corbeilles, ceintures, sacoches, porte-cartes, portefeuilles, coffrets à bijoux, serviettes et autres boîtes et étuis ne pouvant être considérés comme articles de bijouterie, entièrement en cuir ou en parchemin ou dans lesquels le cuir ou le parchemin constituent la matière de principale valeur, ainsi qu'articles en cuir, peau brute ou parchemin ou dans lesquels ces matières constituent l'élément de principale valeur, n. s. d. (à l'exception des porte-monnaie et des porte-billets de toute sorte, des étuis à cartes, à permis, à passeports, à lettres et des articles plats similaires en cuir : Fouets, lasses, colliers, muselières et accessoires similaires pour chiens Ceintures et boucles destinées à la parure Autres articles Tous les articles ci-dessus adaptés pour contenir et contenant à demeure des accessoires de voyage, des flacons, des gobelets, des couverts, des accessoires pour la couture, pour manucure et similaires	20% <i>ad val.</i> 17½% <i>ad val.</i> 25% <i>ad val.</i> 35% <i>ad val.</i>
1532 a)	Gants pour hommes, entièrement en peau ou dans lesquels la peau constitue la matière de principale valeur, ouvrés en tout ou en partie, n'ayant pas plus de 12 pouces de longueur Et par pouce ou fraction en plus de 12 pouces	\$4.50 par 12 paires. 25 c. par 12 paires.
	NOTE. — Il sera perçu, en plus des droits applicables aux articles susmentionnés, les droits additionnels suivants : Gants cousus à la machine autrement qu'avec couture extérieure Gants cousus à la main Gants doublés de coton, de laine, de soie ou d'autres tissus Gants garnis de fourrure Gants doublés de peau ou de fourrure	50 c. par 12 paires. \$2.50 par 12 paires. \$1.75 par 12 paires. \$2.— par 12 paires. \$2.50 par 12 paires.
	NOTE. — Les articles ci-dessus ne pourront acquitter un droit inférieur à	30% <i>ad val.</i>
1532	Gants pour femmes et enfants, entièrement en peau ou dans lesquels la peau constitue la matière de principale valeur, doublés ou garnis de fourrure, n'ayant pas plus de 12 pouces de longueur : Cousus à la main Autres que cousus à la main Et par pouce ou fraction en plus de 12 pouces	\$4.— par 12 paires. \$5.— par 12 paires. 25 c. par 12 paires.
	NOTE. — Il sera perçu, en plus des droits applicables aux articles susmentionnés, les droits additionnels suivants : Gants cousus à la machine autrement qu'avec couture extérieure Gants cousus à la main Gants doublés de coton, de laine, de soie ou d'autres tissus Gants garnis de fourrure Gants doublés de peau ou de fourrure	\$1.— par 12 paires. \$3.50 par 12 paires. \$2.— par 12 paires. \$2.— par 12 paires. \$2.50 par 12 paires.
	NOTE. — Les articles ci-dessus ne pourront acquitter un droit inférieur à	35% <i>ad val.</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
1532 (b)	Gloves wholly or in chief value of leather made from horsehides or cowhides (except calfskins), whether wholly or partly manufactured	15 per cent. <i>ad val.</i>
1535	Artificial flies and snelled hooks, finished or unfinished . . .	45 per cent. <i>ad val.</i>
1535	Leaders or casts, finished or unfinished, valued at \$2 or more per dozen	35 per cent. <i>ad val.</i>
1535	Fishing rods valued at \$10 or more each, and reels valued at \$3.50 or more each, finished or unfinished, not specially provided for	30 per cent. <i>ad val.</i>
1537 (a)	Manufactures wholly or in chief value of whalebone, not specially provided for	12½ per cent. <i>ad val.</i>
1537 (b)	Golf-ball centers or cores, wound or unwound, wholly or in chief value of indiarubber or gutta-percha	15 per cent. <i>ad val.</i>
1537 (b)	Manufactures composed wholly or in chief value of indiarubber known as "hard rubber" (except syringes), not specially provided for, finished or unfinished	25 per cent. <i>ad val.</i>
1541 (a)	Musical instruments not specially provided for : Sets of tuned bells of the types known as chimes or peals, and parts of any of the foregoing	30 per cent. <i>ad val.</i>
1541 (c)	Carillons containing not more than thirty-four bells, and parts thereof	20 per cent. <i>ad val.</i>
1541 (c)	Carillons containing more than thirty-four bells, and parts thereof	10 per cent. <i>ad val.</i>
1542	Phonograph, gramophone, or graphophone records, not specially provided for	15 per cent. <i>ad val.</i>
1545	Sponges : Cominercially known as yellow, grass, or velvet	15 per cent. <i>ad val.</i>
1547 (a)	Hardhead or reef	7½ per cent. <i>ad val.</i>
1547 (a)	Paintings in oil or water colors, pastels, pen and ink drawings, and copies, replicas, or reproductions of any of the same, all the foregoing which are works of art, not specially provided for	15 per cent. <i>ad val.</i>
1552	Common tobacco pipes and pipe bowls made wholly of clay, valued at more than 40 cents per gross.	22½ per cent. <i>ad val.</i>
1552	Tobacco pipe bowls, wholly or in chief value of brier or other wood or root, in whatever condition of manufacture, whether bored or unbored, and tobacco pipes having such bowls (except tobacco pipes, wholly finished, having bowls wholly or in chief value of brier-wood, valued at less than \$1.20 per dozen) :	
	Valued at less than \$1.20 per dozen	2½ c. each and 40 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at \$1.20 or more, but not more than \$5 per dozen	5 c. each and 50 per cent. <i>ad val.</i>
	Valued at more than \$5 per dozen	2½ c. each and 40 per cent. <i>ad val.</i>
1552	Cigar and cigarette holders, not specially provided for, in whatever condition of manufacture, whether wholly or partly finished, or whether bored or unbored	5 c. each and 30 per cent. <i>ad val.</i>
1552	Mouthpieces for pipes, or for cigar and cigarette holders, of whatever material composed, and in whatever condition of manufacture, whether wholly or partly finished, or whether bored or unbored	2½ c. each and 30 per cent. <i>ad val.</i>

Numéro du Tarif Act des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
1532 b)	Gants entièrement en peau de cheval ou de vache (à l'exception des peaux de veau) ou dans lesquels ces peaux constituent la matière de principale valeur, entièrement ou partiellement ouvrés	15% <i>ad val.</i>
1535	Mouches artificielles et hameçons montés, finis ou non	45% <i>ad val.</i>
1535	Bas de ligne, finis ou non, évalués à \$2 ou plus la douzaine . .	35% <i>ad val.</i>
1535	Cannes pour la pêche, évaluées à \$10 ou plus pièce, et moulinets évalués à \$3.50 ou plus pièce, finis ou non	30% <i>ad val.</i>
1537 a)	Ouvrages entièrement en baleine ou dans lesquels la baleine constitue la matière de principale valeur, n. s. d.	12 ½% <i>ad val.</i>
1537 b)	Centres ou noyaux de balles de golf, enroulés ou non, entièrement en caoutchouc ou gutta-percha ou dans lesquels ces matières constituent l'élément de principale valeur	15% <i>ad val.</i>
1537 b)	Ouvrages entièrement en caoutchouc durci ou dans lesquels le caoutchouc durci constitue la matière de principale valeur (à l'exception des seringues), n. s. d., finis ou non	25% <i>ad val.</i>
1541 a)	Instruments de musique, n. s. d. : Jeux de sonnettes accordées des types connus sous le nom de carillon (chimes ou peals) ainsi que partie de ces articles	30% <i>ad val.</i>
1541 c)	Carillons et leurs parties : ne contenant pas plus de 34 cloches.	20% <i>ad val.</i>
	Carillons contenant plus de 34 cloches	10% <i>ad val.</i>
1542	Disques de phonographes, de gramophones et de graphophones, n. s. d.	15% <i>ad val.</i>
1545	Eponges : Connues dans le commerce sous le nom de jaunes, herbe (grass) ou velours (velvet)	15% <i>ad val.</i>
	Eponges, tête dure (hardhead ou reef)	7 ½% <i>ad val.</i>
1547 a)	Peintures à l'huile, aquarelles, pastels, dessins à la plume et à l'encre, copies, répliques ou reproductions des précédents, tous ces articles constituant des œuvres d'art, n. s. d.	15% <i>ad val.</i>
1552	Pipes ordinaires et fourneaux de pipes, entièrement en terre, évalués à plus de 40 cents la grosse	22 ½% <i>ad val.</i>
1552	Fourneaux de pipes entièrement en bruyère, autre bois ou racine, ou dans lesquels ces matières constituent l'élément de principale valeur, quel que soit le degré de fabrication, percés ou non, ainsi que pipes munies de ces fourneaux (à l'exception des pipes entièrement finies pourvues d'un fourneau entièrement en bruyère ou dans lequel la bruyère constitue l'élément de principale valeur, évaluées à moins de \$1.20 par douzaine), évalués par douzaine à	
	Moins de \$1.20	2 ½ c. pièce et 40% <i>ad val.</i>
	\$1.20 ou plus sans dépasser \$5.	5 c. pièce et 50% <i>ad val.</i>
	Plus de \$5	2 ½ c. pièce et 40% <i>ad val.</i>
1552	Fume-cigares et fume-cigarettes, n. s. d., quel que soit leur degré de fabrication, entièrement ou partiellement finis, percés ou non	5 c. pièce et 30% <i>ad val.</i>
1552	Embouchures de pipes ou de fume-cigares et de fume-cigarettes, quels qu'en soient la matière et le degré de fabrication, entièrement ou partiellement finies, percées ou non	2 ½ c. pièce et 30% <i>ad val.</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
1552	Pouches for chewing or smoking tobacco, finished or partly finished, wholly or in chief value of leather	35 per cent. <i>ad val.</i>
1552	Cases suitable for pipes, or for cigar or cigarette holders, finished or partly finished	30 per cent. <i>ad val.</i>
1552	Cigar and cigarette cases and parts thereof, finished or unfinished, not specially provided for, wholly or in chief value of leather	35 per cent. <i>ad val.</i>
1554	Walking canes, valued at \$5 or more per dozen, finished or unfinished	25 per cent. <i>ad val.</i>
1555	Waste, not specially provided for	7½ per cent. <i>ad val.</i>
1606 (a) and (b)	Dogs and horses imported by a citizen of the United States specially for breeding purposes	Free, subject to the provisions of paragraph 1606 (a) and (b), Tariff Act of 1930.
1609	Annatto and extracts thereof, not containing alcohol	Free.
1612	Arrowroot, crude or manufactured, and arrowroot starch and flour	Free.
1616	Chrysotile asbestos, unmanufactured : Crude	Free.
1617	Waste bagging, and waste sugar sack cloth	Free.
1621	Bibles, comprising the books of the Old or New Testament, or both, bound or unbound.	Free.
1628	Books, engravings, photographs, etchings, bound or unbound, maps and charts imported by authority or for the use of the United States or for the use of the Library of Congress	Free.
1629	Hydrographic charts and publications issued for their subscribers or exchanges by scientific or literary associations or academies, and publications of individuals for gratuitous private circulation, not advertising matter, and public documents issued by foreign Governments ; books, maps, music, engravings, photographs, etchings, lithographic prints, bound or unbound, and charts, which have been printed more than twenty years at the time of importation.	Free.
	PROVIDED, That where any such books have been rebound wholly or in part in leather within such period, the binding so placed upon such books shall be dutiable as book bindings wholly or in part of leather, not specially provided for.	
1631	Any society or institution incorporated or established solely for religious, philosophical, educational, scientific, or literary purposes, or for the encouragement of the fine arts, or any college, academy, school, or seminary of learning in the United States, or any State or public library, may import free of duty any book, map, music, engraving, photograph, etching, lithographic print, or chart, for its own use or for the encouragement of the fine arts, and not for sale, under such rules and regulations as the Secretary of the Treasury may prescribe	Free.
1645	Chalk, crude, not ground, bolted, precipitated, or otherwise manufactured.	Free.
1647	Chromite or chrome ore	Free.
1651	Coal-tar products : Acenaphthene, anthracene having a purity of less than 30 per centum, benzene, carbazole having a purity of less than 65 per centum, cumene, cymene, fluorene, methyl-	

Numéro du <i>Tariff Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
1552	Blagues pour tabac à mâcher ou à fumer, finies ou partiellement finies, entièrement en cuir ou dans lesquelles le cuir constitue la matière de principale valeur.	35% <i>ad val.</i>
1552	Etuis pour pipes, fume-cigares ou fume-cigarettes, finis ou partiellement finis.	30% <i>ad val.</i>
1552	Etuis à cigares et à cigarettes, et leurs parties, finis ou non, n. s. d., entièrement en cuir ou dans lesquels le cuir constitue la matière de principale valeur.	35% <i>ad val.</i>
1554	Cannes évaluées à \$5 ou plus la douzaine, finis ou non	25% <i>ad val.</i>
1555	Déchets n. s. d.	7½% <i>ad val.</i>
1606 a) et b)	Chiens et chevaux, importés par un citoyen des Etats-Unis spécialement en vue de la reproduction	en franchise (sous réserve des stipulations du N ^o 1606 a) et b) du <i>Tariff Act</i> de 1930).
1609	Rocou et extraits de rocou ne contenant pas d'alcool	en franchise.
1612	Arrow-root, à l'état naturel ou manufacturé, ainsi qu'amidon et farine d'arrow-root	en franchise.
1616	Amiante de serpentine, non manufacturé : Brut	en franchise.
1617	Toile à sacs et toile à sacs à sucre, détériorées	en franchise.
1621	Bibles, comprenant l'Ancien ou le Nouveau Testament, ou les deux, reliés ou non.	en franchise.
1628	Livres, gravures, photographies, eaux-fortes, reliés ou non, cartes géographiques, marines ou autres, importés sur l'ordre ou pour l'usage du Gouvernement des Etats-Unis ou celui de la Bibliothèque du Congrès	en franchise.
1629	Cartes et publications hydrographiques éditées par des sociétés scientifiques ou littéraires ou par des académies pour être distribuées à leurs membres ou en vue d'échanges; publications faites par des particuliers pour être distribuées gratuitement, mais non à titre de réclame, et documents publics émanant des gouvernements étrangers; livres, cartes géographiques, musiques, gravures, photographies, eaux-fortes, lithographies, reliés ou non, ainsi que cartes marines, ayant été imprimés plus de 20 ans avant leur importation	en franchise.
	NOTE. — Si lesdits livres ont été reliés à nouveau, entièrement ou en partie en cuir, pendant cette période, leur reliure acquittera les droits des reliures entièrement ou partiellement en cuir, n. s. d.	
1631	Toute société ou institution constituée ou établie dans un but religieux, philosophique, d'enseignement, scientifique, littéraire, ou pour l'encouragement des beaux-arts, tout collège, académie, école ou université aux Etats-Unis et toute bibliothèque d'Etat ou publique, peuvent importer en franchise de droits tous livres, cartes géographiques, musiques, gravures, photographies, eaux-fortes, lithographies et cartes marines, pour leur propre usage ou pour l'encouragement des beaux-arts et non pour la vente, moyennant l'observation des règles et règlements à prescrire par le Secrétaire du Trésor	en franchise.
1645	Craie brute, ni moulue, ni tamisée, ni précipitée, ni autrement ouvrée	en franchise.
1647	Chromite ou minerai de chrome	en franchise.
1651	Produits dérivés du goudron de houille: acénaphène, anthracène d'une pureté inférieure à 30%, benzène carbazol d'une pureté inférieure à 65%, cumène, cymène, fluorène, méthyl-	

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
1651 (<i>contd.</i>)	anthracene, methylnaphthalene, naphthalene which after the removal of all the water present has a solidifying point less than seventy-nine degrees centigrade, pyridine, toluene, xylene, dead or creosote oil, anthracene oil, pitch of coal tar, pitch of blastfurnace tar, pitch of oil-gas tar, pitch of water-gas tar, crude coal tar, crude blastfurnace tar, crude oil-gas tar, crude water-gas tar, all other distillates of any of these tars which on being subjected to distillation yield in the portion distilling below one hundred and ninety degrees centigrade a quantity of tar acids less than 5 per centum of the original distillate, all mixtures of any of these distillates and any of the foregoing pitches, and all other materials or products that are found naturally in coal tar, whether produced or obtained from coal tar or other source, and not specially provided for in paragraph 27 or 28 of Title I of the Tariff Act of 1930	Free.
1653	Cocoa or cacao beans, and shells thereof	Free.
1656	Coir fiber.	Free.
1665	Curling stones	Free.
1668	Diamonds, rough or uncut, and not advanced in condition or value from their natural state by cleaving, splitting, cutting, or other process, whether in their natural form or broken, glaziers' and engravers' diamonds, any of the foregoing not set, miners' diamonds, and diamond dust	Free.
1669	Patchouli leaves and dried pawpaw juice or papain, which are in a crude state, not advanced in value or condition by shredding, grinding, chipping, crushing, or any other process or treatment whatever beyond that essential to proper packing and the prevention of decay or deterioration pending manufacture, and not containing alcohol	Free.
1670	Dyeing or tanning materials : Logwood, and mangrove bark, whether crude or advanced in value or condition by shredding, grinding, chipping, crushing, or any similar process, and not containing alcohol	Free.
1681	Furs and fur skins, not specially provided for, undressed : Caracul, ermine, fitch, fox (other than silver or black fox), lamb, kid, sheep, goat, marten, monkey, pony, sable, skunk, and squirrel	Free.
1683	Goldbeaters' molds and goldbeaters' skins	Free.
1684	Sisal, not dressed or manufactured in any manner	Free.
1685	Prepared fertilizer mixtures, castor-bean pomace, and nitrogenous materials, all the foregoing used chiefly for fertilizers or chiefly as an ingredient in the manufacture of fertilizers	Free.
1686	Gums and resins : Damar, dragon's blood, and myrrh	Free.
1691	Hides and skins of the India water buffalo imported to be used in the manufacture of rawhide articles	Free.
1692	Hones, whetstones, and grindstones	Free.
1697	Indiarubber and gutta-percha, crude, including jelutong or pontianak, and gutta siak	Free.
1699	Iridium, osmium, palladium, rhodium, and ruthenium, and native combinations thereof with one another or with platinum	Free.
1701	Ivory tusks in their natural state or cut vertically across the grain only, with the bark left intact	Free.
1710	Asphaltum and bitumen	Free.

Numéro du <i>Tarif Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
1651 (<i>suite</i>)	anthracène, méthylnaphtalène, naphtaline dont le point de solidification après disparition complète de l'eau y contenue est inférieur à 79° C., pyridine, toluène, xylène, huile morte (dead oil) ou huile de créosote, huile d'anthracène, brai de goudron de houille, brai de goudron de hauts-fourneaux, brai de goudron d'huile de gaz, brai de goudron de gaz à l'eau, goudron de houille brut, goudron de hauts-fourneaux brut, goudron d'huile de gaz brut, goudron de gaz à l'eau brut; tous autres produits distillés de ces goudrons qui, soumis à une nouvelle distillation, produisent dans la partie distillée en-dessous de 190° C. une quantité d'acides de goudron inférieure à 5% du distillat primitif; tous mélanges de ces distillats et des brais susmentionnés et tous autres matières ou produits se trouvant naturellement dans le goudron de houille, dérivant ou obtenus du goudron de houille ou d'une autre source et non spécialement dénommés aux Nos 27 ou 28 du Titre I du « <i>Tarif Act</i> » de 1930	en franchise.
1653	Fèves et pellicules de cacao	en franchise.
1656	Fils de coir	en franchise.
1665	Palets de curling	en franchise.
1668	Diamants bruts ou non taillés dont la qualité ou la valeur n'a pas été augmentée par le clivage, la fente, la taille ou un autre procédé, dans leur état naturel ou cassés, diamants de vitriers et de graveurs; tous les précédents, non montés; diamants de mineurs et poussières de diamants	en franchise.
1669	Feuilles de patchouli et jus séchés de papayer ou papaine, à l'état brut, dont la qualité ou la valeur n'a pas été augmentée en les hachant, en les broyant, en les râpant, en les écrasant ou par tout procédé ou traitement quelconque autre que celui nécessaire à l'emballage proprement dit pour prévenir l'altération ou la détérioration avant la fabrication, ne contenant pas d'alcool.	en franchise.
1670	Matières tinctoriales ou tannantes : Bois de campêche et écorce de manglier, bruts ou dont la qualité ou la valeur a été augmentée en les hachant, en les broyant, en les râpant, en les écrasant ou par un procédé similaire, ne contenant pas d'alcool.	en franchise.
1681	Fourrures et peaux à fourrure, n. s. d. non apprêtées : caracul, hermine, putois, renard (autre que renard argenté ou noir), agneau, chevreau, brebis, chèvre, martre, singe, poney, zibeline, skungs et écureuil.	en franchise.
1683	Moules et baudruches pour batteurs d'or	en franchise.
1684	Sisal non préparé ni ouvré d'une manière quelconque	en franchise.
1685	Mélanges fertilisants préparés, marc de graines de ricin et matières azotées, tous ces produits employés principalement comme engrais ou comme ingrédients pour la fabrication d'engrais	en franchise.
1686	Gommes et résines : dammar, sang-dragon et myrrhe	en franchise.
1691	Peaux de buffles d'Asie, importées pour la fabrication d'articles en cuir brut	en franchise.
1692	Pierres à repasser, ainsi que pierres et meules à aiguiser	en franchise.
1697	Caoutchouc et gutta-percha, bruts, y compris le jelutong ou pontianak et le gutta siak	en franchise.
1699	Iridium, osmium, paladium, rhodium et ruthénium, ainsi que combinaisons naturelles de ces métaux entre eux ou avec le platine	en franchise.
1701	Défenses d'éléphants, à l'état naturel ou simplement coupées perpendiculairement au fil, en laissant l'épiderme intact	en franchise.
1710	Asphalte et bitume	en franchise.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
1714	Manuscripts, not specially provided for	Free.
1719	Cornwall stone, unmanufactured	Free.
1719	Columbium ores or concentrates, crude, or not advanced in value or condition by refining or grinding, or by other process of manufacture, not specially provided for	Free.
1722	Derris root, and tuba or tube root, crude or unmanufactured, not specially provided for	Free.
1724	Needles, hand sewing or darning	Free.
1725	Nets or finished sections of nets for use in otter trawl fishing, if composed wholly or in chief value of manila	Free.
1726	Newspapers and periodicals, unbound	Free.
1727	Copra, palm nuts, and palm-nut kernels	Free.
1731	Oils, distilled or essential: Cinnamon, citronella, and lime, all the foregoing not containing alcohol	Free.
1732	Expressed or extracted palm-kernel oil, rendered unfit for use as food or for any but mechanical or manufacturing purposes, by such means as shall be satisfactory to the Secretary of the Treasury and under regulations to be prescribed by him	Free.
NOTE. — No Federal internal tax in excess of the rate of 3 cents per pound now provided for in section 602½ of the Revenue Act of 1934, as amended, shall be imposed in the United States in respect of palm-kernel oil.		
1735	Duplex decalcomania paper not printed	Free.
1736	Parchment and vellum	Free.
1744	Platinum, unmanufactured or in ingots, bars, sheets, or plates not less than one-eighth of one inch in thickness, sponge, or scrap	Free.
1750	Rag pulp; paper stock, crude, of every description, including all grasses, fibers, rags, waste (including jute, hemp, and flax waste), shavings, clippings, old paper, rope ends, waste rope, and waste bagging, and all other waste not specially provided for, including old gunny cloth, and old gunny bags, used chiefly for paper making, and no longer suitable for bags.	Free.
1759	Sheep dip	Free.
1765	Seal skins (not fur seal skins), raw	Free.
1768 (1)	Spices and spice seeds: Cloves; cinnamon and cinnamon chips; ginger root, not preserved or candied; nutmegs; and pimento (allspice); all of the foregoing, if unground	Free.
1771	Stamps: Postage or revenue stamps, canceled or uncanceled, and Government stamped envelopes or postcards bearing no other printing than the official imprint thereon	Free.
1776	Strontianite or mineral strontium carbonate and celestite or mineral strontium sulphate	Free.
1777	Sulphur in any form	Free.
1782	Locust or carob beans, and pods and seeds thereof	Free.
1783 (b)	Tea not specially provided for	Free.
1786	Tin in bars, blocks or pigs, alloys in chief value of tin not specially provided for, and grain or granulated and scrap tin, including scrap tin plate	Free, subject to the provisions of para- graph 1785, Tariff Act of 1930.

Numéro du <i>Tariff Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
1714	Manuscrits n. s. d.	en franchise.
1719	Pierres de Cornouailles, non ouvrées	en franchise.
1719	Minerais ou concentrés de niobium, bruts, dont la valeur ou la qualité n'a pas été augmentée par l'affinage, le broyage ou un autre procédé de fabrication, n. s. d.	en franchise.
1722	Racine de derris et racines de tuba ou tube, brutes ou non ouvrées, n. s. d.	en franchise.
1724	Aiguilles à coudre ou à ravauder, à la main	en franchise.
1725	Filets ou parties finies de filets, destinés à la pêche de la loutre au chalut, composés entièrement ou principalement de chanvre de Manille	en franchise.
1726	Journaux et périodiques, non reliés	en franchise.
1727	Coprah, noix palmistes et noix de palme	en franchise.
1731	Huiles distillées ou essentielles : De cannelle, de citronnelle et de limon, ne contenant pas d'alcool	en franchise.
1732	Huiles exprimées ou extraites de noix palmistes, rendues impropres à l'alimentation ou à tous usages autres que mécaniques ou de fabrication par un procédé approuvé par le Secrétaire du Trésor et moyennant l'observation des règlements qu'il prescrira	en franchise.
	NOTE. — Aucune taxe fédérale intérieure supérieure à 3 cents par livre établie par l'article 602 1/2 du « Revenue Act » de 1934, tel qu'il a été modifié, ne sera imposée aux Etats-Unis sur l'huile de noix palmistes.	
1735	Papier duplex pour décalcomanies, non imprimé	en franchise.
1736	Parchemin et vélin	en franchise.
1744	Platine non ouvré ou en lingots, barres, feuilles, plaques d'une épaisseur non inférieure à 1/8 de pouce, mousses et débris de platine	en franchise.
1750	Pâtes de chiffons, matières brutes de toute sorte, pour la fabrication du papier, y compris les herbes, fibres, chiffons et déchets (y compris les déchets de jute, de chanvre et de lin), copeaux, rognures, vieux papiers, bouts de cordes, cordes usagées, toile provenant de sacs détériorés, et tous autres déchets, n. s. d., ainsi que vieilles toiles de gunny et vieux sacs en gunny, principalement employés pour la fabrication du papier et ne pouvant plus servir comme sacs	en franchise.
1759	Sheep dip (remède contre le piétin des moutons)	en franchise.
1765	Peaux de phoques (autres que pour fourrures) brutes	en franchise.
1768 (1)	Épices et graines d'épices : Clous de girofle ; cannelle et copeaux de cannelle ; racine de gingembre non conservées ni confites ; noix de muscade ; piments (toutes épices) ; tous ces produits non moulus	en franchise.
1771	Timbres-poste ou timbres fiscaux, oblitérés ou non, ainsi qu'enveloppes et cartes postales portant un timbre du Gouvernement, mais ne portant aucune autre impression officielle	en franchise.
1776	Strontianite ou carbonate minéral de strontium et célestine ou sulfate minéral de strontium	en franchise.
1777	Soufre sous toute forme	en franchise.
1782	Fèves de caroubier, ainsi que gousses et graines de caroubier.	en franchise.
1783 b)	Thé, n. s. d.	en franchise.
1786	Étain en barres, blocs ou saumons, alliages, n. s. d. dans lesquels l'étain constitue la matière de principale valeur, et grenaille ou étain granulé, ainsi que débris d'étain y compris les débris de fer-blanc	en franchise. (sous réserve des stipulations du N° 1785 du « Tariff Act » de 1930).

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Article	Rate of Duty
1786 (contd.)	PROVIDED, That the Government of the United States of America reserves the right to withdraw the concession hereby granted if at any time after January 1st, 1939, an export tax is charged in Nigeria on tin ore and concentrates exported to the United States of America other than or different from any export tax which may at the same time be charged on tin ore and concentrates exported to any part of the British Empire.	
1787	Tobacco stems not cut, ground, or pulverised	Free.
1790	Turtles	Free.
1801	Witherite, crude, unground	Free.
1803 (2)	Mahogany and satinwood, in the log	Free.
1807	Original paintings in oil, mineral, water, or other colors, pastels, original drawings and sketches in pen, ink, pencil, or water colors, artists' proof etchings unbound, and engravings and woodcuts unbound, original sculptures or statuary, including not more than two replicas or reproductions of the same. .	Free.
1810	Stained or painted window glass and stained or painted glass windows which are works of art imported to be used in houses of worship, valued at \$15 or more per square foot, when imported expressly for presentation to an incorporated religious society	Free.
1811	Works of art (except rugs and carpets made after the year 1700), collections in illustration of the progress of the arts, works in bronze, marble, terra cotta, parian, pottery, or porcelain, artistic antiquities, and objects of art of ornamental character or educational value which shall have been produced prior to the year 1830, but the free importation of such objects shall be subject to such regulations as to proof of antiquity as the Secretary of the Treasury may prescribe. Violins, violas, violoncellos, and double basses, of all sizes, made in the year 1800 or prior year	Free.
Revenue Act of 1932, as amended. Section		
601 (c) (4) and 630	Fuel oil derived from petroleum, gas oil derived from petroleum, and all liquid derivatives of crude petroleum; and lubricating oil; and gasoline or other motor fuel; and paraffin and other petroleum wax products; any of the foregoing sold for use as fuel supplies, ships' stores, sea stores, or legitimate equipment on vessels of war of the United States or of any foreign nation, or vessels employed in the fisheries or in the whaling business, or actually engaged in foreign trade or trade between the Atlantic and Pacific ports of the United States or between the United States and any of its possessions, under regulations prescribed with the approval of the Secretary of the Treasury	Exempt from taxes imposed in Sec. 601 (c) (4) of the Revenue Act of 1932, as amended.

Numéro du <i>Tariff Act</i> des Etats-Unis, 1930	Désignation des articles	Droits
1786 (suite)	NOTE. — Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique se réserve le droit de rapporter la présente concession si, à quelque moment que ce soit, après le 1 ^{er} janvier 1939, il est imposé au Nigéria, sur les minerais et concentrés d'étain exportés vers les Etats-Unis d'Amérique, un droit d'exportation autre que celui applicable au même moment aux minerais et concentrés d'étain exportés vers une partie quelconque de l'Empire britannique.	
1787	Côtes de tabac, ni coupées, ni broyées, ni pulvérisées	en franchise.
1790	Tortues	en franchise.
1801	Withérite brute, non moulue	en franchise.
1803 (2)	Acajou et bois satiné, en rondins	en franchise.
1807	Tableaux originaux peints à l'huile ou à la couleur minérale, à l'aquarelle ou avec d'autres couleurs, pastels, dessins et esquisses originaux, à la plume, à l'encre, au crayon, à l'aquarelle, épreuves d'artistes d'eaux-fortes non reliées, gravures et estampes non reliées, sculptures ou statues originales, y compris deux de leurs répliques ou reproductions au plus	en franchise.
1810	Vitraux colorés ou peints, constituant des œuvres d'art, importés pour être employés dans des édifices consacrés au culte, évalués à \$15 ou plus par pied carré, à condition qu'ils soient importés expressément pour être offerts à une société religieuse reconnue	en franchise.
1811	Oeuvres d'art (à l'exception des tapis et carpettes de fabrication postérieure à l'année 1700), collections démontrant les progrès effectués dans le domaine des arts, œuvres en bronze, marbre, terre-cuite, porcelaine, terres, terre ou porcelaine, antiquités artistiques et objets d'art ornemental ou d'une valeur pédagogique exécutés avant l'année 1830; mais pour que lesdits objets puissent être admis en franchise il faudra prouver leur ancienneté conformément aux règles à prescrire par le Secrétaire du Trésor. Violons, violes, violoncelles et contrebasses, de toute dimension, fabriqués au cours de l'année 1800 ou antérieurement	en franchise.
Numéro du <i>Revenue Act</i> de 1932, tel qu'il a été modifié		
601 c) (4) et 630	Les fuel oil et gas oil dérivés du pétrole, ainsi que tous les dérivés liquides du pétrole brut, l'huile lubrifiante, la gazoline et les autres combustibles pour moteur, la paraffine et les autres produits ciroux du pétrole; à condition d'être vendus comme approvisionnements en combustibles, réserves de navire, réserves de mer, ou comme équipement légitime des navires de guerre des Etats-Unis ou de toute autre nation étrangère ou des bateaux de pêche, des balciniers ou des navires servant réellement au commerce avec l'étranger ou au commerce entre les ports de l'Atlantique et du Pacifique des Etats-Unis ou entre les Etats-Unis et l'une quelconque de leurs possessions, conformément aux règles à prescrire par le Secrétaire du Trésor, sont admis	en franchise des taxes imposables d'après le numéro 601 c) (4) du Re- venue Act de 1932, tel qu'il a été mo- difié.

EXCHANGES OF NOTES.

No. 1. RAW MATERIALS.

(a) *Note from the United States Secretary of State to the British Ambassador.*

EXCELLENCY,

WASHINGTON, November 17th, 1938.

I have the honor to propose that, in view of the importance of maintaining conditions favorable to the international exchange of goods, and in order to supplement those provisions of the Trade Agreement signed this day which relate to import and export duties and regulations, each of the High Contracting Parties to the Agreement shall give sympathetic consideration to any representations which the other may make with respect to questions concerning access to raw materials.

I have the honor to suggest that this note and Your Excellency's reply thereto accepting the above proposal shall be regarded as constituting an agreement in this sense.

Accept, &c.

Cordell HULL.

(b) *Note from the British Ambassador to the United States Secretary of State.*

YOUR EXCELLENCY,

WASHINGTON, November 17th, 1938.

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of to-day's date proposing that, in view of the importance of maintaining conditions favourable to the international exchange of goods, and in order to supplement those provisions of the Trade Agreement signed this day which relate to import and export duties and regulations, each of the High Contracting Parties to the Agreement shall give sympathetic consideration to any representations which the other may make with respect to questions concerning access to raw materials.

I have the honour in accepting this proposal to confirm that Your Excellency's Note together with this Note in reply shall be regarded as constituting an agreement in the above sense.

I have, &c.

R. C. LINDSAY.

No. 2. ANTI-DUMPING AND COUNTERVAILING DUTIES.

(a) *Note from the United States Secretary of State to the British Ambassador.*

EXCELLENCY,

WASHINGTON, November 17th, 1938.

I have the honor to make the following statement of my understanding of the agreement reached, with reference to certain special duties, between the United States and United Kingdom Delegations in connexion with the Trade Agreement signed this day.

These conversations have disclosed a mutual understanding that no anti-dumping duty, or new or additional duty to countervail the payment or bestowal of a bounty or grant, will be imposed on articles the growth, produce or manufacture of any of the territories to which the Trade Agreement applies, without the Government of the United Kingdom or the Government of the United States of America, as the case may be, first having given the other Government, through an informal notice, an opportunity to make representations with respect to the proposed duty. No decision to impose any such duty will be made within thirty days after the date of the informal notice, unless an earlier decision is required by law. Any representations submitted by either Government in response to such a notice will be carefully considered by the other Government.

Accept, &c.

Cordell HULL.

ÉCHANGES DE NOTES

N^o 1. MATIÈRES PREMIÈRES.a) *Note du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis à l'Ambassadeur de Grande-Bretagne.*

EXCELLENCE,

WASHINGTON, le 17 novembre 1938.

J'ai l'honneur de proposer que, étant donné l'importance du maintien de conditions favorables aux échanges internationaux de marchandises et afin de compléter les dispositions de l'Accord commercial, signé ce jour, qui ont trait aux droits de douane et aux règlements visant l'importation et l'exportation, chacune des Hautes Parties contractantes examine avec sympathie toutes observations que l'autre Partie pourra formuler au sujet des questions concernant l'accès aux matières premières.

J'ai l'honneur de suggérer que la présente note et la réponse de Votre Excellence acceptant la proposition ci-dessus soient considérées comme constituant un accord en ce sens.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

b) *Note de l'Ambassadeur de Grande-Bretagne au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique*

EXCELLENCE,

WASHINGTON, le 17 novembre 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note de ce jour proposant, étant donné l'importance du maintien de conditions favorables aux échanges internationaux de marchandises et afin de compléter les dispositions de l'Accord commercial, signé ce jour, qui ont trait aux droits de douane et aux règlements visant l'importation et l'exportation, chacune des Hautes Parties contractantes examine avec sympathie toutes observations que l'autre Partie pourra formuler au sujet des questions concernant l'accès aux matières premières.

J'ai l'honneur, en acceptant cette proposition, de confirmer que la Note de Votre Excellence et la présente Note y répondant seront considérées comme constituant un accord dans le sens indiqué ci-dessus.

Veuillez agréer, etc.

R. C. LINDSAY.

N^o 2. DROITS ANTI-DUMPING ET DROITS COMPENSATOIRES.a) *Note du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique à l'Ambassadeur de Grande-Bretagne.*

EXCELLENCE,

WASHINGTON, le 17 novembre 1938.

J'ai l'honneur d'exposer ci-après mon interprétation de l'entente intervenue, en ce qui concerne certains droits spéciaux, entre les Délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni au sujet de l'Accord commercial signé ce jour.

Ces conversations ont révélé une entente réciproque sur le point suivant : aucun droit anti-dumping, ou aucun droit nouveau ou additionnel destiné à compenser le paiement ou l'octroi d'une prime ou d'une subvention, ne sera établi sur des articles récoltés, produits ou manufacturés dans l'un quelconque des territoires auquel s'applique l'accord commercial, sans que le Gouvernement du Royaume-Uni ou le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, selon le cas, ait d'abord donné à l'autre Gouvernement, par un préavis officieux, l'occasion de formuler des observations sur le droit dont l'établissement est envisagé. Aucune décision ne sera prise au sujet de l'établissement de ce droit dans les trente jours qui suivront la date du préavis officieux, à moins que, aux termes d'une loi, une décision plus rapprochée ne soit nécessaire. Toutes observations présentées par l'autre Gouvernement en réponse à ce préavis feront l'objet d'un examen attentif de la part de l'autre Gouvernement.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

(b) *Note from the British Ambassador to the United States Secretary of State.*

YOUR EXCELLENCY,

WASHINGTON, November 17th, 1938.

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of to-day's date containing a statement of Your Excellency's understanding of the agreement reached, with reference to certain special duties, between the United States and the United Kingdom Delegations in connexion with the Trade Agreement signed this day.

These conversations have disclosed a mutual understanding that no anti-dumping duty, or new or additional duty to countervail the payment or bestowal of a bounty or grant, will be imposed on articles the growth, produce or manufacture of any of the territories to which the Trade Agreement applies, without the Government of the United States of America or the Government of the United Kingdom, as the case may be, first having given the other Government, through an informal notice, an opportunity to make representations with respect to the proposed duty. No decision to impose any such duty will be made within thirty days after the date of the informal notice, unless an earlier decision is required by law. Any representations submitted by either Government in response to such a notice will be carefully considered by the other Government.

I have the honour to confirm Your Excellency's understanding of the agreement thus reached.

I have, &c.

R. C. LINDSAY.

No. 3. BRITISH PREFERENCES TO MANDATED TERRITORIES.

(a) *Note from the United States Secretary of State to the British Ambassador.*

EXCELLENCY,

WASHINGTON, November 17th, 1938.

I have the honor to inform you, with reference to the Trade Agreement signed this day, that the United States of America will, in the special circumstances, refrain from claiming under the provisions of the Agreement other than Article 3 or the Schedules any advantages now accorded or which may hereafter be accorded by any territories under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's protection or suzerainty, to which the Trade Agreement applies, to any territory under His Majesty's mandate which is administered as an integral portion of territory under His Majesty's sovereignty or protection or which is joined in a customs union with a territory under His Majesty's sovereignty or protection.

If any territories under His Majesty's sovereignty, protection or suzerainty to which the Agreement applies should become free, except in relation to the United States of America, to grant preferential tariff treatment to Palestine or Trans-Jordan, the Government of the United States will give sympathetic consideration to any requests addressed to it for consent to the granting of preferential tariff treatment to particular articles of Palestine or Trans-Jordan origin.

I avail, &c.

Cordell HULL.

(b) *Note from the British Ambassador to the United States Secretary of State.*

YOUR EXCELLENCY,

WASHINGTON, November 17th, 1938.

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of to-day's date informing me, with reference to the Trade Agreement signed this day, that the United States of America will, in the special circumstances, refrain from claiming under the provisions of the Agreement other

b) *Note de l'Ambassadeur de Grande-Bretagne au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique.*

EXCELLENCE,

WASHINGTON, le 17 novembre 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note de ce jour contenant un exposé de l'interprétation donnée par Votre Excellence à l'entente intervenue, en ce qui concerne certains droits spéciaux, entre les Délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni au sujet de l'Accord commercial signé ce jour.

Ces conversations ont révélé une entente réciproque sur le point suivant : aucun droit anti-dumping, ou aucun droit nouveau ou additionnel destiné à compenser le paiement ou l'octroi d'une prime ou d'une subvention, ne sera établi sur des articles récoltés, produits ou manufacturés dans l'un quelconque des territoires auquel s'applique l'accord commercial, sans que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou le Gouvernement du Royaume-Uni, selon le cas, ait d'abord donné à l'autre Gouvernement, par un préavis officieux, l'occasion de formuler des observations sur le droit dont l'établissement est envisagé. Aucune décision ne sera prise au sujet de l'établissement de ce droit dans les trente jours qui suivront la date du préavis officieux, à moins que, aux termes d'une loi, une décision plus rapprochée ne soit nécessaire. Toutes observations présentées par l'autre Gouvernement en réponse à ce préavis feront l'objet d'un examen attentif de la part de l'autre Gouvernement.

Veuillez agréer, etc.

R. C. LINDSAY.

N° 3. PRÉFÉRENCES BRITANNIQUES EN FAVEUR DE TERRITOIRES SOUS MANDAT.

a) *Note du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis à l'Ambassadeur de Grande-Bretagne.*

EXCELLENCE,

WASHINGTON, le 17 novembre 1938.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, au sujet de l'Accord commercial signé ce jour, que les Etats-Unis d'Amérique, étant donné les circonstances spéciales, s'abstiendront de réclamer, en vertu des dispositions de l'accord autres que l'article 3 ou les listes annexées, aucun des avantages actuellement accordés, ou qui pourraient être ultérieurement accordés, par l'un quelconque des territoires se trouvant sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, ou sous la protection ou la suzeraineté de Sa Majesté et auxquels s'applique l'accord commercial, à un territoire quelconque placé sous le mandat de Sa Majesté et qui est administré en tant que partie intégrante d'un territoire se trouvant sous la souveraineté ou la protection de Sa Majesté ou qui est lié par une union douanière à un territoire se trouvant sous la souveraineté ou la protection de Sa Majesté.

Si des territoires quelconques, se trouvant sous la souveraineté, la protection ou la suzeraineté de Sa Majesté et auxquels s'applique l'accord, devenaient, sauf par rapport aux Etats-Unis d'Amérique, libres d'accorder un traitement douanier préférentiel à la Palestine, ou à la Transjordanie, le Gouvernement des Etats-Unis examinerait avec sympathie toutes demandes qui pourraient lui être adressées en vue d'obtenir son consentement à l'octroi d'un traitement douanier préférentiel à des marchandises déterminées originaires de Palestine ou de Transjordanie.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

b) *Note de l'Ambassadeur de Grande-Bretagne au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis.*

EXCELLENCE,

WASHINGTON, le 17 novembre 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note de ce jour m'informant que, au sujet de l'Accord commercial signé aujourd'hui, les Etats-Unis d'Amérique, étant donné les circonstances spéciales, s'abstiendront de réclamer, en vertu des dispositions de l'accord autres que l'article 3

than Article 3 or the Schedules any advantages now accorded or which may hereafter be accorded by any territories under the sovereignty of His Majesty the King or under His Majesty's protection or suzerainty, to which the Trade Agreement applies, to any territory under His Majesty's mandate which is administered as an integral portion of territory under His Majesty's sovereignty or protection or which is joined in a customs union with a territory under His Majesty's sovereignty or protection.

Your Excellency's Note further states that if any territories under His Majesty's sovereignty, protection or suzerainty to which the Agreement applies should become free, except in relation to the United States of America, to grant preferential tariff treatment to Palestine or Trans-Jordan, the Government of the United States will give sympathetic consideration to any requests addressed to it for consent to the granting of preferential tariff treatment to particular articles of Palestine or Trans-Jordan origin.

I have taken note with pleasure of Your Excellency's communication in the above sense.

I have, &c.

R. C. LINDSAY.

NO. 4. TARIFF TREATMENT OF UNITED STATES GOODS IN CERTAIN BRITISH COLONIES, PROTECTORATES AND IN TERRITORIES UNDER MANDATE.

(a) *Note from the British Ambassador to the United States Secretary of State.*

YOUR EXCELLENCY,

WASHINGTON, November 17th, 1938.

I have the honour to refer to Article II and Schedule III of the Trade Agreement signed this day, relative to the tariff concessions to be accorded to the United States of America by the territories listed in that Schedule; and, in order that the position regarding trade and commerce between the United States of America and certain territories under His Majesty's sovereignty, suzerainty, protection or mandate may be made clear, I have the honour to invite attention to the fact that the United States of America have, by virtue of various conventions and treaties, for many years enjoyed equality of tariff treatment with all other countries, including the United Kingdom, in the following territories among others:

Kenya	Tanganyika Territory
Uganda	The Cameroons under British Mandate
Zanzibar	Togoland under British Mandate
Nyasaland	Palestine and Trans-Jordan.

The United States of America have for many years also enjoyed equality of tariff treatment with the United Kingdom and other countries in Aden, Gibraltar, the Straits Settlements and Hong Kong, with the exception that in Gibraltar, the Straits Settlements and Hong Kong preferential tariff treatment is given to tobacco, liquors and wines and spirits. I am instructed to inform you that there is no present intention to extend preferential tariff treatment to additional products in these territories.

Imports from the United States of America into the territories mentioned in the above two paragraphs have amounted in recent years to more than a quarter of the total import trade of the United States of America into the colonies and into territories under His Majesty's suzerainty, protection or mandate.

I have, &c.

R. C. LINDSAY.

ou les listes annexées, aucun des avantages actuellement accordés, ou qui pourraient être ultérieurement accordés, par l'un quelconque des territoires se trouvant sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, ou sous la protection ou la suzeraineté de Sa Majesté et auxquels s'applique l'accord commercial, à un territoire quelconque placé sous le mandat de Sa Majesté et qui est administré en tant que partie intégrante d'un territoire se trouvant sous la souveraineté ou la protection de Sa Majesté ou qui est lié par une union douanière à un territoire se trouvant sous la souveraineté ou la protection de Sa Majesté.

La Note de Votre Excellence déclare, en outre, que, si des territoires quelconques, se trouvant sous la souveraineté, la protection ou la suzeraineté de Sa Majesté et auxquels s'applique l'Accord, devenaient, sauf par rapport aux Etats-Unis d'Amérique, libres d'accorder un traitement douanier préférentiel à la Palestine, ou à la Transjordanie, le Gouvernement des Etats-Unis examinerait avec sympathie toutes demandes qui pourraient lui être adressées en vue d'obtenir son consentement à l'octroi d'un traitement douanier préférentiel à des marchandises déterminées originaires de Palestine ou de Transjordanie.

J'ai pris note avec satisfaction de la communication de Votre Excellence dans le sens sus-indiqué.

Veillez agréer, etc.

R. C. LINDSAY.

N° 4. TRAITEMENT DOUANIER APPLIQUÉ AUX MARCHANDISES DES ETATS-UNIS DANS CERTAINES COLONIES ET CERTAINS PROTECTORATS BRITANNIQUES ET DANS DES TERRITOIRES SOUS MANDAT.

a) Note de l'Ambassadeur de Grande-Bretagne au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis.

EXCELLENCE,

WASHINGTON, le 17 novembre 1938.

J'ai l'honneur de me référer à l'article II et à la liste III de l'Accord commercial signé ce jour, relatifs aux concessions douanières que doivent accorder aux Etats-Unis d'Amérique les territoires figurant dans cette liste. Afin que la situation concernant les échanges commerciaux entre les Etats-Unis d'Amérique et certains territoires se trouvant sous la souveraineté, la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté puisse être précisée, j'ai l'honneur d'attirer l'attention sur le fait que les Etats-Unis d'Amérique ont, en vertu de diverses conventions et traités, bénéficié, depuis de nombreuses années, de l'égalité de traitement douanier avec tous les autres pays, y compris le Royaume-Uni, notamment dans les territoires ci-après :

Kénya,	Territoire du Tanganyka,
Ouganda,	Cameroun sous mandat britannique,
Zanzibar,	Togo sous mandat britannique,
Nyassaland,	Palestine et Transjordanie.

Les Etats-Unis d'Amérique, depuis de nombreuses années, bénéficient, en outre, de l'égalité de traitement douanier avec le Royaume-Uni et les autres pays à Aden, à Gibraltar, dans les Straits Settlements et à Hong-Kong, avec cette exception que, à Gibraltar, dans les Straits Settlements et à Hong-Kong, un traitement douanier préférentiel est accordé aux tabacs, liqueurs, vins et spiritueux. Je suis chargé de porter à votre connaissance qu'il n'est pas actuellement envisagé d'étendre ce traitement douanier préférentiel à d'autres produits dans les territoires en question.

Les importations en provenance des Etats-Unis d'Amérique et à destination des territoires mentionnés dans les deux paragraphes ci-dessus se sont élevées, au cours des dernières années, à plus d'un quart du commerce total d'importation des Etats-Unis d'Amérique à destination des colonies et de territoires se trouvant sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté.

Veillez agréer, etc.

R. C. LINDSAY.

(b) *Note from the United States Secretary of State to the British Ambassador.*

EXCELLENCY,

WASHINGTON, November 17th, 1938.

I have the honor to acknowledge the receipt of your note of to-day's date setting out the position with regard to the tariff treatment which is accorded to goods of United States origin in certain territories under His Majesty's sovereignty, suzerainty, protection or mandate.

I note with pleasure Your Excellency's statement that there is no present intention of extending preferential tariff treatment to products in Aden, Gibraltar, the Straits Settlements and Hong Kong in addition to those mentioned in your note.

Accept, &c.

Cordell HULL.

No. 5. EXPORT RESTRICTIONS ON RUBBER PLANTS.

(a) *Note from the British Ambassador to the United States Secretary of State.*

YOUR EXCELLENCY,

WASHINGTON, November 17th, 1938.

I have the honour to inform you that, as the result of conversations which have taken place in the course of the negotiation of the Trade Agreement signed this day, the Government of the United Kingdom will consult the parties to the International Rubber Regulation Agreement¹ as to the possibility, subject to the main objects of the Agreement as set out in the Preamble thereto not being prejudiced, of amending the Agreement so as to permit the exportation of rubber planting material to countries not parties to it.

I have, &c.

R. C. LINDSAY.

(b) *Note from the United States Secretary of State to the British Ambassador.*

EXCELLENCY,

WASHINGTON, November 17th, 1938.

I have the honor to acknowledge the receipt of your note of to-day's date informing me that, as the result of conversations which have taken place in the course of the negotiation of the Trade Agreement signed this day, the Government of the United Kingdom will consult the parties to the International Rubber Regulation Agreement as to the possibility, subject to the main objects of the Agreement as set out in the Preamble thereto not being prejudiced, of amending the Agreement so as to permit the exportation of rubber planting material to countries not parties to it.

I have taken note with pleasure of Your Excellency's communication in the above sense.

Accept, &c.

Cordell HULL.

No. 6. APPLES AND CITRUS FRUITS.

(a) *Note from the United States Secretary of State to the British Ambassador.*

EXCELLENCY,

WASHINGTON, November 17th, 1938.

During the course of the negotiation of the Trade Agreement signed this day, it has been explained that the fruit growers of certain parts of the British Commonwealth of Nations, together with the United Kingdom producers, have for some time past cooperated in an organization called the Empire Fruits Council, which has made arrangements concerning the shipment of apples

¹ Vol. CLXXI, page 203 ; Vol. CLXXXI, page 469 ; and Vol. CXCVI, page 437, of this Series.

b) *Note du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis à l'Ambassadeur de Grande-Bretagne.*

EXCELLENCE,

WASHINGTON, le 17 novembre 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note de ce jour où est exposée la situation existant en ce qui concerne le traitement douanier accordé aux marchandises originaires des Etats-Unis dans certains territoires se trouvant sous la souveraineté, la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté.

Je note avec satisfaction la déclaration de Votre Excellence à l'effet qu'il n'est pas actuellement envisagé d'étendre le traitement douanier préférentiel à d'autres produits à Aden, à Gibraltar, dans les Straits Settlements et à Hong-Kong, en dehors de ceux qui sont mentionnés dans votre note.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

N° 5. RESTRICTIONS VISANT L'EXPORTATION DES PLANTS D'ARBRES A CAOUTCHOUC.

a) *Note de l'Ambassadeur de Grande-Bretagne au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis.*

EXCELLENCE,

WASHINGTON, le 17 novembre 1938.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, à la suite des conversations qui ont eu lieu pendant la négociation de l'Accord commercial signé ce jour, le Gouvernement du Royaume-Uni consultera les parties à l'Accord¹ de réglementation internationale du caoutchouc quant à la possibilité, sous réserve que les buts principaux de l'accord, tels qu'ils sont énoncés dans son préambule, ne s'en trouvent pas compromis, d'amender ledit accord de façon à permettre l'exportation de plants d'arbres à caoutchouc à destination des pays qui n'y sont pas parties.

Veuillez agréer, etc.

R. C. LINDSAY.

b) *Note du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis à l'Ambassadeur de Grande-Bretagne.*

EXCELLENCE,

WASHINGTON, le 17 novembre 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note de ce jour m'informant que, à la suite des conversations qui ont eu lieu pendant la négociation de l'Accord commercial signé ce jour, le Gouvernement du Royaume-Uni consultera les parties à l'Accord de réglementation internationale du caoutchouc quant à la possibilité, sous réserve que les buts principaux de l'accord, tels qu'ils sont énoncés dans son préambule, ne s'en trouvent pas compromis, d'amender ledit accord de façon à permettre l'exportation de plants d'arbres à caoutchouc à destination des pays qui n'y sont pas parties.

J'ai pris note avec satisfaction de la communication de Votre Excellence dans le sens sus-indiqué.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

N° 6. POMMES ET AGRUMES.

a) *Note du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis à l'Ambassadeur de Grande-Bretagne.*

EXCELLENCE,

WASHINGTON, le 17 novembre 1938.

Au cours de la négociation de l'Accord commercial signé ce jour, il a été exposé que les fructiculteurs de certaines parties du Commonwealth britannique de Nations, ainsi que les producteurs du Royaume-Uni, participent depuis quelque temps à une organisation appelée « The Empire Fruits Council », qui a conclu des arrangements au sujet des expéditions de pommes à

¹ Vol. CLXXI, page 203 ; vol. CLXXXI, page 469 ; et vol. CXCVI, page 437, de ce recueil.

to the United Kingdom market from overseas, with the object of maintaining a stable and remunerative market in the interests of all concerned and of avoiding, so far as possible, temporary periods either of over-supply or of shortage. It is understood that British Empire producers of citrus fruits are also represented on this Council.

It has been represented to me that the cooperation of the exporting interests in the United States, which is the only other major apple-exporting country, would be of great assistance in securing the orderly marketing of the apple crop and would be of no less benefit to them than to the other suppliers. I have the honor to inform you that the Government of the United States of America inclines to the view that it is in the general interest that the shipment of apples to the United Kingdom market should be so planned as to avoid excessive variations in supplies and prices, and that it will call the attention of United States exporting interests to the desirability of their cooperating with the Empire Fruits Council in such arrangements as may be feasible to assure the orderly supply of apples to the United Kingdom market.

In the foregoing connection, your attention is invited to legislation in effect (Public No. 39, 73^d Congress, approved June 10th, 1933) which provides for the regulation of exports of apples (and pears) from the United States on the basis of grade or quality. Under this Act, the Department of Agriculture has issued regulations which require that all apples (and pears) shipped to foreign countries meet certain export standards. The effect of these regulations is to make large shipments of low-quality fruit to British or other foreign markets impossible.

I understand that up to the present no similar arrangements have been made for planning the shipment of citrus fruits to the United Kingdom market, but that certain British Empire producers have expressed a desire for some form of arrangement for the orderly marketing of citrus fruits in the United Kingdom, with a view to avoiding disturbances resulting from sudden fluctuations in supplies. I have the honor to inform you that, if the principal supplying countries (including foreign countries) should agree to cooperate in arrangements for the orderly supply of citrus fruits to the United Kingdom market, the Government of the United States of America would call the attention of United States exporters to the desirability of cooperating in any feasible arrangements to this end.

I avail, &c.

Cordell HULL.

(b) *Note from the British Ambassador to the United States Secretary of State.*

YOUR EXCELLENCY,

WASHINGTON, November 17th, 1938.

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of to-day's date concerning the marketing of apples and citrus fruits, and to confirm Your Excellency's understanding of the position as therein set out.

I have taken note with pleasure of the information and assurances conveyed to me in Your Excellency's communication.

I have, &c.

R. C. LINDSAY.

NO. 7. BEEF AND VEAL.

(a) *Note from the United States Secretary of State to the British Ambassador.*

EXCELLENCY,

WASHINGTON, November 17th, 1938.

I have the honor to state, with reference to Article 4 of the Trade Agreement signed this day, that in the event of the Government of the United Kingdom deciding to regulate, in connexion with a recommendation of the International Beef Conference, imports of any type of beef or veal,

destination du marché du Royaume-Uni et en provenance des pays d'outre-mer, en vue de maintenir un marché stable et rémunérateur dans l'intérêt de tous les participants et d'éviter, autant que possible, les périodes temporaires de production excessive ou insuffisante. Il apparaît que les producteurs d'agrumes de l'Empire britannique sont également représentés à ce Conseil.

Il m'a été exposé que la collaboration des exportateurs des Etats-Unis, qui constituent le seul autre grand pays exportateur de pommes, serait d'une utilité considérable pour assurer le bon fonctionnement du marché des pommes et ne présenterait pas moins d'avantages pour lesdits exportateurs que pour les autres fournisseurs. J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est enclin à estimer qu'il est d'un intérêt général que les envois de pommes à destination du marché du Royaume-Uni soient réglementés de façon à éviter les variations excessives de l'offre et des prix, et qu'il attirera l'attention des exportateurs des Etats-Unis sur l'opportunité que présenterait leur collaboration avec l'« Empire Fruits Council » dans tous arrangements qui pourraient intervenir en vue d'assurer la régularité des expéditions de pommes à destination du marché du Royaume-Uni.

A cet égard, je me permets d'attirer votre attention sur la législation en vigueur (Public No 39, 73^e Congrès, approuvée le 10 juin 1933) qui prévoit la réglementation des exportations de pommes (et de poires) en provenance des Etats-Unis sur la base de la catégorie ou de la qualité. En vertu de ladite loi, le Département de l'Agriculture a édicté des règlements exigeant que toutes les pommes (et poires) expédiées à destination de l'étranger répondent à certaines normes d'exportation. Ces règlements ont pour but de rendre impossible l'exportation en quantités considérables de fruits de qualité médiocre à destination du marché britannique ou des autres marchés extérieurs.

Je crois savoir que, jusqu'à présent, des arrangements analogues ne sont pas intervenus au sujet des expéditions d'agrumes à destination du marché du Royaume-Uni, mais que certains producteurs de l'Empire britannique ont exprimé le désir de voir se conclure un arrangement visant la régularisation des envois d'agrumes vers le Royaume-Uni, afin d'éviter les perturbations résultant de fluctuations soudaines de l'offre. J'ai l'honneur de vous informer que, si les principaux pays fournisseurs (y compris les pays étrangers) conviennent de collaborer en vue de la conclusion d'arrangements pour le bon fonctionnement des exportations d'agrumes à destination du Royaume-Uni, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique attirera l'attention des exportateurs des Etats-Unis sur l'opportunité que présenterait leur collaboration à tous arrangements qui pourraient intervenir à cet effet.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

b) *Note de l'Ambassadeur de Grande-Bretagne au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis.*

EXCELLENCE,

WASHINGTON, le 17 novembre 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note de ce jour concernant le marché des pommes et des agrumes et de confirmer l'interprétation de la situation que donne Votre Excellence dans ladite Note.

J'ai pris acte avec satisfaction des renseignements et des assurances que renferme la communication de Votre Excellence.

Veuillez agréer, etc.

R. C. LINDSAY.

N^o 7. VIANDE DE BŒUF ET DE VEAU.

a) *Note du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis à l'Ambassadeur de Grande-Bretagne.*

EXCELLENCE,

WASHINGTON, le 17 novembre 1938.

J'ai l'honneur de déclarer, au sujet de l'article 4 de l'Accord commercial signé ce jour, que, dans le cas où le Gouvernement du Royaume-Uni déciderait de réglementer, comme suite à une recommandation de l'« International Beef Conference », les importations d'une catégorie quelconque

including offals thereof, imported from the United States of America, the Government of the United States of America would not claim for such products any freedom from quantitative regulation to which a right would otherwise exist by virtue of the provisions of the said Article 4.

It is my understanding that the Government of the United Kingdom would not impose any regulation of imports in the circumstances described in the foregoing paragraph unless exports from the countries represented on the Conference were being regulated by the countries concerned in accordance with plans approved by the Government of the United Kingdom, and that before imposing such quantitative regulation the Government of the United Kingdom would consult with the Government of the United States of America regarding the proposed action.

Accept, &c.

Cordell HULL.

(b) *Note from the British Ambassador to the United States Secretary of State.*

YOUR EXCELLENCY,

WASHINGTON, November 17th, 1938.

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of to-day's date informing me, with reference to Article 4 of the Trade Agreement signed this day, that in the event of the Government of the United Kingdom deciding to regulate, in connexion with a recommendation of the International Beef Conference, imports of any type of beef or veal, including offals thereof, imported from the United States of America, the Government of the United States of America would not claim for such products any freedom from quantitative regulation to which a right would otherwise exist by virtue of the provisions of the said Article 4.

I have taken note with pleasure of Your Excellency's communication in the above sense, and have the honour to confirm your understanding that the Government of the United Kingdom would not impose any regulation of imports in the circumstances described in the foregoing paragraph unless exports from the countries represented on the Conference were being regulated by the countries concerned in accordance with plans approved by the Government of the United Kingdom, and that before imposing such quantitative regulation the Government of the United Kingdom would consult with the Government of the United States of America regarding the proposed action.

I have, &c.

R. C. LINDSAY.

No. 8. CONSULTATION REGARDING VALUATION.

(a) *Note from the British Ambassador to the United States Secretary of State.*

YOUR EXCELLENCY,

WASHINGTON, November 17th, 1938.

With reference to the discussions which have taken place in connexion with the negotiation of the Trade Agreement signed this day concerning the bases and methods of determining dutiable value in the United Kingdom and the United States of America and the desirability of removing, in so far as possible, any uncertainties in respect of these matters, I have to assure you that the Government of the United Kingdom will be ready to afford full opportunity to the Government of the United States for consultation between representatives of the two Governments concerning general problems of valuation as well as specific difficulties of application which may arise from time to time.

I should much appreciate hearing from you that the Government of the United States will likewise be ready to afford opportunity for such consultation.

I have, &c.

R. C. LINDSAY.

de viande de bœuf ou de veau, y compris les abats, en provenance des Etats-Unis d'Amérique, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ne réclamerait, pour les produits en question, aucune concession, en matière de réglementation quantitative, à laquelle il aurait autrement droit en vertu des dispositions dudit article 4.

Je crois comprendre que le Gouvernement du Royaume-Uni n'imposerait aucune réglementation des importations dans les circonstances indiquées au paragraphe précédent, à moins que les exportations en provenance des pays représentés à la Conférence ne soient réglementées par les pays intéressés conformément à des plans approuvés par le Gouvernement du Royaume-Uni, et qu'avant d'instituer une réglementation quantitative de ce genre, le Gouvernement du Royaume-Uni se consulterait avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au sujet des mesures envisagées.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

b) *Note de l'Ambassadeur de Grande-Bretagne au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis.*

EXCELLENCE,

WASHINGTON, le 17 novembre 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note de ce jour m'informant, au sujet de l'article 4 de l'Accord commercial signé ce jour, que, dans le cas où le Gouvernement du Royaume-Uni déciderait de réglementer, comme suite à une recommandation de l'« International Beef Conference », les importations d'une catégorie quelconque de viande de bœuf ou de veau, y compris les abats, en provenance des Etats-Unis d'Amérique, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ne réclamerait, pour les produits en question, aucune concession, en matière de réglementation quantitative, à laquelle il aurait autrement droit en vertu des dispositions dudit article 4.

J'ai pris note avec satisfaction de la communication de Votre Excellence dans le sens indiqué, et j'ai l'honneur de confirmer votre interprétation aux termes de laquelle le Gouvernement du Royaume-Uni n'imposerait aucune réglementation des importations dans les circonstances indiquées au paragraphe précédent, à moins que les exportations en provenance des pays représentés à la Conférence ne soient réglementées par les pays intéressés conformément à des plans approuvés par le Gouvernement du Royaume-Uni, et, avant d'instituer une réglementation quantitative de ce genre, le Gouvernement du Royaume-Uni se consulterait avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au sujet des mesures envisagées.

Veuillez agréer, etc.

R. C. LINDSAY.

N° 8. CONSULTATION AU SUJET DES QUESTIONS D'ÉVALUATION.

a) *Note de l'Ambassadeur de Grande-Bretagne au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis.*

EXCELLENCE,

WASHINGTON, le 17 novembre 1938.

Comme suite aux discussions qui ont eu lieu à l'occasion de la négociation de l'Accord commercial signé ce jour et au sujet des bases et des méthodes à employer pour déterminer la valeur passible de droits dans le Royaume-Uni et aux Etats-Unis d'Amérique, ainsi que de l'opportunité qu'il y aurait à supprimer, autant que possible, toute incertitude à cet égard, je suis chargé de vous donner l'assurance que le Gouvernement du Royaume-Uni est prêt à donner au Gouvernement des Etats-Unis toutes facilités de consultation entre des représentants des deux Gouvernements au sujet des problèmes généraux d'évaluation, aussi bien que des difficultés particulières d'application qui pourraient surgir à cet égard.

Je serais très heureux d'apprendre de vous que le Gouvernement des Etats-Unis est également prêt à donner toutes facilités pour lesdites consultations.

Veuillez agréer, etc.

R. C. LINDSAY.

(b) *Note from the United States Secretary of State to the British Ambassador.*

EXCELLENCY,

WASHINGTON, *November 17th, 1938.*

I have the honor to acknowledge the receipt of your note of to-day's date in which reference is made to the discussions which have taken place in connexion with the negotiation of the Trade Agreement signed this day concerning the bases and methods of determining dutiable value in the United Kingdom and the United States of America and the desirability of removing, in so far as possible, any uncertainties in respect of these matters.

You state that your Government will be ready to afford full opportunity for consultation between representatives of the two Governments concerning general problems of valuation as well as specific difficulties of application which may arise from time to time.

I have the honor to assure you that the Government of the United States will likewise be ready to afford full opportunity for consultation between representatives of the two Governments concerning these matters.

Accept, &c.

Cordell HULL.

Certified to be true and complete textual copies of the original agreement and of notes exchanged in connection therewith in the sole language in which they were signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Director of Personnel.

b) *Note du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis à l'Ambassadeur de Grande-Bretagne.*

EXCELLENCE,

WASHINGTON, le 17 novembre 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note de ce jour, se référant aux discussions qui ont eu lieu à l'occasion de la négociation de l'Accord commercial signé ce jour et au sujet des bases et des méthodes à employer pour déterminer la valeur passible de droits dans le Royaume-Uni et aux Etats-Unis d'Amérique, ainsi que de l'opportunité qu'il y aurait à supprimer, autant que possible, toute incertitude à cet égard.

Vous déclarez que votre Gouvernement est prêt à donner toutes facilités de consultation entre des représentants des deux gouvernements au sujet des problèmes généraux d'évaluation, aussi bien que des difficultés particulières d'application qui pourraient surgir à cet égard.

J'ai l'honneur de vous donner l'assurance que, de son côté, le Gouvernement des Etats-Unis est prêt à donner toutes facilités en vue de consultations entre des représentants des deux gouvernements au sujet de ces questions.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

ANNEXE L



ANNEX L



ANNEXE L

SIGNATURES, RATIFICATIONS,
ADHÉSIONS, PROLONGATIONS,
DÉNONCIATIONS, ETC.

N^o 170. — PROTOCOLE ¹ DE SIGNATURE
DU STATUT DE LA COUR PERMANENTE
DE JUSTICE INTERNATIONALE. GE-
NÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

DISPOSITION FACULTATIVE PRÉVUE AU
STATUT CI-DESSUS.

RATIFICATION

GRÈCE 20 février 1940.

RENEWAL OF ACCEPTANCE OF THE OPTIONAL
CLAUSE BY THAILAND.

The following declaration was transmitted
to the Secretary-General of the League of
Nations by the Chargé d'Affaires a. i. of Thai-
land in London, by a letter dated May 4th,
1940 :

On behalf of the Thai Government,
I hereby renew for a period of ten years,

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; vol. CLXIV, page 352 ; vol. CLXVIII, page 228 ; vol. CLXXXII, page 388 ; vol. CLXXVII, page 382 ; vol. CLXXXI, page 346 ; vol. CLXXXV, page 370 ; vol. CLXXXIX, page 452 ; vol. CXCVI, page 402 et vol. CXCVII, page 283, de ce recueil.

ANNEX L

SIGNATURES, RATIFICATIONS,
ACCESSIONS, PROLONGATIONS,
DENUNCIATIONS, ETC.

No. 170. — PROTOCOL ¹ OF SIGNATURE
OF THE STATUTE OF THE PERMANENT
COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.
GENEVA, DECEMBER 16TH, 1920.

OPTIONAL CLAUSE PROVIDED FOR IN
THE ABOVE STATUTE.

RATIFICATION.

GREECE February 20th, 1940.

RENOUVELLEMENT D'ACCEPTATION DE LA DIS-
POSITION FACULTATIVE PAR LA THAÏLANDE.

La déclaration suivante a été transmise au
Secrétaire général de la Société des Nations par
le chargé d'affaires a. i. de Thaïlande à Londres,
par une lettre en date du 4 mai 1940 :

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Au nom du Gouvernement thai, je
déclare renouveler pour une période de

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; Vol. CXXXIV, page 392 ; Vol. CXLVII, page 318 ; Vol. CLII, page 282 ; Vol. CLVI, page 176 ; Vol. CLX, page 325 ; Vol. CLXIV, page 352 ; Vol. CLXVIII, page 228 ; Vol. CLXXXII, page 388 ; Vol. CLXXVII, page 382 ; Vol. CLXXXI, page 346 ; Vol. CLXXXV, page 370 ; Vol. CLXXXIX, page 452 ; Vol. CXCVI, page 402 ; and Vol. CXCVII, page 283, of this Series.

from the 7th May 1940, the declaration of the 20th September 1929, accepting the compulsory jurisdiction of the Permanent Court of International Justice in conformity with Article 36, paragraphe 2, of the Statute of the Court within the limits of and subject to the conditions and reservations set forth in the said declaration.

BANGKOK, 3rd May, 1940.

PIBULANSONGGRAM,
*President of the Council of Ministers,
Minister of Foreign Affairs.*

This declaration was received in the Secretariat of the League of Nations on May 9th, 1940.

dix ans, à compter du 7 mai 1940, la déclaration du 20 septembre 1929 acceptant la juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour, dans les limites et sous les conditions et réserves exprimées dans ladite déclaration.

BANGKOK, le 3 mai 1940.

PIBULASONGGRAM,
*Président du Conseil des Ministres,
Ministre des Affaires étrangères.*

Cette déclaration a été reçue au Secrétariat de la Société des Nations le 9 mai 1940.

DENUNCIATION OF THE OPTIONAL
CLAUSE AND
FURTHER ACCEPTANCE THEREOF
UNDER NEW CONDITIONS BY SEVE-
RAL STATES.

United Kingdom.

DENUNCIATION.

On the 19th September, 1929, the Right Honourable Arthur Henderson, M. P., at that time His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, made the following declaration on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom. The declaration was ratified on February 5th, 1930 :

On behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom and subject to ratification, I accept as compulsory *ipso facto* and without special convention, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, for a period of ten years and thereafter until such time as notice may be given to terminate the acceptance, over all disputes arising after the ratification of the present

DÉNONCIATION DE LA DISPOSITION
FACULTATIVE ET
ACCEPTATION AVEC DE NOUVELLES
CONDITIONS PAR DIFFÉRENTS ÉTATS.

Royaume-Uni.

DÉNONCIATION.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Le 19 septembre 1929, le très honorable Arthur Henderson, membre du Parlement, alors principal secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté, fit la déclaration suivante au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni. La déclaration fut ratifiée le 5 février 1930 :

Au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, pour une durée de dix années et par la suite jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, pour tous les différends qui s'élè-

declaration with regard to situations or facts subsequent to the said ratification, other than :

Disputes in regard to which the parties to the dispute have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement ; and

Disputes with the Government of any other Member of the League which is a Member of the British Commonwealth of Nations, all of which disputes shall be settled in such manner as the parties have agreed or shall agree ; and

Disputes with regard to questions which by international law fall exclusively within the jurisdiction of the United Kingdom.

and subject to the condition that His Majesty's Government reserve the right to require that proceedings in the Court shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to and is under consideration by the Council of the League of Nations, provided that notice to suspend is given after the dispute has been submitted to the Council and is given within ten days of the notification of the initiation of the proceedings in the Court, and provided also that such suspension shall be limited to a period of twelve months or such longer period as may be agreed by the parties to the dispute or determined by a decision of all the Members of the Council other than the parties to the dispute.

On behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom, I, Viscount Halifax, His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, hereby terminate their acceptance of the jurisdiction of the Court in conformity with paragraph 2 of Article 36 of the Statute.

LONDON, 28th February, 1940.

HALIFAX.

This declaration was received in the Secretariat of the League of Nations on March 7th, 1940.

veraient, après la ratification de la présente déclaration, au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification, autres que :

Les différends au sujet desquels les parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique, et

Les différends avec les gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, Membres du Commonwealth britannique de Nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les parties ou dont elles conviendront, et

Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Royaume-Uni ;

toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure devant la Cour, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée par les parties au différend ou déterminée par une décision de tous les membres du Conseil autres que les parties au différend.

Au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, moi, Vicomte Halifax, principal secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté, mets fin par la présente à son acceptation de la juridiction de la Cour au sens du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut.

LONDRES, le 28 février 1940.

HALIFAX.

Cette déclaration a été reçue au Secrétariat de la Société des Nations le 7 mars 1940.

FURTHER ACCEPTANCE OF THE OPTIONAL CLAUSE
UNDER NEW CONDITIONS.

In my declaration of to-day's date, I, Viscount Halifax, His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, announced the termination by His Majesty's Government in the United Kingdom of their acceptance of the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice in conformity with paragraph 2 of Article 36 of the Statute of the Court.

On behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom I now declare that they accept as compulsory *ipso facto* and without special convention, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court, in conformity with paragraph 2 of Article 36 of the Statute of the Court, for a period of five years from to-day's date and thereafter until such time as notice may be given to terminate the acceptance, over all disputes arising after February 5th, 1930, with regard to situations or facts subsequent to the same date; other than :

Disputes in regard to which the parties to the dispute have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement ;

Disputes with the Government of any other Member of the League which is a Member of the British Commonwealth of Nations, all of which disputes shall be settled in such manner as the parties have agreed or shall agree ;

Disputes with regard to questions which by international law fall exclusively within the jurisdiction of the United Kingdom ; and

Disputes arising out of events occurring at a time when His Majesty's Government in the United Kingdom were involved in hostilities ;

and subject to the condition that His Majesty's Government reserve the right to require that proceedings in the Court shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to and is under consideration by the Council of the League of Nations, provided that notice to suspend is given after the dispute has been submitted to the Council and is given within ten days of the notification of the initiation of the proceedings in the Court, and

ACCEPTATION DE LA DISPOSITION FACULTATIVE
AVEC DE NOUVELLES CONDITIONS.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Par ma déclaration en date de ce jour, moi Vicomte Halifax, principal secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté, ai annoncé la dénonciation par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de son acceptation de la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale au sens du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour.

Au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, je déclare maintenant qu'il reconnaît comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, pour une durée de cinq ans à compter de ce jour et par la suite jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, pour tous les différends nés après le 5 février 1930, concernant des situations ou des faits postérieurs à ladite date, autres que :

Les différends au sujet desquels les parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;

Les différends avec les gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, Membres du Commonwealth britannique de Nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les parties ou dont elles conviendront ;

Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Royaume-Uni ; et

Les différends résultant d'événements survenus alors que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni se trouvait engagé dans des hostilités ;

toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure devant la Cour, et à condition également que ladite

provided also that such suspension shall be limited to a period of twelve months or such longer period as may be agreed by the parties to the dispute or determined by a decision of all the Members of the Council other than the parties to the dispute.

LONDON, 28th February, 1940.

HALIFAX.

This declaration was received in the Secretariat of the League of Nations on March 7th, 1940.

India.

DENUNCIATION.

On September 19th, 1929, Sir Muhammad Habibullah, at that time a member of the Executive Council of the Governor-General of India, made the following declaration on behalf of the Government of India. The declaration was ratified on February 5th, 1930 :

On behalf of the Government of India and subject to ratification, I accept as compulsory *ipso facto* and without special convention, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court for a period of ten years and thereafter until such time as notice may be given to terminate the acceptance, over all disputes arising after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to the said ratification, other than :

Disputes in regard to which the parties to the dispute have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement ; and

Disputes with the Government of any other Member of the League which is a Member of the British Commonwealth of Nations, all of which disputes shall be settled in such manner as the parties have agreed or shall agree ; and

Disputes with regard to questions which by international law fall exclusively within the jurisdiction of India ;

suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée par les parties au différend ou déterminée par une décision de tous les membres du Conseil autres que les parties au différend.

LONDRES, le 28 février 1940.

HALIFAX.

Cette déclaration a été reçue au Secrétariat de la Société des Nations le 7 mars 1940.

Inde.

DÉNONCIATION.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Le 19 septembre 1929, sir Muhammad Habibullah, alors membre du Conseil exécutif du Gouverneur général de l'Inde, fit la déclaration suivante au nom du Gouvernement de l'Inde. La déclaration fut ratifiée le 5 février 1930 :

Au nom du Gouvernement de l'Inde et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, pour une durée de dix années et par la suite jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, pour tous les différends qui s'élèveraient, après la ratification de la présente déclaration, au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification, autres que :

Les différends au sujet desquels les parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique, et

Les différends avec les gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, Membres du Commonwealth britannique de Nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les parties ou dont elles conviendront, et

Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de l'Inde ;

and subject to the condition that the Government of India reserve the right to require that proceedings in the Court shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to and is under consideration by the Council of the League of Nations, provided that notice to suspend is given after the dispute has been submitted to the Council and is given within ten days of the notification of the initiation of the proceedings in the Court, and provided also that such suspension shall be limited to a period of twelve months or such longer period as may be agreed by the parties to the dispute or determined by a decision of all the Members of the Council other than the parties to the dispute.

On behalf of the Government of India, I, the Marquess of Zetland, His Majesty's Principal Secretary of State for India, hereby terminate their acceptance of the jurisdiction of the Court in conformity with paragraph 2 of Article 36 of the Statute of the Court.

LONDON, February 28th, 1940.

ZETLAND.

This declaration was received in the Secretariat of the League of Nations on March 7th, 1940.

FURTHER ACCEPTANCE OF THE OPTIONAL CLAUSE
UNDER NEW CONDITIONS.

In my declaration of to-day's date, I, the Marquess of Zetland, His Majesty's Principal Secretary of State for India, announced the termination by the Government of India of their acceptance of the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice in conformity with paragraph 2 of Article 36 of the Statute of the Court.

On behalf of the Government of India I now declare that they accept as compulsory *ipso facto* and without special convention, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court, in conformity with paragraph 2 of Article 36 of the Statute of the Court for a period of five years from to-day's date and thereafter until such time as notice may be

toutefois, le Gouvernement de l'Inde se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure devant la Cour, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée par les parties au différend ou déterminée par une décision de tous les membres du Conseil autres que les parties au différend.

Au nom du Gouvernement de l'Inde, moi, Marquis de Zetland, principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour l'Inde, mets fin par la présente à son acceptation de la juridiction de la Cour au sens du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour.

LONDRES, le 28 février 1940.

ZETLAND.

Cette déclaration a été reçue au Secrétariat de la Société des Nations le 7 mars 1940.

ACCEPTATION DE LA DISPOSITION FACULTATIVE
AVEC DE NOUVELLES CONDITIONS.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Par ma déclaration en date de ce jour, moi Marquis de Zetland, principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour l'Inde, ai annoncé la dénonciation par le Gouvernement de l'Inde de son acceptation de la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale au sens du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour.

Au nom du Gouvernement de l'Inde, je déclare maintenant qu'il reconnaît comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, pour une durée de cinq ans à compter de ce jour et par la suite jusqu'à ce qu'il soit donné

given to terminate the acceptance, over all disputes arising after February 5th, 1930, with regard to situations or facts subsequent to the same date ; other than :

Disputes in regard to which the parties to the dispute have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement ;

Disputes with the Government of any other Member of the League which is a Member of the British Commonwealth of Nations, all of which disputes shall be settled in such manner as the parties have agreed or shall agree ;

Disputes with regard to questions which by international law fall exclusively within the jurisdiction of India ; and

Disputes arising out of events occurring at a time when the Government of India were involved in hostilities ;

and subject to the condition that the Government of India reserve the right to require that proceedings in the Court shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to and is under consideration by the Council of the League of Nations, provided that notice to suspend is given after the dispute has been submitted to the Council and is given within ten days of the notification of the initiation of the proceedings in the Court, and provided also that such suspension shall be limited to a period of twelve months or such longer period as may be agreed by the parties to the dispute or determined by a decision of all the Members of the Council other than the parties to the dispute.

LONDON, *February 28th*, 1940.

ZETLAND.

This declaration was received in the Secretariat of the League of Nations on March 7th, 1940.

New Zealand.

DENUNCIATION.

In September, 1929, by a declaration ratified by His late Majesty King George the Fifth in an Instrument deposited with the Secretariat

notification de l'abrogation de cette acceptation, pour tous les différends nés après le 5 février 1930, concernant des situations ou des faits postérieurs à ladite date, autres que :

Les différends au sujet desquels les parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;

Les différends avec les gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, Membres du Commonwealth britannique de Nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les parties ou dont elles conviendront ;

Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de l'Inde ;

Les différends résultant d'événements survenus alors que le Gouvernement de l'Inde se trouvait engagé dans des hostilités ;

toutefois, le Gouvernement de l'Inde se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure devant la Cour, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée par les parties au différend ou déterminée par une décision de tous les membres du Conseil autres que les parties au différend.

LONDRES, *le 28 février* 1940.

ZETLAND.

Cette déclaration a été reçue au Secrétariat de la Société des Nations le 7 mars 1940.

Nouvelle-Zélande.

DÉNONCIATION.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Au mois de septembre 1929, par une déclaration ratifiée par feu Sa Majesté le Roi George V, dans un instrument déposé au Secrétariat

of the League of Nations on the 29th March, 1930, His Majesty's Government in the Dominion of New Zealand accepted, subject to the exceptions and conditions therein stated, for a period of ten years from the date of ratification and thereafter till notice was given to terminate the acceptance, the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice in conformity with paragraph 2 of Article 36 of the Statute of the Court.

On behalf of the New Zealand Government I hereby terminate their acceptance of the jurisdiction of the Court in conformity with the above-mentioned provision of the Statute.

I have the honour to request your acknowledgment of this communication.

W. J. JORDAN,
High Commissioner for New Zealand.

This declaration, transmitted by a letter dated March 30th, 1940, was received in the Secretariat of the League of Nations on April 5th, 1940.

FURTHER ACCEPTANCE OF THE OPTIONAL CLAUSE
UNDER NEW CONDITIONS.

I refer to my letter of the 30th March notifying you of the termination by His Majesty's Government in New Zealand of their acceptance of the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice in conformity with paragraph 2 of Article 36 of the Statute of the Court.

I have now the honour to inform you that the New Zealand Government have been considering the conditions under which they would be prepared to accept the Optional Clause for a further period, and, in accordance with the directions I have received, I hereby, on behalf of His Majesty's Government in the Dominion of New Zealand, accept as compulsory *ipso facto* and without special convention, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court, in conformity with paragraph 2 of Article 36 of the Statute of the Court, for a period of five years from to-day's date and thereafter until such time as notice may be given to terminate the acceptance, over all disputes arising after the 29th March, 1930,

de la Société des Nations le 29 mars 1930, le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande a accepté, sous réserve des exceptions et conditions stipulées dans ladite déclaration, pour une durée de dix années à compter de la date de la ratification, et par la suite jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de l'acceptation, la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour.

Au nom du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, je déclare dénoncer son acceptation de la juridiction de la Cour conformément à la disposition susmentionnée du Statut.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien m'accuser réception de la présente communication.

W. J. JORDAN,
*Haut Commissaire
pour la Nouvelle-Zélande.*

Cette déclaration, transmise par une lettre en date du 30 mars 1940, a été reçue au Secrétariat de la Société des Nations le 5 avril 1940.

ACCEPTATION DE LA DISPOSITION FACULTATIVE
AVEC DE NOUVELLES CONDITIONS.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 30 mars vous notifiant la dénonciation par le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande de son acceptation de la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour.

J'ai maintenant l'honneur de vous informer que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a examiné les conditions dans lesquelles il serait disposé à accepter la Disposition facultative pour une nouvelle période, et, conformément aux instructions que j'ai reçues, je déclare, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Dominion de la Nouvelle-Zélande, reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, pour une durée de cinq ans à compter de ce jour et par la suite jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, pour tous les différends nés après

with regard to situations or facts subsequent to the said date, other than :

Disputes in regard to which the parties to the dispute have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement ;

Disputes with the Government of any other Member of the League which is a Member of the British Commonwealth of Nations, all of which disputes shall be settled in such manner as the parties have agreed or shall agree ;

Disputes with regard to questions which by international law fall exclusively within the jurisdiction of New Zealand ; and

Disputes arising out of events occurring at a time when His Majesty's Government in New Zealand were involved in hostilities ;

and subject to the condition that His Majesty's Government in the Dominion of New Zealand reserve the right to require that proceedings in the Court shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to and is under consideration by the Council of the League of Nations, provided that notice to suspend is given after the dispute has been submitted to the Council and is given within ten days of the notification of the initiation of the proceedings in the Court, and provided also that such suspension shall be limited to a period of twelve months or such longer period as may be agreed by the parties to the dispute or determined by a decision of all the Members of the Council other than the parties to the dispute.

W. J. JORDAN,
High Commissioner for New Zealand.

This declaration, transmitted by a letter dated April 1st, 1940, was received in the Secretariat of the League of Nations on April 8th, 1940.

Union of South Africa.

DENUNCIATION.

On the 19th September, 1929, a declaration was made on behalf of His Majesty's Government in the Union of South Africa accepting,

le 29 mars 1930, concernant des situations ou des faits postérieurs à ladite date, autres que :

Les différends au sujet desquels les parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;

Les différends avec les gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, Membres du Commonwealth britannique de Nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les parties ou dont elles conviendront ;

Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de la Nouvelle-Zélande ; et

Les différends résultant d'événements survenus alors que le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande se trouvait engagé dans des hostilités ;

toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Dominion de la Nouvelle-Zélande se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure devant la Cour, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée par les parties au différend ou déterminée par une décision de tous les membres du Conseil autres que les parties au différend.

W. J. JORDAN,
*Haut Commissaire
pour la Nouvelle-Zélande.*

Cette déclaration, transmise par une lettre en date du 1^{er} avril 1940, a été reçue au Secrétariat de la Société des Nations le 8 avril 1940.

Union Sud-Africaine.

DÉNONCIATION.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

A la date du 19 septembre 1929, une déclaration a été faite par le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine acceptant,

with certain reservations and for a period of ten years, subject to ratification, the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice, in conformity with paragraph 2 of Article 36 of the Statute of the Court. The declaration was ratified on the 7th April, 1930.

On behalf of His Majesty's Government in the Union of South Africa I hereby terminate their acceptance of the jurisdiction of the Court, in conformity with paragraph 2 of Article 36 of the Statute.

J. C. SMUTS,
Minister of External Affairs.

This declaration, transmitted by a letter dated April 7th, 1940, was received in the Secretariat of the League of Nations on April 20th, 1940.

FURTHER ACCEPTANCE OF THE OPTIONAL CLAUSE
UNDER NEW CONDITIONS.

With reference to my declaration of to-day's date announcing the termination of His Majesty's Government in the Union of South Africa of their acceptance of the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice, in conformity with paragraph 2 of Article 36 of the Statute of the Court, I now have the honour to make the following declaration :

On behalf of His Majesty's Government in the Union of South Africa, I accept as compulsory *ipso facto* and without special convention, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, until such time as notice may be given to terminate the acceptance, over all disputes arising after the signing of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to such signing, other than :

Disputes in regard to which the parties to the dispute have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement, and

Disputes with the Government of any other Member of the League which is a Member of the British Commonwealth of Nations, all of which disputes shall be settled in such manner as the parties have agreed or shall agree, and

avec certaines réserves et pour une durée de dix années, sous réserve de ratification, la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour. Cette déclaration a été ratifiée le 7 avril 1930.

Au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine, je déclare dénoncer son acceptation de la juridiction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut.

J. C. SMUTS,
Ministre des Affaires étrangères.

Cette déclaration, transmise par une lettre en date du 7 avril 1940, a été reçue au Secrétariat de la Société des Nations le 20 avril 1940.

ACCEPTATION DE LA DISPOSITION FACULTATIVE
AVEC DE NOUVELLES CONDITIONS.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Me référant à ma déclaration en date de ce jour, annonçant la dénonciation par le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine de son acceptation de la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, j'ai maintenant l'honneur de faire la déclaration suivante :

Au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, sur tous les différends qui s'élèveraient après la signature de la présente déclaration, au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette signature, autres que :

Les différends au sujet desquels les parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique, et

Les différends avec les gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, Membres du Commonwealth britannique de Nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les parties ou dont elles conviendront, et

Disputes with regard to questions which by international law fall exclusively within the jurisdiction of the Union of South Africa, and

Disputes arising out of events occurring during any period in which the Union of South Africa is engaged in hostilities as a belligerent ;

and subject to the condition that His Majesty's Government in the Union of South Africa reserve the right to require that proceedings in the Court shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to and is under consideration by the Council of the League of Nations, provided that notice to suspend is given after the dispute has been submitted to the Council and is given within ten days of the notification of the initiation of the proceedings in the Court, and provided also that such suspension shall be limited to a period of twelve months or such longer period as may be agreed by the parties to the dispute or determined by a decision of all the members of the Council other than the parties to the dispute.

J. C. SMUTS,

Minister of External Affairs.

This declaration, transmitted by a letter dated April 7th, 1940, was received in the Secretariat of the League of Nations on April 20th, 1940.

Commonwealth of Australia.

DENUNCIATION.

On the 20th of September, 1929, Major-General the Honourable Sir Granville Ryrie, at that time High Commissioner in London for His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia, made the following declaration on behalf of His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia. The declaration was ratified on the 18th August, 1930 :

On behalf of His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia and subject to ratification, I accept as compulsory *ipso facto* and without special convention, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute

Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de l'Union Sud-Africaine, et

Les différends résultant d'événements survenus à toute époque au cours de laquelle l'Union Sud-Africaine se trouvait engagée dans des hostilités comme belligérant ;

toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure devant la Cour, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée par les parties au différend ou déterminée par une décision de tous les membres du Conseil autres que les parties au différend.

J. C. SMUTS,

Ministre des Affaires étrangères.

Cette déclaration, transmise par une lettre en date du 7 avril 1940, a été reçue au Secrétariat de la Société des Nations le 20 avril 1940.

Commonwealth d'Australie.

DÉNONCIATION.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Le 20 septembre 1929, l'honorable Sir Granville Ryrie, major-général, alors Haut Commissaire à Londres du Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, fit la déclaration suivante au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie. La déclaration fut ratifiée le 18 août 1930.

Au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article

of the Court, for a period of ten years and thereafter until such time as notice may be given to terminate the acceptance, over all disputes arising after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to the said ratification, other than :

Disputes in regard to which the parties to the dispute have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement ; and

Disputes with the Government of any other Member of the League which is a Member of the British Commonwealth of Nations, all of which disputes shall be settled in such manner as the parties have agreed or shall agree ; and

Disputes with regard to questions which by international law fall exclusively within the jurisdiction of the Commonwealth of Australia ;

and subject to the condition that His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia reserve the right to require that proceedings in the Court shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to and is under consideration by the Council of the League of Nations, provided that notice to suspend is given after the dispute has been submitted to the Council and is given within ten days of the notification of the initiation of the proceedings in the Court, and provided also that such suspension shall be limited to a period of twelve months or such longer period as may be agreed by the parties to the dispute or determined by a decision of all the Members of the Council other than the parties to the dispute.

On behalf of His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia I, S. M. Bruce, the High Commissioner in London for His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia, hereby terminate their acceptance of the jurisdiction of the Court in conformity with paragraph 2 of Article 36 of the Statute.

LONDON, 21st, August 1940.

S. M. BRUCE.

This declaration was received in the Secretariat of the League of Nations on September 2nd, 1940.

36 du Statut de la Cour, pour une durée de dix années et par la suite jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, pour tous les différends qui s'élèveraient, après la ratification de la présente déclaration, au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification, autres que :

Les différends au sujet desquels les parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ; et

Les différends avec les gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, Membres du Commonwealth britannique de Nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les parties ou dont elles conviendront ; et

Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Commonwealth d'Australie ;

toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure devant la Cour, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée par les parties au différend ou déterminée par une décision de tous les membres du Conseil autres que les parties au différend.

Au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, moi, S. M. Bruce, Haut Commissaire à Londres du Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, mets fin par la présente à son acceptation de la juridiction de la Cour au sens du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut.

LONDRES, le 21 août 1940.

S. M. BRUCE.

Cette déclaration a été reçue au Secrétariat de la Société des Nations le 2 septembre 1940.

FURTHER ACCEPTANCE OF THE OPTIONAL CLAUSE
UNDER NEW CONDITIONS.

In my declaration of to-day's date, I, S. M. Bruce, the High Commissioner in London for His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia, announced the termination by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia of their acceptance of the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice in conformity with paragraph 2 of Article 36 of the Statute of the Court.

On behalf of His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia I now declare that they accept as compulsory *ipso facto* and without special convention, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court, in conformity with paragraph 2 of Article 36 of the Statute of the Court, for a period of five years from to-day's date and thereafter until such time as notice may be given to terminate the acceptance, over all disputes arising after the 18th August, 1930, with regard to situations or facts subsequent to the said date, other than :

Disputes in regard to which the parties to the dispute have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement ;

Disputes with the Government of any other Member of the League which is a Member of the British Commonwealth of Nations, all of which disputes shall be settled in such manner as the parties have agreed or shall agree ;

Disputes with regard to questions which by international law fall exclusively within the jurisdiction of the Commonwealth of Australia ; and

Disputes arising out of events occurring at a time when His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia were involved in hostilities ;

and subject to the condition that His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia reserve the right to require that proceedings in the Court shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to and is under consideration by the Council of the League of Nations, provided that notice to

ACCEPTATION DE LA DISPOSITION FACULTATIVE
AVEC DE NOUVELLES CONDITIONS.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Par ma déclaration en date de ce jour, moi, S. M. Bruce, Haut Commissaire à Londres du Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, ai annoncé la dénonciation par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie de son acceptation de la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale au sens du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour.

Au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, je déclare maintenant qu'il reconnaît comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, pour une durée de cinq ans à compter de ce jour et par la suite jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, pour tous les différends nés après le 18 août 1930, concernant des situations ou des faits postérieurs à ladite date, autres que :

Les différends au sujet desquels les parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;

Les différends avec les gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, Membres du Commonwealth britannique de Nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les parties ou dont elles conviendront ;

Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Commonwealth d'Australie ; et

Les différends résultant d'événements survenus alors que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie se trouvait engagé dans des hostilités ;

toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que

suspend is given after the dispute has been submitted to the Council and is given within ten days of the notification of the initiation of the proceedings in the Court, and provided also that such suspension shall be limited to a period of twelve months or such longer period as may be agreed by the parties to the dispute or determined by a decision of all the Members of the Council other than the parties to the dispute.

LONDON, 21st August, 1940.

S. M. BRUCE.

This declaration was received in the Secretariat of the League of Nations on September 2nd, 1940.

le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure devant la Cour et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée par les parties au différend ou déterminée par une décision de tous les membres du Conseil autres que les parties au différend.

LONDRES, le 21 août 1940.

S. M. BRUCE.

Cette déclaration a été reçue au Secrétariat de la Société des Nations le 2 septembre 1940.

N^o 222. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE DE L'OPIUM, SIGNÉE A LA HAYE, LE 23 JANVIER 1912, ET PROTOCOLE RELATIF A LA MISE EN VIGUEUR DE CETTE CONVENTION.

APPLICATION DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE A LA BIRMANIE EN TANT QUE POSSESSION BRITANNIQUE.

Le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas a fait savoir au Secrétariat, à la demande de la Légation britannique à La Haye, par une lettre en date du 20 février 1940, que la Birmanie qui participait à la convention susmentionnée en tant que partie de l'Inde a été séparée de l'Inde le 1^{er} avril 1937 et possède maintenant le statut d'un territoire d'outre-mer de Sa Majesté. En conséquence, la convention et le protocole sont considérés comme s'appliquant à la Birmanie en tant que territoire d'outre-mer de Sa Majesté depuis la date de la séparation, en vue de la déclaration faite par les signataires pour la Grande-Bretagne au moment de la signature.

¹ Vol. VIII, pages 187, 236 et suivantes ; vol. XI, page 414 ; vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. LIX, page 346 ; vol. CIV, page 495 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXVII, page 48 ; vol. CXXXVIII, page 416 ; et vol. CLXXII, page 390, de ce recueil.

No. 222. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION¹, SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 23RD, 1912, AND PROTOCOL RESPECTING THE PUTTING INTO FORCE OF THIS CONVENTION.

APPLICATION OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION TO BURMA AS A BRITISH POSSESSION.

The Netherlands Minister for Foreign Affairs informed the Secretariat, at the request of the British Legation at The Hague, by a letter dated February 20th, 1940, that Burma which formerly participated in the above-mentioned Convention as a part of India, was separated from India on April 1st, 1937, and now possesses the status of an Overseas Territory of His Majesty. Accordingly, the Convention and the Protocol should be regarded as applying to Burma, as an Overseas Territory of His Majesty from the date of separation from India, in virtue of the declaration made by the signatories for Great Britain when signing these instruments.

¹ Vol. VIII, page 187, 236 and following ; Vol. XI, page 415 ; Vol. XV, page 311 ; Vol. XIX, page 283 ; Vol. XXIV, page 163 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. CIV, page 495 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXVII, page 48 ; Vol. CXXXVIII, page 416 ; and Vol. CLXXII, page 390, of this Series.

No. 284. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND FRANCE RESPECTING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 2ND, 1922.

N^o 284. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET LA FRANCE, AU SUJET DES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 2 FÉVRIER 1922.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE EXTENSION TO THE COLONY OF ADEN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. PARIS, JUNE 20TH AND NOVEMBER 16TH, 1939.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA COLONIE D'ADEN DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. PARIS, LES 20 JUIN ET 16 NOVEMBRE 1939.

Registered on January 3rd, 1940, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 3 janvier 1940, à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 446.
(757/2/39.)

PARIS, 20th June, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with paragraph (b) of the Final Provisions of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 2nd February, 1922, the extension of the operation of that convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

2. The authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English.

3. I have the honour to add that the extension notified will come into force one month

I.

AMBASSADE BRITANNIQUE.

N^o 446.
(757/2/39.)

PARIS, le 20 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément au paragraphe b) des Dispositions finales de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 2 février 1922, que l'application de cette convention est étendue à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

2. L'autorité de la Colonie d'Aden à laquelle doivent être transmises les demandes de signification ou les commissions rogatoires est le « Chief Justice » d'Aden et la langue dans laquelle les communications et traductions doivent être faites est la langue anglaise.

3. J'ai l'honneur d'ajouter que l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur

¹ Vol. X, page 447; Vol. XXIV, page 164; Vol. XXXI, page 246; Vol. LXIII, page 383; Vol. LXXXIII, page 374; Vol. CXVII, page 49; Vol. CXXII, page 322; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXXIV, page 399; and Vol. CLX, page 331, of this Series.

¹ Vol. X, page 447; vol. XXIV, page 165; vol. XXXI, page 247; vol. LXIII, page 383; vol. LXXXIII, page 374; vol. CXVII, page 49; vol. CXXII, page 322; vol. CXXVI, page 430; vol. CXXXIV, page 399; et vol. CLX, page 331, de ce recueil.

from the date of this note, that is to say, on the 20th July next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I have the honour to be, with the highest consideration, Monsieur le Ministre, Your Excellency's most obedient, humble Servant.

Eric PHIPPS.

His Excellency
Monsieur Georges Bonnet.

II.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

RG. 15. II. 39.

Sous-Direction des Chancelleries
et du Contentieux.

Contentieux

DG. Procédure civile.

N° 31.

PARIS, le 16 novembre 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Sir Eric Phipps avait bien voulu, par sa dépêche du 20 juin dernier, me notifier l'adhésion de son Gouvernement à la Convention franco-britannique sur la procédure civile du 2 février 1922, au nom de la Colonie d'Aden.

Cette adhésion a pris effet à la date du 20 juillet dernier.

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de cette communication, que je n'ai pas manqué de porter à la connaissance des autorités judiciaires compétentes.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Pour le Ministre
et par autorisation,

Le Ministre plénipotentiaire,
s/Directeur :
(Illisible.)

Son Excellence
Sir Ronald Campbell,
Ambassadeur de Grande-Bretagne,
à Paris.

un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 20 juillet prochain.

En priant Votre Excellence de vouloir bien accuser réception de cette communication, j'ai l'honneur, etc...

Eric PHIPPS.

Son Excellence
Monsieur Georges Bonnet.

II.

FRENCH REPUBLIC.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

RG. 15. II. 39.

Sub-Department for Chancelleries
and Legal Questions.

Legal Questions.

DG. Civil Procedure.

No. 31.

PARIS, November 16th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

Sir Eric Phipps was good enough, in his communication of June 20th last, to notify me of the accession of his Government on behalf of the Colony of Aden to the Franco-British Convention of February 2nd, 1922, on Civil Procedure.

This accession became effective on July 20th last.

I have the honour to acknowledge receipt of this communication, of which I have not failed to inform the competent judicial authorities.

I have the honour to be, etc.

For the Minister
and by authorisation,
(Signature illegible)

Minister Plenipotentiary,
Under-Director.

His Excellency
Sir Ronald Campbell,
British Ambassador
in Paris.

N^o 678. — PROTOCOLE ¹ RELATIF AUX CLAUSES D'ARBITRAGE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 24 SEPTEMBRE 1923.

No. 678. — PROTOCOL ¹ ON ARBITRATION CLAUSES, SIGNED AT GENEVA, ON SEPTEMBER 24TH, 1923.

RETRAIT DE LA PREMIÈRE PARTIE DE LA RÉSERVE DES PAYS-BAS, EN CE QUI CONCERNE LES INDES NÉERLANDAISES, SURINAM ET CURAÇAO.

WITHDRAWAL OF THE FIRST PART OF THE RESERVATION OF THE NETHERLANDS, AS REGARDS THE NETHERLANDS INDIES, SURINAM AND CURAÇAO.

Par une communication en date du 12 avril 1940, le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas a fait savoir au Secrétaire général de la Société des Nations que le Gouvernement néerlandais désirait rétracter également en ce qui concerne les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao, la première partie de la réserve faite par lui en signant et en ratifiant le protocole susmentionné et ainsi conçue :

« Le Gouvernement des Pays-Bas se réserve la liberté de restreindre l'engagement visé au premier paragraphe de l'article premier aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par le droit néerlandais. »

Cette notification a été reçue au Secrétariat de la Société des Nations le 16 avril 1940.

By a communication dated April 12th, 1940, the Minister for Foreign Affairs of the Netherlands informed the Secretary-General of the League of Nations that the Netherlands Government desired to withdraw also as regards the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao the first part of the reservation made by it when signing and ratifying the above-mentioned Protocol, which reads as follows :

“ The Government of the Netherlands reserves its right to restrict the obligation mentioned in the first paragraph of Article 1 to contracts which are considered as commercial under Netherlands Law. ”

This notification was received in the Secretariat of the League of Nations on April 16th, 1940.

¹ Vol. XXVII, page 157 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 116 ; vol. L., page 161 ; vol. LIX, page 355 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXXIII, page 393 ; vol. LXXXVIII, page 312 ; vol. XCVI, page 190 ; vol. C, page 211 ; vol. CIV, page 499 ; vol. CVII, page 470 ; vol. CXI, page 403 ; vol. CXVII, page 55 ; vol. CLVI, page 185 ; vol. CLXXXI, page 356 ; vol. CLXXXV, page 372 ; et vol. CXCIII, page 268, de ce recueil.

¹ Vol. XXVII, page 157 ; Vol. XXXI, page 260 ; Vol. XXXV, page 314 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 116 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIX, page 355 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXXIII, page 393 ; Vol. LXXXVIII, page 312 ; Vol. XCVI, page 190 ; Vol. C, page 211 ; Vol. CIV, page 499 ; Vol. CVII, page 470 ; Vol. CXI, page 403 ; Vol. CXVII, page 55 ; Vol. CLVI, page 185 ; Vol. CLXXXI, page 356 ; Vol. CLXXXV, page 372 ; and Vol. CXCIII, page 268, of this Series.

N° 685. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 12 SEPTEMBRE 1923.

RATIFICATION

FRANCE 16 janvier 1940.

Le Gouvernement français n'accepte aucune obligation pour ses colonies et protectorats ainsi que pour les territoires placés sous son mandat.

ADHÉSION

MAROC 7 mai 1940.

No. 685. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE CIRCULATION OF AND TRAFFIC IN OBSCENE PUBLICATIONS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 12TH, 1923.

RATIFICATION.

FRANCE January 16th, 1940.

The French Government does not assume any obligations as regards its Colonies, or Protectorates or the Territories placed under its Mandate.

ACCESSION.

MOROCCO May 7th, 1940.

N° 905. — CONVENTION² RELATIVE A L'AMÉNAGEMENT DES FORCES HYDRAULIQUES INTÉRESSANT PLUSIEURS ÉTATS ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 9 DÉCEMBRE 1923.

ADHÉSION

EGYPTE 29 janvier 1940.

¹ Vol. XXVII, page 213 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 122 ; vol. LIV, page 391 ; vol. LIX, page 357 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 313 ; XCII, page 368 ; vol. XCVI, page 191 ; vol. C, page 211 ; vol. CXI, page 403 ; vol. CXXVI, page 433 ; vol. CXLII, page 341 ; vol. CLII, page 294 ; vol. CLVI, page 186 ; vol. CLX, page 335 ; vol. CLXIV, page 361 ; vol. CLXXII, page 398 ; vol. CLXXXI, page 357 ; et vol. CXCVII, page 295, de ce recueil.

² Vol. XXXVI, page 75 ; vol. XLV, page 170 ; vol. L, page 166 ; vol. LXXXIII, page 395 ; vol. CXXXIV, page 405 ; vol. CXLVII, page 322 ; vol. CLII, page 295 ; et vol. CLXIV, page 367, de ce recueil.

No. 905. — CONVENTION² RELATING TO THE DEVELOPMENT OF HYDRAULIC POWER AFFECTING MORE THAN ONE STATE, AND PROTOCOL OF SIGNATURE SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 9TH, 1923.

ACCESSION.

EGYPT January 29th, 1940.

¹ Vol. XXVII, page 213 ; Vol. XXXI, page 261 ; Vol. XXXV, page 315 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 122 ; Vol. LIV, page 391 ; Vol. LIX, page 357 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 313 ; Vol. XCII, page 368 ; Vol. XCVI, page 191 ; Vol. C, page 211 ; Vol. CXI, page 403 ; Vol. CXXVI, page 433 ; Vol. CXLII, page 341 ; Vol. CLII, page 294 ; Vol. CLVI, page 186 ; Vol. CLX, page 335 ; Vol. CLXIV, page 361 ; Vol. CLXXII, page 398 ; Vol. CLXXXI, page 357 ; and Vol. CXCVII, page 295, of this Series.

² Vol. XXXVI, page 75 ; Vol. XLV, page 170 ; Vol. L, page 166 ; Vol. LXXXIII, page 395 ; Vol. CXXXIV, page 405 ; Vol. CXLVII, page 322 ; Vol. CLII, page 295 ; and Vol. CLXIV, page 367, of this Series.

N^o 1414. — CONVENTION¹ RELATIVE A L'ESCLAVAGE, SIGNÉE A GENÈVE, LE 25 SEPTEMBRE 1926.

No. 1414. — SLAVERY CONVENTION¹ SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 25TH, 1926.

APPLICATION DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE A LA BIRMANIE EN TANT QUE POSSESSION BRITANNIQUE.

APPLICATION OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION TO BURMA AS A BRITISH POSSESSION.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, a fait savoir au Secrétariat, par une lettre reçue le 15 avril 1940, que la Birmanie ayant été séparée de l'Inde le 1^{er} avril 1937, et possédant maintenant le statut d'un territoire britannique d'outre-mer, la convention susmentionnée doit être considérée, conformément aux dispositions de l'article 9 et en vertu de la signature et de la ratification de la convention pour l'Empire Britannique, comme s'étant appliquée à la Birmanie depuis le 1^{er} avril 1937.

The Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, informed the Secretariat, by a letter received on April 15th, 1940, that, as Burma was separated from India on the 1st April, 1937, and now possesses the status of a British overseas territory, the above-mentioned Convention is to be regarded in accordance with the provisions of Article 9 and by virtue of the signature and ratification of the Convention in respect of the British Empire, as having applied from the 1st April, 1937, to Burma.

Cette notification fut faite avec la réserve suivante qui correspond à la partie de la réserve faite pour l'Inde au moment de la signature et qui subsistait au moment de la séparation :

This notification was made subject to the following reservation, which corresponds to that portion of the reservation made on behalf of India at the date of signature which was still in force at the date of separation :

TRADUCTION. — TRANSLATION.

« La convention n'engage pas la Birmanie, en ce qui concerne l'article 3, dans la mesure ou ledit article peut exiger la participation de la Birmanie à une convention aux termes de laquelle des navires, parce qu'ils sont possédés, équipés ou commandés par des Birmans, ou parce que la moitié de l'équipage est composée de Birmans, seraient classés comme navires indigènes ou se verraient refuser tout privilège, droit ou immunité reconnus aux navires similaires des autres Etats signataires du Pacte, ou seraient assujettis à des charges ou à des restrictions de droits qui ne s'étendraient pas aux navires similaires desdits autres Etats. »

“ The Convention is not binding upon Burma in respect of Article 3 in so far as that Article may require her to enter into any convention whereby vessels by reason of the fact that they are owned, fitted out or commanded by Birmans, or of the fact that one-half of the crew is Burman, are classified as native vessels or are denied any privilege, right or immunity enjoyed by similar vessels of other States signatories of the Covenant or are made subject to any liability or disability to which similar ships of these other States are not subject. ”

¹ Vol. LX, page 253 ; vol. LXIX, page 114 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. LXXXVIII, page 356 ; vol. XCVI, page 192 ; vol. C, page 221 ; vol. CIV, page 511 ; vol. CVII, page 491 ; vol. CXXX, page 444 ; vol. CXXXVIII, page 440 ; vol. CLII, page 296 ; vol. CLX, page 342 ; vol. CLXXII, page 410 ; vol. CLXXVII, page 393 ; et vol. CLXXXV, page 387, de ce recueil.

¹ Vol. LX, page 253 ; Vol. LXIX, page 114 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. LXXXVIII, page 356 ; Vol. XCVI, page 192 ; Vol. C, page 221 ; Vol. CIV, page 511 ; Vol. CVII, page 491 ; Vol. CXXX, page 444 ; Vol. CXXXVIII, page 440 ; Vol. CLII, page 296 ; Vol. CLX, page 342 ; Vol. CLXXII, page 410 ; Vol. CLXXVII, page 393 ; and Vol. CLXXXV, page 387, of this Series.

N^o 1829. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA SUISSE, PAR LA FRANCE. SIGNÉ A LONDRES, LE 14 FÉVRIER, A BERNE, LE 18 FÉVRIER, ET A PARIS, LE 8 MARS 1928.

ABROGATION

L'arrangement susmentionné est abrogé, à partir du 6 septembre 1939, d'un commun accord entre les parties.

Enregistrée le 30 avril 1940, à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

No. 1829. — AGREEMENT¹ RESPECTING TELEPHONE SERVICE BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND SWITZERLAND VIA FRANCE. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 14TH, AT BERNE, FEBRUARY 18TH, AND AT PARIS, MARCH 8TH, 1928.

TERMINATION OF AGREEMENT.

The above-mentioned Agreement is terminated as from September 6th, 1939, by common agreement between the Parties.

Registered on April 30th, 1940, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

N^o 1845. — CONVENTION² INTERNATIONALE DE L'OPIUM, ADOPTÉE PAR LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'OPIUM (SOCIÉTÉ DES NATIONS). SIGNÉE A GENÈVE, LE 19 FÉVRIER 1925.

ADHÉSIONS

PARAGUAY 25 juin 1941.
CONGO BELGE ET TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI SOUS LE MANDAT DE LA BELGIQUE 17 décembre 1941.

No. 1845. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION², ADOPTED BY THE SECOND OPIUM CONFERENCE (LEAGUE OF NATIONS). SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 19TH, 1925.

ACCESSIONS.

PARAGUAY June 25th, 1941.
BELGIAN CONGO AND TERRITORY OF RUANDA URUNDI UNDER BELGIAN MANDATE December 17th, 1941.

¹ Vol. LXXX, page 241, de ce recueil.

² Vol. LXXXI, page 317; vol. LXXXVIII, page 390; vol. XCII, page 409; vol. XCVI, page 204; vol. C, page 249; vol. CIV, page 516; vol. CVII, page 525; vol. CXI, page 411; vol. CXVII, page 290; vol. CXXII, page 355; vol. CXXXIV, page 407; vol. CLVI, page 205; vol. CLX, page 348; vol. CLXVIII, page 233; vol. CXCIII, page 269; et vol. CXCVII, page 300, de ce recueil.

¹ Vol. LXXX, page 241, of this Series.

² Vol. LXXXI, page 317; Vol. LXXXVIII, page 390; Vol. XCII, page 409; Vol. XCVI, page 204; Vol. C, page 249; Vol. CIV, page 516; Vol. CVII, page 525; Vol. CXI, page 411; Vol. CXVII, page 290; Vol. CXXII, page 355; Vol. CXXXIV, page 407; Vol. CLVI, page 205; Vol. CLX, page 348; Vol. CLXVIII, page 233; Vol. CXCIII, page 269; and Vol. CXCVII, page 300, of this Series.

No. 2483. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT ESTABLISHING A COMMERCIAL *MODUS VIVENDI*. CAIRO, JUNE 5TH AND 7TH, 1930.

N^o 2483. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN ÉTABLISSANT UN *MODUS VIVENDI* COMMERCIAL. LE CAIRE, LES 5 ET 7 JUIN 1930.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING UNTIL FEBRUARY 16TH, 1940, THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. CAIRO, FEBRUARY 6TH AND 16TH, 1939.

ECHANGE DE NOTES PROROGÉANT JUSQU'AU 16 FÉVRIER 1940 L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. LE CAIRE, LES 6 ET 16 FÉVRIER 1939.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, May 30th, 1940.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 30 mai 1940.

(Texte publié au volume CXC VII, page 311, de ce recueil.)

(Text published in Volume CXC VII, page 311, of this Series.)

EXCHANGE OF NOTES RENEWING UNTIL FEBRUARY 16TH, 1941, THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. CAIRO, FEBRUARY 13TH AND 22ND, 1940.

ECHANGE DE NOTES PROROGÉANT JUSQU'AU 16 FÉVRIER 1941 L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. LE CAIRE, LES 13 ET 22 FÉVRIER 1940.

Registered on May 30th, 1940, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, and of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

Enregistré le 30 mai 1940, à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, et du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Egypte.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH EMBASSY.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 29.
(123/3/40).

N^o 29.
(123/3/40.)

CAIRO, 13th February, 1940.

LE CAIRE, le 13 février 1940.

YOUR EXCELLENCY,

MONSIEUR LE MINISTRE,

In the Note No. 26 (1.9/9) which Your Excellency was so good as to address to me on the 8th February, my attention was called to the impending expiry of the provisional Commercial Agreement which was originally concluded between the Egyptian Government and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland by the

Dans la note N^o 26 (1.9/9) que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 8 février dernier, mon attention était attirée sur l'expiration imminente de l'Accord commercial provisoire qui avait été conclu primitivement entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord par l'échange de notes en date

¹ Vol. CVII, page 267; Vol. CXVII, page 327; Vol. CXXXIV, page 424; Vol. CXLVII, page 347; Vol. CLVI, page 218; Vol. CLXIV, page 384; Vol. CLXXVII, page 403; Vol. CLXXXV, page 391; and Vol. CXC VII, page 311, of this Series.

¹ Vol. CVII, page 267; vol. CXVII, page 327; vol. CXXXIV, page 424; vol. CXLVII, page 347; vol. CLVI, page 218; vol. CLXIV, page 384; vol. CLXXVII, page 403; vol. CLXXXV, page 391; et vol. CXC VII, page 311, de ce recueil.

Notes dated the 5th June and 7th June, 1930, and had been extended annually by subsequent exchanges of Notes. Your Excellency suggested the prolongation of the Agreement until the 16th February, 1941, under the same conditions as those now obtaining.

2. Having brought Your Excellency's proposal to the knowledge of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I am now authorised to state that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree to the suggested prolongation of the said provisional Agreement.

3. They are prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming the acceptance by the Egyptian Government of the proposed prolongation as constituting an agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's note and shall remain in force until the 16th February, 1941, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the United Kingdom and Egypt.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my very high consideration.

Miles W. LAMPSON.

His Excellency
Aly Maher Pasha,
etc., etc., etc.,
Minister for Foreign Affairs,
Cairo.

Certifié conforme à l'original.

*Le Directeur des Affaires politiques et
commerciales
au Ministère des Affaires étrangères,
Kemal A. Rahm.*

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.

Section des Affaires commerciales.

N° 1.9/9. (41).

LE CAIRE, le 22 février 1940.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre

du 5 et du 7 juin 1930 et qui avait été prorogé d'année en année par des échanges de notes ultérieurs. Votre Excellence suggérait que l'accord fût prorogé jusqu'au 16 février 1941, dans les mêmes conditions que celles qui sont maintenant en vigueur.

2. J'ai porté la proposition de Votre Excellence à la connaissance du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, et je suis maintenant autorisé à déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se rallie à la prorogation dudit accord provisoire qui a été proposée.

3. Le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à considérer la présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation par le Gouvernement égyptien de cette prorogation comme constituant un accord entre les deux gouvernements, qui prendra effet dès réception de la note de Votre Excellence et qui restera en vigueur jusqu'au 16 février 1941, à moins qu'il n'ait été remplacé auparavant par un traité réglant définitivement les relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Égypte.

Je saisis cette occasion, etc.

Miles W. LAMPSON.

Son Excellence
Aly Maher Pasha,
etc., etc., etc.,
Ministre des Affaires étrangères,
Le Caire.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT OF POLITICAL AND
COMMERCIAL AFFAIRS.

Section of Commercial Affairs.

No. 1.9/9 (41).

CAIRO, February 22nd, 1940.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt

de Votre Excellence N° 29 (123/3/40) du 13 février 1940, ainsi conçue :

(Voir note N° I.)

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur ce qui précède et je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Le ministre des Affaires étrangères,
Aly MAHER.

Son Excellence
Sir Miles Wedderburn Lampson,
G.C.M.G., C.B., M.V.O.,
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique.

Certifié conforme à l'original.

*Le Directeur des Affaires politiques
et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères,*
Kemal A. Rahm.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING UNTIL FEBRUARY 16TH, 1942, THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. CAIRO, FEBRUARY 16TH, 1941.

Registered on April 28th, 1941, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt, and of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 37.
488/1/41.

CAIRO, 16th February, 1941.

YOUR EXCELLENCY,

In the Note No. 275 (1.9/9) which Your Excellency addressed to me on the 12th De-

of Your Excellency's letter No. 29 (123/3/40) of February 13th, 1940, which reads as follows :

(See Note No. I.)

In reply, I beg to confirm to Your Excellency my Government's agreement with the above, and I avail myself of this opportunity, etc.

Aly MAHER,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
Sir Miles Wedderburn Lampson,
G.C.M.G., C.B., M.V.O.
His Britannic Majesty's
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary.

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT JUSQU'AU 16 FÉVRIER 1942 L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. LE CAIRE, LE 16 FÉVRIER 1941.

Enregistré le 28 avril 1941 à la demande du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Egypte et du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 37.
488/1/41.

LE CAIRE, le 16 février 1941.

EXCELLENCE,

Dans la note N° 275 (1.9/9) que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 12 décembre

ember last my attention was called to the impending expiry of the provisional Commercial Agreement originally concluded between the Egyptian Government and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland by Notes dated 5th June and 7th June, 1930, and extended annually by subsequent exchanges of Notes. Your Excellency suggested the prolongation of the Agreement until the 16th February, 1942, under the same conditions as those now obtaining.

2. I am now authorised by His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree to the suggested prolongation of the said provisional Agreement.

3. They are therefore prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming the acceptance by the Egyptian Government of the proposed prolongation as constituting an agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's note and shall remain in force until the 16th February, 1942, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the United Kingdom and Egypt.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

(Signed) Miles W. LAMPSON.

His Excellency
Hussein Sirry Pasha,
etc., etc., etc.,
President of the Council of Ministers,
Cairo.

Certifié conforme à l'original.

*Le Directeur
des Affaires politiques et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères,*

Kemal A. Rahm.

dernier, mon attention était attirée sur l'expiration imminente de l'Accord commercial provisoire qui avait été conclu primitivement entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord par l'Echange de notes en date du 5 et du 7 juin 1930 et qui avait été prorogé d'année en année par des échanges de notes ultérieurs. Votre Excellence suggérait que l'accord fût prorogé jusqu'au 16 février 1942, dans les mêmes conditions que celles qui sont maintenant en vigueur.

2. Je suis autorisé par le principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères à informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se rallie à la prorogation dudit accord provisoire qui a été proposée.

3. Le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à considérer la présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation par le Gouvernement égyptien de cette prorogation comme constituant un accord entre les deux gouvernements, qui prendra effet dès réception de la note de Votre Excellence et qui restera en vigueur jusqu'au 16 février 1942, à moins qu'il n'ait été remplacé auparavant par un traité réglant définitivement les relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Egypte.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Miles W. LAMPSON.

Son Excellence
Hussein Sirry Pasha,
etc., etc., etc.,
Président du Conseil des Ministres,
Le Caire.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.
Section des Affaires commerciales.
N° 1.9/9.

LE CAIRE, le 16 février 1941.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence N° 37 (488/1/41) du 16 février 1941, ainsi conçue :

(Voir note N° 1.)

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède et je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères,
(Signé) H. SIRRY.

Son Excellence
Sir Miles Wedderburn Lampson,
G.C.M.G., C.B., M.V.O.,
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique.

Certifié conforme à l'original.

*Le Directeur des Affaires politiques
et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères,*
Kemal A. Rahm.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT OF POLITICAL AND
COMMERCIAL AFFAIRS.
Section of Commercial Affairs.
No. 1.9/9.

CAIRO, February 16th, 1941.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter No. 37 (488/1/41) of February 16th, 1941, which reads as follows :

(See Note No. 1.)

In reply, I beg to confirm to Your Excellency my Government's agreement with the above, and I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) H. SIRRY,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
Sir Miles Wedderburn Lampson,
G.C.M.G., C.B., M.V.O.,
His Britannic Majesty's Ambassador
Extraordinary and Plenipotentiary.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2523. — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, MARCH 1ST, 1930.

N° 2523. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA LE 1^{er} MARS 1930.

AGREEMENT² AMENDING THE ABOVE-MENTIONED TREATY, SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 3RD, 1940.

ACCORD² MODIFIANT LE TRAITÉ SUSMENTIONNÉ, SIGNÉ A LONDRES, LE 3 FÉVRIER 1940.

Registered on June 6th, 1941, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 6 juin 1941, à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

Whereas a Treaty relating to Commerce and Navigation between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Turkish Republic was signed at Ankara on the 1st March, 1930 ;

Attendu qu'un Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la République turque a été signé à Ankara le 1^{er} mars 1930 ;

And whereas it is desired to amend the provisions of the aforesaid Treaty ;

Et attendu qu'il est jugé désirable d'amender les dispositions dudit traité ;

Now therefore the Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Turkish Republic have agreed that the aforesaid Treaty shall be amended as follows :

En conséquence, les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la République turque ont convenu que le susdit traité sera modifié comme suit :

Article 1.

Goods of Turkish origin enumerated in the Schedule attached to the present Agreement shall not on importation into the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland be subject to duties or charges other or higher than those specified in that Schedule.

Article premier.

Les marchandises d'origine turque énumérées dans la liste jointe au présent accord ne seront pas, lors de leur importation dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, assujetties à des droits ou redevances autres ou plus élevés que ceux qui sont spécifiés dans ladite liste.

Article 2.

Article 16 of the Treaty of Commerce and Navigation shall remain deleted, and the following shall be substituted for the first two paragraphs of Article 39 thereof :

Article 2.

L'article 16 du Traité de commerce et de navigation restera supprimé et le texte suivant sera substitué aux deux premiers paragraphes de l'article 39 dudit traité :

" The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Ankara as soon as possible. It shall come into force immediately on the exchange of ratifications, and shall remain in force until terminated by either High Contracting Party by not less than three months'

« Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Ankara dès que faire se pourra. Il prendra effet dès l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur jusqu'à ce que l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes y mette fin en donnant un

¹ Vol. CVIII, page 407, of this Series.

² Came into force February 3rd, 1940.

¹ Vol. CVIII, page 407, de ce recueil.

² Entré en vigueur le 3 février 1940.

notice given through the diplomatic channel, provided that no such notice shall take effect while the Trade and Payments Agreement, signed in London on the 3rd February, 1940, is still in operation."

Subject to the amendment mentioned in the preceding paragraph of this Article, the said Treaty of the first day of March, 1930, shall be and remain in force until terminated by a fresh notice given in accordance with the amended text of Article 39 thereof.

Article 3.

The provisions of the present Agreement shall remain in force for the same period as the Trade and Payments Agreement signed this day between the Contracting Governments.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed this Agreement and have affixed thereto their Seals.

Done in duplicate in London the 3rd day of February, 1940, in the English language.

A translation shall be made into the Turkish language, as soon as possible, and agreed between the Contracting Governments.

Both texts shall then be considered to be equally authentic for all purposes.

(L. S.) HALIFAX.

(L. S.) Dr. T. R. ARAS.

(L. S.) Dr. Burhan SANUS.

SCHEDULE.

Article	Rate of Duty
Figs and fig cake . . .	7s. per cwt.
Valonia	10 per cent. <i>ad valorem</i>
Mohair (raw), whether cleaned, scoured or carbonised, or not . . .	Free
Hazel nuts not in shell .	10 per cent. <i>ad valorem</i>

préavis d'au moins trois mois par la voie diplomatique, étant entendu qu'un tel préavis ne prendra pas effet tant que l'Accord de commerce et de paiements, signé à Londres le 3 février 1940, sera encore en vigueur. »

Sous réserve de l'amendement mentionné au paragraphe précédent du présent article, ledit traité du 1^{er} mars 1930 sera et restera en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit mis fin par un nouveau préavis donné conformément au texte amendé de l'article 39 dudit traité.

Article 3.

Les dispositions du présent accord resteront en vigueur pour la même période que l'Accord de commerce et de paiements signé ce jour entre les Gouvernements contractants.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 3 février 1940, en langue anglaise.

Une traduction sera établie en langue turque aussitôt que possible et fera l'objet d'un accord entre les Gouvernements contractants.

Les deux textes seront alors considérés comme faisant également foi à toutes fins utiles.

(L. S.) HALIFAX.

(L. S.) Dr T. R. ARAS.

(L. S.) Dr Burhan SANUS.

LISTE

Désignation des marchandises	Droits
Figs et gâteau de figues .	7s. par cwt.
Vélanède	10 p. c. <i>ad valorem</i>
Mohair (brut), nettoyé, lavé à chaud ou carbonisé, ou non	En franchise
Noisettes, non en coque . .	10 p. c. <i>ad valorem</i>

No 2733. — CONVENTION¹ POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES BLESSÉS ET MALADES DANS LES ARMÉES EN CAMPAGNE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

RATIFICATION

Déposée à Berne :

BOLIVIE 13 août 1940.

Enregistrée le 19 août 1940, à la demande du Conseil fédéral suisse.

No. 2733. — CONVENTION¹ FOR THE AMÉLIORATION OF THE CONDITION OF THE WOUNDED AND SICK IN ARMIES IN THE FIELD. SIGNED AT GENEVA, JULY 27TH, 1929.

RATIFICATION.

Deposited in Berne :

BOLIVIA August 13th, 1940.

Registered on August 19th, 1940, at the request of the Swiss Federal Council.

No 2734. — CONVENTION² RELATIVE AU TRAITEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

RATIFICATIONS

Déposées à Berne :

BOLIVIE 13 août 1940.

Enregistrée le 19 août 1940, à la demande du Conseil fédéral suisse.

COLOMBIE 5 juin 1941.

Enregistrée le 14 juin 1941, à la demande du Conseil fédéral suisse.

No. 2734. — CONVENTION² RELATIVE TO THE TREATMENT OF PRISONERS OF WAR. SIGNED AT GENEVA, JULY 27TH, 1929.

RATIFICATIONS.

Deposited in Berne :

BOLIVIA August 13th, 1940.

Registered on August 19th, 1940, at the request of the Swiss Federal Council.

COLOMBIA June 5th, 1941.

Registered on June 14th, 1941, at the request of the Swiss Federal Council.

¹ Vol. CXVIII, page 303; vol. CXXII, page 367; vol. CXXVI, page 460; vol. CXXX, page 468; vol. CXXXIV, page 431; vol. CXXXVIII, page 452; vol. CXLII, page 376; vol. CXLVII, page 351; vol. CLVI, page 229; vol. CLX, page 383; vol. CLXIV, page 388; vol. CLXXII, page 413; vol. CLXXVII, page 407; vol. CLXXXI, page 393; vol. CXCIII, page 270; vol. CXCVI, page 417; et vol. CXCVII, page 316, de ce recueil.

² Vol. CXVIII, page 343; vol. CXXII, page 367; vol. CXXVI, page 460; vol. CXXX, page 468; vol. CXXXIV, page 432; vol. CXXXVIII, page 452; vol. CXLII, page 376; vol. CXLVII, page 352; vol. CLVI, page 230; vol. CLX, page 383; vol. CLXIV, page 389; vol. CLXXII, page 413; vol. CLXXXI, page 393; vol. CXCIII, page 271; vol. CXCVI, page 418; et vol. CXCVII, page 316, de ce recueil.

¹ Vol. CXVIII, page 303; Vol. CXXII, page 367; Vol. CXXVI, page 460; Vol. CXXX, page 468; Vol. CXXXIV, page 431; Vol. CXXXVIII, page 452; Vol. CXLII, page 376; Vol. CXLVII, page 351; Vol. CLVI, page 229; Vol. CLX, page 383; Vol. CLXIV, page 388; Vol. CLXXII, page 413; Vol. CLXXVII, page 407; Vol. CLXXXI, page 393; Vol. CXCIII, page 270; Vol. CXCVI, page 417; and Vol. CXCVII, page 316, of this Series.

² Vol. CXVIII, page 343; Vol. CXXII, page 367; Vol. CXXVI, page 460; Vol. CXXX, page 468; Vol. CXXXIV, page 432; Vol. CXXXVIII, page 452; Vol. CXLII, page 376; Vol. CXLVII, page 352; Vol. CLVI, page 230; Vol. CLX, page 383; Vol. CLXIV, page 389; Vol. CLXXII, page 413; Vol. CLXXXI, page 393; Vol. CXCIII, page 271; Vol. CXCVI, page 418; and Vol. CXCVII, page 316, of this Series.

N^o 3115. — CONVENTION¹ ET STATUTS ÉTABLISSANT UNE UNION INTERNATIONALE DE SECOURS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 12 JUILLET 1927.

No. 3115. — CONVENTION¹ AND STATUTE ESTABLISHING AN INTERNATIONAL RELIEF UNION. SIGNED AT GENEVA, JULY 12TH, 1927.

APPLICATION DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE A LA BIRMANIE EN TANT QUE POSSESSION BRITANNIQUE.

APPLICATION OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION TO BURMA AS A BRITISH POSSESSION.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, a fait savoir au Secrétariat, par une lettre reçue le 10 mai 1940, que la Birmanie qui participait à la convention susmentionnée en tant que partie de l'Inde, a été séparée de l'Inde le 1^{er} avril 1937 et possède maintenant le statut d'un territoire britannique d'outre-mer. En conséquence, la convention doit être considérée, en vertu de l'adhésion de Sa Majesté le Roi, pour le Royaume-Uni, comme s'appliquant à la Birmanie en tant que territoire britannique d'outre-mer, à partir de cette date.

The Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, informed the Secretariat, by a letter received on May 10th, 1940, that Burma, which participated in the above-mentioned Convention as a part of India, was separated from India on April 1st, 1937, and now possesses the status of a British Overseas Territory. Accordingly, the Convention should be regarded as applying as from that date, in virtue of the accession of His Majesty the King in respect of the United Kingdom, to Burma as a British Overseas Territory.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté a, en outre, précisé que, bien que l'article 20 de la convention ne se réfère pas spécifiquement aux territoires d'outre-mer, *eo nomine*, Sa Majesté désire que la participation de la Birmanie à cette convention soit néanmoins considérée comme ayant été soumise, depuis la date de séparation, aux dispositions de cet article, et que la déclaration faite au moment de l'adhésion de Sa Majesté le Roi, pour le Royaume-Uni, excluant de l'application de la convention les colonies, protectorats ou territoires placés sous la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté britannique, ne soit pas considérée comme comprenant la Birmanie.

His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs further stated that although Article 20 of the Convention does not specifically relate to Overseas Territories, *eo nomine*, His Majesty desired that the participation of Burma in the said Convention should nevertheless be regarded as having been subject, since the date of separation, to the provisions of that Article, and that the declaration made at the time of the accession of His Majesty the King in respect of the United Kingdom, excluding His Majesty's Colonies, Protectorates or territories under suzerainty or mandate, from the operation of the Convention, should not be regarded as applying to Burma.

¹ Vol. CXXXV, page 247 ; vol. CXLVII, page 353 ; et vol. CLVI, page 256, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXV, page 247 ; Vol. CXLVII, page 353 ; and Vol. CLVI, page 256, of this Series.

N^o 3127. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER. SIGNÉE A LONDRES, LE 31 MAI 1929.

ADHÉSION

YUGOSLAVIE 13 août 1940.
(Effective à partir du 13 novembre 1940).

Enregistrée le 6 juin 1941, à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

No. 3127. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SAFETY OF LIFE AT SEA. SIGNED AT LONDON, MAY 31ST, 1929.

ACCESSION.

YUGOSLAVIA August 13th, 1940.
(Effective as from November 13th, 1940.)

Registered on June 6th, 1941, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

No. 3172. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE IRISH FREE STATE AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. CAIRO, JULY 25TH AND 28TH, 1930.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE PROLONGATION UNTIL FEBRUARY 16TH, 1941, OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. CAIRO, APRIL 22ND AND MAY 9TH, 1940.

Registered on July 23rd, 1940, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 101.
(636/1/40).

CAIRO, 22nd April, 1940.

YOUR EXCELLENCY,

Your Excellency recently called my attention to the fact that the Provisional Commercial

¹ Vol. CXXXVI, page 81; vol. CXLII, page 393; vol. CXLVII, page 354; vol. CLVI, page 257; vol. CLX, page 417; vol. CLXIV, page 394; vol. CLXXII, page 423; vol. CLXXVII, page 420; et vol. CLXXXV, page 406, de ce recueil.

² Vol. CXXXVII, page 421; Vol. CLXXXIX, page 468; and Vol. CXC VII, page 330, of this Series.

N^o 3172. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN, COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. LE CAIRE, LES 25 ET 28 JUILLET 1930.

ECHANGE DE NOTES PROROGÉANT JUSQU'AU 16 FÉVRIER 1941 LES DISPOSITIONS DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. LE CAIRE, LES 22 AVRIL ET 9 MAI 1940.

Enregistré le 23 juillet 1940, à la demande du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Égypte.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 101.
(636/1/40).

LE CAIRE, le 22 avril 1940.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence a attiré récemment mon attention sur le fait que l'Accord commercial

¹ Vol. CXXXVI, page 81; Vol. CXLII, page 393; Vol. CXLVII, page 354; Vol. CLVI, page 257; Vol. CLX, page 417; Vol. CLXIV, page 394; Vol. CLXXII, page 423; Vol. CLXXVII, page 420; and Vol. CLXXXV, page 406, of this Series.

² Vol. CXXXVII, page 421; vol. CLXXXIX, page 468; et vol. CXC VII, page 330, de ce recueil.

Agreement concluded between the Royal Egyptian Government and the Government of Eire by the notes dated the 25th July and 28th July, 1930, and extended annually by subsequent exchanges of notes, would expire on the 16th February, 1940. Your Excellency was good enough to suggest the prolongation of the Agreement until the 16th February, 1941, under the same conditions as those now obtaining.

2. I now have the honour to inform Your Excellency, at the instance of the Government of Eire, that they agree to the suggested prolongation of the provisional reciprocal most-favoured-nation Agreement in question.

3. I have accordingly the honour to state that the Government of Eire are prepared to regard the present note and a note from Your Excellency confirming acceptance by the Royal Egyptian Government of this arrangement as constituting an Agreement between the two Governments. This Agreement shall be deemed to have come into force from the 16th February, 1940, and shall remain in force until the 16th February, 1941, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between Eire and Egypt.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my very high consideration.

(Signed) Miles W. LAMPSON.

His Excellency
Aly Maher Pasha,
etc., etc., etc.,
Minister for Foreign Affairs,
Cairo.

Certifié conforme à l'original.

*Le Directeur des Affaires politiques
et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères,*
Kemal A. Rahm.

provisoire, conclu entre le Gouvernement royal d'Égypte et le Gouvernement de l'Eire par les notes en date du 25 et du 28 juillet 1930, et qui a été prorogé d'année en année par des échanges de notes ultérieurs, viendrait à expiration le 16 février 1940. Votre Excellence a bien voulu suggérer que l'accord fût prorogé jusqu'au 16 février 1941 dans les mêmes conditions que celles qui sont maintenant en vigueur.

2. J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, sur la demande du Gouvernement de l'Eire, que celui-ci se rallie à la prorogation proposée de l'accord provisoire en question comportant l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée.

3. En conséquence, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement de l'Eire est prêt à considérer la présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation de cet arrangement par le Gouvernement royal d'Égypte, comme constituant un accord entre les deux gouvernements. Cet accord sera considéré comme ayant pris effet le 16 février 1940 et restera en vigueur jusqu'au 16 février 1941, à moins qu'il n'ait été remplacé auparavant par un traité réglant définitivement les relations commerciales entre l'Eire et l'Égypte.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Miles W. LAMPSON.

Son Excellence
Aly Maher Pasha,
etc., etc., etc.,
Ministre des Affaires étrangères,
Le Caire.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.
Section des Affaires commerciales.
N^o 1.9/9 (98).

LE CAIRE, le 9 mai 1940.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence N^o 101 (636/1/40) du 22 avril 1940, ainsi conçue :

(Voir note N^o I.)

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur ce qui précède, et je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères,
(Signé) Aly MAHER.

Son Excellence
Sir Miles Wedderburn Lampson,
G.C.M.G., C.B., M.V.O.,
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique.

Certifié conforme à l'original.

*Le Directeur des Affaires politiques
et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères,*
Kemal A. Rahm.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE PROLONGATION UNTIL FEBRUARY 16TH, 1942, OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. CAIRO, FEBRUARY 16TH, 1941.

Registered on April 28th, 1941, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT OF POLITICAL
AND COMMERCIAL AFFAIRS.
Section of Commercial Affairs.
No. I. 9/9 (98).

CAIRO, May 9th, 1940.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter No. 101 (636/1/40) of April 22nd, 1940, which reads as follows :

(See Note N^o I.)

In reply, I desire to confirm to Your Excellency that my Government is in agreement with the above, and I avail myself of the opportunity, etc.

(Signed) Aly MAHER,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
Sir Miles Wedderburn Lampson,
G.C.M.C., C.B., M.V.O.,
His Britannic Majesty's
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary.

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT JUSQU'AU 16 FÉVRIER 1942 LES DISPOSITIONS DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. LE CAIRE, LE 16 FÉVRIER 1941.

Enregistré le 28 avril 1941 à la demande du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Égypte.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 45.
(545/I/41).

CAIRO, 16th February, 1941.

YOUR EXCELLENCY,

Your Excellency recently called my attention to the fact that the Provisional Commercial Agreement concluded between the Royal Egyptian Government and the Government of Eire by the notes dated the 25th July and 28th July, 1930, and extended annually by subsequent exchanges of notes, would expire on the 16th February, 1941. Your Excellency was good enough to suggest the prolongation of the Agreement until the 16th February, 1942, under the same conditions as those now obtaining.

2. I now have the honour to inform Your Excellency at the instance of the Government of Eire, that they agree to the suggested prolongation of the provisional reciprocal most-favoured-nation Agreement in question.

3. I have accordingly the honour to state that the Government of Eire are prepared to regard the present note, and a note from Your Excellency confirming acceptance by the Royal Egyptian Government of this arrangement, as constituting an Agreement between the two Governments. This Agreement shall be deemed to have come into force from the 16th February, 1941, and shall remain in force until the 16th February, 1942, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between Eire and Egypt.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my very high consideration.

(Signed) Miles W. LAMPSON.

His Excellency
Hussein Sirry Pasha,
Minister for Foreign Affairs,
Cairo.

Certifié conforme à l'original.

Le Directeur des Affaires politiques
et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères,
Kemal A. Rahm.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

No 45.
(545/I/41).

LE CAIRE, le 16 février 1941.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence a attiré récemment mon attention sur le fait que l'Accord commercial provisoire conclu entre le Gouvernement royal d'Egypte et le Gouvernement de l'Eire par les notes en date du 25 et du 28 juillet 1930, et qui a été prorogé d'année en année par des échanges de notes ultérieurs, viendrait à expiration le 16 février 1941. Votre Excellence a bien voulu suggérer que l'accord fût prorogé jusqu'au 16 février 1942 dans les mêmes conditions que celles qui sont maintenant en vigueur.

2. J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, sur la demande du Gouvernement de l'Eire, que celui-ci se rallie à la prorogation proposée de l'accord provisoire en question comportant l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée.

3. En conséquence, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement de l'Eire est prêt à considérer la présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation de cet arrangement par le Gouvernement royal d'Egypte, comme constituant un accord entre les deux gouvernements. Cet accord sera considéré comme ayant pris effet le 16 février 1941 et restera en vigueur jusqu'au 16 février 1942, à moins qu'il n'ait été remplacé auparavant par un traité réglant définitivement les relations commerciales entre l'Eire et l'Egypte.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signed) Miles W. LAMPSON.

Son Excellence
Hussein Sirry Pasha,
Ministre des Affaires étrangères,
Le Caire.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.

Section des Affaires commerciales.

N^o 1. 9/9.

LE CAIRE, le 16 février 1941.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence N^o 45 (545/1/41) du 16 février 1941 ainsi conçue :

(Voir note N^o 1.)

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur ce qui précède, et je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères :

(Signé) H. SIRRY.

Son Excellence

Sir Miles Wedderburn Lampson,
G.C.M.G., C.B., M.V.O.,
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique.

Certifié conforme à l'original.

*Le Directeur des Affaires politiques
et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères,
Kemal A. Rahm.*

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT OF POLITICAL
AND COMMERCIAL AFFAIRS.

Section of Commercial Affairs.

No. 1. 9/9.

CAIRO, February 16th, 1941.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter No. 45 (545/1/41) of February 16th, 1941, which reads as follows :

(See Note No. 1.)

In reply, I desire to confirm to Your Excellency that my Government is in agreement with the above, and I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) H. SIRRY,

Minister for Foreign Affairs.

His Excellency

Sir Miles Wedderburn Lampson,
G.C.M.G., C.B., M.V.O.,
His Britannic Majesty's
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary.

N° 3185. — CONVENTION¹ SUR LE RÉGIME FISCAL DES VÉHICULES AUTOMOBILES ÉTRANGERS, AVEC PROTOCOLE ANNEXE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 MARS 1931.

ADHÉSION

LA TRINITÉ 21 mai 1940.

No. 3185. — CONVENTION¹ ON THE TAXATION OF FOREIGN MOTOR VEHICLES, WITH PROTOCOL-ANNEX. SIGNED AT GENEVA, MARCH 30TH, 1931.

ACCESSION.

TRINIDAD May 21st, 1940.

N° 3219. — CONVENTION² POUR LIMITER LA FABRICATION ET RÉGLER LA DISTRIBUTION DES STUPÉFIANTS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 13 JUILLET 1931.

RATIFICATION

PARAGUAY 25 juin 1941.

ADHÉSIONS

CONGO BELGE ET TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI SOUS LE MANDAT DE LA BELGIQUE . 17 décembre 1941.

No. 3219. — CONVENTION² FOR LIMITING THE MANUFACTURE AND REGULATING THE DISTRIBUTION OF NARCOTIC DRUGS. SIGNED AT GENEVA, JULY 13TH, 1931.

RATIFICATION.

PARAGUAY June 25th, 1941.

ACCESSIONS.

BELGIAN CONGO AND TERRITORY OF RUANDA URUNDI UNDER BELGIAN MANDATE December 17th, 1941.

¹ Vol. CXXXVIII, page 149; vol. CXLII, page 393; vol. CXLVII, page 356; vol. CLVI, page 260; vol. CLX, page 418; vol. CLXIV, page 403; vol. CLXXII, page 426; vol. CLXXXI, page 397; vol. CLXXXV, page 407; vol. CLXXXIX, page 483; et vol. CXCVI, page 422, de ce recueil.

² Vol. CXXXIX, page 301; vol. CXLVII, page 361; vol. CLII, page 344; vol. CLVI, page 268; vol. CLX, page 419; vol. CLXIV, page 407; vol. CLXVIII, page 234; vol. CLXXII, page 426; vol. CLXXXI, page 398; vol. CLXXXV, page 411; vol. CLXXXIX, page 483; et vol. CXCVII, page 340, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXVIII, page 149; Vol. CXLII, page 393; Vol. CXLVII, page 356; Vol. CLVI, page 260; Vol. CLX, page 418; Vol. CLXIV, page 403; Vol. CLXXII, page 426; Vol. CLXXXI, page 397; Vol. CLXXXV, page 407; Vol. CLXXXIX, page 483; and Vol. CXCVI, page 422, of this Series.

² Vol. CXXXIX, page 301; Vol. CXLVII, page 361; Vol. CLII, page 344; Vol. CLVI, page 268; Vol. CLX, page 419; Vol. CLXIV, page 407; Vol. CLXVIII, page 234; Vol. CLXXII, page 426; Vol. CLXXXI, page 398; Vol. CLXXXV, page 411; Vol. CLXXXIX, page 483; and Vol. CXCVII, page 340, of this Series.

N° 3459. — CONVENTION ¹ SUR L'UNIFICATION DE LA SIGNALISATION ROUTIÈRE, AVEC ANNEXE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 MARS 1931.

ADHÉSIONS

INDES NÉERLANDAISES. 29 janvier 1940.

Vu le caractère spécial des routes aux Indes néerlandaises, le Gouvernement des Pays-Bas se réserve le droit d'y poser les signaux de danger mentionnés à l'annexe de cette convention au paragraphe I, sous 2^o, à une distance de l'obstacle qui n'est pas inférieure à 60 mètres, sans prendre des dispositions spéciales.²

EGYPTE 10 juin 1940.

No. 3459. — CONVENTION ¹ CONCERNING THE UNIFICATION OF ROAD SIGNALS, WITH ANNEX. SIGNED AT GENEVA, MARCH 30TH, 1931.

ACCESSIONS.

NETHERLANDS
INDIES... .. January 29th, 1940.

In view of the special character of the roads in the Netherlands Indies, the Netherlands Government reserves the right to place upon them the danger signals referred to in paragraph I, sub-paragraph (2) of the Annex to the Convention, at a distance from the obstacle which shall not be less than 60 metres, without making special arrangements.²

EGYPT June 10th, 1940.

N° 3476. — CONVENTION ³ INTERNATIONALE RELATIVE A LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES MAJEURES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 11 OCTOBRE 1933.

ADHÉSION

TURQUIE 19 mars 1941.

No. 3476. — INTERNATIONAL CONVENTION ³ FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN OF FULL AGE. SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 11TH, 1933.

ACCESSION.

TURKEY March 19th, 1941.

¹ Vol. CL, page 247; vol. CLX, page 439; vol. CLXIV, page 421; vol. CLXXII, page 426; vol. CLXXVII, page 462; vol. CLXXXV, page 411; et vol. CXCVI, page 423, de ce recueil.

² Cette réserve a été soumise à l'acceptation des Etats parties à la Convention.

³ Vol. CL, page 431; vol. CLX, page 439; vol. CLXIV, page 421; vol. CLXVIII, page 239; vol. CLXXII, page 427; vol. CLXXVII, page 464; vol. CLXXXI, page 423; et vol. CLXXXV, page 411, de ce recueil.

¹ Vol. CL, page 247; Vol. CLX, page 439; Vol. CLXIV, page 421; Vol. CLXXII, page 426; Vol. CLXXVII, page 463; Vol. CLXXXV, page 411; and Vol. CXCVI, page 423, of this Series.

² This reservation has been submitted to the States Parties to the Convention for acceptance.

³ Vol. CL, page 431; Vol. CLX, page 439; Vol. CLXIV, page 421; Vol. CLXVIII, page 239; Vol. CLXXII, page 427; Vol. CLXXVII, page 464; Vol. CLXXXI, page 423; and Vol. CLXXXV, page 411, of this Series.

N° 3564. — ARRANGEMENT¹ INTERNATIONAL RELATIF AUX STATISTIQUES DES CAUSES DE DÉCÈS. SIGNÉ A LONDRES, LE 19 JUIN 1934.

No. 3564. — INTERNATIONAL AGREEMENT¹ RELATING TO STATISTICS OF CAUSES OF DEATH. SIGNED AT LONDON, JUNE 19TH, 1934.

PROTOCOLE² TENDANT A MODIFIER LA NOMENCLATURE DE BASE VISÉE DANS LE PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 2 DE L'ARRANGEMENT SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ A PARIS, LE 6 OCTOBRE 1938.

PROTOCOL² MODIFYING THE MINIMUM NOMENCLATURE REFERRED TO IN ARTICLE 2, PARAGRAPH 2, OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. SIGNED AT PARIS, OCTOBER 6TH, 1938.

Enregistré le 2 mars 1940 à la demande du secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Registered on March 2nd, 1940, at the request of the Secretary-General of the Netherlands Ministry of Foreign Affairs.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

A la Conférence du 6 octobre 1938 réunie à Paris par application du paragraphe 4 de l'article 4 de l'Arrangement international du 19 juin 1934, relatif aux statistiques des causes de décès, les délégations présentes des Gouvernements parties audit arrangement, à savoir les délégations représentant les pays suivants : Allemagne, Australie, Canada, États-Unis d'Amérique, Hongrie, Italie, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Venezuela, ont adopté à l'unanimité les modifications de la nomenclature de base en vigueur telles qu'elles résultent de la nomenclature de base révisée (Liste intermédiaire), dont le texte certifié conforme par le Secrétaire général de la Conférence est annexé au présent protocole.

At the Conference held in Paris, on October 6th, 1938, convened under paragraph 4 of Article 4 of the International Agreement dated 19th June, 1934, relating to Statistics of Causes of Death, the delegations present of Governments contracting under the said Agreement, viz., the delegations representing the following countries : Australia, Canada, Germany, Hungary, Italy, Netherlands, New Zealand, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, United States of America, Venezuela, have unanimously adopted the modifications in the minimum nomenclature in force which are embodied in the revised minimum nomenclature certified as authentic by the Secretary-General of the Conference and annexed hereto.

En foi de quoi, les délégués soussignés dûment autorisés à cet effet ont déclaré lesdites modifications adoptées par leurs gouvernements respectifs.

In faith whereof the undersigned delegates duly authorized to that effect have signified the adoption of the said modifications by their respective Governments.

Le présent protocole, déposé aux archives du Gouvernement français, restera ouvert, jusqu'au 31 décembre 1938 inclus, à la signature des représentants diplomatiques des pays dont les délégués à la présente Conférence n'étaient pas autorisés à engager leurs gouvernements.

The Present Protocol deposited in the archives of the French Government, shall be open, until December 31st, 1938, inclusive, for signature by the diplomatic representatives of the countries above mentioned the delegates of which had not been authorized to engage their respective Governments.

¹ Vol. CLIV, page 381 ; vol. CLIX, page 448 ; vol. CLXIV, page 438 ; vol. CLXXII, page 427 ; vol. CLXXXIX, page 487 ; et vol. CXCVI, page 424, de ce recueil.

² Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1940.

³ Traduction du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

¹ Vol. CLIV, page 381 ; Vol. CLIX, page 448 ; Vol. CLXIV, page 438 ; Vol. CLXXII, page 427 ; Vol. CLXXXIX, page 487 ; and Vol. CXCVI, page 424, of this Series.

² Came into force January 1st, 1940.

³ Translation of the Government of the United States of America.

Etant entendu que si au 1^{er} janvier 1939 le nombre de signatures acquises selon les deux procédures précitées n'atteint pas les quatre cinquièmes du nombre des gouvernements représentés par des délégués à la présente Conférence, lesdites modifications à la nomenclature de base en vigueur seront nulles et non avenues.

Fait à Paris, le 6 octobre 1938, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Gouvernement français et dont copies certifiées seront remises à chacun des gouvernements contractants.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

Sylvanus P. VIVIAN.

Pour le Commonwealth d'Australie :

Sylvanus P. VIVIAN.

Pour le Venezuela :

Carlos ARISTIMUNO-COLL.

Pour la Nouvelle-Zélande :

Eric PHIPPS.

Pour l'Italie :

GUARIGLIA.

Pour le Canada :

Philippe ROY.

Pour l'Allemagne :

Johannes Graf VON WELCZECK.

Pour les Etats-Unis :

Edwin G. WILSON.

Pour la Hongrie :

Comte KHUEN-HÉDERVARY.

Pour les Pays-Bas :¹

J. LOUDON.

Provided, however, that if, by the 1st January, 1939, the number of signatures obtained by either procedure is less than four-fifths of the number of Governments represented at the present Conference, the said modifications in the minimum nomenclature in force shall be of no force or effect.

Done at Paris, October 6th, 1938, in a single copy which shall be deposited in the archives of the French Government and of which certified copies shall be furnished to each contracting Government.

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

Sylvanus P. VIVIAN.

For the Commonwealth of Australia :

Sylvanus P. VIVIAN.

For Venezuela :

Carlos ARISTIMUNO-COLL.

For New Zealand :

Eric PHIPPS.

For Italy :

GUARIGLIA.

For Canada :

Philippe ROY.

For Germany :

Johannes Graf VON WELCZECK.

For the United States :

Edwin G. WILSON.

For Hungary :

Comte KHUEN-HÉDERVARY.

For the Netherlands :¹

J. LOUDON.

¹ En ce qui concerne les Pays-Bas, le protocole est applicable au Royaume en Europe, aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao.

¹ As regards the Netherlands, the Protocol applies to the Kingdom in Europe, to the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE POUR LA
CINQUIÈME REVISION DES NOMENCLA-
TURES DE CAUSES DE DÉCÈS.

Paris, du 3 au 7 octobre 1938.

NOMENCLATURE INTERMÉDIAIRE.

(Voir les numéros de la nomenclature détaillée, indiqués entre parenthèses, pour la spécification complète du contenu de chaque rubrique.)

I. — *Maladies infectieuses et parasitaires.*

1. Fièvres typhoïde et paratyphoïdes (1 et 2).
2. Peste (3).
3. Scarlatine (8).
4. Coqueluche (9).
5. Diphthérie (10).
6. Tuberculose de l'appareil respiratoire (13).
7. Toutes autres tuberculoses (14 à 22).
8. Infection purulente et septicémie non puerpérale (24).
9. Dysenterie (27).
10. Paludisme (28).
11. Syphilis (30).
12. Grippe ou influenza (33).
13. Variole (34).
14. Rougeole (35).
15. Typhus exanthématique (39).
16. Maladies dues à des helminthes (40, 41, 42).
17. Autres maladies infectieuses et parasitaires (4 à 7, 11, 12, 23, 25, 26, 29, 31, 32, 36, 37, 38, 43 et 44).

II. — *Cancer et autres tumeurs.*

18. Cancer et autres tumeurs malignes de la cavité buccale et du pharynx (45).
19. Cancer et autres tumeurs malignes du tube digestif et du péritoine (46).
20. Cancer et autres tumeurs malignes de l'appareil respiratoire (47).
21. Cancer et autres tumeurs malignes de l'utérus (48).
22. Cancer et autres tumeurs malignes des seins (50).
23. Cancer et autres tumeurs malignes d'autres organes ou d'organes non spécifiés (49, 51 à 55).
24. Tumeurs non malignes ou dont le caractère malin n'est pas spécifié (56 et 57).

III. — *Maladies rhumatismales, maladies de la nutrition, des glandes endocrines, autres maladies générales, avitaminoses.*

25. Rhumatisme articulaire aigu fébrile (58).
26. Rhumatisme chronique et goutte (59, 60).
27. Diabète sucré (61).
28. Maladies de la glande thyroïde et des glandes parathyroïdes (63).
29. Autres maladies générales (62, 64 à 66).
30. Avitaminoses (67 à 71).

INTERNATIONAL CONFERENCE FOR THE
FIFTH REVISION OF THE NOMENCLA-
TURE OF CAUSES OF DEATH.

Paris, October 3rd to 7th, 1938.

INTERMEDIATE NOMENCLATURE.

(See the numbers of the detailed nomenclature, indicated in parentheses, for the complete specification of the contents of each rubric.)

I. — *Infectious and parasitic diseases.*

1. Typhoid and paratyphoid fevers (1 and 2).
2. Plague (3).
3. Scarletina (8).
4. Whooping cough (9).
5. Diphtheria (10).
6. Tuberculosis of the respiratory tract (13).
7. All other tuberculoses (14 to 22).
8. Purulent infection and nonpuerperal septicemia (24).
9. Dysentery (27).
10. Malaria (28).
11. Syphilis (30).
12. Grippe or influenza (33).
13. Smallpox (34).
14. Measles (35).
15. Exanthematic typhus (39).
16. Diseases due to helminthes (40, 41, 42).
17. Other infectious and parasitic diseases (4 to 7, 11, 12, 23, 25, 26, 29, 31, 32, 36, 37, 38, 43 and 44).

II. — *Cancer and other tumors.*

18. Cancer and other malignant tumors of the buccal cavity and of the pharynx (45).
19. Cancer and other malignant tumors of the digestive tube and of the peritoneum (46).
20. Cancer and other malignant tumors of the respiratory apparatus (47).
21. Cancer and other malignant tumors of the uterus (48).
22. Cancer and other malignant tumors of the breast (50).
23. Cancer and other malignant tumors of other organs and of organs not specified (49, 51 to 55).
24. Tumors which are not malignant or the malignant character of which is not specified (56 and 57).

III. — *Rheumatic diseases, nutritional diseases, diseases of the endocrine glands, other general diseases, (and) avitaminoses.*

25. Acute febrile articular rheumatism (58).
26. Chronic rheumatism and gout (59, 60).
27. Diabetes mellitus (61).
28. Diseases of the thyroid gland and of the parathyroid glands (63).
29. Other general diseases (62, 64 to 66).
30. Avitaminoses (67 to 71).

IV. — *Maladies du sang et des organes hématopoiétiques.*

31. Anémies pernicieuses et autres (73).
32. Leucémies, aleucémies et autres maladies du sang et des organes hématopoiétiques (72, 74 à 76).

V. — *Empoisonnements chroniques et intoxications.*

33. Alcoolisme aigu ou chronique (77).
34. Autres empoisonnements chroniques (78, 79).

VI. — *Maladies du système nerveux et des organes des sens.*

35. Méningite non méningococcique (81).
36. Maladies de la moelle épinière, excepté ataxie locomotrice (82).
37. Lésions intra-cranienues d'origine vasculaire (83).
38. Maladies et déficiences mentales (84).
39. Epilepsie (85).
40. Autres maladies du système nerveux (80, 86, 87).
41. Maladies de l'œil, de l'oreille et de leurs annexes (88, 89).

VII. — *Maladies de l'appareil circulatoire.*

42. Péricardite, y compris péricardite rhumatismale chronique (90).
43. Affections chroniques des valvules cardiaques et de l'endocarde (92).
44. Maladies du myocarde, y compris anévrisme du cœur (93).
45. Maladies des artères coronaires et angine de poitrine (94).
46. Autres maladies du cœur (91 et 95).
47. Artériosclérose et gangrène (97 et 98).
48. Autres maladies de l'appareil circulatoire (96, 99 à 103).

VIII. — *Maladies de l'appareil respiratoire.*

49. Bronchite (106).
50. Pneumonies (107 à 109).
51. Pleurésie non tuberculeuse (110).
52. Autres maladies de l'appareil respiratoire, excepté tuberculose (104, 105, 111 à 114).

IX. — *Maladies de l'appareil digestif.*

53. Ulcère de l'estomac et du duodénum (117).
54. Diarrhée et entérite au-dessous de 2 ans (119).
55. Diarrhée, entérite et ulcération intestinale 2 ans et plus (120).
56. Appendicite (121).
57. Hernie, obstruction intestinale (122).
58. Cirrhose du foie (124).
59. Autres maladies de foie et de la vésicule biliaire, y compris calculs biliaires (125 à 127).
60. Autres maladies de l'appareil digestif (115, 116, 118, 123, 128, 129).

IV. — *Diseases of the blood and of the hematopoietic organs.*

31. Pernicious and other anemias (73).
32. Leukemia, aleukemia, and other diseases of the blood and of the hematopoietic organs (72, 74 to 76).

V. — *Chronic poisonings and intoxications.*

33. Acute or chronic alcoholism (77).
34. Other chronic poisonings (78, 79).

VI. — *Diseases of the nervous system and of the sense organs.*

35. Nonmeningococcic meningitis (81).
36. Diseases of the spinal cord, except locomotor ataxia (82).
37. Intracranial lesions of vascular origin (83).
38. Mental diseases and deficiencies (84).
39. Epilepsy (85).
40. Other diseases of the nervous system (80, 86, 87).
41. Diseases of the eye, of the ear, and of their annexes (88, 89).

VII. — *Diseases of the circulatory system.*

42. Pericarditis, including chronic rheumatic pericarditis (90).
43. Chronic affections of the cardiac valves and of the endocardium (92).
44. Diseases of the myocardium, including aneurism of the heart (93).
45. Diseases of the coronary arteries and angina pectoris (94).
46. Other heart diseases (91 and 95).
47. Arteriosclerosis and gangrene (97 and 98).
48. Other diseases of the circulatory system (96, 99 to 103).

VIII. — *Diseases of the respiratory system.*

49. Bronchitis (106).
50. Pneumonias (107 to 109).
51. Nontubercular pleurisy (110).
52. Other diseases of the respiratory system, except tuberculosis (104, 105, 111 to 114).

IX. — *Diseases of the digestive system.*

53. Ulcer of the stomach and of the duodenum (117).
54. Diarrhea and enteritis under 2 years (119).
55. Diarrhea, enteritis, and intestinal ulceration, 2 years and over (120).
56. Appendicitis (121).
57. Hernia (and) intestinal obstruction (122).
58. Cirrhosis of the liver (124).
59. Other diseases of the liver and the gall bladder, including biliary calculi (125 to 127).
60. Other diseases of the digestive system (115, 116, 118, 123, 128, and 129).

X. — *Maladies de l'appareil urinaire et de l'appareil génital (non vénériennes, gravidiques ou puerpérales).*

- 61. Néphrites (130 à 132).
- 62. Autres maladies des reins, des bassinets et des uretères (133).
- 63. Calculs des voies urinaires (134).
- 64. Maladies de la vessie, excepté tumeurs (135).
- 65. Maladies de l'urètre, abcès urineux, etc. (136).
- 66. Maladies de la prostate (137).
- 67. Autres maladies des organes génitaux, non désignées comme vénériennes, gravidiques ou puerpérales (138 et 139).

XI. — *Maladies de la grossesse, accouchement, état puerpéral.*

- 68. Maladies et accidents de la grossesse (142 à 145).
- 69. Avortement non spécifié comme septique (141).
- 70. Infection après avortement (140).
- 71. Infection pendant l'accouchement et l'état puerpéral (147).
- 72. Autres accidents et maladies de l'accouchement et de l'état puerpéral (146, 148, 149, 150).

XII. — *Maladies de la peau et du tissu cellulaire.*

- 73. Maladies de la peau et du tissu cellulaire (151 à 153).

XIII. — *Maladies des os et des organes du mouvement.*

- 74. Maladies des os et des organes du mouvement, excepté tuberculose et rhumatisme (154 à 156).

XIV. — *Vices de conformation congénitaux.*

- 75. Vices de conformation congénitaux, mort-nés compris (157).

XV. — *Maladies particulières à la 1^{re} année de vie.*

- 76. Débilité congénitale (158).
- 77. Naissance prématurée, mort-nés non compris (159).
- 78. Conséquences de l'accouchement, mort-nés non compris (160).
- 79. Autres maladies particulières à la première année de vie (161).

XVI. — *Sénilité, vieillesse.*

- 80. Sénilité, vieillesse (162).

XVII. — *Morts violentes et accidentelles.*

- 81. Suicides (163, 164).
- 82. Homicides (165 à 168).
- 83. Accidents d'automobiles (tous véhicules à moteurs) (170).

X. — *Diseases of the urinary system and the genital system (not venereal nor connected with pregnancy or childbirth).*

- 61. Nephritis (130 to 132).
- 62. Other diseases of the kidneys, of the calyces, and of the ureters (133).
- 63. Stones of the urinary passages (134).
- 64. Diseases of the bladder, with the exception of tumors (135).
- 65. Diseases of the urethra, urinary abscesses, etc. (136).
- 66. Diseases of the prostate gland (137).
- 67. Other diseases of the genital organs, not designated as venereal nor connected with pregnancy or with childbirth (138 and 139).

XI. — *Diseases of pregnancy, accouchement, and the puerperal state.*

- 68. Diseases and accidents of pregnancy (142 to 145).
- 69. Miscarriage not specified as septic (141).
- 70. Infection after miscarriage (140).
- 71. Infection during accouchement and the puerperal state (147).
- 72. Other accidents and diseases of accouchement and of the puerperal state (146, 148, 149 and 150).

XII. — *Diseases of the skin and of the cellular tissue.*

- 73. Diseases of the skin and of the cellular tissue (151 to 153).

XIII. — *Diseases of the bones and of the organs of movement.*

- 74. Diseases of the bones and of the organs of movement, with the exception of tuberculosis and rheumatism (154 to 156).

XIV. — *Defects of congenital conformation.*

- 75. Defects of congenital conformation, stillborn not included (157).

XV. — *Diseases special to the first year of life.*

- 76. Congenital debility (158).
- 77. Premature birth, stillborn not included (159).
- 78. Consequences of accouchement, stillborn not included (160).
- 79. Other diseases special to the first year of life (161).

XVI. — *Senility, old age.*

- 80. Senility, old age (162).

XVII. — *Violent and accidental deaths.*

- 81. Suicides (163, 164).
- 82. Homicides (165 to 168).
- 83. Automobile accidents (all motor vehicles) (170).

84. Autres morts violentes ou accidentelles (169, 171 à 195) sauf accidents d'automobiles.
 85. Décès de militaires au cours (et de civils du fait) d'opérations de guerre (196, 197).
 86. Exécutions judiciaires (198).

XVIII. — *Causes de décès indéterminées.*

87. Causes non spécifiées ou mal définies (199, 200).

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
 du Ministère des Affaires étrangères
 des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT REGARDING THE APPLICATION OF THE ABOVE AGREEMENT TO CERTAIN LOCALITIES IN EGYPT. LONDON, OCTOBER 24th AND NOVEMBER 7th, 1940.

Registered on June 6th, 1941, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

ROYAL EGYPTIAN EMBASSY.
 75, South Audley Street, W. 1.

Ref : 886-3/59.

24th October, 1940.

SIR,

With reference to the Agreement on Statistics of Causes of Death signed in London on the 19th June, 1934, and in accordance with the Protocol of Signature to the said Agreement, I have the honour to notify you that the application of the Agreement has been extended to the following localities :

Town	District	Mudiria (Department)
El Misin	Dilingat	Behera
El Qanayat	Zagazig	Sharqiya
El Chazali	Faqus	»
Shamma	Ashmun	Minufiya
Subk el Dahhak	Minuf	»
Sidi Salem	Kafr el Sheikh	Gharbiya
Mit Abu Ghalib	Shirbin	»
Damas	Mit Ghamr	Daqahilya
Mit Kinana	Tuhh	Qalybuiya

84. Other violent or accidental deaths, automobile accidents not included (169, 171 to 195).
 85. Deaths of soldiers (and of civilians) in the course of war operations (196, 197).
 86. Executions by law (198).

XVIII. — *Undetermined causes of death.*

87. Nonspecified or indefinite causes (199, 200).

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN RELATIF A L'APPLICATION A CERTAINES LOCALITÉS EN ÉGYPTE DE L'ARRANGEMENT SUSMENTIONNÉ. LONDRES, LES 24 OCTOBRE ET 7 NOVEMBRE 1940.

Enregistré le 6 juin 1941, à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE ROYALE D'ÉGYPTE.
 75, South Audley Street, W. 1.

Réf : 886-3/59.

Le 24 octobre 1940.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Me référant à l'Arrangement relatif aux statistiques des causes de décès, signé à Londres le 19 juin 1934, et conformément au Protocole de signature dudit arrangement, j'ai l'honneur de vous informer que l'application de l'arrangement a été étendue aux localités suivantes :

Ville	District	Département
El Misin	Dilingat	Behera
El Qanayat	Zagazig	Sharqiya
El Chazali	Faqus	»
Shamma	Ashmun	Minufiya
Subk el Dahhak	Minuf	»
Sidi Salem	Kafr el Sheikh	Gharbiya
Mit Abu Ghalib	Shirbin	»
Damas	Mit Ghamr	Daqahilya
Mit Kinana	Tuhh	Qalybuiya

Town	District	Mudiia (<i>Département</i>)	Ville	District	Département
El Maimuri	El Wasta	Beni Suef	El Maimuri	El Wasta	Beni Suef
Abu el Wakf	Maghagha	Minya	Abu el Wakf	Maghagha	Minya
Beni Adi	Manfalut	Asyut	Beni Adi	Manfalut	Asyut
El Kit Kata	Akhmin	Girga	El Kit Kata	Akhmin	Girga
El Qurna	Luxor	Qena	El Qurna	Luxor	Qena
El Ikhsas	El Saff	Giza	El Ikhsas	El Saff	Giza
El Shawashna	Ibshawai	Faiyum	El Shawashna	Ibshawai	Faiyum
El Ghanayim	Abu Tig	Asyut	El Ghanayim	Abu Tig	Asyut
Gezirit Shandawil	Sohag	Girga	Gezirit Shandawil	Sohag	Girga
Dandara	Qena	Qena	Dandara	Qena	Qena
Siwa Bahari	Idfu	Aswan.	Siwa Bahari	Idfu	Aswan.

Moreover, the town of Ezab Difshu has been replaced by that of Sidi Ghazi and the town of Abu Sir Elmalag by that of Ashmant.

I have the honour to be, Sir, with highest consideration, Your most obedient Servant.

H. NASHÂT.
Ambassador.

The Rt. Hon.
The Principal Secretary of State
for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

FOREIGN OFFICE, S.W. I.
No. T 6845/6845/381.

7th November, 1940.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note No. 886-3/59 of the 24th ultimo, regarding the extension of certain districts of Egypt of the Agreement on Statistics of Causes of Death signed in London on the 19th June, 1934, and to inform you that the information contained therein is being communicated to Governments which are parties to the Agreement.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's obedient Servant.

For the Secretary of State :
R. DUNBAR.

His Excellency
Hassan Nashât Pasha,
etc., etc., etc.

De plus, la ville de Ezab Difshu a été remplacée par celle de Sidi Ghazi, et la ville de Abu Sir Elmalag par celle de Ashmant.

Veillez agréer, etc.

H. NASHÂT.
Ambassadeur.

Le très honorable
Principal Secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

FOREIGN OFFICE, S.W. I.
T. 6845/6845/381.

Le 7 novembre 1940.

MONSIEUR L'AMBASSEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence N° 886-3/59 du 24 octobre dernier, concernant l'extension à certaines localités de l'Egypte de l'Arrangement relatif aux statistiques des causes de décès, signé à Londres le 19 juin 1934, et de vous faire savoir que l'information contenue dans ladite note fait l'objet d'une communication aux gouvernements qui sont parties à l'arrangement.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
R. DUNBAR.

Son Excellence
Hassan Nashât Pacha,
etc., etc., etc.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT REGARDING THE APPLICATION OF THE ABOVE AGREEMENT TO CERTAIN LOCALITIES IN EGYPT. LONDON, JULY 25th AND SEPTEMBER 1st, 1941.

Registered on December 11th, 1941, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

ROYAL EGYPTIAN EMBASSY.

26, South Street, W. I.
Ref : 573-3/59.

25th July, 1941.

SIR,

With reference to the Agreement on Statistics of Causes of Death signed in London on the 19th June, 1934, and in accordance with the Protocol of Signature to the said Agreement, I have the honour to notify you that the application of the Agreement has been extended to the following localities :

Health Inspectorates	District	Mudiria (<i>Department</i>)
Biltan	Tukh	Qalyubiya
El Sirw	Fariskûr	Daqahliya
Gabaris	Ityia el Barûd	Beheira
Sahel Selim	El Badari	Asyut.

Moreover, the Health Inspectorate at El Kurdi, El Manzala District, Daquahliya Province, has been transferred to Mit Asim, Dikirmis District, in the same Province.

I have, etc.

(Signed) H. NASHÂT,
Ambassador.

The Rt. Hon.
The Principal Secretary of State
for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.
Foreign Office,

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN RELATIF A L'APPLICATION A CERTAINES LOCALITÉS EN EGYPT DE L'ARRANGEMENT SUSMENTIONNÉ. LONDRES, LES 25 JUILLET ET 1^{ER} SEPTEMBRE 1941.

Enregistré le 11 décembre 1941, à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE ROYALE D'EGYPTE.

26, South Street, W. I.
Réf : 573-3/59.

Le 25 juillet 1941.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

Me référant à l'Arrangement relatif aux statistiques des causes de décès, signé à Londres le 19 juin 1934, et conformément au Protocole de signature dudit arrangement, j'ai l'honneur de vous informer que l'application de l'arrangement a été étendue aux localités suivantes :

Inspectorat de santé	District	Département
Biltan	Tukh	Qalyubiya
El Sirw	Fariskûr	Daqahliya
Gabaris	Ityia el Barûd	Beheira
Sahel Selim	El Badari	Asyut.

De plus, l'Inspectorat de Santé sis à El Kurdi, district d'El Manzala, province de Daquahliya, a été transféré à Mit Asim, district de Dikirmis, dans la même province.

Veuillez agréer, etc.

(Signed) H. NASHÂT,
Ambassadeur.

Le très honorable
Principal Secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.
Foreign Office.

II.

FOREIGN OFFICE, S.W. I.

1st September, 1941.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 573-3/59 of the 25th July regarding the extension to certain districts of Egypt of the Agreement on Statistics of Causes of Death, signed in London on the 19th June, 1934, and to inform Your Excellency that the information contained therein is being communicated to Governments which are parties to the Agreement.

I have, etc.

For the Secretary of State :

(Signed) R. DUNBAR.

His Excellency

Hassan Nashât Pasha,
etc., etc., etc.

II.

FOREIGN OFFICE, S.W. I.

Le 1^{er} septembre 1941.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence N° 573-3/59 du 25 juillet dernier concernant l'extension, à certaines localités de l'Egypte, de l'Arrangement relatif aux statistiques des causes de décès, signé à Londres le 19 juin 1934, et de vous faire savoir que l'information contenue dans ladite note fait l'objet d'une communication aux gouvernements qui sont parties à l'arrangement.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :

(Signé) R. DUNBAR.

Son Excellence

Hassan Nashât Pasha,
etc., etc., etc.

No 3585. — CONVENTION ¹ POUR FACILITER LA CIRCULATION INTERNATIONALE DES FILMS AYANT UN CARACTÈRE ÉDUCATIF. SIGNÉE A GENÈVE, LE 11 OCTOBRE 1933.

RATIFICATION

FRANCE 12 avril 1940.

Le Gouvernement français se réserve le droit énoncé à l'article IX et n'assume aucune obligation pour ses colonies, protectorats, ainsi que pour les territoires placés sous son mandat.

No. 3585. — CONVENTION ¹ FOR FACILITATING THE INTERNATIONAL CIRCULATION OF FILMS OF AN EDUCATIONAL CHARACTER. SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 11TH, 1933.

RATIFICATION.

FRANCE... .. April 12th, 1940.

The French Government reserves the right provided in Article IX, and assumes no obligation as regards its Colonies, Protectorates or the Territories placed under its Mandate.

¹ Vol. CLV, page 331 ; vol. CLXIV, page 440 ; vol. CLXXVII, page 465 ; vol. CLXXXI, page 427 ; vol. CLXXXV, page 420 ; vol. CLXXXIX, page 489 ; vol. CXCVI, page 425 ; et vol. CXCVII, page 350, de ce recueil.

¹ Vol. CLV, page 331 ; Vol. CLXIV, page 440 ; Vol. CLXXVII, page 465 ; Vol. CLXXXI, page 427 ; Vol. CLXXXV, page 420 ; Vol. CLXXXIX, page 489 ; Vol. CXCVI, page 425 ; and Vol. CXCVII, page 350, of this Series.

N° 3587. — CONVENTION¹ CONCERNANT LES RÈGLES ADOPTÉES EN MATIÈRE DE SAUVETAGE DE TORPILLES AUTOMOBILES. SIGNÉE A PARIS, LE 12 JUIN 1934.

No. 3587. — CONVENTION¹ RELATING TO THE SALVAGE OF TORPEDOES. SIGNED AT PARIS, JUNE 12TH, 1934.

PROTOCOLE ADDITIONNEL² A LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. SIGNÉ A PARIS, LE 12 JANVIER 1938.

ADDITIONAL PROTOCOL² TO THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. SIGNED AT PARIS, JANUARY 12TH, 1938.

Enregistré le 2 mars 1940, à la demande du secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Registered on March 2nd, 1940, at the request of the Secretary-General of the Netherlands Ministry of Foreign Affairs.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Les Gouvernements :

de la BELGIQUE,
de l'ESPAGNE,
de la FRANCE,
du ROYAUME-UNI de GRANDE-BRETAGNE
et d'IRLANDE DU NORD,
d'IRLANDE,
de l'ITALIE,
des PAYS-BAS,
du PORTUGAL,

The Governments of :

BELGIUM,
SPAIN,
FRANCE,
the UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
IRELAND,
ITALY,
THE NETHERLANDS,
PORTUGAL,

Signataires de la Convention concernant les règles adoptées en matière de sauvetage de torpilles automobiles, signée à Paris le 12 juin 1934, désirant assurer aux gouvernements non signataires la faculté d'adhérer à ladite convention, ont d'un commun accord arrêté le Protocole suivant :

Signatories of the Convention relating to the salvage of torpedoes, signed at Paris on June 12th, 1934, desiring to grant to non-signatory Governments the right to accede to the said Convention, have agreed upon the following Protocol :

1. Tout gouvernement non signataire de la Convention du 12 juin 1934 pourra y adhérer. Les adhésions seront notifiées par écrit au Gouvernement de la République et par celui-ci aux gouvernements participants ; elles prendront effet un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement de la République française.

1. Any Government which has not signed the Convention of June 12th, 1934, may accede thereto. The accessions shall be notified in writing to the Government of the Republic, and by the latter to the Governments parties to the Convention ; they shall be effective one month after the despatch of the notification made by the Government of the French Republic.

2. Le présent protocole entrera en vigueur à la date de la signature et aura même force et durée que la convention à laquelle il se rapporte.

2. This Protocol shall enter into force on the date of its signature and shall have the same force and duration as the Convention to which it relates.

¹ Vol. CLV, page 367, de ce recueil.

² Entré en vigueur le 12 janvier 1938.

¹ Vol. CLV, page 367, of this Series.

² Came into force January 12th, 1938.

Fait à Paris, le 12 janvier 1938.

Pour la Belgique :

(L. S.) (signé) Comte DE KERCHOVE.

Pour l'Espagne :

(L. S.) (signé) Angel OSSORIO.

Pour la France :

(L. S.) (signé) Yvon DELBOS.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

(L. S.) (signé) Eric PHIPPS.

Pour l'Irlande :

(L. S.) (signé) Art. P. O'BRIAN.

Pour l'Italie :

(L. S.) (signé) Renato PRUNAS.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) (signé) J. LOUDON.

Pour le Portugal :

(L. S.) (signé) Armando DA GAMA OCHOA.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

Done at Paris, this 12th day of January, 1938.

For Belgium :

(L. S.) (signed) Comte DE KERCHOVE.

For Spain :

(L. S.) (signed) Angel OSSORIO.

For France :

(L. S.) (signed) Yvon DELBOS.

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

(L. S.) (signed) Eric PHIPPS.

For Ireland :

(L. S.) (signed) Art. P. O'BRIAN.

For Italy :

(L. S.) (signed) Renato PRUNAS.

For the Netherlands :

(L. S.) (signed) J. LOUDON.

For Portugal :

(L. S.) (signed) Armando DA GAMA OCHOA.

N^o 3663. — CONVENTION¹ RELATIVE AU STATUT INTERNATIONAL DES RÉFUGIÉS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 28 OCTOBRE 1933.

ADHÉSIONS

COLONIE D'ADEN	} (30 mai 1940). Sous les réserves faites pour le Royaume-Uni.
BAHAMAS	
BASSOUTOLAND	
BETCHOUANALAND, PROTECTORAT	
GUYANE BRITANNIQUE... ..	
HONDURAS BRITANNIQUE	
PROTECTORAT DES ILES	
SALOMON BRITANNIQUES... ..	

¹ Vol. CLIX, page 199 ; vol. CLXXII, page 432 ; et vol. CLXXXI, page 429, de ce recueil.

No. 3663. — CONVENTION¹ RELATING TO THE INTERNATIONAL STATUS OF REFUGEES. SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 28TH, 1933.

ACCESSIONS.

ADEN COLONY	} (May 30th, 1940). Subject to the reservations made in respect of the United Kingdom.
BAHAMAS	
BASUTOLAND	
BECHUANALAND PROTECTORATE	
BRITISH GUIANA... ..	
BRITISH HONDURAS	
BRITISH SOLOMON	
ISLANDS PROTECTORATE ...	

¹ Vol. CLIX, page 199 ; Vol. CLXXII, page 432 ; and Vol. CLXXXI, page 429, of this Series

CEYLAN
 CHYPRE
 ILES FALKLAND ET DÉPENDANCES

FIDJI
 GAMBIE, COLONIE ET PROTECTORAT ...
 COLONIE DES ILES GILBERT ET ELLICE
 CÔTE DE L'OR :
 a) COLONIE
 b) TERRITOIRES SEPTENTRIONAUX ...
 c) ACHANTI
 d) TOGO SOUS MANDAT BRITANNIQUE

HONG KONG
 KÉNIA, COLONIE ET PROTECTORAT ...
 ILES SOUS LE VENT :

ANTIGOA
 MONTSERRAT
 SAINT-CHRISTOPHE ET NÉVIS ...
 ILES VIERGES

ETATS MALAIS FÉDÉRÉS :
 NEGRI SEMBILAN
 PAHANG
 PERAK
 SELANGOR

ETATS MALAIS NON FÉDÉRÉS :
 JOHORE
 KEDAH
 KELANTAN
 PERLIS
 TRENGGANU
 ET BRUNEI

MAURICE
 NIGÉRIA :
 a) COLONIE
 b) PROTECTORAT
 c) CAMEROUN SOUS MANDAT BRITANNIQUE

PROTECTORAT DU NYASSALAND ...
 SAINTE-HÉLÈNE ET ASCENSION ...
 SIERRA LEONE, COLONIE ET PROTECTORAT

PROTECTORAT DU SOMALILAND
 STRAITS SETTLEMENTS
 SWAZILAND
 TRINITÉ ET TOBAGO
 PROTECTORAT DE L'UGANDA

ILES DU VENT :
 DOMINIQUE
 GRENADE
 SAINTE-LUCIE
 SAINT-VINCENT
 PROTECTORAT DE ZANZIBAR

CEYLAN
 CYPRUS
 FALKLAND ISLANDS AND DEPENDENCIES

FIJI
 GAMBIA, COLONY AND PROTECTORATE
 GILBERT AND ELLICE ISLANDS COLONY
 GOLD COAST :

(a) COLONY
 (b) NORTHERN TERRITORIES ...
 (c) ASHANTI
 (d) TOGOLAND UNDER BRITISH MANDATE

HONG KONG
 KENYA, COLONY AND PROTECTORATE
 LEEWARD ISLANDS :

ANTIGUA
 MONTSERRAT
 ST. CHRISTOPHER AND NEVIS ...
 VIRGIN ISLANDS

FEDERATED MALAY STATES :
 NEGRI SEMBILAN
 PAHANG
 PERAK
 SELANGOR

UNFEDERATED MALAY STATES :
 JOHORE
 KEDAH
 KELANTAN
 PERLIS
 TRENGGANU
 AND BRUNEI

MAURITIUS
 NIGERIA
 (a) COLONY
 (b) PROTECTORATE
 (c) CAMEROONS UNDER BRITISH MANDATE

NYASALAND PROTECTORATE
 ST. HELENA AND ASCENSION
 SIERRA LEONE, COLONY AND PROTECTORATE

SOMALILAND PROTECTORATE
 STRAITS SETTLEMENTS
 SWAZILAND
 TRINIDAD AND TOBAGO
 UGANDA PROTECTORATE

WINDWARD ISLANDS :
 DOMINICA
 GRENADA
 ST. LUCIA
 ST. VINCENT
 ZANZIBAR PROTECTORATE

(30 mai 1940).
 Sous les réserves faites pour le Royaume-Uni.

(May 30th, 1940).
 Subject to the reservations made in respect of the United Kingdom.

No. 3962. — COMMERCIAL AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND SWITZERLAND. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 9th, 1936.

N° 3962. — ACCORD¹ COMMERCIAL ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA SUISSE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 9 JANVIER 1936.

EXCHANGE OF NOTES MODIFYING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT AS REGARDS HANDKERCHIEFS IMPORTED INTO THE UNITED STATES. BERNE, SEPTEMBER 19TH, OCTOBER 4TH AND NOVEMBER 14TH, 1940.

ECHANGE DE NOTES MODIFIANT L'ACCORD SUS-MENTIONNÉ EN CE QUI CONCERNE LES MOUCHOIRS IMPORTÉS AUX ETATS-UNIS. BERNE, LES 19 SEPTEMBRE, 4 OCTOBRE ET 14 NOVEMBRE 1940.

Registered on March 29th, 1941, at the request of the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne.

Enregistré le 29 mars 1941, à la demande de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne.

I.

LEGATION
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

No. 97.

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Division of Commerce of the Federal Department of Public Economy and, under instructions from the Secretary of State, has the honor to refer to previous correspondence and personal conversations with regard to the intention of the American Government to modify the Trade Agreement between the United States of America and Switzerland with respect to the concession relating to handkerchiefs included in Item 1529 (b) of Schedule II of the Agreement.

In the light of representations received as a result of the public announcement in Washington on March 29th, 1940, of intention to withdraw, in part, the handkerchief concession in the manner described in the Legation's note No. 87 of April 1st, 1940, it is proposed to reword the concluding proviso attached to the list of items remaining subject to the reduced rates of duty, as follows :

“ Provided, that no handkerchiefs which were provided for in Item 1529 (b) of

I.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LÉGATION DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N° 97.

La Légation des Etats-Unis d'Amérique présente ses compliments à la Division du Commerce du Département fédéral de l'Economie publique et, d'ordre du secrétaire d'Etat, a l'honneur de se référer à la correspondance et aux conversations personnelles antérieures, relatives à l'intention du Gouvernement américain de modifier l'Accord commercial entre les Etats-Unis d'Amérique et la Suisse en ce qui concerne la concession, portant sur les mouchoirs, qui figure au N° 1529 b) de la liste II de l'accord.

A la lumière des observations reçues à la suite de la notification, rendue publique à Washington, le 29 mars 1940, de l'intention de retirer partiellement la concession relative aux mouchoirs, comme l'indique la note de la Légation N° 87 en date du 1^{er} avril 1940, il est proposé de donner une nouvelle rédaction à la clause conditionnelle figurant en conclusion après la liste des articles restant assujettis aux droits de douane réduits, et qui serait conçue comme suit :

« Remarque : Aucun mouchoir prévu au N° 1529 b) de la liste II de l'Accord

¹ Vol. CLXXI, page 231, of this Series.

¹ Vol. CLXXI, page 231, de ce recueil.

Schedule II of the Trade Agreement between the United States of America and Switzerland as proclaimed by the President of the United States of America on January 9th, 1936, shall be excluded from classification under this item by reason of incidental handwork necessary to finish the machine work or to mend or correct defects."

.....

It is the intention of the Government of the United States to take action in the near future, under Article 16 of the Trade Agreement, withdrawing the handkerchief concession, in part, as stated in this Legation's note dated April 1st, 1940, except that the proviso will be reworded as indicated in the second paragraph of the present note. Although the modification in the handkerchief concession will not be made effective until January 1st, 1941, it is the intention of the American Government to announce the modification immediately in order to give importers as much advance notice as possible. Accordingly, the American Government hopes that the Swiss Government will signify its agreement in the next few days with respect to the modification in the handkerchief concession proposed by the Government of the United States of America. But, in any event, the American Government will feel constrained in the very near future to take the action proposed in accordance with the provisions of Article 16.

In expressing the hope of the Government of the United States that a reply to the foregoing may be received in the very near future, the Legation avails itself of the opportunity to renew to the Division of Commerce of the Federal Department of Public Economy the assurance of its high consideration.

BERNE, September 19th, 1940.

To the
Division of Commerce,
Federal Department
of Public Economy,
Berne.

commercial entre les Etats-Unis d'Amérique et la Suisse, tel qu'il a fait l'objet d'une proclamation par le Président des Etats-Unis d'Amérique, en date du 9 janvier 1936, ne sera exclu de la classification sous ce numéro en raison d'un travail à la main occasionnel, nécessaire pour finir le travail de la machine ou pour réparer ou corriger des défautsités.»

.....

Le Gouvernement des Etats-Unis a l'intention de prendre prochainement des mesures, en vertu de l'article 16 de l'Accord commercial, pour retirer partiellement la concession relative aux mouchoirs, comme l'indique la note de la Légation en date du 1^{er} avril 1940. Toutefois, la clause conditionnelle en question fera l'objet d'une nouvelle rédaction dans le sens indiqué au second paragraphe de la présente note. Bien que cette modification de la concession relative aux mouchoirs ne doive être rendue effective que le 1^{er} janvier 1941, il est dans l'intention du Gouvernement américain d'annoncer cette modification dès maintenant afin que les importateurs en soient avisés aussi longtemps que possible à l'avance. En conséquence, le Gouvernement américain espère que le Gouvernement suisse notifiera, dans les jours qui suivront, son accord au sujet de la modification de la concession relative aux mouchoirs, proposée par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. De toute manière, le Gouvernement américain se verra obligé, dans un très proche avenir, de prendre la décision proposée conformément aux stipulations de l'article 16.

En exprimant l'espoir du Gouvernement des Etats-Unis qu'une réponse à la présente communication sera reçue très prochainement, la Légation saisit cette occasion, etc.

BERNE, le 19 septembre 1940.

A la Division du Commerce,
Département fédéral
de l'Economie publique,
Berne.

II.

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE.
DIVISION DU COMMERCE.

BERNE, le 4 octobre 1940.

La Division du Commerce du Département fédéral de l'Economie publique a l'honneur d'accuser réception à la Légation des Etats-Unis d'Amérique de sa note du 19 septembre dernier (N° 97) concernant la modification de la clause concernant les mouchoirs (N° 1529 (b) du tarif américain) contenue dans la liste II à l'Accord commercial, signé entre les Etats-Unis d'Amérique et la Suisse le 9 janvier 1936, et de lui faire savoir qu'elle accède à la proposition figurant à la page 1 de la dite note ainsi conçue :

" Provided, that no handkerchiefs which were provided for in Item 1529 (b) of Schedule II of the Trade Agreement between the United States of America and Switzerland as proclaimed by the President of the United States of America on January 9th, 1936, shall be excluded from classification under this item by reason of incidental handwork necessary to finish the machine work or to mend or correct defects. " ²

La Division du Commerce prend toutefois la liberté d'ajouter que selon l'opinion des industriels suisses de la branche, il serait préférable de remplacer dans le texte reproduit ci-dessus les mots " necessary to finish the machine work or to mend or correct defects " par le texte suivant :

" ...necessary to finish the work done on the multiple-needle embroidery machine or to mend or correct defects. " ³

La Division du Commerce du Département fédéral de l'Economie publique saisit cette occasion de renouveler à la Légation des Etats-

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

² Voir traduction française de la note N° I.

³ Traduction du Secrétariat de la Société des Nations.

« ... nécessaires pour finir le travail fait sur le métier à broder à aiguilles multiples ou pour réparer ou corriger des défauts. »

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

FEDERAL DEPARTMENT
OF PUBLIC ECONOMY.
DIVISION OF COMMERCE.

BERNE, October 4th, 1940.

The Division of Commerce of the Federal Department of Public Economy has the honor to acknowledge the receipt of the note of September 19th last (No. 97) from the Legation of the United States of America concerning the modification of the clause concerning handkerchiefs (No. 1529 (b) of the American tariff) contained in Schedule II of the Trade Agreement between the United States of America and Switzerland, signed on January 9th, 1936, and to inform the Legation that it agrees with the proposal appearing on page 1 of the said note worded as follows :

" Provided, that no handkerchiefs which were provided for in Item 1529 (b) of Schedule II of the Trade Agreement between the United States of America and Switzerland as proclaimed by the President of the United States of America on January 9th, 1936, shall be excluded from classification under this item by reason of incidental handwork necessary to finish the machine work or to mend or correct defects. "

The Division of Commerce takes the liberty, nevertheless, of adding that according to the opinion in Swiss handkerchief-manufacturing circles it would be preferable in the text quoted above to replace the words " necessary to finish the machine work or to mend or correct defects ", by the following text :

" ...necessary to finish the work done on the multiple-needle embroidery machine or to mend or correct defects. "

The Division of Commerce of the Federal Department of Public Economy takes this occasion to renew to the Legation of the United

¹ Translation of the Government of the United States of America.

² See French translation of Note No. I.

³ Translation of the Secretariat of the League of Nations.

Unis d'Amérique les assurances de sa haute considération.

A la Légation
des États-Unis d'Amérique, Berne.

III.

LEGATION
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.
No. 100.

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Division of Commerce of the Federal Department of Public Economy and has the honor to state that the Legation did not fail to transmit to its Government the contents of the Division's note dated October 4th, 1940, expressing the Swiss Government's acceptance of the proviso relating to handkerchiefs as set forth on page 1 of the Legation's note No. 97 of September 19th, 1940.

As regards the changes desired by the interested Swiss manufacturers, as set forth in the Division's note of October 4th, the Legation has been directed to inform the Swiss authorities that after careful and sympathetic consideration, it has not been found feasible to adopt these suggestions for the following reasons :

1. It is felt that the revised concession (as given in the wording of the proviso contained in the second paragraph of this Legation's note No. 97 dated September 19th, 1940) is sufficient to prevent handkerchiefs, on which any substantial part of the ornamentation has been done by hand, from being entered at the agreement rate.

2. If the purpose of the Swiss suggestion is to exclude from the scope of the concession, handkerchiefs which are ornamented on machines, other than multiple-needle machines, it is believed that there is a misunderstanding as to the purpose of the proviso, which is simply to make it clear that the words " which are not embroidered, tamboured or appliqued in any part by hand ", et cetera, do not exclude from the concession such incidental hand operations as are described in the proviso. The Swiss proposal for amend-

States of America the assurances of its high consideration.

To the Legation of the
United States of America, Berne.

III.

TRADUCTION. — TRANSLATION.
LÉGATION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.
N° 100.

La Légation des États-Unis d'Amérique présente ses compliments à la Division du Commerce du Département fédéral de l'Economie publique et a l'honneur de porter à sa connaissance que la Légation n'a pas manqué de transmettre à son Gouvernement la teneur de la note de la Division, datée du 4 octobre 1940, qui indique l'acceptation, par le Gouvernement suisse, de la clause conditionnelle concernant les mouchoirs, telle que celle-ci est énoncée à la page 1 de la note de la Légation N° 97 en date du 19 septembre 1940.

En ce qui concerne les modifications désirées par les fabricants suisses intéressés, telles qu'elles sont exposées dans la note de la Division en date du 4 octobre, la Légation a été chargée d'informer les autorités suisses que, après un examen approfondi et sympathique, il n'a pas été jugé possible d'adopter ces suggestions, pour les raisons suivantes :

1. La concession révisée (telle qu'elle figure dans la rédaction de la clause conditionnelle énoncée dans le second paragraphe de la note de la Légation N° 97 en date du 19 septembre 1940) est suffisante, estime-t-on, pour que les mouchoirs sur lesquels une partie importante de l'ornementation a été effectuée à la main, ne puissent être déclarés en douane au taux fixé par l'accord.

2. Si la suggestion suisse a pour but d'exclure de la concession en question les mouchoirs qui sont ornements sur des machines autres que les machines à aiguilles multiples, on estime qu'il existe un malentendu quant au but visé par la clause conditionnelle, qui est simplement de préciser que les mots « qui ne sont pas brodés, tambourés ou appliqués, en une partie quelconque, à la main », etc., n'excluent pas de la concession les opérations manuelles occasionnelles qui sont indiquées dans la clause conditionnelle. La proposition

ment of the proviso would not exclude handkerchiefs ornamented on machines other than multiple-needle machines from the benefit of the concession, if they have not been ornamented or finished in any part by hand. Adoption of the Swiss language would, however, create uncertainty as to the treatment which would be accorded to such handkerchiefs when they had been incidentally hand finished.

3. Past experience, in any event, does not indicate that any important trade could be developed under the concession in handkerchiefs ornamented on machines other than multiple-needle machines. It is not believed, therefore, that Switzerland would be particularly benefited by the adoption of the suggestion regarding revision of the proviso, while the wording might involve considerable administrative difficulty.

4. The suggestion that the word "machine" be administratively interpreted to mean multiple-needle machine does not appear to be legally feasible, as it is believed that such an interpretation would not be upheld by the courts.

The Legation expresses its Government's most cordial appreciation of the cooperation which the Swiss Government has given in this matter and would be glad if it may now finally report the agreement of the Swiss Government to the modification of the handkerchief concession pursuant to the formal notice of intention to make such change in accordance with Article XVI of the Trade Agreement.

The Legation avails itself of this opportunity to renew to the Division of Commerce of the Federal Department of Public Economy the assurance of its high consideration.

BERNE, November 5th, 1940.

To the Division of Commerce
of the Federal Department
of Public Economy,
Berne.

suisse visant l'amendement de la clause conditionnelle n'exclurait pas du bénéfice de la concession les mouchoirs ornements sur des machines autres que les machines à aiguilles multiples, s'ils n'ont pas été ornements ou finis, en une partie quelconque, à la main. L'adoption de la terminologie suisse créerait, toutefois, une incertitude quant au traitement qui serait accordé aux mouchoirs en question lorsqu'ils auraient été incidemment finis à la main.

3. L'expérience antérieure, en tout cas, n'indique pas que des échanges importants pourraient se développer, aux termes de la concession, en ce qui concerne les mouchoirs ornements sur des machines autres que des machines à aiguilles multiples. On ne croit donc pas que la Suisse serait particulièrement avantagée par l'adoption de la suggestion concernant la révision de la clause conditionnelle, alors que, d'autre part, la rédaction en question pourrait entraîner des difficultés considérables d'ordre administratif.

4. La suggestion tendant à ce que le terme « machine » soit administrativement interprété comme signifiant une machine à aiguilles multiples ne semble pas légalement réalisable, car on estime qu'une telle interprétation ne serait pas confirmée par les tribunaux.

La Légation tient à souligner combien son Gouvernement apprécie la collaboration que le Gouvernement suisse lui a apportée en cette matière et serait heureuse de pouvoir définitivement informer son Gouvernement de l'acceptation, par le Gouvernement suisse, de la modification de la concession relative aux mouchoirs comme suite à l'avis, officiellement communiqué, annonçant l'intention d'effectuer cette modification en conformité de l'article XVI de l'Accord commercial.

La Légation saisit cette occasion de renouveler etc.

BERNE, le 5 novembre 1940.

A la Division du Commerce,
Département fédéral
de l'Economie publique,
Berne.

IV.

BERNE, le 14 novembre 1940.

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE.
DIVISION DU COMMERCE.

La Division du Commerce du Département fédéral de l'Économie publique a l'honneur d'accuser réception à la Légation des États-Unis d'Amérique de sa note du 5 de ce mois (N^o 100) concernant la modification de la stipulation concernant les mouchoirs (N^o 1529 *b*) du tarif américain) contenue dans la liste II à l'Accord commercial, signé entre les États-Unis d'Amérique et la Suisse le 9 janvier 1936. La Division du commerce prend acte que pour les raisons exposées dans la note précitée, le Gouvernement américain estime ne pas pouvoir donner suite aux propositions contenues dans la note de la Division du 4 octobre dernier. Ces propositions n'ayant été présentées qu'à titre de simple suggestion, la Division du commerce a l'honneur de déclarer que le Conseil fédéral accepte la modification proposée par le Gouvernement des États-Unis en conformité de l'article XVI de l'Accord commercial du 9 janvier 1936. Vu les notes échangées entre la Légation des États-Unis et la Division du Commerce, le texte de la stipulation concernant les mouchoirs (N^o 1529 *b*) du tarif américain) contenue dans la liste II à l'Accord commercial du 9 janvier 1936 aura dorénavant la teneur suivante :

" 1529 (*b*)

Handkerchiefs, wholly or in part of machine-made lace ; handkerchiefs embroidered (whether with a plain or fancy initial, monogram, or otherwise, and whether or not the embroidery is on a scalloped edge), tamboured, appliqued, or from which threads have been omitted, drawn, punched, or cut, and with threads introduced after weaving to finish or ornament the openwork, not including one row of straight hemstitching adjoining the hem ; any of the foregoing, finished or unfinished, which contain no handmade lace, which are not embroidered, tamboured, or appliqued in any part by hand, from which threads have not been omitted, drawn, punched, or cut by hand, and having no threads introduced by hand to finish or ornament the openwork :

¹ Traduction du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

IV.

BERNE, November 14th, 1940.

FEDERAL DEPARTMENT
OF PUBLIC ECONOMY.
DIVISION OF COMMERCE.

The Division of Commerce of the Federal Department of Public Economy has the honor to acknowledge the receipt of the note of the Legation of the United States of America dated the 5th instant (No. 100) concerning the modification of the provision respecting handkerchiefs (No. 1529 (*b*) of the American tariff) contained in Schedule II of the Trade Agreement between the United States of America and Switzerland, signed on January 9th, 1936. The Division of Commerce notes that for the reasons set forth in the above-mentioned note, the American Government does not consider it possible to accept the proposals contained in the Division's note of October 4th last. These proposals having been presented merely as suggestions, the Division of Commerce has the honor to state that the Federal Council accepts the modification proposed by the Government of the United States in conformity with Article XVI of the Trade Agreement of January 9th, 1936. In view of the notes exchanged between the Legation of the United States and the Division of Commerce, the text of the provision concerning handkerchiefs (No. 1529 (*b*) of the American tariff) contained in Schedule II of the Trade Agreement of January 9th, 1936, will henceforth be worded as follows :

" 1529 (*b*)

Handkerchiefs, wholly or in part of machine-made lace ; handkerchiefs embroidered (whether with a plain or fancy initial, monogram, or otherwise, and whether or not the embroidery is on a scalloped edge), tamboured, appliqued, or from which threads have been omitted, drawn, punched, or cut, and with threads introduced after weaving to finish or ornament the openwork, not including one row of straight hemstitching adjoining the hem ; any of the foregoing, finished or unfinished, which contain no handmade lace, which are not embroidered, tamboured, or appliqued in any part by hand, from which threads have not been omitted, drawn, punched, or cut by hand, and having no threads introduced by hand to finish or ornament the openwork :

¹ Translation of the Government of the United States of America.

Composed wholly or in chief value of cotton 2 ¢ each and 30 % ad val.

Composed wholly or in chief value of vegetable fiber other than cotton :
If finished and valued at 80 cents or more per dozen 2 ¢ each and 30 % ad val.

If unhemmed and without any finished edge, and valued at 45 ¢ or more per dozen 2 ¢ each and 30 % ad val.

" Provided, that no handkerchiefs which were provided for in Item 1529 (b) of Schedule II of the Trade Agreement between the United States of America and Switzerland as proclaimed by the President of the United States of America on January 9th, 1936, shall be excluded from classification under this item by reason of incidental handwork necessary to finish the machine work or to mend or correct defects. " ¹

La Division du Commerce du Département fédéral de l'Economie publique saisit cette occasion de renouveler à la Légation des Etats-Unis d'Amérique les assurances de sa haute considération.

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE.
DIVISION DU COMMERCE.

A la Légation
des Etats-Unis d'Amérique,
Berne.

Composed wholly or in chief value of cotton 2 ¢ each and 30 % ad val.

Composed wholly or in chief value of vegetable fiber other than cotton :
If finished and valued at 80 cents or more per dozen 2 ¢ each and 30 % ad val.

If unhemmed and without any finished edge, and valued at 45 ¢ or more per dozen 2 ¢ each and 30 % ad val.

" Provided, that no handkerchiefs which were provided for in Item 1529 (b) of Schedule II of the Trade Agreement between the United States of America and Switzerland as proclaimed by the President of the United States of America on January 9th, 1936, shall be excluded from classification under this item by reason of incidental handwork necessary to finish the machine work or to mend or correct defects. "

The Division of Commerce of the Federal Department of Public Economy takes this occasion to renew to the Legation of the United States of America the assurances of its high consideration.

FEDERAL DEPARTMENT
OF PUBLIC ECONOMY,
DIVISION OF COMMERCE.

To the Legation
of the United States of America,
Berne.

¹ Traduction du Secrétariat de la Société des Nations.

« 1529 b) Mouchoirs entièrement ou partiellement en dentelle faite au métier ; mouchoirs brodés (soit avec des initiales simples ou de fantaisie, des monogrammes, ou autrement, que la broderie soit ou non sur une bordure festonnée), tambourés, appliqués, ou dans lesquels des fils ont été omis, tirés, percés ou coupés, et ayant des fils insérés après le tissage afin de finir ou d'ornementer l'ouvrage à jour, non compris une seule rangée de point d'ourlet simple contiguë à l'ourlet ; tous les articles précédents, finis ou non finis, ne contenant pas de dentelle faite à la main et dont aucune partie n'est brodée, tambourée ou appliquée à la main, dans lesquels il n'a pas été omis, tiré, percé ou coupé de fils à la main, et n'ayant pas de fils insérés à la main pour finir ou ornementer l'ouvrage à jour :

Entièrement en coton ou dont la principale valeur est constituée par du coton 2 ¢ pièce et 30 % ad valorem

Entièrement en fil végétal autre que le coton ou dans lesquels le fil végétal autre que le coton constitue la valeur principale :
Finis et ayant une valeur de 80 ¢ ou plus la douzaine 2 ¢ pièce et 30 % ad valorem

Non ourlés, sans bordure finie, et ayant une valeur de 45 ¢ ou plus la douzaine 2 ¢ pièce et 30 % ad valorem

« Remarque : Aucun mouchoir prévu au N° 1529 b) de la liste II de l'Accord commercial entre les Etats-Unis d'Amérique et la Suisse, tel qu'il a fait l'objet d'une proclamation par le Président des Etats-Unis d'Amérique, en date du 9 janvier 1936, ne sera exclu de la classification sous ce numéro en raison d'un travail à la main occasionnel, nécessaire pour finir le travail de la machine ou pour réparer ou corriger des défauts. »

¹ Translation of the Secretariat of the League of Nations.

N^o 4117. — PROTOCOLE ¹ RELATIF AUX OBLIGATIONS MILITAIRES DANS CERTAINS CAS DE DOUBLE NATIONALITÉ. SIGNÉ A LA HAYE, LE 12 AVRIL 1930.

APPLICATION DU PROTOCOLE SUSMENTIONNÉ A LA BIRMANIE EN TANT QUE POSSESSION BRITANNIQUE.

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, a fait savoir au Secrétariat, par une lettre reçue le 23 avril 1940, que la Birmanie qui participait au protocole susmentionné en tant que partie de l'Inde, a été séparée de l'Inde le 1^{er} avril 1937 et possède maintenant le statut d'un territoire britannique d'outre-mer. En conséquence, le protocole doit être considéré, en vertu de la signature et de la ratification pour le Royaume-Uni, comme s'appliquant à la Birmanie en tant que territoire britannique d'outre-mer à partir de cette date, sous la réserve suivante :

« Sa Majesté le Roi n'assume aucune obligation en ce qui concerne les Etats Karenni, qui sont placés sous la suzeraineté de Sa Majesté, ou en ce qui concerne la population desdits Etats. »

N^o 4137. — CONVENTION ² CONCERNANT CERTAINES QUESTIONS RELATIVES AUX CONFLITS DE LOIS SUR LA NATIONALITÉ. SIGNÉE A LA HAYE, LE 12 AVRIL 1930.

APPLICATION DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE A LA BIRMANIE EN TANT QUE POSSESSION BRITANNIQUE.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne,

¹ Vol. CLXXVIII, page 227 ; et vol. CXCVI, page 476, de ce recueil.

² Vol. CLXXIX, page 89 ; et vol. CXCVI, page 476, de ce recueil.

No. 4117. — PROTOCOL ¹ RELATING TO MILITARY OBLIGATIONS IN CERTAIN CASES OF DOUBLE NATIONALITY. SIGNED AT THE HAGUE, APRIL 12TH, 1930.

APPLICATION OF THE ABOVE-MENTIONED PROTOCOL TO BURMA AS A BRITISH POSSESSION.

The Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, informed the Secretariat, by a letter received on April 23rd, 1940, that Burma, which participated in the above-mentioned Protocol as a part of India, was separated from India on April 1st, 1937, and now possesses the status of a British Overseas Territory. Accordingly, the Protocol should be regarded as applying as from that date, by virtue of the signature and ratification thereof in respect of the United Kingdom, to Burma as a British Overseas Territory, subject to the following reservation :

“ His Majesty the King does not assume any obligation in respect of the Karenni States, which are under His Majesty's suzerainty, or the population of the said States. ”

No. 4137. — CONVENTION ² ON CERTAIN QUESTIONS RELATING TO THE CONFLICT OF NATIONALITY LAWS. SIGNED AT THE HAGUE, APRIL 12TH, 1930.

APPLICATION OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION TO BURMA AS A BRITISH POSSESSION.

The Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ire-

¹ Vol. CLXXVIII, page 227 ; and Vol. CXCVI, page 476, of this Series.

² Vol. CLXXIX, page 89 ; and Vol. CXCVI, page 476, of this Series.

d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, a fait savoir au Secrétariat, par une lettre reçue le 23 avril 1940, que la Birmanie qui participait à la convention susmentionnée en tant que partie de l'Inde, a été séparée de l'Inde le 1^{er} avril 1937 et possède maintenant le statut d'un territoire britannique d'outre-mer. En conséquence, la convention doit être considérée, en vertu de la signature et de la ratification pour le Royaume-Uni, comme s'appliquant à la Birmanie en tant que territoire britannique d'outre-mer à partir de cette date, sous la réserve suivante :

« Sa Majesté le Roi n'assume aucune obligation en ce qui concerne les Etats Karenni, qui sont placés sous la suzeraineté de Sa Majesté, ou en ce qui concerne la population desdits Etats. »

land and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, informed the Secretariat, by a letter received on April 23rd, 1940, that Burma, which participated in the above-mentioned Convention as a part of India, was separated from India on April 1st, 1937, and now possesses the status of a British Overseas Territory. Accordingly, the Convention should be regarded as applying as from that date, by virtue of the signature and ratification thereof in respect of the United Kingdom, to Burma as a British Overseas Territory, subject to the following reservation :

“ His Majesty the King does not assume any obligation in respect of the Karenni States, which are under His Majesty's suzerainty, or the population of the said States. ”

N^o 4138. — PROTOCOLE¹ RELATIF A UN CAS D'APATRIDIE. SIGNÉ A LA HAYE, LE 12 AVRIL 1930.

APPLICATION DU PROTOCOLE SUSMENTIONNÉ A LA BIRMANIE EN TANT QUE POSSESSION BRITANNIQUE.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, a fait savoir au Secrétariat, par une lettre reçue le 23 avril 1940, que la Birmanie qui participait au protocole susmentionné en tant que partie de l'Inde, a été séparée de l'Inde le 1^{er} avril 1937 et possède maintenant le statut d'un territoire britannique d'outre-mer. En conséquence, le protocole doit être considéré, en vertu de la signature et de la ratification pour le Royaume-Uni comme s'appliquant à la Birmanie en tant que territoire britannique d'outre-mer à partir de cette date, sous la réserve suivante :

« Sa Majesté le Roi n'assume aucune obligation en ce qui concerne les Etats Karenni, qui sont placés sous la suzeraineté de Sa Majesté, ou en ce qui concerne la population desdits Etats. »

¹ Vol. CLXXIX, page 115, de ce recueil.

No. 4138. — PROTOCOL¹ RELATING TO A CERTAIN CASE OF STATELESSNESS. SIGNED AT THE HAGUE, APRIL 12TH, 1930.

APPLICATION OF THE ABOVE-MENTIONED PROTOCOL TO BURMA AS A BRITISH POSSESSION.

The Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, informed the Secretariat, by a letter received on April 23rd, 1940, that Burma, which participated in the above-mentioned Protocol as a part of India, was separated from India on April 1st, 1937, and now possesses the status of a British Overseas Territory. Accordingly, the Protocol should be regarded as applying as from that date, by virtue of the signature and ratification thereof in respect of the United Kingdom, to Burma as a British Overseas Territory, subject to the following reservation :

“ His Majesty the King does not assume any obligation in respect of the Karenni States, which are under His Majesty's suzerainty, or the population of the said States. ”

¹ Vol. CLXXIX, page 115, of this Series.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4204. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. MOSCOW, AUGUST 4TH, 1937.

N^o 4204. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL. MOSCOU, LE 4 AOUT 1937.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT CONTINUING IN FORCE UNTIL AUGUST 6TH, 1940, THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. MOSCOW, AUGUST 2ND, 1939.

ECHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA PROROGATION JUSQU'AU 6 AOUT 1940 DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. MOSCOU, LE 2 AOUT 1939.

Registered on February 9th, 1940, at the request of the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne.

Enregistré le 9 février 1940 à la demande de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne.

I.

MOSCOW, August 2nd, 1939.

I.

MOSCOU, le 2 août 1939.

EXCELLENCY,

In accordance with the conversations which have taken place, I have the honor to confirm on behalf of my Government the agreement which has been reached between the Governments of our respective countries that the Agreement regarding commercial relations between the United States of America and the Union of Soviet Socialist Republics recorded in the exchange of notes between the American Ambassador and the People's Commissar for Foreign Affairs on August 4th, 1937 which came into force on August 6th, 1937, upon proclamation thereof on that date by the President of the United States of America and approval thereof by the Council of People's Commissars of the Union of Soviet Socialist Republics on the same date, and which was renewed for one year on August 5th, 1938, shall continue in force until August 6th, 1940. This agreement shall be proclaimed by the

EXCELLENCE,

Conformément aux conversations qui ont eu lieu, j'ai l'honneur de confirmer, au nom de mon Gouvernement, l'accord intervenu entre les Gouvernements de nos pays respectifs et selon lequel l'Accord concernant les relations commerciales entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, enregistré dans les notes échangées, le 4 août 1937, entre l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique et le Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères et entré en vigueur le 6 août 1937, après avoir été promulgué à cette date par le Président des Etats-Unis d'Amérique et approuvé à la même date par le Conseil des Commissaires du Peuple de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, et qui a été renouvelé pour une année, le 5 août 1938, restera en vigueur jusqu'au 6 août 1940. Le présent accord sera promulgué par le Président des Etats-Unis d'Amérique et approuvé par le

¹ Vol. CLXXXII, page 113; and Vol. CXCH, page 306, of this Series.

¹ Vol. CLXXXII, page 113; et vol. CXCH, page 306, de ce recueil.

President of the United States of America and approved by the Council of People's Commissars of the Union of Soviet Socialist Republics.

Conseil des Commissaires du Peuple de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Veillez agréer, etc.

STUART E. GRUMMON,
*Chargé d'Affaires ad interim
of the United States of America.*

STUART E. GRUMMON,
*Chargé d'affaires par intérim
des Etats-Unis d'Amérique.*

His Excellency
A. I. Mikoyan,
People's Commissar for Foreign Trade,
Moscow.

Son Excellence
A. I. Mikoyan,
Commissaire du Peuple
au Commerce extérieur,
Moscou.

II.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

Москва, 2 августа 1939 г.

Господин Поверенный в Делах,

В соответствии с имевшими место переговорами, имею честь подтвердить от имени моего Правительства Соглашение, которое было достигнуто между Правительствами наших соответственных стран о том, что Соглашение о торговых отношениях между Союзом Советских Социалистических Республик и Соединенными Штатами Америки, зафиксированное в обмене нотами между Народным Комиссаром Иностранных Дел СССР и Послом США от 4 августа 1937 г., вступившее в силу 6 августа 1937 г. в день одобрения его Советом Народных Комиссаров Союза Советских Социалистических Республик и прокламации его Президентом Соединенных Штатов Америки, возобновленное на один год 5 августа 1938 г., останется в силе до 6 августа 1940 г.

Настоящее Соглашение будет одобрено Советом Народных Комиссаров Союза Советских Социалистических Республик и прокламировано Президентом Соединенных Штатов Америки.

Примите, господин Поверенный в Делах, заверения в моем глубочайшем к Вам уважении.

А. Микоян.

Господину С. Е. Груммон,
Поверенному в Делах
Соединенных Штатов Америки
Москва.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MOSCOW, August 2nd, 1939.

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

In accordance with the conversations which have taken place, I have the honor to confirm

¹Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

MOSCOU, le 2 août 1939.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Conformément aux conversations qui ont eu lieu, j'ai l'honneur de confirmer, au nom de

¹ Translation of the Government of the United States of America.

on behalf of my Government the agreement which has been reached between the Governments of our respective countries that the Agreement regarding commercial relations between the Union of Soviet Socialist Republics and the United States of America recorded in the exchange of notes between the People's Commissar for Foreign Affairs and the American Ambassador on August 4th, 1937, which came into force on August 6th, 1937, upon approval thereof on that date by the Council of People's Commissars of the Union of Soviet Socialist Republics and the proclamation thereof by the President of the United States of America on the same date, and which was renewed for one year on August 5th, 1938, shall continue in force until August 6th, 1940. This agreement shall be approved by the Council of People's Commissars of the Union of Soviet Socialist Republics and proclaimed by the President of the United States of America.

Accept, Mr. Chargé d'Affaires, the renewed assurances of my highest consideration.

A. MIKOYAN.

Mr. Stuart E. Grummon,
Chargé d'Affaires *ad interim*
of the United States of America,
Moscow.

RELATED NOTES

I. CONCERNING THE AMOUNT OF PURCHASES TO BE MADE BY THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS IN THE UNITED STATES OF AMERICA.

I.

EMBASSY OF THE UNITED STATES
OF AMERICA.

MOSCOU, *August 2nd*, 1939.

EXCELLENCY,

I have the honor to refer to our recent conversations in regard to the commerce between the United States of America and the Union of Soviet Socialist Republics and to ask you to let me know the value of articles, the growth, produce, or manufacture of the United States of America which the Government of the Union of Soviet Socialist Republics intends

mon Gouvernement, l'accord intervenu entre les Gouvernements de nos pays respectifs et selon lequel l'Accord concernant les relations commerciales entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et les Etats-Unis d'Amérique, enregistré dans les notes échangées, le 4 août 1937, entre le Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères et l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique et entré en vigueur le 6 août 1937, après avoir été approuvé à cette date par le Conseil des Commissaires du Peuple de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et promulgué à la même date par le Président des Etats-Unis d'Amérique, et qui a été renouvelé pour une année, le 5 août 1938, restera en vigueur jusqu'au 6 août 1940. Le présent accord sera approuvé par le Conseil des Commissaires du Peuple de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et promulgué par le Président des Etats-Unis d'Amérique.

Veillez agréer, etc.

A. MIKOYAN.

Monsieur Stuart E. Grummon,
Chargé d'affaires *par intérim*
des Etats-Unis d'Amérique,
Moscou.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

NOTES ANNEXES

I. NOTES RELATIVES AU MONTANT DES ACHATS A EFFECTUER PAR L'UNION DES REPUBLIQUES SOVIETIQUES SOCIALISTES AUX ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

I.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

MOSCOU, *le 2 août* 1939.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de me référer à nos récentes conversations relatives au commerce entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques soviétiques socialistes et de vous demander de me faire connaître la valeur des articles, cultivés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes

to purchase in the United States of America during the next twelve months for export to the Union of Soviet Socialist Republics.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Stuart E. GRUMMON,
*Chargé d'Affaires ad interim
of the United States of America.*

His Excellency
A. I. Mikoyan,
People's Commissar for Foreign Trade,
Moscow.

a l'intention d'acheter aux Etats-Unis d'Amérique pendant les douze prochains mois en vue de leur exportation à destination de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Veillez agréer, etc.

Stuart E. GRUMMON,
*Chargé d'affaires par intérim
des Etats-Unis d'Amérique.*

Son Excellence
A. I. Mikoyan,
Commissaire du Peuple
au Commerce extérieur,
Moscou.

II.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

Москва, 2 августа 1939 года.

Господин Поверенный в Делах,

В ответ на Ваш запрос о предполагаемых закупках Союзом Советских Социалистических Республик в Соединенных Штатах Америки в течение предстоящих двенадцати месяцев, я имею честь сообщить Вам, что хозяйственные организации Союза Советских Социалистических Республик намерены закупить в Соединенных Штатах Америки в течение 12 месяцев американских товаров на сумму не менее сорока миллионов долларов.

Примите, господин Поверенный в Делах, заверения в моем глубочайшем к Вам уважении.

А. Микоян.

Господину С. Е. Громмон,
Поверенному в Делах
Соединенных Штатов Америки
Москва.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MOSCOW, August 2nd, 1939.

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

In reply to your inquiry regarding the intended purchases by the Union of Soviet Socialist Republics in the United States of America in the course of the next twelve months, I have the honor to inform you that the economic organizations of the Union of Soviet Socialist Republics intend to buy in the United States of America in the course of the

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

MOSCOU, le 2 août 1939.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à votre demande relative aux achats que l'Union des Républiques soviétiques socialistes a l'intention d'effectuer aux Etats-Unis d'Amérique pendant les douze prochains mois, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les organisations économiques de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ont l'intention d'acheter aux Etats-Unis d'Améri-

¹ Translation of the Government of the United States of America.

next twelve months American goods to the amount of at least forty million dollars.

Accept, Mr. Chargé d'Affaires, the renewed assurances of my highest consideration.

A. MIKOYAN.

Mr. S. E. Grummon,
Chargé d'Affaires *ad interim*
of the United States of America, Moscow.

2. EXEMPTION FROM EXCISE TAX OF COAL, COKE, AND COAL OR COKE BRIQUETTES IMPORTED INTO THE UNITED STATES FROM THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS.

I.

EMBASSY OF THE UNITED STATES
OF AMERICA.

MOSCOW, August 2nd, 1939.

EXCELLENCY,

With reference to the agreement signed to-day continuing the Agreement concerning commerce between the United States of America and the Union of Soviet Socialist Republics which came into force on August 6th, 1937, I have the honor to state that the Embassy has been informed that the authorities of the Treasury Department of the United States will admit coal of all sizes, grades, and classifications (except culm and duff), coke manufactured therefrom, and coal or coke briquettes, imported from the Union of Soviet Socialist Republics free from the import tax provided in Section 601 (c) (5) of the Revenue Act of 1932, as amended, during the life of the Agreement unless other treatment is required by controlling judicial decision hereafter rendered.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Stuart E. GRUMMON,
Chargé d'Affaires *ad interim*
of the United States of America.

His Excellency
A. I. Mikoyan,
People's Commissar
for Foreign Trade, Moscow.

que, pendant les douze prochains mois, des marchandises américaines pour un montant d'au moins quarante millions de dollars.

Veillez agréer, etc.

A. MIKOYAN.

Monsieur S. E. Grummon,
Chargé d'affaires *par interim*
des Etats-Unis d'Amérique, Moscou.

2. NOTES RELATIVES A L'EXEMPTION DU DROIT D'ACCISE POUR LE CHARBON, LE COKE ET LES BRIQUETTES DE CHARBON OU DE COKE, IMPORTÉS AUX ETATS-UNIS EN PROVENANCE DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES.

I.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

MOSCOU, le 2 août 1939.

EXCELLENCE,

Me référant à l'accord signé ce jour, prorogeant l'Accord relatif au commerce entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques soviétiques socialistes entré en vigueur le 6 août 1937, j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'Ambassade a été avisée que les autorités du Département du Trésor des Etats-Unis accorderont, pour le charbon de toutes grosseurs, qualités et classifications (excepté le poussier et les menus), le coke fabriqué avec ledit charbon, ainsi que les briquettes de charbon ou de coke, importés de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, l'exemption de la taxe d'importation prévue à l'article 601 c) (5) du « Revenue Act » de 1932, tel qu'il a été amendé, pendant toute la durée de l'accord, à moins qu'un autre traitement ne soit prescrit par une décision judiciaire souveraine rendue postérieurement à la date de la présente note.

Veillez agréer, etc.

Stuart E. GRUMMON,
Chargé d'Affaires *par interim*
des Etats-Unis d'Amérique.

Son Excellence
A. I. Mikoyan,
Commissaire du Peuple
au Commerce extérieur, Moscou.

II.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

Москва, 2 августа 1939 года.

Господин Поверенный в Делах,

В ответ на Ваш запрос о предполагаемом экспорте советского угля в Соединенные Штаты Америки в течение предстоящих двенадцати месяцев, я могу заявить, что хозяйственные организации Союза Советских Социалистических Республик ни в коем случае не будут экспортировать в Соединенные Штаты Америки в течение года, начиная с 6 августа 1939 г. больше 400.000 тонн советского угля.

Примите, господин Поверенный в Делах, заверения в моем глубочайшем к Вам уважении.

Господину С. Е. Громмон,
Поверенному в Делах
Соединенных Штатов Америки, Москва.

А. Микоян.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MOSCOW, August 2nd, 1939.

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

In reply to your inquiry regarding the intended exports of Soviet coal to the United States of America during the ensuing twelve months, I may state that the economic organizations of the Union of Soviet Socialist Republics will not in any case export to the United States of America during the year beginning August 6th, 1939, more than 400,000 tons of Soviet coal.

Accept, Mr. Chargé d'Affaires, the renewed assurances of my highest consideration.

А. МИКОЯН.

Mr. S. E. Grummon,
Chargé d'Affaires *ad interim*
of the United States of America,
Moscow.

Certified to be true and complete textual copies of the English texts of the original Agreement and related notes and a translation of the Russian texts of the Agreement and related notes.

For the Secretary of State
of the United States of America :
Edward Yardley,
Director of Personnel.

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

MOSCOU, le 2 août 1939.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à votre question relative aux exportations prévues de charbon soviétique à destination des Etats-Unis d'Amérique pendant les douze prochains mois, je suis en mesure de déclarer que les organisations économiques de l'Union des Républiques soviétiques socialistes n'exporteront, en aucun cas, à destination des Etats-Unis d'Amérique, pendant l'année commençant le 6 août 1939, une quantité de charbon soviétique supérieure à 400.000 tonnes.

Veillez agréer, etc.

А. МИКОЯН.

Monsieur S. E. Grummon,
Chargé d'affaires *par interim*
des Etats-Unis d'Amérique,
Moscou.

¹ Translation of the Government of the United States of America.

TRANSDUCTION. — TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT CONTINUING IN FORCE UNTIL AUGUST 6TH, 1941, THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT OF AUGUST 4TH, 1937. MOSCOW, AUGUST 6TH, 1940.

Registered on August 15th, 1941, at the request of the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne.

I

MOSCOW, August 6th, 1940.

MR. PEOPLE'S COMMISSAR,

In accordance with the conversations which have taken place, I have the honor to confirm on behalf of my Government the agreement which has been reached between the Governments of our respective countries that the Agreement regarding commercial relations between the United States of America and the Union of Soviet Socialist Republics recorded in the exchange of notes between the Ambassador of the United States of America and the People's Commissar for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics, of August 4th, 1937, which came into force on August 6th, 1937, on the date of proclamation thereof by the President of the United States of America and approval thereof by the Council of People's Commissars of the Union of Soviet Socialist Republics and which was renewed on August 5th, 1938, and August 2nd, 1939, shall continue in force until August 6th, 1941.

The present agreement should be proclaimed by the President of the United States of America and approved by the Council of People's Commissars of the Union of Soviet Socialist Republics.

Accept, Mr. People's Commissar, the renewed assurances of my highest consideration.

WALTER THURSTON.

Mr. A. I. Mikoyan,
People's Commissar for Foreign Trade
of the Union of Soviet Socialist
Republics,
Moscow.

ECHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA PROROGATION JUSQU'AU 6 AOÛT 1941 DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ DU 4 AOÛT 1937. MOSCOU, LE 6 AOÛT 1940.

Enregistré le 15 août 1941, à la demande de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne.

I.

MOSCOU, le 6 août 1940.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

Conformément aux conversations qui ont eu lieu, j'ai l'honneur de confirmer, au nom de mon Gouvernement, l'entente intervenue entre les Gouvernements de nos pays respectifs et selon laquelle l'Accord concernant les relations commerciales entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, enregistré dans les notes échangées, le 4 août 1937, entre l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique et le Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, et entré en vigueur le 6 août 1937, à la date de sa promulgation par le Président des Etats-Unis d'Amérique et de son approbation par le Conseil des Commissaires du Peuple de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, et qui a été renouvelé le 5 août 1938 et le 2 août 1939, restera en vigueur jusqu'au 6 août 1941.

Le présent accord sera promulgué par le Président des Etats-Unis d'Amérique et approuvé par le Conseil des Commissaires du Peuple de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Veillez agréer, etc.

Walter THURSTON.

Monsieur A. I. Mikoyan,
Commissaire du Peuple au Commerce
extérieur de l'Union des Républiques
soviétiques socialistes,
Moscou.

II.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

Москва, 6 августа 1940 г.

Господин Поверенный в Делах,

В соответствии с имевшими место переговорами, имею честь подтвердить от имени моего Правительства Соглашение, которое было достигнуто между Правительствами наших соответственных стран о том, что Соглашение о торговых отношениях между Союзом Советских Социалистических Республик и Соединенными Штатами Америки, зафиксированное в обмене нотами между Народным Комиссаром Иностранных Дел СССР и Послом США от 4 августа 1937 г., вступившее в силу 6 августа 1937 г. в день одобрения его Советом Народных Комиссаров Союза Советских Социалистических Республик и прокламации его Президентом Соединенных Штатов Америки, возобновленное 5 августа 1938 г. и 2 августа 1939 г., останется в силе до 6 августа 1941 г.

Настоящее Соглашение будет одобрено Советом Народных Комиссаров Союза Советских Социалистических Республик и прокламировано Президентом Соединенных Штатов Америки.

Примите, Господин Поверенный в Делах, заверения в моем глубочайшем к Вам уважении.

А. Микоян.

Господину Вальтер Торстон,
Поверенному в Делах
Соединенных Штатов Америки
Москва.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MOSCOW, August 6th, 1940.

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

In accordance with the conversations which have taken place, I have the honor to confirm on behalf of my Government the agreement which has been reached between the Governments of our respective countries that the Agreement regarding commercial relations between the Union of Soviet Socialist Republics and the United States of America recorded in the exchange of notes between the People's Commissar for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics and the Ambassador of the United States of America, of August 4th, 1937, which came into force on August 6th, 1937, on the date of approval thereof by the Council of People's Commissars of the Union of Soviet Socialist Republics and proclamation thereof by the President of the United States of America and which was renewed on August 5th, 1938, and August 2nd, 1939, shall continue in force until August 6th, 1941.

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

MOSCOW, le 6 août 1940.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Conformément aux conversations qui ont eu lieu, j'ai l'honneur de confirmer, au nom de mon Gouvernement, l'entente intervenue entre les Gouvernements de nos pays respectifs et selon laquelle l'accord concernant les relations commerciales entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et les Etats-Unis d'Amérique, enregistré dans les notes échangées, le 4 août 1937, entre le Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, et entré en vigueur le 6 août 1937, à la date de son approbation par le Conseil des Commissaires du Peuple de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et de sa promulgation par le Président des Etats-Unis d'Amérique, et qui a été renouvelé le 5 août 1938 et le 2 août 1939, restera en vigueur jusqu'au 6 août 1941.

¹ Translation of the Government of the United States of America.

The present agreement should be approved by the Council of People's Commissars of the Union of Soviet Socialist Republics and proclaimed by the President of the United States of America.

Accept, Mr. Chargé d'Affaires, the renewed assurances of my highest consideration.

A. MIKOYAN.

Mr. Walter Thurston,
Chargé d'Affaires of the
United States of America,
Moscow.

RELATED NOTES

I. CONCERNING THE AMOUNT OF PURCHASES TO BE MADE BY THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS IN THE UNITED STATES OF AMERICA.

I.

EMBASSY OF THE UNITED STATES
OF AMERICA.

MOSCOW, *August 6th, 1940.*

MR. PEOPLE'S COMMISSAR,

I have the honor to refer to our recent conversations in regard to the commerce between the United States of America and the Union of Soviet Socialist Republics and to ask you to let me know the value of articles, the growth, produce, or manufacture of the United States of America which the Government of the Union of Soviet Socialist Republics intends to purchase in the United States of America during the next twelve months for export to the Union of Soviet Socialist Republics.

Accept, Mr. People's Commissar, the renewed assurances of my highest consideration.

Walter THURSTON,
*Chargé d'Affaires of the United
States of America.*

Mr. A. I. Mikoyan,
People's Commissar for Foreign Trade of the
Union of Soviet Socialist Republics,
Moscow.

Le présent accord sera approuvé par le Conseil des Commissaires du Peuple de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et promulgué par le Président des Etats-Unis d'Amérique.

Veuillez agréer, etc.

A. MIKOYAN.

Monsieur Walter Thurston,
Chargé d'affaires des
Etats-Unis d'Amérique,
Moscou.

NOTES ANNEXES

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I. NOTES RELATIVES AU MONTANT DES ACHATS A EFFECTUER PAR L'UNION DES REPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES AUX ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

I.

AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

MOSCOU, *le 6 août 1940.*

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

J'ai l'honneur de me référer à nos récentes conversations relatives au commerce entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques soviétiques socialistes et de vous demander de bien vouloir me faire connaître la valeur des articles cultivés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes a l'intention d'acheter aux Etats-Unis d'Amérique pendant les douze prochains mois en vue de leur exportation à destination de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Veuillez agréer, etc.

Walter THURSTON,
*Chargé d'affaires
des Etats-Unis d'Amérique.*

Monsieur A. I. Mikoyan,
Commissaire du Peuple au Commerce
extérieur de l'Union des Républiques
soviétiques socialistes,
Moscou.

II.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

Москва, 6 августа 1940 г.

Господин Поверенный в Делах,

В ответ на Ваш вопрос о предполагаемых закупках Союзом Советских Социалистических Республик в Соединенных Штатах Америки в течение предстоящих двенадцати месяцев, я имею честь сообщить Вам, что хозяйственные организации Союза Советских Социалистических Республик намерены закупить в Соединенных Штатах Америки в течение предстоящих двенадцати месяцев американских товаров на сумму сорок миллионов долларов и более.

Однако, если ограничения, установленные Правительством США в отношении экспорта, будут затруднять удовлетворение потребностей советских хозяйственных организаций в США, то эти организации не смогут осуществить свои намерения. Поэтому Правительство СССР в настоящее время лишено возможности гарантировать вышеуказанную сумму своих закупок в США.

Примите, Господин Поверенный в Делах, вновь заверения в моем глубочайшем к Вам уважении.

А. Микоян.

Господину Вальтер Торстон,
Поверенному в Делах
Соединенных Штатов Америки
Москва.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Moscow, August 6th, 1940.

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

In reply to your inquiry regarding the intended purchases by the Union of Soviet Socialist Republics in the United States of America in the course of the next twelve months, I have the honor to inform you that the economic organizations of the Union of Soviet Socialist Republics intend to buy in the United States of America in the course of the next twelve months American goods to the value of forty million dollars or more.

If, however, restrictions imposed on exports by the Government of the United States should render it difficult for Soviet economic organizations to satisfy their needs in the United States, it may be impossible for these organizations to carry out their intentions. The Government of the Union of Soviet Socialist Republics is therefore not in a position at the

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Moscow, le 6 août 1940.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à votre demande relative aux achats que l'Union des Républiques soviétiques socialistes a l'intention d'effectuer aux Etats-Unis d'Amérique pendant les douze prochains mois, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les organisations économiques de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ont l'intention d'acheter aux Etats-Unis d'Amérique, pendant les douze prochains mois, des marchandises américaines pour un montant atteignant quarante millions de dollars ou davantage.

Si, toutefois, à la suite de restrictions imposées par le Gouvernement des Etats-Unis en matière d'exportations il devenait difficile aux organisations économiques soviétiques de couvrir leurs besoins aux Etats-Unis, il sera peut-être impossible à ces organisations de donner suite à leurs intentions en cette matière. Le Gouvernement de l'Union des Républiques

¹ Translation of the Government of the United States of America.

present time to guarantee the above-mentioned value of its purchases in the United States.

Accept, Mr. Chargé d'Affaires, the renewed assurances of my highest consideration.

A. MIKOYAN.

Mr. Walter Thurston,
Chargé d'Affaires of the
United States of America,
Moscow.

2. EXEMPTION FROM EXCISE TAX OF COAL, COKE,
AND COAL OR COKE BRIQUETTES IMPORTED
INTO THE UNITED STATES FROM THE
UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS.

I.

EMBASSY OF THE UNITED STATES
OF AMERICA.

MOSCOW, *August 6th, 1940.*

MR. PEOPLE'S COMMISSAR,

With reference to the Agreement signed to day continuing the Agreement concerning commerce between the United States of America and the Union of Soviet Socialist Republics which came into force on August 6th, 1937, I have the honor to state that the Embassy has been informed that the authorities of the Treasury Department of the United States will admit coal of all sizes, grades, and classifications (except culm and duff), coke manufactured therefrom, and coal or coke briquettes, imported from the Union of Soviet Socialist Republics free from the import tax provided in Section 601 (c) (5) of the Revenue Act of 1932, as amended, during the life of the Agreement unless other treatment is required by controlling judicial decision hereafter rendered.

Accept, Mr. People's Commissar, the renewed assurances of my highest consideration.

Walter THURSTON,
*Chargé d'Affaires of the United
States of America.*

Mr. A. I. Mikoyan,
People's Commissar for Foreign Trade of the
Union of Soviet Socialist Republics,
Moscow.

soviétiques socialistes n'est donc pas en mesure, à l'heure actuelle, de garantir la valeur susmentionnée de ses achats aux Etats-Unis.

Veillez agréer, etc.

A. MIKOYAN.

Monieur Walter Thurston,
Chargé d'affaires des
Etats-Unis d'Amérique,
Moscou.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

2. EXEMPTION DU DROIT D'ACCISE POUR LE CHARBON, LE COKE ET LES BRIQUETTES DE CHARBON OU DE COKE IMPORTÉS AUX ÉTATS-UNIS EN PROVENANCE DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES.

I.

AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE.

MOSCOU, *le 6 août 1940.*

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

Me référant à l'accord signé ce jour et progeant l'Accord, relatif au commerce entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, entré en vigueur le 6 août 1937, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'Ambassade a été avisée que les autorités du Département du Trésor des Etats-Unis accorderont pour le charbon de toutes grosseurs, qualités et classifications (excepté le poussier et les menus), le coke fabriqué avec ledit charbon, ainsi que les briquettes de charbon ou de coke, importés de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, l'exemption de la taxe d'importation prévue à l'article 601 c) (5) du « Revenue Act » de 1932, tel qu'il a été amendé, pendant toute la durée de l'accord en question, à moins qu'un autre traitement ne soit prescrit par une décision judiciaire souveraine rendue postérieurement à la date de la présente note.

Veillez agréer, etc.

Walter THURSTON,
*Chargé d'affaires des Etats-Unis
d'Amérique.*

Monsieur A. I. Mikoyan,
Commissaire du Peuple
au Commerce extérieur de l'Union
des Républiques soviétiques socialistes,
Moscou.

II.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

Господин Поверенный в Делах,

Москва, 6 августа 1940 г.

В ответ на Ваш запрос о предполагаемом экспорте советского угля в Соединенные Штаты Америки в течение предстоящих двенадцати месяцев, я могу заявить, что хозяйственные организации Союза Советских Социалистических Республик ни в коем случае не будут экспортировать в Соединенные Штаты Америки в течение года, начиная с 6 августа 1940 г., больше 400.000 тонн советского угля.

Примите, Господин Поверенный в Делах, заверения в моем глубочайшем к Вам уважении.

A. Микоян.

Господину Вальтер Торстон,
Поверенному в Делах
Соединенных Штатов Америки
Москва.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MOSCOW, August 6th, 1940.

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

In reply to your inquiry regarding the intended exports of Soviet coal to the United States of America during the ensuing twelve months, I may state that the economic organizations of the Union of Soviet Socialist Republics will not in any case export to the United States of America during the year beginning August 6th, 1940, more than 400,000 tons of Soviet coal.

Accept, Mr. Chargé d'Affaires, the renewed assurances of my highest consideration.

A. MIKOYAN.

Mr. Walter Thurston,
Chargé d'Affaires of the
United States of America,
Moscow.

Certified to be true and complete textual copies of the original Agreement and of notes exchanged in connection therewith as signed in the English language and an English translation of the original Agreement and of notes exchanged in connection therewith as signed in the Russian language.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Director of Personnel.

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

MOSCOU, le 6 août 1940.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à votre question relative aux exportations prévues de charbon soviétique à destination des Etats-Unis d'Amérique pendant les douze prochains mois, je suis en mesure de déclarer que les organisations économiques de l'Union des Républiques soviétiques socialistes n'exporteront, en aucun cas, aux Etats-Unis d'Amérique, pendant l'année commençant le 6 août 1940, une quantité de charbon soviétique supérieure à 400.000 tonnes.

Veuillez agréer, etc.

A. MIKOYAN.

M. Walter Thurston,
Chargé d'affaires des Etats-Unis
d'Amérique,
Moscou.

¹ Translation of the Government of the United States of America.

N^o 4310. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA LUTTE CONTRE LES MALADIES CONTAGIEUSES DES ANIMAUX, ET DÉCLARATION ANNEXE. SIGNÉES A GENÈVE, LE 20 FÉVRIER 1935.

RATIFICATION

TURQUIE 19 mars 1941.

No. 4310. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE CAMPAIGN AGAINST CONTAGIOUS DISEASES OF ANIMALS. AND DECLARATION ATTACHED. SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 20TH, 1935.

RATIFICATION

TURKEY March 19th, 1941.

No. 4318. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF INDIA, AND THE ROYAL SIAMESE GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE OPERATION OF REGULAR AIR SERVICES OVER SIAM AND OVER INDIA AND BURMA. BANGKOK, DECEMBER 3RD, 1937.

EXCHANGE OF NOTES AMENDING³ THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. BANGKOK, JANUARY 31ST AND MARCH 16th, 23rd AND 27th, 1940.

Registered on May 30th, 1940, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

BRITISH LEGATION.

81/3/40.

BANGKOK, *January 31st, 1940.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs I have the honour to inform Your Excellency that, under the British

¹ Vol. CLXXXVI, page 173; et vol. CXCIII, page 314, de ce recueil.

² Vol. CLXXXVI, page 293, of this Series.

³ The amendment came into force April 1st, 1940.

N^o 4318. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDE, ET LE GOUVERNEMENT ROYAL SIAMOIS, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'EXPLOITATION DE SERVICES AÉRIENS RÉGULIERS AU-DESSUS DU SIAM ET AU-DESSUS DE L'INDE ET DE LA BIRMANIE. BANGKOK, LE 3 DÉCEMBRE 1937.

ECHANGE DE NOTES MODIFIANT³ L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. BANGKOK, LES 31 JANVIER ET 16, 23 ET 27 MARS 1940.

Enregistrés le 30 mai 1940, à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

81/3/40.

BANGKOK, *le 31 janvier 1940.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence que, en vertu de la loi dite «British Overseas

¹ Vol. CLXXXVI, page 173; and Vol. CXCIII, page 314, of this Series.

² Vol. CLXXXVI, page 293, de ce recueil.

³ La modification est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1940.

Overseas Airways Act, 1939, the undertakings of Imperial Airways Limited and British Airways Limited are to be transferred, from a date which has not yet been fixed, to a new statutory corporation to be called the British Overseas Airways Corporation.

2. The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India accordingly desire that, as from the date of the proposed transfer, all references to "Imperial Airways (Limited)" (or "Imperial Airways"), and "Imperial Airways' aircraft" in the notes exchanged at Bangkok on the 3rd December, 1937, regarding the operation of regular air services over Thailand, India and Burma, shall be amended to read the "British Overseas Airways Corporation", and "Aircraft of the British Overseas Airways Corporation", respectively.

3. If the Thai Government are agreeable to the proposed amendment, I have the honour to suggest that the present note and Your Excellency's reply to that effect be regarded as placing on record the agreement between the contracting Governments in this matter which shall take effect on a date which I shall have the honour to notify to Your Excellency in due course.

I avail myself of the opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

J. CROSBY,
His Majesty's Minister.

His Excellency
Major-General Luang Pibulalonggram,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 22609/2482.

SARANROMYA PALACE, 16th March, 1940.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note No. 81/3/40 dated January 31st, 1940, informing me, in accordance with instructions from His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, that the undertakings of

Airways Act, 1939», les entreprises de l'«Imperial Airways Limited» et de la «British Airways Limited» seront transférées, à compter d'une date qui n'a pas encore été fixée, à une nouvelle société de services publics qui s'appellera la «British Overseas Airways Corporation».

2. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de l'Inde désirent en conséquence que, à compter de la date du transfert envisagé, toutes les références à «l'Imperial Airways Limited» (ou l'Imperial Airways), et aux «aéronefs de l'Imperial Airways», figurant dans les notes échangées à Bangkok, le 3 décembre 1937, au sujet de l'exploitation de services aériens réguliers au-dessus de la Thaïlande, de l'Inde et de la Birmanie, soient amendées respectivement comme suit: «la British Overseas Airways Corporation» et «les aéronefs de la British Overseas Airways Corporation».

3. Si le Gouvernement thai est disposé à accepter l'amendement proposé, j'ai l'honneur de suggérer que la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet soient considérées comme enregistrant l'accord intervenu à cet égard entre les gouvernements contractants, accord qui prendra effet à une date que j'aurai l'honneur de porter, en temps opportun, à la connaissance de Votre Excellence.

Je saisis cette occasion, etc.

J. CROSBY,
Ministre de Sa Majesté.

Son Excellence
le Major-Général Luang Pibulalonggram,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 22609/2482.

PALAIS DE SARANROMYA, le 16 mars 1940.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence N° 81/3/40, en date du 31 janvier 1940, m'informant, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique aux Affaires étrangères, que les entreprises de l'«Imperial Airways Limited»

Imperial Airways Limited and British Airways Limited are to be transferred, from a date which has not yet been fixed, to a new statutory corporation to be called the British Overseas Airways Corporation and that the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India accordingly desire that, as from the date of the proposed transfer, all references to "Imperial Airways (Limited)" (or "Imperial Airways"), and "Imperial Airways' aircraft" in the notes exchanged at Bangkok on the 3rd December, 1937, regarding the operation of regular air services over Thailand, India and Burma, shall be amended to read the "British Overseas Airways Corporation", and "Aircraft of the British Overseas Airways Corporation", respectively.

In reply, I have the honour to inform you that His Majesty's Government agree to the above proposed amendment as well as to the suggestion that this note, together with Your Excellency's note under reply, should be regarded as placing on record the agreement between the contracting Governments in this matter which shall take effect on a date to be notified to me by Your Excellency in due course.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

PIBULASONGGRAM,
Minister of Foreign Affairs.

His Excellency
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Bangkok.

III.

BRITISH LEGATION.

81/8/40.

BANGKOK, *March 23rd, 1940.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to invite reference to my Note to Your Excellency No. 81/3/40 of

et de la « British Airways Limited » seront transférées, à compter d'une date qui n'a pas encore été fixée, à une nouvelle société de services publics qui s'appellera la « British Overseas Airways Corporation » et que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de l'Inde désirent, en conséquence, que, à compter de la date du transfert envisagé, toutes les références à « l'Imperial Airways Limited » (ou « l'Imperial Airways »), et aux « aéronefs de l'Imperial Airways », figurant dans les notes échangées à Bangkok, le 3 décembre 1937, au sujet de l'exploitation de services aériens réguliers au-dessus de la Thaïlande, de l'Inde et de la Birmanie, soient amendées respectivement comme suit : « la British Overseas Airways Corporation » et « les aéronefs de la British Overseas Airways Corporation ».

En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté accepte l'amendement proposé ci-dessus et la suggestion tendant à ce que la présente note, ainsi que la note de Votre Excellence à laquelle elle répond, soient considérées comme enregistrant l'accord intervenu à cet égard entre les gouvernements contractants, accord qui prendra effet à une date qui, en temps opportun, sera portée à ma connaissance par Votre Excellence.

Je saisis cette occasion, etc.

Le Ministre des Affaires étrangères,
PIBULASONGGRAM.

Son Excellence
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté Britannique,
Bangkok.

III.

LÉGATION BRITANNIQUE.

81/8/40.

BANGKOK, *le 23 mars 1940.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à la note N° 81/3/40, que j'ai adressée à Votre Excellence

January 31st and to your own Note in reply No. 22609/2482 of March 16th last, whereby it was agreed that, as from a date to be notified by myself later, all references to "Imperial Airways (Limited)" (or "Imperial Airways"), and "Imperial Airways' aircraft" in the notes exchanged at Bangkok on the 3rd December, 1937, regarding the operation of regular air services over Thailand, India and Burma, should be amended to read the "British Overseas Airways Corporation" and "Aircraft of the British Overseas Airways Corporation", respectively.

In the above connexion, I have the honour to apprise Your Excellency that April 1st, 1940, is the date appointed for the transfer under the British Overseas Airways Act, 1939, of the undertakings of Imperial Airways Limited and British Airways Limited to a new statutory corporation to be called the British Overseas Airways Corporation. In the circumstances, April 1st, 1940, is the date upon which the above-mentioned agreement between the two contracting Governments is to be regarded as taking effect.

I shall be grateful if Your Excellency will be so good as to acknowledge in due course the receipt of the present note.

I avail myself of the opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

J. CROSBY,
His Majesty's Minister.

His Excellency
Major-General Luang Pibulasonggram,
etc., etc., etc.

IV.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 23454/2482.

SARANROMYA PALACE, 27th March, 1940.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note No. 81/8/40 of the 23rd instant in which, with reference to your previous Note No. 81/3/40 of the 31st January,

en date du 31 janvier et à votre note de réponse No 22609/2482, en date du 16 mars, par lesquelles il a été convenu que, à compter d'une date qui vous serait ultérieurement communiquée par moi, toutes les références à « Imperial Airways Limited » (ou « l'Imperial Airways ») et aux « aéronefs de l'Imperial Airways », dans les notes échangées à Bangkok, le 3 décembre 1937, au sujet de l'exploitation de services aériens réguliers au-dessus de la Thaïlande, de l'Inde et de la Birmanie, seraient amendées respectivement comme suit : « la British Overseas Airways Corporation » et « les aéronefs de la British Overseas Airways Corporation ».

J'ai l'honneur, à ce sujet, d'informer Votre Excellence que le 1^{er} avril 1940 est la date fixée pour le transfert, en vertu de la loi dite « British Overseas Airways Act, 1939 », des entreprises de l'« Imperial Airways Limited » et de la « British Airways Limited » à une nouvelle société de services publics qui s'appellera la « British Overseas Airways Corporation ». Dans ces conditions, le 1^{er} avril 1940 est la date à laquelle l'accord susmentionné, intervenu entre les deux gouvernements contractants, doit être considéré comme prenant effet.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir m'accuser, en temps opportun, réception de la présente note.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, etc.

J. CROSBY,
Ministre de Sa Majesté.

Son Excellence
le Major-Général Luang Pibulasonggram,
etc., etc., etc.

IV.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

No 23454/2482.

PALAIS DE SARANROMYA, le 27 mars 1940.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence No 81/8/40 du 23 de ce mois, se référant à votre note antérieure No 81/3/40, du 31 janvier 1940, et à la note de

1940, and to this Ministry's Note in reply thereto No. 22609/2482 of the 16th March, 1940, whereby it was agreed that all references to "Imperial Airways (Limited)" (or "Imperial Airways"), and "Imperial Airways' aircraft" in the Notes exchanged at Bangkok on the 3rd December, 1937, regarding the operation of regular air services over Thailand, India and Burma, should be amended to read the "British Overseas Airways Corporation" and "Aircraft of the British Overseas Airways Corporation", respectively, you now inform me that April 1st, 1940, is the date upon which the above-mentioned agreement between the two contracting Governments is to be regarded as taking effect.

In informing Your Excellency that due note has been taken of the above communication, I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

PIBULASONGGRAM,
Minister of Foreign Affairs.

His Excellency
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Bangkok.

ce Ministère y répondant, N° 22609/2482 du 16 mars 1940, par lesquelles il a été convenu que toutes les références à « l'Imperial Airways Limited » (ou « l'Imperial Airways ») et aux « aéronefs de l'Imperial Airways » dans les notes échangées à Bangkok, le 3 décembre 1937, au sujet de l'exploitation de services aériens réguliers au-dessus de la Thaïlande, de l'Inde et de la Birmanie, seraient amendées respectivement comme suit : « la British Overseas Airways Corporation » et « les aéronefs de la British Overseas Airways Corporation ». Vous m'informez par cette note que le 1^{er} avril 1940 est la date à laquelle l'accord susmentionné, intervenu entre les deux gouvernements contractants, doit être considéré comme prenant effet.

En informant Votre Excellence qu'il a été dûment pris acte de la communication ci-dessus, je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, etc.

Le Ministre des Affaires étrangères,
PIBULASONGGRAM.

Son Excellence
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté Britannique,
Bangkok.

N° 4319. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE CONCERNANT L'EMPLOI DE LA RADIODIFFUSION DANS L'INTÉRÊT DE LA PAIX. SIGNÉE A GENÈVE, LE 23 SEPTEMBRE 1936.

RATIFICATION

CHILI 20 février 1940.

No. 4319. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ CONCERNING THE USE OF BROADCASTING IN THE CAUSE OF PEACE. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 23RD, 1936.

RATIFICATION.

CHILE February 20th, 1940.

¹ Vol. CLXXXVI, page 301; vol. CXCIII, page 316; vol. CXCVI, page 489; et vol. CXCVII, page 394, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXXVI, page 301; Vol. CXCIII, page 316; Vol. CXCVI, page 489; and Vol. CXCVII, page 394, of this Series.

No. 4366. — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND SIAM. SIGNED AT BANGKOK, NOVEMBER 23RD, 1937.

N^o 4366. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LE SIAM. SIGNÉ A BANGKOK, LE 23 NOVEMBRE 1937.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION TO PALESTINE (EXCLUDING TRANSJORDAN) OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. BANGKOK, AUGUST 18TH AND 21ST, 1939.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A LA PALESTINE (A L'EXCLUSION DE LA TRANSJORDANIE) DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. BANGKOK, LES 18 ET 21 AOUT 1939.

Registered on January 3rd, 1940, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 3 janvier 1940, à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

62/86/39.

BANGKOK, August 18th, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to give notice, in accordance with the provisions of Article 23 of the Commercial Treaty signed at Bangkok on the 23rd November, 1937, of the desire of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, that the said Treaty should extend to the territory named hereunder :

Palestine, excluding Transjordan.

I shall be grateful if Your Excellency will acknowledge the receipt of this notification.

I avail myself of the opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

J. CROSBY,

His Majesty's Minister.

His Excellency
Major-General Luang Pibulalonggram,
etc., etc., etc.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

62/86/39.

BANGKOK, 18 août 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères de porter à votre connaissance, conformément aux dispositions de l'article 23 du Traité de commerce signé à Bangkok le 23 novembre 1937, que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, désire que ledit traité soit étendu au territoire ci-après :

Palestine, à l'exclusion de la Transjordanie.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien accuser réception de la présente notification.

Je saisis cette occasion, etc.

J. CROSBY,

Ministre de Sa Majesté.

Son Excellence
le Major-Général
Luang Pibulalonggram,
etc., etc., etc.

¹ Vol. CLXXXVIII, page 333 ; and Vol. CXC VII, page 400, of this Series.

¹ Vol. CLXXXVIII, page 333 ; et vol. CXC VII, page 400, de ce recueil.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 8335/2482.

SARANROMYA PALACE, 21st August, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note No. 62/86/39 of the 18th instant in which you state that, in accordance with instructions from His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, you give notice in accordance with the provisions of Article 23 of the Treaty of Commerce and Navigation signed at Bangkok on the 23rd November, 1937, of the desire of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, that the said Treaty should extend to the territory named hereunder :

Palestine, excluding Transjordan.

In taking note of your communication, I have the honour to state that, in accordance with the terms of Article 23 of the Treaty of Commerce and Navigation above referred to, the said Treaty shall be extended to the territory above specified as from the date of your note under acknowledgment.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

PIBULASONGGRAM,

Minister of Foreign Affairs.

His Excellency

Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,

His Britannic Majesty's

Envoy Extraordinary

and Minister Plenipotentiary,

Bangkok.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE EXTENSION TO THE TURKS AND CAICOS ISLANDS AND TO THE CAYMAN ISLANDS OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. BANGKOK, MARCH 25TH AND 28TH, 1940.

Registered on May 30th, 1940, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 8335/2482

PALAIS DE SARANROMYA, le 21 août 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 62/86/39 du 18 de ce mois, par laquelle vous déclarez que, d'ordre du principal secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, vous notifiez, conformément aux dispositions de l'article 23 du Traité de commerce et de navigation, signé à Bangkok le 23 novembre 1937, que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, désire que ledit traité soit étendu au territoire ci-après :

Palestine, à l'exclusion de la Transjordanie.

En prenant acte de votre communication, j'ai l'honneur de déclarer que, conformément aux dispositions de l'article 23 du traité de commerce et de navigation susmentionné, ledit traité sera étendu au territoire ci-dessus spécifié à partir de la date de votre note dont j'accuse réception par la présente.

Je saisis cette occasion, etc.

PIBULASONGGRAM,

Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence

Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,

Envoyé extraordinaire

et Ministre plénipotentiaire

de Sa Majesté britannique,

Bangkok.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AUX ÎLES TURQUES ET CAÏQUES ET AUX ÎLES CAÏMAN DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. BANGKOK, LES 25 ET 28 MARS 1940.

Enregistré le 30 mai 1940, à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

41/17/40.

BANGKOK, 25th March, 1940.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to give notice, in accordance with the provisions of Article 23 of the Commercial Treaty signed at Bangkok on the 23rd November, 1937, of the desire of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, that the said Treaty should extend to the following territories, which are dependencies of Jamaica :

The Turks and Caicos Islands.
The Cayman Islands.

I shall be grateful if Your Excellency will acknowledge the receipt of this notification.

I avail myself of the opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

J. CROSBY,

His Majesty's Minister.

His Excellency

Major-General Luang Pibulasonggram,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 23520/2482.

SARANROMYA PALACE, 28th March, 1940.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note No. 41/17/40 of the 25th instant in which you state that, in accordance with instructions from His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, you give notice in accordance with the provisions of Article 23 of the Treaty of Commerce and Navigation signed at Bangkok on the 23rd November, 1937, of the desire of His Majesty

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

41/17/40.

BANGKOK, le 25 mars 1940.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à votre connaissance, conformément aux dispositions de l'article 23 du Traité de commerce signé à Bangkok, le 23 novembre 1937, que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, désire que ledit traité soit étendu aux territoires ci-après qui sont des dépendances de La Jamaïque :

Iles Turques et Caïques.
Iles Caïman.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien accuser réception de la présente notification.

Je saisis cette occasion, etc.

J. CROSBY,

Ministre de Sa Majesté.

Son Excellence

le Major-Général Luang Pibulasonggram,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 23520/2482.

PALAIS DE SARANROMYA, le 28 mars 1940.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 41/17/40 du 25 de ce mois, dans laquelle vous déclarez que, d'ordre du principal secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, vous notifiez, conformément aux dispositions de l'article 23 du Traité de commerce et de navigation signé à Bangkok, le 23 novembre 1937, que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Terri-

the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, that the said Treaty should extend to the following territories, which are dependencies of Jamaica :

The Turks and Caicos Islands.
The Cayman Islands.

In taking note of your communication, I have the honour to state that, in accordance with the terms of Article 23 of the Treaty of Commerce and Navigation above referred to, the said Treaty shall be extended to the territories above specified as from the date of your note under acknowledgment.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

PIBULASONGGRAM,
Minister of Foreign Affairs.

His Excellency
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Bangkok.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE EXTENSION TO THE GILBERT AND ELLICE ISLANDS COLONY AND TO THE BRITISH SOLOMON ISLANDS PROTECTORATE OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. BANGKOK, JUNE 12TH AND 18TH, 1940.

Registered on January 16th, 1941, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

BRITISH LEGATION.

41/41/40.

BANGKOK, *June 12th, 1940.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for

toires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, désire que ledit traité soit étendu aux territoires ci-après qui sont des dépendances de La Jamaïque :

Iles Turques et Caïques.
Iles Caïman.

En prenant note de votre communication, j'ai l'honneur de déclarer que, conformément aux dispositions de l'article 23 du traité de commerce et de navigation susmentionné, ledit traité sera étendu aux territoires ci-dessus spécifiés à partir de la date de votre note dont j'accuse réception par la présente.

Je saisis cette occasion, etc.

PIBULASONGGRAM,
Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
Bangkok.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA COLONIE DES ILES GILBERT ET ELLICE ET AU PROTECTORAT DES ILES SALOMON BRITANNIQUES DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. BANGKOK, LES 12 ET 18 JUIN 1940.

Enregistré le 16 janvier 1941, à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

41/41/40.

BANGKOK, *le 12 juin 1940.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires

Foreign Affairs, I have the honour to give notice, in accordance with the provisions of Article 23 of the Anglo-Thai Treaty of Commerce and Navigation, signed at Bangkok on the 23rd November, 1937, of the desire of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, that the said Treaty should be extended to the following territories :

The Gilbert and Ellice Islands Colony.
The British Solomon Islands Protectorate.

I shall be grateful if Your Excellency will acknowledge the receipt of this notification.

I avail myself of the opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

J. CROSBY,
His Majesty's Minister.

His Excellency
Major-General Luang Pibulasonggram,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 4780/2483.

SARANROMYA PALACE, 18th June, 1940.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note No. 41/41/40 of the 12th instant in which you state that, in accordance with instructions from His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, you give notice in accordance with the provisions of Article 23 of the Treaty of Commerce and Navigation signed at Bangkok on the 23rd November, 1937, of the desire of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, that the said Treaty should be extended to the following territories :

The Gilbert and Ellice Islands Colony.
The British Solomon Islands Protectorate.

étrangères, j'ai l'honneur de notifier, conformément aux dispositions de l'article 23 du Traité de commerce signé à Bangkok le 23 novembre 1937, le désir de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, de voir étendre les dispositions dudit traité aux territoires ci-après :

Colonie des îles Gilbert et Ellice.
Protectorat des îles Salomon britanniques.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de cette notification.

Je saisis cette occasion, etc.

J. CROSBY,
Ministre de Sa Majesté.

Son Excellence
le Major-Général Luang Pibulasonggram,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o 4780/2483.

PALAIS DE SARANROMYA, le 18 juin 1940.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note n^o 41/41/40 du 12 juin, dans laquelle vous déclarez que, conformément aux instructions du principal secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, vous notifiez, conformément aux dispositions de l'article 23 du Traité de commerce et de navigation signé à Bangkok le 23 novembre 1937, le désir de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, de voir étendre les dispositions dudit traité aux territoires ci-après :

Colonie des îles Gilbert et Ellice.
Protectorat des îles Salomon britanniques.

In taking note of your communication, I have the honour to state that, in accordance with the terms of Article 23 of the Treaty of Commerce and Navigation above referred to, the said Treaty shall be extended to the territories above specified as from the date of your note under acknowledgment.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

PIBULASONGGRAM,
Minister of Foreign Affairs.

His Excellency
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Bangkok.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE EXTENSION TO BURMA OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. BANGKOK, MARCH 22ND AND APRIL 3RD, 1940.

Registered on June 6th, 1941, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

BRITISH LEGATION.
41/12/40.

BANGKOK, 22nd March, 1940.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency the desire of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, that the Treaty of Commerce and Navigation signed at Bangkok on 23rd November, 1937, should be extended to Burma in accordance with the provisions of Article 23 thereof.

En prenant acte de votre communication, j'ai l'honneur de déclarer que, conformément aux dispositions de l'article 23 du traité de commerce et de navigation susmentionné, le traité sera étendu aux territoires ci-dessus spécifiés à partir de la date de votre note, dont j'accuse réception par la présente.

Je saisis cette occasion, etc.

PIBULASONGGRAM,
Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
Bangkok.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA BIRMANIE DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. BANGKOK, LES 22 MARS ET 3 AVRIL 1940.

Enregistré le 6 juin 1941, à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.
41/12/40.

BANGKOK, le 22 mars 1940.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de vous notifier le désir de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, de voir étendre à la Birmanie les dispositions du Traité de commerce et de navigation signé à Bangkok, le 23 novembre 1937, conformément aux dispositions de l'article 23 dudit traité.

I shall be grateful if you will in due course acknowledge receipt of this notification which will take effect this day.

I avail myself of the opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

J. CROSBY,
His Majesty's Minister.

His Excellency
Major-General Luang Pibulasongram,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 9/2483.

SARANROMYA PALACE, *3rd April, 1940.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note No. 41/12/40 of the 22nd ultimo in which you state that, in accordance with instructions from His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, you notify this Ministry of the desire of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, that the Treaty of Commerce and Navigation signed at Bangkok on 23rd November, 1937, should extend to Burma in accordance with the provisions of Article 23 thereof.

In taking note of your communication, I have the honour to state that, in accordance with the terms of Article 23 of the Treaty of Commerce and Navigation above referred to, the said Treaty shall be extended to Burma as from the date of your note under acknowledgment.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

PIBULASONGGRAM,
Minister of Foreign Affairs.

His Excellency
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Bangkok.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien accuser réception de la présente notification qui prendra effet à dater de ce jour.

Je saisis cette occasion, etc.

J. CROSBY,
Ministre de Sa Majesté.

Son Excellence
le Major-Général Luang Pibulasongram,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 9/2483

PALAIS DE SARANROMYA, *le 3 avril 1940.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 41/12/40 du 22 mars dernier, dans laquelle vous déclarez que, conformément aux instructions du principal secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, vous notifiez ce Ministère du désir de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, de voir étendre à la Birmanie les dispositions du Traité de commerce et de navigation signé à Bangkok, le 23 novembre 1937, conformément aux dispositions de l'article 23 dudit traité.

En prenant acte de votre communication, j'ai l'honneur de déclarer que, conformément aux dispositions de l'article 23 du traité de commerce et de navigation susmentionné, le traité sera étendu à la Birmanie à partir de la date de votre note, dont j'accuse réception.

Je saisis cette occasion, etc.

PIBULASONGGRAM,
Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
Bangkok.

N^o 4394. — CONVENTION¹ PORTANT MODIFICATIONS A LA CONVENTION INTERNATIONALE SIGNÉE A PARIS LE 21 JUIN 1920 POUR LA CRÉATION A PARIS D'UN INSTITUT INTERNATIONAL DU FROID. SIGNÉE A PARIS, LE 31 MAI 1937.

RATIFICATIONS

Déposées à Paris,
et entrée en vigueur de la Convention pour les Etats suivants :

GRÈCE 26 décembre 1939.

Enregistrée le 8 mars 1940 à la demande du représentant a.i. de la Grèce près la Société des Nations.

PAYS-BAS 31 janvier 1940.

(Pour le Royaume en Europe et les Indes Néerlandaises.)

Enregistrée le 11 mars 1940 à la demande du ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.

N^o 4403. — VERTRAG² ÜBER DEN DEUTSCH-NIEDERLÄNDISCHEN VERRECHNUNGSVERKEHR. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 18. DEZEMBER 1937.

ABKOMMEN³ ÜBER DIE VERLÄNGERUNG BIS ZUM 31. DEZEMBER 1940 DES OBENERWÄHNTEN VERTRAGES. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 21. DEZEMBER 1939.

Enregistré le 29 avril 1940, à la demande du ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.

¹ Vol. CLXXXIX, page 359, de ce recueil.

² Vol. CXC, page 29; vol. CXCVI, page 503; et vol. CXCVII, page 411, de ce recueil.

³ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 3 avril 1940.

L'accord est entré provisoirement en vigueur le 1^{er} janvier 1940, et définitivement, le 18 avril 1940.

Cet accord s'applique également aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao.

No. 4394. — CONVENTION¹ MODIFYING THE INTERNATIONAL CONVENTION SIGNED AT PARIS ON JUNE 21ST, 1920, FOR THE CREATION AT PARIS OF AN INTERNATIONAL INSTITUTE OF REFRIGERATION. SIGNED AT PARIS, MAY 31ST, 1937.

RATIFICATIONS.

Deposited in Paris,
and entry into force of the Convention for the following States :

GREECE December 26th, 1939.

Registered on March 8th, 1940, at the request of the Acting Representative of Greece to the League of Nations.

THE NETHERLANDS January 31st, 1940.

(For the Kingdom in Europe and the Netherlands Indies.)

Registered on March 11th, 1940, at the request of the Netherlands Minister for Foreign Affairs.

N^o 4403. — VERDRAG² OVER HET NEDERLANDSCH-DUITSCH-BETALINGSVERKEER. GETEEKEND TE BERLIJN, DEN 18 DECEMBER 1937.

OVEREENKOMST³ AANGAANDE DE VERLENGING TOT 31 DECEMBER 1940 VAN BOUENGENOEMD VERDRAG. GETEEKEND TE BERLIJN DEN 21 DECEMBER 1939.

Registered on April 29th, 1940, at the request of the Netherlands Minister for Foreign Affairs.

¹ Vol. CLXXXIX, page 359, of this Series.

² Vol. CXC, page 29; Vol. CXCVI, page 503; and Vol. CXCVII, page 411, of this Series.

³ The exchange of ratifications took place at The Hague, April 3rd, 1940.

The Agreement came into force provisionally on January 1st, 1940, and finally on April 18th, 1940.

This Agreement applies also to the Netherlands, Indies, Surinam and Curaçao.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Zwischen der Deutschen Regierung und der Königlich Niederländischen Regierung ist folgendes vereinbart worden.

Artikel 1.

Die Bestimmungen des Vertrags über den deutsch-niederländischen Verrechnungsverkehr vom 18. Dezember 1937 bleiben weiter bis zum 31. Dezember 1940 in Geltung.

Artikel 2.

Im Laufe des ersten Kalendervierteljahres 1940 werden Verhandlungen über die Auflockerung des Zahlungsverkehrs stattfinden. Führen diese Verhandlungen zu keiner Verständigung, so tritt der Vertrag über den Verrechnungsverkehr vom 18. Dezember 1937 mit Ablauf des 31. März 1940 ausser Kraft, sofern nicht die Regierungsausschüsse etwas anderes vereinbaren.

Artikel 3.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Es tritt am fünfzehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der sobald als möglich in Haag stattfinden soll, in Kraft.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und in niederländischer Sprache in Berlin am 21. Dezember 1939.

Für die Deutsche Regierung :	Für die Königlich Nieder- ländische Regierung :
E. WIEHL.	H. M. HIRSCHFELD.
D ^r WALTER.	

NOTAWISSELING AANGAANDE DE VOORLOOPIGE TOEPASSING DER OVEREENKOMST VAN 21 DECEMBER 1939. BERLIJN, DEN 21 DECEMBER 1939.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

Tusschen de Koninklijk Nederlandsche Regeering en de Deutsche Regeering is het volgende overeengekomen :

Artikel 1.

De bepalingen van het Nederlandsch-Duitsche verdrag over het betalingsverkeer van 18 December 1937 blijven nog tot en met 31 December 1940 van kracht.

Artikel 2.

In den loop van het eerste kwartaal 1940 zullen onderhandelingen over de versoepeling van het betalingsverkeer plaats vinden. Mochten deze onderhandelingen tot geen overeenstemming leiden, dan treedt het verdrag over het betalingsverkeer van 18 December 1937 op 31 Maart 1940 buiten werking, voor zoover de Regeeringscommissies niet iets anders overeengekomen.

Artikel 3.

(1) Deze overeenkomst moet bekrachtigd worden. Zij treedt op den vijftienden dag na de uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden welke zoo spoedig mogelijk te 's-Gravenhage zal plaats vinden, in werking.

(2) Gedaan in tweevoud in de Nederlandsche en de Deutsche taal te Berlijn, den 21 December 1939.

H. M. HIRSCHFELD.	E. WIEHL.
	D ^r WALTER.

NOTENWECHSEL ÜBER DIE VORLÄUFIGE ANWENDUNG DES ABKOMMENS VOM 21. DEZEMBER 1939. BERLIN, DEN 21. DEZEMBER 1939.

I.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

DE VOORZITTER VAN DE
NEDERLANDSCHE DELEGATIE.

MIJNHEER DE VOORZITTER,

BERLIJN, 21 December 1939.

Ik heb de eer U te bevestigen, dat in verband met de heden plaats gevonden hebbende onderteekening van de tweede overeenkomst met betrekking tot het Nederlandsch-Duitsche verdrag

over het betalingsverkeer van 18 December 1937 tusschen de Koninklijk Nederlandsche en de Deutsche Regeeringen overeenstemming is bereikt omtrent het volgende :

De contracteerende Regeeringen zullen de tweede overeenkomst nopens het Nederlandsch-Deutsche verdrag over het betalingsverkeer van 1 Januari 1940 af voorloopig toepassen, wanneer zij niet volgens artikel 3 van de overeenkomst op 1 Januari 1940 in werking treedt.

Ik maak van deze gelegenheid gebruik om U, Mijnheer de Voorzitter, de hernieuwde verzekering van mijn bijzondere hoogachting te geven.

H. M. HIRSCHFELD.

Aan den Voorzitter van de Deutsche Delegation,
den Heer Dr Walter, te Berlijn.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DER VORSITZENDE DER
DEUTSCHEN DELEGATION.

BERLIN, den 21. Dezember 1939.

HERR VORSITZENDER,

Ich beehre mich, Ihnen zu bestätigen, dass aus Anlass der heute erfolgten Unterzeichnung des zweiten Abkommens zum Vertrag über den deutsch-niederländischen Verrechnungsverkehr vom 18. Dezember 1937 zwischen der Deutschen und der Königlich Niederländischen Regierung folgende Vereinbarung getroffen ist :

Die vertragschliessenden Regierungen werden das zweite Abkommen zum Vertrag über den deutsch-niederländischen Verrechnungsverkehr vom 18. Dezember 1937 vom 1. Januar 1940 ab vorläufig anwenden, wenn es nicht gemäss Artikel 3 des Abkommens am 1. Januar 1940 in Kraft tritt.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung zu erneuern.

Dr WALTER.

An den Vorsitzenden der Niederländischen
Delegation, Herrn Generaldirektor Dr Hirschfeld,
z. Zt. Berlin.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

TRADUCTION.

N^o 4403. — TRAITÉ CONCERNANT LE RÉGIME DES PAIEMENTS ENTRE L'ALLEMAGNE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A BERLIN, LE 18 DÉCEMBRE 1937.

ACCORD RELATIF A LA PROROGATION JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1940, DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ A BERLIN, LE 21 DÉCEMBRE 1939.

Entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement Royal néerlandais, il a été convenu ce qui suit :

Article premier.

Les dispositions du Traité du 18 décembre 1937 concernant le régime des paiements germano-néerlandais restent encore en vigueur jusqu'au 31 décembre 1940.

Article 2.

Au cours du premier trimestre de l'année 1940, auront lieu des négociations pour l'atténuation du régime de paiements. Si ces négociations n'aboutissent pas à un accord, le Traité concernant le régime des paiements, en date du 18 décembre 1937, cessera d'avoir effet à partir du 31 mars 1940, pour autant que les commissions gouvernementales ne conviendront pas d'autres dispositions.

Article 3.

Le présent accord sera ratifié. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu le plus tôt possible à La Haye.

Fait en double expédition en langue néerlandaise et en langue allemande, à Berlin, le 21 décembre 1939.

Pour le Gouvernement allemand :

E. WIEHL.
D^r WALTER.

Pour le Gouvernement Royal des Pays-Bas :

H. M. HIRSCHFELD.

TRANSLATION.

No. 4403. — TREATY CONCERNING CLEARING TRANSACTIONS BETWEEN GERMANY AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT BERLIN, DECEMBER 18TH, 1937.

AGREEMENT REGARDING THE RENEWAL UNTIL DECEMBER 31ST, 1940, OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. SIGNED AT BERLIN, DECEMBER 21ST, 1939.

The German Government and the Royal Netherlands Government have agreed as follows :

Article 1.

The provisions of the Treaty of December 18th, 1937, concerning Clearing Transactions between the Netherlands and Germany shall continue to remain in force until December 31st, 1940.

Article 2.

During the first quarter of the year 1940, negotiations shall take place with a view to introducing greater facilities for clearing transactions. Should these negotiations not lead to an agreement, the Treaty of December 18th, 1937, concerning Clearing transactions shall cease to be in force as from March 31st, 1940, unless the Governmental Commissions agree otherwise.

Article 3.

The present Agreement shall be ratified. It shall come into force on the fifteenth day after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place as soon as possible at The Hague.

Done in duplicate, in the Dutch and German languages, at Berlin, on December 21st, 1939.

For the German Government :

E. WIEHL.
D^r WALTER.

For the Royal Netherlands Government :

H. M. HIRSCHFELD.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'ENTRÉE EN VIGUEUR PROVISOIRE DE L'ACCORD DU 21 DÉCEMBRE 1939. BERLIN, LE 21 DÉCEMBRE 1939.

I.

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION NÉERLANDAISE.

BERLIN, le 21 décembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'à l'occasion de la signature, qui a eu lieu ce jour, du deuxième accord relatif au Traité germano-néerlandais du 18 décembre 1937 sur le régime des paiements, l'arrangement suivant est intervenu entre le Gouvernement Royal néerlandais et le Gouvernement allemand :

Les gouvernements contractants appliqueront, à titre provisoire, le deuxième Accord relatif au Traité sur le régime des paiements germano-néerlandais à partir du 1^{er} janvier 1940 s'il n'entre pas en vigueur à cette date en vertu de l'article 3 de l'accord.

Je saisis cette occasion, etc.

H. M. HIRSCHFELD.

Le Dr Walter,
président de la délégation allemande,
Berlin.

II.

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ALLEMANDE.

BERLIN, le 21 décembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'à l'occasion de la signature, qui a eu lieu ce jour, du deuxième Accord relatif au Traité germano-néerlandais du 18 décembre 1937 sur le régime des paiements, l'arrangement suivant est intervenu entre le Gouvernement Royal néerlandais et le Gouvernement allemand :

Les gouvernements contractants appliqueront, à titre provisoire, le deuxième accord relatif au Traité du 18 décembre 1937 sur le régime des paiements germano-

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE PROVISIONAL ENTRY INTO FORCE OF THE AGREEMENT OF DECEMBER 21ST, 1939. BERLIN, DECEMBER 21ST, 1939.

I.

THE PRESIDENT
OF THE NETHERLANDS DELEGATION.

BERLIN, December 21st, 1939.

SIR,

I have the honour to confirm that, in connection with to-day's signature of the Second Agreement relating to the Treaty of December 18th, 1937, concerning Clearing Transactions between Germany and the Netherlands, the Royal Netherlands Government and the German Government have agreed upon the following :

The Contracting Governments shall provisionally apply the Second Agreement relating to the Treaty concerning Clearing Transactions between the Netherlands and Germany as from January 1st, 1940, should it not come into force on that date, as provided in Article 3 of the Agreement.

I avail myself of this opportunity, etc.

H. M. HIRSCHFELD.

Dr Walter,
President of the German Delegation,
Berlin.

II.

THE PRESIDENT
OF THE GERMAN DELEGATION.

BERLIN, December 21st, 1939.

SIR,

I have the honour to confirm that, in connection with to-day's signature of the Second Agreement relating to the Treaty of December 18th, 1937, concerning Clearing Transactions between Germany and the Netherlands, the Royal Netherlands Government and the German Government have agreed upon the following :

The Contracting Governments shall provisionally apply the Second Agreement relating to the Treaty of December 18th, 1937, concerning Clearing Transactions be-

néerlandais du 18 décembre 1937 à partir du 1^{er} janvier 1940 s'il n'entre pas en vigueur à cette date en vertu de l'article 3 de l'accord.

Je saisis cette occasion, etc.

Le Dr Hirschfeld,
Directeur général,
Président de la délégation des Pays-Bas,
Berlin.

Dr WALTER.

tween the Netherlands and Germany as from January 1st, 1940, should it not come into force on that date, as provided in Article 3 of the Agreement.

I avail myself of this opportunity, etc.

Dr Hirschfeld,
General Director,
President of the Netherlands
Delegation, Berlin.

Dr. WALTER.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4409. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE CHINESE GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING AIR SERVICES OVER CHINA. HANKOW, DECEMBER 18TH, 1937.

N^o 4409. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT CHINOIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AUX SERVICES AÉRIENS PASSANT AU-DESSUS DE LA CHINE. HANKÉOU, LE 18 DÉCEMBRE 1937.

EXCHANGE OF NOTES AMENDING ² THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. CHUNGKING, APRIL 22ND, 1940.

ECHANGE DE NOTES MODIFIANT ² L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. CHUNGKING, LE 22 AVRIL 1940.

Registered on June 6th, 1941, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 6 juin 1941, à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

I.

I.

BRITISH EMBASSY.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

CHUNGKING, April 22nd, 1940.

CHUNGKING, le 22 avril 1940.

YOUR EXCELLENCY,

EXCELLENCE,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that, under the British Overseas Airways Act, 1939, the undertakings of Imperial Airways Limited and British Airways Limited were transferred as from the 1st April,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence que, en vertu de la loi dite « British Overseas Airways Act, 1939 », les entreprises de l'« Imperial Airways Limited » et de la « British Airways Limited » ont été transférées, à partir du

¹ Vol. CXC, page 109, of this Series.

¹ Vol. CXC, page 109, of this Series.

² The amendment came into force April 22nd, 1940.

² La modification est entrée en vigueur le 22 avril 1940.

1940, to a new statutory corporation to be called the British Overseas Airways Corporation.

2. The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland accordingly desire that as from that date all references to "Imperial Airways Limited" in the notes exchanged at Hankow on the 18th December, 1937, regarding the operation of regular air services over Chinese territory should be amended to read "British Overseas Airways Corporation."

3. If the Chinese Government are agreeable to the proposed amendment, I have the honour to suggest that the present note and Your Excellency's reply to that effect be regarded as placing on record the agreement between the two Governments in this matter.

I avail myself, etc.

Archibald CLARK KERR.

His Excellency
Dr. Wang Chung-hui,
Minister for Foreign Affairs,
Chungking.

II.

CHUNGKING, April 22nd, 1940.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of to-day's date, which reads as follows :

(See note No. I.)

In reply I have the honour to state that the Chinese Government agrees to the proposed amendment and that the note quoted above and the present reply to it should be regarded as placing on record the agreement between the two Governments in this matter.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

WANG CHUNG-HUI.

His Excellency
Sir Archibald Clark Kerr,
British Ambassador to China,
Chungking.

1^{er} avril 1940, à une nouvelle société de services publics qui s'appellera la « British Overseas Airways Corporation ».

2. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord désire, en conséquence, que, à compter de cette date, toutes les références à « l'Imperial Airways Limited », figurant dans les notes échangées à Hankéou, le 18 décembre 1937, au sujet de l'exploitation de services aériens réguliers au-dessus du territoire chinois, soient amendées et se lisent dorénavant comme suit : « la British Overseas Airways Corporation ».

3. Si le Gouvernement chinois est disposé à accepter l'amendement proposé, j'ai l'honneur de suggérer que la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet soient considérées comme enregistrant l'accord intervenu, à cet égard, entre les deux gouvernements.

Je saisis cette occasion, etc.

Archibald CLARK KERR.

A Son Excellence
le Dr Wang Chung-hui,
Ministre des Affaires étrangères,
Chungking.

II.

CHUNGKING, le 22 avril 1940

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note de ce jour, qui est ainsi conçue :

(Voir note N° I.)

En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement chinois accepte l'amendement proposé et que la note reproduite ci-dessus ainsi que la présente réponse à cette note seront considérées comme enregistrant l'accord intervenu, à cet égard, entre les deux gouvernements.

Je saisis cette occasion, etc.

WANG CHUNG-HUI.

Son Excellence
Sir Archibald Clark Kerr,
Ambassadeur de Grande-Bretagne
en Chine,
Chungking.

N° 4461. — CONVENTION¹ CONCERNANT LE STATUT DES RÉFUGIÉS PROVENANT D'ALLEMAGNE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 10 FÉVRIER 1938.

No. 4461. — CONVENTION¹ CONCERNING THE STATUS OF REFUGEES COMING FROM GERMANY. SIGNED AT GENÈVE, FEBRUARY 10TH, 1938.

ADHÉSIONS

COLONIE D'ADEN
 BAHAMAS
 BASSOUTOLAND
 BETCHOUANALAND, PROTECTORAT ...
 GUYANE BRITANNIQUE
 HONDURAS BRITANNIQUE
 PROTECTORAT DES ILES SALOMON BRITANNIQUES
 CEYLAN
 CHYPRE
 ILES FALKLAND ET DÉPENDANCES ...

 FIDJI
 GAMBIE, COLONIE ET PROTECTORAT ...
 COLONIE DES ILES GILBERT ET ELLICE
 CÔTE DE L'OR :
 a) COLONIE
 b) TERRITOIRES SEPTENTRIONAUX ...
 c) ACHANTI
 d) TOGO SOUS MANDAT BRITANNIQUE
 HONG KONG
 KÉNIA, COLONIE ET PROTECTORAT ...
 ILES SOUS LE VENT :
 ANTIGOA
 MONTSERRAT
 SAINT-CHRISTOPHE ET NÉVIS ...
 ILES VIERGES
 ETATS MALAIS FÉDÉRÉS :
 NEGRI SEMBILAN
 PAHANG
 PERAK
 SELANGOR
 ETATS MALAIS NON FÉDÉRÉS :
 JOHORE
 KEDAH
 KELANTAN
 PERLIS
 TRENGGANU
 et BRUNEI
 MAURICE

(30 mai 1940.)
 Sous les réserves faites pour le Royaume-Uni.

ACCESSIONS.

ADEN COLONY
 BAHAMAS
 BASUTOLAND
 BECHUANALAND PROTECTORATE... ..
 BRITISH GUIANA
 BRITISH HONDURAS
 BRITISH SOLOMON ISLANDS PROTECTORATE
 CEYLON
 CYPRUS
 FALKLAND ISLANDS AND DEPENDENCIES
 FIJI
 GAMBIA, COLONY AND PROTECTORATE
 GILBERT AND ELLICE ISLANDS COLONY
 GOLD COAST :
 (a) COLONY
 (b) NORTHERN TERRITORIES
 (c) ASHANTI
 (d) TOGOLAND UNDER BRITISH MANDATE
 HONG KONG
 KENYA, COLONY AND PROTECTORATE
 LEEWARD ISLANDS :
 ANTIGUA
 MONTSERRAT
 ST. CHRISTOPHER AND NEVIS ...
 VIRGIN ISLANDS
 FEDERATED MALAY STATES :
 NEGRI SEMBILAN
 PAHANG
 PERAK
 SELANGOR
 UNFEDERATED MALAY STATES :
 JOHORE
 KEDAH
 KELANTAN
 PERLIS
 TRENGGANU
 and BRUNEI
 MAURITIUS

(May 30th, 1940)
 Subject to the reservations made in respect of the United Kingdom.

¹ Vol. CXCII, page 59, de ce recueil.

¹ Vol. CXCII, page 59, of this Series.

NIGÉRIA :	
a) COLONIE	
b) PROTECTORAT	
c) CAMEROUN SOUS MANDAT BRITANNIQUE	
PROTECTORAT DU NYASSALAND ...	
SAINTE-HÉLÈNE ET ASCENSION ...	
SIERRA LEONE, COLONIE ET PROTECTORAT	
PROTECTORAT DU SOMALILAND	
STRAITS SETTLEMENTS	
SWAZILAND	
TRINITÉ ET TOBAGO	
PROTECTORAT DE L'OUGANDA	
ILES DU VENT :	
DOMINIQUE	
GRENADE	
SAINTE-LUCIE	
SAINTE-VINCENT	
PROTECTORAT DE ZANZIBAR	

(30 mai 1940)
Sous les réserves faites pour le Royaume-Uni.

NIGERIA	
(a) COLONY	
(b) PROTECTORATE	
(c) CAMEROONS UNDER BRITISH MANDATE	
NYASSALAND PROTECTORATE	
ST HELENA AND ASCENSION	
SIERRA LEONE, COLONY AND PROTECTORATE	
SOMALILAND PROTECTORATE	
STRAITS SETTLEMENTS	
SWAZILAND	
TRINIDAD AND TOBAGO	
UGANDA PROTECTORATE	
WINDWARD ISLANDS :	
DOMINICA	
GRENADA	
ST. LUCIA	
ST. VINCENT	
ZANZIBAR PROTECTORATE	

(May 30th, 1940) Subject to the reservations made in respect of the United Kingdom.

N^o 4480. — CONVENIO¹ COMERCIAL ENTRE EL GOBIERNO DE SU MAJESTAD EN EL REINO UNIDO Y EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DE CUBA. FIRMADO EN LA HABANA, EL 19 DE FEBRERO DE 1937.

No. 4480. — COMMERCIAL AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF CUBA. SIGNED AT HAVANA, FEBRUARY 19TH, 1937.

CANJE DE NOTAS PARA MODIFICAR EL CONVENIO ARRIBA INDICADO. LA HABANA, 7 Y 17 DE OCTUBRE DE 1939.

EXCHANGE OF NOTES MODIFYING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. HAVANA, OCTOBER 7TH AND 17TH, 1939.

Enregistré le 29 mars 1940 à la demande du secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

Registered on March 29th, 1940, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

¹ Vol. CXCII, page 301, de ce recueil.

² Entré en vigueur le 17 octobre 1939.

¹ Vol. CXCII, page 301, of this Series.

² Came into force October 17th, 1939.

I.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

SEÑOR DOCTOR MIGUEL ANGEL CAMPA TO
MR. GRANT WATSON.

LA HABANA, 7 de Octubre de 1939.

SEÑOR MINISTRO :

Tenho la honra de referirme al atento « memorandum » de esa Legación de fecha 4 de febrero del año en curso, por el cual se hace mención de la redacción del « anexo A » del vigente Tratado de Comercio anglo-cubano, para reclamar en favor de los tejidos ingleses de lino y mezclas de lino, blanqueados y semi-blanqueados, la exención en el pago de los recargos que establece el Arancel cubano, por entender que constituyen un gravamen sobre los derechos especificados en dicho Arancel, del que aparecen expresamente liberados los tejidos ingleses en virtud de la estipulación contenida en el mencionado « anexo A. »

De acuerdo con el « memorandum » de esa Legación el Gobierno de vuestra Excelencia se limita a solicitar la exención en el pago de los recargos establecidos en la Partida 132 del Arancel de Aduanas cubano destinados a gravar los tejidos aforados por dicha Partida, cuando los mismos han sido blanqueados, medio blanqueados, estampados y teñidos a un solo color o formando listas, cuadras u otros dibujos.

El hecho de tratarse de un asunto de tanta importancia como es la recta interpretación de tratado internacional, una de cuyas cláusulas no aparece lo suficientemente clara como para proceder a su inmediata aplicación en el sentido solicitado, me ha movido a dirigirme personalmente a vuestra Excelencia a fin de procurar un acuerdo entre los dos Gobiernos que aclare la cláusula que hoy ofrece serias dudas a la Administración cubana.

Inmediatamente de entrar en vigor el tratado que nos ocupa, las autoridades de Aduana cubanas, de conformidad con lo dispuesto en el « anexo A, » eximieron a los tejidos ingleses clasificados por la Partida 132 del Arancel del recargo arancelario adicional del 30 por ciento sobre los derechos liquidados, establecidos por

I.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

HAVANA, October 7th, 1939.

MR. MINISTER,

I have the honour to refer to the memorandum of the 4th February, 1939, from the Legation in which mention was made of the phrasing of "Schedule A" of the present Anglo-Cuban Commercial Treaty, for the purpose of claiming for English tissues of linen and linen mixtures, bleached or semi-bleached, exemption from payment of the surcharges established by the Cuban tariff, on the understanding that they represent a charge on the duties specified in said tariff from which English tissues appear as expressly exempt by virtue of the stipulation contained in the aforesaid "Schedule A."

In accordance with the Legation "memorandum," Your Excellency's Government solely request exemption from payment of the surcharges established in Group 132 of the Cuban Customs Tariff, applicable to the tissues classified under that Group, when the latter are bleached, semi-bleached, printed and dyed, either in one colour or with stripes, checks and other designs.

The fact of dealing with a matter of such importance as the proper interpretation of an international treaty, one of the clauses of which does not appear to be sufficiently clear to permit of its immediate application in the manner requested, has led me to address Your Excellency personally in order to reach an agreement between the two Governments which may clarify the clauses that now present grave doubts to the Cuban Administration.

Immediately the treaty in question came into force the Cuban Customs authorities, in conformity with the conditions under "Schedule A," exempted English tissues, classified under Group 132 of the Tariff, from the additional tariff surcharge of 30 per cent. on the net duties established by the law of the 9th August, 1932,

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

la Ley de 9 de agosto de 1932, no procediendo en igual forma con los otros recargos mencionados por vuestra Excelencia en el relacionado « memorandum » de esa Legación, por entender que de acuerdo con la actual redacción del « anexo A » no es posible hacerlo extensivo a dichos recargos.

No obstante, mi Gobierno, deseando propiciar el intercambio comercial anglo-cubano, estará, en principio, de acuerdo con favorecer la importación de tejidos de lino y mezclas de lino fabricados en la Gran Bretaña, eximiendo a los mismos de los recargos por blanqueo, semi-blanqueo, teñido y estampado, recargos que siempre han existido en el Arancel de Aduanas cubano, y que por lo tanto forman parte integrante del mismo, siempre que la redacción del « anexo A » permita a las autoridades de Aduana cubanas eximir a dichos tejidos ingleses de los mencionados recargos.

Con tal fin, me permito sugerir a vuestra Excelencia consulte a su Gobierno si estaría conforme en sustituir la actual redacción del párrafo (1) del « anexo A » del vigente Tratado de Comercio anglo-cubano, por la siguiente :

« ANEXO A.

« 1. Los tejidos de lino y mezclas de lino fabricados en el Reino Unido, clasificados bajo la Partida 132 del Arancel de Aduanas cubano, estarán exentos del pago de los recargos del 30 por ciento sobre los derechos liquidados, establecidos por la Ley de 9 de agosto de 1932 ; del 15 por ciento por blanqueo o medio blanqueo, establecido en el propio arancel ; y del 25 por ciento por estampado, teñidos a un solo color, o formando listas, cuadros u otros dibujos, también establecido en el Arancel de Aduanas cubano, y no estarán sujetos, durante la vigencia de este Tratado, a otros o mayores derechos, cargas o recargos que los actualmente en vigor.

« 2. A los géneros de lana y mezcla de lana , etc. »

« SCHEDULE 'A.'

« 1. Linens and linen mixtures of United Kingdom manufacture, classified under Item 132 of the Cuban Customs Tariff, will be exempted from payment of the

but not proceeding in like manner in respect of the other surcharges mentioned by Your Excellency in the Legation memorandum in question, on the understanding that, according to the present text of " Schedule A," it is not possible to extend the exemption to these surcharges.

Nevertheless, my Government, desirous of favouring Anglo-Cuban commercial interchange, would, in principle, be disposed to favour the importation of tissues of linen and linen mixtures manufactured in Great Britain, exempting them from the surcharges for bleaching, semi-bleaching, dyeing and printing, surcharges which have always existed in the Cuban Customs Tariff, and which, therefore, form an integral part of it, provided that the phrasing of " Schedule A " permits the Cuban Customs authorities to grant exemption to the English tissues referred to from the above-mentioned surcharges.

To this end I beg to suggest that Your Excellency consult your Government as to whether they would agree to substitute the present text of paragraph 1 of " Schedule A " of the present Anglo-Cuban Commercial Treaty as follows :

« SCHEDULE A.

« 1. Linens and linen mixtures of United Kingdom manufacture, classified under Item 132 of the Cuban Customs Tariff, will be exempted from payment of the 30 per cent. surcharge, over the customs duties imposed, established under Act of the 9th August, 1932 ; from the 15 per cent. for bleaching or semi-bleaching established by said Tariff, and from the 25 per cent. for printing, dyeing in one colour only, or forming stripes, squares or other designs, likewise established by the Cuban Customs Tariff, and they will not, during the life of this Agreement, be subject to other or higher duties, charges or surcharges than those now in force. »

30 per cent. surcharge, over the customs duties imposed, established under Act of the 9th August, 1932 ; from the 15 per cent. for bleaching or semi-bleaching established by said Tariff, and from the 25 per cent. for printing, dyeing in one colour only, or forming stripes, squares or other designs, likewise established by the Cuban Customs Tariff, and they will not, during the life of this Agreement, be subject to other or higher duties, charges or surcharges than those now in force. »

Con este cambio en la redacción del « anexo A, » que pudiera ser virtualizado al comunicarme vuestra Excelencia la conformidad de su Gobierno, las autoridades de Aduanas cubanas quedarían en condiciones de eximir a los tejidos de lino y mezclas de lino fabricados en la Gran Bretaña, de los recargos a que se refiere vuestra Excelencia en el « memorandum » de esa Legación de fecha 4 de febrero del año en curso.

Aprovecho, etc.

Miguel Angel CAMPA.

With this change in the text of " Schedule A, " which could be made effective upon Your Excellency's informing me of your Government's approval, the Cuban Customs authorities would be in a position to exempt tissues of linen and linen mixtures manufactured in Great Britain from the surcharges to which Your Excellency refers in the Legation memorandum of the 4th February, 1939.

I avail, etc.

Miguel Angel CAMPA.

II.

MR. GRANT WATSON TO SEÑOR DOCTOR MIGUEL ANGEL CAMPA.

YOUR EXCELLENCY,

HAVANA, *October 17th, 1939.*

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of the 7th instant dealing with the interpretation to be given to paragraph 1 of " Schedule A " of the Anglo-Cuban Commercial Agreement of the 19th February, 1937.

I take note of the proposal of your Excellency that a new text in Spanish and in English of paragraph 1 of " Schedule A " be substituted for the present text of that paragraph. The new text reads as follows :

" SCHEDULE A.

" 1. Linens and linen mixtures of United Kingdom manufacture, classified under Item 132 of the Cuban Customs Tariff, will be exempted from payment of the 30 per cent. surcharge, over the customs duties imposed, established under Act of the 9th August, 1932 ; from the 15 per cent. for bleaching or semi-bleaching established by said Tariff, and from the 25 per cent. for printing, dyeing in one colour only, or forming stripes, squares or other designs, likewise established by the Cuban Customs Tariff, and they will not, during the life of this Agreement, be subject to other or higher duties, charges or surcharges than those now in force. "

« ANEXO A.

« 1. Los tejidos de lino y mezclas de lino fabricados en el Reino Unido, clasificados bajo la Partida 132 del Arancel de Aduanas cubano, estarán exentos del pago de los recargos del 30 por ciento sobre los derechos liquidados, establecido por la Ley de 9 de agosto de 1932 ; del 15 por ciento por blanqueo o medio blanqueo, establecido en el propio arancel ;

y del 25 por ciento por estampado, teñidos a un solo color, o formando listas, cuadros u otros dibujos, también establecido en el Arancel de Aduanas cubano, y no estarán sujetos, durante la vigencia de este Tratado, a otros o mayores derechos, cargas o recargos que los actualmente en vigor.

« 2. A los géneros de lana y mezcla de lana , etc. »

Under instructions from His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government agree to the modification of the Convention in these terms.

I avail, etc.

H. A. GRANT WATSON.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Nº 4480. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE CUBA. SIGNÉ A LA HAVANE, LE 19 FÉVRIER 1937.

ECHANGE DE NOTES MODIFIANT L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. LA HAVANE, LES 7 ET 17 OCTOBRE 1939.

I.

LE D^r MIGUEL ANGEL CAMPA A M. GRANT WATSON.

MONSIEUR LE MINISTRE,

LA HAVANE, le 7 octobre 1939.

J'ai l'honneur de me référer au mémorandum de la Légation, en date du 4 février 1939, dans lequel mention est faite de la rédaction de l'« Annexe A » du Traité commercial anglo-cubain actuellement en vigueur, afin de réclamer pour les tissus anglais de lin pur ou mélangé, blanchis ou semi-blanchis, l'exonération du paiement des surtaxes établies par le tarif douanier cubain, pour la raison que ces surtaxes représentent une charge supplémentaire par rapport aux droits spécifiés dans ledit tarif, dont il apparaît que les tissus anglais sont expressément exemptés en vertu de la stipulation contenue dans ladite « Annexe A ».

Conformément au mémorandum de la Légation, le Gouvernement de Votre Excellence demande uniquement l'exonération du paiement des surtaxes, énoncées dans le groupe 132 du tarif douanier cubain, qui sont applicables aux tissus classés sous ce groupe lorsque ceux-ci sont blanchis, semi-blanchis, imprimés ou teints, soit en une seule couleur, soit avec des rayures, carreaux ou autres dessins.

Etant donné qu'il s'agit d'une question aussi importante que l'interprétation exacte d'un traité international dont l'une des clauses ne semble pas être suffisamment claire pour permettre son application immédiate dans le sens demandé, je m'adresse personnellement à Votre Excellence afin d'arriver, entre nos deux gouvernements, à un accord qui puisse élucider la clause qui suscite actuellement des doutes sérieux pour l'administration cubaine.

Dès que le traité en question est entré en vigueur, les autorités douanières cubaines, conformément aux dispositions de l'« Annexe A » ont exempté les tissus anglais classés sous le groupe 132 du tarif de la surtaxe douanière additionnelle de 30 pour cent sur les droits nets institués par la Loi du 9 août 1932 mais sans procéder de la même manière à l'égard des autres surtaxes mentionnées

par Votre Excellence dans le mémorandum de la Légation, pour la raison que, conformément au texte actuel de l'« Annexe A », il n'est pas possible d'étendre l'exonération à ces surtaxes.

Néanmoins, mon Gouvernement, désireux de favoriser les échanges commerciaux anglo-cubains, serait, en principe, disposé à favoriser l'importation de tissus de lin, pur ou mélangé, fabriqués en Grande-Bretagne, en les exonérant des surtaxes pour le blanchiment, le semi-blanchiment, la teinture et l'impression, surtaxes qui ont toujours existé dans le tarif douanier cubain et qui, par conséquent, font partie intégrante de ce tarif, à la condition que la rédaction de l'« Annexe A » permette aux autorités douanières cubaines d'accorder, aux tissus anglais dont il s'agit, l'exonération des surtaxes mentionnées ci-dessus.

A cette fin, je me permets de suggérer que Votre Excellence consulte son Gouvernement sur le point de savoir s'il serait d'accord pour substituer au texte actuel du paragraphe 1 de l'« Annexe A » du Traité commercial anglo-cubain présentement en vigueur le texte suivant :

« ANNEXE A.

» 1. Les tissus de lin, pur ou mélangé, fabriqués dans le Royaume-Uni et classés sous la position 132 du tarif douanier cubain seront exemptés du paiement de la surtaxe de 30 pour cent, venant s'ajouter aux droits de douane, établis en vertu de la Loi du 9 août 1932 ; des 15 pour cent pour blanchiment ou semi-blanchiment, institués par ledit tarif, et des 25 pour cent, pour impression, teinture en une seule couleur ou avec rayures, carreaux ou autres dessins, également institués par le tarif douanier cubain, et les tissus en question, pendant la validité du présent accord, ne seront pas assujettis à des droits, taxes ou surtaxes autres ou plus élevés que ceux qui sont actuellement en vigueur. »

Avec cette modification dans le texte de l'« Annexe A », qui pourrait devenir effective lorsque Votre Excellence m'aura informé de l'approbation de votre Gouvernement, les autorités douanières cubaines seraient en mesure d'exempter les tissus de lin, pur ou mélangé, fabriqués en Angleterre, des surtaxes auxquelles se réfère Votre Excellence dans le mémorandum de la Légation en date du 4 février 1939.

Je saisis cette occasion, etc.

Miguel Angel CAMPA.

II.

M. GRANT WATSON AU D^r MIGUEL ANGEL CAMPA.

LA HAVANE, le 17 octobre 1939.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence du 7 courant, relative à l'interprétation à donner au paragraphe 1 de l'« Annexe A » de l'Accord commercial anglo-cubain du 19 février 1937.

Je prends acte de la proposition de Votre Excellence qu'un nouveau texte en langue espagnole et en langue anglaise, du paragraphe 1 de l'« Annexe A » soit substitué au texte actuel de ce paragraphe. Le nouveau texte est ainsi conçu :

« ANNEXE A.

» 1. Les tissus de lin, pur ou mélangé, fabriqués au Royaume-Uni et classés sous la position 132 du tarif douanier cubain seront exemptés du paiement de la surtaxe de 30 pour cent, venant s'ajouter aux droits de douane établis en vertu de la Loi du 9 août 1932 ; des 15 pour cent pour blanchiment ou semi-blanchiment, institués par

ledit tarif, et des 25 pour cent pour impression, teinture en une seule couleur ou avec rayures, carreaux ou autres dessins, également institués par le tarif douanier cubain, et les tissus en question, pendant la validité du présent accord, ne seront pas assujettis à des droits, taxes ou surtaxes autres ou plus élevés que ceux qui sont actuellement en vigueur ».

Conformément aux instructions du secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté accepte la modification, dans les termes ci-dessus, de la convention en question.

Je saisis cette occasion, etc.

H. A. GRANT WATSON.

N^o 4486. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE CONCERNANT LE TRANSIT DES ANIMAUX, DES VIANDES ET DES AUTRES PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 20 FÉVRIER 1935.

RATIFICATION

TURQUIE 19 mars 1941.

No. 4486. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ CONCERNING THE TRANSIT OF ANIMALS, MEAT AND OTHER PRODUCTS OF ANIMAL ORIGIN. SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 20TH, 1935.

RATIFICATION.

TURKEY March 19th, 1941.

N^o 4487. — CONVENTION² INTERNATIONALE CONCERNANT L'EXPORTATION ET L'IMPORTATION DE PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE (AUTRES QUE LES VIANDES, LES PRÉPARATIONS DE VIANDE, LES PRODUITS ANIMAUX FRAIS, LE LAIT ET LES DÉRIVÉS DU LAIT). SIGNÉE A GENÈVE, LE 20 FÉVRIER 1935.

RATIFICATION

TURQUIE 19 mars 1941.

No. 4487. — INTERNATIONAL CONVENTION² CONCERNING THE EXPORT AND IMPORT OF ANIMAL PRODUCTS (OTHER THAN MEAT, MEAT PREPARATIONS, FRESH ANIMAL PRODUCTS, MILK AND MILK PRODUCTS). SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 20TH, 1935.

RATIFICATION.

TURKEY March 19th, 1941.

¹ Vol. CXCI, page 37, de ce recueil.

² Vol. CXCI, page 59, de ce recueil.

¹ Vol. CXCI, page 37, of this Series.

² Vol. CXCI, page 59, of this Series.

No. 4523. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND SWITZERLAND CONCERNING LEGAL PROCEEDINGS. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 3RD, 1937.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE APPLICATION TO SOUTHERN RHODESIA OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BERNE, DECEMBER 27TH, 1939, AND JANUARY 3RD, 1940.

Registered on March 29th, 1940, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

BRITISH LEGATION.

107/14/39.

BERNE, 27th December, 1939.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify Your Excellency, in accordance with Article 8 (a) of the Convention regarding legal proceedings which was signed in London on the 3rd December, 1937, the extension of the operation of that Convention to Southern Rhodesia.

In accordance with Article 8 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say on the 27th January next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Conseiller fédéral, the assurance of my highest consideration.

G. R. WARNER.

Son Excellence

Monsieur le Conseiller fédéral

Giuseppe Motta,

Federal Political Department,
Berne.

No 4523. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA SUISSE EN MATIÈRE DE PROCÉDURE CIVILE. SIGNÉE A LONDRES, LE 3 DÉCEMBRE 1937.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA RHODÉSIE DU SUD DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. BERNE, LES 27 DÉCEMBRE 1939 ET 3 JANVIER 1940.

Enregistré le 29 mars 1940, à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

107/14/39.

BERNE, le 27 décembre 1939.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 8 a) de la Convention en matière de procédure civile signée à Londres le 3 décembre 1937, que l'application des dispositions de cette convention est étendue à la Rhodésie du Sud.

Conformément à l'article 8 b) de la convention, l'extension faisant l'objet de la présente notification prendra effet un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 27 janvier prochain.

En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

G. R. WARNER.

Son Excellence

Monsieur le Conseiller fédéral

Giuseppe Motta,

Département politique fédéral,
Berne.

¹ Vol. CXCIV, page 223; and Vol. CXCVII, page 423, of this Series.

¹ Vol. CXCIV, page 223; et vol. CXCVII, page 423, de ce recueil.

II.

II.

DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL.
DIVISION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
B. 14.21.GB.3.5. XC.

FEDERAL POLITICAL DEPARTMENT.
FOREIGN AFFAIRS SECTION.
B. 14.21.GB. 3.5. XC.

BERNE, le 3 janvier 1940.

BERNE, January 3rd, 1940.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par lettre en date du 27 décembre Son Excellence Sir George Warner a bien voulu nous faire savoir, en conformité avec l'article 8, lettres *a*) et *b*), de la Convention en matière de procédure civile signée à Londres le 3 décembre 1937, que l'application de cette convention est étendue à la Rhodésie du Sud et que cette extension prendra effet dès le 27 janvier 1940.

In a note dated December 27th, His Excellency Sir George Warner notified us, in accordance with Article 8, letters *(a)* and *(b)*, of the Convention regarding Legal Proceedings, signed at London on December 3rd, 1937, that the operation of that Convention is extended to Southern Rhodesia and that this extension shall take effect as from January 27th, 1940.

Nous avons l'honneur de prendre acte de cette communication.

We beg to take note of this communication.

Agréez, Monsieur le Chargé d'affaires, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

We have the honour to be, etc.

Le Chef
de la Division des Affaires étrangères,
BONNA.

BONNA,
Head of the Foreign Affairs Section.

Monsieur Torr,
Chargé d'affaires
de Sa Majesté britannique,
Berne.

Monsieur Torr,
His Britannic Majesty's
Chargé d'Affaires,
Berne.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE APPLICATION TO NEWFOUNDLAND OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BERNE, DECEMBER 28TH 1939 AND JANUARY 3RD, 1940.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A TERRE-NEUVE DE LA CONVENTION SUS-MENTIONNÉE. BERNE, LES 28 DÉCEMBRE 1939, ET 3 JANVIER 1940.

Registered on March 29th, 1940, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 29 mars 1940, à la demande du secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH LEGATION.
107/16/39.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.
107/16/39.

BERNE, 28th December, 1939.

BERNE, le 28 décembre 1939.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 8 *(a)* of the Convention regarding legal proceedings which was signed

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'État de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 8 *a*) de la Convention en matière de procédure civile signée à Londres le 3 décembre

in London on the 3rd December, 1937, the extension of the operation of that convention to Newfoundland.

In accordance with Article 8 (*b*) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say on the 28th January next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Conseiller fédéral, the assurance of my highest consideration.

G. R. WARNER.

Son Excellence
Monsieur le Conseiller fédéral
Giuseppe Motta,
Federal Political Department,
Berne.

II.

DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL.
DIVISION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
B. 14.21.GB.3.5. XC.

BERNE, le 3 janvier 1940.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par lettre en date du 28 décembre Son Excellence Sir George Warner a bien voulu nous faire savoir, en conformité avec l'article 8, lettres *a*) et *b*), de la Convention en matière de procédure civile signée à Londres le 3 décembre 1937, que l'application de cette convention est étendue à la Terre-Neuve et que cette extension prendra effet dès le 28 janvier 1940.

Nous avons l'honneur de prendre acte de cette communication.

Agréez, Monsieur le Chargé d'affaires, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

Le Chef
de la Division des Affaires étrangères,
BONNA.

Monsieur Torr,
Chargé d'affaires
de Sa Majesté britannique,
Berne.

1937, que l'application des dispositions de cette convention est étendue à Terre-Neuve.

Conformément à l'article 8 *b*) de la convention, l'extension faisant l'objet de la présente notification prendra effet un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 28 janvier prochain.

En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

G. R. WARNER.

Son Excellence
Monsieur le Conseiller fédéral
Giuseppe Motta,
Département politique fédéral,
Berne.

II.

FEDERAL POLITICAL DEPARTMENT.
FOREIGN AFFAIRS SECTION.
B. 14.21.GB. 3.5. XC.

BERNE, January 3rd, 1940.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

In a note dated December 28th, His Excellency Sir George Warner notified us, in accordance with Article 8, letters (*a*) and (*b*), of the Convention regarding Legal Proceedings, signed at London on December 3rd, 1937, that the operation of that Convention is extended to Newfoundland and that this extension shall take effect as from January 28th, 1940.

We beg to take note of this communication.

We have the honour to be, etc.

BONNA,
Head of the Foreign Affairs Section.

Monsieur Torr,
His Britannic Majesty's
Chargé d'Affaires,
Berne.

No. 4536. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF INDIA AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING DOCUMENTS OF IDENTITY FOR AIRCRAFT PERSONNEL. PARIS, JULY 15TH, 1938.

N° 4536. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AUX DOCUMENTS D'IDENTITÉ POUR LE PERSONNEL DES AÉRONEFS. PARIS, LE 15 JUILLET 1938.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE FRENCH GOVERNMENT EXTENDING TO BURMA THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. PARIS, JUNE 8TH, 1939.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS RELATIF A L'APPLICATION A LA BIRMANIE DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. PARIS, LE 8 JUIN 1939.

Registered on January 3rd, 1940, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 3 janvier 1940 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

I.

I.

SIR E. PHIPPS TO M. BONNET.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

SIR E. PHIPPS A M. BONNET.

PARIS, *June 8th*, 1939.

PARIS, *le 8 juin* 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that the Government of Burma have expressed the desire that the Agreement recorded in my note of the 15th July, 1938, and Your Excellency's reply of the same date regarding the reciprocal recognition of documents of identity for aircraft personnel may be extended to include the operating personnel of French aircraft arriving in Burma and holders of certificates and licences issued under the authority of the Burma Government arriving in France and other French territories covered by the Agreement.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Birmanie a exprimé le désir que l'Accord, consacré par ma note du 15 juillet 1938 et par la réponse de Votre Excellence portant la même date, relatif à la reconnaissance réciproque des documents d'identité pour le personnel des aéronefs, soit étendu au personnel navigant des aéronefs français arrivant en Birmanie et aux titulaires de certificats ou de licences délivrés sous le contrôle du Gouvernement de Birmanie, arrivant en France et dans les autres territoires français auxquels s'applique ledit accord.

2. I have the honour, therefore, to propose that from the date of this note the provisions of the Agreement in question shall be regarded as applying on the one hand to all French citizens arriving in Burma by air as members of the operating personnel of aircraft employed on regular French air lines, and on the other hand to British subjects and British-protected persons, holders of certificates and licences

2. J'ai l'honneur, en conséquence, de proposer que, à partir de la date de la présente note, les dispositions de l'accord en question soient considérées comme s'appliquant, d'une part, à tous les ressortissants français arrivant en Birmanie par la voie des airs comme membres du personnel navigant d'aéronefs en service sur les lignes aériennes régulières françaises et, d'autre part, aux sujets ou protégés britanni-

¹ Vol. CXCIV, page 73, of this Series.

¹ Vol. CXCIV, page 73, de ce recueil.

issued under the authority of the Burma Government, who are members of the operating personnel of aircraft employed on regular British air lines, arriving by air in France or in any of the territories specified in provision (4) of paragraph 1 of my note of the 15th July, 1938.

3. I have the honour further to propose that, provided the Government of the Republic see no objection, this note and Your Excellency's reply to that effect shall be regarded as recording an agreement in the above sense.

I have, etc.

Eric PHIPPS.

II.

M. BONNET A SIR E. PHIPPS.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PARIS, le 8 juin 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser à la date d'aujourd'hui et de lui faire savoir que le Gouvernement de la République accepte d'étendre au Gouvernement de Birmanie le bénéfice de l'Accord franco-britannique intervenu le 15 juillet 1938.

En conséquence, et conformément à la proposition de Votre Excellence, les sujets et protégés britanniques, membres du personnel navigant d'aéronefs en service sur les lignes régulières britanniques, titulaires de certificats ou de licences délivrés sous le contrôle du Gouvernement de Birmanie et arrivant par la voie des airs en France ou dans l'un des territoires énumérés au paragraphe 2 de la note française du 15 juillet 1938, bénéficieront des dispositions prévues à l'accord de 1938.

De même et en contre-partie, les ressortissants français, membres du personnel navigant d'aéronefs en service sur les lignes régulières françaises, titulaires de certificats ou de licences délivrés sous le contrôle du Gouvernement

ques, titulaires de certificats ou de licences délivrés sous le contrôle du Gouvernement de Birmanie et qui font partie du personnel navigant d'aéronefs en service sur les lignes aériennes régulières britanniques, arrivant par la voie des airs en France ou dans l'un des territoires énumérés à l'alinéa (4) du paragraphe 1 de ma note du 15 juillet 1938.

3. J'ai l'honneur de proposer, en outre, que, si le Gouvernement de la République n'y voit pas d'objection, la présente note et la réponse de Votre Excellence soient considérées comme consacrant l'accord intervenu dans les conditions énoncées ci-dessus.

Veuillez agréer, etc...

Eric PHIPPS.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

M. BONNET TO SIR E. PHIPPS.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

PARIS, June 8th, 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to acknowledge receipt of the note which Your Excellency was so good as to address to me to-day, and to inform you that the Government of the Republic agree to extend to Burma the benefit of the Anglo-French Agreement of the 15th July, 1938.

Consequently, and in conformity with Your Excellency's proposal, British subjects and protected persons, members of the operating personnel of aircraft of regular British lines, holders of certificates or licences issued under the authority of the Government of Burma, and arriving by air in France or in one of the territories enumerated in paragraph 2 of the French note of the 15th July, 1938, shall benefit by the provisions of the Agreement of 1938.

Similarly, and on the other hand, French citizens, members of the operating personnel of aircraft of regular French lines, holders of certificates or licences issued under the authority of the French Government and arriving in

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

français et arrivant en Birmanie par la voie des airs, bénéficieront des dispositions prévues à l'accord précité de 1938.

Veillez agréer, etc.

(Pour le Ministre des Affaires étrangères et par délégation, l'Ambassadeur de France, secrétaire général),
Alexis LÉGER.

Burma by air, shall benefit by the provisions of the said Agreement of 1938.

Accept, etc.

(For the Minister for Foreign Affairs and by delegation, the Ambassador of France, Secretary-General),
Alexis LÉGER.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 4579. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF COLOMBIA CONCERNING THE CONSTITUTION OF A NAVAL MISSION OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO COLOMBIA. SIGNED AT WASHINGTON, NOVEMBER 23RD, 1938.

Nº 4579. — ACUERDO¹ ENTRE LOS GOBIERNOS DE LOS ESTADOS UNIDOS DE NORTE AMERICA Y DE LA REPUBLICA DE COLOMBIA PARA CONSTITUIR UNA MISION NAVAL ESTADOUNIDENSE EN LA REPUBLICA DE COLOMBIA. FIRMADO EN WASHINGTON, EL 23 DE NOVIEMBRE DE 1938.

SUPPLEMENTARY AGREEMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF COLOMBIA MODIFYING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. SIGNED AT WASHINGTON, AUGUST 30TH, 1941.

CONTRATO SUPLEMENTARIO ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE NORTE AMERICA Y LA REPUBLICA DE COLOMBIA PARA MODIFICAR EL ACUERDO ARRIBA MENCIONADO. FIRMADO EN WASHINGTON, EL 30 DE AGOSTO DE 1941.

Registered on November 26th, 1941, at the request of the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne.

Enregistré le 26 novembre 1941, à la demande de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne.

Certain modifications in the Naval Mission Agreement between the United States of America and the Republic of Colombia, signed at Washington on November 23rd, 1938, having been found desirable, it is agreed between the United States of America and the Republic of Colombia as follows :

Habiéndose estimado conveniente efectuar ciertas modificaciones al contrato sobre una Misión Naval, celebrado entre los Estados Unidos de América y la República de Colombia, suscrito en Washington el 23 de noviembre de 1938, los Estados Unidos de América y la República de Colombia han convenido en lo siguiente :

Article I.

Article I of Title IV of the Agreement of November 23rd, 1938, is amended to read as follows :

“ Each member of the Mission shall receive from the Government of the Republic of Colombia such net annual

Artículo I.

El Artículo I del Título IV del contrato celebrado el 23 de noviembre de 1938 queda modificado conforme a los siguientes términos :

« Cada miembro de la Misión recibirá del Gobierno de la República de Colombia la remuneración neta anual computada

¹ Vol. CXCVI, page 157, of this Series.

¹ Vol. CXCVI, page 157, de ce recueil.

compensation expressed in United States currency as may be agreed upon between the Government of the United States of America and the Government of the Republic of Colombia. This compensation shall be paid in twelve equal monthly installments, each due and payable on the last day of the month. Payments may be made in Colombian national currency computed at the highest value of the dollar at the free market rate of exchange in Bogotá on the date on which due. Payments made outside of Colombia shall be in the national currency of the United States of America. The compensation shall not be subject to any Colombian tax, or to tax by any political or administrative subdivision of Colombia, that is now or shall hereafter be in effect. Should there, however, be at present or during the life of this Agreement any taxes that might affect the said compensation, such taxes will be borne by the Ministry of War of Colombia in order to comply with the provisions stipulated above that the compensations agreed upon shall be net. "

Article 2.

This supplementary Agreement shall be in effect from the date on which it is signed, and shall continue in effect until the expiration of the Agreement of November 23rd, 1938.

In witness whereof, the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Agreement in duplicate in the English and Spanish languages at Washington, this thirtieth day of August, one thousand nine hundred forty-one.

Cordell HULL,

Secretary of State of the United States of America.

Gabriel TURBAY,

Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Republic of Colombia at Washington.

Certified to be a true and complete textual copy fo the original Supplementary Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State of the United States of America :

Edward Yardley,
Director of Personnel.

en moneda de los Estados Unidos, que de mutuo acuerdo convengan el Gobierno de los Estados Unidos de América y el Gobierno de la República de Colombia. Esta remuneración se cubrirá en doce mensualidades iguales, que vencen y deben pagarse el último día de cada mes. Los pagos pueden hacerse en moneda nacional colombiana computada al tipo de cambio más alto por dólares en el mercado libre en Bogotá el día de su vencimiento. Los pagos que se efectúen fuera de Colombia se harán en moneda nacional de los Estados Unidos de América. Dicha remuneración no estará sujeta a ninguna clase de impuestos colombianos, o impuesto de alguna subdivisión política de Colombia, que esté actualmente en vigencia o que se imponga en el futuro. Sin embargo, si al presente o durante la vigencia de este contrato existieren impuestos que pudiesen afectar dicha remuneración, tales impuestos serán pagados por el Ministerio de Guerra de Colombia con el objeto de cumplir con la disposición anterior de que la remuneración estipulada deberá ser neta. »

Artículo 2.

Este contrato suplementario entrará en vigor a partir de la fecha de su firma y continuará en vigencia hasta la expiración del contrato suscrito el 23 de noviembre de 1938.

En testimonio de lo cual, los suscritos, debidamente autorizados para ello, han firmado este contrato, por duplicado, en los idiomas inglés y español en la ciudad de Washington, el día treinta de agosto de mil novecientos cuarenta y uno.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4579. — ACCORD ENTRE LES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE RELATIF A LA CONSTITUTION D'UNE MISSION NAVALE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE EN COLOMBIE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 23 NOVEMBRE 1938.

ACCORD ADDITIONNEL ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE MODIFIANT L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 30 AOUT 1941.

Certaines modifications à l'Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et la République de Colombie concernant une Mission navale, signé à Washington le 23 novembre 1938, ayant été jugées désirables, les Etats-Unis d'Amérique et la République de Colombie sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

L'article premier du titre IV de l'Accord du 23 novembre 1938 est amendé comme suit :

« Chaque membre de la Mission recevra du Gouvernement de la République de Colombie l'indemnité annuelle nette, exprimée en monnaie des Etats-Unis, qui sera fixée d'un commun accord entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République de Colombie. Le paiement en sera effectué en douze versements mensuels égaux, chacun étant dû et payable le dernier jour du mois. Ces versements pourront être faits en monnaie nationale colombienne, calculée selon la valeur la plus élevée du dollar au cours de change pratiqué sur le marché libre, à Bogotá, le jour où le versement en question sera exigible. Les paiements opérés en dehors de la Colombie s'effectueront en la monnaie nationale des Etats-Unis d'Amérique. Cette indemnité ne sera assujettie à aucun impôt colombien ni à aucune taxe, prélevée par une subdivision politique ou administrative quelconque de Colombie, qui pourrait être actuellement ou ultérieurement en vigueur. Toutefois, s'il existait présentement, ou s'il venait à être créé, pendant la validité du présent accord, des impôts qui pourraient avoir une incidence sur l'indemnité en question, ces impôts seront supportés par le Ministère de la Guerre de Colombie, en application des dispositions énoncées ci-dessus qui prévoient que les indemnités stipulées seront nettes ».

Article 2.

Le présent accord supplémentaire prendra effet à compter du jour de sa signature et restera en vigueur jusqu'à l'expiration de l'Accord du 23 novembre 1938.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord en double exemplaire, en langue anglaise et en langue espagnole, à Washington, le trente août mil neuf cent quarante et un.

Cordell HULL,

Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique.

Gabriel TURBAY,

*Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de la République de Colombie à Washington.*

No. 4589. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF CHILE CONSTITUTING A TEMPORARY COMMERCIAL AGREEMENT. SANTIAGO, JANUARY 9TH, 1939.

Nº 4589. — CANJE DE NOTAS¹ ENTRE EL GOBIERNO DEL REINO UNIDO Y EL GOBIERNO DE CHILE ESTABLECIENDO UN ACUERDO COMERCIAL PROVISIONAL. SANTIAGO, 9 DE ENERO DE 1939.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING UNTIL DECEMBER 31ST, 1939, THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. SANTIAGO, JUNE 27TH, 1939.

CANJE DE NOTAS PARA PRORROGAR, HASTA EL 31 DE DICIEMBRE DE 1939 EL ACUERDO ARRIBA MENCIONADO. SANTIAGO, EL 27 DE JUNIO DE 1939.

Registered on May 30th, 1940, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 30 mai 1940, à la demande du secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 78.

YOUR EXCELLENCY,

SANTIAGO, *June 27th*, 1939.

I have the honour to inform Your Excellency that my Government agree to extend until December 31st, 1939, the Temporary Commercial Agreement between the Government of Great Britain and Northern Ireland and the Chilian Government made effective by the exchange of notes between Your Excellency and the undersigned on January 9th, 1939.

2. The present note and Your Excellency's reply in similar terms shall be regarded as constituting an agreement between the two Governments in this matter.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

C. H. BENTINCK.

His Excellency

Señor don Abraham Ortega A.,
Minister for Foreign Affairs,
Santiago.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE CHILE.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.

SANTIAGO, *27 de Junio de* 1939.

SEÑOR EMBAJADOR :

Tengo el honor de manifestar a Vuestra Excelencia que mi Gobierno está de acuerdo en prorrogar hasta el 31 de Diciembre de 1939 la vigencia del Acuerdo Comercial Provisional entre el Gobierno de Chile y el Gobierno del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del

II.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

REPUBLIC OF CHILE.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

SANTIAGO, *June 27th*, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that my Government agree to extend until December 31st, 1939, the Temporary Commercial Agreement between the Government of Chile and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland made

¹ Vol. CXCVI, page 277, of this Series.

¹ Vol. CXCVI, page 277, de ce recueil.

Norte, celebrado mediante el cambio de notas entre Vuestra Excelencia y el suscrito, de fecha 9 de Enero último.

La presente nota y la respuesta de Vuestra Excelencia en términos similares se considerará un Acuerdo entre los dos Gobiernos en esta materia.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

Abraham ORTEGA A.

effective by the exchange of notes between Your Excellency and the undersigned on January 9th, 1939.

The present note and Your Excellency's reply in similar terms shall be regarded as constituting an agreement between the two Governments in this matter.

I avail myself of this opportunity, etc.

Abraham ORTEGA A.

Al Excmo. Señor Charles Bentinck,
Embajador extraordinario
y plenipotenciario de Gran Bretaña.
Presente.

His Excellency
Sir Charles Bentinck,
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary
of Great Britain,
Santiago.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Nº 4589. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DU CHILI, COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. SANTIAGO, LE 9 JANVIER 1939.

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1939 L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. SANTIAGO LE 27 JUIN 1939.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 78.

MONSIEUR LE MINISTRE,

SANTIAGO, le 27 juin 1939.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon Gouvernement consent à proroger jusqu'au 31 décembre 1939 la validité de l'Accord commercial provisoire entre le Gouvernement de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et le Gouvernement du Chili, conclu par échange de notes entre Votre Excellence et le soussigné en date du 9 janvier 1939.

2. La présente note et la réponse de Votre Excellence conçue en termes similaires seront considérées comme constituant un accord entre les deux gouvernements relativement à cette question.

Je saisis cette occasion, etc.

C. H. BENTINCK.

Son Excellence
Monsieur Abraham Ortega A.,
Ministré des Affaires étrangères,
Santiago.

II.

RÉPUBLIQUE DU CHILI.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

SANTIAGO, le 27 juin 1939.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon Gouvernement consent à proroger jusqu'au 31 décembre 1939 la validité de l'Accord commercial provisoire entre le Gouvernement du Chili et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, conclu par échange de notes entre Votre Excellence et le soussigné en date du 9 janvier 1939.

La présente note et la réponse de Votre Excellence conçue en termes similaires seront considérées comme constituant un accord entre les deux gouvernements relativement à cette question.

Je saisis cette occasion, etc.

Abraham ORTEGA A.

Son Excellence

Sir Charles Bentinck,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de Grande-Bretagne,
Santiago.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING UNTIL JUNE 30TH, 1940, THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT OF JANUARY 9TH, 1939. SANTIAGO, DECEMBER 27TH, 1939.

CANJE DE NOTAS PARA PRORROGAR, HASTA EL 30 DE JUNIO DE 1940 EL ACUERDO ARRIBA MENCIONADO DEL 9 DE ENERO DE 1939. SANTIAGO, EL 27 DE DICIEMBRE DE 1939.

Registered on May 30th, 1940, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 30 mai 1940, à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 175.

YOUR EXCELLENCY,

SANTIAGO, December 27th, 1939.

I have the honour to inform Your Excellency that my Government agree to extend until 30th June, 1940, the Temporary Commercial Agreement between the Government of Great Britain and Northern Ireland and the Chilian Government made effective by the exchange of notes between Your Excellency and the undersigned on January 9th, 1939.

2. The present note and Your Excellency's reply in similar terms shall be regarded as constituting an agreement between the two Governments in this matter.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

C. H. BENTINCK.

His Excellency

Señor don Abraham Ortega A.,
Minister for Foreign Affairs,
Santiago.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE CHILE.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.

Nº II795.

SANTIAGO, 27 de Diciembre de 1939.

SEÑOR EMBAJADOR :

Tengo el honor de manifestar a Vuestra Excelencia que mi Gobierno está de acuerdo en prorrogar hasta el 30 de Junio de 1940 la vigencia del Acuerdo Comercial Provisional entre el Gobierno de Chile y el Gobierno del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte, celebrado mediante el cambio de notas entre Vuestra Excelencia y el suscrito de fecha 9 de Enero último.

La presente nota y la respuesta de Vuestra Excelencia en términos similares se considerará un Acuerdo entre los dos Gobiernos en esta materia.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

Abraham ORTEGA A.

Al Excmo. Señor Charles Bentinck,
Embajador extraordinario
y plenipotenciario de Gran Bretaña,
Presente.

II.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

REPUBLIC OF CHILE.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. II795.

SANTIAGO, December 27th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that my Government agree to extend until June 30th, 1940 the Temporary Commercial Agreement between the Government of Chile and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, made effective by exchange of notes between Your Excellency and the undersigned on January 9th, 1939.

The present note and Your Excellency's reply in similar terms shall be regarded as constituting an agreement between the two Governments in this matter.

I avail myself of this opportunity, etc.

Abraham ORTEGA A.

His Excellency Sir Charles Bentinck,
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary of Great Britain,
Santiago.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

ECHANGE DE NOTES PROROGANT JUSQU'AU 30 JUIN 1940 L'ACCORD DU 9 JANVIER 1939
SUSMENTIONNÉ. SANTIAGO, LE 27 DÉCEMBRE 1939.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 175.

MONSIEUR LE MINISTRE,

SANTIAGO, le 27 décembre 1939.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon Gouvernement consent à proroger jusqu'au 30 juin 1940 la validité de l'Accord commercial provisoire entre le Gouvernement de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et le Gouvernement du Chili, conclu par échange de notes entre Votre Excellence et le soussigné le 9 janvier 1939.

2. La présente note et la réponse de Votre Excellence conçue en termes similaires seront considérées comme constituant un accord entre les deux gouvernements relativement à cette question.

Je saisis cette occasion, etc.

C. H. BENTINCK.

Son Excellence
Monsieur Abraham Ortega A.,
Ministre des Affaires étrangères,
Santiago.

II.

RÉPUBLIQUE DU CHILI.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 11795.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

SANTIAGO, le 27 décembre 1939.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon Gouvernement consent à proroger jusqu'au 30 juin 1940 la validité de l'Accord commercial provisoire entre le Gouvernement du Chili et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, conclu par échange de notes entre Votre Excellence et le soussigné en date du 9 janvier 1939.

La présente note et la réponse de Votre Excellence, conçue en termes similaires, seront considérées comme constituant un accord entre les deux gouvernements relativement à cette question.

Je saisis cette occasion, etc.

Abraham ORTEGA A.

Son Excellence

Sir Charles Bentinck,

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de Grande-Bretagne,
Santiago.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING UNTIL THE 30TH JUNE, 1941, THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT OF JANUARY 9TH, 1939. SANTIAGO, JUNE 14TH, 1940.

CANJE DE NOTAS PARA PRORROGAR, HASTA EL 30 DE JUNIO DE 1941 EL ACUERDO ARRIBA MENCIONADO DEL 9 DE ENERO DE 1939. SANTIAGO, 14 DE JUNIO DE 1940.

Registered on June 6th, 1941, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 6 juin 1941, à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 106.

YOUR EXCELLENCY,

SANTIAGO, June 14th, 1940.

I have the honour to inform Your Excellency that my Government agree to extend until 30th June, 1941, the Temporary Commercial Agreement between the Government of Great Britain and Northern Ireland and the Chilian Government, made effective by the exchange of notes between Your Excellency's predecessor and the undersigned on January 9th, 1939.

2. The present note and Your Excellency's reply in similar terms shall be regarded as constituting an agreement between the two Governments in this matter.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

C. H. BENTINCK.

His Excellency

Señor don Cristóbal Sáenz,

Minister for Foreign Affairs,
Santiago.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE CHILE.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.

SECCION POLITICA COMERCIAL.

C4/I/24 N° 1253.

SANTIAGO, 14 de Junio de 1940.

SEÑOR EMBAJADOR,

Tengo el honor de informar a Vuestra Excelencia que mi Gobierno acepta prorrogar, hasta el 30 de Junio de 1941, el Acuerdo Comercial Provisional entre el Gobierno de Chile y el Gobierno del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte, celebrado por cambio de notas entre Vuestra Excelencia y mi antecesor en este Ministerio el 9 de Enero de 1939.

La presente nota y la respuesta de Vuestra Excelencia, en términos similares, constituirán un Acuerdo entre los dos Gobiernos en esta materia.

Aprovecho esta oportunidad para renovar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

Cristóbal SÁENZ.

Al Excmo. Señor Charles Bentinck,
Embajador extraordinario
y plenipotenciario de Gran Bretaña,
Presente.

II.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

REPUBLIC OF CHILE.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

POLITICAL AND COMMERCIAL DEPARTMENT.

SANTIAGO, June 14th, 1940.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that my Government agree to extend until June 30th, 1941 the Temporary Commercial Agreement between the Government of Chile and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, made effective by the exchange of notes between Your Excellency and my predecessor in this Ministry on January 9th, 1939.

The present Note and Your Excellency's reply in similar terms shall be regarded as constituting an agreement between the two Governments in this matter.

I avail myself of this opportunity, etc.

Cristóbal SÁENZ.

His Excellency Sir Charles Bentinck,
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary of Great Britain,
Santiago.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

ECHANGE DE NOTES PROROGANT L'ACCORD DU 9 JANVIER 1939 SUSMENTIONNÉ JUSQU'AU
30 JUIN 1941. SANTIAGO, LE 14 JUIN 1940.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 106.

MONSIEUR LE MINISTRE,

SANTIAGO, le 14 juin 1940.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon Gouvernement consent à proroger jusqu'au 30 juin 1941 la validité de l'Accord commercial provisoire entre le Gouvernement de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et le Gouvernement du Chili, conclu par échange de notes entre le prédécesseur de Votre Excellence et le soussigné le 9 janvier 1939.

2. La présente note et la réponse de Votre Excellence, conçue en termes similaires, seront considérées comme constituant un accord entre les deux gouvernements relativement à cette question.

Je saisis cette occasion, etc.

C. H. BENTINCK.

Son Excellence Monsieur Cristóbal Sáenz,
Ministre des Affaires étrangères,
Santiago.

II.

RÉPUBLIQUE DU CHILI.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

SECTION POLITIQUE ET COMMERCIALE.

C4/I/24 N° 1253.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

SANTIAGO, le 14 juin 1940.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon Gouvernement consent à proroger jusqu'au 30 juin 1941 la validité de l'Accord commercial provisoire entre le Gouvernement du Chili et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, conclu par échange de notes entre Votre Excellence et mon prédécesseur dans ce Ministère le 9 janvier 1939.

La présente note et la réponse de Votre Excellence, conçue en termes similaires, seront considérées comme constituant un accord entre les deux gouvernements relativement à cette question.

Je saisis cette occasion, etc.

Cristóbal SAENZ.

Son Excellence Sir Charles Bentinck,

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de Grande-Bretagne,
Santiago.

No. 4670. — TRADE AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND CANADA. SIGNED AT WASHINGTON, NOVEMBER 17TH, 1938

N° 4670. — ACCORD¹ COMMERCIAL ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE CANADA. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 17 NOVEMBRE 1938.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE ALLOCATION OF TARIFF QUOTA ON HEAVY CATTLE IMPORTED INTO THE UNITED STATES. WASHINGTON, OCTOBER 15TH AND 21ST AND DECEMBER 6TH, 1940.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'ATTRIBUTION DE CONTINGENTS TARIFAIRES EN CE QUI CONCERNE LE GROS BÉTAIL IMPORTÉ AUX ÉTATS-UNIS. WASHINGTON, LES 15 ET 21 OCTOBRE ET 6 DÉCEMBRE 1940.

Registered on March 29th, 1941, at the request of the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne.

Enregistré le 29 mars 1941, à la demande de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne.

I.

I.

CANADIAN LEGATION.

No. 312.

WASHINGTON, October 15th, 1940.

SIR,

I have the honour to refer to my Note No. 303 of November 6th, 1939, relative to the allocation of the United States quota on heavy cattle and

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LÉGATION DU CANADA.

N° 312.

WASHINGTON, le 15 octobre 1940.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur, en me référant à ma note N° 303, du 6 novembre 1939, relative à la répartition du contingent des Etats-Unis

¹ Vol. CXCIX, page 91, of this Series.

¹ Vol. CXCIX, page 91, de ce recueil.

to state that I have been requested by the Secretary of State for External Affairs to inform you that the Government of Canada would be grateful, if the Government of the United States of America would continue throughout the calendar year 1941 to allocate the import quota on cattle weighing 700 pounds or more each between Canada and other foreign countries in accordance with the basis of allocation effective during the calendar year 1940.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir,

Your most obedient, humble servant,

M. M. MAHONEY,
For the Minister.

The Hon. Cordell Hull,
Secretary of State
of the United States,
Washington, D. C.

II.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *October 21st, 1940.*

SIR,

I have the honor to acknowledge the receipt of your note No. 312 of October 15th, 1940, in which the request is made on behalf of the Government of Canada, under the provisions of the Trade Agreement between the United States of America and Canada signed on November 17th, 1938, that the Government of the United States continue to allocate the tariff quota on cattle weighing 700 pounds or more each throughout the calendar year 1941 in accordance with the basis of allocation effective during the calendar year 1940.

I have the honor to inform you that the request of the Government of Canada is receiving the attention of the appropriate agencies of this Government and I will communicate with you further as soon as possible.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Secretary of State :
Henry F. GRADY.

The Honorable
Loring C. Christie,
Minister of Canada.

concernant le gros bétail, de porter à votre connaissance que j'ai été chargé par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de vous informer que le Gouvernement du Canada serait heureux que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique continue, pendant l'année civile 1941, à répartir le contingent d'importation des bestiaux pesant 700 livres anglaises ou davantage par tête, entre le Canada et les autres pays étrangers, conformément à la base de répartition qui a été adoptée pendant l'année civile 1940.

Veillez agréer, etc.

Pour le Ministre :
M. M. MAHONEY.

The Hon. Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat
des Etats-Unis,
Washington, D. C.

II.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, *le 21 octobre 1940.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 312, du 15 octobre 1940, dans laquelle la demande est formulée, au nom du Gouvernement du Canada et en vertu des dispositions de l'Accord commercial entre les Etats-Unis d'Amérique et le Canada, signé le 17 novembre 1938, que le Gouvernement des Etats-Unis continue de répartir le contingent douanier, en ce qui concerne les bestiaux pesant 700 livres anglaises ou davantage par tête, pendant l'année civile 1941, conformément à la base de répartition qui a été adoptée pendant l'année civile 1940.

J'ai l'honneur de vous informer que la demande du Gouvernement canadien est actuellement examinée par les autorités compétentes du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et je vous adresserai une nouvelle communication à ce sujet dès que faire se pourra.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
Henry F. GRADY.

L'Honorable
Loring C. Christie,
Ministre du Canada.

III.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *December 6th, 1940.*

SIR,

I have the honor to refer again to the Legation's note No. 312 of October 15th, 1940, in which the request was made under the provisions of the Trade Agreement between the United States of America and Canada signed on November 17th, 1938, that the Government of the United States continue to allocate the tariff quota on cattle weighing 700 pounds or more each throughout the calendar year 1941 in accordance with the basis of allocation effective during the calendar year 1940.

I have the honor to inform you that on November 30th, 1940 the President issued a proclamation directing the continuance of the allocation during the calendar year 1941 on the same basis as that effective during 1940. Copies of a press release with regard to the issuance of this proclamation are enclosed.

In connection with this matter, you will of course recognize that circumstances may arise which may make a change in the basis of allocation necessary or desirable, and that consequently no assurance can be given that the existing allocation will be maintained on the same basis during subsequent quota years.

Accept, Sir, the renewed assurances of my high consideration.

For the Secretary of State :
Sumner WELLES.

Enclosures :

(3) Press release No. 508, December 2nd, 1940.

Mr. Merchant Mahoney,
Chargé d'Affaires *ad interim* of Canada.

III.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, *le 6 décembre 1940.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de me référer à nouveau à la note de la Légation N^o 312, du 15 octobre 1940, dans laquelle était formulée la demande, en vertu des dispositions de l'Accord commercial entre les Etats-Unis d'Amérique et le Canada, signé le 17 novembre 1938, que le Gouvernement des Etats-Unis continue, pendant l'année civile 1941, de répartir le contingent douanier, en ce qui concerne les bestiaux pesant 700 livres anglaises ou davantage par tête, conformément à la base de répartition adoptée pendant l'année civile 1940.

J'ai l'honneur de vous informer que, le 30 novembre 1940, le Président a promulgué une proclamation maintenant la répartition, pendant l'année civile 1941, sur la même base que celle qui a été pratiquée pendant l'année 1940. Vous trouverez ci-joint des exemplaires d'un communiqué de presse relatif à la promulgation de cette proclamation.

Vous voudrez bien reconnaître naturellement, à ce sujet, qu'il pourra se présenter des circonstances en vertu desquelles une modification de la base de répartition deviendrait nécessaire ou opportune et que, par conséquent, il ne saurait être donné d'assurances que la répartition actuelle sera maintenue sur la même base pendant les années ultérieures de contingentement.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
Sumner WELLES.

Pièces jointes :

(3) Communiqué de presse N^o 508, 2 décembre 1940.

Monsieur Merchant Mahoney,
Chargé d'affaires *p. i.* du Canada.

No. 130 (a). — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND ITALY, SIGNED AT FLORENCE, FEBRUARY 26TH, 1871, AS AMENDED BY THE TREATY² SIGNED AT WASHINGTON, FEBRUARY 25TH, 1913.

PROTOCOL REGARDING THE TERMINATION OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. SIGNED AT ROME, DECEMBER 15TH, 1936.

Registered on March 8th, 1940, at the request of the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Bern.

Enregistré le 8 mars 1940, à la demande de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

PROCESSO VERBALE.

The undersigned, the Ambassador of the United States of America to Italy and the Minister of Foreign Affairs of Italy, hereby announce by this official notification, given each to the other, by direction of their respective governments, the intention of each government to terminate twelve months from this day the Treaty of Commerce and Navigation between the United States of America and His Majesty the King of Italy, signed at Florence, February 26th, 1871, as amended by the Treaty signed at Washington, February 25th, 1913, the said notice being given in accordance with the provisions of Article 25 of the Treaty of 1871.

I sottoscritti, il Ministro degli Affari Esteri d'Italia e l'Ambasciatore degli Stati Uniti d'America in Roma, si comunicano col presente, dietro istruzioni dei propri Governi, l'intenzione di ciascuno dei due Governi di porre termine dopo dodici mesi, a datare da questo giorno, al Trattato di commercio e navigazione stipulato in Firenze, fra l'Italia e gli Stati Uniti d'America, il 26 febbraio 1871 e a quello firmato in Washington il 25 febbraio 1913, che modifica il precedente.

La presente denuncia è effettuata giusta l'articolo 25 del Trattato del 1871.

Done in Rome, the 15th December, 1936.

Fatto a Roma il 15 dicembre 1936.

William PHILLIPS.

CIANO.

CIANO.

William PHILLIPS.

Certified to be a true and complete textual copy of the original protocol in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Director of Personnel.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 61, page 88.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 107, page 952.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome I, page 57.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome 7, page 671.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 130 a). — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'ITALIE, SIGNÉ A FLORENCE, LE 26 FÉVRIER 1871, MODIFIÉ PAR LE TRAITÉ SIGNÉ A WASHINGTON, LE 25 FÉVRIER 1913.

PROTOCOLE RELATIF A LA DÉNONCIATION DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ.
SIGNÉ A ROME, LE 15 DÉCEMBRE 1936.

Les soussignés,

L'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en Italie et le ministre des Affaires étrangères d'Italie, se communiquent mutuellement, par la présente notification officielle, conformément aux instructions de leurs gouvernements respectifs, l'intention de chacun des deux gouvernements de mettre fin, douze mois après la date de la présente notification, au Traité de commerce et de navigation entre les Etats-Unis d'Amérique et Sa Majesté le Roi d'Italie, signé à Florence le 26 février 1871, tel qu'il a été amendé par le Traité signé à Washington le 25 février 1913.

La présente dénonciation est signifiée conformément aux dispositions de l'article 25 du traité de 1871.

Fait à Rome, le 15 décembre 1936.

(s.) CIANO.

(s.) William PHILLIPS.

No. 131 (a). — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND JAPAN, AND PROTOCOL ANNEXED THERETO. SIGNED AT WASHINGTON, FEBRUARY 21ST, 1911.

N° 131 a). — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE JAPON, ET PROTOCOLE Y ANNEXÉ. SIGNÉS A WASHINGTON, LE 21 FÉVRIER 1911.

NOTE FROM THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE JAPANESE GOVERNMENT NOTIFYING THE TERMINATION OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. WASHINGTON, JULY 26TH, 1939.

NOTE DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE AU GOUVERNEMENT JAPONAIS NOTIFIANT L'ABROGATION DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. WASHINGTON, LE 26 JUILLET 1939.

Registered on March 8th, 1940, at the request of the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne.

Enregistrée le 8 mars 1940, à la demande de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

DEPARTMENT OF STATE.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, July 26th, 1939.

WASHINGTON, le 26 juillet 1939.

EXCELLENCY,

EXCELLENCE,

During recent years the Government of the United States has been examining the treaties

Au cours de ces dernières années, le Gouvernement des Etats-Unis a procédé à un examen

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 105, page 728.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome 6, page 729.

of commerce and navigation in force between the United States and foreign countries with a view to determining what changes may need to be made toward better serving the purposes for which such treaties are concluded. In the course of this survey, the Government of the United States has come to the conclusion that the Treaty of Commerce and Navigation between the United States and Japan which was signed at Washington on February 21st, 1911, contains provisions which need new consideration. Toward preparing the way for such consideration and with a view to better safeguarding and promoting American interests as new developments may require, the Government of the United States, acting in accordance with the procedure prescribed in Article XVII of the Treaty under reference, gives notice hereby of its desire that this Treaty be terminated, and, having thus given notice, will expect the Treaty, together with its accompanying Protocol, to expire six months from this date.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

His Excellency
Kensuke Horinouchi,
Japanese Ambassador.

Certified to be a true and complete textual copy of the original note.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Director of Personnel.

des traités de commerce et de navigation en vigueur entre les Etats-Unis et les pays étrangers, en vue de déterminer quels changements il pourrait être nécessaire d'y apporter pour mieux servir les fins en vue desquelles ces traités ont été conclus. Au cours de cet examen, le Gouvernement des Etats-Unis est arrivé à la conclusion que le Traité de commerce et de navigation entre les Etats-Unis et le Japon, signé à Washington le 21 février 1911, contient des dispositions qui nécessitent une révision. Afin de préparer la voie à cette révision et d'être mieux en mesure de sauvegarder et de défendre les intérêts américains, si les circonstances l'exigent, le Gouvernement des Etats-Unis, agissant conformément aux dispositions de l'article XVII du traité en question, signifie par la présente son désir qu'il soit mis fin audit traité et, l'ayant ainsi dénoncé, considérera ledit traité et le protocole y annexé comme venant à expiration six mois après la date de la présente note.

Veillez agréer...

Cordell HULL.

Son Excellence
Kensuke Horinouchi,
Ambassadeur du Japon.

Les traités suivants, déjà enregistrés à la demande d'une des Parties, ont été également présentés à l'enregistrement par une autre Partie :

The following Treaties, which were already registered at the request of one Party, have also been presented for registration by another Party :

No. 3961. — AGREEMENT¹ REGARDING THE REGULATION OF THE PRODUCTION AND EXPORT OF RUBBER, SIGNED AT LONDON, MAY 7TH, 1934, AND PROTOCOLS AMENDING THIS AGREEMENT, SIGNED AT LONDON, JUNE 27TH, 1935, MAY 22ND, 1936, AND FEBRUARY 5TH, 1937.

No 3961. — ACCORD¹ CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION DE LA PRODUCTION ET DE L'EXPORTATION DU CAOUTCHOUC, SIGNÉ A LONDRES, LE 7 MAI 1934, ET PROTOCOLES MODIFIANT CET ACCORD, SIGNÉS A LONDRES, LES 27 JUIN 1935, 22 MAI 1936 ET 5 FÉVRIER 1937.

Declaration² of the Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, recording the acceptance of a Recommendation by the International Rubber Regulation Committee by the States Parties to the above-mentioned Agreement, signed at London, October 6th, 1938, with text of the said Recommendation and revised text of the Agreement.

Déclaration² du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, relative à l'acceptation par les Etats parties à l'accord susmentionné d'une Recommandation du Comité international de Réglementation du Caoutchouc, signée à Londres, le 6 octobre 1938, avec texte de la recommandation et texte révisé de l'accord.

Communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, April 22nd, 1940.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 22 avril 1940.

No 4394. — CONVENTION³ PORTANT MODIFICATIONS A LA CONVENTION INTERNATIONALE SIGNÉE A PARIS LE 21 JUIN 1920 POUR LA CRÉATION A PARIS D'UN INSTITUT INTERNATIONAL DU FROID. SIGNÉE A PARIS, LE 31 MAI 1937.

No. 4394. — CONVENTION³ MODIFYING THE INTERNATIONAL CONVENTION SIGNED AT PARIS ON JUNE 21ST, 1920, FOR THE CREATION AT PARIS OF AN INTERNATIONAL INSTITUTE OF REFRIGERATION. SIGNED AT PARIS, MAY 31ST, 1937.

Communiquée par le représentant a. i. de la Grèce près la Société des Nations le 8 mars 1940 et par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas le 11 mars 1940.

Communicated by the Acting Representative of Greece to the League of Nations, March 8th, 1940, and by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, March 11th, 1940.

¹ Vol. CLXXI, pages 203 and 226 ; and Vol. CLXXXI, page 469, of this Series.

² Vol. CXCVI, page 437, of this Series.

³ Vol. CLXXXIX, page 359, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXI, pages 203 et 227 ; et vol. CLXXXI, page 469 de ce recueil.

² vol. CXCVI, page 437, de ce recueil.

³ Vol. CLXXXIX, page 359, of this Series.